This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

Res. Lit. Int. A. 69 d 36"
2229 - e. 114/11
= K. 7. 3

SUPPLÉMENT
AU
RECUEIL
DES PRINCIPAUX
TRAITÉS

d'Alliance, *de Paix, de Trêve, de Neutralité,*
de Commerce, *de Limites, d'Echange etc.*
CONCLUS PAR LES PUISSANCES
DE L'EUROPE
TANT ENTRE ELLES
QU'AVEC LES PUISSANCES ET ETATS
DANS D'AUTRES PARTIES DU MONDE
depuis 1761 *jusqu'à présent*
PRÉCÉDÉ
DE
TRAITÉS DU XVIIIème SIÈCLE
antérieurs à cette époque et qui ne se trouvent pas
dans
LE CORPS UNIVERSEL DIPLOMATIQUE
DE
Mrs. DUMONT ET ROUSSET,
ET AUTRES RECUEILS GÉNÉRAUX DE TRAITÉS
PAR
GEORGE FRÉDÉRIC DE MARTENS
continué par
FRÉDÉRIC SAALFELD.

Tome XI. Première Partie
1820 — 1827 *incl.*

À GOTTINGUE,
DANS LA LIBRAIRIE DE DIETERICH.
1829.

NOUVEAU RECUEIL
DE
TRAITÉS

d'Alliance, de Paix, de Trêve, de Neutralité, de Commerce, de Limites, d'Echange etc. et de plusieurs autres actes servant à la connoissance des relations étrangères des Puissances et Etats

DE L'EUROPE

TANT DANS LEUR RAPPORT MUTUEL
QUE DANS CELUI ENVERS LES PUISSANCES ET ETATS DANS D'AUTRES PARTIES DU GLOBE
depuis 1808 *jusqu'à présent.*

Tiré des copies publiées par autorité, des meilleures collections particulières de traités et des auteurs les plus estimés.

PAR

GEO. FRÉD. DE MARTENS
continué par
FRÉDÉRIC SAALFELD.

Tome VII. Première Partie.
1820 — 1827 *incl.*

À GOTTINGUE,
DANS LA LIBRAIRIE DE DIETERICH.
1829.

1.

Convention entre le Danemarc et la principauté de Waldeck concernant l'abolition réciproque du droit de détraction, publiée le 25 Août 1820.

1820

(*Convention wegen wechselseitiger Aufhebung des Abzugs-Rechts zwischen den Koniglich Dänischen und den Fürstlich-Waldeckschen Landen* s. d. Frederiksberg, den 25. August 1820. Kopenhagen, 1821. 4.)

Wir Frederik der Sechste, von Gottes Gnaden, König zu Dännemark, der Wenden und Gothen, Herzog zu Schleswig, Holstein, Stormarn, der Dithmarschen und zu Lauenburg, wie auch zu Oldenburg, Thun kund und bekennen hiedurch, dafs zwischen Unserer und der Fürstlich-Waldeckschen Regierung folgender Freizügigkeits-Vertrag eingegangen und abgeschlossen ist:

Art. I. Bei keinem Vermögens-Ausgang aus Unserem Königreiche Dännemark und Unserem Herzogthum Schleswig in die Fürstlich-Waldeckschen Lande, oder aus diesen in Unser Königreich Dännemark und Unser Herzogthum Schleswig soll (so wie solches bereits, zufolge des 18ten Artikels der Deutschen Bundesacte vom 8ten Junii 1815, und des Beschlusses der Deutschen Bundesversammlung vom 23*sten* Junii 1817, in Rücksicht der Herzogthümer Holstein und Lauenburg bestimmt ist) irgend ein Abschofs (gabella haereditaria) oder Abfahrtsgeld (census emigrationis) erhoben werden, es mag sich solcher Ausgang durch Auswanderung, oder Erbschaft, oder Legat, oder Brautschatz, oder Schenkung, oder auf andere Art ergeben.

ART. II. Diese Freizügigkeit soll sich sowohl auf lenjenigen Abschofs und auf dasjenige Abfahrtsgeld, welches in die Landesherrlichen Kassen fliefsen würde, ls auf dasjenige Abschofs- und dasjenige Abfahrtsgeld rstrecken, welches etwa in die Kassen der Städte, Märkte, Kämmereien, Stifter, Klöster, Gotteshäuser, Patrimonial-Gerichte, und Corporationen fliefsen würde.

Die Gutsbesitzer in Unserm Königreiche Dänemark und Unserm Herzogthum Schleswig, so wie in den Fürstlich-Waldeckschen Landen, werden demnach, gleich allen Privatberechtigten in den gedachten Landen, der gegenwärtigen Vereinbarung untergeordnet, und dürfen bei Exportationen in die gegenseitigen vorbenannten Lande weder Abschofs- noch Abfahrtsgeld fordern noch nehmen.

ART. III. Die Bestimmungen der vorstehenden Artikel I und II. sollen sich auf alle jetzt pendente und auf alle künftige Fälle erstrecken.

ART. IV. Die in den obigen Artikeln I, II und III bestimmte Freizügigkeit soll sich nur auf das Vermögen beziehen. Es bleiben demnach, dieser Uebereinkunft ungeachtet, diejenigen Dänischen und Waldeckschen Gesetze in ihrer Kraft bestehen, welche die Person des Auswandernden, seine persönlichen Pflichten, seine Verpflichtungen zum Kriegsdienste betreffen, und welche jeden Unterthan bei Strafe auffordern, vor der Auswanderung um die Bewilligung derselben seinen Landesherrn, der vorgeschriebenen Ordnung gemäfs, zu bitten.

In dieser Hinsicht soll auch für die Zukunft in dieser Materie der Gesetze über die Pflicht zum Kriegsdienst und über die persönlichen Pflichten der Auswandernden keine der beyden, die gegenwärtige Convention abgeschlossen habenden Regierungen, in Ansehung der Gesetzgebung, in den respectiven Landen beschränkt werden.

Urkundlich unter Unserm Königlichen Handzeichen und vorgedruckten Insiegel.

Gegeben auf Unserm Schlosse Frederiksberg den 25sten August 1820.

FREDERIK R.

N. ROSENKRANTZ.

2.

Ordonnance de S. M. le Roi de Danemarc, concernant les droits et les privilèges des agents consulaires des puissances étrangères en Danemarc, publiée en 1821.

1821

1. Wenn diejenigen, die als General-Consuln, Consuln, Vice-Consuln oder Consular-Agenten fremder Mächte in den Königlichen Staaten künftig anerkannt werden, Königliche Unterthanen sind, kann jene Eigenschaft sie nicht von Abgaben und Lasten befreien, sie mögen persönlich oder solche seyen, die von ihrer bisherigen bürgerlichen Stellung herrühren, und auf ihr unbewegliches Eigenthum, Gewerbe oder Vermögen Bezug haben, jedoch sind davon diejenigen Lasten ausgenommen, die den Bürgern und Einwohnern einer Stadt obliegen, und persönliche Verrichtungen erfordern.

2. Dagegen sind die Unterthanen einer fremden Macht, welche beauftragt werden, sich in die Königlichen Staaten zu begeben, um daselbst Consulat-Geschäfte auszuüben, von jeder persönlichen Last befreiet, so wie auch von allen persönlichen Abgaben, so lange sie nicht unbewegliches Eigenthum im Lande erwerben oder bürgerliches Gewerbe und Handlung treiben, in welchen Fällen sie von ihrem Eigenthum und Gewerbe dasselbe zu entrichten haben, was von andern Königlichen Unterthanen, unter welche sie in solchem Falle zu begreifen sind, entrichtet wird.

2. Die in Frage stehenden Agenten, sie mögen vor ihrer Anerkennung als Consular-Agenten Königliche oder fremde Unterthanen gewesen seyen, sind nur in ihren Consulat-Geschäften der Gerichtsbarkeit des Landes nicht unterworfen. — Was aber die hier im Lande von ihnen etwa eingegangenen Contracte und Verpflichtungen, unbewegliches Eigenthum, wenn

21 sie solches besitzen, oder das bürgerliche Gewerb
welches sie etwa treiben, betrifft, so wie auch
criminalibus, sind sie den Gesetzen und der Ve
fassung des Landes und folglich auch derselb
Jurisdiction wie die Königlichen Unterthanen, u
terworfen.

3.

Déclaration concernant l'abolitio du droit d'aubaine entre la confé dération Suisse et le royaume de Deux-Siciles du 29 Septembre 182

(*Offizielle Sammlung der das schweizerische Staat recht betreffenden Aktenstücke* Bd. 2. Heft 2. p. 93

Les Bourgmestres et Conseil d'état de Zurich, D rectoire actuel de la Confédération Suisse: Vu le d cret rendu par Sa Majesté le Roi du Royaume d Deux-Siciles, daté de Naples le 12 Août 1818, tran mis au Consul général de la Confédération Suiss dans cette résidence, avec un office du Ministère de relations extérieures du 25 du même mois, par lequ Sa Majesté, en explication des dispositions générale contenues aux articles II. et 726 du code civil e vigueur dans le Royaume, a prononcé l'abolition d droit d'Aubaine envers les ressortissans des états étran gers, dont les Gouvernemens déclarent vouloir obser ver pleine et parfaite réciprocité à l'égard des sujet et ressortissans du Royaume des Deux-Siciles.

Considérant, que déjà en l'an 1803 la diète d la Confédération Suisse s'est prononcée d'une ma nière générale sur l'abolition des droits d'Aubaine en vers les sujets des pays, qui renoncent à soumettr les Suisses à ces mêmes droits, et que dès cette époque ils n'ont plus été exercés par le fait envers ceux de Sa Majesté le Roi du Royaume des Deux-Siciles.

Après avoir pris l'assentiment constitutionnel des 1821
Gouvernemens confédérés du Corps Helvétique —

déclarent par les présentes:

1) Le droit d'Aubaine est et demeure aboli dans les vingt-deux Cantons de la Confédération Suisse envers les sujets de Sa Majesté le Roi du Royaume des Deux-Siciles, lesquels pourront en conséquence recueillir librement les successions ouvertes à leur avantage sur le territoire des dits Cantons.

2) Cette déclaration est donnée dans la confiance et sous la condition d'une parfaite réciprocité en faveur des ressortissans de la Suisse dans le Royaume des Deux-Siciles, en vertu du décret Royal du 12 Août 1818.

3) Comme la Suisse, conformément aux résolutions de la Diète de 1803, n'a point exercé depuis plusieurs années le droit d'Aubaine envers les sujets du Royaume des Deux-Siciles, de même le Corps Helvétique croit pouvoir attendre de la justice et de la bienveillance de Sa Majesté, que les successions, qui se trouveraient ouvertes dans ses états à l'avantage des citoyens des Cantons, pourront être réglées et librement recueillies.

4) La présente déclaration sera portée à la connaissance du Gouvernement du Royaume des Deux-Siciles par l'Agent de la Confédération Suisse en résidence à Naples.

Donnée à Zurich le 29 Septembre 1821.

Le Bourgmestre en charge,
Président du Directoire fédéral et de la diète Suisse:
DE WYSS.

Le Chancelier de la Confédération:
MOUSSON.

4.

Convention entre la Hesse électorale et le duché de Saxe-Cobourg, concernant l'extradition réciproque des vagabonds, signée le $\frac{28\ Août}{12\ Sept.}$ 1822.

(*Sammlung von Gesetzen etc. für die kurhessische Staaten.* Dritter Band. Jahr 1822. Nro. IX. Octobr. p. 45.)

Diese Uebereinkunft — abgeschlossen zwischen der kurfürstlichen Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten und den herzoglich-sachsen-koburgischen Landes-Ministerium, unterzeichnet vom Ersteren am 28sten August 1822 und von Letzterem am 12ten September 1822 — enthält dieselben Bestimmungen, wie die in der Gesetzsammlung vom Jahre 1820. S. 80 bis 82. abgedruckte) Uebereinkunft mit dem König reiche Preufsen über denselben Gegenstand, nur unter der Abänderung, dafs

1. Der §. 12., ohne Uebernahms-Orte festzusetzen, folgende Fassung hat:

"Es bleibt den beiderseitigen Provinzial-Regierungen und obern Polizei-Behörden überlassen unter einander das Nöthige, wegen der den Transporten zu gebenden Richtung zu verabreden. Hinsichtlich der Durchführung der Ausgewiesenen durch einen zwischen den beiderseitigen Landen befindlichen Staat, liegt der ausweisenden Behörde sowohl die erforderliche Einleitung bei den Behörden dieses Staats, als die Bestreitung aller aus der Durchführung entspringenden Kosten ob." —

und

2. der erste Satz des §. 13.:

"Die Ueberreichung der Vagabonden geschieht in der Regel vermittelst Transportes und Abgabe derselben an die Polizei-Behörde desjenigen Orts, wo der Transport als von Seiten des ausweisenden Staats beendigt anzusehen ist."

weggeblieben ist.

5.

Convention entre le Danemarc et le grand duché de Mecklenbourg-Strelitz concernant l'extradition réciproque des déserteurs et des conscrits refractaires, publiée à Copenhague le 1 Février 1823.

1823

(Kanzelei-Patent, betreffend die in einer Convention mit der Grofsherzoglich Mecklenburg-Strelitzischen Regierung wegen Auslieferung der Deserteure und entwichenen Militairpflichtigen enthaltenen Bestimmungen, für die Herzogthümer Schleswig und Holstein. Kopenhagen 1823. 4.)

Nachdem zwischen der Königl. Dänischen und der Grofsherzogl. Mecklenburg-Strelitzischen Regierung eine Convention wegen gegenseitiger Auslieferung der Deserteure und Militairpflichtigen abgeschlossen worden, werden die in dieser Convention enthaltenen Bestimmungen hierdurch zur Nachricht und gebührenden Nachachtung bekannt gemacht.

§. 1. Alle von der Armee Sr. Majestät des Königs von Dännemark, und von den Truppen Sr. Königl. Hoheit des Grofsherzogs von Mecklenburg-Strelitz desertirte, oder künftig desertirende Militairpersonen, sollen gegenseitige ausgeliefert werden.

§. 2. Als Deserteurs werden, ohne Unterschied des Grades, oder der Waffe, alle diejenigen angesehen, welche zu irgend einer Abtheilung des stehenden Heeres, oder der bewaffneten Landesmacht nach den gesetzlichen Bestimmungen eines jeden der beiden Staaten gehören, und demselben mit Eid und Pflicht verwandt sind, mit Inbegriff der bei der Artillerie, oder sonstigem Fuhrwesen angestellten Knechte.

§. 3. Sollte der Fall vorkommen, dafs ein Deserteur der contrahirenden Theile früher schon aus

einem anderen Staate desertirt wäre, so wird dennoch selbst wenn mit dem letzteren ebenfalls Auslieferungsverträge beständen, die Auslieferung stets an denjenigen der contrahirenden Theile erfolgen, dessen Dienste er zuletzt verlassen hat. Wenn ferner ein Soldat von den Truppen eines der paciscirenden Staaten zu denen eines dritten, und von diesen wiederum in die Lande des anderen paciscirenden Staates oder sonst zu dessen Truppen desertirt, so kommt es darauf an: ob letzterer Staat mit jenem dritten ein Cartel hat. Ist dieses der Fall, so wird der Deserteur dahin abgeliefert, woher er zuletzt entwichen; im entgegengesetzten Falle aber wird er dem paciscirenden Staate, dessen Dienste er zuerst verlassen hat, ausgeliefert.

§. 4. Nur folgende Fälle werden als Gründe die Auslieferung eines Deserteurs zu verweigern anerkannt:

a. Wenn der Deserteur aus den Staaten Sr. Majestät des Königs von Dännemark, oder aus den Landen Sr. Königl. Hoheit des Grofsherzogs von Mecklenburg-Strelitz gebürtig ist, und also vermittelst der Desertion nur in seine Heimath zurückkehrt.

b. Wenn ein Deserteur in dem Staate, in welchen er entwichen ist, ein Verbrechen begangen hat, dessen Bestrafung vor seiner Auslieferung die Landesgesetze erfordern. Wenn nach überstandener Strafe der Deserteur ausgeliefert wird, sollen die denselben betreffenden Untersuchungsacten, entweder im Original, oder Auszugsweise und in beglaubten Abschriften übergeben werden, damit ermessen werden kann, ob ein dergleichen Deserteur noch zum Militairdienste geeignet sei, oder nicht.

c. Wenn der Deserteur sich vor dem 31sten December 1820 in dem Staate, in welchen er entwichen ist, ansässig gemacht hat.

Schulden, oder andere von einem Deserteur eingegangene Verbindlichkeiten, geben dagegen dem Staate, in welchem er sich aufhält, kein Recht, dessen Auslieferung zu versagen.

§. 5. Die Verbindlichkeit zur Auslieferung erstreckt sich auch auf die Pferde, Sattel und Reitzeug,

Armatur und Muntirungsstücke, welche von den Deserteurs etwa mitgenommen sind, und tritt auch dann ein, wenn der Deserteur selbst, nach den Bestimmungen des vorhergehenden Artikels nicht ausgeliefert wird. 1823

§. 6. Auslieferung geschieht in der Regel freiwillig und ohne erst eine Requisition abzuwarten. Sobald daher eine Militair- oder Civilbehörde einen jenseitigen Deserteur entdeckt, wird sofort die Auslieferung desselben, so wie der etwa bei ihm vorgefundenen Effecten, Pferde, Waffen etc. veranlafst.

§. 7. Sollte aber ein Deserteur der Aufmerksamkeit der Behörden desjenigen Staates, in welchen er übergetreten ist, entgangen seyn, so wird dessen Auslieferung sogleich auf die erste desfallsige Requisition erfolgen, selbst dann, wenn er Gelegenheit gefunden hätte, in dem Militairdienste des gedachten Staates angestellt zu werden. Nur wenn über die Richtigkeit wesentlicher, in der Requisition angegebenen Thatsachen, welche die Auslieferung überhaupt bedingen, solche Zweifel obwalten, dafs zuvor eine nähere Aufklärung derselben, zwischen der requirirenden und der requirirten Behörde nöthig wird, ist der Auslieferung Anstand zu geben.

§. 8. Ein Deserteur, dessen Auslieferung requirirt wird, soll an der Gränze des respectiven Dänischen und Grofsherzoglich Mecklenburg-Strelitzischen Gebiets ausgeliefert werden, und die requirirende Behörde soll den Deserteur von da abholen lassen.

Die Requisition zur Auslieferung der dänischen Deserteurs, die zum Mecklenburg-Strelitzischen Kriegsdienste angenommen seyn möchten, geschieht bei der Landesregierung zu Neustrelitz, in allen übrigen Fällen aber, wenn der Reclamirte im Fürstenthum Ratzeburg sich aufhält, bei der Landvogtei zu Schönberg, und wenn er im Herzogthum Mecklenburg-Strelitz sich aufhält, bei der Landesregierung in Neustrelitz.

Die Requisitionen wegen Auslieferung der etwa in Königl. dänischen Diensten befindlichen Mecklenburg-Strelitzischen Deserteurs, werden bei dem Generalcommando der Provinz, wo der Deserteur sich befindet, angebracht, in allen übrigen Fällen aber, an

1823 einem anderen Staate desertirt wäre, so wird dennoch selbst wenn mit dem letzteren ebenfalls Auslieferungsverträge beständen, die Auslieferung stets an denjenigen der contrahirenden Theile erfolgen, dessen Dienste er zuletzt verlassen hat. Wenn ferner ein Soldat von den Truppen eines der paciscirenden Staaten zu denen eines dritten, und von diesen wiederum in die Lande des anderen paciscirenden Staates oder sonst zu dessen Truppen desertirt, so kommt es darauf an: ob letzterer Staat mit jenem dritten ein Cartel hat. Ist dieses der Fall, so wird der Deserteur dahin abgeliefert, woher er zuletzt entwichen; im entgegengesetzten Falle aber wird er dem paciscirenden Staate, dessen Dienste er zuerst verlassen hat, ausgeliefert.

§. 4. Nur folgende Fälle werden als Gründe die Auslieferung eines Deserteurs zu verweigern anerkannt:

a. Wenn der Deserteur aus den Staaten Sr. Majestät des Königs von Dännemark, oder aus den Landen Sr. Königl. Hoheit des Grofsherzogs von Mecklenburg-Strelitz gebürtig ist, und also vermittelst der Desertion nur in seine Heimath zurückkehrt.

b. Wenn ein Deserteur in dem Staate, in welchen er entwichen ist, ein Verbrechen begangen hat, dessen Bestrafung vor seiner Auslieferung die Landesgesetze erfordern. Wenn nach überstandener Strafe der Deserteur ausgeliefert wird, sollen die denselben betreffenden Untersuchungsacten, entweder im Original, oder Auszugsweise und in beglaubten Abschriften übergeben werden, damit ermessen werden kann, ob ein dergleichen Deserteur noch zum Militairdienste geeignet sei, oder nicht.

c. Wenn der Deserteur sich vor dem 31sten December 1820 in dem Staate, in welchen er entwichen ist, ansässig gemacht hat.

Schulden, oder andere von einem Deserteur eingegangene Verbindlichkeiten, geben dagegen dem Staate in welchem er sich aufhält, kein Recht, dessen Auslieferung zu versagen.

§. 5. Die Verbindlichkeit zur Auslieferung erstreckt sich auch auf die Pferde, Sattel und Reitzeug

Armatur und Muntirungsstücke, welche von den Deserteurs etwa mitgenommen sind, und tritt auch dann ein, wenn der Deserteur selbst, nach den Bestimmungen des vorhergehenden Artikels nicht ausgeliefert wird. 1823

§. 6. Auslieferung geschieht in der Regel freiwillig und ohne erst eine Requisition abzuwarten. Sobald daher eine Militair- oder Civilbehörde einen jenseitigen Deserteur entdeckt, wird sofort die Auslieferung desselben, so wie der etwa bei ihm vorgefundenen Effecten, Pferde, Waffen etc. veranlafst.

§. 7. Sollte aber ein Deserteur der Aufmerksamkeit der Behörden desjenigen Staates, in welchen er übergetreten ist, entgangen seyn, so wird dessen Auslieferung sogleich auf die erste desfallsige Requisition erfolgen, selbst dann, wenn er Gelegenheit gefunden hätte, in dem Militairdienste des gedachten Staates angestellt zu werden. Nur wenn über die Richtigkeit wesentlicher, in der Requisition angegebenen Thatsachen, welche die Auslieferung überhaupt bedingen, solche Zweifel obwalten, dafs zuvor eine nähere Aufklärung derselben, zwischen der requirirenden und der requirirten Behörde nöthig wird, ist der Auslieferung Anstand zu geben.

§. 8. Ein Deserteur, dessen Auslieferung requirirt wird, soll an der Gränze des respectiven Dänischen und Grofsherzoglich Mecklenburg-Strelitzischen Gebiets ausgeliefert werden, und die requirirende Behörde soll den Deserteur von da abholen lassen.

Die Requisition zur Auslieferung der dänischen Deserteurs, die zum Mecklenburg-Strelitzischen Kriegsdienste angenommen seyn möchten, geschieht bei der Landesregierung zu Neustrelitz, in allen übrigen Fällen aber, wenn der Reclamirte im Fürstenthum Ratzeburg sich aufhält, bei der Landvogtei zu Schönberg, und wenn er im Herzogthum Mecklenburg-Strelitz sich aufhält, bei der Landesregierung in Neustrelitz.

Die Requisitionen wegen Auslieferung der etwa in Königl. dänischen Diensten befindlichen Mecklenburg-Strelitzischen Deserteurs, werden bei dem Generalcommando der Provinz, wo der Deserteur sich befindet, angebracht, in allen übrigen Fällen aber, an

einem anderen Staate desertirt wäre, so wird dennoch, selbst wenn mit dem letzteren ebenfalls Auslieferungsverträge beständen, die Auslieferung stets an denjenigen der contrahirenden Theile erfolgen, dessen Dienste er zuletzt verlassen hat. Wenn ferner ein Soldat von den Truppen eines der paciscirenden Staaten zu denen eines dritten, und von diesen wiederum in die Lande des anderen paciscirenden Staates, oder sonst zu dessen Truppen desertirt, so kommt es darauf an: ob letzterer Staat mit jenem dritten ein Cartel hat. Ist dieses der Fall, so wird der Deserteur dahin abgeliefert, woher er zuletzt entwichen; im entgegengesetzten Falle aber wird er dem paciscirenden Staate, dessen Dienste er zuerst verlassen hat, ausgeliefert.

§. 4. Nur folgende Fälle werden als Gründe, die Auslieferung eines Deserteurs zu verweigern anerkannt:

a. Wenn der Deserteur aus den Staaten Sr. Majestät des Königs von Dännemark, oder aus den Landen Sr. Königl. Hoheit des Grofsherzogs von Mecklenburg-Strelitz gebürtig ist, und also vermittelst der Desertion nur in seine Heimath zurückkehrt.

b. Wenn ein Deserteur in dem Staate, in welchen er entwichen ist, ein Verbrechen begangen hat, dessen Bestrafung vor seiner Auslieferung die Landesgesetze erfordern. Wenn nach überstandener Strafe der Deserteur ausgeliefert wird, sollen die denselben betreffenden Untersuchungsacten, entweder im Original, oder Auszugsweise und in beglaubten Abschriften übergeben werden, damit ermessen werden kann, ob ein dergleichen Deserteur noch zum Militairdienste geeignet sei, oder nicht.

c. Wenn der Deserteur sich vor dem 31sten December 1820 in dem Staate, in welchen er entwichen ist, ansässig gemacht hat.

Schulden, oder andere von einem Deserteur eingegangene Verbindlichkeiten, geben dagegen dem Staate, in welchem er sich aufhält, kein Recht, dessen Auslieferung zu versagen.

§. 5. Die Verbindlichkeit zur Auslieferung erstreckt sich auch auf die Pferde, Sattel und Reitzeug,

Armatur und Muntirungsstücke, welche von den Deserteurs etwa mitgenommen sind, und tritt auch dann ein, wenn der Deserteur selbst, nach den Bestimmungen des vorhergehenden Artikels nicht ausgeliefert wird. 1823

§. 6. Auslieferung geschieht in der Regel freiwillig und ohne erst eine Requisition abzuwarten. Sobald daher eine Militair- oder Civilbehörde einen jenseitigen Deserteur entdeckt, wird sofort die Auslieferung desselben, so wie der etwa bei ihm vorgefundenen Effecten, Pferde, Waffen etc. veranlafst.

§. 7. Sollte aber ein Deserteur der Aufmerksamkeit der Behörden desjenigen Staates, in welchen er übergetreten ist, entgangen seyn, so wird dessen Auslieferung sogleich auf die erste desfallsige Requisition erfolgen, selbst dann, wenn er Gelegenheit gefunden hätte, in dem Militairdienste des gedachten Staates angestellt zu werden. Nur wenn über die Richtigkeit wesentlicher, in der Requisition angegebenen Thatsachen, welche die Auslieferung überhaupt bedingen, solche Zweifel obwalten, dafs zuvor eine *nähere* Aufklärung derselben, zwischen der requirirenden und der requirirten Behörde nöthig wird, ist der Auslieferung Anstand zu geben.

§. 8. Ein Deserteur, dessen Auslieferung requirirt wird, soll an der Gränze des respectiven Dänischen und Grofsherzoglich Mecklenburg-Strelitzischen Gebiets ausgeliefert werden, und die requirirende Behörde soll den Deserteur von da abholen lassen.

Die Requisition zur Auslieferung der dänischen Deserteurs, die zum Mecklenburg-Strelitzischen Kriegsdienste angenommen seyn möchten, geschieht bei der Landesregierung zu Neustrelitz, in allen übrigen Fällen aber, wenn der Reclamirte im Fürstenthum Ratzeburg sich aufhält, bei der Landvogtei zu Schönberg, und wenn er im Herzogthum Mecklenburg-Strelitz sich aufhält, bei der Landesregierung in Neustrelitz.

Die Requisitionen wegen Auslieferung der etwa in Königl. dänischen Diensten befindlichen Mecklenburg-Strelitzischen Deserteurs, werden bei dem Generalcommando der Provinz, wo der Deserteur sich befindet, angebracht, in allen übrigen Fällen aber, an

Pers. Litt. A. 69 d 36"
2229 - e. 114/11
= K. 7. 3

7.

Convention entre le Danemarc et le grand duché de Mecklenbourg-Schwerin concernant l'extradition réciproque des déserteurs, et des conscrits refractaires, publiée à Copenhague le 1 Avril 1823.

(*Kanzelei-Patent, betreffend die in einer Convention mit der Grofsherzoglich-Mecklenburg-Schwerinischen Regierung wegen Auslieferung der Deserteure und entwichenen Militairpflichtigen enthaltenen Bestimmungen, für die Herzogthümer Schleswig und Holstein.* Kopenhagen, 1823. 4.)

Nachdem zwischen der Königl. Dänischen und der Grofsherzoglich Mecklenburg-Schwerinischen Regierung eine Convention wegen gegenseitiger Auslieferung der Deserteure und Militairpflichtigen abgeschlossen worden, werden die in dieser Convention enthaltenen Bestimmungen hierdurch zur Nachricht und gebührenden Nachachtung bekannt gemacht:

§. 1. Alle von der Armee Sr. Majestät des Königs von Dännemark und den Truppen Sr. Königl. Hoheit des Grofsherzogs von Mecklenburg-Schwerin unmittelbar oder mittelbar in des Anderen Lande oder zu dessen Truppen, wenn diese auch aufserhalb ihres Vaterlandes sich befinden sollten, desertirte oder künftig desertirende Militairpersonen sollen gegenseitig ausgeliefert werden.

§. 2. Als Deserteure werden ohne Unterschied des Grades oder der Waffe alle diejenigen angesehen, welche zu irgend einer Abtheilung des stehenden Heeres oder der bewaffneten Landesmacht nach den gesetzlichen Bestimmungen eines jeden der beiden Staaten gehören, und denselben mit Eid und Pflicht verwandt sind, mit Inbegriff der bei der Artillerie oder sonstigem Fuhrwesen angestellten Knechte.

§. 3. Sollte der Fall vorkommen, dafs ein Deser- 1823
teur der contrahirenden Theile früher schon aus ei-
nem andern Staate desertirt wäre, so wird dennoch,
selbst wenn mit dem letzteren ebenfalls Auslieferungs-
verträge beständen, die Auslieferung stets an denjenigen
der contrahirenden Theile erfolgen, dessen Dienste er
zuletzt verlassen hat. Wenn ferner ein Soldat von
den Truppen eines der paciscirenden Staaten zu denen
eines Dritten und von diesen wiederum in die Lande
des anderen paciscirenden Staates oder sonst zu dessen
Truppen desertirt, so kommt es darauf an: ob letzte-
rer Staat mit jenem Dritten ein Cartel hat. Ist dieses
der Fall, so wird der Deserteur dahin abgeliefert,
woher er zuletzt entwichen; im entgegengesetzten
Falle aber wird er dem paciscirenden Staate, dessen
Dienste er zuerst verlassen hat, ausgeliefert.

§. 4. Nur folgende Fälle werden als Gründe die Auslieferung eines Deserteurs zu verweigern anerkannt:

a. wenn der Deserteur aus den Staaten Sr. Majestät des Königs von Dännemark oder aus den Landen Sr. Königl. Hoheit des Grofsherzogs von Mecklenburg-Schwerin gebürtig ist, und also vermittelst der Desertion nur in seine Heimath zurückkehrt.

b. Wenn ein Deserteur in dem Staate, in welchen er entwichen ist, ein Verbrechen begangen hat, dessen Bestrafung vor seiner Auslieferung die Landesgesetze erfordern. Wenn nach überstandener Strafe der Deserteur ausgeliefert wird, sollen die denselben betreffenden Untersuchungsacten entweder im Original oder auszugsweise und in beglaubten Abschriften übergeben werden, damit ermessen werden kann, ob ein dergleichen Deserteur noch zum Militairdienste geeignet sey oder nicht.

c. Wenn der Deserteur sich vor dem 1sten Januar 1820 in dem Staate, in welchen er entwichen ist, durch Grundbesitz ansässig gemacht hat.

Schulden oder andere von einem Deserteur eingegangene Verbindlichkeiten geben dagegen dem Staate, in welchem er sich aufhält, kein Recht, dessen Auslieferung zu versagen.

§. 5. Die Verbindlichkeit zur Auslieferung erstreckt sich auch auf die Pferde, Sattel und Reitzeug,

1823 Armatur und Montirungsstücke, welche von d
Deserteurs etwa mitgenommen worden sind, und t
auch dann ein, wenn der Deserteur selbst, nach d
Bestimmungen des vorhergehenden Artikels nic
ausgeliefert wird.

§. 6. Die Auslieferung geschieht in der Re
freiwillig und ohne erst eine Requisition abzuwart
Sobald daher eine Militair- oder Civilbehörde ein
jenseitigen Deserteur entdeckt, wird sofort die Au
lieferung desselben, so wie der etwa bei ihm vorg
fundenen Effecten, Pferde, Waffen etc. veranlafst.

§. 7. Sollte aber ein Deserteur der Aufmerksa
keit der Behörden desjenigen Staates, in welchen
übergetreten ist, entgangen sein, so wird dessen Au
lieferung sogleich auf die erste desfallsige Requisiti
erfolgen, selbst dann, wenn er Gelegenheit gefund
hätte, in dem Militairdienste des gedachten Staa
angestellt zu werden. Nur wenn über die Richtigk
wesentlicher in der Requisition angegebener Tha
sachen, welche die Auslieferung überhaupt bedingt
solche Zweifel obwalten, dafs zuvor eine nähere Au
klärung derselben zwischen der requirirenden und d
requirirten Behörde nöthig wird, ist der Auslieferu
Anstand zu geben.

§. 8. Ein Deserteur oder Militairpflichtiger, de
sen Auslieferung beschafft wird, soll an der Grän
des respective Dänischen und Grofsherzoglich Meckle
burg-Schwerinischen Gebietes ausgeliefert werde
und die competente Behörde soll den Deserteur vo
da abholen lassen.

Die einzuliefernden dänischen Deserteurs und M
litairpflichtigen werden zu diesem Zweck nach Ratze
burg an die dortige Militairbehörde, und die Grofs
herzoglich Mecklenburg-Schwerinischen Deserteur
und Militairpflichtigen, nach Boizenburg abgeliefer
wo der dort residirende Vice-Kreis-Polizeimeiste
sie entgegennehmen wird, der zugleich auch das Ge
schäft der Auslieferung von Grofsherzoglich Meckle
burg-Schwerinischer Seite an die Königl. Dänisch
Behörde betreibt.

Die mit den Requisitionen dieser Art dänische
Seits beauftragten Behörden sind, in so weit es di
Requisition von eigentlichen Deserteuren betrifft, di

beikommenden Regimenter und Corps, in Ansehung 1823
der Auslieferung von Landmilitair-Reserven aber die Land- und Seekriegscommissaire im Königreich Dännemark, und die Landkriegscommissaire in den Herzogthümern Schleswig, Holstein und Lauenburg, an welche die Obrigkeiten sich in Fällen, wo ausgetretene Landmilitairpflichtige zu reclamiren sind, deshalb zu wenden haben.

Von Mecklenburg-Schwerinischer Seite, ist dagegen der Vice-Kreis-Polizeimeister zu Boizenburg als der einzige legitimirte Requirent, wenn Auslieferungen von dort nachzusuchen sein möchten, zu betrachten.

Die Requisition zur Auslieferung sowohl der dänischen Deserteurs als der entwichenen Militairpflichtigen ist von den betreffenden dänischen Militair- oder Civilbehörden unmittelbar an die Grofsherzoglich-Mecklenburg-Schwerinische Regierung zu richten.

Die Requisitionen wegen Auslieferung der etwa in Königlich dänischen Diensten befindlichen Mecklenburg-Schwerinischen Deserteurs werden bei dem Generalcommando der Provinz, wo der Deserteur sich befindet, angebracht, in allen übrigen Fällen aber an die betreffenden Königl. dänischen höchsten Civilobrigkeiten gerichtet. Diese sind: der Polizeidirector in Kopenhagen, und im Königreiche Dännemark aufserhalb Kopenhagen die Amtmänner; im Herzogthum Schleswig das Schleswigsche Obergericht zu Schleswig; im Herzogthum Holstein das Holsteinisch-Lauenburgische Obergericht zu Glückstadt, für die Stadt Altona jedoch der dortige Oberpräsident, und für das Herzogthum Lauenburg die Lauenburgische Regierung zu Ratzeburg.

§. 9. An Unterhaltungskosten wird für jeden auszuliefernden Deserteur von dem Tage der Verhaftung bis zum Tage seiner Auslieferung einschliefslich, dänischer Seits für den Tag 16 Rbfs. Silbermünze oder 5 Lfs; für ein Cürassierpferd $\frac{7}{16}$ Scheffel Hafer, 9 Pfd. Heu und 6 Pfd. Stroh; für ein Lanzenier-Dragoner- und Husarenpferd aber täglich $\frac{7}{16}$ Scheffel Hafer, 7 Pfd. Heu und 6 Pfd. Stroh dänisch Maafs und Gewicht; und Mecklenburg-Schwerinischer Seits für den Deserteur täglich 5 Schilling Lübisch, für

323 ein Pferd aber täglich 10 Pfd. Hafer, 8 Pfd. He und 6 Pfd. Stroh gut gethan.

Die Berechnung der Futterkosten geschieht nac den Marktpreisen des Orts oder der nächsten Stac wo die Arretirung vorgenommen ist, und die Bezal lung erfolgt ohne die geringste Schwierigkeit glei bei der Auslieferung.

Wenn auf die auszuliefernden Deserteurs, nac ihrer zum Zweck der Auslieferung erfolgten Verha tung, wegen Krankheit, höhere Verpflegungskoste haben verwandt werden müssen, so werden die ebenfalls sofort bei der Auslieferung, jedoch auf de Grund einer mitzutheilenden besonderen Berechnun erstattet.

§. 10. Aufser diesen Kosten und der im nachste henden §. 11. bemerkten Belohnung kann ein mehre res unter irgend einem Vorwande, wenn auch gleic der einzuliefernde Mann unter den Truppen de Staates, der ihn auszuliefern hat, angeworben sei sollte, etwa wegen des Handgeldes, genossener Löh nung, Bewachung oder Fortschaffung, oder wie e sonst Namen haben möchte, nicht gefordert werden

§. 11. Dem Unterthan, welcher einen Deserteu entdeckt und zur Haft bringen läfst oder selber ver haftet, soll eine Gratification von 6 Rbth. 4 Mk. in Silbermünze, oder in so weit es das Herzogthum Lauenburg betrifft, von 4 Rthl. 8 fs. grob Courant (Mecklenburg - Schwerinischer Seits gleichfalls von 4 Rthl. 8. fs. Mecklenburger *valeur*) für einen Mann ohne Pferd, und von 13 Rbth. 2. Mk. in Silbermünze, oder in so weit es das Herzogthum Lauenburg betrifft, von 8 Rthl. 16 fs. grob Courant (Mecklenburg-Schwerinischer Seits gleichfalls von 8 Rthl. 16 fs. Mecklenburger *valeur*) für einen Mann mit dem Pferde verabreicht, von dem auslieferndn Theile vorgeschossen und sofort bei der Ablieferung wieder erstattet werden.

In Rücksicht anderer ausgetretener Militairpflichtigen, die nicht nach §. 2. in die Classe der eigentlichen Deserteurs, gehören, fällt dieses Cartelgeld weg.

§. 12. Ueber den Empfang der §. 9 und §. 11. gedachten Kosten und Gratifications - Erstattung hat die ausliefernde Behörde zu quitiren.

Des etwa nicht sofort auszumittelnden Betrages der zu erstattenden Unkosten halber, ist aber die Auslieferung des Deserteurs, wenn derselben sonst kein Bedenken entgegensteht, nicht aufzuhalten. 1823

§. 13. Allen Behörden, besonders den Gränzbehörden, wird es zur unverbrüchlichen Pflicht gemacht, auf die jenseitigen Deserteurs ein wachsames Auge zu haben, und daher einen jeden, aus dessen Aussagen, Kleidung, Waffen, oder anderen Anzeichen sich ergiebt, dafs er ein solcher Deserteur sey, sogleich ohne erst eine Requisition deshalb abzuwarten, unter Aufsicht zu stellen, oder nach Umständen zu verhaften.

§. 14. Alle die nach der Verfassung der beiderseitigen Staaten, Reserve- oder Landwehr- und überhaupt Militairpflichtig sind, und welche sich von Zeit der Publication dieser Convention an, in die Lande Sr. Majestät des Königs von Dännemark und Sr. Königl. Hoheit des Grofsherzogs von Mecklenburg-Schwerin oder zu den Truppen eines der paciscirenden Staaten begeben, sind, auf vorgängige Reclamation der Auslieferung ebenfalls unterworfen, und es soll mit dieser Auslieferung im übrigen sowohl in Hinsicht der dabei zu beachtenden Form, als auch wegen der zu erstattenden Verpflegungskosten eben so gehalten werden, wie es wegen Auslieferung militairischer Deserteurs in dieser Convention bestimmt ist.

Bei allen solchen Auslieferungen aber, welche von der Obrigkeit auf jenseitige Requisition bewirkt werden, wird ein Cartelgeld nicht entrichtet.

§. 15. Den beiderseitigen Behörden und Unterthanen ist es strenge untersagt, Deserteure oder solche Militairpflichtige, die ihre desfalsige Befreiung nicht hinlänglich nachweisen können, zu Kriegs- oder anderen Diensten anzunehmen, deren Aufenthalt zu verheimlichen, oder dieselben, um sie etwanigen Reclamationen zu entziehen, in entferntere Gegenden zu befördern. Auch wird es nicht gestattet werden, dafs von irgend einer fremden Macht dergleichen Individuen innerhalb der Staaten der contrahirenden Theile angeworben werden.

Auch soll die Niederlassung Königl. Dänischer Unterthanen im Grofsherzogl. Mecklenburg-Schwerinschen Gebiete, und Grofsherzoglich Mecklenburg-

823 Schwerinischer Unterthanen in den Königl. dänische Staaten nur dann gestattet werden, wenn selbige nach gewiesen haben, dafs sie entweder überall nicht militairpflichtig sind, oder dafs sie ihrer Militairpflicht i ihrem Vaterlande genügt haben.

§. 16. Wer sich der wissentlichen Verhehlun eines Deserteurs oder Militairpflichtigen und der B förderung der Flucht desselben schuldig macht, wi mit einer nachdrücklichen Geld- oder Gefängnifs strafe belegt.

§. 17. Gleichmäfsig ist es den Unterthanen beid contrahirenden Staaten untersagt, von einem jenseit gen Deserteur, Pferde, Sattel und Reitzeug, Armatu und Montirungsstücke zu kaufen oder sonst an sic zu bringen.

Der Uebertreter dieses Verbots wird nicht allei zur Herausgabe dergleichen an sich gebrachten Gege stände, oder zur Erstattung des Werthes, ohne de mindesten Ersatz angehalten, sondern überdies, wen er wissentlich von einem Deserteur etwas gekau oder an sich gebracht hat, mit Geld- oder Gefängnifs strafe belegt.

§. 18. Jede gewaltsame oder heimliche Anwer bung im jenseitigen Territorio, Verführung jenseitige Soldaten zur Desertion oder anderer Unterthane zum Austreten mit Verletzung ihrer Militairpflich ist streng untersagt. Derjenige, welcher sich eine solchen Uebertretung schuldig macht, soll nach de in den respectiven Staaten bestehenden Verordnunge bestraft werden.

Wer sich aber dieser Bestrafung durch die Fluch entzieht oder von seinem Vaterlande aus, auf obig Art auf jenseitige Unterthanen zu wirken sucht, wir auf desfalsige Requisition in seinem Vaterlande zu Untersuchung und Bestrafung gezogen werden.

§. 19. Diejenigen Deserteure oder ausgetreten Militairpflichtige, welche innerhalb zweier Monat von der Publication dieser Convention angerechne in den Staat, aus welchem sie entwichen sind, wiede zurückkehren, werden ihrer Entweichung wegen nich bestraft.

§. 20. Den Landeskindern beider Theile, welch zur Zeit der Publication wirklich in dem Militairdienst

den anderen Staates sich befinden, soll die Wahl freistehen, entweder in ihren Geburtsort zurückzukehren oder in den Diensten, in welchen sie sich befinden, zu bleiben. Doch müssen sie sich längstens binnen einem Jahre nach Publication gegenwärtiger Convention desfalls bestimmt erklären, und es soll denjenigen, welche in ihre Heimath zurückkehren wollen, der Abschied unweigerlich ertheilt werden. 1823

Bei freiwilligen Capitulanten, die sich nicht zur Auslieferung qualificiren, treten diese Bestimmungen erst nach Ablauf der Capitulation ein.

Vorstehende Bestimmungen treten sogleich nach Publication dieser Verfügung in Kraft, und dienen bis zur etwanigen anderen Verfügung Allen, die es angeht, zur unabweichlichen Richtschnur.

Königl. Schleswig-Holstein-Lauenburgische Kanzelei in Kopenhagen, den 1sten April 1823.

MOLTKE.

ROTHE. HAMMERICH. JENSEN. HÖPP. LANGHEIM.

8.

Convention entre la Hesse électorale et la principauté de Waldeck concernant la réception réciproque des vagabonds, publiée à Cassel le 22 Avril 1823.

(*Sammlung von Gesetzen für Kurhessen*, Vierter Band, J. 1823. Nr. III. April. S. 15.)

Zwischen dem kurfürstlichen Staatsministerium und der Regierung des Fürstenthums Waldeck sind wegen gegenseitiger Uebernahme der Landstreicher und anderer Ausgewiesenen dieselben Bestimmungen, welche die Uebereinkunft mit dem Königreiche Preußen über jenen Gegenstand (abgedruckt in der Gesetzsammlung vom J. 1820 S. 80-82) enthält, nur mit der Aenderung verabredet worden, daß

23 1. in dem Satze des §. 9: "ist dieser Staat de Eintritt in sein" "Gebiet zu gestatten nicht schuldig nach dem Worte "Gebiet" beigefügt ist: oder de Aufenthalt in demselben, und

2. zu Uebernahme-Orten diesseits die Städte Voll marsen, Fritzlar und Frankenberg, hingegen a fürstlich waldeckischem Gebiete die Städte Arolse Nieder-Wildungen und Sachsenberg festgesetzt sin

Die Behörden und sonst Alle, die es angehe haben sich danach gebührend zu achten.

Cassel am 22sten April 1823

Kurfürstliches Staatsministerium

SCHMERFELD. WITZLEBEN. SCHMINK

vt EGGENA

9.

Déclaration concernant l'abolitio réciproque du droit d'Aubain entre la confédération Suisse et l royaume des Deux-Siciles, du 26 *Mai* 1823.

(*Offizielle Sammlung der das schweizerische Staat recht betreffenden Aktenstücke.* Bd. 2. Heft 2. pag. 95.)

Le Directoire de la Confédération Suisse, inform par la Note de Son Excellence le Prince de Scalet Ministre des affaires étrangères de Sa Majesté le R du Royaume des Deux-Siciles, addressée à l'Age de la Confédération Suisse à Naples le 11 Janvi 1823: — que Sa Majesté satisfaite de l'acte rendu nom du Corps Helvétique le 29 Septembre 182 concernant l'abolition réciproque du droit d'Aubai entre les deux états, consént à fixer l'époque de cet

abolition réciproque à la date de Son décret royal du 12 Août 1818, en ce qui concerne les droits que le Gouvernement aurait pu exercer sur les successions ouvertes dans ses états par décès de ressortissans Suisses; mais que Sa Majesté réserve pour le tems qui s'est écoulé depuis le 12 Août 1818 jusques au 1 Septembre 1819, époque de la promulgation du code civil qui régit le Royaume, les intérêts éventuels de particuliers tiers sur les dites successions, auxquels droits éventuels la rétroactivité de l'abolition du droit d'Aubaine, durant ce même tems, ne devrait dès-lors nullement porter préjudice — 1823

déclare:

Que la condition ci-dessus est acceptée au nom de la Confédération Suisse, sous réserve de réciprocité pour les droits éventuels, qui pourraient être exercés par des tiers sur des successions échues à des sujets Napolitains en Suisse dès le 12 Août 1818 jusques au 1 Septembre 1819.

En conséquence, la Confédération Suisse envisagera l'abolition réciproque du droit d'Aubaine entre les deux états, comme définitivement consentie et réglée, lorsque Sa Majesté le Roi du Royaume des Deux-Siciles, aura rendu et fait notifier officiellement à la Suisse un décret analogue à l'acte précité du Corps Hélvetique du 29 Septembre 1821, avec la réserve mentionnée dans la présente déclaration.

Donné à Berne le 26 Mai 1823.

L'Avoyer en charge,

Président du Directoire fédéral et de la diète Suisse:

R. DE WATTEVILLE.

Le Chancelier de la Confédération:

MOUSSON.

10.

1823 *Circulaire de la chancellerie Danoise concernant le traitement des corsaires étrangers du 20 Mai 1823.*

(*Sur copie officielle.*)

Det kongelige Departement for de udenlandske Sager har tilmeldt Cancelliet, at det har behaget Hans Majestæt Kongen under 30te f. M. allernaadigst at resolvere, at det ikke skal være nogen Kaper, af hvilkensomhelst Nation han maatte være, tilladt at opholde sig i de danske Havne og Farvande. Kun i det Tilfælde, at saadanne Kapere, tvungne af en oeiensynlig ved Storm og Uveir eller fiendtlig Forfoelgelse foraarsaget Fare, soege deres eneste Redning i disse Havne, maae de der modtages, og erholde den Hjelp, som Menneskeligheden kræver, men de skulle være forpligtede til, saasnart Faren er forbi, igjen at gaae i Soeen. Det tillades ei heller nogen Kaper at sende sine Priser til Danmark, eller der at sælge dem, og endog i det nysnævnte Tilfælde, naar Kapere i Noedsfald loebe ind i danske Havne, maae de ikke udlosse eller omlade de medbragte Priser, eller sælge disse eller deres Ladning hverken under eet eller stykkeviis. Til den Ende skal det ved offentlig Bekjendtgjoerelse paa det strengeste forbydes alle Hans Majestæts Undersaattere at kjoebe fremmede Kaperes Priser. Naar fremmede Krigskibe loebe ind i de danske Havne, maae de vel medbringe de Priser, de maatte have taget, men skulle være forpligtede igjen at foere dem bort med sig, og hverken udlosse eller omlade dem, eller sælge dem selv eller deres Ladning hverken under eet eller stykkeviis.

Ved at tilmelde denne allerhoeieste Resolution, skulde Man tjenstligst anmode Dem om, behageligst at ville communicere de underDeres Embedsdistrict hoerendeOevrigheder samme til Jagttagelse, samt med Tilhold offentligen at bekjendtgjoere, at det er Alle og Enhver under strengeste Straf forbuden at kjoebe de af fremmede Kapere gjorte Priser.

Det Kongelige Danske Cancellie, den 20 Mai 1823.

Kaas.

COLD. MONRAD. OERSTED. LASSEN. LÖVENSKJOLD. HANSEN. FISCHER. MOLTKE.

10.

Circulaire de la chancellerie Danoise concernant le traitement des corsaires étrangers du 20 Mai 1823. 1823

(*Traduction privée.*)

Le département royal des affaires étrangères a informé la chancellerie qu'il a plu à S. M. le roi d'ordonner très gracieusement sous la date du 30ème du mois passé, qu'il ne doit être permis à aucun corsaire de quelque nation qu'il soit de s'arrêter dans les ports et dans les parages Danois. Seulement dans le cas où de pareils corsaires seroient forcés par un danger imminent causé par la tempête, le gros tems ou la poursuite ennemie de chercher leur unique salut dans ces ports, ils y peuvent être reçus et le secours que l'humanité demande, leur peut être rendu, mais ils doivent être obligés de se remettre en mêr sitôt que le danger sera passé. De même il n'est permis à aucun corsaire d'envoyer en Danemarc ses prises, et de les y vendre, et même dans le cas précité où des armateurs en cas de besoin entreroient dans les ports danois, ils ne devront pas y décharger ou recharger les prises qu'ils ont introduites avec eux ou les vendre elles mêmes ou leurs cargaisons en tout ou en partie. Sous ce rapport il sera defendu très sevèrement par une proclamation à tous les sujets de Sa Majesté d'achêter les prises des corsaires étrangers. Si des vaisseaux de guerre étrangers entrent dans les ports Danois, ils peuvent bien introduire avec eux dans les ports Danois les prises qu'ils ont faites, mais ils seront obligés de les emmener avec eux sans avoir le droit de les décharger ou de les récharger ou de les vendre elles mêmes et leur cargaison en tout ou en partie.

En Vous communiquant cette resolution royale, nous Vous invitons de vouloir bien la communiquer à tous les magistrats appartenans à Votre ressort pour y tenir la main et de déclarer en même tems qu'il est defendu à tous et à chacun sous les peines les plus sevères d'achêter des prises faites par des corsaires étrangers.

De la chancellerie royale Danoise, du 20 Mai 1823.

Kaas.

Cold. Monrad. Oersted. Lassen. Lövenskjold. Hansen. Fischer. Moltke.

11.

1823 ***Déclaration concernant l'abolition réciproque du droit de détraction entre la confédération Suisse et le grand duché de Hesse du*** $\frac{18\ Juillet}{19\ Sept.}$ **1823.**

(*Offizielle Sammlung der das schweizerische Staatsrecht betreffenden Aktenstücke* Bd. 2. Heft 2. p. 89.)

Wir Schultheifs und Räthe der Stadt und Republik Bern, als wirklicher Eidgenössischer Vorort, beurkunden hiemit im Namen und nach der uns erklärten Zustimmung der XXII Stände der Schweiz: daß die Schweizerische Eidgenossenschaft mit Seiner Königlichen Hoheit dem Grofsherzogen von Hessen, in Hinsicht einer wechselseitigen allgemeinen Freizügigkeit über nachstehende Bestimmungen übereingekommen ist:

1. Alle Vermögensabzüge, welche bisher von dem aus der Schweizerischen Eidgenossenschaft in die Grofsherzoglich Hessischen Lande, oder umgekehrt aus den Grofsherzoglich Hessischen Landen in die Schweizerische Eidgenossenschaft gehenden Vermögen, unter was immer für einen Namen erhoben worden, sollen zwischen den beiden Staaten gänzlich aufgehoben seyn, ohne allen Unterschied, ob das Vermögen durch erlaubte Auswanderung, Kauf, Tausch, Schenkung, Erbschaft oder auf andere Weise ausgezogen werde.

2. Diejenigen Abgaben jedoch, welche in dem einen oder dem andern der beiden kontrahirenden Staaten, bei Kauf, Tausch, Erbschaften, Legaten oder Schenkungen eingeführt sind, oder allenfalls künftig eingeführt werden könnten, und auch von den eigenen Unterthanen ohne Rücksicht auf Vermögensexportation entrichtet werden müssen, — sind hierdurch nicht aufgehoben.

3. Die gegenwärtige Uebereinkunft erstreckt sich auf den ganzen Umfang der beiden kontrahirenden Staaten.

4. Nach diesem Grundsatze soll kein Unterschied 1823
deswegen gemacht werden, ob die bisherigen Abzüge in die Staatskassen geflossen, oder sonst von Standesherrschaften, Grundherrschaften, Individuen oder Corporationen bezogen worden seyen; und es sollen daher auch alle Privatberechtigungen zu Nachsteuer oder Abzug in Beziehung auf beide Staaten aufgehoben seyn.

5. Uebrigens soll bei der Anwendung der gegenwärtigen Uebereinkunft nicht der Tag des Vermögensanfalls oder der erhaltenen Erlaubnifs zur Auswanderung, sondern nur jener der wirklichen Vermögensexportation in Betracht genommen werden, so dafs von dem Augenblick an, wo die Freizügigkeitsconvention in Wirksamkeit tritt, und wozu der 1. August des laufenden Jahres 1823 als bestimmter Termin angenommen wird, — das zwar schon früher angefallene, aber noch nicht exportierte Vermögen als freizügig behandelt werden mufs.

6. Gegenwärtige, im Namen der Schweizerischen *Eidgenossen*schaft und Sr. Königlichen Hoheit des Grofsherzogs von Hessen zweimal gleichlautend ausgefertigte Convention soll, nach erfolgter Auswechslung, von dem im Art. 5. genannnten Tage an, Kraft und Wirksamkeit in den beiderseitigen Landen haben und öffentlich bekannt gemacht werden.

Von dem Amtsschultheifsen der Stadt und Republik Bern, Praesidenten der Tagsatzung und des Vororts, so wie von dem Eidgenössischen Kanzler unterschrieben und mit dem Eidgenössischen Siegel versehen in Bern den 15. July 1823.

Darmstadt d. 19. Sept. 1823.

Der Amtsschultheifs des Eidgenössischen Vororts Bern,
Praesident der Tagsatzung:
R. VON WATTENWYL.
Der Eidgenössische Kanzler:
MOUSSON.

Auf besondern Allerhöchsten Befehl:
Grofsherzoglich Hessisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.
Freiherr DU THIL.
V. ZANGEN.

12.

1824 *Déclaration conc. l'abolition réciproque du droit de détraction entre Danemarc et le duché d'Oldenbourg publiée à Copenhague le 28 Janvier 1824.*

(Declaration wegen gänzlicher Aufhebung des Abzugsrechts zwischen den sämmtlichen Königlich Dänischen zum Deutschen Bunde nicht gehörig Staaten und den gesammten Herzoglich-Holstein-Oldenburgischen Landen. Copenhagen, 1824. 4.)

Wir Frederik der Sechste, von Gottes Gnaden König zu Dännemark, der Wenden und Gothen, Herzog zu Schleswig, Holstein, Stormarn, der Dithmarschen und zu Lauenburg, wie auch zu Oldenburg und Thun kund hiemit: nachdem zwischen Unsern Staaten und den gesammten Herzoglich-Holstein-Oldenburgischen Landen die früher von den um- und wegziehenden Landes-Eingesessenen auch in Erbschafts- und andern Fällen geforderten Abschofs- oder Abzugsgelder, in so fern solche in die beiderseitigen landesherrlichen Kassen geflossen, mittelst wechselseitig getroffener und unterm 2ten August 1776 ausgefertigten Vereinbarungen gänzlich abgestellt und aufgehoben worden, haben Wir Uns nunmehro mit des rigierenden Herrn Herzogs zu Holstein-Oldenburg Liebden dahin vereinbaret, dafs die wechselseitige Aufhebung der besagten Abschofs- oder Abzugsgelder zwischen sämmtlichen Unsern zum Deutschen Bunde nicht gehörigen Staaten und den gesammten Herzoglich-Holstein-Oldenburgischen Landen, — so wie solches zufolge des 18ten Artikels der Deutschen Bundes-Acte vom 8ten Junii 1815 und des Beschlusses der Deutschen Bundesversammlung vom 23sten Junii 1817 in Rücksicht Unserer Herzogthümer Holstein und Lauenburg bereits Statt findet, — auch, von dem 1sten Januar des laufenden Jahres an gerechnet, auf alle die Fälle

zu erstrecken sey, wo die Erhebung derselben bis jetzt den dazu berechtigten Städten, Corporationen oder Communen vorbehalten worden. 1824

Hierüber stellen Wir demnach Unsererseits die gegenwärtige Declaration aus, welche von gleicher Kraft und Gültigkeit als die oberwähnten früheren Vereinbarungen vom 2ten August 1776 sein soll.

Urkundlich unter Unserm Königlichen Handzeichen und vorgedruckten Insiegel.

Gegeben in Unserer Königlichen Residenzstadt Copenhagen den 28sten Januari 1824, Unserer Regierung im 16ten Jahre.

FREDERIK R.

E. *Gr.* SCHIMMELMANN.

13.

Déclaration conc. l'abolition réciproque du droit de détraction entre le Danemarc et le ville libre et Anséatique de Hambourg, publiée à Copenhague le 26 Février 1824.

(*Declaration wegen wechselseitiger Aufhebung des Abzugs-Rechts zwischen dem Königreiche Dännemark und dem Herzogthume Schleswig einer und der freien und Hanse-Stadt Hamburg anderer Seits.* Copenhagen, 1824. 4.)

Nachdem Seine Majestät der König von Dännemark mit dem Senate der freien und Hanse-Stadt Hamburg dahin übereingekommen sind, die Aufhebung der Auswanderungssteuer und der Nachsteuer, welche zufolge des 18ten Artikels der Deutschen Bundes-Acte vom 8ten Junii 1815 und des Beschlusses der Deutschen Bundesversammlung vom 23sten Junii 1817 zwischen den Herzogthümern Holstein und Lauenburg und der freien und Hanse-Stadt Hamburg bereits festgesetzt worden, nunmehr auch auf die Königlich Dänischen nicht zum Deutschen Bunde gehörigen Staaten auf der einen und die freie und Hanse-Stadt

124 Hamburg mit ihrem gesammten Gebiet auf der an
deren Seite auszudehnen, so wird hiedurch im Na
men Seiner Majestät des Königs von Dännemark er
kläret, dafs:

1. Von keinem Vermögens-Uebergang aus dem Königreiche Dännemark und dem Herzogthume Schleswig in die freie und Hanse-Stadt Hamburg und deren gesammtes Gebiet, — dieser Vermögens-Uebergang mag sich nun durch Auswanderung oder Erbschaft, Legat, Brautschatz, Schenkung oder auf andere Art ergeben, — soll irgend ein Abschofs oder Abfahrtsgeld (*jus detractus, census emigrationis*) erhoben werden.

2. Unter dieser wechselseitigen Aufhebung sind beiderseitig nicht begriffen alle denjenigen Abgaben, welche, ohne Rücksicht darauf, ob das Object derselben im Lande bleibt oder nicht, von Einheimischen und Fremden gleichmäfsig zu erlegen sind.

3. Die vorstehend bestimmte Freizügigkeit soll sich sowohl auf denjenigen Abschofs und auf dasjenige Abfahrtsgeld, welche in die Königlichen Kassen fliefsen würden, als auf denjenigen Abschofs und auf dasjenige Abfahrtsgeld erstrecken, welche sonst Individuen, Communen oder öffentlichen Stiftungen zufallen möchten.

4. Die Bestimmungen der obenstehenden Artikel treten von dem 1sten Januarii 1824 an in Kraft, wobei für Erbschaften nicht das Datum des Erbschaftsanfalls, sondern der Exportation des Vermögens zu berücksichtigen sein wird.

5. Die durch obige Artikel bestimmte Freizügigkeit hat hinsichtlich der Personen keine Anwendung; sondern es verbleibt hierunter bey den zwischen Seiner Majestät dem Könige von Dännemark und der freien und Hanse-Stadt Hamburg bestehenden Verträgen und Concordaten, so wie bei den beiderseitigen Gesetzen in ihrer jetzigen oder künftigen Modalität, welche die Person des Auswandernden und seine persönlichen Pflichten namentlich rücksichtlich des Kriegsdienstes betreffen.

Dessen zu Urkund ist gegenwärtige Declaration auf allerhöchstgedachter Seiner Majestät des Königs von Dännemark allergnädigsten Befehl unter vorgedrucktem Königlichen Insiegel ausgestellt worden.

So geschehen zu Copenhagen, den 26. Febr. 1824.

E. *Gr.* SCHIMMELMANN.

14.

Déclaration concernant l'abolition du droit d'aubaine entre le royaume des Deux-Siciles et la confédération Suisse, du 22 Mars 1824.

1824

(*Offizielle Sammlung der das schweizerische Staatsrecht betreffende Aktenstücke.* Bd. 2. Heft 2. p. 96.)

Napoli, 22 Marzo 1824.

Ferdinando I., per la grazia di Dio Re del Regno delle Due Sicilie, di Gerusalemme ec., Infante di Spagna, Duca di Parma, Piacenza, Castro ec. ec. Gran Principe Ereditario di Toscana ec. ec. ec. —

Veduto l'articolo 2. del nostro Real decreto de' 12 Agosto 1818 col quale fu stabilito che gli stranieri non possono cominciare a godere in questo Regno delle Due Sicilie gli effetti risultanti dall' abolizione del diritto di Albinaggio che dal giorno in cui la Potenza alla quale appartengono avrà manifestato con una dichiarazione officiale di accordare la reciprocazione à Nostri Sudditi.

Vedute le dichiarazioni emesse dal Direttorio della Confederazione Svizzera à 29 Settembre 1821 ed à 26 Maggio 1823, copia delle quali è annessa al presente Decreto —

Sulla proposizione del Nostro Consigliere Ministro di Stato incaricato interinamente del Portafoglio degli Affari Esteri, —

Abbiamo risoluto di decretare e decretiamo quanto segue:

Art. I. A contare dal primo Settembre 1819, il diritto di Albinaggio non sarà esercitato nel nostro Regno delle Due Sicilie rispetto à sudditi della Confederazione Svizzera, in quella stessa guisa che à termini dell' enunciata dichiarazione de' 29 Settembre 1821, non è esercitato pe' sudditi de' Nostri Reali Domini.

1824 Per le successioni aperte nel Regno dal dì 12 M 1818 al dì 1 Settembre 1819. il diritto di A non sarà esercitato verso i sudditi della Confede Svizzera in ciò che concerne i diritti che il R Erario avrebbe potuto esercitare; ma restano sulle successioni stesse i diritti che riguarda interessi de' particolari terzi nella stessa guisa termini della citata dichiarazione de' 26 Maggio il diritto anzidetto non è esercitato pe' sudd Nostri Reali Domini, ed è riservato a particola negli stati della Svizzera.

ART. II. I Nostri Ministri Segretari di Stato incaricati della esecuzione del presente decreto, c nella parte che lo riguarda.

Firmato:

FERDINANDO.

Il Consigliere Ministro di Stato, Incaricato interinamente del Portafoglio degli Affari Esteri,

firmato:

DE' MEDICI.

Il Consigliere Ministro di Presidente interino del siglio de' Ministri,

firmato:

DE' MEDICI.

15.

Convention entre la Hesse élector et le duché de Saxe-Meiningen, cernant la reception réciproque vagabonds, signée le 6 Mars 182

(*Sammlung von Gesetzen für Kurhessen.* Vie Band. Jahr 1824. Nr. II. März. S. 33.)

In dieser Uebereinkunft — abgeschlossen zwisch dem kurfürstlichen Ministerium der auswärtigen A gelegenheiten und dem herzoglich sachsen-meining schen geheimen Ministerium, datirt vom 6ten M d. J. — sind gleiche Bestimmungen, wie in der (dur die Gesetzsammlung vom Jahre 1820, S. 80 bis 8 mitgetheilten) Uebereinkunft mit dem Königreic

…lassen wegen desselben Gegenstandes, enthalten, 1824
… unter der Abänderung, dafs

… am Schlusse des §. 5. zugesetzt ist:

"Auch soll den Wittwen, ingleichen den geschiede… oder von ihren Ehemännern verlassenen Ehe…rn, die Rückkehr in ihren auswärtigen Ge…rts- oder vorherigen Aufenthalts-Ort dann vor…halten bleiben, wenn die Ehe innerhalb der er… fünf Jahre nach deren Schliefsung wieder ge…mt worden oder kinderlos geblieben ist"

… §. 6. am Ende den Zusatz erhalten hat:

"Diejenigen Kinder einer heimathlosen Familie, welche … Jahr und darüber alt sind, und bei ihren Eltern keinen Unterhalt finden, gehören, sofern nicht ein näherer Anspruch auf ihre anderweite Aufnahme begründet ist, in den Ort ihrer Geburt."

… in §. 8. nach dem Worte: "Dienstboten" eingeschaltet ist:

"Schäfer und andere Hirten"

… am Ende sich noch bestimmt findet:

"Zeitpächter sind den vorbenannten Individuen nur dann gleich zu achten, wenn sie nicht für ihre Person oder nicht mit ihrem Hausstande und Vermögen sich an den Ort der Pachtung hinbegeben haben."

… §. 9. nach den Worten: "Eintritt in sein Gebiet" beigefügt ist:

"oder den Aufenthalt in demselben"

… und

… Uebernahme-Orten diesseits die Stadt Schmalkalden und das Dorf Barchfeld, hingegen auf dem thüringlich meiningischen Gebiete die Städte Wasungen und Salzungen festgesetzt sind.

16.

1824 *Convention entre la Hesse électorale et le grand duché de Saxe-Weimar concernant la réception réciproque des vagabonds, signée le* $\frac{15\ Mars}{13\ Févr.}$ 182.

(*Sammlung von Gesetzen für Kurhessen.* Vierter Band. Jahr 1824. Nr. II. März. S. 34.)

Diese Uebereinkunft — abgeschlossen zwischen dem kurfürstlichen Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten und dem grofsherzoglich sächsischen Staatsministerium zu Weimar, unterzeichnet jenseits am 13ten Februar und diesseits am 15ten März d. J. — enthält gleiche Bestimmungen, wie die (in der Gesetzsammlung vom Jahre 1820, S. 80 bis 82 abgedruckte) Uebereinkunft mit dem Königreiche Preufsen wegen desselben Gegenstandes, jedoch unter der Abänderung, dafs sie

1. diejenigen Zusätze, welche bei der deshalbigen Uebereinkunft mit dem Herzogthume Sachsen-Meiningen verabredet und in der vorhergehenden Bekanntmachung unter Nr. 1, 2, 3 und 4. aufgeführt sind, ebenfalls begreift, und
2. zu Uebernahme-Orten auf diesseitigem Gebiete die Orte Hünfeld, Philippsthal und Netra, und auf grofsherzoglich sächsischem Gebiete die Orte Geisa, Vacha und Kreuzburg festsetzt.

17.

Ordonnance de S. A. R. le Grand-Duc de Bade concernant le commerce avec le royaume de Wurtemberg du 26 Janvier 1826.

(*Grofsherzoglich Badisches Staats- und Regierungs-Blatt.* Nr. II. d. 28. Januar 1826.)

Ludwig von Gottes Gnaden, Grofsherzog zu Baden, Herzog zu Zähringen, Landgraf zu Nellenburg, Graf zu Salem, Petershausen und Hanau etc. etc.

Nachdem die im Jahr 1822. mit der Königlich 1826
Würtembergischen Staats-Regierung verabredeten Zollbestimmungen, (Regierungsblatt v. J. 1822. Seite 66.) durch die gänzliche Veränderung der Zollgesetzgebung beider Staaten ihre Anwendbarkeit verloren haben, so finden Wir Uns veranlafst, in Folge der mit der Königlich Würtembergischen Staats-Regierung gepflogenen Verhandlungen, folgendes zu verordnen:

Art. I. In der Regel findet auf den Verkehr zwischen Baden und Würtemberg die beiderseitige allgemeine Zollgesetzgebung ihre Anwendung.

Hiernach werden auf die aus Würtemberg eingehenden Fabrikate von Seide und Floretseide, gemachte Kleider, so wie auf die, nicht durch den Marktverkehr eingebrachten, Schuhe und Hüte, ferner auf Oele aller Art, auf Fabrikate von Wolle, Baumwolle, Leder und Linnen, auf unverarbeitetes Leder, Corduan und Saffian, endlich auf *Bijouterie*-Waaren, die in der diesseitigen Verordnung vom 28. Juli v. J. Regierungsblatt Seite 117. vorgeschriebenen allgemeinen Zölle angewendet, wogegen auch die gleichen aus Baden nach Würtemberg eingeführten Gegenstände den allgemeinen Würtembergischen Zollgesetzen unterworfen sind.

Art. II. In Ansehung des Weins, welcher Würtembergisches Erzeugnifs ist, und unmittelbar aus Würtemberg eingeführt wird, bleibt es bei dem im Art. IV. der Verordnung vom 28. Juli bestimmten Zollsatz von

Einem Gulden 30 kr. per Ohm,

so wie auch der Würtembergische Zoll von

Sechs Gulden per Würtembergischen Eimer

auf Badischen Wein ferner besteht.

Art. III. Für Schuhe und Hutmacher-Arbeiten aller Art, welche unmittelbar aus Würtemberg auf Badische Märkte gebracht werden, wird ausnahmsweise ein Zoll von

Einem Gulden 40 kr. vom Centner

in der Art festgesetzt, dafs die aus Baden auf Würtembergische Märkte gebrachte Schuh- und Hutmacher-Arbeiten aller Art dort auf gleiche Weise behandelt werden.

Art. IV. Die in der Verordnung vom 18. März v. J. Regierungsblatt Seite 17. auf die Reisenden

1826 auswärtiger Handels-Häuser und Fabrikanten gelegt. Abgabe findet auf die Reisenden Würtembergische Handelshäuser und Fabrikanten ferner keine Anwendung; wogegen auch die Reisenden Badischer Handelsleute und Fabrikanten in Würtemberg von der dort eingeführten ähnlichen Abgabe frei bleiben.

Ebenso sollen die Kaufleute, Krämer und Handwerker aus Würtemberg bei dem Besuch inländischer Märkte nur solchen Abgaben unterworfen werden, welche die Inländer gleichfalls zu entrichten haben, wogegen auch die Badener bei dem Besuch der Würtembergischen Märkte der, durch §. 4. des Königlich Würtembergischen Accisgesetzes vom 18. Juli 1824 vorgeschriebenem Markt-Accise ferner nicht mehr unterliegen.

Hieran geschieht Unser Wille, mit dessen Vollziehung Unser Finanz-Ministerium beauftragt ist.

Gegeben zu Carlsruhe, in Unserm Grofsherzoglichen Staats-Ministerium, den 26. Januar 1826.

LUDWIG.

Vdt. von Böckh.

Auf Befehl Seiner Königlichen Hoheit
Eichrodt.

18.

Convention entre le grand duché de Bâde et celui de Hesse concernant le commerce sur les frontières respectives des deux états, publiée à Carlsruhe le 2 Février 1826.

(*Grofsherzoglich Badisches Staats- und Regierungs-Blatt.* Nr. III. den 7. Februar 1826.

Um den Grenz-Verkehr mit dem Grofsherzogthum Hessen zu erleichtern, sind nach gepflogener Unterhandlung mit der Grofsherzoglich Hessischen Staats-Regierung, folgende Bestimmungen verabredet worden:

A. Folgende Gegenstände, welche nach vorgenommener Bearbeitung aus dem einen Grofsherzogthum wieder zurückgebracht werden, namentlich:

1. Getraide, welches Badische Staatsangehörige zum Mahlen auf Hessische Mühlen bringen, und das daraus gewonnene Mehl, welches sie zurückführen: 1826
2. Holz, welches Badische Staatsangehörige auf Hessische Sägmühlen bringen, und die daraus gefertigten Schnittwaaren, welche sie zurückführen;
3. Getraide, welches Hessische Staatsangehörige zum Mahlen auf Badische Mühlen führen, und das daraus gewonnene Mehl, welches sie zurückbringen;
4. Holz, welches Hessische Staatsangehörige auf Badische Sägmühlen führen, und die daraus gefertigten Schnittwaaren, welche sie zurückbringen;
5. Werkzeuge und Hausgeräthe, welche im unverpackten Zustand zur Reparatur ein- und ausgehen — sollen, in sofern die vorgeschriebenen Kontroll-Maasregeln befolgt worden sind, völlig abgabenfrei ein- und ausgehen.

B. Zur bessern Benutzung eigenthümlicher oder gepachteter Güter, welche Bewohner des Grofsherzogthums Baden im Grofsherzogthum Hessen, oder Bewohner des Grofsherzogthums Hessen im Grofsherzogthum *Baden* besitzen, sollen Ein- und Ausgangszollfrei sein:

1. *Die* Aussat und andere zur Feld- und Reben-Kultur erforderlichen Gegenstände, welche auf solche Grundstücke geführt werden;
2. die darauf gewonnenen Früchte, Trauben und Erzeugnisse aller Art, welche unmittelbar nach der Trennung vom Grundstück eingebracht werden;
3. das Vieh, welches zum Arbeiten oder zum Waiden darauf geführt wird, und wieder zurückkehrt.

C. Von dem Transitzoll oder der Durchgangs-Gebühr sind frey: alle landwirthschaftlichen Erzeugnisse und Vieh, wenn diese Gegenstände, um von einem Ort zum andern desselben Grofsherzogthums gebracht zu werden, nicht mehr als drei Stunden Weg das Gebiet des andern Grofsherzogthums passiren.

Vorstehende Bestimmungen werden hiermit zur allgemeinen Kenntnifs gebracht.

Carlsruhe den 2. Febr. 1826.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.
In Abwesenheit des Ministers.
VON MÜSSIG.
Vdt. RÖMER.

19.

1826 *Protocole relatif aux affaires de Grèce, signé à Saint Petersbourg 4 Avril 1826, entre la Russie et la Grande-Bretagne.*

(*The Times* 1828. Febr. 4. Nr. 13506.)

His Britannic Majesty having been requested by th Greeks to interpose his good offices, in order to o tain their reconciliation with the Ottoman Porte — h ving in consequence, offered his mediation to th power and being desirous of concerting the measur of his government, upon this subject, with his M jesty the Emperor of all the Russias: and His Imp rial Majesty, on the other hand, being equally an mated by the desire of putting an end to the conte of which Greece and the Archipelago are the theat by an arrangment which shall be consistent wi the principles of religion, justice and humanity, t undersigned have agreed —

1. That the arrangment to be proposed to t Porte, if that Government should accept the proffer mediation, should have for its object to place t Greeks towards the Ottoman Porte in the relati hereafter mentioned: —

Greece should be a dependency of that empire a the Greeks should pay to the Porte an annual tribu the amount of which should be permanently fix by common consent. They should be exclusive governed by authorities chosen and named by thei selves, but in the nomination of which authorities t Porte should have a certain influence.

In this state, the Greeks should enjoy a compl liberty of conscience, entire freedom of commer and should, exclusively, conduct their own inter government.

In order to effect a complete separation betwe individuals of the two nations, and to prevent t collisions which must be the necessary consequen

19.

Protocole relatif aux affaires de la Grèce, signé à Saint Petersbourg, le 4 Avril 1826, entre la Russie et la Grande-Bretagne. 1826

(*Le Moniteur* 1828. Nr. 37.)

S. M. Britannique ayant été priée par les Grecs d'interposer ses bons offices, à l'effet d'obtenir leur reconciliation avec la Porte-Ottomane, ayant en conséquence offert sa médiation à cette puissance et désirant concerter les mesures de son gouvernement à ce sujet, avec S. M. l'empereur de toutes les Russies, et d'autre part S. M. impériale étant animée du désir de mettre fin au conflit dont la Grèce et l'Archipel sont le théâtre, par un arrangement compatible avec les principes de la religion, de justice et d'humanité, les soussignés sont convenus:

1. Que l'arrangement à proposer à la Porte, si ce gouvernement acceptoit la médiation offerte, auroit pour objet de placer les Grecs, à l'égard de la Porte-Ottomane, dans la relation, ci après mentionnée.

"La Grèce seroit une dépendance de cet empire, et les Grecs payeroient à la Porte un tribut annuel dont le montant seroit, de commun accord, fixé d'une manière permanente. Ils seroient exclusivement gouvernés par des autorités choisies et nommées par eux-mêmes, mais dans la nomination desquelles la Porte auroit une certaine influence."

"Dans cet état, les Grecs jouiroient d'une liberté publique complette de conscience et de commerce, et dirigeroient exclusivement leur gouvernement extérieur."

"Afin d'effectuer une séparation complette entre les individus des deux nations, et de prévenir les collisions qui seroient la conséquence d'une lutte aussi

1826 of a contest of such duration, the Greeks shou purchase the property of the Turks, whether situ ted on the continent of Greece, or in the islands.

2. In case the principle of a mediation betwe Turks and Greeks should have been admitted, consequence of the steps taken with that view b His Britannic Majesty's Ambassador at Constantinop His Imperial Majesty would exert, in every ca his influence to forward the object of that mediatio The mode in which and the time at which, his Im perial Majesty should take part in the ulterior neg ciations with the Ottoman Porte, which may be th consequence of that mediation, should be determine hereafter by the common consent of the governmen of His Britannic Majesty and His Imperial Majest

3. If the mediation offered by His Britannic Ma jesty should not have been accepted by the Port and whatever may be the nature of the relation between His Imperial Majesty and the Turkish Go vernment, His Britannic Majesty and His Imperi Majesty will still consider the terms of the ar rangment specified in Nr. 1. of this protocol, as th basis of any reconciliation to be effected by their in tervention, wheter in concert or separately, betwee the Porte and the Greeks; and they will avail them selves of every favourable opportunity to exert thei influence with both parties, in order to effect thei reconciliation on the above-mentioned basis.

4. That His Britannic Majesty and His Imperi Majesty should reserve to themselves to adopt, he reafter, the measures necessary for the settlemen of the details of the arrangment in question, as wel as the limits of the territory and the names of th islands of the Archipelago to which it shall be ap plicable and it shall be proposed to the Porte t comprise under the denomination of Greece.

5. That, moreover, His Britannic Majesty an His Imperial Majesty will not seek, in this arrange ment, any increase of territory, nor any exclusiv influence, nor advantage in commerce for their sub jects, which shall not be equally attainable by al other nations.

ligne, les Grecs acheteroient les propriétés des Turcs 1826
situées sur le continent de la Grèce ou dans les isles.

2. Dans le cas où le principe d'une médiation entre les Turcs et les Grecs auroit été admis en conséquence des mesures prises dans cette vue par l'ambassadeur de S. M. Britannique à Constantinople, S. M. Impériale emploieroit dans tous les cas son influence pour atteindre l'objet de cette médiation. Le mode et le tems où S. M. Imperiale prendroit part aux négociations ultérieures avec la Porte-Ottomane, qui peuvent être la conséquence de cette médiation, seroit ci-après déterminé du consentement commun du gouvernement de S. M. Britannique et de S. M. Impériale.

3. Si la médiation offerte par S. M. Britannique n'avoit pas été acceptée par la Porte, et quelle que puisse être la nature des relations entre S. M. Impériale et le gouvernement Turc, S. M. Britannique et S. M. Impériale n'en considéreront par moins les *termes* de l'arrangement specifié dans le Nr. 1. du présent protocole, comme la base de toute reconciliation à effectuer par leur intervention, soit de concert, soit séparément, entre la Porte et les Grecs; et elles profiteront de toutes les occasions favorables pour employer leur influence auprés des deux parties, afin d'effectuer leur reconciliation sur la base ci-dessus mentionnée;

4. Que S. M. B. et S. M. I. se réserveront d'adopter par la suite les mesures nécessaires pour régler les détails de l'arrangement en question ainsi que les limites du territoire et les noms des îles de l'Archipel auxquelles il sera applicable, et qu'il sera proposé à la Porte de comprendre sous la dénomination de Grèce;

5. Qu'en outre, S. M. B. et S. M. I. ne chercheront dans cet arrangement aucun aggrandissement de territoire, aucune influence exclusive ni avantages commerciaux pour leurs sujets qui ne seroient pas également accessibles pour toutes les autres nations;

1826 6. That His Britannic Majesty and His Impe Majesty, being desirous that their Allies should come parties to the definitive arrangments of wh this protocol contains the outline, will communic this instrument, confidentially, to the courts Vienna, Paris and Berlin, and will propose to th that they should, in concert with the Emperor Russia, guarantee the treaty by which the recor liation of the Turks and Greeks shall be affected, His Britannic Majesty cannot guarantee such a tre

St. Petersburgh, April 4 (March 23) 1826.

(*Signed*) WELLINGTON.
NESSELRODE.
LIEVEN.

20.

Convention entre le grand duché de Bade et le royaume de Wurtemberg concernant le commerce sur les frontières respectives des deux état publiée à Carlsruhe le 15 *Avril* 182

(*Grofsherzoglich Badisches Staats- und Regierungs-Blatt.* Nr. IX. d. 20. April 1826.)

Zur Erleichterung des Gränzverkehrs mit dem Königreich Würtemberg wird in Folge der mit der Königlich Würtembergischen Staats-Regierung getroffenen Verabredung und nach erfolgter allerhöchsten Genehmigung Seiner Königlichen Hoheit hiermit verordnet:

A. Frei vom Eingangszoll und Ausgangszoll sind

1. Holz, welches Badische Staats-Angehörige an Würtembergische Sägmühlen bringen, und das daraus gefertigten Schnittwaaren, welche sie zurück führen.

6. Que S. M. B. et S. M. I. desirant que leurs alliés 1826
viennent parties aux arrangemens définitifs dont
présent protocole contient l'esquisse, communique-
nt confidentiellement cet instrument aux cours de
ienne, de Paris et de Berlin, et leur proposeront
garantir, de concert avec l'empereur de Russie, le
té au moyen duquel la réconciliation des Turcs
des Grecs sera effectuée, S. M. B. ne pouvant ga-
antir un tel traité.

Saint Petersbourg, le 4 Avril (23 Mars) 1826.

Signés: WELLINGTON.
NESSELRODE
LIEVEN.

---

2. Holz, welches Würtembergische Staats-Angehörige auf Badische Sägmühlen bringen, und die daraus gefertigten Schnittwaaren, welche sie zurückführen.

3. *Die* Aussaat und andere zur Feld- und Reben-*Cultur* erforderlichen Gegenstände, welche auf eigenthümliche oder gepachtete Grunstücke auf benachbartem auswärtigen Staats-Gebiet gebracht werden.

4. Vieh, welches zum Arbeiten oder zum Waiden darauf geführt wird, und wieder zurückkehrt.

5. Die darauf gewonnenen Früchte, Trauben und Erzeugnisse aller Art, welche unmittelbar nach der Trennung vom Grundstück eingebracht werden.

B. Frei vom Ausgangszoll sind, aufser den durch
t. 5. der Landesherrlichen Verordnung vom 28ten
1825. im Allgemeinen freigegebenen Erzeugnis-
en, bei der Ausfuhr nach Würtemberg folgende
Gegenstände:

1. Abfälle zum Düngen,
2. Butter,
3. Kartoffeln,
4. Dünger,
5. Eyer,
6. Geflügel,
7. Gemüse,
8. Milch,
9. Obst,
10. Runkelrüben,
11. Schmalz,
12. Spreu,
13. Wurzelgewächse.

1826 C. Frei von dem Transitzoll sind alle Landwir schaftlichen Erzeugnisse und Vieh, wenn diese Geg stände, um von einem Ort zu einem andern desselb Staates gebracht zu werden, nicht mehr als 3 Stund Wegs das Gebiet des andern Staates passiren.

D. Der Controle wegen sind die Staats-Angehö gen, welche Holz und resp. Schnittwaaren ein- u ausführen, und die sub lit. A. 1. und 2. genan Freyheit genieſsen wollen, verbunden, sowohl an d Austritts- als Eingangs-Station die Anzeige zu mach und gegen Entrichtung eines Kreuzers einen Pass schein zu nehmen.

Die Zollbehörden führen Aufzeichnungen über d Transporte, und erheben nachträglich den gesetzlich Zoll, wenn nicht innerhalb 4. Wochen die entspr chende Quantität Schnittwaaren zurückgebracht wir Die Aus- und Einfuhr muſs an derselben Station ge schehen.

Dieselben Vorschriften sind auch bei dem durc Verordnung vom 17. December vorigen Jahrs Regie rungsblatt S. 225. frei gegebenen Besuch der benach barten Mühlen zu beobachten.

Wenn der Transportant mit den sub. lit. C. ge nannten Gegenständen auf dem Transit eine Zollstation passirt, so muſs er daselbst die Anzeige machen, und einen Passirschein gegen Entrichtung eines Kreuzers nehmen.

Die Kreisdirectorien werden beauftragt, diese Anordnung durch die Anzeigeblätter bekannt zu machen, und mit dem ersten May laufenden Jahrs in Vollzug zu setzen.

Carlsruhe den 15ten April 1826.

Finanz-Ministerium.

VON BÖCKH.

Vdt. SCHWARZ.

21.

Recès principal de liquidation entre le Danemarc et l'Hanovre concernant le duché de Lauenbourg, signé à Hambourg le 24 Juin 1826.

1826

(*Haupt-Liquidations-Receſs zwischen Dänemark und Hannover wegen des Herzogthums Lauenburg.* Copenhagen, 1826. 4.)

Nachdem der zur Vollziehung der tractatenmäſsigen Uebergabe des, von der Krone Hannover zuerst an die Krone Preuſsen und von Letzterer wieder an die Krone Dännemark cedirten Theils des Herzogthums Lauenburg, zu Ratzeburg am 26sten Juli 1816 abgeschlossene Receſs einige Gegenstände zu künftiger Erledigung ausgesetzt und die gänzliche Auseinandersetzung des nunmehrigen Königl. Dänischen Herzogthums Lauenburg, sowohl von dem bei der Krone Hannover tractatenmäſsig verbliebenen Theile des vormaligen Herzogthums Lauenburg, als von den übrigen Königl. Hannoverschen Provinzen, eine Uebereinkunft nothwendig gemacht hat; so sind um über alle hierauf Bezug habende Gegenstände in Unterhandlung zu treten, von beiden Seiten Bevollmächtigte ernannt worden, nämlich:

von Sr. Majestät dem Könige von Dännemark, der Geheime Legationsrath Johann Georg Rist, Ritter vom Dannebrog und Dannebrogsmann, wie auch der würkliche Etatsrath, Amtmann zu Schwarzenbeck, Friederich Wilhelm Compe, Ritter vom Dannebrog und Guelphen-Orden, und

von Sr. Majestät dem Könige des vereinigten Königreichs Groſsbritannien und Irland, König von Hannover, der Geheime Legationsrath Johann Friederich Albrecht von Duve, Ritter des Guelphen-Ordens und des Kaiserl. Königl. Oesterreichischen Leopold-Ordens, Minister-Resident bei den freien und Hansestädten und General-Consul zu Hamburg,

1826 und haben vorbenannte Bevollmächtigte, welc sich zu seiner Zeit durch die ad acta genommen Vollmachten gehörig legitimirt, und über die verhandeln vorgekommenen Gegenstände längere U terhandlung gepflogen, nunmehr unter Vorbehalt Ratification von Seiten der Allerhöchsten Committe ten sich über folgende Bestimmungen vereinbart.

Erster Abschnitt.

Auseinandersetzung der landschaftlichen Schu Verhältnisse des Königl. Dänischen und Königl. Ha noverschen Theils des Herzogthums Lauenburg u des ganzen Herzogthums Lauenburg, von den n demselben in gemeinschaftlichem Verbande gewesen Hannoverschen Provinzen.

§. 1. Die Vertheilung der auf dem ganzen vo maligen Herzogthum Lauenburg haftenden privativ Landesschulden unter den Königl. Dänischen und d Königl. Hannoverschen Theil des Herzogthums Lau enburg, geschieht in Gemäfsheit einer dieserhalb unter 14ten Februar und 10ten März 1818 getroffenen Con missarischen Vereinbarung, nach einem Theilung Maafsstabe, bei dem eine aus der Zählungs-Liste d Einwohner vom Jahre 1810, dem Ertrage der Defer sions-Steuern des Jahres 1810 und der provisorisch Contribution im Jahre 1814 gezogenen Durchschnitt Summe zum Grunde gelegt wird, und der hiernach d Verhältnifs des Königl. Dänisch-Lauenburgischen dem Königl. Hannoverisch Lauenburgischen Lande Antheil wie c^a $3\frac{1}{2}$ zu 1 festsetzet.

§. 2. Nach dem angenommenen Theilungs-Prin cipe hat die Krone Hannover von den auf dem ganz vormaligen Herzogthum Lauenburg haftenden Lan desschulden von . . . . . 249,559 Rthl. 22 ß für den bei dem Königreiche Hannover verbliebene Lauenburgischen Landes-Antheil die Quote von 56,126 Rthl. 13 Mgr. 7 Pf. in $N\frac{2}{3}$ Stücken. übernommen.

Diese Capital-Summa von 56,126 Rthl. 23 Mg 7 Pf. in $N\frac{2}{3}$ Stück. ist nebst den darauf bis zum 1ste November 1813 rückständigen Zinsen von der Kro Hannover mittelst angekaufter Lauenburgischen Lan schaftlichen Obligationen bezahlt, und der Empfa

ener Obligationen von dem Bevollmächtigten der 1826
uenburgischen Ritter- und Landschaft quittirt, und
mit die Rata der Landschaftlichen Schuld, welche
f den Königl. Hannoverschen Theil des Herzog-
ums Lauenburg fällt, für gänzlich getilgt erklärt
orden.

Die auf diese Capital-Rata seit dem 1sten Januar
816 als dem Termino a quo der Auseinandersetzung
des Königl. Dänischen und Königl. Hannoverschen
Lauenburgischen Landes-Antheils aus der Land-
schaftlichen Casse vorgeschossenen Zinsen

bis zum 1sten Nov. 1819	von	6680 Rthl.	17 Mgr.	- Pf.
— — 1sten Mai 1820	—	1113 —	13	- - -
— — 1sten Nov. 1820	—	1113 —	13	- - -
in Summa		8907 Rthl.	7 Mgr.	- Pf.

werden in der landschaftlichen Schluſs-Abrechnung
§ 13. der Krone Hannover zur Last gerechnet.

§ 3. Die von der Krone Hannover an die Krone Frankreich in Gefolg der Friedensschlüsse vom 31sten Mai 1814 und 20sten November 1815, wegen der, während der Französischen Occupation der Hannoverschen Lande, den gesammten Gläubigern der Landschaften mit Einschluſs der Gläubiger der Lauenburgischen Landschaft, nicht ausbezahlten Zinsen ihrer Capitalien, angebrachte Reclamation ist mit andern Forderungen durch den zu Paris am 25sten April 1818 geschlossenen Vergleich mittelst eines Aversional-Quantums erlediget worden.

Die aus diesem Aversional-Fond den Gläubigern der Lauenburgischen Landschaft für ihre Retardat-Zinsen nach den dieserhalb angenommenen Grundsätzen zustehende, und zu

16, 172 Rthl. 32 ſs. 4 Pf. in N$\frac{2}{3}$ Stücken
und 9, 280 Rthl. 4 ſs. 3 Pf. in Pistolen à 5 Rthl.

liquidirte Summe, ist von der Krone Hannover der Lauenburgischen Landschaft zur Vertheilung an die einzelnen Gläubiger ausbezahlt worden.

§ 4. Nach dem Uebergabe-Recesse Art. XV. gehen die Landes-Revenüen des an die Krone Dänemark cedirten Lauenburgischen Landestheils vom 1sten Jan. 1816 an diese Krone über. Folglich wer-

1826 den die vor dem 1sten Jan. 1816 aus dem ganz
Herzogthum Lauenburg, und die seit diesem Termi
aus dem bei der Krone Hannover verbliebenen Laue
burgischen Landestheile, in die landschaftliche Ca
geflossenen öffentlichen Abgaben, der Krone Han
ver restituirt, welche nach geschehener Liquidati
betragen:

1. An erhöheter Contribution und Exemten-Ste
vom Jahre 1816: Rthl. 1,200 31 Gr. 6 Pf. Cour
oder . . N⅔

	Rthl.	Mgr	k
	1,239	21	
2. Ueberschufs der Stempelsteuer-Rechnung vom Jahre 1815 113 Rthl. 13 Gr. 4 1/7 5/6 Pf. Court. oder	117	1	
und von den in dieser Rechnung von 1815 in der Ausgabe als Zuschufs zu den Zinsen pro 1mo Mai 1816 berechneten 1,650 Rthl. 2 Gr. 6 Pf. die Rata des Königl. Dänisch Lauenburgischen Theils	1,278	34	
in Summa N⅔ Rthl.	2,635	21	

Dahingegen die Krone Hannover aus der Contribution
Liquidation von 1816 einen Vorschufs von
Rthl. 2,905. 28 Mgr. 2 1/14 Pf. in N⅔
zu erstatten hat, so kommen der Krone Dänemar
nach Abzug obiger 2,635 Rthl. 21 Mgr. 4⅔ Pf. in N
zu Gute Rthl. 270. 6 Mgr. 6 2/3 Pf. in N⅔ Stücke
und werden diese der Krone Hannover in der land
schaftlichen Schlufs-Abrechnung §. 13. zur La
gerechnet.

§. 5. Die Auseinandersetzung der Lauenburgische
Landschaft von den übrigen Landschaften des vormali
gen Churfürstenthums Hannover, wegen der, durc
die Französische Occupation verursachten Koste
geschieht nach dem im Anfange der Occupation vo
dem Landes-Deputations-Collegio zu Hannover fest
gesetzten Prinzipe, dafs zu diesen Kosten alle Land
schaften pro Rata beitragen, und zu einem Gesammt
Beitrage von 100,000 Rthl. die Lauenburgische Land
schaft mit Einschlufs der Möllnschen Pertinenzien Rth
1,915. 23 Mgr. 4 Pf. concurriren solle.

Die nach diesem Principe der Lauenburgischen 1826
Landschaft zur Last fallenden Occupations-Kosten
werden zwischen dem bei der Krone Hannover ver-
bliebenen, und dem an die Krone Dännemark cedirten
Lauenburgischen Landestheil gleichfalls nach dem im
§. 1. festgestellten Principe vertheilt.

§. 6. Von den Natural-Magazin Lieferungs-Quo-
ten ist die X, XI und XII Quote von dem Herzogthum
Lauenburg nicht eingeliefert worden, und wird von
dieser im Ganzen 16,286 Rthl. 7 Mgr. 2 Pf. betra-
genden Schuld, nach Abzug der davon nach dem
angenommenen Theilungs-Maafsstabe auf den bei der
Krone Hannover verbliebenen Lauenburgischen Lan-
destheil fallenden . . . . Rthl. 3,662. 29 Mgr. 2 Pf.

der Krone Dännemark für
den Königl. Dänischen Lauen-
burgischen Landestheil . mit — 12,623. 14 — — —

in der landschaftlichen Schlufs-Abrechnung §. 13 zur
Last gerechnet.

§. 7. Die Ausgleichungs-Berechnung der im ge-
meinschaftlichen Verbande gewesenen Hannoverschen
Landschaften wegen der, durch die französiche Occu-
pation veranlafsten Leistungen an baarem Gelde und
Naturalien, aus den einzelnen Landschaften, hat er-
geben, dafs die Lauenburgische Landschaft an Vor-
schufs zu fordern hat:

	Rthl.	Mgr	Pf.
a. aus der Periode vom 3. Junii 1803 bis ultimo Junii 1806	21,279	11	5
b. aus der Periode vom 1. Julii 1806 biz 19. Septbr. 1807	17,308	20	7
c. aus der Periode vom 19. Septbr. 1807 bis 1. März 1810	20.213	1	—
Summa .	58,800	33	4

von welcher Summe nach Abzug der davon auf den
bei der Krone Hannover verbliebenen Theil des
Herzogthums Lauenburg fallenden

Rthl. 13,224. 19. Gr. — Pf.

der Krone Dännemark für
den Königl. Dänisch-Lauen-
burgischen Theil . . . . — 45,576. 14 — 4 —

in der Landschaftlichen Schlufs-Abrechnung §. 13.
zu Gute gerechnet werden.

1826 §. 8. Die aus der französischen Occupations-Z herrührenden, auf den gesammten Hannoverschen Lan schaften jener Zeit annoch haftenden Schulden betrag

1,717,683 Rthl. 5 Mgr. N$\frac{2}{3}$,

von welchen das ganze Herzogthum Lauenburg.

Summa von . . . . 32,904 Rthl. 30 Gr. 2

und von dieser der bei der Krone Hannover verbliebene Theil desselben . 7,400 — 16 Gr. -

und der an die Krone Dännemark cedirte Theil desselben . . . . . 25,504. — 14 -

übernimmt.

Aufser obigen Gesammt-Schulden sind im Jah 1820 noch einige Forderungen Hannoverscher Un terthanen aus der französischen Occupations-Z ad statum liquidi gebracht, und als Landesschuld a erkannt worden, welche zusammen die Summa vo

4,293 Rthl. 3 Mgr. in N$\frac{2}{3}$

betragen, und von denen der an die Krone Dänn mark cedirte Theil des Herzogthums Lauenburg

63 Rthl. 28 Mgr. 2 Pf. in N$\frac{2}{3}$

übernimmt.

Da auf diese Weise die Krone Dännemark f den ihr cedirten Lauenburgischen Landestheil ein verhältnifsmäfsigen Antheil von der aus der französ schen Occupations-Zeit erwachsenen Hannoversch Gesammt-Landesschuld übernimmt und an die Kro Hannover vergütet, so werden dagegen sämmtlic aus dieser Schuld entstehende Forderungen allein a den Landesmitteln des Königreichs Hannover befri diget, und sind die von einzelnen Commünen fordern gehabten Hospitalkosten, welche zusamm die Summe von 6,643 Rthl. - Mgr. 2 Pf. betragen, dieselben auch baar ausgezahlet worden.

Von den während der Französischen Occupatio von den sämmtlichen Hannoverschen Provinzen ang liehenen Capitalien sind die Retardat-Zinsen bis zu 1sten November 1813, so wie die laufenden Zinse von da bis zum 1sten Nov. 1820 zu

308,900 Rthl. in Pistolen zu 5 Rthl.

rechnet worden, und übernimmt von diesen die 1826
ne Dännemark die auf den Königl. Dänischen
heil des Herzogthums Lauenburg fallende verhält-
mäfsige Rata von 4,591 Rthl. 25 Mgr. in Pistolen.

	oder	Rthl.	Mgr.	Pf.
		4,285	21	N⅔
elche nebst oben berechneten An-				
theil an der gesammten Capital-				
Schuld von		25,504	14	4
mt		63	28	2
in Summa .		29,853	27	6

in N⅔ Stücken der Krone Hannover in der Land-
schaftlichen Schlufs-Abrechnung §. 13. zu Gute ge-
rechnet werden.

§. 9. Die auf Veranlassung der französischen Gewalthaber von den drei freien Hansestädten Bremen, Hamburg und Lübeck in den Jahren 1804 und 1806, gegen Verbriefungen der vereinigten Hannoverschen Provinzen hergeliehenen Capitale, und zwar

von Bremen
unterm 17ten September 1804 250,000 Rthl. Gold

von Hamburg
unterm 12. Jan. 1804 1,500,000 Mk. Bco.
— 26. Oct. 1804 625,000 Mk. —
2,125,000 Mk. Bco.

von Lübeck
unterm 5. Mai 1804 350,000 Mk. Bco.
— 25. Apr. 1805 105,000 Mk. —
455,000 Mk. Bco.

sind wegen der dabei obwaltenden besonderen Umstände anfangs als Landesschuld nicht anerkannt worden; die Krone Hannover hat sich aber nachmals mit den drei Hansestädten dahin verglichen, dafs sie, unter Verzichtleistung auf alle rückständige Zinsen, für ihre Capital-Forderungen überall nur

1. die Stadt Bremen . . 200,000 Rthl. in Golde
2. die Stadt Hamburg . . 1,700,000 Mk. Bco.
3. die Stadt Lübeck . . . 364,000 Mk. Bco.

aus der Hannoverschen Landes-Casse bezahlt erhalten.

Von diesen Vergleichs-Summen hat der an die Krone Dännemark cedirte Theil des Herzogthums

1826 Lauenburg einen verhältnifsmäfsigen Antheil zu übe
nehmen, und ist dieser nach den in obigen §§. 1 und
angegebenen Proportionen berechnet worden:

	Rthl.	Mgr.
1. zu der Bremischen Vergleichs-Summe 2,969 Rthl. 22 Mgr. 6½ Pf. Gold, oder	2,901	29
2. - - Hamburgisch. Vergleichs-Summe 25,241 Mk. 8 fsl. Banco	10,959	9
3. - - Lübeckschen Vergleichs-Summe 5,404 Mk. 12 fsl. Banco	2,346	20
in Summa	16,207	22

in N⅔ Stücken,

welche Summe der Krone Dännemark in der Lan
schaftlichen Schluſs-Abrechnung §. 13 zur Last g
rechnet wird.

§. 10. Die von der Krone Dännemark gegen c
Krone Hannover erhobenen Ansprüche wegen d
während der Französischen Occupation der Hannove
schen Lande von dem Französischen Intendanten *Be
leville* im Jahre 1807 ausgeschriebenen gezwungenen An
lehns sind, abgesondert von den übrigen Liquidation
Gegenständen, von den beiderseitigen Commissarie
mittelst eines am 11ten December 1822 abgeschlo
senen, und von Seiten der Krone Dännemark a
23sten December 1822, und von Seiten der Kro
Hannover am 27sten December 1822 ratificirten Ve
gleichs, dahin ausgeglichen worden, dafs die Kro
Hannover an die Krone Dännemark eine Aversiona
Summe von

30,000 Rthl. in N⅔ Stücken

zahlt, welche Summe auch, nach erfolgter gegenseit
ger Ratification, sofort ausgezahlt worden ist, u
dagegen die Krone Dännemark für sich und Name
der Landstände des Herzogthums Lauenburg auf a
aus diesem gezwungenen Anlehn herrührende Er
schädigungs-Ansprüche an die Krone Hannover u
an die Hannoverschen allgemeinen Stände für ewi
Zeiten verziehtet hat.

§. 11. Die von der Landschaft des Herzogthu
Lauenburg gemachten Forderungen aus dem Krieg
Ueberzuge 3er Französischen und 1nes Preufsisch
Armee-Corps im Herbste 1806 sind, da solche nic
völlig ad statum liquidi haben gebracht werden kö
nen, nach einer vergleichsmäfsigen Liquidation vo

[illegible]ten September 1821 dahin ausgeglichen worden, 1826
daſs die Krone Hannover an die Krone Dännemark, für den Königl. Dänischen Antheil des Herzogthums Lauenburg, die Summe von 47,657 Rthl. 8 Mgr. -$\frac{25}{28}$ Pf. N$\frac{2}{3}$ auszahlt, und dagegen die Krone Dännemark alle Ansprüche der Eingesessenen im Königl. Dänischen Antheile des Herzogthums Lauenburg aus diesem Kriegs-Ueberzuge allein befriediget.

Vorgenannte Summa von

47,657 Rthl. 8 Mgr. -$\frac{25}{28}$ Pf. N$\frac{2}{3}$

wird der Krone Hannover in der Landschaftlichen Schluſs-Abrechnung §. 13. zur Last gerechnet.

Die Angelegenheit wegen der frühern Prästationen an Kaiserl. Russische Truppen in den Jahren 1805 und 1806 ist von Seiten der Krone Hannover mit der Krone Ruſsland dahin beseitiget worden, daſs unter Zurechnung der zu der Zeit erhaltenen Magazin-Vorräthe, und unter Verzichtleistung auf die in die 3te und 4te Classe gesetzten Ansprüche, der Gesammt-Betrag der in die 1ste und 2te Classe gesetzten Forderungen bezahlt sind.

Der davon den Königl. Dänisch-Lauenburgischen Unterthanen gebührende, und die Summe von

13,800 Rthl. 17 Mgr. 8 Pf. und 6,184 Rthl.

betragende Antheil ist gegen Quittungen, welche zugleich den namentlichen Verzicht auf die von Seiten der Krone Ruſsland zurück gewiesenen in die 3te und 4te Classe gesetzten Ansprüche enthalten, von der Krone Hannover an die Krone Dännemark baar ausbezahlet worden.

§. 12. Die Unterthanen in dem an die Krone Dännemark abgetretenen Theile des Herzogthums Lauenburg haben, gleich andern in gleichem Falle befindlichen Einwohnern der Hannoverschen Lande, während der Kriegs-Operationen in den Jahren 1813 und 1814 bedeutende Prästationen an die alliirten Truppen geleistet, und darauf nach und nach aus Hannoverschen Cassen Zahlung erhalten, nicht allein für diejenigen Corps deren Zehrung auf Hannoversche Kosten ging, sondern auch für andere Corps, mit deren Dienstherrschaften dieserhalb von der Krone Hannover Uebereinkunft wegen des Ersatzes getroffen worden ist.

1826 Die weitere Betreibung der noch unberichtigt Forderungen der Königl. Dänisch-Lauenburgisch Unterthanen an fremde Souveraine wegen der ihr Truppen geleisteten Verpflegungsmittel, bleibt d Krone Dännemark allein überlassen, und ist Der ben zu diesem Behufe eine General-Uebersicht d ser Forderungen, nebst sämmtlichen zur Begründu derselben bei der anzustellenden Liquidation dienend Original-Belegen unter dem 30sten Januar 18 übergeben worden.

Da indessen früher schon eine Forderung d Königl. Dänisch-Lauenburgischen Unterthanen f Verpflegung Kaiserlich Russischer Truppen von

13,276 Rthl. 33 Mgr. in N$\frac{2}{3}$,

und für Verpflegung Königl. Preussischer Truppen v

1,269 Rthl. 18 Mgr. in N$\frac{2}{3}$,

von der Krone Hannover bei den Liquidations-V handlungen mit dem Kaiserl. Russischen und Köni Preufsischen Gouvernement mit zur Liquidation g bracht und justificirt worden war, so sind, nach d für von diesem beiden Gouvernements erhalte Vergütung, gedachte Forderungen von

13,276 Rthl. 33 Mgr. und 1,269 Rthl. 18 Mgr. N

von der Krone Hannover an die Krone Dännem zur Auszahlung an die Reclamanten baar ausgez worden.

Die Forderung der Krone Dännemark für die v den Königl. Dänisch-Lauenburgischen Unterthan an die Hanseatischen und andere im Königl. Gr britannischen Solde gestandenen Truppen im Ja 1813 und 1814 geschehenen Lieferungen ist dahin a geglichen worden, dafs dafür eine Aversional-Sum von 1,800 Rthl. in N$\frac{2}{3}$ Stücken und anfserdem, besonders liquidirt, die Summe

von 45 Rthl. 31 Mgr. 6 Pf. N$\frac{2}{3}$,

von der Krone Hannover an die Krone Dännem ausbezahlt wird, und werden diese beiden Sum

mit 1845 Rthl. 31 Mgr. 6 Pf. N$\frac{2}{3}$

in der Landschaftlichen Schlufs-Abrechnung §. der Krone Hannover zur Last gerechnet.

§. 13. Das Resultat der in vorstehenden §§. 1826
über angegebenen Auseinandersetzung der Landschaftlichen Schuld-Verhältnisse des Königl. Dänischen und Königl. Hannoverschen Antheils des Herzogthums Lauenburg und des ganzen Herzogthums Lauenburg von den mit demselben in gemeinschaftlichem Verbande gewesenen Hannoverschen Provinzen ergibt:

1. als Schuld der Krone Hannover.

	Rthl.	Mgr	Pf.
a. Die Zinsen der von dem Königl. Hannoversch-Lauenburgischen Landes-Antheil übernommenen Quote von den Lauenburgischen privativen Schulden vom 1sten Januar 1816 bis 1sten Nov. 1820 (§. 2),	8,907	7	—
b. Vorschuſs aus der Contributions- und Stempel-Steuer Liquidation (§. 4.)	270	6	$6\frac{8}{12}$
c. Aus der Ausgleichungs-Rechnung der gesammten Hannoverschen Provinzen . . . . . (§. 7.)	45,576	14	4
d. Wegen Kriegs-Prästationen im Jahre 1806 . . . . . (§. 11.)	47,657	8	$2\frac{6}{12}$
e. Für Lieferungen an im Groſsbritannischen Solde gestandene Truppen in den Jahren 1813 und 1814. (§. 12.)	1,845	31	6
N$\frac{2}{3}$ Rthl. .	104,256	32	$1\frac{5}{12}$

2. als Schuld der Krone Dännemark.

	Rthl.	Mgr.	Pf.
a. Die nicht eingelieferten Natural-Magazin-Lieferungs-Quoten (§. 6.)	12,623	14	-
b. Von der gesammten Hannoverschen Schuld an Capital und Zinsen . . . . . (§. 8.)	29,853	27	6
c. Von den Hanseatischen Anleihen (§. 9.)	16,207	22	$4\frac{1}{2}$
N$\frac{2}{3}$ Rthl. .	58,684	28	$2\frac{1}{2}$

Nach Abzug der letztern als Schuld der Krone Dännemark berechneten Summe von 58,684 Rthl. 28 Mgr. $2\frac{1}{2}$ Pf. N$\frac{2}{3}$ von der erstern als Schuld der

1826 Krone Hannover berechneten Summe von 104,256 Rt 32 Mgr. $1\frac{1}{18}$ Pf. N$\frac{2}{3}$ bleibt von der Krone Hannov an die Krone Dännemark noch auszuzahlen die Sur ma von

45,572 Rthl. 3 Mgr. $7\frac{12}{18}$ Pf. in N$\frac{2}{3}$.

Die baare Auszahlung dieser Summe geschie gleich nach erfolgter gegenseitiger Ratification c gegenwärtigen Recesses, und erklären beide Thei dafs damit alle aus dem früheren landschaftlich Verhältnisse des Königl Dänischen und Königl. Ha noverschen Antheils des Herzogthums Lauenburg u aus dem frühern Verbande dieses Herzogthums n den Hannoverschen Landschaften herrührende gege seitige Ansprüche und Anforderungen an baare Gelde, ein für allemal abgethan und für immer bes tiget seyn sollen.

Zweiter Abschnitt.

Auseinandersetzung der Domanial - Verhältnis des Königl. Dänischen und Königl. Hannoversch Theils des Herzogthums Lauenburg.

§. 14. Zur Ausgleichung und Beseitigung der Di ferenz, welche wegen der auf dem an die Krone Dä nemark abgetretenen Theile des Herzogthums Laue burg haftenden Kammerschulden obgewaltet hat, i zwischen beiden Allerhöchsten Gouvernements c unmittelbare Uebereinkunft getroffen worden, dafs d Krone Dännemark statt der Uebernahme dieser Kan merschulden an die Krone Hannover eine Aversiona Summe von 100,000 Rthl. in Golde unter der Bedi gung auszahlt, dafs dafür die Krone Hannover fern wie bisher die Zinsen von diesen Kammerschuld entrichtet, überhaupt jede aus diesem Schulden - Ve hältnisse gegen die Hypothecarischen Gläubiger fliefsen Verbindlichkeit in der Maafse erfüllt, dafs die auf de abgetretenen Theile des Herzogthums Lauenburg ha tenden Kammerschulden der Krone Dännemark a keine Weise zur Last fallen können. Und ist gedach Aversional - Summe von 100,000 Rthl. in Golde vier gleichen Terminen am 1sten Januar, 1sten Apı 1sten Juli und 1sten October 1821 von der Kro Dännemark an die Krone Hannover baar ausgeza worden.

§. 15. Nach dem Art. XV. des Uebergabe-Recesses 1826
sind die Domanial-Rechnungen von den an die Krone
Dännemark abgetretenen Aemtern und dem Elbzoll
zu Lauenburg vom 1sten Mai 1815 bis 1sten Mai
1816 aufgestellt, und von den Revenüen dieses Jahrs
der Krone Dännemark $\frac{1}{3}$ und der Krone Hannover
$\frac{2}{3}$ zu Gute gerechnet worden.

In Folge der dieserhalb statt gefundenen Liquidation hat die Krone Hannover

	zu erstatten Lübs. Court. Rthl.	fsl.	Pf.	zu erhalten Lübs. Cour. Rthl.	fsl.	Pf.
1. Aus dem Amte Lauenburg	. .	.	.	1,187	2	6
2. aus dem Amte Ratzeburg, incl. des zur Kammer-Casse eingezogenen Vorschusses des Pächters des Vorwerks Klempau	4,855	30	2			
3. aus d. Amte Schwarzenbeck	. .	.	.	2,349	5	2
4. aus dem Amte Steinhorst	. .	.	.	288	13	3
5. aus dem Elbzoll zu Lauenburg, incl. der auf den Register-Ueberschuſs v. $18\frac{16}{17}$ nach Hannover gelieferten 3867 Species	10,458	41	6			
Summa . .	15,314	23	8	3,824	20	11
davon ab die von der Krone Hannover zu empfangenden	3,824	20	11			
verglichen mit der von derselben zu erstattenden Summe, bleibt an die Krone Dännemark zu erstatten Rthl.	11,490	2	9			

welche Summe in der Domanial-Schluſs-Abrechnung §. 2. der Krone Dännemark zu Gute gerechnet wird.

§. 16. Bei Auseinandersetzung der Post-Revenüen vom Jahre 1816 sind zwei Epochen in Betracht gezogen worden.

Die erste, vom 1sten Januar bis ultimo Junii 1816, während welcher das Königlich Hannoversche Postwesen die Kosten der Expedition und Beförderung der Posten im Herzogthum Lauenburg allein getragen

1826 hat, und von deren Intraden der Krone Dännem nur der Ueberschuſs gebührt, und

Die Zweite, vom 1sten Julii 1816 bis zum A schluſs einer am 1sten November 1817 unterzeichne Uebereinkunft zwischen der Königl. Dänischen u Königl. Hannoverischen Post-Administration. Wä rend dieser letzten Epoche ist die Beförderung d Posten zum Theil noch von dem Königl. Hannov schen, zum Theil von dem Königl. Dänischen Po wesen beschafft worden, und erst mit dem D jener Uebereinkunft gänzlich an Letzteres übergegang In Folge dieser Uebereinkunft sind die Ansprüche Königl. Dänischen Generalpostdirection aus der zw ten Epoche völlig befriediget worden.

Da folglich für die gegenwärtige Liquidation Verhandlung nur noch die erste Epoche vom 1s Januar bis 30sten Junii 1816 zu berücksichtigen geb ben, aber aus den Post-Rechnungen selbst eine L quidation der, der Krone Dännemark aus dieser Ep che gebührenden Post-Revenüen, nicht thunlich g wesen ist; so hat man sich dahin verglichen, d dafür der Krone Dännemark eine Aversional-Er schädigungs-Summe von

562 Rthl. 26 ßl. Court.

ausgezahlt werde, und wird diese in der Domani Schluſs-Abrechnung §. 22. der Krone Hannover z Last gerechnet.

§. 17. Zur Deckung einer von dem Französisch General Tilly im Jahre 1806 von der Stadt Ratzebu gemachten Requisition, hat die Lauenburgische Lan schaft von der Lauenburgischen Elbzoll-Casse ein der Königl. Hannoverschen Domanial-Casse, wied zu erstattenden Vorschuſs von 15,300 Franken erh ten und darüber einen Empfangsschein unterm 17t Januar 1807 ausgestellt.

Von dieser Schuld übernimmt, nach dem bei d Auseinandersetzung über die Landesschuld angeno menen Quoten-Verhältnisse, der an die Krone Dä nemark abgetretene Theil des Herzogthums Lauenbu den zu 3,453 Rthl. 28 Mgr. in N$\frac{2}{3}$ zu voll, oder

in N$\frac{2}{3}$ zu 30 ßl. zu 3,238 Rthl. 26 ßl.

berechneten Antheil, und wird dieser in der Dom nial-Schluſs-Abrechnung §. 22. der Krone Dänn mark zur Last gerechnet.

§. 18. Der mit der Einführung der Verkoppelun- 1826
n im Herzogthum Lauenburg verbunden gewesene
stenaufwand hat mehrere Vorschüsse veranlafst,
elche aus den Domanial-Cassen den verkoppelten
emeinden gegen 3 p. Ct. Zinsen und unter der Be-
ngung gegeben worden sind, dafs, so lange die Ge-
anden Zinsen entrichten, der Abtrag des Capitals in
rer Willkühr beruhet.

Die wegen dieser Verkoppelungs-Vorschüsse in dem an die Krone Dännemark abgetretenen Lauenburgischen Landestheile von der Krone Hannover erhobenen und in dem Abtretungs-Receſse zu künftiger Erledigung ausgesetzten Ansprüche, sind dahin ausgeglichen worden, dafs der Krone Hannover von diesen Vorschüssen nur die einzelnen Unterthanen gegen gerichtliche Schuld-Verschreibungen dargelieenen Capitalien, nämlich:

100 Rthl. aus Wentorf und 50 Rthl. aus Fühlenhagen,

gegen Aushändigung der Original-Obligationen, vergütet, und der Krone Dännemark diese

450 Rthl. Court.

in der Domanial Schlufs-Abrechnung §. 22. zur Last gerechnet; dagegen die in die Amts-Register als eine ständige Abgabe fliefsenden Zinsen von den übrigen Vorschüssen gleich den übrigen Domanial-Revenüen an die Krone Dännemark abgetreten werden.

§. 19. Die von der Krone Hannover erhobenen und in dem Abtretungs-Recesse zu künftiger Erlegung ausgesetzten Ansprüche wegen des von der Königl. Kammer zu Hannover in Folge eines mit der Stadt Ratzeburg am 7ten September 1815 abgeschlossenen Vertrages übernommenen Wiederaufbaues der im Feldzuge von 1813 vom Feinde verbrannten sogenannten Langen-Brücke bei Ratzeburg, und wegen des auf die Acquisition dieser Brücke und des Brückengeldes verwandten Kosten, hat man dahin verglichen, dafs die Krone Hannover auf Entschädigung dieser Kosten gänzlich Verzicht leistet.

Die bei Uebernahme der Langen-Brücke an die Königl. Kammer in Hannover überwiesenen Obligationen sind an die Krone Dännemark cedirt, dagegen werden von Derselben alle auf dieser Brücke haftenden Passiva übernommen.

1826 §. 20. Die Forderung der Krone Dänemark, daſs die zu 973 Rthl. 3 ſsl. N$\frac{2}{3}$ specificirten Kosten des Ankaufs des zu Reparaturen einiger geistlichen Gebäude zu Brunstorf, Hohenhorn, Schwarzenbeck, Potrau und Sandesneben erforderlich gewesenen Tannenholzes von der Krone Dänemark zu $\frac{1}{3}$, und von der Krone Hannover zu $\frac{2}{3}$ bei der Domanial-Abrechnung übernommen werden möchte, ist dahin verglichen worden, daſs von der genannten Summe der Krone Hannover

612 Rthl. 22 ſsl. Lübs. Court.

in der Domanial-Schluſs-Abrechnung §. 22. zur Last berechnet werden.

§. 21. Von dem der Königl. Regierung in Ratzeburg im Jahre 1814 aus der Königl. General-Casse zu Hannover gegebenen Vorschusse von 300 Rthl. N$\frac{2}{3}$ zu 30 ſsl., um davon die vorfallenden Ausgaben für Schreibmaterialien zu bestreiten, werden die in der Periode vom 1sten Januar bis 31sten Julii 1814 verwendeten

151 Rthl. 47 ſsl. 3 Pf. in N$\frac{2}{3}$ zu 30 ſsl.

der Krone Dännemark in der Domanial-Schluſs-Abrechnung §. 22. zur Last gerechnet.

§. 22. Nach geschehener Auseinandersetzung des Domanial-Verhältnisse des Königl. Dänischen und Königl. Hannoverschen Antheils des Herzogthums Lauenburg, bleibt bei der Schluſs-Abrechnung:

1. Schuld der Krone Hannover.

	Lübs. Rthl.	Cour. ſsl.
a. an Domanial-Revenüen vom Jahre $18\frac{15}{16}$ . . . . . (§. 15.)	11,490	2
b. Aversional-Summe wegen der Post-Revenüen . . . . . (§. 16.)	562	26
c. an Reparatur-Kosten geistlicher Gebäude . . . . . (§. 20.)	612	22
Rthl. . .	12.665	2

2. Schuld der Krone Dännemark. 1826

	Lübs. Rthl.	Court. fsl.	Pf.
a. Vorschufs der Domanial-Casse an die Lauenburgische Landschaft (§. 17.)	3,238	26	-
b. die baar ausgeliehenen Capitalien wegen der Verkoppelungen . (§. 18.)	450	-	-
c. an Ausgaben für Schreibmaterialien (§. 21.)	151	47	3
Rthl. .	3,840	25	3

Letztere Summa von 3,840 Rthl. 25 fsl 3 Pf. von der erstern Summe von 12,665 Rthl. 2 fsl. 9 Pf. abgezogen, bleibt Schuld der Krone Hannover

8,824 Rthl. 25 fsl. 3 Pf. in N$\frac{2}{3}$ zu 30 fsl.

Beiderseitige Commissarien haben sich aber unterm 10ten April 1823 dahin verglichen, dafs statt dieser Summe die Krone Hannover an die Krone Dännemark nur die Summe von

8,512 Rthl. 14 fsl. 6 Pf. in N$\frac{2}{3}$ zu 30 fsl.

baar auszahlt.

Die Auszahlung dieser Summe ist bereits unterm 9ten August 1823 geschehen und erklären beide Theile, dafs damit alle aus der Verwaltung und Ueberweisung der Domanial- und Landesherrlichen Revenüen bis an die Krone Dännemark abgetretenen Theils des Herzogthums Lauenburg herrührenden gegenseitigen Ansprüche, so wie alle sonstige hierauf Bezug habende Anforderungen an baarem Gelde ein für allemal abgethan und für immer beseitigt seyn sollen.

Dritter Abschnitt.

Auseinandersetzung der übrigen Verhältnisse.

§. 23. Den Bestimmungen der Art. X. des Ueberein-Recesses vom 26sten Juli 1816 ist durch die zu verschiedenen Zeitpunkten beschaffte Ablieferung und Empfangnahme:

1. der aus dem Archiv der vormaligen Herzöge von Sachsen-Lauenburg herrührenden Haus-Acten, mit Ausnahme von 5, das Durchlauchtige Haus Braunschweig-Lüneburg näher angehenden Nummern,

2. der vor Uebergabe an die Krone Dännemark aus der Amt-Lauenburgischen Registratur entnom-

1826 menen Acten, mit Ausnahme von einigen das jen
tige Amt Artlenburg besonders interessirenden Nu
mern,

3. der sämmtlichen Staats- Hoheits- und Regi
nal- Acten, so weit solche bis jetzt in den Kön
Archiven und Registraturen der verschiedenen Dep
tementer in Hannover haben aufgefunden wer
können,

4. der sämmtlichen Kammer- und Domainen-Ac
worunter auch die älteren Elbzoll- und Amts-Re
ster der Aemter Ratzeburg, Schwarzenbeck und Se
horst begriffen,

5. der sämmtlichen Lauenburgischen Lehn- Ju
Zoll- Post- und Militair- Acten,

6. der sämmtlichen bei dem Königl. Ober-App
lations-Gerichte zu Celle befindlichen Lauenburgisch
Gerichts- und Procefs-Acten,

7. der sämmtlichen das abgetretene Herzogthu
Lauenburg, so wie einzelne Theile desselben ang
henden Charten und Risse, so weit solche zu find
gewesen,

8. der im Königl. Archiv zu Hannover aufbewah
ten Lauenburgischen Urkunden, so weit solche
jetzt haben aufgefunden werden können,

Genüge geleistet worden, und verspricht die Kro
Hannover, die dem Uebergabe-Recefs gemäfs ausz
liefernden Documente, welche in dem Königl. Archi
bis lang noch nicht haben aufgefunden werden kö
nen, baldmöglichst ausliefern lassen zu wollen.

Königl. Dänischer Seits hat man sich, um d
Abschlufs der Haupt-Liquidations-Verhandlung nic
aufzuhalten, mit dieser Zusicherung vorerst begnüg
wollen, und siehet demnächst deren baldiger u
pünktlicher Erfüllung mit völligem Vertrauen entgeg

Königl. Hannoverscher Seits erklärt man sich fe
ner bereitwillig, von den nicht mit ausgeliefert
älteren Registern des Amts Lauenburg, so wie v
den dazu gehörenden Belegen vorkommenden Fal
auf näheres Verlangen beglaubte Abschriften mitz
theilen, wogegen die Krone Dännemark auf die Au
lieferung der Original-Register verzichtet.

Was die in dem Lauenburgischen Archive befin
lichen, die bei der Krone Hannover verblieben

lichen Güter speciell angehenden Acten betrifft, 1826
werden diese, so wie Abschriften anderer land-
aftlichen Acten, den Besitzern jener Güter auf
rlangen und gegen Erstattung der Kosten jederzeit
tgetheilt werden.

§. 24. Da in dem Art. XIII. des Uebergabe-
cesses einer besondern Vereinbarung vorbehalten
rden ist, ob die Lauenburgische Prediger-Witt-
en-Casse und die Gemeinschaft der in dem Königl.
änischen Theile und Königl. Hannoverschen Theile
s Herzogthums Lauenburg befindlichen Interessen-
derselben in dem bisherigen Bestande beibehalten,
r darin eine Abänderung vorgenommen werden
e: und nach näherer Erwägung der dabei statt
lenden Verhältnisse eine gänzliche Auseinander-
ung dieses Instituts rathsamer befunden worden
, so hat man sich unterm 30sten Julii und 1sten
tober 1821 über folgende Grundsätze verglichen,
ch welchen die Theilung des Vermögens-Bestan-
s dieser Wittwen-Casse bewerkstelligt werden solle.

1. Alle Capitalien und der baare Vorrath in der
asse des Instituts, wie solcher sich bei Abschlies-
ung des Uebergabe-Recesses vom 26sten Juli 1816
funden hat, werden getheilt, und erhalten davon
e Königl. Dänischen Lauenburgischen Parochien $\frac{10}{17}$,
d die Königl. Hannoverschen Lauenburgischen Pa-
chien $\frac{7}{17}$.

2. Zu den $\frac{7}{17}$ des Capital-Fonds und baaren Vor-
ths werden noch hinzugerechnet:

Die Zinsen, welche von den $\frac{7}{17}$ Theilen des Capi-
al-Fonds vom 26sten Julii 1816 bis dahin 1821
ingegangen sind,

die $\frac{7}{17}$ Theile von den Retardat-Zinsen auf die
ndschaftlichen Capitalien die bezahlt sind, und

die von den Predigern des Königl. Hannoverschen
Landestheils wirklich bezahlten Beiträge.

Dahingegen werden abgesetzt:

3. Die an die Wittwen in dem Königl. Hannover-
en Landestheile bezahlten Pensionen.

Die nach vorstehendem Theilungsplane aufgestellte
lds-Abrechnung hat ergeben, dafs die im Königl.
noverschen Lauenburgischen Landestheile befind-

1826 lichen Interessenten von dem vorhandenen Predi-
Wittwen-Cassen-Fonds, welcher

6,003 Rthl. 39 ßl. N$\frac{2}{3}$ zu 30 ßs.
und 900 Rthl. N$\frac{2}{3}$ zu voll

beträgt, erhalten:

N$\frac{2}{3}$ zu 30 ßs. . . . . 1547 Rthl. 18 ßs. 9 ₰
und N$\frac{2}{3}$ zu voll . . . . . 223 — 41 — — —

und sind diese Capitalien auf folgende Art berichtiget worden:

1. Durch Sechs dem Königl. Consistorio zu [illegible] nover abgetretene und mit den Cessions-Sch[illegible] versehenen Obligationen der Lauenburgischen R[illegible] und Landschaft:

in N$\frac{2}{3}$ zu 30 ßs. . . . . 1120 Rthl. 11 ßs. [illegible]
in N$\frac{2}{3}$ zu voll . . . . . 216 — 9 — —

2. Durch baare Zahlung

in N$\frac{2}{3}$ zu voll . . . . . 463 — 14 — [illegible]

§. 25. Nach vorgängiger Untersuchung der V[illegible] hältnisse und Rechnungen des unter den Namen Artlenburger-Armenhauses auf dem rechten E[illegible] Ufer unfern Schnackenbeck belegenen St. Georgs-[illegible] spitals, sind beide contrahirende Theile dahin üb[illegible] eingekommen, dafs:

1. Das gedachte Armenhaus nach wie vor un[illegible] Verwaltung und Aufsicht des Amts Lauenburg des Königl. Consistoriums zu Ratzeburg verbleibe[illegible]

2. die Besetzung von 5 der darin befindliche[illegible] Präbenden auf die bisherige Weise von Seiten Amt-Lauenburgischen Behörden geschehen,

3. dem Königl. Hannoverschen Amt Artlenb[illegible] aber der Vorschlag zur jedesmaligen Besetzung 6ten Präbende mit einem Artlenburger Armen-[illegible] stehen,

4. dagegen aber das Armenhaus von beiden Sei[illegible] die herkömmlichen und aus den Acten ersichtlich[illegible] Einkünfte, Emolumente, Gerechtsame und Begün[illegible] gungen ferner genieſsen solle.

§. 26. Die im Art. XII des Uebergabe-Rece[illegible] wegen des Weberschen Stipendiums getroffene [illegible] stimmung, findet gleichfalls Anwendung auf die so

ra von Privat-Personen für Studirende aus dem 1826
nzen früher ungetheilten Herzogthume Lauenburg
geordneten Stipendien, deren Verwaltung der Königl.
egierung, dem Königl. Consistorio, dem Magistrate
ler den Geistlichen zustehet.

§. 27. Nachdem sämmtliche bei der Liquidations-
ommission in Anrege gebrachte Ansprüche und For-
rungen Lauenburgischer Beamten wegen, aus den
üheren Jahren rückständiger Besoldungen und Emo-
mente, namentlich der Geistlichkeit des Königl. Dä-
chen Landestheiles, im Laufe der gegenwärtigen
rhandlungen berichtiget worden, so wird dieser
act hiedurch als völlig erlediget angesehen.

§. 28. Der Bestimmung des Art. XXV des Ueber-
be-Recesses gemäfs, sind bald nach Anfang der
iquidations-Verhandlung, alle vorgefundenen Wap-
nschilder, 41 an der Zahl, und amtliche Siegel, 6
der Zahl, der Königl. Hannoverschen Behörde ge-
en Quittung ausgehändiget worden.

§. 29. Da die Deputirte der Lauenburgischen Rit-
r- und Landschaft angezeiget, dafs der gröfste Theil
r *Eingesessenen* den Wunsch äufsere, rücksicht-
der Versicherung ihrer Gebäude gegen Feuers-
fahr in den ihnen von längerer Zeit her bekann-
und vortheilhaften Verhältnissen zu den Hanno-
chen Brand-Versicherungs-Anstalten auch fer-
verbleiben zu dürfen, abseiten des Königl. Däni-
n Gouvernements gegen die vorläufige Fortdauer
bestandenen Verhältnisses nichts zu erinnern ge-
den ward, so hat die Liquidations-Commission
auf Ansuchen der gedachten Deputirten zu meh-
n Malen bei der Königl. Hannoverschen Behörde
verwendet, dafs der zum Austritt der Lauen-
chen Versicherten aus den Hannoverschen Brand-
rsicherungs-Associationen angesetzte Termin bis
endlichen Regulirung dieses Verhältnisses verlän-
t werden möge, und ist, nachdem diese Verlän-
ung bis zum Jahre 1820 bewirkt worden, die
handlung selbst über die Möglichkeit und die Be-
ungen der Fortdauer der gegenwärtigen Lauen-
gischen Versicherungen in den Hannoverschen In-
den, wie eine reine Privatsache zwischen den In-
enten und den beikommenden Hannoverschen

1826 Landschaften, Ersteren überlassen worden, so auch beiderseitige Regierungen in dieser Rück keinerlei Verfügungen getroffen haben, oder pflichtungen eingegangen sind.

§. 30. Es hat zwar, nachdem die, wegen Al sung eines Regulativs für den Strom- und Ufe auf dem gemeinschaftlichen Tractus der Elbe, ge genen Unterhandlungen bisher nicht zu dem erwün ten Erfolge geführt haben, dieses Regulativ künf Vereinbarung zwischen beiden Allerhöchsten R rungen vorbehalten werden müssen. Da jedoch d den Art. III des Uebergabe-Recesses vom 2 Julii 1816 festgesetzet ist, dafs die Mittellinie der die Grenze zwischen beiden Uferstaaten bilden und daher erforderlich wird, solche nach richt hydrotechnischen Grundsätzen dergestalt fest zu stimmen, dafs solche immer wieder aufgefunden den könne, so ist rücksichtlich dieses Punktes stimmt worden, dafs:

diejenige continuirliche Linie, welche bei Wasserstande von 2 Fufs über dem Nullpunkt Hohnstorfer Marque die verschiedenen Breiten Elbstromes auf allen seinen Punkten innerhalb des meinschaftlichen Tractus in zwei gleiche Häl schneidet, für immer als Grenze zwischen beiden U staaten gelten soll. Wobei wegen des oft get ten Stromstriches angenommen ist, dafs die je malige Breite des Flusses immer in der kürze Linie über solche genommen werden soll.

§. 31. Es hat beiden contrahirenden Theilen wesentlichem Nutzen zu seyn geschienen, rücksi lich der Strom- Polizei- Fischerey- und Fähr chen auf der Elbe, die aus der getheilten Hoheit den Elbstrom und aus dem beiderseitigen Inter hervorgehenden Grundsätze und Vorschriften pr sorisch festzusetzen.

Und haben sich demzufolge die Bevollmächtig beider Allerhöchsten Höfe über diejenigen Best mungen vereinigt, welche in dem gegenwärtigen cefs beigefügten: "Provisorischen Regulativ für Strom- Polizei- Fischerey- und Fähr-Sachen der Elbe", enthalten sind, und werden die respe

Verwaltungsbehörden demnach von beiden Sei- 1826
, spätestens binnen 2 Monaten nach Auswechse-
g der Ratificationen*) zu instruiren seyn. Beiden
ntrahirenden Theilen wird indessen die Befugnifs
rbehalten, unter veränderten Umständen auch über
dre Bestimmungen mit einander zu communiciren
l sich deshalb zu vereinbaren.

§. 32. Wegen des im Art. XXIII. des Uebergabe-
ecesses verstatteten Gebrauchs der auf dem rech-
n Elb-Ufer befindlichen und zu Deich- und Wege-
uten im Amte Artlenburg benötigten Materialien,
t man sich dahin verglichen, dafs von diesen Ma-
rialien nur Lehm, Sand und Steingrand, als eine
chbarliche Vergünstigung, und so lange es nach
urtheilung der Königl. Dänischen Behörde ohne
chaden des Königl. Dänischen Ufers geschehen kann,
der sonst thunlich zu erachten, auch in der Folge,
doch unter den Bedingungen verabfolgt werden sollen:

1. dafs diese Materialien nicht zur Anlegung oder
Ausbesserung von Werken gebraucht werden, wel-
che das Königl. Dänische Ufer in Abbruch setzen,
der demselben sonst nachtheilig sind,

2. dafs jedes Jahr das verlangte Quantum mit Be-
ichnung der Deiche, wozu es gebraucht werden
ll, dem Forstamte Lauenburg angegeben, und die
desmalige Requisition der Hannoverschen Behörde
ig genug bei gedachtem Forst-Amt eingereichet
rde, um die Genehmigung der Königl. Rente-
mmer darüber einholen zu können,

3. dafs das Material nur an den Orten, wo der
tbediente es anweiset, genommen, und auf anzu-
den Appareillen bis zu den im Flufs stationirten
rzeugen herabgeführt werde.

Dagegen werden dem Königl. Dänischen Amte
uenburg die jährlich benötigten 25 Schock Wai-
enbusch aus den Elb-Wärdern des Königl. Hanno-
rschen Amts Artlenburg unentgeltlich und allein
en Erlegung des Haue- und Bindelohns und der

*) Diese Auswechselung hat am 23sten Septbr. 1826 zu Hamburg statt gefunden.

1826 Anweisungs-Gebühren so lange überlassen, als ohne Besorgnifs vor eigenem Mangel geschehen ka jedoch unter der Bedingung, dafs die Anzeige Amts Artlenburg an welcher Stelle die Lieferung schehen werde, jedesmal erwartet, und bei Abhol und Annahme des Busches, so wie rücksichtlich Zeit der Lieferung, die dieserhalb bestehenden V schriften befolgt werden.

§. 33. Die in dem Art. VI. des Abtretungs- cesses von dem Königl. Dänischen Bevollmächti abgegebene Erklärung, dafs alle Rechte und Ver lichkeiten in Beziehung auf die Stecknitz-Sch so wie sie aus der in den Cessions-Verträgen ent nen Bestimmung über die freie Schiffahrt der Kö Hannoverschen Unterthanen, oder anderweitigen das zu übernehmende Land begründeten aus den genen Landes-Archiven oder sonst zu ersehen Rechtsverhältnissen rechtlich können abgeleitet w den, fortgesetzt in Kraft bleiben, findet nament Anwendung auf die in dieser Hinsicht von der St und Saline zu Lüneburg besonders erhobenen A sprüche.

§. 34. In Rücksicht sämmtlicher in dem Uebergs Recefs vom 26ten Julii 1816 zur künftigen Verha lung ausgesetzten Gegenstände, deren in gegenwä gem Auseinandersetzungs-Recefs keine Erwähn geschiehet, wird angenommen und festgesetzet, solche definitive erlediget, und die auf selbige e zu begründenden Ansprüche und Forderungen für mer beseitiget sind, so dafs solche in Zukunft n weiter geltend gemacht werden können.

§. 35. Die Ratificationen des gegenwärtigen Re ses abseiten der Allerhöchsten Committenten wer innerhalb drei Monaten, vom Tage der Unterze nung an gerechnet, ausgewechselt.

Urkundlich ist vorstehender Recefs von bei seitigen Bevollmächtigten eigenhändig unterschrie und besiegelt worden.

So geschehen Hamburg, den vier und zwan sten Junius, eintausend acht hundert sechs und zwar

I. G. Rist. F. W. Compe. I. F. A. v. Di

visorisches Regulativ für die Strom- 1826
Polizei- Fischerey- und Fähr-Sachen.

Art. I.

Als Hoheits-Grenze zwischen beiden Staaten ist Mitte des Elbstroms durch den Uebergabe-Re- festgesetzet und solche in § 30 des Haupt-Re- es näher bestimmt worden.

Art. II.

Alle eigentliche Grenz- und Hoheits-Sachen wer- nach oberwähntem Grundsatz zu entscheiden seyn.

Dahingegen soll die Elbstrecke von Lauenburg bis thacht, rücksichtlich der in den folgenden Art. , IV, V, dieses provisorischen Regulativs erhalte- Gegenstände, wie ein gemeinschaftliches Gebiet rachtet und behandelt werden.

Art. III.

Fluſs - Polizei.

Da es den Uferstaaten obliegt, die in dem Flusse *befindlichen*, oder darin entstehenden, der Schiffahrt *nachtheiligen*, Hindernisse, als:

a. herabgeschwemmte Steine und Bäume, versun- ne Schiffe, Anker etc., jeder auf seinem Gebiete dem Wege zu räumen, aus oben angeführten achen aber Schwierigkeiten und nachtheilige Zö- ung entstehen könnte, wenn in vorkommenden Fäl- erst die Mitte des Stromes ausfindig gemacht und ch bestimmt werden sollte, welchem von beiden chbarn die jedesmalige Verpflichtung obliege, so man übereingekommen, daſs die solchergestalt er- erlichen Arbeiten auf der ganzen oben bezeich- n Stromstrecke auf gemeinschaftliche Kosten durch Königl. Dänische Elb-Zollgeleite in Lauenburg, lches früher damit beauftragt gewesen, und wel- es auch im Besitz der dazu erforderlichen Vorrich- gen und Werkzeuge ist, sofort nach erfolgter An- ge beschaffet werden sollen.

Das Elb-Zollgeleite legt jedesmal die Kosten-Be- hnung dem Königl. Hannoverschen Amt Artlen- rg vor, welches angewiesen wird, solche unver- glich an die Ober-Behörde in Hannover einzusen-

1826 den, und auf die desfalls ungesäumt erfolgende Z lungs-Anweisung die Hälfte des Belaufs spätes innerhalb drei Monaten a termino gegen Quittung bezahlen.

b. die Rettung Verunglückter, und Aufsuch todter Körper wird den Pächtern der Fischerey Pflicht gemacht, und die dadurch verursachten K ten werden gemeinschaftlich getragen, vide Art.

c. die Unterhaltung der Ziehpfade wird sich n Beschaffenheit der Oertlichkeit auf dieser Strecke auf beschränken können, dafs der im Wege steh Busch auf den Werdern gehörig gekappet werde.

Art. IV.

Fischerei.

Den beiderseitigen Fischern werden bei der V pachtung folgende Verpflichtungen zur Bedingung macht:

1. Verpflichtungen rücksichtlich der Fischerey.

a. Sie dürfen die Neunaugen-Stacken nicht an sol Stellen setzen, wo sie das Wasser gegen die U drängen und zu Versandungen Anlafs geben könn und sind in dieser Hinsicht den Anweisungen u Befehlen der beiderseitigen Beamten und Wass Bau-Officianten unterworfen,

b. Sie müssen sich in der Laichzeit des Fisch ganz enthalten,

c. Die Netze müssen so weit seyn, dafs man Daumen durch die Maschen stecken kann,

d. In den Gräben und Werdern des linken E Ufers, so wie in den seichten Stellen der Aue, nicht anders, als wenn die Fischer bei hohem W ser mit den Kähnen hineinfahren können, gefis werden, und ist alles Ueberziehen der Kähne verbo

Auch müssen die Fischer den zur Schonung Werder etwa für nöthig erachteten sonstigen V schriften sich unterwerfen.

2. Andere Verpflichtungen.

a. Die Fischer geben dem Elb-Zoll-Geleit Schiffern, die sie bei Nacht solches vorbei fahren hen, Nachricht.

b. Sie müssen nach Verunglückten, und tod Körpern für eine bestimmte Vergütung fischen.

Diese Vergütung wird mit ihnen von den Beam- 1826
ten bei der Verpachtung bestimmt, und ist verschieden:

Wenn der Verunglückte gerettet,
Wenn derselbe todt gefunden,
Oder überall nicht gefunden wird.

Art. V.

Fährsachen.

Rücksichtlich der beiden auf der oben bezeichneten Strecke bestehenden Fähren, nämlich:

der Lauenburger Fähre, zwischen Lauenburg und Hohnstorf, und der Hannoverschen Fähre, zwischen Artlenburg und dem Armenhause bei Schnackenbeck, samt der zu jeder derselben gehörigen Winter- oder Eisbahn, bleibt es bei der hergebrachten Observanz, und machen sich beide contrahirende Theile nur noch ausdrücklich verbindlich, die respectiven Fahrzeuge so wie die Abfahrten und Landungs-Plätze in gutem und fahrbarem Stande zu erhalten, namentlich Königl. Hannoverscher Seits:

1. Die grofse Steinkiste zur Sicherung des Landungs-Platzes der Lauenburger Fähre gegen hohes Wasser, Eisgang und heftige Ostwinde, wobei jedoch die Hinwegräumung des Sandes der sich hinter der Kiste zu sammeln pflegt, so weit es zur bequemen und sichern Anlandung der Fähre nothwendig ist, nach davon vorher zu machender Anzeige bei dem Deich-Vogte zu Hohnstorf, auf Kosten des Lauenburger Verpächters geschiehet.

2. Die Hohnstorfer-Deiche.

3. Die Auffahrten oder Appareillen.

4. Den Weg der sogenannten Fährtwiete bei Schoffs-Hause, wohin unter gewissen Umständen die Fähre und die Eisbahn verlegt werden mufs.

Dagegen verpflichtet sich ebenfalls die Königl. Dänische Regierung die Abfahrt der Lauenburger, so wie den Landungsplatz der Artlenburger Fähre, wie sie itzund bestehen, jederzeit in gutem Stande zu halten, auch nöthigenfalls zu verbessern.

22.

1826 *Convention entre la Bavière et la principauté de Reuſs-Greitz concernant l'obligation au service militaire par rapport aux émigrations, signée à Francfort sur Main le 30 Août 1826.*

(*Regierungs-Blatt für das Königreich Baiern* Nr. 3. den 17. Jänner 1827.)

Damit die in der deutschen Bundes-Acte Art. 1 Ziffer 1 und 2 lit. b. vorbehaltene nähere Bestimmung gleichförmiger Grundsätze über die Militärpflichtigkeit in Beziehung auf die Befugniſs der Unterthanen zum freyen Wegziehen in einen andern deutschen Bundesstaat, oder zum Eintritt in desselben Civil- oder Militärdienste, einstweilen wenigstens zwischen dem Königreiche Bayern und dem Fürstenthum Reuſs-Greitz zum Besten der beyderseitigen Unterthanen festgesetzt werde; so sind die Unterzeichneten, Namens ihrer höchsten Höfe, über folgende Bestimmungen übereingekommen, und erklären hiemit:

I. Die Jahre der Militärpflichtigkeit, in soferne a dieselbe der Befugniſs des freyen Wegziehens a den Königlich Bayerischen in die Fürstlich Reuſ Greitzischen Lande, und aus diesen in jene, oder d Eintretens in Königlich Bayerische und Fürstlich Reuſ Greitzische Dienste, im Wege steht, werden v dem Anfange des 18ten bis zum vollendeten 27t Lebensjahre festgesetzt.

II. Innerhalb dieses Lebensalters behalten Sich d Königlich Bayerische und Fürstlich Reuſs-Greitz sche Regierung bevor, ihre auszuwandern oder auswärtige Dienste zu treten wünschenden Unterth nen entweder zum persönlichen Kriegsdienste, od nach den allenfalls bestehenden Reluitions-Gesetze zum Ersatz derselben anzuhalten.

III. Vor dem Anfange des 18ten und nach vollendetem 27ten Jahre ist der Wegziehende als von dem Kriegsdienste frey anzusehen, und er soll in dem Staate, aus welchem er ausgewandert, weder zum Dienste bei dem stehenden Heere, noch bei den unter dem Namen von Nationalgarde, mobile Legionen, Landwehr oder Landsturm begriffenen, oder wie immer Namen habenden Vertheidigungs-Anstalten angehalten werden, noch hiefür einen Ersatz zu leisten haben. 1826

IV. Der abziehende Vater nimmt seine Söhne, die noch nicht das 18te Jahr angetreten haben, mit sich. Von diesem Alter anfangend müssen die Söhne vor der Auswanderung der Dienstpflichtigkeit Genüge leisten.

V. Während des Krieges wird die Befugniſs des Wegziehens für jeden, zu irgend einer Art von Vaterlands-Vertheidigung verpflichteten Unterthanen suspendirt.

VI. In jedem Falle muſs sich derjenige, welcher aus den Königlich Bayerischen Staaten in die Fürstlich-Reuſs-Greitzischen, oder aus diesen in jene auszuwandern, oder in derselben Kriegs- oder Civil-Dienste zu treten wünscht, vorher an seine vorgesetzte Landes-Behörde wenden, und deren Einwilligung erholen, wobei jedoch lediglich — in wieferne die gesetzlichen Bestimmungen erfüllt sind — beurtheilt, in keinem Falle aber das Wegziehen über die Bestimmungen dieser Uebereinkunft hinaus erschwert werden soll.

VII. Endlich machen sich beide Regierungen gegen einander verbindlich, darauf zu halten, daſs jeder Einwandernde, der sich in den Militärpflichtigkeitsjahren, entweder in Rücksicht auf das stehende Heer, oder auf die unter dem Namen von National-Garde, mobilen Legion, Landwehr oder Landsturm begriffenen, oder wie immer Namen habenden Vertheidigungs-Anstalten nach den Gesetzen des Staates befindet, in welchen er übergeht, als unmittelbar in dessen Militärpflichtigkeit übergehend betrachtet werde, demnach sie sich wechselseitig versprechen, solchen Einwandernden keine Vergünstigung dahin zu ertheilen, daſs dieselben von der Waffenpflichtigkeit befreit werden sollen.

1826 Gegenwärtige Erklärung soll durch das Regierungsblatt, oder auf die sonst hergebrachte Art zur öffentlichen Kenntnifs gebracht werden.

Frankfurt am Main den 30. August 1826.

Freiherr v. LERCHENFELD.

Freiherr v. LEONHARDI.

23.

Décret du pouvoir exécutif de la république de Colombie concernant le commerce sur les côtes de Guagiri de Darien et de Mosquitos, daté du 21 Septembre 1826.

(*The Times* 1827. January 6. Nr. 13, 169.)

Francisco de Paula Santander, Vice-president to the Republic etc. In order that the law, sanctioned on the 1st of May last, relative to tribes of the natives who inhabit the coasts of Guagiri, Darien and Mosquitos, may have due effect, and taking into consideration, not only, the reasons that gave rise to the law, but also that it is the duty, and at the same time the established and indisputable right of independent governments to make, for the whole of the territory, and for the ports under their dependence the special and necessary commercial arrangements which the situation and nature of the said ports require, I have decreed and do decree as follows: —

1. The rules contained in the orders promulgated by the secretary of state for the department of the revenue on the 19th of November 1824, shall remain in full force.

2. Therefore, national and foreign vessels that may be engaged in the trade with the before-mentioned coasts of Guagiri, Darien and Mosquitos, are to observe the said rules, and be subject to the penalties attendant on their infringement.

3. On the coast of Mosquitos, no vessel coming 1826
from a port where there is not an agent of the republic shall be allowed to trade with the natives.

4. Vessels coming from ports where the republic has a commercial agent, shall be permitted to trade with the natives of the Mosquito coasts, on producing their invoices, with a certificate from the said commercial agent attached thereto, stating that the duty provided by the law has been satisfied. Vessels detected in trading on the said coast without the documents just mentioned, will incur the penalty of confiscation, conformably to the existing laws.

5. Vessels intending to trade on the coasts of Guagiri and Darien must first enter one of the ports of the republic appointed for the purpose, sollicit there the necessary pafsport for the said coasts, pay the established duty and provide themselves with a certificate of their having complied with these formalities.

6. Without these requisites, no vessel, whether national or foreign, shall be permitted to trade on the said coasts; and such as may be taken trading there *without* them, will incur the penalty of confiscation.

7. No vessel, whether national or foreign, shall trade with the natives of the said coasts of Guagiri, Darien and Mosquitos, with implements or articles of war that are prohibited. And all such as may be detected in carrying on their illegal traffic, shall be confiscated, together with their whole cargo although they may have complied with the formalities required by the preceding articles and be provided with the documents to prove their having done so.

8. In order to enforce these regulations, cruisers shall be constanty stationed on the before-mentioned coasts, to be provided out of the national navy, until the guarda costas, referred to in the additional law to the one passed in the 14th year, and the establishment ordered to be formed by the decree sanctioned on the 1st of May last, can be provided.

9. In the foregoing regulations it is not intended to include the coasting trade that may be carried on between any of the licensed ports of the republic and the coasts, provided the same be carried on in national vessels, and sufficient proof be adduced of the lawful exportation of the articles.

1826 10. The duty to be paid by national and fo
vessels, in the trade which they may carry on
the coasts of Guagiri, Darien and Mosquitos, u
the conditions stipulated in the preceding art
shall be 12 reales, or one dollar and a half per
without being subject to any other.

11. In the custom-houses, a separate book
be kept, in which shall be entered the receipts
distribution of this duty, and at certain periods
exceeding three months) particular statements th
shall be transmitted to the treasury, setting forth
names of the vessels, their tonnage, the place
whence they came, the nature of their cargoes,
where they were shipped, the names of the mas
owners, supercargoes, and in short, the amou
duties they may have paid.

12. The same obligation is binding on the com
cial agents of the republic in the ports from wh
the vessels come, that may trade with the Mosq
coast, which agents shall retain the amount until
receive instructions as to the manner of disposing

The secretary of state for the department of
treasury is intrusted with the execution of this de

Bogota, 21st of September 1826. 16th year of i
pendence.

(*Signed*) FRANCISCO DE PAULA SANTANI
JOSE MARIA DEL 'CASTILLO,
secretary of state for the treasury departmen

24.

Convention conclue entre le Royau des Pays-Bas, et les Royaumes Suède et de Norvège à l'égard d'u abolition réciproque du droit de traction, (jus detractus.) le 26 Octr. / le 20 Nov. 182

(*Le Moniteur* 1827. Nr. 302. *Journal officiel du yaume des Pays-Bas.* 1827).

S. M. le Roi des Pays-Bas et S. M. le Roi de Su
et de Norvège étant reciproquement disposés d'ab
les droits sur l'exportation des héritages d'un

yaume à l'autre, sont convenus à cet égard des ar- 1826
ticles suivans:

ART. I. Les droits connus sous le nom de jus detractus ne seront plus exigés ni perçus à l'avenir entre le Royaume des Pays-Bas d'une part, et les Royaumes de Suède et de Norvège de l'autre.

ART. II. Cette disposition s'étend non seulement aux droits et autres impositions de ce genre qui sont partie des revenus publics, mais encore à ceux qui jusqu'ici pourraient avoir été levés par quelques provinces, villes, jurisdictions, corporations, arrondissement, ou communes, de manière que les sujets respectifs qui exporteront des biens, ou auxquels il en échoirait à titre quelconque dans l'un ou l'autre Etat, ne seront assujettis sous ces rapports à d'autres impositions ou taxes, qu'à celles, qui, à raison de droit de succession, de vente ou de mutations de propriété quelconques, seraient également acquittés par les habitans du Royaume des Pays-Bas, ou par ceux du Royaume de Suède et de Norvège, d'après les réglemens et ordonnances qui existent ou qui émaneront par la suite dans les deux pays.

ART. III. La présente convention est applicable non seulement à toutes les successions à écheoir à l'avenir, et à celles déja evolues, mais à toutes les translations de biens en général dont l'exportation n'a point encore été effectuée.

ART. IV. Cette convention, expediée en double et de même teneur, signée par les ministres respectifs de S. M. le Roi des Pays-Bas et de S. M. le Roi de Suède et de Norvège, sera, echangée mutuellement et aura force et valeur du jour où les échanges auront eu lieu.

Fait et signé à Bruxelles, le 26 Octobre 1826.

Le Ministre des affaires étrangères de S. M. le Roi des Pays-Bas:
Signé VERSTOLK DE SOELEN.

Le Ministre des affaires étrangéres déclare qu'une pareille déclaration a été delivrée par le ministère des Royaumes de Suède et de Norvège en date du 20 Novembre 1826, que les ratifications des Souverains respectifs ont eu lieu en date du 11 Decembre 1826 et 14 Mars 1827, et que les actes de ratification ont été echangés le 7 Mai 1827.

Signé VERSTOLK DE SOELEN.

25.

1826 *Treaty of amity, commerce and navigation between His Majesty and the United States of Mexico, together with two additional articles thereunto annexed. Signed at London December 26, 1826.*

(*Presented to both houses of Parliament, by Command of His Majesty*, 1828. London. Fol.)

In the Name of the Most Holy Trinity.

Extensive commercial Intercourse having been established, for some time, between the Dominions of His Britannick Majesty and The United States of Mexico, it seems good for the security, as well as the encouragement, of such commercial Intercourse and for the maintenance of good understanding between His said Britannick Majesty and the said States, that the relations now subsisting between them should be regularly acknowledged and confirmed, by the signature of a Treaty of Amity, Commerce and Navigation.

For this purpose they have named their respective Plenipotentiaries, that is to say: —

His Majesty The King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, the Right Honourable William Huskisson, a Member of His said Majesty's Most Honourable Privy Council, a Member of Parliament, President of the Committee of Privy Council for Affairs of Trade and Foreign Plantations, and Treasurer of His Said Majesty's Navy; — and James Morier, Esquire: —

And His Excellency the President of The United States of Mexico, his Excellency Señor Sebastian Camacho, His First Minister of State, and for the Department of Foreign Affairs:

25.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis du Méxique, avec deux articles additionnels; signé à Londres le 26 Décembre 1826. 1826

(*Après la copie officielle présentée au parlement en* 1828).

En el Nombre de la Santisima Trinidad.

Habiendose establecido hace algun tiempo un estenso trafico comercial entre los Estados Unidos de Mejico y los Dominios de Su Magestad Britanica, ha sido conveniente para la seguridad, como tambien para fomento, de sus mutuos intereses, y para la conservacion de la buena inteligencia entre los mencionados Estados Unidos Mejicanos y Su Magestad Britanica, que las relaciones que ahora existen entre ambos sean reconocidas y confirmadas formalmente, por medio de un Tratado de Amistad, Comercio, y Navegacion.

Con este obgeto, han sido nombrados los respectivos Plenipotenciarios, á saber:

Por Su Excellencia el Presidente de los Estados Unidos de Mejico, á Su Excellencia el Señor Sebastian Camacho, Su Primer Secretario de Estado, y del Despacho de Relaciones: —

Y por Su Magestad el Rey del Reyno Unido de la Gran Bretaña é Irlanda, al Muy Honorable William Huskisson, Miembro del Consejo Privado de Su dicha Magestad, Miembro del Parlamento, Presidente de la Comision del Consejo Privado para los Negocios del Comercio y de las Colonias, y Tesorero de la Marina de Su dicha Magestad; — y á James Morier, Escudero: —

1826 Who, after having communicated to each o
their Full Powers, found to be in due and pr
form, have agreed upon and concluded the follov
Articles: —

ART. I. There shall be perpetual amity betw
the Dominions and Subjects of His Majesty The F
of the United Kingdom of Great Britain and Irel
and The United States of Mexico, and their Citiz

ART. II. There shall be, between all the Te
tories of His Britannick Majesty in Europe and
Territories of Mexico, a reciprocal freedom of C
merce. The Inhabitants of the two Countries,
spectively, shall have liberty freely and securel
come, with their Ships and Cargoes, to all Pl
Ports and Rivers in the Territories aforesaid, sa
only such particular Ports to which other foreig
shall not be permitted to come, to enter into
same, and to remain and reside in any part of
said Territories respectively; also to hire and occ
houses and warehouses for the purposes of their Cc
merce; and, generally, the Merchants and Trac
of each Nation, respectively, shall enjoy the n
complete protection and security for their Comme

In like manner, the respective Ships of War,
Post-Office Packets of the two Countries, shall have
berty freely and securely to come to all Harbo
Rivers and Places, saving only such particular P
(if any) to which other foreign Ships of War
Packets shall not be permitted to come, to enter i
the same, to anchor, and to remain there and re
subject always to the laws and statutes of the t
Countries, respectively.

By the right of entering the Places, Ports and
vers mentioned in this Article, the privilege of c
rying on the coasting trade is not understood, in wh
National Vessels only are permitted to engage.

ART. III. His Majesty The King of the United Ki
dom of Great Britain and Ireland engages further, t
the Inhabitants of Mexico shall have the like liberty
Commerce and Navigation stipulated for in the p
ceding Article, in all His Dominions situated out
Europe, to the full extent in which the same is p

Quienes, despues de haberse comunicado mutua- 1826
mente sus Plenos Poderes, y hallandolos en debida y
regular forma, han acordado y concluido los Articulos
siguientes: —

ART. I. Habrá una perpetua amistad entre los
Estados Unidos de Mejico, y sus Ciudadanos, y los
Dominios y Subditos de Su Magestad El Rey del
Reyno Unido de la Gran Bretaña é Irlanda.

ART. II. Habrá entre los Estados Unidos Mejica-
nos, y todos los Dominios de Su Magestad Britanica
en Europa, libertad reciproca de Comercio. Los ha-
bitantes de los dos paises tendrán la respectiva liber-
tad, franquicia, y seguridad para ir, con sus Buques
y cargamentos, á todas las plazas, puertos, y rios
de los Estados y Dominios respectivos, en los que
actualmente se permite ó permitiere entrar á otros
extrangeros, y á permanecer y residir en cualquiera
parte de los mencionados Estados y Dominios; ar-
rendando y ocupando en ellos casas y almacenes para
los fines de su Comercio; y, en general, los comer-
ciantes y negociantes de cada Nacion, respectivamente,
gozarán, en los Territorios de la otra, la mas com-
pleta proteccion y seguridad para su Comercio.

Del mismo modo, los respectivos Buques de Guer-
ra, y Paquetes de los dos paises, tendrán libertad
para llegar franca y seguramente á todos los puertos,
rios, y lugares, escepto unicamente aquellos particu-
lares puertos (si hai alguno) en donde tampoco se les
permita á los Buques de Guerra y Paquetes de otras
Naciones entrar, anclar, permanecer, ni repararse;
debiendo siempre á las leyes y estatutos de los dos
Paises, respectivamente.

Por el derecho de entrar en parages, puertos, y
rios de que se hace relacion en este Articulo, no está
comprendido el privilegio del comercio de escala y
cabotage, que unicamente será permitido á Buques
Nacionales.

ART. III. Su Magestad El Rey del Reyno Unido
de la Gran Bretaña é Irlanda se obliga ademas, á que
los habitantes de Mejico tengan la misma libertad de
comercio y Navegacion, estipulada en el precedente
Articulo, en todos Sus Dominios situados fuera de

1826 mitted at present, or shall be permitted hereafter, any other Nation.

ART. IV. No higher or other duties shall be i posed on the importation into the Dominions of Britannick Majesty, of any article of the growth, p duce, or manufacture of Mexico, and no higher other duties shall be imposed on the importation into Territories of Mexico, of any articles of the gro produce, or manufacture of His Britannick Majes Dominions, than are or shall be payable on the like ticles, being the growth, produce, or manufactu any other foreign Country; nor shall any othe higher duties or charges be imposed in the Ter ries or Dominions of either of the Contracting P ties, on the exportation of any articles to the T ritories of the other, than such as are or may payable on the exportation of the like articles to a other foreign Country; nor shall any prohibition imposed upon the exportation of any articles growth, produce, or manufacture of his Britann Majesty's Dominions, or of the said Territories of M xico, to or from the said Dominions of His Britann Majesty, or to or from the said Territories of M xico, which shall not equally extend to all other Natio

ART. V. No higher or other duties or char on account of Tonnage, Light or Harbour Du Pilotage, Salvage in case of damage or shipwre or any other local charges, shall be imposed, in a of the Ports of Mexico, on British Vessels, th those payable, in the same Ports, by Mexican V sels; nor, in the Ports of His Britannick Majes Territories, on Mexican Vessels, than shall be pay ble, in the same Ports, on British Vessels.

ART. VI. The same duties shall be paid on t importation into the Territories of Mexico, of a article the growth, produce, or manufacture of H Britannick Majesty's Dominions, whether such i portation shall be in Mexican or in British Vesse and the same duties shall be paid on the importati into the Dominions of His Britannick Majesty, any article the growth, produce, or manufacture Mexico, whether such importation shall be in Brit

ıa, del mismo modo que se permite, ó mas ade- 1826
se permitiere, á cualquiera otra Nacion.

RT. IV. No se impondrán otros ni mas altos hos á la importacion en los Dominios de Su estad Britanica, á ningun articulo de producto ıral, fruto ó manufacturas de Mejico, ni, en esta cion, se impondrán tampoco á las de los Domi- s de Su Magestad Britanica, sino los que pagan pagasen los mismos articulos de otras Naciones; ervandose el mismo principio para la esportacion; se impondrá prohivicion alguna sobre la espor- on de algunos articulos, ni á su importacion, de ducciones naturales, frutos, y manufacturas de los minios de Su Magestad Britanica en los Territo- de Mejico, y ni á las de esta Nacion en los Do- ios de Su Magestad Britanica, que igualmente sean estensivas á todas las otras Naciones.

Art. V. No se impondrán otros ni mas altos dere- ni cargas por razon de Toneladas, Fanal, Emolu- os de Puerto, Practico, Derecho de Salvamento so de perdida ó naufragio, ni algunas otras car- cales, en ninguno de los Puertos de Mejico, á los es Ingleses, sino los que unicamente pagan en smos los Mejicanos; ni, en los Puertos de los torios de Su Magestad Britanica, se impondrán á uques Mejicanos otras cargas que las que, en los os, pagan los Ingleses.

RT. VI. Se pagarán los mismos derechos de im- cion en los Territorios de Mejico, por los articulos oductos naturales, producciones, y manufacturas s Dominios de Su Magestad Britanica, bien mportados en Buques Ingleses ó Mejicanos; y smos derechos se pagarán por la importacion en ominios de Su Magestad Britanica de las ma- ras, efectos, y producciones de Mejico, aun- importacion sea en Buque Ingles ó Mejicano.

1826 or in Mexican Vessels. The same duties shall
paid, and the same bounties and drawbacks allow
on the exportation to Mexico of any articles of
growth, produce, or manufacture of His Britann
Majesty's Dominions, whether such exportation sh
be in Mexican or in British Vessels; and the sa
duties shall be paid, and the same bounties and dra
backs allowed, on the exportation of any articles
growth, produce or manufacture of Mexico, to
Britannick Majesty's Dominions, whether such
portation shall be in British or in Mexican Vessel

ART. VII. In order to avoid any misunderst
ing with respect to the regulations which may
spectively constitute a British or Mexican Vessel;
is hereby agreed that all Vessels built in the Do
nions of His Britannick Majesty, or Vessels wh
shall have been captured from an enemy by His M
tannick Majesty's Ships of War, or by Subjects
His said Majesty furnished with Letters of Mar
by the Lords Commissioners of the Admiralty,
regularly condemned in one of His said Majes
Prize Courts as a lawful prize, or which shall have b
condemned in any competent Court for the bre
of the laws made for the prevention of the Sla
trade, and owned, navigated, and registered accor
to the laws of Great Britain, shall be considered
British Vessels: and that all Vessels built in the Te
ritories of Mexico, or captured from the enemy
the Ships of Mexico, and condemned under sim
circumstances, and which shall be owned by
Citizen or Citizens thereof, and whereof the Ma
and three-fourths of the Mariners are Citizens
Mexico, excepting where the laws provide for
extreme cases, shall be considered as Mexican Ves

And it is further agreed, that every Vessels, q
lified to trade as above described, under the pro
sions of this Treaty, shall be furnished with a Re
ter, Passport, or Sea-letter, under the signature
the proper person authorized to grant the same,
cording to the laws of the respective Countries, (
form of which shall be communicated), certify

s mismos derechos pagarán, y gozarán las mismas 1826
nquicias y descuentos concedidos, á la esportacion
cualesquiera articulos de los productos naturales,
ducciones, ó manufacturas de los Dominios de Su
gestad Britanica, ya sea que la esportacion se haga
Buques Mejicanos ó en Ingleses; y pagarán los mis-
derechos, y se concederán las mismas franquicias
descuentos á la esportacion de cualesquiera articulos
los productos naturales, producciones, ó manufactu-
de Mejico en los Dominios de Su Magestad Britanica,
que esta esportacion se haga en Buques Ingleses ó
icanos.

ART. VII. Para evitar cualquiera mala inteligencia
respecto á las cualidades que respectivamente con-
yan un Buque Britanico ó Mejicano, se estipula por
esente, que todos los Buques construidos en los
minios de Su Magestad Britanica, ó Buques que hayan
do apresados al enemigo por los Buques de Guerra
Su Magestad Britanica, ó por Subditos de Su refe-
da Magestad provistos de patentes de corso de los
Lores Comisionados del Almirantazgo, y condenados,
conforme á las reglas establecidas, en uno de los Tri-
nales de Presa de Su Magestad como buena presa,
que hayan sido condenados en un Tribunal compe-
te por infraccion de las leyes sancionadas para im-
dir el Comercio de Esclavos, y que pertenezca y
á navegado y registrado segun las leyes de la Gran
retaña, será considerado como Buque Britanico;
que todos los Buques construidos en el Territorio de
jico, ó apresados al enemigo por los Buques Meji-
os, y condenados en los mismos terminos, y que
n de la pertenencia de algun Ciudadano ó Ciudada-
de dicha Nacion, y cuyo Capitan y tres cuartas
tes de la tripulacion sean Ciudadanos Mejicanos,
epto en los casos en que las leyes provean otra
por circunstancias estremas, serán considerados
mo Buques Mejicanos.

Y se estipula ademas, que todo Buque habil para
rafícar segun los requisitos arriba espresados, y las
prevenciones que se hacen en este Tratado, se hal-
á provisto de un Registro, Pasaporte, ó Carta de
guridad, firmada por la persona debidamente auto-
zada para espedirla, conforme á las leyes de los re-
pectivos paises (cuya forma se comunicará), certifi-

1826 the name, occupation, and residence of the Ow
or Owners, in the Dominions of His Britan
Majesty, or in the Territories of Mexico, as the
may be; and that he, or they, is, or are, the
Owner or Owners, in the proportion to be specifi
together with the name, burthen, and descrip
of the Vessel, as to built and measurement, and
several particulars constituting the national chara
of the Vessel, as the case may be.

ART. VIII. All Merchants, Commanders of Sh
and others, the Subjects of His Britannick Maj
shall have full liberty, in all the Territories of
xico, to manage their own affairs themselves, o
commit them to the management of whomsoe
they please, as Broker, Factor, Agent, or Interp
ter; nor shall they be obliged to employ any ot
persons for those purposes than those employed
Mexicans, nor to pay them any other salary
remuneration than such as is paid, in like cases,
Mexican Citizens; and absolute freedom shall be
lowed, in all cases, to the buyer and seller, to ba
gain and fix the price of any goods, wares, or me
chandize, imported into, or exported from Mexi
as they shall see good, observing the laws and es
blished customs of the Country. The same privi
ges shall be enjoyed in the Dominions of His B
tannick Majesty, by the Citizens of Mexico, un
the same conditions.

The Citizens and Subjects of the Contracting P
ties, in the Territories of each other, shall rece
and enjoy full and perfect protection for their p
sons and property, and shall have free and op
access to the Courts of Justice in the said Countr
respectively, for the prosecution and defence of th
just rights; and they shall be at liberty to empl
in all causes, the Advocates, Attornies, or Age
of whatever description, whom they may think p
per; and they shall enjoy, in this respect, the sa
rights and privileges therein, as native Citizens.

ART. IX. In whatever relates to the success
to personal estates, by will or otherwise, and
disposal of personal property of every sort and
nomination, by sale, donation, exchange, or te

lo el nombre, la ocupacion, y residencia del Pro- 1826
ario ó Propietarios en los Dominios de Su Majes-
Britanica, ó en los Territorios de Mejico, cada
en su caso; y que el, ó ellos, es, ó son, el solo
pietario ó Propietarios, en la proporcion que
a de especificarse, junto con el nombre, carga-
nto, y demas circunstancias del Buque, con re-
ecto al tamaño, medida, y otras particularidades que
nstituyen el caracter nacional del Buque, como puede
ceder.

ART. VIII. Todo comerciante, comandante de Bu-
e, y otros, Subditos de Su Magestad Britanica, go-
rán de libertad completa, en los Estados Unidos
ejicanos, para manejar por si sus propios negocios,
para encargar su manejo à quien mejor les parezca,
Corredor, Factor, Agente, ó Interprete; y no
les obligará á emplear para estos obgetos á nin-
una otra persona mas que las que se emplean por
os Mejicanos; ni estarán obligados á pagarles mas
alario ó remuneracion que la que, en semejantes ca-
os, se paga por los Mejicanos; y se concederá liber-
ad absoluta, en todos los casos, al comprador ó ven-
edor, para ajustar y fijar el precio de cualesquiera
efectos, mercaderias, y mercancias importadas ó es-
portadas de Mejico, como crean conveniente; confor-
andose con los leyes y costumbres establecidas en
pais. Los mismos privilegios disfrutarán, en los
ominios de Su Magestad Britanica, los Ciudadanos
Mejico, y sugetos á las mismas condiciones.

Los Ciudadanos y Subditos de las Partes Contra-
es, en los Territorios de la otra, recibirán y go-
n de completa y perfecta proteccion en sus per-
s y propiedades; y tendrán libre y facil acceso
Tribunales de Justicia en los referidos paises,
ectivamente, para la prosecusion y defensa de sus
derechos; y estarán en libertad de emplear,
todos esos casos, los Abogados, Procuradores, o
gentes de cualquier clase, que juzguen conveniente;
gozarán, en este respecto, los mismos derechos y
rivilegios que alli disfrutaren los Ciudadanos nativos.

ART. IX. Por lo que toca à la sucesion de los
opiedades personales por testamento ó de otro
do, y al derecho de disponer de la propiedad per-
al de cualquiera clase ó denominacion, por venta,

1826 ment, or in any other manner whatsoever, as t
the administration of justice, the Subjects and
tizens of the Two Contracting Parties shall enjoy,
their respective Dominions and Territories, the sa
privileges, liberties, and rights, as native Subje
and shall not be charged, in any of these respe
with any higher imposts or duties, than those wh
are paid, or may be paid, by the native Subjects
Citizens of the Power in whose Dominions or T
ritories they may be resident.

ART. X. In all that relates to the Police of
Ports, the lading and unlading of ships, the sa
of merchandize, goods, and effects, the Subje
His Britannick Majesty, and the Citizens of Me
respectively, shall be subject to the local laws
regulations of the Dominions and Territories in wh
they may reside. They shall be exempted from
compulsory military service, whether by sea or la
No forced loans shall be levied upon them; nor sh
their property be subject to any other charges, r
quisitions, or taxes, than such as are paid by t
native Subjects or Citizens of the Contracting Part
in their respective Dominions.

ART. XI. It shall be free for each of the T
Contracting Parties to appoint Consuls for the p
tection of trade, to reside in the Dominions and T
ritories of the other Party: but, before any Con
shall act as such, he shall, in the usual form,
approved and admitted by the Government to wh
he is sent; and either of the Contracting Parties m
except from the residence of Consuls such partic
places as either of them may judge fit to be excep
The Mexican diplomatick Agents and Consuls sh
enjoy, in the Dominions of His Britannick Maje
whatever privileges, exceptions, and immunities
or shall be granted to Agents of the same rank
longing to the most favoured Nation: and, in l
manner, the diplomatick Agents and Consuls of
Britannick Majesty in the Mexican Territories sh
enjoy, according to the strictest reciprocity, wha
ver privileges, exceptions, and immunities are
may be granted to the Mexican diplomatick Age
and Consuls in the Dominions of His Britannick M
jesty.

on, permuta, ó destamento ó de otro modo cual- 1826
asi como tambien la administracion de justicia, los os y Ciudadanos de las dos Partes Contratantes go- en sus respectivos Dominios y Territorios, mos privilegios, libertades, y derechos, que si Subditos nativos; y no se les cargará, en nin- le estos puntos ó casos, derechos que los que , ó en adelante pagaren, los Subditos ó Ciuda- nativos de la Potencia en cuyo Territorio re-

RT. X. En todo lo relativo á la policia de los s, á la carga y descarga de Buques, la segu- de las mercancías, bienes, y efectos, los Sub- de su Magestad Britanica y los Ciudadanos de , respectivamente, estarán sugetos á las leyes tutos locales de los Dominios y Territorios en sidan. Estarán ecsentos de todo servicio mi- orzoso en el egercito y armada: no se les im- án especialmente á ellos préstamos forzosos; y ará su propiedad sugeta á otras cargas, requi- es, ó impuestos, que los que se pagan por los itos ó Ciudadanos nativos de las Partes Contra- , en sus respectivos Dominios.

RT. XI. Cada una de las Partes Contratantes nombrar Consules para la proteccion del Co- , que residan en los Dominios y Territorios otra Parte; pero antes que ningun Consul fun- como tal, deberá ser aprobado y admitido, en ma acostumbrada, por el Gobierno á quien se ; y cualquiera de las Partes Contratantes puede nar de la residencia de Consules aquellos pun- rticulares en que no tengan por conveniente irlos. Los Agentes diplomaticos y los Consules mos gozarán, en los Dominios de Su Magestad ica, de todos los privilegios, esenciones, é in- idades concedidas, ó que se concedieren, á los de igual rango de la Nacion mas favorecida; l mismo modo, los Agentes diplomaticos y Con- de Su Magestad Britanica en los Territorios Me- os gozarán, conforme á la mas exacta recipro- , todos los privilegios, esenciones, é inmunidades e conceden, ó en adelante se concedieren, á los ntes diplomaticos y Consules Mejicanos en los inios de Su Magestad Britanica.

1826 ART. XII. For the better security of Comm between the Subjects of His Britannick Majesty the Citizens of the Mexican States, it is agreed if, at any time, any interruption of friendly in course, or any rupture should unfortunately place between the Two Contracting Parties, Merchants residing upon the Coasts shall be allo six months, and those of the interior a whole y to wind up their accounts, and dispose of property; and that a safe conduct shall be them to embark at the Port which they shall selves select. All those who are established i respective Dominions and Territories of the Contracting Parties, in the exercise of any tra special employment, shall have the privilege o maining and continuing such trade and employ therein, without any manner of interruption, in enjoyment of their liberty and property, as long they behave peaceably, and commit no offence aga the laws; and their goods and effects, of whate description they may be, shall not be liable to seiz or sequestration, or to any other charges or dema than those which may be made upon the like eff or property, belonging to the native Subjects Citizens of the respective Dominions or Territo in which such Subjects or Citizens may reside. the same case, debts between individuals, publ funds and the shares of companies, shall never confiscated, sequestered, or detained.

ART. XIII. The Subjects of His Britannick M jesty, residing in the Mexican Territories, shall en in their houses, persons, and properties, the p tection of the Government; and, continuing in p session of what they now enjoy, they shall not disturbed, molested, or annoyed, in any manner account of their religion, provided they respect that the Nation in which they reside, as well as the co stitution, laws, and customs of the Country. The shall continue to enjoy, to the full, the privilege already granted to them of burying, in the places alrea assigned for that purpose, such Subjects of His Br tannick Majesty as may die within the Mexican Te ritories; nor shall the funerals and sepulchres of th dead be disturbed in any way, or upon any accou

:T. XII. Para mayor seguridad del Comercio 1826
los subditos de Su Magestad Britanica y los
lanos de los Estados Unidos Mejicanos, se esti-
ue si, en algun tiempo, ocurriese desgraciada-
una interrupcion en las relaciones amistosas,
fectuase un rompimiento entre las Partes Con-
tes, se concederán á los comerciantes que resi-
n las costas seis meses, y un año entero á los
esten en el interior, para arreglar sus negocios,
ner de sus propiedades; y que se les dará un
conducto para que se embarquen en el puerto
los eligieren. Todos los que estan establecidos
Dominios y Territorios respectivos de las dos
Contratantes, en el egercicio de algun trafico
pacion especial, tendrán el privilegio de perma-
y continuar dicho trafico y ocupacion en el re-
pais, sin que se les interrumpa en manera al-
en el goze absoluto de su libertad y de sus bie-
mientras se conduzcan pacificamente, y no có-
ofensa alguna contra las leyes; y sus bienes y
, de cualquier clase que sean, no estarán su-
á embargo ó secuestro, ni á ninguna carga ó
icion que la que se haga con respecto á los
ó bienes pertenecientes á los Subditos ó Ciudada-
tivos de los respectivos Dominios ó Territorios en
chos Subditos ó Ciudadanos residan. De igual
ó en el mismo caso, ni las deudas entre particula-
los fondos publicos, ni las acciones de compañias,
jamas confiscadas, secuestradas, ó detenidas.

:T. XIII. Los Subditos de Su Magestad Brita-
esidentes en los Estados Unidos de Mejico, go-
en sus casas, personas, y bienes, la protec-
el Gobierno; y continuando en la posesion en
tan, no serán inquietados, molestados, ó in-
ados, en manera alguna, á causa de su religion,
l que respeten la del pais en que residan, asi
la constitucion, leyes, usos, y costumbres de
Continuarán gozando en un todo el privilegio
les esta concedido de enterrar, en los lugares
dos al efecto, á los Subditos de Su Magestad
ica que mueran dentro del Territorio de los
s Unidos Mejicanos; y no se molestarán los
les ni los sepulcros de los muertos, de ningun
ni por ningun motivo. Los Ciudadanos de

1826 The Citizens of Mexico shall enjoy, in all the D minions of His Britannick Majesty, the same p tection, and shall be allowed the free exercise of th religion, in publick or private, either within their o houses, or in the chapels and places of worship apart for that purpose.

ART. XIV. The Subjects of His Britannick M jesty, shall, on no account or pretext whatsoever, disturbed or molested in the peaceable possession exercise of whatever rights, privileges and imm ties they have at any time enjoyed within the described and laid down in a Convention, between His said Majesty and The King of S on the 14th of July 1786; whether such rights, vileges and immunities shall be derived from stipulations of the said Convention, or from other concession which may, at any time, have be made by The King of Spain, or His Predecesso to British Subjects and Settlers residing and f lowing their lawful occupations within the limits a resaid: the Two Contracting Parties reserving, I wever, for some more fitting opportunity, the furt arrangements on this Article.

ART. XV. The Government of Mexico engag to co-operate with His Britannick Majesty for total abolition of the Slave-trade, and to prohibit persons inhabiting within the Territories of Mexi in the most effectual manner, from taking any sh in such trade.

ART. XVI. The Two Contracting Parties rese to Themselves the right of treating and agreeing reafter, from time to time, upon such other Arti as may appear to them to contribute still further the improvement of their mutual intercourse, the advancement of the general interests of their re spective Subjects and Citizens; and such Articles may be so agreed upon, shall, when duly ratifie be regarded as forming a part of the present Treat and shall have the same force as those now co tained in it.

ART. XVII. The present Treaty shall be ratifie and the Ratifications shall be exchanged at Londo within the space of six months, or sooner if possib

jico gozarán, en todos los Dominios de Su Ma- 1826
tad Britanica, la misma proteccion, y se les per-
irá el libre egercicio de su religion en publico ó
privado, ya sea dentro de sus casas, ó en los
plos y lugares destinados al culto.

ART. XIV. Los Subditos de Su Magestad Britanica
podrán, por ningun titulo ni pretesto, cualquiera
sea, ser incomodados ni molestados en la paci-
posesion y egercicio de cualesquiera derechos,
legios, é inmunidades, que en cualquiera tiempo
gozado dentro de los límites descritos y fijados
Convencion firmada entre el referido Soberano
Rey de España, en 14 de Julio de 1786, ya sea
estos derechos, privilegios, é inmunidades pro-
an de las estipulaciones de dicha Convencion, ó
cualquiera otra concesion que en algun tiempo hu-
sido hecha por el Rey de España, ó Sus Pre-
esores, á los Subditos ó Pobladores Britanicos, que
aiden y siguen sus occupaciones legitimas dentro de
límites espresados; reservandose, no obstante, las
Partes Contratantes, para ocasion mas oportuna,
er ulteriores arreglos sobre este punto.

ART. XV. El Gobierno de Mejico se compromete
ooperar con Su Magestad Britanica á fin de con-
uir la abolicion total del Trafico de Esclavos, y á
hivir á todas las personas que habiten dentro del
ritorio de Mejico, del modo mas positivo, que to-
parte alguna en este Trafico.

ART. XVI. Las dos Partes Contratantes Se reservan
erecho de tratar y ajustar en adelante, de tiempo
tiempo, cualesquiera otros Articulos que, á su
der, puedan contribuir aun mas eficazmente á
har las relaciones existentes, y el adelanto ó pro-
de los intereses generales de sus respectivos
y Ciudadanos; y los Artículos que en este
se estipularen, deberán, luego que estén compe-
emente ratificados, ser tenidos como parte del
ente Tratado, y tendrán la misma fuerza que los
tenidos en el.

ART. XVII. El presente Tratado será ratificado,
las Ratificaciones serán cambiadas en Londres en
rmino de seis meses, ó antes si posible fuere.

1826 In witness whereof the respective Plenipotentiar have signed the same, and have affixed thereto th respective seals.

Done at London, the twenty-sixth day of D cember, in the Year of our Lord one thousand e hundred and twenty-six.

WILLIAM HUSKISSON.
JAMES J. MORIER.

Additional Articles.

ART. I. Whereas, in the present state of M ican Shipping, it would not be possible for Me to receive the full advantage of the reciprocity e blished by the Articles V. VI. VII. of the Tr signed this day, if that part of the VIIth Art which stipulates that, in order to be considered a Mexican Ship, a Ship shall actually have been bu in Mexico, should be strictly and literally observ and immediately brought into operation, — it agreed that, for the space of ten years, to be reckon from the date of the exchange of the Ratifications this Treaty, any Ships, wheresoever built, be *bonâ fide* the property of, and wholly owned one or more Citizens of Mexico, and whereof Master and three fourths of the Mariners, at le are also natural born Citizens of Mexico, or pers domiciliated in Mexico, by act of the Governme as lawful Subjects of Mexico, to be certified accord to the laws of that Country, shall be considered Mexican Ships; His Majesty The King of the Uni Kingdom of Great Britain and Ireland reserving himself the right, at the end of the said term of years, to claim the principle of reciprocal restricti stipulated for in the Article VII above referred if the interests of British Navigation shall be fou to be prejudiced by the present exception to t reciprocity, in favour of Mexican Shipping.

ART. II. It is further agreed that, for the li term of ten years, the stipulations contained in A ticles V and VI of the present Treaty shall be s pended; and, in lieu thereof, it is hereby agreed th until the expiration of the said term of ten yea

1 fé de lo cual, los respectivos Plenipotenciarios 1826
irmado el presente, sellandolo con sus Sellos
:tivos.

'echo en Londres, á los veinte y seis dias del
le Diciembre, del año del Señor Mil ochocien-
:inte y seis.

SEBASTIAN CAMACHO,

Articulos Adicionales.

r cuanto, en el presente estado de la Marina
ana, no seria posible que Mejico gozase todas
ntajas que deberia producir la reciprocidad esta-
a por los Articulos V°. VI°. VII°. del Tratado
do en este dia, si aquella parte del Articulo VII°.
stipula que para ser un Buque considerado como
ano, debe haber sido realmente construido en
o, fuese exacta y literalmente observada, é in-
mente puesta en egecucion, se conviene en
, por el espacio de diez años, contados desde el
en que se verifique el cambio de la Ratificacion
te Tratado, todo Buque, de cualquiera con-
ion que sea, y que pertenezca *bonâ fide*, y en
sus partes, á alguno ó algunos de los Ciuda-
de Mejico, y cuyo Capitan y tres cuartas par-
la tripulacion, al menos, sean Ciudadanos na-
de Mejico, ó personas domiciliadas en Mejico,
un acto del Gobierno que les constituya Sub-
legitimos, certificado segun las leyes del pais,
considerados Buques Mejicanos; reservandose
agestad El Rey del Reyno Unido de la Gran
a é Irlanda el derecho de reclamar, luego que
ya cumplido el referido termino de diez años,
ncipio de restriccion reciproca, estipulada en el
lo VII°, si los intereses de la Navegacion In-
resultasen prejudicados por la presente ecsepcion
quella reciprocidad, en favor de los Buques
anos.

RT. II. Se estipula ademas, que durante el
o espacio de diez años, se suspenderá lo con-
o en los Articulos V°. y VI°. del presente Tra-
; y, en su lugar, se estipula que, hasta la con-
n del termino mencionado de diez años, los

1826 British Ships entering into the Ports of Mexico fr
the United Kingdom of Great Britain and Irel
or any other of His Britannick Majesty's Domini
and all articles the growth, produce, or manufac
of the United Kingdom, or of any of the said
minions, imported in such Ships, shall pay no o
or higher duties than are or may hereafter be p
ble, in the said Ports, by the Ships, and the
goods, the growth, produce, or manufacture of
most favoured Nation: and, reciprocally, it is a
that Mexican Ships entering into the Ports o
United Kingdom of Great Britain and Irelan
any other of His Britannick Majesty's Dom
from any Port of the States of Mexico, and a
ticles the growth, produce, or manufacture o
said States, imported in such Ships, shall pa
other or higher duties than are or may hereafte
payable, in the said Ports, by the Ships and
like goods, the growth, produce, or manufacture
the most favoured Nation; and that no higher du
shall be paid, or bounties or drawbacks allowed,
the exportation of any article the growth, prod
or manufacture of the Dominions of either Coun
in the Ships of the other, than upon the exports
of the like articles in the Ships of any other
reign Country.

It being understood that, at the end of the
term of ten years, the stipulations of the said
and VIth Articles shall, from thenceforward, b
full force between the two Countries.

The present Additional Articles shall have
same force and validity as if they were inserted, w
for word, in the Treaty signed this day. They s
be ratified, and the Ratifications shall be excha
at the same time.

In witness whereof the respective Plenipoten
ries have signed the same, and have affixed the
their respective Seals.

Done at London, the twenty-sixth day of D
cember, in the Year of our Lord one thousand ei
hundred and twenty-six.

WILLIAM HUSKISSON.

JAMES J. MORIER.

Britanicos que entren en los puertos de Me- 1826
ocedentes del Reyno Unido de la Gran Bre-
landa, ó de cualquiera otro de los Dominios
lagestad Britanica, y todos los artículos de
, fruto, ó manufactura del Reyno Unido, ó
o de los dichos Dominios, importados en
ques, no pagarán otros ni mayores derechos
que se pagan, ó en adelante se pagaren, en
dos puertos, por los Buques é iguales arti-
fruto, producto, ó manufactura de la Nacion
recida; y, reciprocamente, se estipula, que
es Mejicanos que entren en los puertos del
Unido de la Gran Bretaña é Irlanda, ó en
a otro de los Dominios de Su Magestad Bri-
procedentes de los Estados Unidos de Mejico,
los artículos de fruto, producto, ó manu-
de los dichos Estados, importados en tales
no pagarán otros ni mayores derechos que
se pagan, ó en adelante se pagaren, en los
dos puertos, por los Buques y semejantes
de producto, fruto, ó manufactura de la Na-
favorecida; y que no se pagarán mayores
, ni se concederán otras franquicias y des-
á la esportacion de cualquiera artículo de
, fruto, ó manufactura de los Dominios de
o de los dos paises, en los Buques del otro,
á la esportacion de dichos artículos en los
de cualquiera otro pais estrangero.

endo entenderse, que al fin del termino re-
diez años, las estipulaciones de los mencio-
rticulos V°. y VI°. regirán en adelante con
vigor entre las dos Naciones.

presentes Artículos Adicionales tendrán la
uerza y valor que si se hubieran insertado,
por palabra, en el Tratado de este dia. Serán
s, y las Ratificaciones serán cambiadas al
iempo.

ë de lo cual, los respectivos Plenipotencia-
an firmado, y sellado con sus Sellos respectivos.

o en Londres, á los veinte y seis dias del mes
embre, del año del Señor Mil ochocientos
seis.

SEBASTIAN CAMACHO.

26.

1827 *Traité entre l'Hanovre et la ville* [illegible]
bre et Anséatique de Bremen, c[illegible]
cernant les rapports de commerce
de navigation et l'etablissement d[illegible]
port sur la Geeste et le Weser; s[illegible]
à Hanovre le 11 *Janvier* 1827 *e*[illegible]
tifié par l'Hanovre le 28 *Févri*[illegible]
la même année.

(*Gesetzsammlung für das Konigreich Hann*[illegible]
1827. Abth. 1. Nr. 7. pag 19).

Da die Bewohner des Königreichs Hannover
die der freien Hansestadt Bremen gleichmäfsig
interessirt sind, dafs Maasregeln ergriffen we
wodurch die Schwierigkeiten, denen der Handel
die Schiffahrt der freien Hansestadt Bremen d
den Mangel genügender Haven-Anstalten auf der
tern Weser ausgesetzt sind, möglichst beseitigt
den, und den Bewohnern des Königreichs Hann
neben vermehrter Belebung ihrer Industrie und
leichtertem Absatze ihrer Producte, ein lebhaf
Antheil an diesem Handelsbetriebe gesichert
und da dieser in dem wohlverstandenen und im
sentlichen übereinstimmenden Handels-Interesse
der Staaten begründete Zweck nur dann dau
erfüllt werden kann, wenn die hiezu erforderl
Maasregeln in gemeinsamer Uebereinstimmung
mit gegenseitiger Hülfsleistung beider Staaten get
fen, und durch einen besondern Tractat gesic
werden, dessen Grundlagen bereits am 11ten Ju
1826 zu Derneburg festgestellt und beiderseits gen
migt worden: so haben Seine Majestät der Kö
von Grofsbritannien und Hannover und der Se
der freien Hansestadt Bremen zu solchem Ende Co
missarien ernannt und zwar

Seine Majestät der König von Grofsbritannien und 1827
nover Allerhöchstdero Staats- und Cabinets-Mi-
r Friedrich Franz Dieterich von Bremer, Grofs-
des Königlichen Guelphen-Ordens, so wie des
hessischen goldnen Löwen-Ordens

und

Senat der freien Hansestadt Bremen deren Bür-
meister und dermahligen Gesandten zum deutschen
destage, Johann Smidt,

welche nach Auswechselung ihrer gültig befun-
Vollmachten, über nachfolgende Bestimmun-
übereingekommen sind:

Art. I. Es soll an der Hannoverschen Küste der
serweser ein Haven angelegt werden, welcher ge-
et ist, Seeschiffe von wenigstens 120 Lasten ein-
nehmen.

Art. II. Die freie Hansestadt Bremen macht sich
erbindlich, diesen Haven anzulegen, auch solche
ablissements damit zu verbinden, welche geeignet
d, diesen Haven zu einen bequemen Lösch- und
platz für die Weserschiffahrt zu gestalten, um
die thunlichste Concentrirung des mittelst der
ser betriebenen Seeschiffahrts-Verkehrs auf die-
Puncte nicht blofs ihr eigenes Interesse, son-
zugleich das einer erhöheten industriellen Bele-
der Hannoverschen Umgegend nach besten Kräf-
fördern zu helfen.

Art. III. Die Krone Hannover räumt der freien
estadt Bremen dazu einen District an den Ufern
Geeste und Weser, beim Einfluſs der erstern in
letztere, mit Einschluſs des einen Ufers der Geeste
Weser ein, und zwar dergestalt, daſs den von
nach diesem Districte bestimmten Schiffen ein
inderter Ab- und Zugang, auch zur Erhaltung
en, so wie der Havenwerke, die Vornahme
erforderlichen Strombauten gesichert wird.

Es versteht sich indeſs von selbst, daſs durch
he Strombauten und sonstige Anlagen das andere
Hannovers Disposition bleibende Ufer der Geeste,
wie das Fluſsbette nicht gefährdet und Hannover
Ausführbarkeit und Benutzung eigener Haven-
lagen an diesem Ufer dadurch nicht erschwert

1827 werden darf. Gleiche Rücksicht soll auf Hanno- wie auf Bremens Interesse genommen werden, d die Geeste durch Hannoversche oder Bremische ven-Anlagen etwa ihr Flufsbette oder ihre Ausm dung in die Weser verändern sollte, weshalb a alle auf beiden Ufer derselben Einflufs habende Str bauten durch eine gemeinschaftliche Commission gulirt werden sollen. Sollte diese commissarische V handlung ergeben, dafs es zum Schutze der Mün der Geeste oder des Eingangs des Havens, oder Ein- und Ausbugsiren der Schiffe, dem Brem Interesse entspreche, auf dem linken Ufer der die dazu erforderlichen Wasserbauwerke zu m so wird Hannover, so weit und so lange ihm ches unschädlich befunden wird, gestatten, dafs auf seinem Territorium geschehe. Unter gle Voraussetzungen erklärt Bremen gleiche Bereit ligkeit.

Für eine Communication zwischen beiden Ufe der Geeste, wird von Seiten der freien Hanses Bremen, durch Anlage und Unterhaltung einer a für den Transport von Fuhrwagen geeigneten Fä oder wenn es ihr convenirt, einer zu erbauen Brücke in der Gegend des Königlich-Hannovers Zollhauses am linken Geest-Ufer, Sorge getr werden, ohne dadurch jedoch die Schiffahrt auf Geeste zu verhindern.

Art. IV. Zum Behuf der Art. III. gedachten E räumung überläfst und überträgt

a. die Krone Hannover an die freie Hansestadt B men das der ersteren zuständige Grundeigent von 75 Morgen 13 □ R. Calenbergisch an den Ufe der Geeste und Weser, mit den nämlichen Rec und Verpflichtungen, unter welchen sie dasselbe sitzt, worüber die Documente der freien Hanses Bremen übergeben werden sollen, und mit allen d auf befindlichen der Krone Hannover zuständigen A lagen, Gebäuden, Haven- und Schiffahrts-Etabli ments, Pfahlhöft, Steinböschung, Siel und wie weiter Namen haben mögen, für die Summe v = Fünf und dreifsig Tausend Thaler in Conventio Gelde, welche in folgenden Terminen baar aus zahlt werden sollen, nämlich:

auf Ostern 1828 = Funfzehntausend Thaler, 1827
auf Ostern 1829 = Zehntausend Thaler,
auf Ostern 1830 = Zehntausend Thaler.

Ferner überläfst und überträgt die Krone Han- er an die freie Hansestadt Bremen die mittelst diesem Vertrage angelegten Kauf-Contracts vom n November 1826 von ersterer acquirirten Bre- eher Aussendeichs-Ländereien von 266 Morgen R. 42 □ F. Calenbergisch und Zubehör für die Contracte stipulirte Summe, so dafs die freie adt Bremen hinsichtlich dieses Contractes und darin enthaltenen Stipulationen völlig in die Stelle Krone Hannover tritt.

Sollte die freie Hansestadt Bremen auch wün- , den Umfang dieses Haven-Districts noch zu tern, so erklärt sich die Krone Hannover bereit, mit derselben über eine solche Erweiterung, so eit die Umstände solches irgend zulassen, bis auf en Flächeninhalt von 150 Morgen weiter freund- verständigen und die desfalsigen näheren Be- gen, nach Anleitung der gegenwärtigen, mit elben darüber zu treffen.

Art. V. Die freie Hansestadt Bremen macht sich ndlich, aufser den Kosten, welche ihr die Art. IV. irten Acquisitionen verursachen werden, im fe von drei Jahren, von der Ratification des ge- wärtigen Tractats angerechnet, eine Summe von hundert tausend Thalern auf die Ausführung der Art. I und II. von ihr übernommenen Anla- zu verwenden.

Art. VI. Die Hoheits- oder sonstigen Rechte, e dem einen oder den andern der contrahiren- Theile an dem Art. III und IV. gedachten Di- zustehen, oder durch gegenwärtigen Tractat äumt werden, dürfen von Seiten Hannovers so von Seiten Bremens weder ganz noch theilweise unter keiner Bedingung irgend einem dritten abgetreten oder eingeräumt werden. Auch ent- die Krone Hannover, zur Begünstigung dieses blissements und zur Befestigung des vollen Glau- an die Dauer und Sicherheit der durch gegen- tige Uebereinkunft begründeten Verhältnisse, im aus freiwillig allen Ansprüchen auf eine Zurück-

1827 nahme oder Schmälerung der in diesem Ver enthaltenen Stipulationen, und namentlich sol welche aus Motiven des sogenannten jus eminens genommen werden könnten.

Art. VII. Da auch die freie Hansestadt Bre zu vollständigerer Benutzung dieses Haven-Et sements und namentlich zur Aufrechthaltung der stimmungen ihrer Handels-Tractate mit fren Mächten, nach welchen die Vortheile der Br Flagge nur solchen Schiffen zustehn, welche in mischen Häven auf wirklichem Bremischen G erbauet worden, der vollen Staatshoheit auf Theile des gedachten Terrains bedarf: so ist, Berücksichtigung dieses Bedürfnisses, hinsichtlich circa 100 Morgen einnehmenden, sich an die und Weser erstreckenden und einen Winkel zwi denselben bildenden Theiles des gedachten Dist ein vollkommener Gebietsaustausch gegen den we unten (Art. XV.) näher angegebenen Flächen-In von circa 200 Morgen des Gebiets der freien H sestadt Bremen auf dem rechten Ufer der Wun vereinbart.

In den mit voller Staatshoheit an die freie H sestadt Bremen abzutretenden Bezirk von circa Morgen darf jedoch nur ein Theil des anzulegen Haven-Bassins fallen, und die Anhöhe, auf wel sich gegenwärtig die Batterie befindet, mit deren Vertheidigung des Havens erforderlichen Erweiter nebst einem an eine Seite derselben sich anschlie den bis in das Haven-Bassin herabgehenden Ra soll nicht mit zu jenem Bezirke von 100 Morgen hören, über dessen Belegenheit und Gränzen dergestalt übereingekommen ist, wie die unter A liegende, von den Bevollmächtigten beider Sta signirte Charte näher nachweiset. Die auf di Charte angegebenen Gränzen sollen im Laufe des genwärtigen Jahres durch eine gemeinschaftliche C mission ausgemessen, beschrieben und versteint wer

Auch sind beide Theile übereingekommen, da möglichster Vermeidung ungleichartiger Verhält die Art. VIII. sub. 4. 5. 6. weiter vorkomme Bestimmungen und Vereinbarungen vertragsm auch für mehrgedachte 100 Morgen in volle Anw dung kommen sollen.

cht minder erklären sich beide Staaten, unter 1827
er Berücksichtigung gemeinschaftlichen Interes-
id Vortheiles, einverstanden, dafs die sämmtli-
Bestimmungen in Betreff des weiter unten (Art.
7.) von Hannover hinsichtlich des übrigen Ter-
ler Ueberlassungen ausgesprochenen Vorbehaltes
ler dabei gegenseitig ertheilten Zusicherungen,
iese mit voller Staatshoheit abgetretenen 100
en vertragsmäfsig eintreten, und von der einen
on der andern Seite übernommen und geleistet
n sollen.

RT. VIII. Im übrigen sind über die Verhältnisse
Havens und Haven-Districts (in sofern solcher
mit voller Hoheit übertragen ist) und der Be-
er desselben zu beiden Staaten, oder zu jedem
nen derselben, die folgenden Bestimmungen ver-
t worden:

Der freien Hansestadt Bremen ist das Recht
räumt, dem solchergestalt von ihr anzulegenden
n nebst dem dazu gehörigen Districte den Na-
Bremer-Haven beizulegen, daselbst die Bremer
e aufzuziehen und zu führen, Bremische Beil-
, Schiffspässe, Patente, Musterrollen und son-
Schiffspapiere und Documente auszustellen, die
und Eingangssteuern, Havengelder, so wie an-
Schiffahrts- und Handels-Abgaben zu bestim-
und zu erheben, in Beziehung auf die Benutzung
Havens und des Handels- und Schiffahrts-Ver-
in und mit dem Haven-Orte, so wie über die
schaft und Feststellung rechtlicher Verhältnisse
uf den Werften desselben zu erbauenden Schiffe
mmungen zu treffen und mit fremden Staaten
räge abzuschliefsen, und Consuln und Handels-
ten fremder Staaten daselbst zuzulassen und
nehmen.

Die Krone Hannover überläfst der freien Han-
dt Bremen ferner das Recht der Annahme und
flichtung der Colonisten, welche sich in diesem
en-Orte niederzulassen wünschen sollten, so wie
Festsetzung der Bedingungen dieser Aufnahme
der Verhältnisse dieser Einwohner zum Bremi-
n Staate. — Alles jedoch den Bestimmungen
er Convention unbeschadet.

1827 3. Damit auch der diesem Etablissement zu Grunde liegende gemeinschaftliche Zweck desto vo ständiger erreicht werden könne, sind beide Th übereingekommen:

a. dafs die Königlich-Hannoverschen Zoll- Ste und sonstigen Abgaben, wie sie auch Namen hab mögen, auf den Bremer Haven, dessen District u Bewohner keine Anwendung finden sollen.

b. dafs es der freien Hansestadt Bremen dase wie und insoweit sie solches angemessen findet, in ihrem eigenen Gebiete zustehen soll, die Abg anzulegen und für ihre eigene Rechnung erhebe lassen.

4. In den Bedingungen für die Aufnahme Colonisten des Bremer Havens soll für die Bür und Unterthanen beider Staaten kein Unterschied g macht werden.

Jedoch verpflichtet sich die freie Hansestadt Br men, keine Hannoversche Unterthanen zu solch Colonisten aufzunehmen, welche der Militärpfli gegen dieses Königreich noch nicht genügt haben.

5. Die Bewohner des Königreichs Hannover, wie die der Stadt Bremen und ihres Gebietes, soll hinsichtlich des Gebrauchs des Bremer Havens u der dazu gehörigen Anlagen, so wie hinsichtlich d Verkaufs ihrer Producte und Fabrikate, der Errich tung und Haltung von Waaren-Niederlagen dasel und Ueberlassung des erforderlichen Raumes we zu miethender Etablissements und überhaupt bei E richtung von Handels-, Schiffahrts- und sonstig Abgaben, gleiche Rechte und Verpflichtungen hab

6. Um den Königlichen Unterthanen zum A satze ihrer vorzüglichsten Producte, sowohl für d Consumtion im Haven-Orte als für die Verprovian tirung der im Haven befindlichen Seeschiffe, ein vortheilhafte Gelegenheit zu verschaffen, ist weite vereinbart, dafs die Producte der Königlichen Pro vinzen an Korn, Mehl, Schlachtvieh, frischen, ge räucherten und gesalzenem Fleische, welche von de Bewohnern derselben landwärts oder auf ihrem Stro fahrzeugen auch flufswärts in den Bremer Haven ei

fahrt werden, daselbst mit keinerlei Abgaben be- 1827
wert werden sollen.

7. Da der mehrgedachte Bezirk von dem jedes-
ligen für die umliegende Gegend des Königreichs
nnover bestehenden Kriegsvertheidigungs-Systeme
ht isolirt werden kann: so behält sich Hannover
dessen Umfange die Militairgewalt und die Ver-
eidigung desselben gegen äufsere Feinde, indem es
se Vertheidigung zu besorgen übernimmt, so wie
e dazu gehörigen Mafsregeln in Kriegs- und Frie-
szeiten bevor, wird jedoch solchen Vorbehalt nur
it der thunlichsten Rücksicht und Schonung der ge-
einschaftlichen Schiffahrts- und Handels-Interessen
r Ausübung bringen.

Es sind in dieser Hinsicht noch folgende nähere Bestimmungen verabredet:

a. Bewaffnete Kriegsschiffe oder bewaffnete Mannschaft, dürfen nicht anders als mit ausdrücklicher Erlaubnifs Hannovers zugelassen werden. Es sind unter jenen jedoch weder die gewöhnlichen Bewaffnungsmittel gröfserer Kauffartheischiffe, die Bremischen Tonnenleger, Leuchtschiffe und etwanige gemeinschaftliche Quarantaine-Wachtschiffe, noch unter diesen das Bremische bewaffnete Polizeipersonal zur Erhaltung der innern Ruhe und der Havenpolizei, zu begreifen.

b. Sollte Hannover nöthig finden, an diesem Havenorte eine Besatzung zu unterhalten oder unter vorhandenden Umständen hineinzulegen, so soll dieselbe in jeder Beziehung Hannoverschen Militair- und Civil-Autoritäten und Gesetzen unterworfen bleiben. Auch soll sie den Einwohnern zwar auf keine Weise zur Last fallen, jedoch verpflichtet sich Bremen dagegen, den etwa nöthigen Raum zur Errichtung von Kasernen oder anderer militairischen Etablissements, in Gemäfsheit darüber zu treffender näheren Localbestimmung, entweder gleich Anfangs auszunehmen, oder doch unbebaut zu lassen, wie dieses mit der für die Batterie und deren Erweiterung Art. VII. bestimmten Anhöhe sofort zugesichert wird, und dann erforderlichen Falls, gegen Erstattung des Werths, welchen es den gegenwärtigen Eigenthümern dafür bezahlt hat, zum Zwecke solcher Bauten herzugeben,

1827 auch an Hannover für die Uebernahme der militai schen Vertheidigung des Havens und Haven-Or jährlich eine Aversionalsumme zu bezahlen, wel für die ersten 25 Jahre den Betrag der Grundsteu welchen Hannover gegenwärtig aus diesem Distri erhält, begleichen wird. Nach Ablauf dieser 25 Ja soll jene von der Stadt Bremen zu zahlende Aver nalsumme, nach dem Verhältnisse der Bevölkeru des Bremer Havens zu der Bevölkerung des Kön reichs Hannover und dem ordentlichen Beitrage Hannoverschen General-Steuer-Casse zu der U terhaltung des Militair-Etats, von zehn zu zehn J ren festgestellt werden.

c. Nach Ablauf von 25 Jahren stellt Bremen jede 100 Seelen der Bevölkerung des Bremer Bod das bundesgesetzmäfsige Militair-Contingent, sei aus den Einwohnern oder durch Stellvertreter d selben, zu der Hannoverschen Armee.

d. Man ist darüber einverstanden, dafs die ve schiedenen in diesen Bestimmungen ausgesprochen Bremischen Gegenleistungen, (so wie überhaupt A les, was in diesem ganzen Tractate über Bremisc contra praestanda wegen der Hannoverschen Ueb lassung vorkommt), nur von dem Bremischen St zu leisten sind.

8. Ueber alle sonstigen Gegenstände der inner Verwaltung, mögen sie den Handel, die Schiffah das Abgabenwesen, das bürgerliche und peinli Recht und dessen Pflege, die Polizei, die Errichtu von Kirchen und Schulen und damit verbund Oberaufsicht und geistliche Gerichtsbarkeit, oder so die inneren Verhältnisse des Havens und Have Ortes und die Rechte und Verhältnisse seiner B wohner betreffen, wird der Stadt Bremen überlass ihre eigenen Gesetze (den Bestimmungen und Gru sätzen dieser Convention jedoch unbeschadet) zu lassen, und solche durch die nöthigen von ihr ernennenden oberen und unteren Beamten jeder A von denen der Recurs an die verschiedenen Ob Behörden der Stadt Bremen gehen wird, handha zu lassen.

9. Die sämmtlichen Bestimmungen dieses Arti sollen auch für die Art. IV. c. vorbehaltene etwa

weiterung des Haven-Districtes in Anwendung 1827
mmen, und für dieselbe überhaupt die nämlichen
rhältnisse eintreten, wie, mit Ausnahme der Art.
II. gedachten 100 Morgen, für alles Uebrige.

Art. IX. Die Unterhaltung, Direction und Hand-
bung der im Bremer Haven etwa zu errichtenden
arantaine-Anstalten wird auf gemeinschaftliche
ten beider Staaten und durch ein gemeinschaftlich
n dieselben zu bestellendes Personal besorgt. Die
gemeinschaftlich zu bestimmenden Quarantaine-Ab-
n werden zur Unterhaltung dieser Anstalt ver-
det.

Das nämliche wird Statt finden, wenn es zweck-
ig befunden werden sollte, über die Etablirung
cher Anstalten an einem anderweitigen Orte sich
t vereinbaren. Auch behalten sich beide Staaten
vor, über eine Verbindung mit benachbarten Staaten
hinsichtlich der Gemeinschaft solcher Quarantaine-
Anstalten weitere Vereinbarungen zu treffen.

Art. X. Ueber die zwischen Bremen und dem
Bremer-Haven zu errichtenden Post-Communication
wird der Abschluſs einer besonderen Post-Conven-
on vorbehalten.

Art. XI. Die Güter, welche von dem Haven-
Orte nach Bremen oder in das Bremische Gebiet und
vice versa durch das Hannoversche Gebiet, so wie
diejenigen, welche von dem Haven-Orte durch Bre-
n oder das Bremische Gebiet in das Hannoversche
biet und vice versa, auf Einer Axe und ohne La-
rung oder Umladung geführt werden, sollen gegen
ine Zoll-Abgabe von 1 Ggr. Conventions-Geld für
as Pfund Bremer Gewicht ungehindert durchgelas-
n werden, so daſs vermöge dieser Uebereinkunft
den Königlich-Hannoverschen Unterthanen zum
ften Betrieb eines eigenen Seehandels und direc-
ter Waarenbeziehung aus dem seewärts belegenen
Ausande, mittelst Erbauung des Bremer Havens und
dieser Bestimmungen über den Verkehr in und mit
denselben, eine erleichterte und gesicherte Gelegen-
heit gegeben wird.

Wie die Erhebung und Controllirung dieser Zoll-
Abgaben sei es an den beiden Ufern der Geeste, oder

1827 zu Vegesack, Burgdamm, Burg, Bremen, Brink und Arbergen, näher zu bestimmen und zu reg soll im Laufe des gegenwärtigen Jahres durch e gemeinschaftliche Commission weiter verhandelt u ausgemittelt und dabei als leitendes Prinzip angeno men werden, dafs an der einen Seite der Han und Verkehr durch Erleichterung und Beschleu gung des Verfahrens und möglichste Vereinfach aller Formen diejenigen Begünstigungen erhalte, w che zur Beförderung einer frequenten Benutzung ses Landtransportes geeignet sind, und an der an Seite auch den Defraudationen durch zweckm und wirksame Mittel, (wobei jedoch nur, wenn kein anderes zweckmäfsiges Auskunftsmittel fi die Plombirung eintreten soll) vorgebeugt werde

ART. XII. Hannover wird der Chaussee, wel es gegenwärtig in der Nähe von Bremen, Lehe u Geestendorf südlich zu errichten begonnen, die mö lichste Direction nach der Gegend von Vegesack geben bemüht seyn und dieselbe, ihres übrigen L fes unbeschadet, von dem dazu geeigneten Pun aus mit Vegesack in Verbindung bringen, zu w cher Verbindung ein näher zu concertirender Ge beitrag von Bremen geliefert wird.

ART. XIII. Da auch der Flecken Vegesack s mit dem übrigen Bremischen Gebiete in keiner u mittelbaren Land-Communication befindet, und um diesen durch seine Handels-, Gewerbs-, Sch fahrts- und Haven-Anstalten auch auf die Indüst der Hannoverschen Umgegend vortheilhaft einw kenden Ort sowohl in engere Verbindung mit d Bremischen Handelsverkehr überhaupt zu setzen, auch diesen ganzen Verkehr dem anzulegenden Bi mer-Haven dadurch näher zu rücken, dem beid seitigen Interesse gemäfs erachtet worden, einen recten Zoll-, Steuer- und Abgabenfreien Commu cations-Weg zwischen Vegesack und dem demselb am linken Ufer der Lesum so nahe liegenden Bi mischen Gebiete einzurichten: so bewilligt die Kro Hannover die Etablirung eines solchen Weges, u sollen die dazu auf dem rechten Ufer der Lesum bestimmende Strafse, so wie der dazu geeignete Ueb gangspunkt an beiden Ufern der Lesum und nic

r die Controll-Maasregeln, wodurch einem 1827
auche dieses Weges, welcher nur die erman-
: directe freie Communication zwischen Vege-
und dem Bremischen Gebiete herstellen soll,
chend vorgebeugt wird, im Laufe dieses Jahrs
nschaftlich näher erörtert und ausgemittelt werden.

RT. XIV. Gleiche Erörterung und Ausmitte-
soll wegen eines directen Zoll-, Steuer- und
benfreien Communications-Weges zwischen den
ern Lilienthal und Ottersberg Statt finden, wel-
Bremen auf seinem Gebiete am rechten Ufer
Wumme an Hannover einzuräumen verspricht.

RT. XV. Da es zur Regulirung der Gränzen
chen dem Königlich-Hannoverschen Amte Li-
hal und dem Gebiete der freien Hansestadt Bre-
überhaupt, und namentlich zur Regulirung des
erlaufes der Worpe und der Schiffahrt auf der-
n, dem Hannoverschen Interesse entspricht, ober-
der Wassermühle zu Lilienthal die Hoheit über
e Ufer der Worpe allein zu besitzen: so tritt
freie Hansestadt Bremen, zur Beförderung sol-
Interesses und zur Bewirkung des Art. VII. an-
rten vollkommenen Gebiets-Austausches wegen
hr an der Geeste und Weser übeslassenen circa
Morgen, von ihrem auf dem rechten Ufer der
mme und dem linken der Worpe belegenen Ge-
einen Flächeninhalt von circa 200 Calenberg-
Morgen, in gedachter Gegend, einschliefslich
rauf befindlichen Gebäude und deren Bewoh-
mit voller Staatshoheit an die Krone Hannover
nd soll dieser Landstrich im Laufe des gegen-
gen Jahres durch eine gemeinschaftliche Com-
n dem erwähnten Zwecke entsprechend, abge-
n, beschrieben und versteint werden.

RT. XVI. Beide Staaten werden sich überhaupt
en Bemühungen, das gemeinsame Handelsin-
e durch vermehrte, verbesserte und erleichterte
unications zu fördern und den bisherigen
ierigkeiten derselben durch gegenseitige Unter-
ng und Aushülfe zu begegnen, auf alle thun-
Weise die Hand reichen und zu unterstützen
ht sein, auch deshalb weitere freundliche Ver-
lungen Statt finden lassen.

1827 Als Gegenstände derselben sind bei dieser V
anlassung anerkannt und bezeichnet:

a. Vereinbarung, über zweckdienliche Maasreg
die Aufrechthaltung der gegenseitigen Abgabensyst
sicher zu stellen, besonders an den Gränzen des
ven-Orts und bei Benutzung der Communicati
wege. Namentlich sollen zur Verhütung der S
und Branntwein-Defraudation angemessene Bes
mungen getroffen werden.

b. Die Anlage eines Bremischen Anker-, Lad
und Löschungsplatzes an der Weser, in der G
des Neuenlander oder Drepter Siels, unweit der Gr
des Landes Wührden.

c. Die zweckmäfsigste Art und Weise, die St
bahnen der das Handels- und Schiffahrts-Inte
beider Staaten zunächst in Anspruch nehmen
Flüsse und sonstigen Wasser-Communicationen
verbessern.

d. Endlich wird über die Frage, ob und wie
neuesten künstlichen Wege-Verbesserungen auf
bedeutendsten Communications-Strafsen beider S
ten in Anwendung zu bringen seien, näher bera
und desfallsige Untersuchung durch Sachverstä
auf gemeinschaftliche Kosten angestellt werden.

Für die Ratification dieser Uebereinkunft ist,
Vorbehalt einer kürzeren Frist, eine Zeit von s
Monaten bestimmt, und werden die Ratifications-U
kunden gleich nach deren Ertheilung von den d
Bevollmächtigten ausgewechselt werden.

Dessen zur Urkunde ist gegenwärtiger Trac
doppelt ausgefertigt, von den beiderseitigen Bev
mächtigten unterschrieben und mit deren Insie
versehen.

So geschehen Hannover, den 11ten Januar 18

FRIEDRICH FRANZ DIETERICH VON BREMER. JOHANN SMII

27.

aration concernant l'abolition du de détraction et de la ga- d'émigration entre les Etats- s de l'Amérique septentrionale duché d'Oldenbourg, publiée à denbourg, le 19 Janvier 1827.

1827

(*Oldenburgische Anzeigen* 1828. Nr. 7.)

on Seiten des Staats-Secretairs der Vereinig- aaten von Amerika hierher die Versicherung t ist: „dafs in den Vereinigten Staaten von ka überall keine Abgabe auf Personen oder thum gelegt sey, die von den Vereinigten Staa- s Ausland gehen", und diesseits eine Zusiche- der Reciprocität ertheilt ist, so wird solches, in heit Höchsten Auftrags Seiner Herzoglichen nacht, hierdurch öffentlich bekannt gemacht.

lenburg, den 19. Januar 1827.

v. Brandenstein.

Kückens.

28.

1826 *Convention entre S. M. le roi de Grande-Bretagne et S. A. R. l fante régente de Portugal, sig à Londres le* 19 *Janvier* 1827.

(*Le Moniteur universel* 1817 Nr. 86.)

Au nom de la très sainte et indivisible Tri

S. A. R. l'infante régente de Portugal ayant re par suite des aggressions commises contre le t toire portugais, l'exécution des anciens traités liance et d'amitié existans entre les deux cour et S. M. Brit. ayant en conséquence résolu d' yer, et ayant en effet envoyé, un corps de t en Portugal, les deux hautes parties contractante sent qu'il est nécessaire de convenir de certai rangemens pour la subsistance des troupes brit ques pendant leur séjour en Portugal, et ont n pour leurs plénipotentiaires, savoir:

S. M. le roi du royaume uni de la Grande tagne et de l'Irlande a nommé le très-ho ble Georges Canning, membre du très hon conseil privé de la dite Majesté, membre du p ment et principal secrétaire d'état de la dite M pour les affaires étrangères, S. A. R. l'infante de tugal a nommé le très excellent seigneur don F de Souza et Holstein, marquis de Palmella, pai royaume de Portugal, grand'croix de l'ordre de C chevalier de l'ordre de la toison d'or, grand'croi plusieurs autres ordres et ambassadeur extraordi et plénipotentiaire auprès de S. M. B. etc.

28.

nvention between His Majesty and 1827 *:r Royal Highneſs the Infanta Regent of Portugal; for providing for e maintenance of a corps of british oops, sent to Portugal Dec.* 1826, *signed at Brighthelmston Jan.* 19. 1827.

(*The Times* 1827. *March* 22 Nr. 13, 233)

the name of the most holy and undivided Trinity.)

er Royal Highneſs the Infanta Regent of Portu- having, in consequence of aggressions committed inst the Portuguese territory, claimed the fulfil- nt, by His Majesty the King of the United King- n of Great Britain and Ireland, of the ancient aties of alliance and friendship, which subsist be- een the two crowns; and His Britannic Majesty ving thereupon resolved to send, and having ac- ally sent a body of troops to Portugal, the two gh contracting parties think it necessary to agree on certain arrangements for the maintenance of said troops during their stay in Portugal, and ve named as their plenipotentiaries for that pur- se, viz:

His Majesty the King of the United Kingdom of eat Britain and Ireland, the Right. Hon. George ning, a member of His said Majesty's Most Hon. vy Council, a member of parliament, and His Majesty's principal secretary of state for foreign rs: — And Her Royal Highneſs the Infanta nt of Portugal, the most illustrious and most llent Lord, Don Pedro de Souza e Hostein, Mar- of Palmella, a peer of the Kingdom of Portu- Grand Croſs of the order of Christ, Knight of order of the Golden fleece, Grand croſs of eral other orders, and Her Royal Highneſs's bassador extraordinary and plenipotentiary to His itannic Majesty; who after having communi- ed to each other their respective full powers, found be in due and proper form, have agreed upon, d concluded the fallowing articles: —

1827 ART. I. S. A. R. l'infante régente du Portu désirant que le corps de troupes qui a été envo si promptement au secours de S. A. R. par S. M. soient traités avec l'hospitalité qui convient aux l lations des deux nations alliées, s'engage à fournir bâtimens dont on auroit besoin pour en faire des pitaux, des dépots de vivres ou de munitions guerre, pour les casernes, les logemens et les ration vivres et fourrages nécessaires pour les officiers, so officiers et soldats, et pour les chevaux et bestiaux partenant à l'armée auxiliaire, le tout d'après les glemens de l'armée britannique.

ART. II. Les vivres et les fourrages ci-de mentionnés seront livrés au commissariat britann à la distance de six lieues portugaises au plu quartier-général du détachement britannique au ils seront destinés, à moins qu'on ne fasse d'au arrangemens du consentement du commissariat b tannique.

ART. III. Afin d'obvier aux difficultés auxquel dans les circonstances actuelles, le gouvernement p tugais pourroit être exposé s'il lui falloit débou des fonds pour l'achat des susdits vivres et fou ges, il est convenu que le commissaire-général glois fournira, pour le moment, l'armée angloise d dits objets, en mettant le coût des dépenses au com du gouvernement portugais.

Comme cependant il peut arriver des cas où soit plus convenable de tirer les susdites provisi des magasins portugais, afin d'éviter la concurre dans les marchés, le commissaire général anglois c certera de tems en tems, pour l'exécution de la p sente disposition, ses opérations avec une perso désignée à cet effet par le gouvernement de Portu

ART. IV. Les comptes du commissaire géné anglois, approuvés et signés par le commandant l'armée auxiliaire, seront remis tous les trois m au gouvernement portugais qui, après les avoir é lement vérifiés, en paiera le montant au commiss général, ou bien le portera au crédit du gouver ment anglois, ainsi qu'il sera jugé plus convena par les deux gouvernement.

r. I. Her Royal Highneſs the Infanta Regent 1827
ugal, anxious that the body of troops which
en so promptly sent to Her Royal Highneſs's
His Britannic Majesty, should be treated with
pitality becoming the relations of the two al-
tions, engages to provide the necessary bar-
and quarters, and buildings for hospitals, and
res and magazines, and the necessary rations
visions and forage, for the officers, non-com-
ned officers and soldiers, and for the horses
tle of the British auxiliary army according to
gulations of the British service.

RT. II. The provisions and forage above speci-
e to be delivered to the British commissariat,
istance not greater than six Portuguese leagues
the headquarters of each british detachment to
they are supplied, unleſs in cases where a
nt arrangement shall be made, with the con-
f the british commissariat.

RT. III. In order to obviate the difficulties which
ediate disbursement of funds for the purchase
aforesaid provisions and forage might occasion,
the present circumstances, to the government
tugal, it is agreed that the british commissary-
l, shall, for the present, provide those sup-
r the british army, charging the cost thereof
account of the Portuguese government.

however, cases may arise, in which it may
re convenient to receive such supplies from
ese magazines, for the purpose of avoiding
ition in the markets, the british commissary-
shall, in the execution of this agreement,
his proceedings from time to time with a
appointed for that end by the government
tugal.

. IV. The accounts of the british Commissa-
ng approved and signed by the commander of
iliary army, shall be delivered every three
to the Portuguese government, which having
l the same, shall either pay the amount the-
rthwith to the british commissary-general, or
it over to the credit of the british government,
ll be judged most convenient by the two go-
ents.

1827 ART. V. Les dépenses pour les vivres et fou rages des troupes angloises seront au compte du go vernement portugais à dater du jour du debarqueme desdites troupes en Portugal, et il cessera de les su porter à dater du jour de leur départ, ou du m ment où elles dépasseroient les frontières du Portu

ART. VI. S. A. R. la princesse régente de Portu ayant consenti à ce que dans cette circonstance, com cela a eu lieu dans d'autres, les forts de St. Ju et de Bugio fussent occupés par les troupes anglo il est convenu que la dite occupation continuera que l'armée auxiliaire restera en Portugal. Ces seront régulièrement et convenablement approvis nés par le gouvernement portugais, ou par le c missaire-général anglois, au compte du gouve ment portugais, de la même manière que celle fi ci-dessus en ce qui regarde l'armée auxiliaire.

Des arrangemens seront faits entre le gouver ment de Portugal et le commandant de l'armée a gloise pour l'exécution de ce qui concerne la li pratique et la police des ports et des douanes, les officiers du gouvernement portugais employés dinairement dans ces sortes de fonctions.

Une liste de ces officiers sera donnée à l'offic commandant anglois, et ils seront immédiatement s ses ordres en tout ce qui peut être relatif au ser militaire et à la défense des forts.

ART. VII. S. M. B. ne réclamant de son a que ce qui est indispensablement nécessaire pour surer l'entretien de ses troupes et pour le bien c mun du service, déclare qu'elle n'élevera contr gouvernement portugais, à l'occasion des secc fournis en cette circonstance au Portugal, aucu demandes pécuniaires au-delà de ce qui est spé dans les articles précédens.

ART. VIII. Les dispositions de la présente c vention resteront en pleine vigueur jusqu'à ce que deux hautes parties contractantes conviennent mu tuellement, d'y apporter quelque modification.

ART. IX. La présente convention sera ratifiée ; les ratifications seront échangées à Londres a

ART. V. The cost of provisions and forage for 1827
british troops shall be placed to the account of
portuguese government from the day of the land-
of the said troops in Portugal, and shall cease
be placed to that account from the day of their
arture or of their passing the frontiers of Por-
al.

ART. VI. Her Royal Highness the Infanta Regent
Portugal having consented that on this, as on for-
occasions, the forts of St. Julien and of Bugio
be occupied by the british troops, it is agreed
the said occupation shall continue so long as the
iliary army shall remain in Portugal. Those forts
be, from time to time, duly provisioned by
portuguese government, in the same manner, as
rovided in the foregoing articles, with respect to
auxiliary army.

Arrangements shall be made between the govern-
nt of Portugal and the commander of the british
y, for the carrying on of the service of the pra-
, of the police of the harbour, and of the customs,
the proper officers of the portuguese government,
ally employed for those purposes. A list of those
cers shall be given to the british commanding of-
r, and they shall be strictly under his command
all that may relate to military service, and to the
ence of the forts.

ART. VII. His Britannic Majesty requiring, on
part of his ally, only that which is indispensa-
necessary for ensuring the proper maintenance
his troops, and for the good of the common ser-
, declares that he will not bring forward any
niar claim whatever against the portuguese go-
ment, on account of the assistance furnished by
Majesty on this occasion to Portugal, beyond
what is specified in the preceding articles.

ART. VIII. The stipulations of this convention
ll remain in full force until the two high con-
cting parties shall mutually agree to make any
ange therein.

ART. IX. The present convention shall be ratified,
the ratifications shall be exchanged in London in

1827 l'espace de six semaines, à compter de sa date, plutôt s'il est possible.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs signé et ont apposé à l'acte le sceau de leurs ar

Fait à Brighthelmston, 19 Janvier, dans l'ann N. S. 1827.

GEORGES CANNING.
MARQUIS DE PALMELL

29.

Déclaration concernant les mesu concertées entre la Prusse et le du de Brunsvic pour empêcher les lits forestiers dans les forêts li trophes, publiée à Berlin le 23 J vier 1827.

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsis Staaten* 1827. Nr. 11. pag. 59).

Nachdem die Königlich-Preufsische Regierung der Herzoglich-Braunschweigischen Regierung ü eingekommen ist, wirksamere Maasregeln zur hütung der Forstfrevel in den Grenzwaldungen genseitig zu treffen, erklären beide Regierungen gendes:

ART. I. Es verpflichtet sich sowohl die König Preufsische als die Herzoglich-Braunschweigische gierung, die Forstfrevel, welche ihre Unterthane den Waldungen des andern Gebiets verübt h möchten, sobald die betreffenden Forstbedienten oder amten, welche darauf mit zu achten haben, davon Ke nifs erhalten, untersuchen und bestrafen zu lassen. Königlich-Preufsischen Gerichte werden in sol Fällen die in Preufsen geltenden Gesetze zum Gr legen, und auch die Herzoglich-Braunschweig

ıce of six weeks from the date hereof, or sooner 1827
sible.

withneſs whereof the respective plenipoten-
have signed the same and have affixed thereto
ıls of their arms.

ıe at Brighthelmston January 19 in the year
t Lord 1827.

GEORGE CANNING.
MARQUEZ DE PALMELLA.

---

ung macht sich anheischig, die Herzoglich-
schweigischen Gerichte anzuweisen, in solchen
, wo von Braunschweigischen Unterthanen in
n des Königlich-Preufsischen Territorii gefre-
vorden, nach den anjetzt bestehenden im Gan-
gelinderen Königlich-Preufsischen Gesetzen zu
nen. Sollte jedoch in Zukunft etwa eine Ver-
rung in der Gesetzgebung über die Forstfrevel
n einen oder andern Lande getroffen werden,
llen die beiderseitigen Regierungen sich auf sol-
Fall ein anderweites Uebereinkommen vorbe-

RT. II. Von den beiderseitigen Behörden soll
ntdeckung der Frevler alle mögliche Hülfe ge-
werden, und namentlich wird gestattet, dafs
pur der Frevler durch die Förster oder Wald-
r und das Polizei-Militär bis auf eine Stunde
rnung von der Gränze verfolgt und Haussuchun-
ohne vorherige Anfrage bei den obrigkeitlichen
rden und Aemtern, auf der Stelle, jedoch nur in
wart und nach den Anordnungen des zu diesem
e mündlich zu requirirenden Bürgermeisters oder
rorstehers, vorgenommen werden.

RT. III. Bei diesen Haussuchungen mufs der
rorsteher sogleich ein Protocoll aufnehmen und
Exemplar dem requirirenden Angeber einhändi-
ein zweites Exemplar aber seiner vorgesetzten
rde (Landrath oder Beamten) übersenden, bei
meidung einer Polizeistrafe von 1 bis 5 Rthlr.

1827 für denjenigen Ortsvorsteher, welcher der Requ tion nicht Genüge leistet. Auch kann der Ange verlangen, dafs der Förster, oder in dessen Ab senheit der Waldwärter des Orts worin die Haus chungen vorgenommen werden sollen, dabei zuge gen werde.

ART. IV. Für die Konstatirung eines Forstfrev welcher von einem Angehörigen des einen Staats dem Gebiete des Andern verübt worden, soll den ficiellen Angaben und Abschätzungen des kompet ten Forst- oder Polizeibeamten des Orts des beg genen Frevels, die volle gesetzliche, zur Verurt lung des Beschuldigten hinreichende Beweiskraft der zur Aburtelung geeigneten Gerichtsstelle b legt werden, wenn dieser Beamte, der übrigens nen Denunzianten-Antheil an den Strafgeldern keine Pfandgelder zu geniefsen hat, vor Gericht die wahrheitsmäfsige Treue und gewissenhafte gabe seiner Wahrnehmung und Kenntnifs eid verpflichtet worden.

ART. V. Die Einziehung der Gerichtskosten Pfandgebühren verbleibt demjenigen Staate, in chem der verurtheilte Frevler wohnt. Die nach Pr sischen Gesetzen zu erkennende Strafe und der satz des taxmäfsigen Werths des entwendeten zes fällt dem Waldeigenthümer anheim. In solc Fällen, wo der Holzdieb nicht vermögend ist, Geldstrafe ganz oder zum Theil zu erlegen, und Gefängnifsstrafe eintritt, soll letztere niemahls der Wahl des Waldeigenthümers in Forstarbeit wandelt werden können.

ART. VI. Den untersuchenden und bestrafen Behörden in den Königlich-Preufsischen und in Herzoglich-Braunschweigischen Staaten wird Pflicht gemacht, die Untersuchung und Bestraf der Forstfrevel in jedem einzelnen Falle so schle vorzunehmen, als es nach der Verfassung des Lan nur immer möglich sein wird.

ART. VII. Gegenwärtige, im Namen Seiner M jestät des Königs von Preufsen und Seiner Dur laucht des Herzogs von Braunschweig zweimahl glei lautend ausgefertigte Erklärung soll, nach erfol gegenseitiger Auswechselung, Kraft und Wirksam

en beiderseitigen Landen haben, und öffentlich 1827
mt gemacht werden. So geschehen Berlin, den
n Januar 1827.

Königl. Preufs. Ministerium
der auswärtigen Angelegenheiten.
VON SCHÖNBERG.

30.

ité *pour régler les limites entre* France *et le grand duché de Bâde,* gné *à Strasbourg le* 30 *Janv.* 1827. (*Extrait*).

rofsherzoglich-Badisches Staats- und Regie-
g-Blatt. Nr. XXVIII. d. 10ten December 1827).

dwig von Gottes Gnaden, Grofsherzog zu Baden,
rzog zu Zähringen, Landgraf zu Nellenburg, Graf
Salem, Petershausen und Hanau etc. etc.

Um im Einverständnifs mit Seiner Majestät dem
ige von Frankreich und Navarra diejenigen Be-
mungen in Vollzug gesetzt zu sehen, welche in
Pariser Friedensschlüssen vom 30ten Mai 1814.
t. 3. §. 5. und vom 21ten November 1815. Art. 1.
sowohl in Beziehung auf die Berichtigung der
nze zwischen Frankreich und Teutschland, als
hinsichtlich der Wiederherstellung des Besitz-
es und Eigenthums der Rheininseln, enthalten
; haben Wir Unsern Staatsminister des Innern,
Freiherrn von Berckheim, mit den gehörigen Voll-
machten versehen, um mit den zu diesem Behuf von
iner allerchristlichsten Majestät gleichfalls ernannten
vollmächtigten Commissarien, Herrn Grafen von
uilleminot, Pair von Frankreich, und Generallieute-
nt der Armeen des Königs etc., und dem späterhin an
esen Stelle getretenen Herrn Staatsrath von Esmangart,

1827 Präfecten des Niederrheinischen Departements, nöthigen Unterhandlungen zu pflegen.

Nachdem diese Bevollmächtigten, nach einer R von Verhandlungen, unterm 30ten Januar d. J. Strasburg einen umfassenden Vertrag abgeschlo welcher in allen seinen Punkten beiderseitig geneh worden ist, und worüber die Auswechslung der Ra cationsurkunden bereits unterm 22ten September c statt gefunden hat: So verfügen und verordnen V dafs die nachstehende Uebersetzung des wesentli Inhalts des besagten Vertrags zur gehörigen N achtung und Kenntnifsnahme für Unsere Unterth und Behörden, soweit es solche berührt, audurch fentlich bekannt gemacht werde:

I. Eigenthumsgränze.

Von der Wiederherstellung des Besitzes und genthums der Rheininseln in denjenigen Zustz wie er zur Zeit der Unterzeichnung des Lüne ler Friedens Statt hatte.

Art. I. Die Wiederherstellung des Besitzes des Eigenthums der Rheininseln in denjenigen stand, wie er zur Zeit der Unterzeichnung des F dens von Lüneville Statt hatte, so wie ihre ge seitige Zurückgabe werden von Seiten der unterze neten Bevollmächtigten durch subdelegirte Comm sarien vollzogen werden. In Gemäsheit dessen alles Eigenthum, welches vermöge der in den §§ 2. 3. und 4. der unterm 7ten September 1817. v abredeten, und von den beiderseitigen höchsten gierungen genehmigten Uebereinkunft ausgespro nen Grundsätzen, als Insel zu betrachten ist, d die subdelegirten Commissarien den ehemaligen sitzern zurückgegeben werden.

Diese Zurückgabe wird durch Protokolle con tirt werden, welche dem gegenwärtigen Vertrag gefügt bleiben.

Art. II. Die alten Gemeindsbanngränzen, wel zur Zeit der Unterzeichnung des Lüneviller Fried die Gränze des Eigenthums und des Besitzes bilde sind wieder herzustellen, und auf dem Terrain m telst Unterscheidungsmarken, zu bezeichnen. wo diese Gränzen über festes Land gehen, werd

in den dem Festland zunächst gelegenen Rhein- 1827
übertragen, in welchem sich zur Zeit der Beob-
tung des Mittelwassers, Wasser befindet.

ART. III. Die Gemeinschaftsverhältnisse, welche
mals zwischen gewissen, auf dem einen Rheinufer
genen Gemeinden und ihren Zugehörden bestan-
, namentlich die Vereinigungen von Einwohnern,
sich zwar innerhalb des Umfangs der Markungen
r Gemeinden, jedoch auf dem jenseitigen Ufer
gelassen haben — welche aber zur Zeit des
willer Friedens oder schon früher dergestalt auf-
t worden sind, dafs die auf dem linken Rhein-
befindlichen Gemeindsgenossen, sowie das da-
t liegende Territorium, französisch geblieben
r geworden, während diejenigen, welche sich auf
n rechten Rheinufer befanden, mit ihrem dortigen
ritorium teutsch geblieben oder geworden sind;—
e Gemeinschaftsverhältnisse unter den Gemeinden
l ihren Zugehörden, so wie die damals hieraus her-
gegangenen politischen Folgerungen, sind und blei-
aufgehoben.

In Folge dessen soll der Besitzstand jeder dieser
meinden hinsichtlich der Rheininseln so herge-
t werden, wie er factisch zur Zeit der Unter-
hnung des Lüneviller Friedens bestand, jedoch
nur hinsichtlich der gegenwärtig in dem Flufs-
befindlichen Inseln und ohne dafs die Zugehör-
der Gemeinden diefsfalls einen Anspruch zu ma-
vermögen.

RT. IV. Wenn in Folge der gegenseitigen Zu-
ben; welche durch die gegenwärtige Gränz-
mung veranlafst werden, Privatpersonen aus
Besitz von Rheininseln gesetzt werden sollten,
e sie auf rechtmäfsige Art von den Souverains
von Gemeinden erworben haben, die durch den
g des Lüneviller Friedens Eigenthümer derse-
geworden sind, so sollen diese Privatpersonen
ohl für das Ankaufscapital, als auch für die in
Kaufverträgen ausgesprochenen Kosten entschä-
werden.

RT. V. Es soll im Lauf eines Jahrs gemein-
tlich, und nach Maasgabe der von den beiderseiti-
Herrn Commissarien gegebenen Instruction eine

1827 Karte vom Rhein und dem angränzenden Lan
che beider Staaten aufgenommen werden, auf we
die Eigenthumsgränze pünktlich zu bezeichne
und welche sofort mit der von den Herrn Com
sarien gutgeheissenen geometrischen Gränzbesc
bung gegenwärtigem Vertrag wird angehängt w

ART. VI. Die Behörden auf beiden Ufern
verpflichtet, die in Gemäsheit der von den Inge
beider Staaten, unter Mitwirkung der Vorges
der Ufergemeinden vorgenommenen Untersuchu
Nomenclatur, auf der Rheinkarte eingetragen
nennungen der Rheininseln beizubehalten; so
eine neue Insel bilden, so wird die Regierung
cher sie angehört, der andern Regierung den
Insel beigelegten Namen bekannt machen.

ART. VII. Beide Regierungen machen sich
bindlich, jede auf ihrer Seite und auf eine der e
führten Landesadministration am meisten entsprech
Art, für die Erhaltung der sichtbaren Gränzzei
Sorge tragen zu lassen, und zwar nach Maasgab
unter ihnen übereingekommenen, dem gegenwä
Vertrag angefügten besondern Convention.

II. Hoheitsgränze.

*Von der hinlänglich zu bestimmenden Bezeich
welche der Gränzberichtigung zwischen dem
nigreich Frankreich, und dem Grofsherzog
Baden zu geben ist, um in Zukunft sovie
möglich jeder Ungewifsheit sowohl hinsich
der Hoheits- als Eigenthumsgränze vorzube
und um auf die thunlichste Weise den Eige
mern den Genufs zu sichern.*

ART. VIII. Der Thalweg des Rheins, welch
Gränze zwischen Frankreich und den teutschen
ten bildet, bestimmt auch in Zukunft die Ho
gränze zwischen Frankreich und dem Grofshe
thum Baden.

ART. IX. Der Thalweg des Rheins ist der
rend des gewöhnlichen niedrigsten Wasserstande
die Thalschiffahrt geeigneteste Weg. Im Fall
über zwei Aerme des Flusses Streit entstehen s
so wird derjenige der beiden Aerme, welcher im
der Achse seines eignen Thalwegs die fortlaufe

ste Tiefe hat, als ein Arm des Hauptthalwegs 1827
esehen. Man nennt Achse des Thalwegs diejenige
ie seines Laufes, welche durch die ununterbrochen
einander folgenden gröfsten Tiefen bestimmt ist.

ART. X. Der Thalweg soll jedes Jahr im Monat
tober nach Abfluſs des Hochgewässers durch einen
nzöſsischen und Badischen Ingenieur-Offizier un-
Zuziehung eines verpflichteten Steuermanns aus
rem Staat untersucht und bestimmt, auch dessen
f durch Pfähle bezeichnet werden.

ART. XI. Der auf diese Art einmal bestimmte
lweg bildet die conventionelle Hoheitsgränze zwi-
n beiden Staaten, ohne Rücksicht auf die Verän-
ngen, die der wirkliche Thalweg in der Zwi-
enzeit von einer Untersuchung zur andern erlei-
könnte. Die Zolllinie darf daher solche unter
iem Vorwand überschreiten.

ART. XII. Da der Thalweg des Rheins die Ho-
itsgränze zwischen Frankreich und dem Groſsher-
gthum Baden bildet, so unterliegt diese Gränze allen
lgen, welche aus der periodischen Thalwegsbe-
immung entstehen, indem sie stets die Scheidelinie
leibt, bis wohin sich die Ausübung der Hoheitsrechte
ider Staaten erstreckt.

ART. XIII. Weil indessen durch diese Veränderun-
n der Hoheitsgränzen die bedeutenden Nachtheile
stehen, daſs das gute Einverständniſs der beider-
gen Unterthanen oft gestört und einzelne Gebiets-
e einem beständigen, für die Ausübung der Ei-
humsrechte sehr lästigen Wechsel der Staatsver-
ungsart unterworfen würden, so ist man überein-
mmen, daſs das Recht zum Waiden, Fischen,
n, zum Sammeln des angeschwemmten Holzes,
Goldwaschen, so wie alle andere Nutzungsrechte,
weit solche nach den bestehenden Gesetzen des-
en Staates zulässig sind, unter dessen Hoheit
h das Eigenthum befindet, auch jenseits des Thal-
gs bis zu den unveränderlichen Banngränzen der
meinden beider Staaten, ausgeübt werden dürfen.

ART. XIV. Die zwischen dem Thalweg und der
veränderlichen Eigenthumsgränze der Gemarkun-
n der Ufergemeinden befindlichen Land- und Was-

1827 serflächen, zu welcher Zeit solche auch entst
seyn mögen, sollen als volles Eigenthum derje
Gemeinde gehören und von ihr besessen werden,
ren Bann vom Thalweg des Rheins durchschn
wird. Die Verlandungen, welche sich in Zu
sowohl an den Inseln, als an dem Festland
könnten, gehören der Gemeinde, welche Eige
merin des Banns ist, bis an die Gränze ihres
derjenige Theil der Verlandungen, welcher sic
diese Gränze hinaus erstreckt, gehört der angr
den Gemeinde.

Art. XV. Die Souverains der beiden U
halten sich das Recht vor, die zur Unterhaltu
Flufsbauten benöthigten Faschinen von den
thümern der Rheininseln zu beziehen.

Art. XVI. Im Monat October eines jede
werden sich die betreffenden Behörden beid
ten das Verzeichnifs über die Anzahl der
Flechtgerten und Pfähle einander mittheile
die Ingenieurs eines jeden Ufers im Fall
Unterhaltung der Flufsbauten ihres Ufe
Rheininseln hauen zu lassen, welche de
des jenseitigen Staates angehören.

Art. XVII. Das Holz, worüber
zum Behuf der Verfertigung von Fas
gerten und Pfähle, verfügen werden,
des Jahrs von demjenigen Staat, wel
det, derjenigen Gemeinde bezahlt
das Eigenthum gehört. Diese Höl
Gegenwart der Vorgesetzten dieser
gegen Ausstellung eines Abzahlu
führt werden.

Das Hauen und
gerten und Pfähle
Flufsbauten besorgt
sicht der Inseleigen
genieurs. Die Unt
Beschädigungen
oder durch ihre
werden.

Wenn di
vorgenomme
Hölzer im

Gemeinden, welchen die Inseln gehören, zu den 1827
teigerungen zugezogen werden, und bei gleichen
ten den Vorzug haben.

Art. XVIII. Die beiden Regierungen werden über
n gleichförmigen Tarif übereinkommen, nach
em die Faschinen, Flechtgerten und Pfähle an
Eigenthumsgemeinden der beiden Ufer von dem-
n Staat, der solcher bedarf, werden bezahlt
n, und zwar nach Maasgabe der bestehenden,
fachverständige jeweils für die Dauer der pe-
d vorzunehmenden Thalwegsbestimmung aus-
lenden Holzpreise.

r. XIX. Die Gemeinden beider Staaten, welche
nseln besitzen, — können ohne dafs die Behörden
Staats, unter dessen Hoheit ihre Inseln liegen, es
eigern dürfen — unter Beobachtung der vorge-
benen gesetzlichen Formalitäten, auf diesen In-
n Holzhiebe vornehmen, sobald das Holz, beim
en Holz, ein Alter von sechs, beim harten Holz
n Alter von acht Jahren erreicht hat; dage-
cht es vor Erreichung dieses Alters zum Be-
der Verwendung zu den Flufsbauten der Verfü-
der Ingenieurs desjenigen Staats unterstellt, un-
nen Hoheit die Inseln gelegen sind.

Art. XX. Jede Gemeinde wird ermächtigt; einen
dufseher aufzustellen, welcher für die Erhal-
ihrer unter der Hoheit desjenigen Staats gele-
n Waldungen und Eigenthums zu wachen hat,
ie nicht angehört.

ese Waldaufseher müssen die erforderlichen Ei-
haften haben, um von den Behörden derjenigen
rung, unter deren Hoheit die ihrer Hut anver-
n Waldungen und Güter sich befinden, ver-
t werden zu können.

r. XXI. Die denjenigen Eigenthümern gebüh-
Entschädigung, welche in dem Fall sind, für
llgemeine Wohl Grundstücke zur Anlage von
auten abtreten zu müssen, soll nach den Ge-
n desjenigen Staats ausgemittelt werden, unter
n Hoheit sich diese Grundstücke befinden, wel-
auch diejenige der beiden Regierungen seyn mag,
he die Flufsbauten vornehmen läfst.

1827 ART. XXII. Beide Regierungen kommen übe
darauf zu wachen, dafs die Behörden der beide
tigen Ufer in der kürzesten Frist und zu geleg
Zeit diejenigen Gesuche erledigen, welche von
fremden Gemeinden, welche Inseln unter der H
des andern Staats besitzen, sowohl wegen Bewilli
von Holzhieben, als wegen Erlaubnifs zur Benu
des Grafses, Schilfrohrs und Weidgangs, einge
werden, vorausgesetzt, dafs dieses zur gehörigen
und in den vorgeschriebenen Formen geschieht.

ART. XXIII. Das bestehende Zollsystem
die Eigenthümer der zwischen dem Thalweg u
Banngrenze einer fremden Gemeinde liegenden G
stücke nicht hindern, die Erzeugnisse dieser Gr
stücke, so wie der in dem Art. XIII. dieses Ve
vorbehaltenen Nutzungen und Berechtigungen
von allen Abgaben auszuführen, wobei sie sich
doch immerhin den durch die Zollverordnungen
nöthig erachteten Maasregeln und Declaratione
unterziehen haben.

Gegeben in unserer Residenzstadt Karlsruhe
29ten November 1827.

LUDWIG.

Vdt. *Frhr.* v. BERSTETT.

Auf Befehl Seiner Königlichen Ho

HÄGELIN.

31.

Publication concernant l'admis réciproque des sujets de l'electo de Hesse et du royaume de Bavi au privilège des pauvres de fa plaider leurs causes gratis, dé de Cassel, du 3 Mars 1827.

(*Sammlung von Gesetzen etc. für Kurhessen* Jahr. 1827. — Nr. III. — März).

Da in Folge einer allerhöchsten Entschliefsung Se
Königlichen Hoheit des Kurfürsten mit dem Kö

che Baiern eine Uebereinkunft, um die Wohlthat 1827
Armenrechts bei gerichtlichen Streitigkeiten allen
n sich eignenden gegenseitigen Unterthanen ein-
äumen, getroffen worden ist; so werden die Ober-
ichte ermächtigt, den diesseitigen Unterthanen,
n dieselben ihre Dürftigkeit gehörig nachgewie-
haben, zum Behufe ihrer bei Königlich-Baieri-
n Gerichten zu führenden Rechtsstreitigkeiten
muthszeugnisse auszustellen, die sämmtlichen Ge-
tsbehörden aber haben die Armuthszeugnisse,
he für Königlich-Baierische Unterthanen von der
fenden Königlich-Baierischen Kreisregierung
stellt worden sind, anzunehmen, und auf den
d derselben die Wohlthat des Armenrechts eben
wie in gleichen Fällen für Kurhessische Unter-
n geschieht, zu bewilligen.

Cassel am 3ten März 1827.

Kurfürstliches Staatsministerium.

Für den Minister des Innern:

WITZLEBEN. SCHMINKE. MEYER. RIESS.

Vt. EGGENA.

32.

klaration concernant l'abolition de gabelle d'émigration et du droit détraction entre le Wurtemberg la Sardaigne, publiée à Stoutt-gart le 8 Mars 1827.

ierungs-Blatt für das Königreich Württemberg. Nr. 10. den 17. März 1827.

durch einen zwischen der diesseitigen und der iglich Sardinischen Regierung abgeschlossenen Frei-igkeits-Vertrag vom 20. Januar d. J. an, als dem e der Auswechslung der Genehmigungs-Urkun-

1827 den beider Souveraine, die Erhebung des Abzugs der Nachsteuer gegenseitig aufgehoben und dabei stimmt worden ist, dafs diese Uebereinkunft auf noch nicht ausgeführte, wenn gleich früher ang lene Vermögen angewendet werden solle; so solches zur allgemeinen Nachricht und Nachach hiemit bekannt gemacht.

Stuttgart den 8. März 1827.

BEROLDINGEN.
SCHMIDLIN.

33.

Convention entre la France et la vière pour l'extradition des dé teurs, signée à Paris le 10 *Mars* 1

(*Le Moniteur* 1827. Nr. 152. *Regierungsblatt das Königreich Bayern.* Nr. 20. d. 16. März 18

Sa Majesté le Roi de France et de Navarre Majesté le Roi de Bavière, étant convenus de clure une convention de cartel, ont, à cet effet, de leurs pleins pouvoirs, savoir:

Sa Majesté le Roi de France et de Navarre,

Le Sieur baron de Damas, pair de France, tenant-général de ses armées, grand'croix de royal de la légion d'honneur etc. son ministre et taire-d'état au département des affaires étrang

Et Sa Majesté le Roi de Bavière,

Les Sieur comte de Bray, chambellan, conseil time actuel, membre du conseil-d'état, grand'cro ordres du merite civil, de la couronne de Bavière, de rouge de Prusse, de Sainte-Anne de Russie l'étoile polaire de Suède, chevalier de l'ordre de S Jean de Jerusalem, son envoyé extraordinaire et nistre plénipotentiaire près Sa Majesté Très Chretie

Lesquels, après s'être communiqué leurs p pouvoirs respectifs, sont convenus des articles sui

ART. Ier A dater de l'échange des ratifications de 1827
résente convention, tous les individus qui déser-
nt le service militaire des hautes parties contrac-
es, seront restitués de part et d'autre.

ART. II. Seront réputés déserteurs, non seule-
t les militaires de toute arme et de tout grade
quitteront leurs drapeaux, mais encore tous les
ividus qui, appelés au service de toute branche
litaire quelconque, ne se rendroient point à l'appel,
chercheroient à se réfugier sur le territoire de
e des hautes parties contractantes, enfin les con-
nés aux travaux dans les fortresses et ateliers qui
ient susceptibles de rentrer au service militaire.

ART. III. Sont exceptés de la réstitution ou de
radition qui pourra être demandée en vertu de
résente convention,

1° Les individus nés sur le territoire de l'état
lequel ils auroient cherché un asile et qui, moyen-
t la désertion, ne feroient que rentrer dans leur
natal;

2° Les individus qui, soit avant soit après leur
rtion, se seroient rendus coupables d'un crime ou
quelconque à raison duquel il y auroit lieu de
traduire en justice devant les tribunaux du pays,
ils se seront retirés. Neanmoins, en ce dernier
, l'extradition sera effectuée après que le déserteur
été acquitté ou aura subi sa peine; et il n'y
aucun remboursement de frais pour le tems pen-
lequel il aura été détenu à raison du délit ou du
e dont il aura été accusé. Dans tous les cas, on
nuniquera réciproquement les actes de l'instruc-
qui concernent les délinquans, pour en prendre
oissance, soit en copies authentiques, soit par
its légalisés, afin que l'on puisse juger si le cou-
est encore digne de rentrer, ou non, au service.

ART. IV. Lorsqu'un déserteur aura atteint le ter-
re de celle des deux puissances à laquelle il n'ap-
tiendra pas, il ne pourra, sous aucun prétexte,
être poursuivi par les officiers de son gouver-
ment: ces officiers se borneront à prévenir de son
age les autorités locales, afin qu'elles aient à le
e arrêter. Toutefois, pour accélérer l'arresta-
n de ce déserteur, une ou deux personnes char-

1827 gées de la poursuite pourront, au moyen d'un p seport ou d'une autorisation en règle qu'elles vront obtenir de leur chef immédiat, se rendre plus prochain bourg ou village situé en dehors la frontière, à l'effet de réclamer des autorités l les l'exécution de la présente convention.

ART. V. Les autorités qui voudront réclamer déserteur adresseront leurs réclamations à l'adm stration soit civile, soit militaire, qui, dans les pays, se trouvera le mieux à portée d'y satisfai

Les dites autorités réclamantes accompag leur réquisitoire du signalement du déserteur; e le cas où l'on seroit parvenu à l'arrêter, l'au requérante en sera prévenue par un avis accom d'un extrait du registre du geolier ou du concièr la prison où le déserteur aura été écroué.

ART. VI. Dans le cas où les déserteurs sero encore porteurs de leurs armes, ou revêtus de l équippement, habillement, ou marques distinct sans être munis d'un passeport, et de même tous les cas où il sera constant, soit par l'aveu déserteur, soit d'une manière quelconque, qu'un serteur de l'une des hautes parties contractante trouve sur le territoire de l'autre, il sera arrêté le champ, sans réquisition préalable, pour être médiatement livré entre les mains des autorités c pétentes établies sur les frontières de l'autre souve

ART. VII. Si par suite de la dénégation de dividu arrêté, ou autrement, il s'élevoit quelque sur l'identité d'un déserteur, la partie réclamant intéressée devra constater, au préalable, les faits suffisamment éclaircis, pour que l'individu a puisse être mis en liberté ou restitué à l'autre p

ART. VIII. Dans tous les cas, les déserteurs rêtés seront remis aux autorités competentes, qui ront effectuer l'extradition selon les règles déter nées par la présente convention. L'extradition fera avec les armes, chevaux, selles, habillemens tous autres objets quelconques dont les déserte étoient nantis, ou qui auroient été trouvés sur lors de l'arrestation. Elle sera accompagnée du p cès-verbal de l'arrestation de l'individu, des inte

ires qu'il auroit subis et de toutes autres pièces 1827
essaires pour constater la désertion. Pareille resti-
on aura lieu des chevaux, effets d'armement, d'ha-
ment, d'équipement, et tous autres objets et ef-
quelconques, emportés par les individus désignés
s l'article 3 de la présente convention, comme ex-
tés de l'extradition.

La remise des déserteurs bavarois se fera à Berg-
rn, et celle des déserteurs françois, à Weissem-
g.

ART. IX. Les frais auxquels aura donné lieu l'ar-
tion des déserteurs, seront remboursés de part
utre, à compter du jour de l'arrestation, qui
constatée par l'extrait dont il est fait mention à
le V, jusqu'au jour de l'extradition inclusivement.
frais comprendront la nourriture et l'entretien des
teurs et de leurs chevaux, et sont fixés à soixan-
quinze centimes argent de France, ou vingt kreut-
six deniers de monnoie bavaroise, par jour,
chaque homme; et à un franc six centimes, ar-
de France, ou vingt neuf kreutzers et demi,
noie bavaroise, par jour, pour chaque cheval.
frais de voitures nécessaires pour le transport
déserteurs extradés, ne seront remboursés que
la déclaration des médecins qu'elles étoient abso-
nt necessaires.

En cas de maladie, il sera remboursé pour chaque
ée d'hôpital un franc ou vingt-neuf kreutzers,
les états dûment certifiés, qui seront fournis.

ne sera accordé de remboursement pour four-
e d'objets d'habillement que dans le cas de la plus
te nécessité.

sera payé en outre pour la partie requérante
téressée une gratification de vingt-cinq francs,
de France ou onze florins vingt-neuf kreutzers
avière, pour chaque homme, et de cent vingt
cs ou cinquante cinq florins pour chaque cheval
son équipage, au profit de quiconque sera parvenu
découvrir et à faire arrêter un déserteur, ou qui
contribué à la restitution d'un cheval et de son
ipage. Si on rendoit le cheval sans l'équipage, ou
ipage sans le cheval, la gratification seroit, dans
remier cas, de cent francs ou de quarante-six

1827 florins; et dans le second cas, de dix huit francs se
ante-treize centimes ou huit florins quarante
kreutzers.

ART. X. Les frais et gratifications dont il est
mention dans l'article précédent seront acquittés
médiatement après l'extradition dans le lieu même
la remise du déserteur aura été faite, et par les
de l'autorité qui le recevra.

Les réclamations qui pourroient être faites à
égard, ne seront examinées qu'après que le paye
aura été provisoirement effectué.

Art. XI. Les hautes parties contractantes
gent mutuellement à prendre les mesures le
convenables pour la répression de la désertion et
la recherche des déserteurs. Elles feront usa
cet effet, de tous les moyens que leur offrent le
du pays, et elles sont convenues particulièremen

1° De faire porter une attention scrupuleuse
les individus inconnus qui franchiroient les front
des deux pays, sans être munis de passeports en ré

2° De défendre sévèrement à toute autorité
conque d'enrôler ou de recevoir dans le service
taire un sujet de l'autre des hautes parties con
tantes qui n'aura pas justifié par des certificats o
testations en due forme, qu'il est dispensé du se
militaire dans son pays.

ART. XII. La présente convention est co
pour deux ans, à l'expiration desquelles elle conti
d'être en vigueur pour deux autres années, et
de suite, sauf déclaration contraire de la part de
des deux gouvernemens.

ART. XIII. La présente convention sera ra
et les ratifications en seront échangées dans le t
de six semaines, ou plus tôt si faire de peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs
signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 10 Mars 1827.

Signé le baron DE DAMA
Signé le comte DE BRAY

(Cette convention a été ratifiée par S. M. le roi de F
le 26 Mars et par S. M. le roi de Bavière le 2 Avril e
ratifications ont été échangées à Paris le 27 Avril 1827).

34.

onvention entre le grand duché de 1827
esse d'une part et la Russie et la ologne de l'autre, concernant l'a- lition du droit de détraction; sig- née le 12 *Mars* 1827.

(*Grofsherz. Hessisches Regier. Blatt* Nr. IX. Seite 49. vom 15. März 1827).

e Grofsherzoglich Hessische Regierung und die ...lich Russische sind miteinander dahin übereinommen, dafs das Abzugsrecht, so weit dasselbe er zum Vortheile ihrer respectiven Staatskassen auf ...chaften oder sonstiges Vermögen in Anwendung ...racht wurde, welche aus einem der beiden Staaa in den anderen übergingen, und Unterthanen des ...erseitigen Staats gehörten, oder zugefallen waren, ...m wechselseits abgeschafft sein und bleiben, und ...s die Aufhebung dieses Rechts ihre volle und gänze Wirkung, nicht nur in allen künftigen, sondern ...n in allen denjenigen Fällen haben soll, wo bis ...12ten März 1827, als dem Tage der Unterzeichg jener Uebereinkunft, die durch dieselbe abolir- Abgaben noch nicht wirklich und definitiv erho- worden sind.

Zugleich haben die beiden contrahirenden Theile, em nämlichen Tage des 12ten März 1827 eine ere Convention geschlossen, vermöge welcher Abzugsrecht auch zwischen dem hiesigen Grofsogthum und dem Königreich Polen, und zwar unter denselben Bedingnissen, die der erst gete Vertrag enthält, gegenseitig aufgehoben wor- ist.

Es wird daher dieses zur Wissenschaft und Nachtung aller derer, welche es angeht, hierdurch öfntlich bekannt gemacht.

Darmstadt am 15ten März 1827.

Grofsherzoglich Hessisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

DU THIL.

Graf VON GÖRLITZ.

35.

1827 *Traité de commerce et de navigati entre Sa Majesté le Roi de Suède de Norvège, d'une part, et Sa M jesté le Roi de Prusse, de l'aut fait et conclu à Stockholm le 14 M 1827, et ratifié à Stockholm le 14 A et à Berlin le 4 Avril de la m année.*

(*Cum Gratia et Privilegio S:ae R:ae Maj:tis. S holm, tryckt i Kongl. Tryckeriet*, 1827. 4

Au nom de la très Sainte et Indivisible Trini

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, e Majesté le Roi de Prusse, également animés du d'étendre et de consolider, pour le bien récipr de Leurs Sujets, les relations commerciales, qui sistent entre Leurs Etats respectifs, et convai que ce but salutaire ne saurait être mieux re que par l'adoption d'un système de parfaite réc cité, basé sur des principes équitables, sont co nus, en conséquence, d'entrer en négociation po conclusion d'un Traité de Commerce, et ont no pour cet effet, des Plénipotentiaires, savoir: Sa jesté le Roi de Suède et de Norvège, le Sieur stave Comte de Wetterstedt, Son Ministre d'Et des Affaires Etrangères, Chevalier Commandeur Ses Ordres, Chevalier des Ordres de Russie de André, de S:t. Alexandre Newsky et de St. Anne la Première Classe, Chevalier de l'Ordre de l'A Rouge de Prusse de la Première Classe, Grand' Cr de l'Ordre de Leopold d'Autriche, Un des Dix H de l'Académie Suédoise, et le Sieur Paul Chreti Holst, Son Conseiller d'Etat du Royaume de Norvè Commandeur de Son Ordre de l'Etoile Polaire: et Majesté le Roi de Prusse le Sieur François Frédé

uis de Tarrach, Son Conseiller intime d'Ambas- 1827
e, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Pléni-
entiaire près Sa Majesté le Roi de Suède et de
rvège, Chevalier de Son Ordre de l'Aigle Rouge
la Seconde Classe, Commandeur de celui de l'Etoile
aire de Suède, lesquels, après avoir échangé leurs
pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et dûe
e, sont convenus des Articles suivans:

ART. I. Les bâtimens Suédois et Norvégiens, qui
ent sur leur lest ou chargés dans les ports du
ume de Prusse, de même que les bâtimens Prus-
, qui arrivent dans les ports des Royaumes de
e et de Norvège, sur leur lest ou chargés, seront
és, tant à leur entrée qu'à leur sortie, sur le
e pied que les bâtimens nationaux, par rapport
droits de port, de tonnage, de fanaux, de pilo-
, et de sauvetage, ainsi qu'à tout autre droit ou
rge, de quelle espèce ou dénomination que ce soit,
enant à la Couronne, aux Villes, ou à des établis-
ens particuliers quelconques.

ART. II. Toutes les marchandises et objets de
merce, soit productions du sol ou de l'industrie
Royaumes de Suède et de Norvège, soit de tout
pays, dont l'importation dans les ports du Ro-
e de Prusse est légalement permise dans des bâ-
ns Prussiens, pourront, également y être impor-
sur des bâtimens Suédois et Norvégiens, sans
assujetties à des droits plus forts ou autres, de
dénomination que ce soit, que si les mêmes
handises ou productions avaient été importées
des bâtimens Prussiens; et, réciproquement, tou-
marchandises et objets de commerce, soit pro-
ons du sol ou de l'industrie du Royaume de Prusse,
de tout autre Pays, dont l'importation dans les
des Royaumes de Suède et de Norvège est lé-
ent permise dans des bâtimens Suédois et Nor-
ens, pourront également y être importées sur des
imens Prussiens, sans être assujetties à des droits
forts ou autres, de quelle dénomination que ce
, que si les mêmes marchandises ou productions
ient été importées dans des bâtimens Suédois et
rvégiens.

Les stipulations de l'article précédent et de celui-
sont, dans toute leur plénitude, applicables aux

1827 navires Suédois et Norvégiens, qui entreront dans ports du Royaume de Prusse, ainsi qu'aux navi Prussiens, qui entreront dans les ports des Roy mes de Suède et de Norvège, alors même, que navires respectifs, sans venir directement des p des Royaumes de Suède et de Norvège, ou bien ceux de la Monarchie Prussienne, arriveraient droiture des ports d'une domination tierce ou étran

ART. III. Toutes les marchandises et obje commerce, soit productions du sol ou de l'ind des Royaumes de Suède et de Norvège, soit d autre pays, dont l'exportation des ports des dits R mes, dans leurs propres bâtimens, est légal permise, pourront, de même, être exportées de ports sur des bâtimens Prussiens, sans être as ties à des droits plus forts ou autres, de quelle nomination que ce soit, que si l'exportation avai faite en des bâtimens Suédois et Norvégiens. exacte réciprocité sera observée dans les ports Royaume de Prusse, de sorte, que toutes les m chandises et objets de commerce, soit production sol ou de l'industrie du Royaume de Prusse, so tout autre pays, dont l'exportation des ports d Royaume, dans Ses propres bâtimens, est légale permise, pourront, de même, être exportées de ports sur des bâtimens Suédois et Norvégiens, être assujetties à des droits plus forts ou autres, quelle dénomination que ce soit, que si l'exporta avait été faite en des bâtimens Prussiens.

ART. IV. Les stipulations générales des artic II. et III. inclusivement, seront, de même, a quées aux navires de la Colonie de S:t. Barthe de Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège Indes Occidentales, qui entreront dans les port la Monarchie Prussienne, et aux Navires Prus qui entreront dans les Ports de la dite Colonie.

ART. V. Il ne sera donné, ni directement, n directement, ni par l'un des deux Gouvernemens, par aucune Compagnie, Corporation ou Agent, a sant en son nom ou sous son autorité, aucune p férence quelconque pour l'achât d'aucune produc du sol ou de l'industrie, soit de l'un des deux Etats, de tout autre pays, importée dans le territoire de l'a

, à cause ou en considération de la nationalité du 1827
vire, qui aurait transporté cette production légale-
nt permise, l'intention bien positive des deux Hau-
Parties Contractantes étant, qu'aucune difference
distinction quelconque n'ait lieu á cet égard.

ART. VI. Les bâtimens Suédois et Norvégiens,
si que les bâtimens Prussiens, ne pourront profi-
des immunités et avantages, que leur accorde le
ent Traité, qu'autant qu'ils se trouveront munis
papiers et certificats, voulus par les règlemens
ans des deux côtés, pour constater leur port et
nationalité.

Les hautes parties Contractantes se réservent d'é-
ger des déclarations, pour faire une énumeration
e et précise des papiers et documens, dont l'un
l'autre Etat exigent, que leurs navires soient mu-
. Si, après cet échange, qui aura lieu, au plus
d, deux mois après la signature du présent Traité,
ne des Hautes Parties Contractantes se trouverait
le cas de changer ou modifier ses ordonnances
cet égard, il en sera fait à l'autre une communica-
officielle.

ART. VII. Les stipulations de l'article XI. du
ité conclu à Vienne le Sept Juin Mil Huit Cent
nze, entre les Deux Hautes Parties Contractan-
, sont maintenues dans toute leur intégrité.

ART. VIII. Le présent Traité sera en vigueur
ant huit années, à compter du Premier Avril de
résente année, et si, douze mois avant l'expira-
de ce terme, l'une ou l'autre des deux Hautes
ies Contractantes n'aura point annoncé à l'autre
intention d'en faire cesser l'effet, ce Traité restera
re obligatoire une année au de là, et ainsi de
, jusqu'á l'expiration des douze mois, qui suivront
nce officielle, faite par l'une des deux Hautes
ies Contractantes à l'autre, pour qu'il soit an-
.

ART. IX. Le présent Traité sera ratifié par les
utes Parties Contractantes, et les ratifications en
ront échangées à Stockholm, dans l'espace de qua-
semaines après la signature, ou plutôt si faire
peut.

1827 En foi de quoi, Nous Sous-signés, en vertu
nos pleinpouvoirs, avons signé le présent Traité
y avons apposé le cachet de nos armes. Fait à St
holm le Quatorze Mars, l'An de Grace Mil Huit
Vingt Sept.

G. *Comte de* WETTERSTEDT. F. DE TARR
P. C. HOLST.

36.

Convention entre l'Hanovre et la libre et anséatique de Hambo concernant la restitution des fr en cas d'extradition de criminel publiée à Hanovre le 14 *Mars* 1827.

(*Gesetzsammlung für das Königreich Hann* 1827. Abth. 1. Nr. 5. pag. 13.)

Ueber die Grundsätze der Kosten-Erstattung Fällen der Auslieferung verhafteter Verbrecher mit dem Senate der freien Hansestadt Hamburg Vereinbarung dahin getroffen:

dafs zwar in Fällen, wenn die Auslieferung e Verbrechers von einer Königlich-Hannover Behörde an eine Hamburgsche Behörde, oder u gekehrt, nach den bestehenden Grundsätzen einen oder des andern Staats geschehen kann u verfügt wird, und der an die requirirende Behör ausgelieferte Verbrecher hinreichend eigenes V mögen besitzt, der requirirten Behörde aus solche Vermögen nicht allein alle baaren Auslagen, so dern auch die sämmtlichen, nach der bei der le tern üblichen Taxe zu liquidirenden Gerichts-G

ihren, welche durch die Haft, die Unterhaltung 1827
nd den Transport des Verbrechers und durch die
:gen ihn geführte Untersuchung bis zu seiner Ab-
:ferung veranlafst sind, entrichtet werden sollen;

dafs aber in den Fällen, da der ausgelieferte Ver-
recher kein zu dem Ende hinreichendes Vermö-
en besitzt, die Gebühren für die Arbeiten der re-
uirirten Behörde durchgehends wegfallen sollen, und
afs die requirirende Behörde der requirirten dann
ediglich die Auslagen, welche durch die Haft, die
Unterhaltung und den Transport des Verbrechers
is zur erfolgten Ablieferung desselben veranlafst
orden, zu erstatten hat.

Es wird diese Vereinbarung hierdurch zur allge-
nen Wissenschaft gebracht und werden alle Justitz-
Polizei-Behörden angewiesen, die durch selbige
immten Grundsätze in vorkommenden Fällen zur
endung zu bringen.

Hannover, den 14ten März 1827.

Königl. Grofsbritannisch-Hannoversche zum Cabinets-Ministerio verordnete General-Gouverneur und Geheime-Räthe.

BREMER.

37.

klaration signée entre le royaume Saxe et de duché de Saxe-Albourg concernant les rapports féoux et de jurisdiction entre les deux états, du 29 Mars 1827.

esetzsammlung für das Königreich Sachsen. 1827. Nr. 7).

haben sich die Königlich Sächsische Landesre-
ng zu Dresden und die Herzoglich Sächsische

1827 Landesregierung zu Altenburg, nach hierzu erh
ner allerhöchster und höchster landesherrlicher A
risation, über nachstehende Punkte vereiniget:

Herzoglich Sächsischer Seits entsagt man n
nur der, in Folge des Patents vom 29sten Sept
ber 1809., reclamirten Lehnherrlichkeit über die
den Königlich Sächsischen Rittergütern Wolftitz, W
kenburg, Frankenhausen, Sahlis und Rüdigsdorf,
liehene Erbgerichtsbarkeit, Lehn-, Zins-, T
und andere Gerechtsame über mehrere im Alte
gischen Territorio befindliche Unterthanen und G
stücke, sondern auch, für andere Fälle, der
herrlichkeit über einzelne, zu einem Hauptg
Königlich Sächsischen Gebietes gehörige, aber i
tenburgischen ausübende Gerechtsame, an Geri
Zinsen, Lehen, Triften und wie sie sonst N
haben mögen, insoferne nur dergleichen Objecte
wirklich sub nexu feudali vasallitico befinden,
als für sich bestehende Berechtigungen nicht an
hen, oder mit einem im Altenburgischen gele
Grundbesitze nicht verbunden sind.

Dagegen entsagt man Königlich Sächsischer
für alle vorkommende Fälle, der Lehnherrlic
welche, zufolge Patents vom 9ten August 1809.,
einzelne zu einem Altenburgischen Hauptgut
hörige, jedoch im Königlich Sächsischen Terr
befindliche Gerechtsame, an Gerichten, Zinsen,
nen, Triften und wie sie sonst Namen haben m
in Anspruch genommen werden könnte, insofern
dergleichen Objecte sich wirklich sub nexu f
vasallitico befinden, auch als für sich bestehende
rechtigungen nicht anzusehen, oder mit einem
Königreiche Sachsen gelegenen Grundbesitze nicht
verbunden sind.

Es wird jedoch dieser gegenseitigen Entsag
was insonderheit die einer Behörde des Köni
Sächsischen, oder des Herzoglich Sächsischen Ge
zustehende Gerichtsbarkeit über Grundstücke und U
terthanen des unstreitigen andern Gebietes anbela
die ausdrückliche Bedingung beigefügt, dafs die G
richtsunterthanen dieser auswärtigen Behörden zw
da, wo es bis jetzt hergebracht gewesen, auch fern
noch gegenseitig in die betreffende Gerichtsstelle cit

en können und daselbst Recht zu nehmen, ver- 1827
en sind, die Gerichtsbarkeit selbst aber jeden-
nach den Gesetzen des Landes, in welchem sich
er fraglichen Gerichtsbarkeit unterworfenen Grund-
e oder Unterthanen befinden, ausgeübt werde;
llen auch die bei Ausübung einer solchen Ge-
abarkeit vorkommenden Appellationen nur an die
petente Behörde des Landes, in welchem sich
fraglichen Unterthanen und Grundstücke befin-
gerichtet werden können und bei dieser Behörde
Cognition kommen.

e bei einer zu einem Hauptgute des Königlich
ischen, oder des Altenburgischen Gebiets befind-
Gerichtsstelle, welcher Unterthanen oder Grund-
des andern Landes unterworfen sind, ange-
n Justitiarien sollen, in allen dazu geeigneten
n, an diejenige Landesherrschaft, deren Hoheit
Unterthanen oder Grundstücke unterworfen sind,
Erbhuldigung zu leisten haben, wiewohl nur der-
, dafs diese Erbhuldigung nicht Namens der
chte des betreffenden Hauptgutes selbst, sondern
ens derjenigen Gerichte geleistet werde, welche
die im andern Territorio befindlichen, der Ge-
barkeit des Hauptgutes mit unterworfenen Un-
nen und Grundstücke bestellt sind. In eben
n Namen sollen auch die an die obere Behörde
Landes, wo die Unterthanen und Grundstücke
lich sind, in vorkommenden Fällen zu erstat-
Berichte abgefafst werden.

versteht sich übrigens von selbst, dafs die in
Vereinigung beabsichtigte Purification der, in
egenseitigen Staaten ausgeübt werdenden, Juris-
usverhältnisse auf die beiderseits zustehenden
anial- und Steuer-Verhältnisse nicht zu bezie-
, sondern selbige allenthalben unverändert bleiben.

ber vorstehende Vereinigung ist gegenwärtige
ation, gegen eine gleichlautende Erklärung der
zoglich Sächsischen Landesregierung zu Alten-
, ausgestellt und, in Folge höchster Genehmi-
, vollzogen worden.

Dresden, den 29sten März 1827.

Königlich Sächsische Landesregierung.
Freiherr von WERTHERN.
HEINRICH LUDWIG HAUSMANN, S.

38.

1827 ***Bulles concernant l'érection de l'évêché de Fribourg en Brisg de l'évêché de Rottenbourg en W temberg et de Limbourg sur L en Nassau, données le 16 Août 1 et le 11 Avril 1827 et publiée Bâde le 16 Octbr. 1827, en Wu berg le 24 Octbr. et en Nassau Octbr. de la même année.***

(*Grofsherzoglich Badisches Staats- und K rungs-Blatt.* Nr. XXIII. den 16. October 1827. *gierungsblatt für das Königreich Würtem* Nr. 46. d. 30. October 1827. *Verordnungsbla Herzogthums Nassau* Nr. 16. d. 17. Nov. 18

PIUS Episcopus,
servus servorum Dei,
Ad perpetuam rei Memoriam.

Provida, solersque Romanorum Pontificum tudo in iis componendis, et ordinandis, quae tiorem Dominici Gregis custodiam, ac procura ex ipsa etiam temporum, ac locorum natura expedire dignoscantur, eos adigit ad novas Epi les sedes quandoque constituendas, et quandoq larum aliquas transferendas, ut Domino messis dicente, aptiora exinde in Fidelis Populi spiritual num praesidia queant comparari. Statim ac reddita fuit Germaniae tranquillitas, Nos, ad co nendas res Ecclesiasticas, in praeterita temporum lamitate perturbatas, continuo direximus curas No iisque in Bavariae Regno quatuor ab hinc annis portune ordinatis, Nostras pariter sollicitudines que mora convertimus ad illos omnes orthodoxae dei cultores, qui actu subsunt dominationi Seren

m Principum, statuumque Germaniae, nempe 1827
Würtembergiae, Magni Ducis Badensis, Ele-
Hassiae, Magni Ducis Hassiae, Ducis Nassovii,
ae Civitatis Francofurtensis, Magni Ducis Me-
olitani, Ducum Saxoniae, Ducis Oldenburgensis,
ipis Waldeccensis, ac Liberarum Civitatum Han-
carum, Lubecensis, et Bremensis, qui sese paratos
ndendo ad omnem operam dandam pro Episcopa-
ab Apostolica Sede vel erigendorum, vel instau-
rum convenienti dotatione, Legatos communi
e Romam, hujus rei causa, miserunt. Ast cum
nes Ecclesiasticae, de quibus actum fuit, con-
minime potuerint, spe tamen non decidendi
re ut pro eorumdem Principum, ac statuum sa-
valeant illae in posterum componi; ne interea
ti fideles in dictis regionibus commorantes, quos in
ma spiritualis regiminis necessitate agnoscismus con-
os, diutius propriis destituantur Pastoribus, ad non-
rum, in praecipuis ipsorum Principum et statuum
ibus, ac Territoriis sedium erectionem, ac Dioece-
circumscriptionem procedendum esse decrevimus,
errime Ecclesiis illis de suis Episcopis providere va-
us; reservata Nobis cura Catholicos aliorum Prin-
subditos, iis Dioecesibus, quas commodiores
bimus, in posterum adjungendi. Audito igitur
io nonnullorum venerabilium Fratrum Nostro-
Sanctae Romanae Ecclesiae Cardinalium ex certa
a, ac matura deliberatione Nostris, deque Apo-
potestatis plenitudine, supprimimus, annulla-
et extinguimus titulum, denominationem, na-
et essentiam, totumque praesentem statum va-
tam Episcopalis Ecclesiae Constantiensis, quam
iturae vere nullius Sancti Viti Elvacensis,
suis Capitulis, ad effectum libere procedendi
dicendas novas Ecclesiarum erectiones, ac
um circumscriptiones, atque ulterius immu-
statum praesentem Episcopalium Ecclesiarum
tinae ac Fuldensis, ita ut illa a quocumque
politico jure Archiepiscopi Mechliniensis omnino
cta, et non amplius dispositioni Nostrarum li-
m Apostolicarum incipien = Qui Christi Do-
= datarum tertio Kalendas Decembris anni mil-
octingentesimi primi, subjecta remaneat; atque
regulari statu per alias Apostolicas Literas fel.

1827 mem. Benedicti decimi quarti Praedecessoris No
quarum initium = In Apostolicae = constituto, ad
tum saecularem translata intelligatur, ac scientia,
liberatione et potestate similibus ad omnipotentis
gloriam, orthodoxae fidei exaltationem, et Catho
Religionis incrementum, Friburgum Brisgoviae
tatem principem, studiorum Academiae, aliisque
dationibus insignem, atque a novem mille, et
plius Civibus inhabitatam, in civitatem Archie
palem, ac celeberrimum Templum sub titulo
tionis Beatae Mariae Virginis in Ecclesiam
piscopalem et parochialem; pariterque Rotten
ad Nicarum, olim caput Ducatus Hohenberg
medio Regni Würtembergiae, in quo Tribun
vinciae existit, quodque Incolae quinque mille
genti inhabitant, in civitatem Episcopalem, in
peramplum Templum, sub invocatione Sancti
Episcopi et Confessoris in Ecclesiam Episco
nec non Limburgum ad Lahnam, fertili solo, i
dio Ducatus Nassovici situm, et bismille sept
tos continens habitatores in civitatem similiter
copalem, et in illa existens Templum sub invo
Sancti Georgii in Ecclesiam item Episcopalem
omnibus juribus, jurisdictionibus, praeeminenti
noribus, et privilegiis Archiepiscopali et Epi
bus respective sedibus legitime competentibus
petuo erigimus, et constituimus. Antedictae ve
tropolitanae Ecclesiae Friburgensi praefatas
Episcopales Ecclesias Moguntinam, Fuldensem
tenburgensem, ac Limburgensem Suffraganeas
mus. Porro quodlibet Capitulum tam Metrop
Friburgensis, quam Cathedralium Ecclesiaru
guntinae, ac Rottenburgensis ex unica Decanatu
tate, et sex Canonicatibus; Fuldense vero ex
tate Decanatus et quatuor Canonicatibus; ac L
gense ex Decanatus dignitate, ac quinque Ca
tibus respective constabunt; ac insuper ad Mi
rum numerum aliquantulum augendum, sex in
burgensi ac Rottenburgensi, quatuor in Mogunti
Fuldensi, ac duo in Limburgensi respective Ec
Praebendae seu Vicariae pro totidem Praebendati
Vicariis erunt constabiliendae. Unicuique aute
memoratis Capitulis, ut pro Chori servitio, pro
butionum, et aliorum quorumlibet emolument

ne, pro onerum supportatione, pro rerum, ac 1827
tam spiritualium quam temporalium prospero,
ie regimine ac directione quaecumque statuta,
la et Decreta, licita tamen et honesta, et Ca-
regulis minime adversantia, sub respectivi,
mpore existentis, Antistitis praesidentia inspec-
et adprobatione condere atque edere, nec non
, insignibus ac privilegiis, quibus alia Cathedra-
Ecclesiarum in illis partibus Capitula legitime
r et gaudent, frui et gaudere libere ac licite
et valeant, licentiam et facultatem concedimus
rtimur. Cuilibet profecto Antistiti supradicta-
Ecclesiarum expresse injungimus, ut, servatis
dis, deputet ex canonicis unum, qui munus
ntiarii stabiliter exerceat, ac alterum a quo
Scriptura, statis diebus, populo exponatur, vel
us commode Canonici ad haec munera deputari
t, curabunt Episcopi, ut muneribus hujusmodi
idoneis Presbyteris satisfiat, utque media ad
am laborum mercedem Presbyteris ipsis com-
m, opportune conquirantur. Cumque ad prae-
m Sacri Concilii Tridentini pro Cleri educa-
ac institutione Seminarium Puerorum Ecclesia-
, ab Episcopo libere regendum et administran-
xistere debeat in singulis ex praedictis tam Ar-
copali quam Episcopalibus Ecclesiis, ubi is alum-
alatur numerus, quem respective Dioecesis ne-
et utilitas postulat; cumque in quatuor ex illis
esse sciamus, in reliqua Ecclesia, quam pri-
poterit, congrue erigendum mandamus. Vo-
nunc ad quinque supradictarum Dioecesium
scriptionem procedere, ut, distinctis singula-
ibus, nulla quaestio inter respectivos Episco-
ca Ecclesiasticae jurisdictionis exercitium ex-
possit, praevia dismembratione infra nomi-
am Locorum a Dioecesibus et Ecclesiis, e qui-
tu dependent de simili Apostolicae potestatis
dine, sequentia decernimus, praescribimus, et
imus. Metropolitana Friburgensis Ecclesia
oecesano suo territorio habebit cunctam ditio-
lagni Ducatus Badensis, nempe Paraecias intra
hujusce Ducatus positas, quae partim ad Con-
nsem, partim etiam ad Argentinensem, Spiren-
Wormatiensem, Herbipolensem, Basiliensem

1827 ac Ratisbonensem Dioeceses vel pertinent, vel
pertinebant; alias quatuordecim Paraecias cum su
liali positas in Principatu Hohenzollern Hechi
ad proefatam Dioecesim Constantiensem pertine
nec non viginti quatuor Paraecias in Principatu
henzollern Sigmaringen existentes eidem Con
tiensi Dioecesi spectantes, atque insuper octod
Paraecias Decanatus Vöhringen, ac Paraecias sep
decim Decanatus Haigerloch in dicto sitas Princ
et ad praedictam Dioecesim pertinentes. Epis
Ecclesia Moguntina pro, suo Territorio Dio
habebit universam ditionem Magni Ducatus H
nempe Paraecias omnes Dioecesi Moguntinae
post separationem Locorum sub Ditione B
existentium, aliaque Loca et Paraecias ex Ra
nensi, ac Wormatiensi Dioecesibus, nec non u
Paraeciam Loci Herbstein ex Dioecesi Fulden
Magnum Ducatum praedictum in temporalibus
nentes, ac denique Paraecias in Locis Darm
Giessa et Offenbach ejusdem Magni Ducatus
siaci, ita tamen ut a primo futuro Episcopo, in
quae maxima in parte ab Acatholicis inhabit
novae Parochiales Ecclesiae pro Catholicis, fu
tur, si ipsi in magno sint numero, si vero i
guo Paraeciis Catholicis vicinioribus adscribantu
clesia Episcopalis Fuldensis pro Dioecesano suo
ritorio habebit totum Electoratum Hassiae, vi
quadraginta Paraecias actu in ipsa Dioecesi co
hensas, Paraecias viginti ex antiqua Metropo
Dioecesi olim Moguntina, postea Ratisbonensi,
unam in Loco Wolkmarsen ex Dioecesi Pade
nensi, demptis illis Paraeciarum fractionibus, q
Bavarico Regno existentes proximioribus aliis Pa
Dioecesium Regni Bavariae aut jam applicatae fu
aut brevi ex Apostolica delegatione applicabu
Paraeciarum autem exterarum fractiones in ditione
siaca existentes, proximiori alicui Dioecesis Fu
sis Paraeciae vel Paraeciis erunt applicandae. E
interea Fuldensi Dioecesi unitas relinquimus no
Paraecias in Magno Ducatu Saxonico Vimariensi s
de quibus aliter, si opus fuerit, disponendi Nobi
Romanis Pontificibus Successoribus Nostris fac
tem libere reservamus. Rottenburgensis Episco
Ecclesia pro suo Territorio Dioecesano habebit

Regnum Würtembergense cum Paraeciis om- 1827
a, quae jam ab anno millesimo octingentesimo
o sexto ab Augustana, Spirensi, Wormatiensi
erbipolensi Dioecesibus fuerunt separatae, nec
Paraeciis ad suppressam Praeposituram Sancti
Elvacensis nullius Dioecesis antea pertinentibus.
opalis demum Ecclesia Limburgensis pro Dioe-
suo Territorio habebit totum Ducatum Nas-
, in quo comprehenduntur quinquaginta octo
ad antiquam Ratisbonensem, et Paraeciae
ginta duo ad antiquam Trevirensem olim
es Metropolitanas spectantes, nec non viginti
Paraeciae in Provincia Dillenburg et Weil-
existentes, ac insuper Territorium liberae Civi-
Francofurtensis, in quo cum tribus Filialibus
existit Parochialis Ecclesia sub Invocatione Sti.
lomei Apostoli, ad quam Catholici omnes dictae
is ac Territorii pertinent, quaeque a supra-
Ratisbonensi Dioecesi pendebat. Supradictas
Civitates et Ecclesias in Archiepiscopalem, et
ales erectas cum praedictis Locis et Paraeciis
supranumeratis Ecclesiis pro respectivo Dioe-
Territorio attributis illorum Incolas utriusque
tam Clericos quam Laicos pro Clero, et Po-
perpetuo assignamus, et cujuslibet Antistitis ju-
ioni spirituali omnimode subjicimus, ita ut Per-
juxta canonicas Sanctiones dignis et idoneis ad
Archiepiscopalem et Episcopales Ecclesias re-
tam pro hac prima vice, quam futuris tem-
Apostolica auctoritate, praevio Inquisitionis
u, a Romano Pontifice, ad formam instructio-
e memoriae Urbani Papae octavi Praedecessoris
jussu editae in singulis casibus committendo
endis liceat, quemadmodum nos praecipimus
damus per se ipsos, vel per alios eorum no-
postquam tamen praesentes Literae debite atque
fuerint executae, et Praesules ipsi Apostolicae
onis Literas consecuti fuerint, veram, realem,
rporalem possessionem regiminis, administratio-
et omnimodi juris Dioecesani in praedictis Ec-
is Civitatibus ac Dioecesibus et bonis aliisque red-
s pro dotatione assignatis, vel assignandis libere
hendere, apprehensamque perpetuo retinere.
rnimus interea, ut omnia et singula Loca su-

1827. pramemorata ab iisdem sive vicariis, sive adminis
toribus legitime deputatis temporarie pergant gu
nari, quibus actu subduntur. Ut autem omnia
singula superius a Nobis disposita celerem felicem
sortiantur effectum, venerabili Fratri Joanni Bapt
de Keller Episcopo Evariensi, quem nominamus,
gimus, ac deputamus praesentium Literarum no
rum Exequutorem committimus, et mandamus
ad supradictorum Ecclesiarum, Capitulorum, e
minariorum in bonis, fundisque stabilibus, a
redditibus cum jure Hypotecae specialis, et i
dos postmodum ac bona stabilia convertendis,
in proprietate possidendis, et administrandis r
vam dotationem procedat, modo, et forma q
Serenissimis Principibus, quorum sub ditione si
Dioeceses sunt positae oblata et expressa fuerun
infra enumeranda Instrumenta legitima forma ex
et ad Nos transmissa, quae servantur in actis
Congregationis rebus Consistorialibus praeposita
quorum authentica exempla a praedicto Exequ
singulis Ecclesiis tradentur in eorum respective
chivis asserwanda; videlicet Archiepiscopali Ec
Friburgensi in Brisgovia assignabit Dominatum
censem, vulgo Linz, aliosque redditus, quae
redditusque in totum septuaginta quinque m
tercentum sexaginta quator florenorum Rhene
annuam Summam producunt, prout clare ac di
describitur in Instrumento ex Speciali mandato
ducis Badensis die vigesima tertia Decembris,
millesimi octingentesimi vigesimi confecto. F
vero dictus Joannes Baptista Episcopus ita dist
ut ex iis obveniant quotannis Archiepiscopali
Floreni tresdecim mille quatuor centum, quibu
dendo eas praestationes infra enarrandas, a
Cathedralibus Ecclesiis annuatim persolvendas ej
Friburgensis mensae Archiepiscopalis annui red
erunt Florenorum quatuordecim millium septing
rum et decem. Decano Capituli floreni quatuor m
Primo ex Canonicis floreni Bismille tercentum; e
bet ex aliis quinque Canonicis Floreni mille octing
unicuique demum ex sex Praebendatis Floreni
genti; Seminario insuper Dioecesano Floreni vig
quinque mille; Fabricae Cathedralis Ecclesiae flo
quinque mille ducenti sexaginta quatuor; Cancell

ntam civitatis, et pro habitatione tam Decani
ex canonicorum, et sex Prebendatorum alias
n praedicto Instrumento descriptas. Episco-
lesiae Moguntinae, firmis redditibus, et pro-
quibus actu gaudet, annuam tribuet Sum-
ginti mille Florenorum Rhenensium percipien-
proventibus ac redditibus Praefecturae Mo-
ad exigenda vectigalia, redditusque Domi-
nstitutae, solvendam quotannis praedictae Ec-
a lege, ut memorata Summa gaudeat jure Hy-
in bonis fundis et redditibus Dominicis ejus-
aefecturae Moguntinae, utque hujusmodi dis-
firma, stabilis, et inconcussa maneat, donec
iscopali Ecclesiae Moguntinae Praedia, et fundi,
fructus viginti millium Florenorum Summam
n producant, pleno jure ab ea possidenda as-
ir, prout expresse cavetur in Instrumento ex
mandato magni ducis Hassiae, et ad Rhenum
sima sexta Augusti, anni millesimi octingente-
gesimi exarato. Hac autem Summa viginti
Florenorum annuorum adjuncta redditibus,
em modo extantem Moguntinae Ecclesiae con-
, tamquam Supplementum dotationis, tota
s redditiuum, quae inde exurget, ita a praefato
tore distribuenda erit, ut Episcopo Florenо-
to millium, Vicario ejus Generali Florenorum
quingentorum, cuilibet ex sex canonicis Flo-

1827 dis Primo quomodocumque vacaturae, aliis non co
ferantur, ad hoc ut idem Capitulum ex Decano,
sex Canonicis in posterum constet. Interea tamen d
cem viventes Canonici eosdem annuos redditus p
cipient, quos ante avulsam ac Spirensi Ecclesiae
tributam portionem antiquae Moguntinae Dioec
percipiebant, quique post novam circumscription
Dioecesium, Territorii olim Galliarum per alias
stras Literas sub plumbo datas Tertio Calendas
cembris anni millesimi octingentesimi primi statu
illis attributi fuerunt. Quoad Praebendatos autem
Moguntina Ecclesia Cathedrali actu non existe
quoniam eorum vice funguntur Presbyteri hab
redditus partim Praebendae ex officio Fabricae m
tae presentiarum nomine nuncupatae partim Pen
num, quae a Gubernio solvuntur in praesens,
hujusmodi Presbyteri idem servitium cum dictis
ditibus Cathedrali Ecclesiae praestare pergent, d
iis decedentibus, quatuor supra memoratae Praeb
dae, ex nunc pro tunc erigendae constitui pos
cum supra enuntiata dotatione annuorum Floreno
nongentorum pro Primo, et Florenorum octinge
rum pro quolibet ex aliis tribus Praebendatis.
Episcopi autem habitatione domus illa cum adjac
horto inserviet, qua hucusque gavisus fuit, ide
peragendum erit tam pro praesentibus, quam pro
turis Canonicis, pro quorum habitatione jam assig
tae reperiuntur decem domus, quarum quatuor H
tos etiam habent adjacentes, ad Fabricam Cathe
lis Ecclesiae manutenendam, et ad sustinendos sum
ad divinum cultum necessarios conservabuntur Fu
praedia, aliique redditus a predicta Ecclesia ab
quo possessa, quae ad annuam termille tercento
triginta quinque Florenorum Summam pertingu
Idem disponimus circa Seminarium Dioecesan
quod, praevia suppressione Coenobii olim a religio
viris Ordinis Fratrum Eremitarum Sti. Augustini
habitati, in ipso Coenobio cum adnexis Ecclesia atq
Horto stabiliter erigendum constituimus, ipsique
signandos decernimus annuos redditus partim ex a
tiquis ejus Fundis, anno millesimo octingentesim
sexto restitutis partim ex posterioribus Donationib
et Legatis provenientes, ac Termillium Septingent
rum Florenorum Summam constituentes, firma etia

issima et uberrima donatione ipsius favore factas, 1827
)p aliis in posterum forsan faciendis, quarum
is eidem Seminario perpetuo erunt addicendi.
demum disponimus de Domo Emeritorum
ischwabenheimii existente, ac destinata fovendis,
tentandis Clericis aut senio fessis aut morbo
, quam praevia suppressione Coenobii olim a
icis Regularibus Ordinis Sti. Augustini inhabi-
in hujusce Coenobii Fabrica constitui mandamus,
ius dotatio annuam profert Summam Floreno-
Mille octingentorum viginti duorum, ultra ea
Subsidii Charitativi nomine veniunt collecta in
antiquae Dioecesis Moguntinae, postea Ratisbo-
, quaeque solvi hucusque solita, non exigua ca-
incrementa. Fuldensis Ecclesia Episcopalis ha-
Agros, Prata, et Silvas, aliosque redditus an-
Summam Florenorum Rhenensium Viginti sex
m tercentum et Septuaginta constituentes, prout
describitur in Instrumento ab antedicto Electore
e sub die quarta decima Martii anni millesimi
ntesimi vigesimi primi confecto. Hanc autem
em praefatus Exequutor ita distribuet, ut Epis-
ex Mille Floreni, Decano Capituli Bismille sex-
Floreni, unicuique ex quatuor Canonicis Mille
enti Floreni, cuilibet ex quatuor Praebendatis
enti Floreni annuatim obveniant, Fabricae Ca-
alis Ecclesiae duo Florenorum millia, Seminario
esano septem Millia Florenorum, et Archiepis-
Friburgensi, tamquam Metropolitano, Centum
ginta Floreni annuatim persolvantur. Insuper
habitatione Episcopi, proque Curia Episcopali,
mus domum Cathedrali Ecclesiae proximam ad
m St. Michaelis cum duobus adjacentibus Hor-
pertinentiis suis, pro habitatione Decani, qua-
Canonicorum, et quatuor Praebendatorum alias
in memorato Instrumento descriptas, ac de-
pro Seminario Aedificium proximum Cathedrali
ae, jam ad hunc usum destinatum, cum Horto
nte. Rottenburgensis Ecclesia Episcopalis gau-
redditibus singulatim descriptis in Instrumento,
eciali Mandato antedicti Regis Wirtembergensis
ecima Novembris anni millesimi octingentesimi
mi confecto, qui quidem ita a praedicto Exe-
re dividendi erunt, ut Episcopali Mensae decem

1827 mille Floreni, Decano Capituli bismille quatuor C
tum Floreni, unicuique e sex Canonicis Floreni m
octingenti, Primo e sex Praebendatis Floreni nonge
cuilibet ex aliis quinque Praebendatis Floreni oc
genti, Fabricae Cathedralis Ecclesiae et manutenti
aliorum Aedificiorum Floreni mille quatuor cent
Seminario Dioecesano Floreni octomille nonaginta
Cancellariae Episcopali Floreni sex mille nongent
sexdecim, Cathedrali Ecclesiae pro divini cultus
pensis Floreni bis mille centum, et quinquaginta
aedituo aliisque Ecclesiae inservientibus Floreni
genti, et Archiepiscopo Friburgensi, tamquam
politano, octingenti sexaginta quatuor Floreni
tim obvèniant. Quod si Decanus ad munus
Vicarii Generalis ab Episcopo eligatur, alii Fl
mille et centum ipsi erunt persolvendi; si vero
plex Canonicus Capitularis ad predictum Vicarii
neralis munus ab Episcopo designabitur, eidem
renorum mille septingentorum augmentum attri
tur. Praeterea pro habitatione Episcopi, proque
ria Episcopali, Domum in Civitate Rottenburgi
sus Vallem Nicari sitam, Praefecturae Regiae
destinatam, cum adjacente Horto, ac pertinentiis
pro habitatione Decani Capituli, sex Canonicor
sex Praebendatorum alias Domos in praedicto In
mento pariter descriptas, nec non pro Seminario
copali praevia Suppressione Conventus olim inhab
Fratribus Ordinis Beatae Mariae Virginis de Monte
melo, domum ipsius quondam Coenobii ad Nic
sitam in Seminarii Clericorum usum respective
dici mandamus. Episcopalis Ecclesia Limburg
gaudebit bonis, fundis, censibus, decimis, aliisqu
ditibus annuam Summam constituentibus Viginti
millium sexcentum sex Florenorum, prout ap
ex Instrumento de Speciali mandato Ducis Nass
die tertia Januarii currentis, anni millesimi octin
tesimi vigesimi primi confecto, quos quidem red
Exequutor praedictus ita distribuet, ut in sing
annos obveniant Episcopo Floreni sex mille, Dec
Capituli Bismille quatuor centum Floreni, Primo
nonico, qui simul Parochus Limburgensis erit, F
reni Mille octingenti, secundo Canonico Floreni
riter mille octingenti, Tertio Canonico, qui simul
Parochus Ecclesiae Dietkirchensis, Floreni item

ingenti, quarto Canonico, qui simul Parochus erit 1827
Altavilla, Floreni Bismille tercentum, et quinto
onico simul Parocho in Libera Civitate Francofur-
si ejusque Territorio, ea ipsa Summa, quam uti
rochus actu jam percipit Super dictarum retentione
raeciarum cum memoratis quatuor Canonicis Apo-
lica delegata auctoritate dispensando, cum hoc ta-
n quod curae animarum Paraeciarum hujusmodi
idoneos Vicarios ab Ordinario, servatis servan-
ad formam Canonicarum sanctionum approbandos
stituendos opportune provideatur; Primo Sacel-
, qui Canonicum Parochum Limburgensem in
rum cura adjuvabit, Floreni octingenti, secundo
lano, cui Missas in Sacello Ptochii Limburgensis
facere incumbet Floreni octingenti, Archiepiscopo
burgensi, uti Metropolitano, pro rata augmenti
dotationis biscentum Septuaginta Floreni, Semi-
io intra Provinciam constituto, vel constituendo,
Clericorum Limburgensis Dioecesis educatione, et
ructione Floreni mille quingenti, Cancellariae de-
Episcopali, ac pro caeteris Sumptibus adminis-
ionis tam Ecclesiasticae, quam bonorum Floreni
mille centum triginta. Pro Episcopi praeterea ha-
tione praevia suppressione Monasterii seu Coeno-
olim a Fratribus Ordinis Sti Francisci inhabitati,
em ipsius Monasterii, quam hucusque obtinuit
fectus Ducalis cum finitimo Horto muris septo,
Decano vero, quinque Canonicis, et duobus Sa-
uis, alias Domos in praedicto Instrumento de-
tas, respective assignandas decernimus. Ante-
insuper Joanni Baptistae Episcopo injungimus,
imarum curae in Metropolitana et Cathedralibus
ciis opportune consulat, statuatque a quibus
byteris, praevio concursu, ad normam Canoni-
n Sanctionum, a respectivo Ordinario approban-
instituendis, et qua cum congrua dotatione in
ciis ipsis debeat exerceri; utque designet in quod
minarium Provinciae Ecclesiasticae Friburgensis Cle-
Dioecesis Limburgensis recipi valeant, cum assig-
tione annua supradictorum Mille quingentum Flo-
orum usque dum proprium Limburgense Semina-
m erigatur; atque ut ulterius Summam determinet
espectivis Principibus Territorialibus subministran-
n, qua divini cultus impensis in suppressis tam

1827 Episcopali Constantiensi, quam Praeposituralí El censi Ecclesiis opportune, ac stabiliter provideat ac demum curet, quod suppressorum Capitulor actu existentibus Canonicis annua praestatio ad eor vitam integre ac fideliter persolvatur. Ad consul dum praeterea respectivorum Dioecesanorum bon commoditati praescribimus, ut omnia et singula cumenta respicentia Paraecias, et loca ab anti Dioecesibus dismembrata, novisque applicata, a teribus Cancellariis extrahantur, atque opportuna ma tradantur novis Archiepiscopali et Episcop respective Cancellariis, in quibus perpetuo eru servanda. Habita vero ratione redituum, Supra moratis Archiepiscopali et Episcopalibus Ecclesiis spective assignatorum in libris Camerae Apostol prout sequitur nempe Ecclesiam Friburgensem Florenis sexcentum sexaginta octo cum uno tertio, clesiam Moguntinam in Florenis Tercentum quadrag octo cum uno sexto, Ecclesiam Fuldensem in Flor Tercentum triginta duobus Ecclesiam Rottenbur sem in Florenis quatuor centum nonaginta, et Ec siam Limburgensem in Florenis tercentum tri duobus taxari mandamus. Atque ut cuncta a N ut supra, disposita, rite ad exitum producantur, pradicto Joanni Baptistae Episcopo Evariensi, ha Literarum Exequutori deputato, omnes et singula hujusmodi effectum necessarias et oportunas conce mus facultates, ut, praeviis respectivis dotationi per Instrumenta in valida diversorum statuum fo exaranda, ad uniuscujusque Ecclesiae cum suo C tulo sive erectionem, sive novam ordinationem respectivi Territorii Dioecesani circumscriptio procedere, cunctaque alia, ut supra ordinata pera ac statuere, delegata sibi apostolica auctoritate lib ac licite possit, et valeat; atque ulterius ipsi Jóa Baptistae Episcopo facultatem pariter tribuimus, ad plenam rerum omnium, in Locis praesertim ejus residentia remotis Executionem, unam, seu pl res personam, vel personas in Dignitate Ecclesiasti constitutam vel constitutas subdelegare, et tam ip Joannes Baptista, quam persona, vel personae ab sic subdeleganda, vel subdelegandae super quacumq oppositione, in actu Executionis hujusmodi quomod libet forsan oritura, servatis tamen de jure servandi

n definitive, et quacumque appellatione remota 1827
nunciare libere item ac licite possint et valeant, ac
ibet eorum respective possit, et valeat. Eidem
ro Joanni Baptistae Episcopo expresse injungimus,
mandamus, ut exempla singulorum actorum tam
r se, quam per subdelegatos suos in harum Lite-
um executionem conficiendorum intra quadrimes-
ab expleta ipsarum executione ad Apostolicam
m, in authentica forma transmittat, in archivio
dictae Congregationis Consistorialis de more as-
nda. Praesentes autem Literas, et in eis con-
ac Statuta quaecumque etiam ex eo quod qui-
in praemissis vel in eorum aliquo jus, aut in-
habentes, vel quomodolibet etiam in futurum
re praetendentes cujusvis Status, ordinis, condi-
, et praeeminentiae, ac speciali quoque, spe-
, expressa, et individua mentione digni sint, illis
consenserint, seu quod aliqui ex ipsis ad prae-
minime vocati, vel etiam non satis, aut nulli-
auditi fuerint, sive ex alia qualibet juridica,
egiata, ac privilegiatissima causa, colore, prae-
, et capite etiam in corpore juris clauso, nullo
m tempore de subreptionis, vel obreptionis, aut
tatis vitio, seu intentionis Nostrae, aut interesse
ntium consensus, aliove quolibet defectu quan-
vis magno, et substantiali, sive etiam ex eo quod
mnitates, et quaecumque alia forsan servanda, et
plenda in praemissis minime servata et adimpleta,
causae, propter quas praesentes emanaverint, non
ienter adductae, verificatae, et justificatae fue-
notari, impugnari, aut alias infringi, suspendi,
ingi, limitari, vel in controversiam vocari, sive
rsus eas restitutionis in integrum aperitionis oris,
liud quodcumque juris, facti vel justitiae reme-
impetrari, aut sub quibusvis contrariis Consti-
ibus, revocationibus, limitationibus, modificatio-
, Decretis, ac Declarationibus generalibus, vel
ialibus quomodolibet factis minime posse compre-
di, sed semper ab illis exceptas esse et fore, ad
quam ex Pontificae providentiae officio, certa scien-
et potestatis plenitudine Nostris factas, et emana-
perpetuo validas, et efficaces existere, et fore suos-
plenarios et integros effectus sortiri, et obtinere,
ab omnibus, ad quos spectat, et quomodolibet

1827 spectabit in futurum perpetuo, et inviolabiliter ob
vari; ad supradictarum Ecclesiarum Episcopis, et
pitulis, aliisque, quorum favorem praesentes Nos
Literae concernunt, perpetuis futuris temporibus
nissime suffragari debere, eosdemque super praem
sis omnibus et singulis, vel illorum causa ab alio
bus quavis auctoritate fungentibus quomodolibet
lestari, pertubari, inquietari, vel impediri, nec
probationem, seu verificationem quorumcumque
iisdem praesentibus narratorum unquam teneri,
que ad id in judicio, vel extra cogi seu compelli p
et si secus super his a quoquam quavis auct
scienter, vel ignoranter contigerit attentari, irri
prorsus inane esse, ac fore volumus atque dec
mus. Non obstantibus de jure quaesito non toll
de suppressionibus committendis ad partes v
quorum interest, aliisque Nostris, et Cancellariae A
stolicae regulis, nec non Ecclesiarum etiam confi
tione Apostolica, vel quavis firmitate alia robo
Statutis, privilegiis, et indultis quamvis specifica
individua mentione dignis, omnibusque et sin
Apostolicis, ac in Sinodalibus Provincialibus, et
versalibus conciliis editis specialibus, vel genera
Constitutionibus, et Ordinationibus, quibus om
et singulis, illorum tenores praesentibus pro in
habentes, ad premissorum effectum latissime, ac
nissime, specialiter et expresse scientia, et pote
plenitudine paribus derogamus, caeterisque cont
quibuscumque. Volumus insuper, ut praesentium
terarum Transumptis, etiam impressis, manu
alicujus Notarii Publici subscriptis, et Sigillo Per
in Ecclesiastica dignitate munitis, eadem prorsus
ubique adhibeatur, quae ipsis praesentibus ad
retur, si forent exhibitae vel ostensae. Nulli
omnino hominum liceat hanc paginam No
suppressionis, extinctionis, annullationis, reord
tionis, erectionis, dismembrationis, unionis, ag
gationis, applicationis, concessionis, indulti, circu
scriptionis, assignationis, attributionis, statuti, co
missionis, deputationis, mandati, decreti, derogat
nis, et voluntatis infringere, vel ei ausu temera
contraire: si quis autem hoc attentare praesumpse
indignationem Omnipotentis Dei, ac Beatorum P
et Pauli Apostolorum ejus se noverit incursuru
Datum Romae apud Sanctam Mariam Majorem an

ıationis Dominicae Millesimo octingentesimo Vi- 1827
o primo, Decimo Septimo Calendas Septembris,
icatus Nostri anno Vigesimo Secundo. Loco †
ıi.

Leo Episcopus,

ıervus servorum Dei.

Ad perpetuam rei Memoriam.

Dominici Gregis custodiam Pastores praeficere,
sacrorum procuratione et ministerio Verbi in
is illum regant justitiae, ac salutis maxima sem-
ıduaque contentione, Romani Pontifices admisi
probe gnari, id sibi ex muneris sui Officio a
ıum Principe inprimis commendari. Hoc pro-
onsilio pro summo, quo in Ecclesiae bonum fla-
studio, felicis Recordationis, Praedecessor Nos-
s septimus maxime sibi religioni duxit, inten-
os Orthodoxe fidei cultores sollicitudines con-
e, qui Serenissimorum Principum, Statuumque
niae, Regis nempe Würtembergiae, Magni Du-
lensis, Electoris Hassiae, Magni Ducis Hassiae,
Nassoviensis, Liberae Civitatis Francofurtensis,
Ducis Megalopolitani, Ducum Saxoniae, Ducis
burgensis, Principis Waldecensis, ac Liberarum
ıum Hanseaticarum Lubecensis et Bremensis,
ationi subsunt; ac proinde diligentissime iis
us perpensis, quae magis ex re esse visa sunt,
s sacrorum, iisdem adsignandos, curavit. Datis
ad diem septimam Calendas Septembris Anno
no Octingentesimo Vigesimo Apostolicis Lite-
arum initium = Provida Solersque = Archi-
alis Friburgensis sedes, ejusque suffraganeae
, Rottemburgensis nimirum, Moguntina, Lim-
sis, ac Fuldensis constitutae sunt, cunctis op-
ne in id operis sancitis, quae ad Antistitum Cen-
ad Canonicorum Collegia, ad Seminaria, ad Pa-
, ad Cathedrales aedes erant praefinienda. Quin
Deo bene juvante, qui Pater est luminum et Auc-
otius consolationis, in eo jam sumus, ut iis se-
suos quam primum Pastores praeficiamus. Ve-

1827 rum nonnulla adhuc concilianda desiderabantur, bus in futura tempora de Antistitum praesertim tione opportuna pro locorum ratione esset co tum, ut integra in id causae perstent Apost sedis jura, et omnia quae idcirco erunt ibidem agenda communis opinionis testimonio commend Nostras in id curas impense appulimus, id un gravissimo hoc et difficili Negotio revolventes A ut ea omnia adimerentur, quibus adhuc praep tur maxima Animarum lucra per memoratae dispositiones procurata, et optatum exitum nanciscantur, quae in Religionis commodum constituta. Omni itaque Negotii ratione in deducta, iisque susceptis consiliis, quae ex rei ejusque adjunctis universis occurerunt, auditi nullis ex Venerabilibus Fratribus Nostris Sanct manae Ecclesiae Cardinalibus, atque ex certa et matura deliberatione Nostris deque Apostolic testatis plenitudine haec, quae sequuntur, decer ac mandamus. Primo: Quotiescumque sedes episcopalis, vel Episcopalis vacaverit, illius Ca lis Ecclesiae Capitulum intra mensem a die va computandum Summos respectivi Territorii Pr certiores fieri curabit de nominibus Candidator Clerum Dioecesanum spectantium, quos dig idoneos juxta Sacrorum Canonum praescripta verit ad Archiepiscopalem vel Episcopalem Ecc sancte sapienterque regendam; si forte vero ex Candidatis ipsis summo Territorii Principi gratus extiterit, Capitulum e catalogo eum dele liquo tamen manente sufficienti Candidatorum mero, ex quo Novus Antistes eligi valeat; Tu Capitulum ad canonicam electionem in Archi pum, vel Episcopum unius ex Candidatis, pererunt, juxta consuetas canonicas formas pr ac documentum electionis in forma authentica mensem ad Summum Pontificem perferri c Secundo: Confectio Processus informativi super litatibus Promovendorum ad Archiepiscopalem Episcopales Ecclesias a Romano Pontifice ad for instructionis piae memoriae Urbani P. P. octavi editae uni Episcoporum Provinciae vel Ecclesia respective Dioecesis viro in Dignitate constituto mittetur, quo accepto si Summus Pontifex com

Promovendum iis dotibus instructum, quas sacri 1827
nes in Episcopo requirunt, eum, quantocitius
poterit, juxta statutas canonicas formas per Apo-
as Literas confirmabit. Tertio: Si vero aut
io minime fuerit canonice peracta, aut promo-
lus praedictis dotibus instructus non reperiatur,
speciali gratia Summus Pontifex indulgebit, ut
itulum ad novam electionem, ut supra, canonica
odo valeat procedere. Quarto: Capitula, tam
opolitanum, quam Cathedralia pro prima vice
ui sequitur, modo efformabuntur. Postquam
piscopus, vel Episcopus respective Sanctae Se-
toritate fuerint instituti, eis a Summo Ponti-
ommittetur, ut ejusdem Summi Pontificis no-
ad nominationem Decani, Canonicorum, et Vi-
um Capituli procedant, iisque dent canonicam
tionem. Deinceps vero quotiescumque Decana-
aut Canonicatus, vel Vicariatus vacaverint, Ar-
copus, vel Episcopus cum respectivo Capitulo
is vicibus intra sex hebdomadas a die vacationis
ent Summo Territorii Principi quatuor Can-
in sacris ordinibus constitutos iisque praeditos
tibus, quas sacri Canones in Capitularibus re-
at. Quod si forte aliquis ex ipsis Candidatis
o Territorii Principi minus sit gratus, id quam-
m Archiepiscopo vel Episcopo vel respectivo
lo idem Summus Princeps indicari curabit, ut
nco Candidatorum deleatur; Tunc vero Archi-
pus aut Episcopus ad collationem Decanatus,
icatus, aut Praebendae, vel Vicariae, seu re-
e Capitulum intra quatuor hebdomadas proce-
d nominationem unius ex reliquis Candidatis, cui
piscopus, aut Episcopus canonicam dabit insti-
m. Quinto: In Seminario Archiepiscopali vel
pali is Clericorum numerus ali, atque ad for-
Decretorum sacri Concilii Tridentini institui,
ari debebit, qui Dioecesis amplitudini et ne-
li respondeat, quique ab Episcopo congrue erit
iendus. Sexto: Liberum erit, cum Sancta Sede
egotiis Ecclesiasticis comunicare, atque Archi-
pus in sua Dioecesi et Provincia Ecclesiastica
et Episcopi in propria quisque Dioecesi pleno
Episcopalem jurisdictionem exercebunt, quae
Canones nunc vigentes et praesentem Ecclesiae

1827. disciplinam eisdem competit. Haec porro, qu
nore praesentium Apostolicae sanctionis robore
munimus, districte mandamus, ut Antistites ac
tula memoratarum sedium in iis, quae ad ipsos
tant, accurate ac diligenter exequantur, et se
Id vero et ab Serenissimis Principibus certa ju
que spe praestolamur, ut animo, quo sunt ma
excelso atque ad populorum felicitatem oper
intento animadvertentes, quonam Nostra toto
negotio sese protulerit indulgentia benevole
dies magis prebeant erga Catholicos subdito
certe et fide, et obsequio, et obediendi st
quamqui maxime devinctissimos tempore quoli
ciscentur — Decernentes easdem praesentes
nullo unquam tempore de subreptionis et opre
aut nullitatis vitio notari, aut impugnari pos
semper firmas, validas, et efficaces existere,
non obstantibus Apostolicis generalibus, vel
bus constitutionibus, et ordinationibus, ac No
Cancellariae Apostolicae regulis praesertim
quaesito non tollendo ceterisque etiam speciali
tione dignis contrariis quibuscumque. Quibu
bus et singulis illorum tenores pro expressi
verbum insertis habentes illis alias in suo robo
mansuris ad praemissorum effectum duntaxat
liter et expresse derogamus. Volumus insup
praesentium Literarum transumptis, etiam im
manu tamen alicujus Notarii Publici subscriptis
gillo Personae in Ecclesiastica dignitate con
munitis eadem prorsus fides ubique adhibeatur
ipsis praesentibus adhiberetur, si forent exhibi
ostensae. Nulli ergo omnino hominum liceat
paginam Nostrae concessionis, adprobationis,
tionis, statuti, mandati, et voluntatis infringer
ausu temerario contraire; si quis autem hoc att
praesumpserit, indignationem Omnipotentis De
Beatorum, Petri et Pauli, Apostolorum ejus,
verit incursurum. Datum Romae apud sanctu
trum, Anno Incarnationis Dominicae Millesimo
fingentesimo Vigesimo septimo, Tertio Idus A
Pontificatus Nostri Anno Quarto. Loco † Plum

ig von Gottes Gnaden, Grofsherzog zu Ba- 1827
lerzog zu Zähringen, Landgraf zu Nellenburg,
u Salem, Petershausen und Hanau etc. etc.

ir geben gnädigst zu vernehmen:

die päbstliche Bulle vom 16ten August 1821,
mit den Worten: „Provida solersque" und
vom 11ten April 1827, welche mit den Wor-
Ad dominici gregis custodiam" beginnt, inso-
he die Bildung der Oberrheinischen Kirchen-
, die Begrenzung, Ausstattung und Einrich-
r dazu gehörigen fünf Bisthümer mit ihren
teln, so wie die Besetzung der erzbischöf-
und bischöflichen Stühle und der Domstifti-
Präbenden zum Gegenstand haben, von Uns
mmen werden und unsere landesherrliche Staats-
igung erhalten, ohne dafs jedoch aus denselben
irgend eine Weise etwas abgeleitet, oder be-
t werden kann, was Unsern Hoheitsrechten
, oder ihnen Eintrag thun könnte, oder den
setzen und Regierungsverordnungen, den
öflichen und bischöflichen Rechten, oder
chten der evangelischen Confession und Kir-
gegen wäre, so wird solches hiermit unter
orbehalte, dafs wegen der Vollziehung weitere
ungen werden getroffen werden, zur Nach-
bekannt gemacht.

lsruhe den 16ten Oktober 1827.

L U D W I G.

hr. VON BERSTETT.

Auf Befehl Seiner Königlichen Hoheit.
V. KETTNER.

elm, von Gottes Gnaden, König von Würt-
g.

die päbstliche Bulle vom 16. August 1821,
mit den Worten: „Provida solersque" und
e vom 11. April 1827, welche mit den Wor-
„Ad Dominici gregis custodiam" beginnt, in so

1827 weit solche die Bildung der oberrheinischen Kirc
Provinz, die Begrenzung, Ausstattung und Ein
tung der dazu gehörigen fünf Bisthümer mit i
Domcapiteln, so wie die Besetzung der erzbisch
chen und bischöflichen Stühle und der domstiftis
Präbenden zum Gegenstand haben, von Uns a
nommen werden, und Unsere landesherrliche S
Genehmigung erhalten, ohne dafs jedoch aus de
ben auf irgend eine Weise etwas abgeleitet we
könnte, was Unsern Hoheitsrechten schaden
ihnen Eintrag thun möchte, oder den Landes
setzen und Regierungs-Verordnungen, den erzbi
lichen und bischöflichen Rechten, oder den R
ten der evangelischen Confession und Kirche e
gen wäre, so wird solches hiermit unter dem
behalte, dafs wegen der Vollziehung weitere An
nungen werden getroffen werden, zur Nachach
bekannt gemacht.

Stuttgart den 24. Oktober 1827.

WILHELM.

Der Minister des Innern:

VON SCHMIDLIN.

Auf Befehl des Königs

Der Staats-Sekretär,

VELLNAGEL.

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden, souv
Herzog von Nassau etc. etc. haben die päbstliche
vom 16ten August 1824, welche mit den W
„provida sollersque" und diejenige vom 11ten
dieses Jahrs, welche mit den Worten: „Ad d
nici gregis custodiam" beginnt, insoweit solche
Bildung der Oberrheinischen Kirchenprovinz, di
grenzung, Ausstattung und Einrichtung der dazu
hörigen fünf Bisthumer mit ihren Domcapiteln
wie die Besetzung der erzbischöflichen und bisch
chen Stühle und der Domstiftischen Präbenden
Gegenstand haben, angenommen und diesen B
Unsere landesherrliche Genehmigung ertheilt,

doch aus denselben auf irgend eine Weise et- 1827
bgeleitet oder begründet werden kann, was Un-
Hoheitsrechten schaden oder ihnen Eintrag thun
t, oder den Gesetzen und Verordnungen Un-
Herzogthums, den erzbischöflichen und bischöf-
Rechten oder den Rechten der evangelischen
sion und Kirche entgegen wäre.

geben Bieberich den 9ten Oktober 1827.

WILHELM.

Vdt. *Freiherr von* MARSCHALL.

39.

ité de commerce et de douanes
t la Bavière et le Wurtemberg,
signé le 12 Avril 1827.

ierungs-Blatt für das Königreich Bayern.
Nr. 17. d. 28. April 1827.

Majestät der König von Bayern und Se. Ma-
der König von Württemberg, vom gleichem
che beseelt, dem gegenseitigen Handel und Ver-
hrer Unterthanen jede thunliche Erleichterung
hern, und auf diese Weise das so glücklich be-
de freundschaftliche und nachbarliche Verneh-
wischen beyden Staaten immer mehr zu befes-
und zu begründen, haben, in solcher Absicht,
handlungen eröffnen lassen, und dazu als Be-
chtigte ernannt, nämlich:

, Königliche Majestät von Bayern: Allerhöchst-
Staatsminister des Königlichen Hauses und des
rn, Herrn Carl Friedrich Grafen von Thür-
des K. Hausordens vom heil. Hubertus Ritter
Capitular, Groſskreuz des Civilverdienstordens
ayerischen Krone;

. Königliche Majestät von Württemberg: Aller-
ihren aufserordentlichen Gesandten und Bevoll-

1827 mächtigten Minister an dem Königl. Bayerischen H
Herrn Philipp Moritz Freiherrn v. Schmitz-G
lenburg, Staatsrath und Commenthur des K. O
der Württembergischen Krone, dann

Allerhöchstihren Oberfinanzrath Herrn Chri
Ludwig v. Herzog, Ritter des K. Ordens der W
tembergischen Krone,

welche nach Vorlegung ihrer beiderseitigen
machten, unter Vorbehalt der Ratification ihr
lerhöchsten Höfe, über nachstehende Punkte sich
verstanden haben.

*Verbindung zu einem gemeinsamen Zoll-
Handels-Systeme,*

Art. I. Beide K. Regierungen werden sic
einem gemeinsamen, vorerst nur den Länder-
fang der Königreiche Bayern und Württember
greifenden Zoll- und Handels-Systeme verei
in welche Verbindung auch andere an diese K
reiche gränzende deutsche Staaten mit vereinter
stimmung Bayerns und Württembergs aufgeno
werden können.

In Folge dieser Vereinigung sollen die längst
gemeinschaftlichen Bayerisch-Württembergischen
bietsgränzen, dermal bestehenden Zollämter aufg
und die Eingangs-, Durchgangs- und Ausgangs-
an den äufsern Gränzen der in dieser Beziehung
einten Staaten, für derselben gemeinsame Rech
erhoben werden.

Beide Regierungen verzichten für die Dau
Vereins auf alle und jede einseitige Handels-
träge mit dem Auslande.

Grundlagen dieser Verbindung.

Art. II. Die Zoll-Gesetzgebung des Königre
Bayern und diejenigen Bestimmungen, worüber b
allerhöchste Paciszenten schon in den früheren
Stuttgard diesfalls gepflogenen Verhandlungen ü
eingekommen, sollen, vorbehaltlich der hierunter
nöthig erkannten Modifikationen, dieser Vereinig
zur Grundlage dienen.

er die eben gedachten Modifikationen, so wie 1827
ie nähere Ausbildung und Vollziehung des
s selbst, sollen, alsbald nach erfolgter Aus-
lung der allerhöchsten Ratifikationen gegen-
er Uebereinkunft, dahier, in München, weitere
ndlungen eröffnet, und wo möglich, bis zum
Oktober laufenden Jahres, zu Ende geführt
n, damit die neue Einrichtung sodann unver-
h in das Leben trete.

Verhältnifs zur Schweizerischen Eidgenossenschaft.

RT. III. Da in dem Artikel XII. des zwischen
Königreiche Württemberg und der Schweizeri-
Eidgenossenschaft am 30. September 1825 ab-
lossenen Handels-Vertrags, für den Fall, wo
K. Württembergische Regierung mit einem oder
reren deutschen Staaten sich über eine gemein-
liche Zoll-Linie vereinigen würde, eine neue
handlung über angemessene Modificirung jenes
ages vorbehalten worden; so werden hierzu die
derlichen Einleitungen, in ununterbrochenem Ein-
ndnisse beider Königlicher allerhöchsten Höfe,
ffen werden.

Transitorische Bestimmungen.

RT. IV. Um noch vor Einführung des gemein-
lichen Zoll-Systemes den beiderseitigen Unter-
n, wenigstens theilweise, die Vortheile eines er-
terten Verkehrs zuzuwenden, vereinigen sich
Regierungen über die hier nachfolgenden Be-
nungen hinsichtlich des Gränz-Verkehrs, dann
Verminderung der Eingangs- und Durchgangs-
, welche, sogleich nach beiderseits erfolgter al-
chster Genehmigung dieses Vertrags, in Kraft
n, und so lange gelten sollen, bis die gemein-
liche Zoll-Linie hergestellt seyn wird.

Gränz - Verkehr.

RT. V. Für die Erleichterung des Gränz-Ver-
s wird Folgendes bestimmt:

. Die Natur-Erzeugnisse, welche die Gränz-Un-
anen von ihren im Gebiete des andern Staats
genen Grundbesitzungen an Gärten, Weinbergen,

1827. Feldern, Wiesen und Waldungen gewinnen, u
unmittelbar über die Gränze bringen, sollen gegen
seitig vom Ausgangs- und Eingangszolle frei sey

2. Eben so sollen die Naturalgülten und Zeh
ten aller Art, welche die Unterthanen, Stiftung
Communen und Staats-Cassen des einen Staates
dem andern zu beziehen haben, gegenseitig von
lem Ausgangs- und Eingangszolle frei seyn, w
sie mit der nöthigen Legitimation begleitet sind.

3. Gegen Anmeldung bei den Zollstätten
Entrichtung einer Stempelgebühr von einem Kreu
für den Zollschein sind gegenseitig vom Eingan
und Ausgangszolle frei.

a. ohne Beschränkung der Quantität:

Abfälle, als Scherben, Schnitze, Späne etc.,
Bäume zum Verpflanzen,
Dachschiefer,
Dünger,
Erde, Thon-, Mergel-, Torf-, auch Töpf
und Ziegel-Erde,
Erze, rohe, im unverpackten Zustande,
Fische, gemeine, Frösche und Krebse,
Futterkräuter,
Geflügel, zahmes,
Gemüse, frische,
Gras,
Gips, ungemahlen und gemahlen,
Grummet,
Hornspäne (nicht Hornspitzen),
Kalk und Kalksteine,
Kies,
Kleyen,
Mühlsteine,
Reben,
Sand,
Schafheu,
Schilf,
Spreu,
Steine zum Bauen und für Unterhaltung
Straſsen,
Stroh,
Ziegelarbeiten, gemeine,

b. mit Beschränkung auf eine Trag-, Karren- oder 1827
Handschlitten-Last:
Bienenkörbe,
Brechen,
Bücheln,
Butter, unverpackt,
Eicheln,
Eyer,
Erdengeschirr, gemeines,
Garten-Sämerey,
Holzschuhe,
Holzwaaren, gemeine und unverpackt;
Käse, gemeine, oder s. g. Handkäse,
Kartoffeln,
Klauen,
Knochen,
Kübler- und Kiefer-Arbeiten, (Fässer, Butten etc.)
Kümmel,
Milch,
Nüsse,
Obst, frisches,
Rechen, hölzerne,
Schleifsteine im unverpackten Zustand,
Schmalz, Schmeer, } im unverpackten Zustande,
Schreiner-Arbeiten, gemeine,
Spanferkel,
Speck,
Spindeln und Spuhlen,
Spinnrocken, gemeine,
Wagner-Arbeiten,
Wetzsteine im unverpackten Zustande,
Wildpret,
Wurzelgewächse, frische,
Ziegen, junge;

c. mit Beschränkung auf ein Stück:
Gefährte zum Oekonomie-Dienste, unbeschlagen und beschlagen;

d. mit Beschränkung auf zehn Pfund Bayerischen Gewichts und im unverpackten Zustande:
Bäcker-Waaren, gemeine,

1827 Flachs, Hanf, Wolle,
Garne von Flachs, Hanf und Wolle;

e. mit Beschränkung auf $\frac{1}{2}$ Scheffel Bayerisch
Maafses:
Feldfrüchte, rauhe und glatte,
Hülsenfrüchte,
Mehl.

4. In allen Fällen, wo der Zoll von den Wa
die ein Zollpflichtiger mit sich führt, nicht mehr
Kreuzer beträgt, sollen sie ganz zollfrei bleiben,
doch ebenfalls zur Anmeldung bei den Zoll
verbunden seyn.

5. Das Getraide, das Holz, die Lohe und
Oelsaamen, welche die Gränz-Unterthanen des e
Staats zum Abgerben, Vermahlen, Schneiden
Stampfen auf die Mahl-, Säge-, Lohe- und
Mühlen des anderen Staates bringen und in abgege
ten Kernen oder in Mehl, in geschnittener W
gestampfter Lohe und Oel wieder zurückführen,
len gegenseitig vom Eingangs- und Ausgangs
frei seyn.

6. Das Vieh, welches die Unterthanen des e
Staates, während der Weidezeit auf die Alpen
Weiden des andern Staates ein- und zurücktrei
wird bei den Zollstätten blos vorgemerkt, und
zollfrei. Nur von dem Ab- und Zugang wird
dem Zurücktriebe die betreffende Zollgebühr erh
ben, insofern nicht nachgewiesen werden kann, d
die abgängigen Stücke auf der Alpe oder Weide du
Unglück zu Verlust gegangen sind.

Die während der Weidezeit gewonnenen P
dukte, als: Milch, Butter, Schmalz, Käse, Wolle
unterliegen nur der Hälfte des Ausgangszolles,
im Heimathstaate sind sie vom Eingangszolle ganz fr

7. Die Gegenstände, welche die beiderseitig
Gränzbewohner zur Verarbeitung, Veredlung, Au
rüstung und Ausbesserung einander sich zubringe
sollen bis zu Quantitäten von 1 Centner oder bis
ganzen Stücken in beiden Staaten, gegen Entrichtu
einer Stempelgebühr von 1 Kreuzer für den ausz
stellenden und wieder einzuziehenden Zollschein, vo
Eingangs- und Ausgangszolle ganz frei seyn, jedo

ter der Bedingniſs, daſs die Gegenstände der Ver- 1827
beitung, Veredlung u. s. w. in angemessenen Ter-
nen bei den nämlichen Zollstätten ein- und wie-
r ausgebracht werden.

8. Das Vieh, welches aus einem der beiden Staa-
n auf die Viehmärkte des andern Staats gebracht
d, unterliegt den gegenseitigen Ausgangs- und
ngszöllen nur in soweit, als es auf den Märk-
verkauft wird.

Das unverkaufte und wieder zurückgehende Vieh
gegen Entrichtung der Stempelgebühr von 1
nzer für den Vormerkschein vom Eingangs- und
gangs-Zolle ganz frei seyn, wenn es zum Behufe
Controle über die nämliche Zollstätte ein- und
der ausgeführt, und mit dem Vormerkscheine be-
let wird.

9. Die an der Gränze wohnenden Gewerbsleute,
he mit den von ihnen selbst verfertigten Arti-
die Gränzmärkte des andern Staates besuchen,
n zwar bei der Eintrittszollstätte von den Waa-
den ganzen Eingangszoll zu deponiren, erhalten
denselben von den unverkauft zurückgehenden
hien wieder ganz zurück, wenn

a. der Ort sowohl, wo die Gewerbsleute wohnen, als der Ort des Marktes, den sie besuchen, von der gemeinschaftlichen Gränze nicht über drei Stunden entfernt ist;

b. die Gewerbsleute bei den Zollstätten durch obrigkeitliche Zeugnisse nachweisen, daſs die Gewerbsartikel, die sie zu Markte bringen, von ihnen verfertigt seyen,

c. die Einfuhr und Wiederausfuhr der Waaren bei einer und der nämlichen Zollstätte geschieht,

d. die Eigenthümer ihre Waaren entweder selbst verführen, oder wenn diese durch Fuhrleute besorgt werden, wenigstens persönlich begleiten, und den Zollbehandlungen selbst beiwohnen, endlich,

e. die verkauften Waaren längstens am dritten Tage nach dem notorisch beendigten Markte wieder zurückgehen.

1827 *Eingangs - Zölle.*

Art. VI. 1. Von den Getreidefrüchten, aus dem Gebiete des einen Staates in das des eingeführt werden, sollen folgende Eingangszö hoben werden:

	In Bayern.		In Wü	
a. von Weitzen und gegerbten Kernen . . .	12 Kr.	v. 1 Scheff. Bayerischen Maafses.	10 Kr.	
b. von Roggen	9 —		7 —	
c. von Gerste und ungegerbten Kernen . .	6 —		5 —	
d. von Hafer u. Wicken	3 —		2 —	

2. Von dem aus dem einen Staate in den eingehenden Vieh sollen gegenseitig folgende gangszölle erhoben werden, nämlich:

von Pferden . . .	1 Fl.	— Kr.	pr. Stück.
— Fohlen . . .	— —	40 —	
— Maulthieren	— —	24 —	
— Eseln . . .	— —	3 —	
— Ochsen	— —	20 —	
— Stieren	— —	20 —	
— Kühen	— —	12 —	
— Rindern	— —	12 —	
— Kälbern . .	— —	4 —	
— Schweinen	— —	8 —	
— Frischlingen	— —	8 —	
— Spanferkeln	— —	2 —	
— Schaafen . . .	— —	4 —	
— Lämmern	— —	1 —	
— Geisvieh . .	— —	4 —	
— Kitzen . . .	— —	1 —	

3. Die in Württemberg erzeugten Stab-, Sc Stangen-, Knoppern- und Zain-Eisen, Eise waaren, unverarbeiteten Eisenbleche und unverar ten Stahle sollen in Bayern nur einem Eingan von 1 Fl. 40 Kr. vom Bayerischen Centner; gen aber auch die in Bayern (einschlüssig des F Kreises) erzeugten Artikel dieser Art in Wü berg nur einem Eingangszolle von 1 Fl. 20 Kr. Württembergischen Centner unterliegen.

4. Die in Württemberg erzeugten Weine Weinmoste (einschlüssig der Württembergischen

ne und Seewein-Moste) sollen in Bayern einem 1827
gangszolle zu 1 Fl. vom Bayerischen Centner; —
egen aber auch die in Bayern erzeugten Weine
l Weinmoste (einschlüssig der Rhein-Bayerischen
eine und Weinmoste) in Württemberg ebenfalls
einem Eingangs Zolle von 48 Kr. vom Württem-
ischen Centner, oder zu 6 Fl. vom Württember-
en Eimer unterworfen seyn.

5. Von nachstehenden in Württemberg und Bayern
gten Waaren und Fabrikaten, nämlich:

Bein-Arbeiten, mit Galanteriewaaren unvermengt,

Fabrikaten von weifsen oder verzinntem Bleche,

lakirten Blechwaaren,

Kupferfabrikaten, und

feineren Messingfabrikaten

der Eingangszoll in Bayern in 10 Fl. vom Baye-
hen Centner, und in Württemberg in 8 Fl. vom
ürttembergischen Centner bestehen.

6. Die in Württemberg erzeugten Lein- Hanf-
Reps- oder Rüb-Oele sollen in Bayern einem
*gangs*zolle zu 2 Fl. 30 Kr. vom Bayerischen Cent-
r, und die nämlichen in Bayern erzeugten Oele in
Württemberg einem Eingangszolle zu 1 Fl. 44 Kr.
m Württembergischen Centner unterliegen.

7. Dem eben bemerkten Eingangs-Zolle sollen ge-
eitig auch die in Württemberg und Bayern er-
gten Schreib- und Druckpapiere unterworfen seyn.

8. Die in Württemberg fabricirten Silber- Schmid-
Massiv-Arbeiten sollen in Bayern einen Ein-
szoll zu 20 Fl. vom Bayerischen Centner und
n Bayern fabricirten Arbeiten dieser Art in Würt-
erg einen Eingangszoll zu 15 Fl. 36 Kr. vom
ttembergischen Centner zu entrichten haben.

Die Anwendung der oben für die genannten Ei-
waaren und für die Weine festgesetzten Zollsätze
t voraus, dafs der Ursprung als Bayerisches oder
ürttembergisches Erzeugnifs nach denjenigen Vor-
riften nachgewiesen werde, welche hierüber in
m Bayerischen Rhein-Kreise für den Fall beste-
n, dafs diese Artikel von dort in die übrigen Kreise

1827 des Königreichs Bayern mit Anspruch der Zol
günstigung eingeführt werden wollen. Sie werde
beiden Staaten durch besondere Verordnungen
kannt gemacht werden.

Die von 5. bis 8. einschlüssig bezeichneten ge
seitigen Begünstigungen finden nur dann statt, w
die Fabrikanten und Producenten die Fabrikate
Produkte unmittelbar und ohne Dazwischenkunft
Zwischenhändlers, mit den vorschriftmäfsigen
sprung-Zeugnissen, verführen oder versenden.

Die K. Württembergische Regierung macht
anheischig, die Württembergischen Eingangszö
den durch die vorhergehenden Bestimmungen be
stigten Artikeln gegen andere Staaten den Bayeri
gleichzustellen, in so weit jene dermalen nied
stehen.

Durchgangs-Zölle.

ART. VII. In Bayern wird der Durchgan
von dem aus Württemberg durch Bayern transit
den — a. Vieh, und — b. Wein, — nur zur E
erhoben werden. Eben so wird auch in Würt
berg von dem aus Bayern einschliefslich des R
Kreises transitirenden

a. Vieh, und — b. Wein — der Durchgang
auf die Hälfte herabgesetzt, und
c. vom Bayerischen Getreide, vorbehaltlich de
forderlichen Sicherheits-Mafsregeln, ganz au
hoben, wie das Getreide auch in Bayern
demselben ganz frei ist.

Gegenseitige Sicherstellung der Zoll-Gefälle
anderer Staatsabgaben.

ART. VIII. Zur gegenseitigen Sicherung der Z
Gefälle und anderer Staatsabgaben sind beide Re
rungen über folgende Punkte übereingekommen.

1. Sie werden sich hinsichtlich der Ursprun
Zeugnisse über ein gleichförmiges Verfahren verst
digen, und ihre Behörden zur gewissenhaften A
übung der ihnen in dieser Hinsicht übertrage
Funktionen verpflichten.

2. Sie machen sich gegenseitig verbindlich, n
Möglichkeit dahin zu wirken, dafs die Zoll- und üb

gaben-Gesetze des einen Staates nicht durch 1827
terthanen des anderen verletzt werden, und
örden sich zum Schutze dieser Gesetze gegen-
nterstützen.

ie werden ihre Gränz-Zollstätten zu einer
itigen Controle ermächtigen, wodurch das ge-
ge Einschmuggeln und insbesondere die Ge-
mit den angeblich transitirenden Gütern er-
t werden.

e werden ihre Staatsangehörigen, die über-
werden sollten, die Zoll- und sonstigen Staats-
n des andern Staates gefährdet zu haben, zur
ziehen lassen.

kehr mit den Hohenzollerischen Fürsten-thümern.

T. IX. Da die Fürstenthümer Hohenzollern-
gen und Sigmaringen durch Staats-Vertrag in
gemeinschaftlichen Zoll-Systeme mit dem Kö-
e Württemberg stehen; so finden die transi-
n Bestimmungen der Artikel V., VI., VII.
III. auch auf den Verkehr mit diesen Län-
re Anwendung.

S c h l u f s.

T. X. Ueber die gegenwärtige zweifach ausge-
Uebereinkunft sollen die Ratifikationen beider
chen Höfe innerhalb 14 Tage, oder, wo mög-
her, eingeholt, und hier in München ausge-
lt werden.

Urkunde dessen haben die beiderseitigen Be-
chtigten die gegenwärtige Uebereinkunft unter-
en und besiegelt zu München den zwölften
1827.

RIEDRICH *Graf* v. THÜRHEIM.

PHILIPP MORITZ *Freiherr* VON SCHMITZ-GROLLENBURG.

CHRISTOPH LUDWIG v. HERZOG.

traité a été ratifié par S. M. le Roi de Bavière le 16
827 et par S. M. le roi de Wurtemberg le 17 Avril
ème année.)

40.

1827 *Traité entre le Wurtemberg et la principauté de Hohenzollern-Sigmaringen, concernant les rapports de juridiction, publié à Stoutt le 28 Avril 1827.*

(*Regierungs-Blatt für das Königreich Wurtemberg*. Nr. 16. d. 5. Mai 1827).

Wilhelm, von Gottes Gnaden, König von Wurtemberg. Nachdem mit der Fürstlich Hohenzollern-Sigmaringenschen Regierung über die Festsetzung der gegenseitigen Jurisdiktions-Verhältnisse Unterhandlungen eingeleitet worden sind, und hienach nunmehr eine umfassende Uebereinkunft zwischen beiden Regierungen über jenen Gegenstand zu Stande gekommen, auch solcher von Uns die Genehmigung ertheilt worden ist; so verfügen und verordnen Wir, dafs der nachstehende wörtliche Vertrags-Inhalt zur allgemeinen Nachachtung für Unsere sämmtlichen Unterthanen und Behörden, so weit dieselben hievon jetzt oder in Zukunft, betheiligt sein mögen, andurch zur öffentlichen Kenntnifs gebracht werde.

Gegeben Stuttgart den 28. April 1827.

WILHELM.

Der Minister der auswärtigen Angelegenheiten:

Graf v. BEROLDINGEN.

Auf Befehl des Königs:

Der Staats-Sekretär,

VELLNAGEL.

Vertrags-Punkte.

Allgemeine Bestimmungen.

ART. I. Jeder von den beiden contrahirenden Staaten erkennt in seinem Gebiete die Rechtsk

Vollstreckbarkeit der richterlichen Erkenntnisse 1827
andern Staats, so fern dieselben nach den näher
Bestimmungen des gegenwärtigen Staats-Ver
s von einem beiderseits als competent anerkann
Gerichte ausgegangen sind.

ART. II. Ein von einem zuständigen Gerichte er
nes rechtskräftiges Erkenntnifs begründet vor
Gerichte des anderen Staats die Einrede des
kräftigen Urtheils (exceptio rei judicatae) mit
lben Wirkungen, als wenn das Urtheil von
Gerichte desjenigen Staates, in welchem solche
de geltend gemacht wird, gesprochen worden
; desgleichen werden solche Erkenntnisse an
in dem andern Staate gelegenen Gütern des
theilten unweigerlich vollstreckt, wenn

durch gerichtliche Zeugnisse dargethan ist, dafs
auswärtigen Staate selbst, von dessen Gerich
kannt worden, keine, auch der Zeit und den
Verhältnissen nach gleich bereite und hin
de, Vollstreckungs-Mittel vorhanden seien; und

keine eigene Unterthanen mit solchen Forde
entweder sich gemeldet haben, oder nach
is der öffentlichen Bücher versichert sind, für
ihnen an den zur Vollstreckung des fremd
lichen Erkenntnisses angewiesenen Sachen ein
s oder vorzügliches Recht gesetzlich zusteht.

RT. III. Beide Staaten versichern sich gegen
Rechtshülfe, sowohl in bürgerlichen als pein
Sachen, so weit nicht hierüber in gegenwärti
Vertrage besondere Einschränkungen enthal
ind.

ndung des Gerichtsstandes im Allgemeinen.

RT. IV. Beide contrahirenden Staaten erkennen
eitig den Grundsatz, dafs der Kläger dem Ge
stande des Beklagten zu folgen habe. Es wird
das Urtheil der fremden Gerichtsstelle nicht
in so fern es den Beklagten, sondern auch in so
es den Kläger, z. B. rücksichtlich der Erstat
der Gerichts-Kosten und dergleichen betrifft,
em andern Staate als rechtsgültig erkannt und
gen.

1827 **Besondere Bestimmungen.**

I. *Rücksichtlich der bürgerlichen str tigen Gerichtsbarkeit.*

Unstatthaftigkeit der freiwilligen Prorogatio

ART. V. Keinem Unterthanen ist erlaubt, d freiwillige Prorogation der Gerichtsbarkeit des a Staates, dem er nicht angehört, sich zu unterw

Keine Gerichts-Behörde ist befugt, der Re tion eines solchen gesetzwidrig prorogirten G um Stellung des Beklagten oder Vollstreck Erkenntnisses Statt zu geben.

Jedes von einem solchen Gerichte gespro Erkenntnifs wird in dem einen und dem a Staate als ungültig betrachtet.

Von dem Gerichts-Stande des Wohnsitze

ART. VI. Beide Staaten erkennen den Ge stand des Wohnsitzes (forum domicilii) dergest dafs bei persönlichen Klagsachen, welche keine sondern Gerichtsstand (forum speciale) begr der Unterthan des einen Staates von dem Un nen des andern nur vor dem Richter seines W sitzes belangt werden darf, und das von diesem ter ausgesprochene rechtskräftige Erkenntnifs aushülfsweise an den in dem andern Staate si findenden Gütern des Verurtheilten vollzogen jemand neben seinem ordentlichen Wohnsitze nem Staate auch einen zeitlichen Aufenthalt dem andern Staate, sei es wegen des Besitzes weglicher Güter, oder wegen irgend eines Ge oder einer Beschäftigung; so hat der Kläger b sönlichen Klagen die Wahl, ob er den Beklag dem Orte des Wohnsitzes oder des Aufenthalt langen will, in welchem Falle der Gerichtsstand Prävention begründet wird.

Wenn nach den Gesetzen eines der beiden ten ein auswandernder Unterthan noch innerhalb gewissen Zeitraums, z. B. eines Jahrs, wegen de seinem Wegzuge erwachsenen Ansprüche vor Gerichten des Landes, das er verläfst, Recht zu ben oder zu nehmen hat; so wird die Zuständ

er Gerichte von dem andern Staate, wenn auch 1827
e Litispendenz zur Zeit des Wegzuges vorhan-
ist, für die innerhalb jenes Zeitraums rechtshän-
werdenden Ansprüche anerkannt.

Insbesondere der Erben.

ART. VII. Klagen aus persönlichen Ansprüchen
den Erblasser können, so lange die Theilung
geschlossen ist, gegen die Erben bei dem Ge-
angebracht werden, unter welchem sich die
aft noch befindet; wenn aber die Theilung be-
geschlossen ist, sind die Erben vor ihrem eige-
lichter zu belangen.

Allgemeiner Gant-Gerichts-Stand.

ART. VIII. Geräth Jemand, welcher in dem einen
wohnt, in dem andern aber Vermögen besitzt,
oncurs; so wird von beiden Seiten das Gericht
Wohnsitzes des Schuldners als allgemeines Gant-
t anerkannt, und einem Partikular-Concurs
Statt gegeben; aufser in dem Falle, wenn Erb-
-Gläubiger in Ansehung der Erbschaft das
zustehende Absonderungs-Recht geltend ma-
wollen, und mit weiterer Ausnahme des Fal-
wenn der Gemeinschuldner in dem einen oder
andern Staate eine abgesonderte Handlung, Fa-
, oder ein anderes dergleichen Etablissement be-
; weifshalb zum Vortheile derjenigen Gläubiger,
e in Ansehung solcher Etablissements demsel-
besonders kreditirt haben, ein Partikular-Con-
eröffnet werden darf.

Wenn Jemand in dem einen Staate sein Domicil,
n andern nach dem Sinne des Art. VI. einen
thalt hat, so ist, die so eben ausgedrückten
ausgenommen, der Gerichtsstand des Concurses
n Staate begründet, wo sich der gröfsere Theil
stheilbaren Vermögens befindet.

Ist in beiden Staaten ungefähr eine numerisch
che Vermögens-Masse; so kommt es darauf an,
welchem von beiden die meisten der von dem
uldner genannten oder sonst vorläufig bekannten
ubiger wohnhaft sind.

1827 *Rechtliche Wirkungen des allgemeinen Gant-G richtsstandes.*

a) *Im Allgemeinen.*

ART. IX. Alle Forderungen, sie seien auf dingliches oder persönliches Recht gegründet, allein bei dem allgemeinen Gant-Gerichte einzukl

Das aufserhalb Landes befindliche Vermögen Gemeinschuldners wird nach vorgängiger Verä rung der Grundstücke und Effekten durch den R ter der gelegenen Sache zur Verfügung des G Gerichts gestellt, jedoch nur so weit ausgeliefert nicht daraus inländische Gläubiger zu Folge des r kräftigen Gant-Urtheils zu befriedigen sind (v Art. XI., Nr. 3).

b) *Besonders rücksichtlich bereits anhängiger Forderunge*

ART. X. Dagegen zieht der allgemeine Gant- richtsstand die bereits anhängigen Rechtssachen rücksichtlich der Lokation an sich, so dafs der chen Forderungen zwar vor dem Gant-Gerichte Strafe der Ausschliefsung anzugeben sind, und i Lokations-Erkenntnifs an gehörigem Orte einge werden, die Haupt-Liquidation der Forderung abe dem Gerichte wo sie angefangen worden, bis Schlusse fortgesetzt wird, wobei dem Gläubiger Contradictor unbenommen ist, zu interveniren.

Ist der Streit über die besonders verhandelte derung zur Zeit der Abfassung des Gant-Urt noch nicht beendigt; so wird dieselbe in diesem o tuell locirt.

c) *Rücksichtlich der Lokation der Gläubiger.*

ARR. XI. Das allgemeine Gant-Gericht hat

1. Die Forderungen der Gläubiger hinsichtlich Gültigkeit und Liquidität, nach den Gesetzen d nigen Staates zu beurtheilen, in welchem sie entst den sind.

2. Hypothekar-Forderungen, welche auf einzel unbeweglichen Gütern haften, werden nach den setzen des Gerichtsstandes der gelegenen Sache b theilt und locirt.

Dasselbe gilt von Absonderungs-Ansprüchen unbewegliche, im Besitze des Gemeinschuldners findliche Güterstücke.

Die Unterthanen des einen Staates, welche vor 1827
allgemeinen Gant-Gerichte des andern Staates
d ein Vorzugsrecht in Anspruch nehmen, sind
rlangen berechtigt, dafs sie aus demjenigen Theile
Gantmasse, welcher von den in ihrem heimath-
n Staate befindlich gewesenen Vermögens-Stücken
ährt (vergl. Art. IX), besonders und nach den
itäts-Gesetzen dieses Staats befriedigt werden.

Reicht in solchem Falle der oben erwähnte Theil
Gantmasse zu ihrer Befriedigung nicht zu, so
wegen dieses Rests ihrer Forderungen, und
ehung auf den übrigen Theil der Gantmasse,
den Gesetzen des Gantgerichts zu luciren.

Von den besonderen Gerichtsständen.

a) *Gerichtsstand der gelegenen Sache.*

RT. XII. Alle Realklagen, sie mögen eine be-
che oder unbewegliche Sache betreffen, alle actio-
ixtae, welche theils Real- theils Personal-Prä-
en zum Gegenstande haben, desgleichen alle
orischen Rechtsmittel, wie auch die sogenann-
iones in rem scriptae werden vor dem Ge-
erhoben, in dessen Bezirke sich die Sache be-
, welche den Gegenstand der Klage ausmacht,
hältlich dessen, was für den Fall eines Concur-
n den Art. IX und X bestimmt ist.
as von dem Gerichte der gelegenen Sache ge-
henē rechtskräftige Erkenntnifs wird von dem
er des Wohnsitzes des Beklagten nach seinem
n Inhalte anerkannt und an den in dem Wohn-
befindlichen Gütern so weit vollstreckt, als die
n andern Staate gelegenen Güter des Sachfälli-
nzureichend sind.

b) *Gerichtsstand für Erbschafts-Klagen.*

RT. XIII. Erbschafts-Klagen werden nicht in
Wohnorte des Erben, sondern da, wo die Erb-
sich befindet, erhoben, und zwar dergestalt,
wenn die Erbschafts-Stücke zum Theil in dem
, zum Theil in dem andern Gebiete der con-
enden Staaten sich befinden, der Kläger seine
zu theilen verbunden ist.
ewegliche Erbschafts-Stücke werden angesehen,
efänden sie sich an dem Wohnorte des Erblassers.

1827 Aktiv-Forderungen werden ohne Unterschied, sie hypothekarisch sind, oder nicht, den beweglic Sachen gleich geachtet.

c) *Vom Gerichtsstande des Arrestes.*

ART. XIV. Der Gerichtsstand des Arrestes Statt haben

a. für dessen Erkennung;

b. für die Justifikations-Verhandlungen;

c. für die Wieder-Aufhebung des Arrestes Verurtheilung des Impetraten in der Hauptsac nachdem sich durch das Justifikations-Verfahre sich durchaus innerhalb der Gränzen des sum schen Prozesses halten mufs, die Forderung al gegründet, oder als liquid dargestellt hat.

Jedoch darf sich der Spruch des Arrest-Ric in keinem Falle weiter, als auf den Werth der tirten Sache ausdehnen; vielmehr ist auch der legte Arrest wieder aufzuheben, sobald dasjenig richt, unter welchem der Impetrat steht, die liche Versicherung von sich giebt, dafs es den S des Arrest-Richters ohne Anstand vollziehen

Hat sich der Arrest-Richter zwar nicht vo Ungrunde der Forderung, aber doch davon zeugt, dafs sie nicht anders, als im Wege des or lichen Prozesses zur Liquidität gebracht werden k oder hat er während der Justifikation von der cursmäfsigkeit des Impetraten Nachricht erhalte hebt er zwar wegen Sicherheit des Impetrante Arrest nicht eher auf, als bis er von dem o lichen Richter dazu veranlafst wird: hingegen läfst er nun diesem unter Zusendung der ange nen Verhandlungen das Erkenntnifs in der Haupt

d) *Gerichtsstand des Contraktes.*

ART. XV. Der Gerichtsstand des Contraktes det nur dann seine Anwendung, wenn sich der trahent zur Zeit der Ladung in dem Gerichts- zirke anwesend findet, in welchem der Contrak schlossen worden ist. Dieses ist besonders bei auf öffentlichen Märkten geschlossenen Contr und bei Viehhändeln anwendbar.

e) *Besonders bei Wechsel-Verschreibungen.* 1827

RT. XVI. Die Clausel in einer Wechsel-Verbung, wodurch sich der Schuldner der Gerichtsit eines jeden Wechsel-Gerichts, in dessen Gezwang er zur Verfallzeit anzutreffen sey, unteren hat, wird von beiden Staaten als gültig, und iernach eintretende Gericht für zuständig, mitdessen Erkenntnifs für vollstreckbar anerkannt.

f) *Gerichtsstand der geführten Verwaltung.*

ART. XVII. Den Gerichtsstand der geführten Verung hat der Ausländer, der sie führt, da anzuinnen, wo entweder die bevormundete Person n Wohnsitz hat, oder die verwalteten Güter n, der Verwalter mag nun zur Zeit der Verung in eben dem Staate gewohnt, oder dieselbe einem auswärtigen Wohnsitz geführt haben.

g) *Gerichtsstand der Wider-Klage.*

ART. XVIII. Die Gerichtsbarkeit des über die lage zuständigen Richters ist zugleich für die Wiige begründet. Es können in diesem Wege alle jede Klagen mit Ausnahme derjenigen, deren der XII. erwähnt, angebracht werden, ihr Gegend mag übrigens mit dem Gegenstande der Vorge in Verbindung stehen oder nicht.

Nur mufs

a dem Gerichte jene Gattung von Gerichtsbarkeit hen, vermöge welcher dasselbe zur Entscheig der Wider-Klage befugt ist,

b dem Kläger in Ansehung der Wider-Klage das ht der ersten Instanz dadurch nicht entzogen, und

c die Wider-Klage entweder vor, oder wenigs mit der Antwort auf die Klage vorgebracht den; auch mufs

d die Wirkung der Wider-Klage nach der Einung des Klägers auf diese fortdauern, wenn auch r Kläger von der Klage absteht.

Von der Provocation.

ART. XIX. Die Provocations-Klagen (ex lege lamari, oder ex lege si contendat) werden erhoben or dem persönlich zuständigen Gerichte des Provo-

1827 canten, oder da, wohin die Klage in der Hauptsa selbst gehörig ist. Es wird daher die von dies Gerichte, besonders im Falle des Ungehorsams, a gesprochene Sentenz von der Obrigkeit des Pro katen als rechtskräftig und vollstreckbar anerkannt

Von der Intervention.

Art. XX. Jede Intervention, die nicht eine sonders zu behandelnde Rechts-Sache in einen s anhängigen Prozefs einmischt, sie sey principal accessorisch, betreffe den Kläger oder den Bekla sey nach vorgängiger Streits-Verkündigung (liti nunciatio) geschehen, oder ohne dieselbe, begr gegen den ausländischen Intervenienten die Gerr barkeit des Staats, in welchem der Hauptprozefs führt wird; jedoch nur in Beziehung auf die In vention und deren nächste rechtliche Folgen, aber auf die, aus deren Veranlassung künftig entstehenden Regrefs-Klagen.

Wirkung der Rechtshängigkeit (Litispenden

Art. XXI. Sobald bei irgend einem in den angehenden Artikeln dieses Staats-Vertrags besti ten Gerichte eine Sache rechtshängig (pendent) worden ist; so ist der Streit daselbst zu beend ohne dafs die Rechtshängigkeit durch Veränd des Wohnsitzes oder Aufenthalts des Beklagten stört oder aufgehoben werden könnte.

Die Rechtshängigkeit (Litispendenz) wird d die Insinuation der Ladung für begründet erkann

II. *Von der nicht streitigen Gerich barkeit.*

Art. XXII. Alle Rechtsgeschäfte unter L den und auf den Todesfall werden, was die G keit derselben rücksichtlich ihrer Form betrifft, den Gesetzen des Ortes beurtheilt, wo sie einge gen sind, sofern nicht die Handlung selbst einem bietenden Gesetze des einen Staates entgegen Rechtsgeschäfte über Realrechte, als die Ueberti gung des Eigenthums, Bestellung von Hypothek und dergleichen richten sich lediglich nach den G setzen des Orts, wo die Güter liegen, welche sie Gegenstande haben.

Nothwendigkeit einer wirklichen Bevormun-
d was dabei sonst in Frage kommt, richtet
den Gesetzen des nämlichen Staates.

XXIV. Der andere Staat macht sich ver-
alles bewegliche Vermögen, welches der
ene in demselben besessen hat, an diese Vor-
aft auszufolgen, oder zur Verwaltung zu über-
uch sollen der Vormund oder die Vormün-
nsehung dieses Vermögens nur ihrer Obrig-
ntwortlich sein.

XXV. Hat der oder die Verstorbene in
en der beiden Staaten, in welchem sie nicht
, unbewegliches Vermögen; so wird in An-
esselben für die Minorennen in diesem Staate
h eine Güter-Curatel (cura realis) obrigkeit-
llt.

ben in der Folge diese Immobilien in gesetz-
Art ganz oder zum Theil veräufsert, ver-
gen auswärts gelegene Güter vertauscht und
) löst sich auch die Güter-Curatel in so weit
insbesondere sind die beweglichen Surrogate
ufserten Güter nach §. 24. zu behandeln.

XXVI. Derjenige der beiden Staaten, in
eine solche Güter-Curatel zu bestellen ist,
ch im Voraus verbindlich, den oder die im
s Wohnortes aufgestellten, ihm namhaft zu
en Vormund oder Vormünder auch als Gü-

1827 Auch müssen sie sich wegen Erfüllung di
Verpflichtungen auf Verlangen jener Ober-Cura
Behörde an Eidesstatt reversiren.

Art. XXVII. Wenn der Vater oder die Mu
der Minderjährigen einen Wohnsitz in einem je
der beiden Staaten hatte; so wird die Vormunds
in demjenigen Staate bestellt, in welchem Er
Sie gestorben ist, oder sich, wenn der Tod in
nem der beiden Staaten erfolgte, vor dem Ab
zuletzt aufgehalten hat; vorbehältlich einer beso
gegenseitigen Uebereinkunft in denjenigen ein
Fällen, in welchen nach Bewandtnifs der Um
die Anwendung dieses Grundsatzes unbequem
für die Minderjährigen nachtheilig seyn könnte.

Wegen Bestellung der Güter-Curatel in dem
dern Staate hat es jedenfalls bei demjenigen, w
den Artikeln XXIV, XXV und XXVI festg
ist, sein Bewenden.

Art. XXVIII. Hatte endlich der oder die
storbene in beiden Staaten zwar Vermögen,
in keinem von beiden einen Wohnsitz; so wi
einem jeden dieser beiden Staaten ohne Rücksic
den andern eine Güter-Curatel bestellt: vorbeh
dessen, was in Staats-Verträgen mit demjenigen
ten Staate, in welchem der oder die Verstorbene
wohnt hat, solcher Vormundschaften halber ve
redet ist.

*Bevormundung der Wahnsinnigen, Verschw
und Abwesenden.*

Art. XXIX. Wahnsinnige, Verschwende
Abwesende, die in beiden Staaten Vermögen be
werden nach den Gesetzen und von den Beh
desjenigen Staats unter Vormundschaft oder P
schaft gestellt, in dessen Gebiete sie ihren Woh
haben, oder, in Beziehung auf die Abwesenden,
letzt hatten.

Die Artikel XXV und XXVI finden hierbei a
loge Anwendung.

III. *Von der Straf-Gerichtsbarkeit*

Art. XXX. Uebertreter von Straf-Gesetz
jeder Art werden, so ferne der nachfolgende A

XII. keine **Ausnahme** begründet, von dem einen 1827
te dem **andern nicht** ausgeliefert.

Vollstreckung der Straf-Erkenntnisse.

ART. XXXI. **Wenn** der Unterthan des einen
in dem **Gebiete** des andern sich einer Ueber-
ng schuldig **gemacht** hat, und daselbst in Unter-
ng gezogen **und** abgeurtheilt worden ist; so
das Erkenntnifs dieses Gerichts von dem Staate,
als **Unterthan** angehört, an den in seinem
befindlichen Gütern des Verurtheilten voll-

Gleiches **gilt von** dem Falle, wenn der Schuldige
dem Staate, **dem** er als Unterthan angehört, ver-
ilt worden **ist**, und in dem Gebiete des andern
Güter **besitzt.**

Namentlich **sollen** alle durch die Untersuchung und
fung **erwachsenen** Kosten, welche der Verur-
in Gemäfsheit des Erkenntnisses zu erstatten
ig ist, **nach** deren vorgängiger Revision von
des urtheilenden Richters aus dem Vermögen
Verurtheilten berichtigt werden.

lieferung der gegenseitigen Angehörigen, welche wegen Vergehen oder Verbrechen ihr Land verlassen.

ART. XXXII. Unterthanen des einen Staats, welche
en Verbrechen oder Vergehen ihr Land verlas-
und in den andern Staat sich geflüchtet haben,
den auf vorgängige Requisition und Bescheinigung
verübten That, wie auch gegen Ersatz der Kos-
an ihre **Landes-Gerichte** ausgeliefert.

In demselben Falle, wo der eine Staat berechtigt
die Auslieferung eines Verbrechers zu fordern,
derselbe auch verbunden, die ihm von dem an-
n Staate angebotene Auslieferung gegen Erstattung
Kosten anzunehmen.

Bestimmungen über Kosten-Ersatz, Fang-Geld und Akten-Mittheilung.

ART. XXXIII. In allen strafrechtlichen Fällen, wo
Kosten niedergeschlagen, oder auf die Kasse des

1827 des Staates oder des Gerichtsherrn übernom
werden müssen, hat die requirirende Stelle de
quirirten lediglich die baaren Auslagen für B
lohn und Postgelder, für Verpflegung, Tran
und Bewachung der Gefangenen zu erstatten; w
gen alle anderen Kosten, Protocollirungs-, Sch
und Abschrift-Gebühren, so wie die an die
richts-Personen oder an die Kasse sonst zu en
tenden Sporteln nicht aufgerechnet werden.

In Fällen, wo der Fiskus die Untersuch
Kosten zu tragen hat, wird gegenseitig keine
gebühr geleistet; in solchen Fällen aber, wo
Kosten-Ersatz durch den Angeschuldigten, als
vermögend, geschieht, wird eine solche Fangg
im Betrage von zehen Gulden gegenseitig zugest

Von den beiderseitigen Gerichts-Behörden w
die requirirten Untersuchungs-Akten in Ur
und postfrei mitgetheilt.

IV. *Von Stellung der Unterthanen zur Ablegung des Zeugnisses.*

Art. XXXIV. In Straffällen, wo die pe
liche Gegenwart der Zeugen an dem Orte der
tersuchung nothwendig ist, wird die Stellung der
terthanen des einen Staats vor das Untersuchu
Gericht des andern zu Ablegung des Zeugnisses,
Confrontation, oder Recognition, gegen vollstä
Vergütung der Reise-Kosten und der Versäu
nicht verweigert. Ebenso wird auch in Civil
in welchen das Zeugen-Verhör ohne Nachthei
Sache nicht wohl anders, als an dem Orte, w
Prozefs geführt wird, oder wo sich die Sache
det, geschehen kann, der Stellung der Unterth
zum Zeugen-Verhör Statt gegeben.

V. *Anfang der Wirksamkeit des Ve trages.*

Art. XXXV. Vorstehende Bestimmungen tre
mit dem 1. Mai 1827 in Wirksamkeit.

VI. *Transitorische Bestimmungen.*

Art. XXXVI. Die in den Art. IV bis VII. u
XII bis XXI. über den bürgerlichen Gerichtsst

haltenen Bestimmungen gelten nur für diejenigen 1827
chtssachen, welche nicht schon durch die vor dem
i 1827 insinuirte Ladung im Sinne des Art. XXI.
tshängig geworden sind.

ART. XXXVII. Auf gleiche Weise kommen die
immungen der Art. VIII — XI. über den allge-
en Gant-Gerichtsstand und über die Location
Gläubiger blos in jenen Fällen zur Anwendung,
chen nicht schon vor dem ebengedachten Ter-
der förmliche Gant erkannt und die Edictalla-
beschlossen ist.

ART. XXXVIII. Dagegen werden die von den
chten eines der beiden Staaten auch vor einge-
nen Termine gefällten bürgerlichen oder Straf-
nntnisse von den Gerichten des andern Staats,
eingetretenem Termine in Gemäfsheit der Art.
XXI. und XXX — XXXIII. vollzogen, soweit
etwa diese letzteren Gerichte in denselben bür-
hen oder Strafsachen bereits erkannt oder vor-
nde Verhandlungen eingeleitet haben sollten.

RT. XXXIX. Die Artikel XXIII — XXIX.
n auf die am 1. Mai 1827 schon bestandenen
nicht streitigen Vormundschaften oder Pflegschaf-
keine nothwendige Anwendung; vielmehr sollen
leichen auf die bisher Statt gehabte Weise, wenn
durch besondere gemeinschaftliche Uebereinu-
eine Abänderung beliebt wird, bis zu ihrer Been-
g fortgeführt werden.

agegen treten die vorerwähnten Artikel mit dem
hten Termine in Ansehung jener zu bevogten-
Personen in Wirksamkeit, für welche noch keine
undschaft oder Pflegschaft bestellt ist.

41.

1827 *Ordonnance de S. M. Catholiq relative aux consuls et vice-cons étrangers en Espagne, publiée à M drid le 8 Mai* 1827.

(*Le Moniteur universel* 1827 Nr. 163).

ART. I. Aucun consul ou vice-consul étrang pourra exercer dans le port d'Espagne de sa resid aucun acte de jurisdiction, attendu que ce droit partient aux autorités locales, desquelles ils recl ront au besoin la protection qu'on doit leur acc d'après la loi.

ART. II. Aucun consul ou vice-consul étra ne sera empêché par les autorités locales de rec et légaliser des protestations d'avarie et autres mens extra-judiciaires qui appartiennent à son ploi, lorsqu'ils émaneront des sujets de sa nation.

ART. III. Dans les affaires contentieuses et toutes les autres où ils auront à solliciter le pou coërcitif des autorités locales, où il faudra empl quelques formalités judiciaires, la répresentation consuls et vice-consuls étrangers se bornera un ment à celle de simples agens des sujets de leur tions respectives.

ART. IV. Les autorités locales abrégeront, que cela sera compatible avec la droite adminis de la justice, le cours judiciaire et la conclusion procès et des contestations qui s'élèveront parmi sujets des autres nations, afin de leur éviter les judices, que les lenteurs pourroient apporter.

ART. V. Les autorités observeront très exa ment les traités et les conventions en vigueur e l'Espagne et les autres nations, relativement aux mandes et droits déduits par les sujets étrangers.

ART. VI. La juridiction particulière que les torités locales exerceront dans ces cas sera exacten

le sur la loi 6e du titre II, livre 6e de la *No-* 1827
ma Recopilacion.

ART. VII. Les consuls et vice-consuls étrangers ont en Espagne du caractère et de la considéra- publique que leur assigne la même loi.

ART. VIII. Encourront le mécontentement du s autorités qui, par leur omission et leur né- nce, donneroient lieu à ce qu'on introduise le dre abus, soit en tolérant aux consuls ou vice- ls la latitude qu'ils n'auroient pas dans leurs s privatives, soit en dépouillant les tribunaux s qui leur appartiennent, au préjudice du pou- uprême du roi notre seigneur et de la juri- qu'il a daigné leur déléguer.

drid le 8 Mai.

Signé: LOUIS-LOPEZ BALLESTEROS.

42.

ention entre la Sardaigne et plu- cantons Suisses au sujet des lissemens réciproques, datée du 2 Mai 1827; avec les actes y relatifs.

ielle Sammlung der das Schweizerische Staats- ht betreffenden Aktenstücke. Bd. 2. Hft. 4. p. 185 sqs).

Déclaration du 12 Mai 1827, échangée le Directoire fédéral au nom des Can- Suisses ci-après nommés et le Gouverne- de Sa Majesté Sarde, concernant les établissemens réciproques.

. I. Les sujets nés ou originaires des Etats de Majesté le Roi de Sardaigne qui ont aujourd'hui établissement dans l'un des Cantons de Zurich, ne, Glarus, Fribourg, Soleure, Schaffhouse, Gri- s, Argovie, Thurgovie, Tessin, Vaud et Neu- el, et leurs femmes catholiques ou protestantes,

1827 sujettes ou étrangères et tous leurs descendans, [illegible] vront de la Légation Sarde, outre les pièces, lesquelles ils se seront légitimés jusqu'ici, des [illegible] prets à domicile qu'ils déposeront auprès de l'au[illegible] compétente du lieu de leur residence; moyen quel dépôt le permis d'établissement leur sera a[illegible] de la même manière, qu'il est aux ressortissa[illegible] Cantons compris dans le concordat du 10 Juill[illegible] sur l'établissement des Suisses.

Les descendans de ces sujets Sardes, qui [illegible] draient former un établissement séparé ou [illegible] une industrie, ou prendre service dans un autr[illegible] ton que celui pour lequel il aurait été délivré a[illegible] de famille un passe-port à domicile, en reç[illegible] un particulier de la Légation Sarde.

De même les sujets Sardes d'une communion [illegible] tienne, qui viendraient par la suite en Suisse [illegible] projet d'y former un nouvel établissement ou d[illegible] leur domicile dans l'un des Cantons sus-menti[illegible] s'adresseront au Gouvernement respectif pour [illegible] tenir l'autorisation, après qu'ils auront produ[illegible] Légation de Sa Majesté en Suisse un certifi[illegible] bonne conduite et de bonnes moeurs du lieu [illegible] dernière résidence et obtenu d'elle un passe-p[illegible] diquant l'intention de fixer leur domicile dans [illegible] l'autre de ces Cantons.

Les passe-ports à domicile pour les sujets [illegible] déjà établis ou qui viendraient former un nouv[illegible] blissement dans l'un des Cantons sus-menti[illegible] comprendront le chef de famille, sa femme, [illegible] a, ou celle qu'il épouserait en Suisse, et les [illegible] qui seraient nés ou naîtraient de ce mariage.

Ils seront délivrés pour le terme de deux [illegible] leur renouvellement par la Légation Sarde ser[illegible] gatoire au troisième retour du 1. Juillet à da[illegible] leur délivrance. L'échéance de ces passe-po[illegible] fixée invariablement au 1. Juillet, sans qu'un [illegible] de renouvellement puisse être imputé aux Can[illegible] rière lesquels le sujet Sarde sera domicilié; ma[illegible] leur côté les Gouvernemens de ces Cantons n'a[illegible] deront ni ne renouvelleront le permis d'établisse[illegible] sur leur territoire au sujet du Roi, dont le p[illegible] port à domicile serait périmé, avant qu'il se soit [illegible] en règle sous ce rapport auprès de la Légation S[illegible]

. II. Ayant obtenu le permis d'établissement 1827
épôt du passe-port à domicile, le sujet de Sa
Sarde entre dans tous les droits et obligations
ens du Canton où il a formé son établisse-
l'exception des droits politiques et de la par-
aux biens des communes, des corporations
tions pieuses. Il peut dès-lors aussi y exer-
industrie selon les lois et réglemens de police
nton. On ne pourra exiger de lui aucune
n, taxe ou rétribution en argent plus forte
s, auxquelles sont assujettis les ressortissans
tous Suisses compris dans le présent arrange-
orsqu'ils habitent un autre Canton d'après le
t précité, dont une copie authentique sera
à la Légation de Sa Majesté Sarde.

III. Les sujets Sardes qui ne viendront pas-
Suisse qu'une partie de l'année, pour y tra-
comme ouvriers, journaliers etc. etc. ou y
leur industrie sans former d'établissement, ni
de domicile fixe, se muniront pour être en
le passe-ports particuliers délivrés par les
dans de la Province respective, moyennant
ne seront assujettis en Suisse à aucune autre
que celle du visa, dont les autorités canto-
locales revêtiront ces passe-ports, si elles ne
t les faire viser par la Légation Sarde. Ces
orts assurent le retour des porteurs dans les
rdes; toutefois les Cantons ne renouvelleront
isa, ni n'accorderont de permis de séjour ou
ement sur leur territoire, à l'individu dont
-port serait périmé, avant qu'il l'ait échangé
ation du Roi en Suisse contre un passe-port
le.

IV. Par réciprocité les ressortissans des
compris dans le présent arrangement, sur la
ion de l'attestation de bourgeoisie (Heimath-
ou d'un passe-port, délivré par une autorité
ite de leur Canton, et dûment légalisé, se-
s les Etats du Roi participans des mêmes
soumis aux mêmes obligations que les sujets
ajesté, à l'exception des droits politiques et
rticipation aux biens des communes, corpora-
fondations pieuses. Ils seront en général

1827 traités, à l'égard de leur établissement et de l'e
cice de leur industrie, comme les nationaux.

ART. V. En exception à ce qui vient d'êtr
terminé, les sujets et ressortissans de l'un des
pays établis dans l'autre, demeureront, quant
obligations militaires, soumis aux lois de leur p
et celles de leur domicile ne les atteindront pas.

ART. VI. Les sujets de Sa Majesté le R
Sardaigne aujourd'hui établis, ou qui viendraient
blir soit exercer leur profession et industrie en
au moyen de passe-ports à domicile, et les
établis, ou qui iraient s'établir ou exercer leur
strie dans les Etats de Sa Majesté lorsquils vo
retourner dans leur patrie, ou y seront renvoy
sentence juridique, par mesure de haute poli
d'après les lois et ordonnances sur la police des
et l'état des pauvres, y seront reçus en tout t
en toute circonstance, eux et leurs femmes c
ques ou protestantes, sujettes ou étrangères,
leurs descendans. A cet égard la présente d
tion, et les passe-ports qui seront délivrés d'a
modèle annexé, donnent aux Gouvernemens
compris dans la dite déclaration, la même g
pour le retour des sujets Sardes, qui est ass
Gouvernement de Sa Majesté quant aux Suiss
l'attestation de bourgeoisie.

ART. VII. Sa Majesté le Roi de Sardaigne
Cantons Suisses sus-nommés, voulant régler l
malités à observer par les sujets ou ressortis
l'un des Etats qui voudront se marier dans
stipulent qu'aucun mariage ne pourra dorénava
conclu par des sujets de Sa Majesté dans les C
qui prennent part au présent arrangement,
des Suisses dans les Etats du Roi, sans la pro
d'une autorisation de leur Gouvernement, d'u
testation de la publication des bans dûment lé
et d'un passe-port particulier à domicile, déli
nouveau chef de famille Sarde.

L'omission de ces formalités, qui seront re
par la Légation Sarde au nom de son Gouverne
quant aux sujets Sardes établis en Suisse et pa
Chancelleries cantonales pour les ressortissans Su
établis dans les Etats Sardes, exposerait le Gou
nement qui aurait laissé conclure un tel mariage

ction, à garder à sa charge et les époux et 1827
cendans, dans le cas, où à raison de cette
égularité, ils viendraient à perdre leurs droits
patrie primitive.

VIII. Les Cantons non compris dans la convention, auront en tout tems la faculté
ler.

IX. Le présent arrangement relatif aux
des sujets Sardes dans les Cantons précités
isses dans les Etats Sardes, est conclu à da-
Juillet 1827 pour le terme de dix ans, passé
parties contractantes seront libres de le re-
, de le modifier d'un commun accord ou de
rtir entièrement.

le passe-port à domicile à délivrer aux indi-
natifs ou originaires des Etats de Sa Majesté
de Sardaigne, qui auront été reconnus avoir
blissement en Suisse à l'époque de l'arrange-
pris à cet effet entre les deux Etats.

-port à domicile, conformément à la convention de 1827.

Au nom du Roi.

Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipo-
de S. M. le Roi de Sardaigne près la Confé-
Suisse:

ement. . . .

1827 un nouvel établissement en Suisse, le seront d'
le même modèle, sauf qu'il sera dit dans le p
port, qu'ils se proposent de fixer leur domicile
l'un ou l'autre des Cantons compris dans la
vention.

La présente déclaration, dont la ratification
servée aux hauts Commettans des Commissaires,
être échangée à Zurich au plus tard dans le c
de Juillet 1827, a été signée à double origin
nom du Directoire fédéral par Monsieur C
Louis de Watteville de Malessert, membre du
seil souverain de la Ville et République de
Directeur-général de police, et au nom de Sa
jesté le Roi de Sardaigne par Monsieur Charles
zin du Chanay, Chevalier des ordres de St. M
et Lazare et de Savoie, Colonel-adjudant-gén
l'Etat-major des armées de S. M., Son Envoy
traordinaire et Ministre Plénipotentiaire près la
fédération Suisse; l'un et l'autre munis de plein
voirs.

A Berne, le douze Mai mil huit-cent vingt-

CHARLES BAZIN DU CHANAY,
Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Sardaigne près la Confédération Suisse.

CHARLES LOU
DE WATTEVILL
*Membre du Conseil Sou
de la Ville et Répub
de Berne, Directeur-
ral de police et Commi
fédéral ad hoc.*

B. *Acte de ratification du Gouvernement
de Sardaigne du* 16 *Juin* 1827.

Nous Victor Sallier Comte De la Tour, Chev
de l'ordre suprême de la très-sainte Annunc
Grand-Croix de l'ordre Royal et militaire des S
Maurice et Lazare, Commandeur de l'ordre mili
de Savoie, Grand-Croix des ordres de St. Etie
de Hongrie, de Léopold d'Autriche et de St. L
de France, Chevalier de l'ordre Impérial de St.
xandre Newski de Russie et de l'Aigle rouge de
mière Classe de Prusse, Général de Cavalerie, M
tre et Premier Secrétaire d'Etat des Affaires Et
gères de Sa Majesté le Roi de Sardaigne. —

Faisons savoir à tous ceux à qui il appartiendra; 1827
pour légitimer sur des bases de convenance réci-
ne l'établissement des sujets de S. M. dans les
ens Cantons Suisses, et viceversa des ressortis-
des dits Cantons dans les Etats de S. M., l'En-
Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de
e Majesté près la Confédération Suisse aurait en
de l'autorisation spéciale qui lui a été conférée,
et signé le 12 Mai dernier avec le Commis-
cet effet délégué par le Directoire Fédéral la
ion dont la teneur suit:

(*Teneur de la convention.*)

us ayant soumis la précédente Déclaration au
et en ayant obtenu Son approbation Royale,
avons été autorisés à la ratifier, ainsi que par
ésentes nous l'approuvons, confirmons, et ra-
, promettant au nom de Sa Majesté que tous
ticles renfermés dans cette Déclaration seront
ment observés.

foi de quoi nous avons signé la présente rati-
et y avons fait apposer le sceau de la Secré-
d'Etat des Affaires Etrangères.

it à Turin le 16 du mois de Juin 1827.

DE LA TOUR.

Par S. E. le Ministre:

le Secrétaire d'Etat

FALCONET.

Acte de ratification du Directoire fédéral, au nom des Cantons du 14 *Août* 1827.

us les Bourgmestres et Conseil d'Etat de Zurich,
oire actuel de la Confédération Suisse,

éclarons et faisons savoir par les présentes:

la convention signée à Berne en forme de décla-
n à échanger, le douzième de Mai mil huit-cent
t-sept, entre Monsieur Charles Louis de Watte-
, membre du Conseil souverain de la Ville et
ublique de Berne, Directeur-général de police, et
missaire fédéral ad hoc; et Son Excellence Mon-
r le Chevalier Bazin du Chanay, Envoyé Extra-

1827. ordinaire, et Ministre Plénipotentiaire de Sa Maje
le Roi de Sardaigne en Suisse, concernant les règ
à suivre pour les établissemens réciproques;

Ayant été transmise aux Cantons confédérés,
leur votes recueillis au protocôle de la Diète ayant
connaître quels sont ceux des Etats du Corps H
tique, qui dès à présent ont accepté définitive
les résultats de cette négociation;

Nous au nom et de la part de ces mêmes
tons attestons et certifions, que la dite conve
telle qu'elle a été signée par les Plénipotentiaire
spectifs de mot à mot comme suit:

(*Teneur de la convention.*)

a été et est acceptée dans tout son contenu pa
Cantons de Zurich, Berne, Glarus, Fribourg,
leure, Schaffhouse, Grisons, Argovie, Thurg
Tessin, Vaud et Neuchâtel. En conséquence no
déclarons sanctionnée et ratifiée par les Cantons
nommés et promettons qu'elle sera par eux fidèle
et religieusement observée.

En foi de quoi les présentes ont été munies
signature de notre Bourgmestre en charge, Pré
de la Diète et du Directoire fédéral, et de ce
Chancelier et du sceau de la Confédération Suis
Zurich le quatorzième d'Août mil huit-cent vingt-

*Le Bourgmestre en charge du Ca
de Zurich, Président de la Diète
du Directoire fédéral:*

DE WYSS.

Le Chancelier de la Confédéra

MOUSSON.

D. *Note concernant l'accession du Canton de Lucerne.*

L'accession du Canton de Lucerne à la conve
tion ci-dessus a été déclarée à la Légation de S
daigne par acte du Directoire fédéral du 14 Août 18
La déclaration d'acceptation et de réciprocité a
donnée par la Légation de S. M. le Roi de Sardai
en date du 31 Août 1827.

Procès-verbal de l'échange des ratifications. 1827
(31 *Août* 1827.)

La convention concernant les établissemens réciproques des sujets de Sa Majesté le Roi de Sardaigne en Suisse et des Suisses dans les Etats de la Monarchie Sarde, signée à Berne par les Plénipotentiaires respectifs le douze de Mai mil huit-cent vingt-sept, ayant été ratifiée par les douze Cantons désignés dans ladite convention, savoir: Zurich, Berne, Glarus, Fribourg, Soleure, Schaffhouse, Grisons, Argovie, Thurgovie, Tessin, Vaud et Neuchâtel d'une part; et de l'autre par le Gouvernement de Sa Majesté Sarde; et le Gouvernement de la Ville et République de Lucerne ayant également déclaré son accession pleine et entière à la dite convention, — les Soussignés se sont réunis afin de procéder à l'échange soit des actes de ratification du Roi et des douze Cantons sus-nommés, soit des déclarations spéciales concernant l'accession du Canton de Lucerne, et lecture ayant été faite desdits actes, lesquels ont été trouvés en bonne forme, l'échange s'en est fait en la manière accoutumée.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent procès-verbal et y ont apposé le cachet de leurs armes, à Berne le trente et un d'Août mil huit-cent vingt-sept. (1827.)

CHARLES BAZIN DU CHANAY,
Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Sardaigne près la Confédération Suisse.

CHARLES LOUIS DE WATTEVILLE,
Membre du Conseil Souverain de la Ville et République de Berne, Directeur-général de police et Commissaire fédéral ad hoc.

Note sur l'accession conditionelle des Cantons de Saint-Gall et Valais.

Quant aux rapports sur les établissemens avec les Etats de Sardaigne (recès de 1827 pag. 107 jusques à 109), le Canton de St. Gall a adhéré par acte du 17 septembre 1827 au traité ci-dessus, mais d'une manière conditionnelle et en exceptant les dispositions contenues aux articles 1 et 2 du traité, en tant qu'elles se réfèrent au concordat fédéral sur les établis-

1827 semens, du 10 Juillet 1819. A cet égard St. G promet simplement: „de traiter les sujets de Sa M „jesté le Roi de Sardaigne, quant à la concession „permis de domicile et quant aux impositions, ta „et rétributions en argent, comme les Suisses „autres Cantons". La Légation Royale de Sarda a accepté cette accession conditionnelle par une claration en date du 27 Octobre 1827. Le Ca du Valais a de même déclaré son accession sou même réserve et aux mêmes conditions que St. C par acte du 22 Janvier 1828, et a reçu en retour déclaration d'acceptation de la Légation de Sarda en date du 8 Février de la même année.

43.

Déclarations entre le Danemarc la Russie, relativement à l'abol tion du droit de détraction. S. Copenhague le 18 Mai 1827.

(*Copenhague. Chez le Directeur Jens Hostrup Schultz* 4°.)

1. Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russ ayant décreté par un Oukase donné au Sénat di geant le 2 Juin 1823: „Que le droit de détracti „exercé au profit du Trésor Impérial sur l'expor „tion et le transfer hors de l'Empire des héritages „autres biens appartenant à des étrangers seroit ab „en faveur des sujets de celles des autres Puissan „qui auroient réciproquement arrêté dans leurs Et „une abolition semblable en faveur des sujets Ru „ses", le Soussigné, Ministre d'Etat de Sa Maje le Roi de Danemarck, dirigeant le Département affaires étrangères, afin de rendre cette dispositi immédiatement applicable aux sujets Danois, décl par la présente au nom de son Gouvernement q le droit de détraction tel qu'il a été défini ci-des n'est et ne sera pas exercé dans les Etats de Sa M

té le Roi de Danemarck sur les héritages et autres 1827
ma échus ou appartenant à des sujets Russes et que
bolition de ce droit en faveur de ceux-ci aura son
ein et entier effet, non seulement dans tous les cas
turs, mais encore dans tous ceux où jusqu'au jour
la signature de la présente Déclaration les Droits
s n'auront pas encore été effectivement et défi-
ivement perçus.

En foi de quoi la présente Déclaration, destinée
re échangée contre une Déclaration semblable de
Cour de Russie, assurant une parfaite réciprocité
ux sujets Danois, a été signée par lui et munie du
chet de ses armes.

Fait à Copenhague, ce 18 Mai 1827.

(*Signé*) E. *Comte* DE SCHIMMELMANN.

2. Les Cours de Danemarck et de Russie étant con-
nues d'étendre au Royaume de Pologne et aux su-
ts Polonois les dispositions des Déclarations échan-
es entre Elles le 18 Mai 1827 relativement à l'abo-
tion réciproque du droit de détraction, le Soussigné,
Ministre d'Etat de Sa Majesté le Roi de Danemarck,
dirigeant le Département des affaires étrangères, dé-
lare par la présente, que le droit de détraction ex-
cé au profit du trésor Royal de Danemarck sur
exportation et le transfer hors des Etats de Sa dite
ajesté des héritages et autres biens appartenant à
s étrangers est et demeure aboli en faveur des sujets
Royaume de Pologne, et que l'abolition de ce droit
a son plein et entier effet non seulement dans tous
s cas futurs, mais encore dans tous ceux, où jus-
au jour de la signature de la présente Déclaration
s droits abolis n'auront pas encore été effectivement
définitivement perçus.

En foi de quoi le Soussigné, a muni de Sa signa-
re la présente Déclaration, destinée à être échangée
ntre une Déclaration semblable de la part de l'En-
yé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa
ajesté l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Po-
gne, assurant une parfaite réciprocité aux sujets de
Majesté le Roi de Danemarck, et y a fait apposer
cachet de ses armes.

Fait à Copenhague le 18 Mai 1827.

(*Signé*) E. *Comte* DE SCHIMMELMANN.

44.

1827 ***Convention entre le Grand duché de Saxe-Weimar et la principauté de Schwarzbourg-Sondershausen, concernant la réception réciproque des vagabonds, publiée à Weimar le 22 Mai 1827.***

(*Grofsherzogl. Sachsen-Weimar-Eisenachisches Regierungs-Blatt.* Nr. 10. d. 26. Jun. 1827).

Zwischen der Grofsherzogl. Sächsischen und der Fürstlich Schwarzburg-Sondershausischen Regierung ist, wegen wechselseitiger Uebernahme der Vagabunden und Ausgewiesenen folgende Uebereinkunft verabredet worden:

§. 1. Es soll in Zukunft kein Vagabund oder Verbrecher in das Gebiet des andern der beiden hohen kontrahirenden Theile ausgewiesen werden, wenn derselbe nicht entweder ein Angehöriger desjenigen Staates ist, welchem er zugewiesen wird, und in demselben sein Heimwesen zu suchen hat, oder durch das Gebiet desselben, als ein Angehöriger eines in grader Richtung rückwärts liegenden Staates, nothwendig seinen Weg nehmen mufs.

§. 2. Als Staatsangehörige, deren Uebernahme gegenseitig nicht versagt werden darf, sind anzusehen

a. alle diejenigen, deren Vater, oder wenn sie aufser der Ehe erzeugt wurden, deren Mutter, zur Zeit ihrer Geburt, in der Eigenschaft eines Unterthans mit dem Staate in Verbindung gestanden oder welche ausdrücklich zu Unterthanen aufgenommen worden sind, ohne nachher wieder aus dem Unterthans-Verbande entlassen worden zu sein, oder ein anderweitiges Heimathsrecht erworben zu haben

b. diejenigen, welche von heimathlosen Aeltern zufällig innerhalb des Staatsgebietes geboren sind, so lange sie nicht in einem andern Staate das Unterth

nrecht, nach dessen Verfassung erworben, oder 1827
ch daselbst verheirathet, oder darin, unter Zulas-
ng der Obrigkeit, zehen Jahre lang gewohnt haben;

c. diejenigen, welche zwar weder in dem Staats-
biete geboren sind, noch das Unterthanenrecht
ch dessen Verfassung erworben haben, hingegen,
ch Aufgebung ihrer vorherigen staatsbürgerlichen
rhältnisse, oder überhaupt als heimathlos, dadurch
nähere Verbindung mit dem Staate getreten sind,
s sie sich daselbst verheirathet haben, oder dafs
en, während eines Zeitraumes von zehn Jahren
llschweigend gestattet worden ist, darin ihren Wohn-
z zu haben;

wobei festgesetzt worden ist, dafs auch insbe-
ondere diejenigen als ausdrücklich zu Unterthanen
fgenommen betrachtet werden sollen, welche nicht
dem Staatsgebiete geboren sind, jedoch dem Staate,
Zeiten eines Krieges oder des Friedens, Militär-
nste geleistet haben, und zwar ohne Rücksicht auf
Dauer dieses Dienstverhältnisses und den im Mi-
r gehabten Rang.

§. 3. Wenn ein Landstreicher ergriffen wird,
cher in dem einen Staate geboren ist, in einem
dern aber das Unterthanenrecht ausdrücklich erwor-
n, oder sich verheirathet, oder durch zehnjährigen
fenthalt sich einheimisch gemacht hat: so ist der
dere Staat vorzugsweise verbunden ihn aufzuneh-
n. Trift das ausdrücklich erworbene Unterthа-
recht in dem einen Staate mit der Verheirathung
der zehnjährigen Wohnung in einem andern
ate zusammen, so ist das erweislich neuere Ver-
nifs entscheidend, jedoch dann, wenn hierüber zu
r ausreichenden Gewifsheit nicht zu gelangen sein
e, der Staat, in welchen dem Heimathlosen ein
jähriger Aufenthalt gestattet worden, vorzugs-
se zu seiner Aufnahme verpflichtet.

§. 4. Sind bei einem Vagabunden oder auszuwei-
nden Verbrecher keine der in den vorstehenden
Paragraphen enthaltenen Bestimmungen anwendbar:
o mufs derjenige Staat, in welchem er sich befindet,
hn vorläufig beibehalten.

§. 5. Verheirathete Personen weiblichen Geschlechts
nd demjenigen Staate zuzuweisen, welchem ihr

1827 Ehemann, vermöge eines der angeführten Verhä
nisse, zugehört. Wittwen sind nach ebendenselb
Grundsätzen zu behandeln, es wäre denn, dafs wä
rend ihres Wittwenstandes eine Veränderung ein
treten sei, durch welche sie, nach den Grundsät
der gegenwärtigen Uebereinkunft, einem andern Sta
zufallen.

Auch soll Wittwen, imgleichen den Geschie
nen, oder von ihren Ehemännern verlassenen E
weibern die Rückkehr in ihren auswärtigen Gebur
oder vorherigen Aufenthaltsort dann vorbehalten b
ben, wenn die Ehe, innerhalb der ersten fünf Ja
nach deren Schliefsung, wieder getrennt worden u
kinderlos geblieben ist.

§. 6. Befinden sich unter einer heimathlosen F
milie Kinder unter 14 Jahren, oder welche sonst w
gen des Unterhaltes, den sie von den Aelteren
niefsen, von denselben nicht getrennt werden k
nen: so sind solche, ohne Rücksicht auf ihren
fälligen Geburtsort, in denjenigen Staat zu verw
sen, welchen bei ehelichen Kindern der Vater, o
bei unehelichen die Mutter zugehört.

Diejenigen ehelichen Kinder einer heimathlo
Familie, welche 14 Jahre und darüber alt sind,
bei ihren Aeltern keinen Unterhalt finden, gehö
so fern nicht ein näherer Anspruch auf ihre and
weitige Aufnahme begründet ist, in den Ort ih
Geburt. Uneheliche Kinder gehören, ohne Un
schied des Alters, dem Staate zu, in welchem
Mutter Heimathsrechte anzusprechen hat, wenn ni
erstere, nach Maſsgabe der Bestimmungen im § 1
3 dieser Uebereinkunft, Angehörige des einen o
des andern Staates geworden sind.

§. 7. Hat ein Staatsangehöriger durch irgend e
Handlung sich seines Bürgerrechts verlustig gema
ohne einem andern Staate zugehörig geworden
sein, so kann der erstere Staat der Beibehaltung o
Wiederannahme desselben sich nicht entziehen.

§. 8. Handlungsdiener, Handwerksgesellen u
Dienstbothen, welche ohne eine selbstständige Wir
schaft zu haben, in Diensten stehen, imgleichen Zö
linge und Studierende, welche der Erziehung oder
Unterrichtes wegen irgendwo verweilen, erwerb

durch diesen Aufenthalt, wenn derselbe auch länger 1827
als zehen Jahre dauern sollte, kein Wohnsitzrecht. Zeitpächter sind den hier oben benannten Individuen nur dann gleich zu achten, wenn sie nicht für ihre Person, oder mit ihrem Hausstande und Vermögen sich an den Ort der Pachtung hinbegeben haben.

§. 9. Diejenigen, welche als Landstreicher oder aus irgend einem andern Grunde ausgewiesen werden, hingegen in dem benachbarten Staate, nach den in der gegenwärtigen Uebereinkunft festgestellten Grundsätzen, kein Heimwesen anzusprechen haben, ist letzterer, den Eintritt in sein Gebiet zu gestatten nicht schuldig, es würde denn urkundlich zu völliger Ueberzeugung dargethan werden können, dafs das zu übernehmende Individuum einem in grader Richtung rückwärts liegenden Staate zugehöre, welchen dasselbe nicht wohl anders, als durch das Gebiet des ersteren geführt werden kann.

§. 10. Sämmtlichen betreffenden Behörden wird zur strengsten Pflicht gemacht, die Absendung der Vagabunden in das Gebiet des andern der hohen kontrahirenden Theile nicht blofs auf die eigene unrichtige Angabe derselben zu veranlassen, sondern wenn das Verhältnifs, wodurch der andere Staat zur Uebernahme eines Vagabunden konventionsmäfsig verpflichtet wird, nicht aus einem unverdächtigen Passe, oder aus anderen völlig glaubhaften Urkunden hervorgeht, oder wenn die Angabe des Vagabunden auch durch besondere Gründe und die Verhältnisse des vorliegenden Falles unzweifelhaft gemacht wird, zuvor die Wahrheit sorgfältig zu ermitteln und nöthigen Falles bei der vermeintlich zur Aufnahme des Vagabunden verpflichteten Behörde Erkundigung einzuziehen.

§. 11. Sollte der Fall eintreten, dafs ein von dem einen der hohen kontrahirenden Theile dem andern Theile zum weiteren Transporte in einen rückwärts liegenden Staat, zu Folge der Bestimmung des §. 9. zugeführter Vagabunde von dem letzteren nicht angenommen würde: so kann derselbe wieder in denjenigen Staat, welcher ihn ausgewiesen hatte, zur vorläufigen Beibehaltung zurückgebracht werden.

1827 §. 12. Um die Transporte gehörig zu dirigire sind zur beiderseitigen Uebernahme folgende Orte u Behörden — und zwar

auf Grofsherzogl. Sächsischem Gebiete:
die Grofsherzogl. Aemter zu Grofsrudestedt,
— — — — Allstedt,
— — — — Oldisleben,
— — — — Berka am I.,
— — — — Vieselbach,
— — — — Ilmenau
und die Grofsherzogl. Stadt-Polizei-Kommission Eisenach;

auf Fürstl. Schwarzburg-Sondershausischen Gebi die Fürstl. Aemter zu Klingen,
— — — — Sondershausen und
— — — — Arnstadt
festgesetzt worden.

§. 13. Die Ueberweisung der Vagabunden schieht in der Regel vermittelst Transportes und gabe derselben an die Polizei-Behörde desjenigen tes, wo der Transport als von Seiten des ausweis den Staates für beendiget anzusehen ist.

Mit den Vagabunden werden zugleich die Bew stücke, worauf der Transport konventionsmäfsig gründet wird, übergeben. In solchen Fällen, keine Gefahr zu besorgen ist, können einzelne Va bunden auch mittelst eines Laufpasses, in welch ihnen die zu befolgende Route genau vorgeschrie ist, in ihr Vaterland gewiesen werden.

Es sollen auch nie mehr als drei Personen gleich auf den Transport gegeben werden, es denn, dafs sie zu einer und derselben Familie ren und in dieser Hinsicht nicht wohl getrennt den können.

Gröfsere so genannte Vaganten-Schube solle künftig nicht Statt finden.

§. 14. Da die Ausweisung der Vagabunden nich auf Requisition des zur Annahme verpflichteten Sta tes geschieht, und dadurch zunächst nur der eige Vortheil des ausweisenden Staates bezweckt wird: s können für den Transport und die Verpflegung de Vagabunden keine Anforderungen an den übernehmenden Staat gemacht werden.

Wird ein Ausgewiesener, welcher einem rück- 1827
rts liegenden Staate zugeführt werden soll, von
em nicht angenommen, und deshalb nach §. 11.
denjenigen Staat, welcher ihn ausgewiesen hatte,
ückgebracht: so mufs letzterer auch die Kosten
Transportes und der Verpflegung erstatten, wel-
bei der Zurückführung aufgelaufen sind.

§. 15. Vorstehende Uebereinkunft soll vom Tage
beiderseits zu bewirkenden Publication an, ver-
ich sein und in Kraft treten. —

Da nun Se. Königl. Hoheit, der Grofsherzog zu
en-Weimar-Eisenach, diese Uebereinkunft al-
alben genehmiget und wegen Vollziehung der-
en das Erforderliche anzuordnen geruhet haben:
wird deren Bekanntmachung auf höchsten Befehl
durch bewirkt.

Weimar den 22. Mai 1827.

Grofsherzogl. Sächsische Landes-Direktion

F. VON SCHWENDLER.

45.

wention entre la Suede et la Porte, accorde aux bâtimens Suédois Norvégiens le privilège de navi- sur la mer noire, faite et con- à Constantinople le 28 *Mai* 1827 *et y ratifiée le* 25 *Août de la même année.*

(*Cum Gratia et Privilegio S:ae R:ae Majtis.* Stockholm, tryckt i Kongl. Tryckeriet, 1827.)

omme preuve des sentimens d'affection amicale de Sublime Porte pour la Cour de Suède et de Nor-

1827 vège; En considération de l'amitié cordiale et
cèré que la Cour de Suède et de Norvège ne
de témoigner à la Sublime Porte; Conformémen
Traité conclu l'an de grâce Mil Sept Cent T
Sept (l'an de l'Hégire Mil Cent quarante neuf);
les deux Cours, et à la suite de la demande,
par la Cour de Suède et de Norvège, de la co
sion pour Ses bâtimens marchands de commercer
la Mer Noire; le Soussigné, Ministre Résident
Majesté le Roi de Suède et de Norvège près la
lime Porte, autorisé à conférer sur cet objet,
régler cette affaire, de la part de Sa Majesté l
de Suède et de Norvège, conjointement avec Son
cellence Monsieur MEHEMED PERTEW, Reis Ef
de la Sublime Porte; Ayant conféré ensemble,
avons dressé et conclu les Articles suivans:

ART. I. La concession Impériale de naviguer
la Mer Noire ayant été faite aux bâtimens marc
Suédois et Norvégiens, ces bâtimens, chargés ou
des, arrivant désormais dans le port de Constan
ple, seront d'abord visités par les préposés d
douane et du port. S'il s'y trouverait des Ar
prohibés, ou des rayahs, ou les débarquera; et
que tout soupçon de fraude sera écarté, il sera
vré à ces bâtimens des fermans de passage à la
noire, (exempts de toutes difficultés indues et
contrevenir aux réglemens intérieurs de l'Em
conformément à ce qui se pratique avec les bât
des autres Puissances amies.

De la même manière, les bâtimens marchand
tomans, qui iront en Suède ou en Norvège, j
de tous les privilèges et immunités accordés aux
tions les plus favorisées.

ART. II. Les Ministres ou Consuls de Suède
Norvège, résidans dans l'Empire Ottoman, ne
mettront pas que des bâtimens rayahs de la Sub
Porte, ou de toute autre Nation que Suédoise et
végienne, se couvrent du pavillon Suédois et
végien, ni leur délivreront des passeports; et l'o
considérera comme vrai bâtiment Suédois et No
gien que celui qui arrivera avec de véritables p
ports Suédois et Norvégiens, et dont le Capitai
la moitié de l'équipage seront sujets de Sa Majes

i de Suède et de Norvège. Tout bâtiment autre- 1827
nt qualifié ne sera pas considéré comme Suédois
Norvégien, la concession présente etant bornée à
x seuls.

ART. III. Comme cette concession du commerce
la Mer Noire aux bâtimens marchands de Suède
de Norvège leur est toujours profitable, et afin
la Sublime Porte en retire aussi un avantage
rident, il sera perçu, chaque fois qu'un bâtiment
dois ou Norvégien passera de la sorte de la Mer
che à la Mer Noire, ou de la Mer Noire à la
r blanche, pour chaque bâtiment chargé, un droit
péage de cinq cens piastres (en outre des droits
douane et autres ordinaires) et de deux cent cin-
nte piastres pour chaque bâtiment vuide. On ne
mettra pas que la moindre excuse ou prétexte ait
pour le payement du dit droit de péage, et lors-
la remise en aura été rapportée par Ilam, la fa-
de passer sera donnée à ces bâtimens.

ART. IV. Lorsque les dits bâtimens voudront,
nécessité, (c'est à dire que les bâtimens faisant
, les cargaisons de grains deviendraient humides
riqueraient de se gâter) transborder, dans le port
Constantinople, sur d'autres bâtimens, leurs car-
ons de grains, apportées des ports Russes de la
Noire, le fait sera préalablement annoncé par la
ion de Suède et de Norvège à la Sublime Porte.
ire sera adressée aux préposés de la douane et
rt, et lorsqu'il constera que dans le transborde-
demandé il n'y aura aucune fraude, contraire
règlement, la faculté en sera donnée par ferman
oughra.

ART. V. La protection et l'assistance qui, en
du susdit Traité, sont actuellement accordées
sujets Suédois et Norvégiens dans les ports de
Mer Blanche et dans le reste de l'Empire Otto-
n, leur seront désormais accordés lorsque, en cas
besoin, ils visiteront quelques uns des ports de
mpire Ottoman situés sur la mer Noire. Dans
les cas, et de toute manière, ces bâtimens et
ets seront protégés et assistés; et il ne sera pas
mis que, sans motif, ils soyent molestés ou in-
étés.

1827

Conclusion.

Dans l'espace de trois mois, à dater du jour
l'échange de la présente Convention officielle, sig
et scellée par les deux parties, et renfermant les
ticles établis, comme ci-dessus, entre la Mission
Suède et de Norvège et le Ministère des affa
étrangères de l'Empire Ottoman, elle sera corrob
et confirmée par la remise réciproque d'une Note
ficielle, contenant l'approuvé et l'acceptation des
Hautes Parties Contractantes.

Fait à Constantinople le jourd'hui, Vingt-huit
du mois de Mai, l'an de grâce Mil Huit Cent V
Sept.

Le Cte. DE LÖWENHIEL

L'original Turc est daté au commencement du
de Zilka-dé l'an Mil Deux Cent Quarante Deux.
(*Signé*) Celui qui demande secours à Dieu
Roi, le Dispensateur.

EL SEID MEHEMED SAID PER
Reis Effendi.

Ratification.

Le Soussigné, Ministre Résident de Sa Majes
Roi de Suède et de Norvège, près la Sublime P
ayant porté à la connaissance de Son Auguste
verain, la Convention officielle, qu'en Son nom e
suite de Son autorisation, le Soussigné a sign
scellée à Constantinople, le vingt-huitième jou
mois de Mai, l'an de Grâce Mil Huit Cent Ving
avec Son Excellence Monsieur MEHEMED PE
Reis Effendi de la Sublime Porte, traitant en
nom et par suite de Son autorisation; le Soussig
eu l'ordre de déclarer, par la présente Note offic
qui sera échangée contre une Note réciproque de
part du Ministère des Affaires Etrangères de l'Emp
Ottoman, que Sa Majesté le Roi de Suède et de N
vège corrobore et confirme la dite Convention o
cielle en l'approuvant et l'acceptant dans tous Ses A
ticles, points et clauses, promettant, de la manière
plus explicite que faire se peut, d'en remplir les
pulations fidèlement, sincèrement et loyalement.

foi de quoi le Soussigné, par suite de l'auto- 1827
n spéciale à lui donnée, a signé la présente
et Déclaration officielle et y a apposé le cachet
s armes. Fait à Constantinople le Vingt Cinq
l'an de Grâce Mil Huit Cent Vingt Sept.

(*Signé*) *Le Cte.* de Löwenhielm.

Traduction de la Ratification Turque.

le Comte de Löwenhielm, Ministre de
ajesté le Roi de Suède et de Norvège près la
ne Porte Ottomane, ayant demandé de la part
Cour, en faveur des bâtimens marchands Sué-
et Norvégiens la concession de naviguer dans la
Noire, la Sublime Porte, eu égard aux sentimens
es d'amitié, que la Cour de Suède et de Nor-
ne cesse de Lui témoigner, et pour prouver
Sa sincère amitié envers la dite Cour, a adhéré
susdite demande.

près que le Ministre en eût conféré avec le Reis
di de la Sublime Porte, un acte de Convention
lle en Cinq articles et une conclusion a été dressé,
et échangé entre eux au commencement de
-dé Mil Deux Cent Quarante Deux. Comme
était stipulé que, dans l'espace de trois mois, à
du jour de la signature du dit Acte de Con-
on officielle, il serait corroboré et confirmé par
mise réciproque de Notes officielles, annonçant
ptation des deux Puissances, le Ministre de Suède
Norvège expédia le dit Acte à Sa Cour, et il a
ncé par une Note officielle, qu'il était chargé de
rer, de la part de Sa Majesté le Roi de Suède
Norvège, qu'Elle acceptait et ratifiait tous les
les y contenus et qu'Elle promettait d'en rem-
idèlement et loyalement toutes les stipulations.

e dit Acte ayant été également soumis à Sa
esse le Grand Seigneur, la présente Note offi-
a été dressée et échangée contre celle de notre
le Ministre, pour lui annoncer, que Sa Hautesse
tait et ratifiait tous les Articles de la dite Con-
on, et que, tout comme Sa Majesté le Roi de
et de Norvège S'engageait à en remplir fidèle-

1827 ment et à la lettre toutes les stipulations, la Sublime Porte ne cesserait jamais de mettre tous Ses soins possibles à observer scrupuleusement et loyalement ces mêmes stipulations. Le Deux Safer Mil Deux Cent Quarante Trois.

(*Signé*) EL SEID MEHEMED SAID PERTEV.

Pour traduction exacte:

A. TESTA.

Premier Drogueman de la Mission de Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège.

46.

Déclaration signée entre les Pays-Bas et la Suède et la Norvège relativement à l'extradition de matelots déserteurs, le 29 Mai 1827.

(*Le Moniteur universel* 1827. Nr. 302. *Journal officiel du royaume des Pays-Bas* 1827. Nr. 36.)

S. M. le Roi des Pays-Bas et S. M. le Roi de Suède et de Norvège, soigneux d'écarter, autant que faire se peut, les désagrémens et les entraves, qui résultent de la désertion des matelots ou autres individus, appartenant à des vaisseaux, de l'un des deux Etats dans les ports de l'autre, et voulant établir d'un commun accord, des règles fixes et invariables, tant pour la réclamation que pour l'extradition des déserteurs, sont convenus pour cet effet des principes suivans:

ART. I. Tout matelot ou individu quelconque appartenant à l'équipage d'un vaisseau de guerre ou d'un bâtiment marchand de l'un des deux Etats, qui déserterait dans un port situé dans les domaines de l'autre, pourra être reclamé, quels que soient les engagemens, qu'il aura contractés ailleurs, et il sera re-

né, sans qu'il soit fait de distinction, sous ce rap- 1827
, entre des matelots natifs du pays, auquel ap-
tient le bâtiment, et ceux qui seraient nés dans un
ième pays quelconque, pourvu qu'il soit prouvé
les rôles qu'ils auraient fait partie de l'équipage,
moment de l'arrivée du navire, dans le port où la
rtion aurait eu lieu.

ART. II. Sont exceptés de cette stipulation, les
elots, qui seraient sujets de l'État, dans le port
il ils auraient déserté, après avoir pris service à
d'un bâtiment de l'autre nation. Des matelots
tte catégorie seront cependant tenus à indemni-
le capitaine ou l'armateur du bâtiment de toute
e constatée, que ceux-ci auraient éprouvée, par
e de la désertion.

ART. III. Pour éviter la perte de temps qu'en-
erait une correspondance diplomatique, il est con-
que les réclamations de la nature en question
ront être adressées directement, par les capitaines
aîtres de navires, à l'autorité supérieure du lieu,
désertion aurait eu lieu. Cette réclamation de-
être accompagnée du signalement de l'individu
en serait l'objet, ainsi que de preuves suffisantes
se trouvait inscrit sur les rôles de l'équipage.

ART. IV. L'autorité locale, à laquelle une pareille
amation viendrait à être adressée, sera obligée de
dre toutes les mesures conformes aux lois exi-
es du pays, pour découvrir et arrêter les déser-
, et leur extradition s'effectuera, moyennant le
oursement, à la charge du requérant, des frais
le aura occasionnés.

Si le déserteur se trouvait avoir commis quelque
e ou délit postérieurs à la désertion, il pourra
sursis à son extradition, jusqu'à ce que le tribu-
nanti de l'affaire, aura rendu sa sentence, et que
e-ci ait reçu son exécution.

ART. V. La Présente déclaration aura force et
eur, à dater du 1^r^ Juin de l'année courante de
27.

En foi de quoi Nous soussignés, au nom de nos
gustes Souverains, et par suite des autorisations à
ous données, avons signé la présente déclaration dres-

1827 sée en deux exemplaires conformes, et y avons posé le cachet de nos armes.

Fait à Stockholm, le 29 du mois de Mai h it-cent-vingt-sept.

Signé P. DE CROMBRUGGHE — *Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de S. M. le Roi des Pays-Bas près de S. M. le Roi de Suède et de Norvège etc. etc.*

G. *Cte.* DE WETTSTEDT. — *Ministre d'Etat et des affaires étrangères de S. M. le Roi de Suède et de Norvège.*

Pour copie conforme

Le Ministre des affaires étrangères

Signé VERSTOLK DE SOE

47.

Convention entre la France et la Suisse concernant les établissemens récip ques, signée le 30 *Mai* 1827, *les actes y relatifs.*

(*Offizielle Sammlung der das Schweizerische Staatsrecht betreffenden Aktenstücke.* Bd. 2. Heft. pag. 166 esq.)

A. *Convention du* 30 *Mai* 1827.

Sa Majesté le Roi de France et de Navarre, Confédération helvétique ayant jugé nécessaire rêter d'un commun accord, relativement à l'établ sement des Français en Suisse, et des Suisses France, des règles fixes, stables et propres à facil les rapports des sujets des deux pays, les Plénipot tiaires soussignés, savoir:

Au nom de Sa Majesté Très-Chrétienne le Si François-Joseph-Maximilien-Gérard de Rayn Grand-Officier de l'ordre royal de la légion d'honn chevalier de l'ordre royal de Charles III, Conseil

:, Son Ambassadeur près la Confédération hel- 1827
ie,
t au nom des Cantons Suisses, les Sieurs Emma-
Frédéric Fischer, Avoyer de la Ville et Répu-
e de Berne, Jean Herzog d'Effinguen, Bourg-
e du Canton d'Argovie, et Auguste-Charles-
çois de Perrot, Conseiller d'Etat de Neuchâtel,
nés à cet effet par le Directoire fédéral,

près s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs
tifs, sont convenus des Articles suivans:

RT. I. Les Français seront reçus et traités dans
e Canton de la Confédération, relativement à leurs
onnes et à leurs propriétés, sur le même pied et de la
e manière que le sont, ou pourront l'être à l'avenir,
ssortissans des autres Cantons. Ils pourront en con-
ence aller, venir et séjourner temporairement en
e, munis de passe-ports réguliers, en se con-
nt aux lois et réglemens de police. Tout genre
strie et de commerce permis aux ressortissans
vers Cantons, le sera également aux Français,
s qu'on puisse exiger d'eux aucune condition
aire ou autre plus onéreuse. Lorsqu'ils pren-
t domicile ou formeront un établissement dans les
ons qui admettent celui des ressortissans de leurs
Etats, ils ne seront également astreints à aucune
e condition que ces derniers.

RT. II. Pour prendre domicile, ou former un
ssement en Suisse, ils devront être munis d'un acte
matriculation constatant leur qualité de Français,
ur sera délivré par l'Ambassade de France après
s auront produit des certificats de bonne conduite
bonnes moeurs, ainsi que les autres attestations
ées.

RT. III. Les Suisses jouiront en France des
s droits et avantages que l'article premier ci-des-
ssure aux Français en Suisse, de telle sorte qu'à
d des Cantons qui, sous les rapports spécifiés
t article premier, traiteront les Français comme
propres ressortissans, ceux-ci seront, sous les
es rapports, traités en France comme les natio-
. Sa Majesté Très-Chrétienne garantit aux au-
Cantons les mêmes droits et avantages dont ils
nt jouir ses sujets.

1827 ART. IV. Les sujets ou ressortissans de l'un deux Etats, établis dans l'autre, ne seront pas attei par les lois militaires du pays qu'ils habiteront, m resteront soumis à celles de leur patrie.

ART. V. Les sujets ou ressortissans de l'un deux Etats, établis dans l'autre, et qui seraient d le cas d'en être renvoyés par sentence légale, d'après les lois et réglemens sur la police des mo et la mendicité, seront reçus en tout tems, eu leur famille, dans le pays dont ils sont originaire où ils auront conservé leurs droits, conformé aux lois.

ART. VI. Les Français établis en Suisse, de m que les Suisses établis en France, en vertu du t de 1803, continueront à jouir des droits qui étaient acquis. Toutes les dispositions de la pré convention leur sont d'ailleurs applicables.

ART. VII. La présente convention sera ra et les ratifications en seront échangées dans l'e de trois mois, ou plutôt, si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs signée, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Berne le trente Mai, mil huit-cent vi sept.

RAYNEVAL. FISCHER.
HERZOG *d'Effingue*
PERROT.

Article additionnel.

Il est expressément entendu que les Canton n'adhéreraient point présentement à la conventio ce jour, relativement aux établissemens respecti Français et des Suisses, en conserveront en tout la faculté, non-obstant le terme fixé pour la r cation.

Le présent article additionnel aura la même f et valeur que s'il était inséré mot à mot dans la convention, et sera ratifié en même tems.

Fait à Berne le trente Mai, mil huit-cent vin sept.

RAYNEVAL. FISCHER.
HERZOG *d'Effinguen.*
PERROT.

Acte de ratification de Sa Majesté le Roi de France. (18 *Juillet* 1827.) 1827

arles, par la grâce de Dieu, Roi de France et
varre, à tous ceux qui ces présentes lettres
t, Salut. Ayant vu et examiné la Convention
ticle additionnel, relatifs aux règles à suivre
l'établissement des Français en Suisse et des
s en France, lesquels ont été conclus et signés
ne, le 30 Mai de la présente année, entre la
e et la Confédération Helvétique, par notre
ier et bien-aimé le Sieur Gérard de Rayneval,
Ambassadeur en Suisse etc. etc. etc., et notre
otentiaire, en vertu des pleins-pouvoirs que
ni avons donnés, avec les Sieurs Fischer, Avoyer
Ville et République de Berne, Herzog d'Effin-
Bourgmestre du Canton d'Argovie, et de Perrot,
iller d'Etat de Neuchâtel, Plénipotentiaires nom-
ar le Directoire fédéral, au nom des Cantons
s, également munis de pleins-pouvoirs en bonne
, de laquelle Convention et article additionnel
ur suit:

(Teneur du traité et de l'article additionnel.)

ous, ayant pour agréable la dite Convention et
article additionnel, en toutes et chacune des
ticns qui y sont contenues, déclarons, tant pour
que pour nos héritiers et successeurs, qu'ils sont
lés, approuvés, ratifiés et confirmés; et, par ces
ites, signées de notre main, nous les acceptons,
vons, ratifions et confirmons; Promettant, en
parole de Roi, de les observer et de les faire
er inviolablement, sans jamais y contrevenir,
mettre qu'il y soit contrevenu, directement ni
tement, en quelque manière et sous quelque
te que ce soit. En foi de quoi nous avons fait
notre sceau à ces présentes. Donné en notre
u de St. Cloud, le dix-huitième jour du mois
llet, l'an de grâce mil huit-cent vingt-sept, et
re règne le troisième.

CHARLES.

Par le Roi:
Le Baron DE DAMAS.

1827 C. *Acte de ratification des Cantons Sui*

(14 *Août* 1827.)

Nous le Bourgmestre en charge du Canto
Zurich Président, et les Députés des Cantons Su
réunis en Diète fédérale

faisons savoir par les présentes:

Que la convention et l'article additionnel co
et signés à Berne le 30 Mai de la présente ann
au nom de Sa Majesté Très-Chrétienne Charle
Roi de France et de Navarre, par Monsieur le B
Gérard de Rayneval, Grand-officier de l'ordre
de la légion d'honneur, Chevalier de l'ordre roy
Charles III, Conseiller d'Etat, Ambassadeur de F
en Suisse, muni de pleins-pouvoirs de Sa Majes
et au nom des Cantons Suisses par Messieurs
manuel-Frédéric Fischer, Avoyer de la Ville et
publique de Berne, Jean Herzog d'Effinguen, B
mestre du Canton d'Argovie, et Auguste-Ch
Francois de Perrot, Conseiller d'Etat de Neuc
nommés et autorisés par le Directoire fédéral —
cernant les règles à suivre pour l'établissemen
Français en Suisse et des Suisses en France; —

Ayant été transmis, conjointement avec les
de l'Ambassade de France des 7 Août 1826 et 2
1827, aux Cantons confédérés, dont l'assen
avait été réservé, conformément aux institution
dérales de la Suisse;

Et les déclarations recueillies au protocôle
Diète ayant fait connaître quels sont ceux des
du Corps Helvétique, qui dès à présent ont ac
définitivement les résultats de cette négociation;

Nous, en vertu des mêmes déclarations, att
et certifions, que la convention et l'article additi
du 30 Mai 1827 tels qu'ils ont été signés par
plénipotentiaires respectifs, de mot à mot comme

(Teneur du traité et de l'article additionnel.)

ont été et sont acceptés dans tout leur contenu
les Etats de Zurich, Berne, Lucerne, Fribourg,
leure, Bâle, Schaffhouse, St. Gall, Grisons, Arg
Thurgovie, Tessin, Vaud, Valais, Neuchâtel et
nève. En conséquence nous les déclarons sanc
nés et ratifiés par les Cantons susnommés, et

ons en leur nom, qu'ils seront fidèlement et re- 1827
usement observés. En foi de quoi les présentes été munies de la signature de notre Président le rgmestre en charge du Canton de Zurich, de celle Chancelier, et du sceau de la Confédération Suisse, urich le 14 Août 1827.

Le Bourgmestre en charge du Canton de Zurich, Président de la Diète et du Directoire fédéral:

DE WYSS.

Le Chancelier de la Confédération:

MOUSSON.

Procès-verbal de l'échange des ratifications. (22 *Août* 1827.)

convention concernant les établissemens réci- des Français en Suisse et des Suisses en France, à Berne le trente Mai mil huit-cent vingt- ayant été ratifiée par Sa Majesté le Roi de et de Navarre, d'une part, et par les Can- Suisses de Zurich, Berne, Lucerne, Fribourg, e, Bâle, Schaffhouse, St. Gall, Grisons, Argo- Thurgovie, Tessin, Vaud, Valais, Neuchâtel et e, d'autre part; les Soussignés se sont réunis procéder à l'échange des actes de ratification , d'une part par Sa Majesté Très-Chrétienne, l'autre par la Diète Helvétique au nom des dits s, et lecture ayant été faite des dits actes, les- ont été trouvés en bonne et due forme, l'échange eu lieu aujourd'hui en la forme accoutumée.

foi de quoi ils ont signé le présent procès- , et y ont apposé le sceau de leurs armes.

rne, le vingt-deux Août mil huit-cent vingt-

RAYNEVAL. FISCHER.

Note des Commissaires fédéraux à l'Ambassade de France. (28 *Mai* 1827.)

Les soussignés Commissaires fédéraux ont l'hon- r de demander à Son Excellence Monsieur l'Am-

1827 bassadeur de France quelques explications supplét
taires, relativement à l'article 5 de la convention
les établissemens. Celles contenues dans sa not
7 Août 1826, quoique dissipant beaucoup d'inc
des relativement à la perte de la qualité de Fr
ont paru à plusieurs Cantons laisser encore sub
quelques doutes. Le moyen de faciliter la conc
de la convention serait d'y ajouter encore celles
est possible de donner.

D'abord les soussignés pensent qu'il ne peut
de doute sur la réadmission en suite de retou
lontaire et que la garantie énoncée par la conv
par rapport aux individus qui seraient dans le
renvoi, s'applique à plus forte raison à ceux qui
dront retourner volontairement, quelle que
avoir été la durée de leur séjour.

Ils estiment encore qu'une des clauses de la
vention ayant pour but d'assurer la facilité de
der des immeubles, il est entendu que la pro
territoriale, quelque longue que puisse être la
de la possession et de l'établissement, ne peut p
valider les droits de l'origine et ne jamais s'oppo
la réadmission.

En partant de ces faits, les Commissaires
signés prient Son Excellence de vouloir bien aj
aux explications conformes à celles renfermées
la note qu'Elle a remise à la Commission de la
en date du 7 Août 1826, des explications:

1. sur la conservation de l'état de Français
femme et les enfans de celui, qui aurait perd
droits de Français:

2. sur la valeur de l'acte d'immatriculation
vement à l'intention présumée de l'individu, q
demande et l'obtient, de conserver sa qualité
Français, ainsi que l'acte d'origine (Heimathsch
l'indique pour le Suisse;

3. sur la présomption de la conservation de la q
lité de Français et la conservation effective de c
qualité.

Plus les explications sur ces divers points, joi
à celles précédemment données, seront claires et co
plètes, plus aussi pourrait-on espérer l'augmentat
du nombre des Cantons, qui accéderont à ce tra

Les soussignés doivent avoir l'honneur d'observer 1827
Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur de France,
au nombre de Cantons ayant énoncé leur disposi-
n d'accéder aux bases connues, d'autres ayant de-
ndé plusieurs éclaircissemens, d'autres enfin n'ayant
encore pu se déterminer, il est entendu que leur
sera exprimé par l'acte de ratification qui dé-
ra ceux qui prendront part à une convention,
statue sur un objet, lequel, d'après le droit pu-
mis dans la Confédération helvétique, est réglé
la Suisse elle-même par des concordats.
Les soussignés ont l'honneur d'offrir à Son Ex-
ce Monsieur l'Ambassadeur de France l'expres-
de leur haute considération.

Berne, le 28 Mai 1827.

Les Commissaires fédéraux:

FISCHER. HERZOG *d'Effinguen.* PERROT.

Note de l'Ambassadeur de France aux Commissaires fédéraux. (29 *Mai* 1827.)

Le soussigné a reçu la Note que Messieurs les
missaires fédéraux lui ont fait l'honneur de lui
ser, en date d'hier, et s'empresse d'y répondre.
Le retour volontaire de tout homme dans sa pa-
, aussi longtems qu'il n'a pas cessé de lui appar-
, est un droit tellement fondé sur la nature qu'il
le ne pouvoir être circonscrit, et bien moins
re détruit par aucune loi. Il en est de même de
ossession d'immeubles. Les lois d'un pays peu-
sans doute empêcher l'étranger d'y posséder des
de cette espèce, mais il ne paraît pas qu'aucun
puisse priver ses sujets de la faculté de devenir
riétaires là où la loi le leur permet. L'usage et
traités ont au reste mis depuis long-tems ce point
de doute entre la France et la Suisse, et jamais
n'a vu que, quelque longue qu'ait été la possession
ne propriété territoriale, elle ait fait perdre au
propriétaire français en Suisse, ou suisse en France,
droits qu'il pouvait avoir dans son propre pays.
Quoique les détails dans lesquels le soussigné est
ré, dans sa note du 7 Août dernier, sur la con-
vation et la perte de la qualité de Français, et aux-

1827 quels il se réfère, aient paru satisfaire entièremen
la Diète et la plupart des Cantons confédérés, le so
signé, entrant dans les vues de Messieurs les C
missaires fédéraux, n'hésite pas à y ajouter les ex
cations suivantes.

Il résulte de l'art. 10 du code, que tout enfan
en pays étranger d'un Français qui perdrait en
sa qualité, ne suit pas alors la condition de son
mais reste Français.

Quant à la femme d'un sujet du Roi qui a
cessé d'être Français, aucun article du code ne
nonce à cet égard d'une manière explicite; ma
paraît généralement admis, que, dans ce cas, el
suit pas nécessairement la condition de son mari
qu'elle peut rester Française.

L'acte d'immatriculation que l'Ambassade du
délivre à ceux des sujets de Sa Majesté qui ve
s'établir d'une manière fixe en Suisse, a pour bu
constater leur qualité de Français, et de leur as
les droits qui en résultent pour eux. La dem
que fait un Français d'un acte d'immatriculation pr
donc que c'est en cette qualité qu'il s'établit en S
et manifeste que son intention, en formant son
blissement, est de la conserver et de jouir en co
quence des avantages que les traités accordent
Français.

Enfin il ne faut pas perdre de vue que la qu
de Français est toujours présumée jusqu'à preuv
contraire; et tant qu'on ne peut y opposer un
volontaire qui soit de nature à en entraîner la p

Le soussigné croit avoir, par ces nouvelles e
cations, répondu d'une manière satisfaisante, aux
tions contenues dans la note de Messieurs les
missaires fédéraux, et il espère que, tous les d
étant ainsi levés, rien ne retardera plus la
clusion d'un arrangement également désirable dans
intérêts des deux pays.

Il saisit cette occasion pour offrir à Messieurs
Commissaires fédéraux les assurances de sa haute co
sidération.

Berne, le 29 Mai 1827.

RAYNEVAL.

48.

té de commerce et de Naviga- 1827
entre l'Autriche et le Brésil
gné à Vienne le 17 Juin 1827.

al de Francfort 1828. Nr. 107. 118. 119.
esterreichischer Beobachter 1828. Nr. 100.)

m de la Très-sainte et indivisible Trinité!

l'Empereur d'Autriche etc. et S. M. l'Empe-
Brésil etc. également animés du désir d'as-
leurs sujets les avantages d'un commerce ré-
e, et de leur faciliter en même tems l'échange
oduits respectifs de leurs pays, sont convenus
er les objets les plus essentiels de leurs relations
rciales au moyen d'un traité exprès de com-
et de navigation, et de les établir sur les bases
convention préalable signée par les plénipoten-
respectifs à Rio de Janeiro le 30 Juin de l'an-
nière et approuvée par les deux hautes parties
tantes.

et effet elles ont nommé des plénipotentiaires,
S. M. l'Empereur d'Autriche le Sieur Clement
las Lothaire prince de Metternich-Winne-
, duc de Portella, comte de Königswart etc.
ier de la Toison d'or, grand-croix de l'ordre
le St. Etienne, de la croix civile d'honneur, de
de Jean de Jérusalem, de la croix du midi du
, de l'ordre de Portugal du Christ et de plusieurs
ordres; chancelier de l'ordre militaire de Marie
e, chambellan, conseiller intime actuel de S. M.
reur d'Autriche, son Ministre d'état et des con-
s, et son chancelier de cour et d'état ainsi que
naison impériale;

S. M. l'Empereur du Brésil le sieur Antoine
de Silva Menezes Caminha, Marquis de Re-
t grand de l'empire du Brésil, commandeur
dre du Christ, chevalier de l'ordre impérial
che de la couronne de fer de la 1ère classe et
lre de St. Jean de Jérusalem; gentilhomme de
nbre de S. M. l'Empereur du Brésil, membre
conseil, et son envoyé extraordinaire et Mi-
plénipotentiaire près S. M. J. et R. Apostolique;

1827 lesquels, après avoir fait conster de leurs pouvoir connus suffisans, ont arrêté les articles suivans:

ART. I. Il y aura pour les navires autrichien brésiliens liberté réciproque de commerce et de n gation entre les sujets des deux hautes parties tractantes dans tous les ports, lieux et territoire deux empires qui sont ouverts ou viennent à par la suite à toute autre nation étrangère.

ART. II. Les sujets des deux hautes parties tractantes pourront en conséquence de cette l réciproque de commerce et de navigation entre leurs navires dans tous les ports, baies, anses, ti lages et rivières des territoires appartenans à ch d'elles, y décharger le tout ou partie de leurs c sons, y prendre charge et réexporter selon les r mens de douane établis; ils pourront y résider, des maisons et magasins, voyager, commercer, c des boutiques, transporter des denrées, métaux l'argent monnoyé et gérer leurs affaires par eux mes ou par leurs agens et commis, sans être o à employer à cet effet des courtiers ou autres sonnes quelconques, ou leur payer rémunérati salaire, excepté s'ils les employoient volontaire et il y aura dans tous les cas liberté entière po vendeurs ou acheteurs, d'ajuster ou de fixer, qu'il leur conviendra le mieux, le prix des mar dises ou denrées quelconques importées ou ex des territoires des deux hautes parties contracta

ART. III. Il est toutefois convenu d'excepter le cles de contrebande de guerre et ceux réservés au ronnes des deux hautes parties contractantes, de que le commerce côtier de port à port, consistant duits, indigènes ou étrangers, déjà dépêchés pour sommation, lequel commerce ne pourra se faire embarcations nationales, étant libre cependant au jets des hautes parties contractantes de charger effets et marchandises sur lesdites embarcations payant les uns et les autres les mêmes droits.

ART. IV. Les navires et bâtimens des sujets deux hautes parties contractantes, ne seront assuj dans les ports et mouillages de l'autre, à titre de ph tonnage, port, pilotage, quarantaine ou autres dr semblables ou analogues, sous quelque dénominat que ce soit, à aucun droit différent ou plus élevé

xquels sont ou seront assujettis dans ces mêmes 1827
eur sortie, ceux de la nation la plus favorisée.

. V. Afin de déterminer la nationalité des autrichiens et brésiliens, les hautes parties antes conviennent, que seront considérés comvires autrichiens tous ceux, qui sont la pro le sujets autrichiens et construits, enrégistrés et s en conformité des loix et réglemens de l'Aet que ceux qui sont de construction ou pro-le sujets brésiliens, et dont le capitaine et les arts de l'équipage seront également sujets du seront considérés comme brésiliens, et S. M. eur d'Autriche ayant en vue de faciliter la on du Brésil, s'engage à tenir provisoirement ens l'entière exécution de cette dernière dis-, le propriétaire et le capitaine devant toutefois siliens, et les navires devant avoir tous leurs et documens en forme légale.

. VI. Toutes les denrées, marchandises et arielconques, qui sont de production, de manuou de l'industrie des sujets et territoires de 'Empereur d'Autriche et expédiés des ports triche pour la consommation, pourront être it importés dans tous et chacun des ports de e du Brésil, étant consignés à qui que ce soit, e assujettis à des droits d'importation différens élevés, que ceux que payent à présent, ou ient à payer par la suite pour les mêmes denarchandises et articles, les sujets de la nation favorisée, en conformité du tarif général des , qui, à cette fin, sera promulgué dans tous s du Brésil, dans lesquels des douanes sont ent établies.

t convenu qu'en parlant de la nation la plus favo-Brésil, la nation portugaise ne devra pas servir e de comparaison, même quand elle viendroit à rilégiée au Brésil en matière de commerce.

. VII. Il est également convenu que toutes que des produits du territoire ou de l'industrie triche, importés dans les douanes du Brésil consommation, n'auroient point de valeur dée dans le tarif, celui qui importe de tels artiera admis à faire une déclaration de leur vafin d'être dépêchés en douane sur cette décla-

1827 ration; mais dans les cas où les officiers des douan chargés de la perception des droits, jugeroient qu'il a une trop grande erreur dans l'évaluation, il l sera libre de prendre pour leur compte les objets é évalués, en payant au vendeur dans le terme de qu jours, à compter du jour de la saisie, dix pour en sus de l'évaluation, et en restituant les droits p

ART. VIII. En réciprocité des articles précé toutes les denrées, marchandises et articles quel ques du produit, des manufactures ou de l'indu des sujets et territoires de S. M. l'Empereur du sil, importés directement pour la consommation les ports de l'Autriche, ne payeront aucun autre que ceux que payent ou viendroient à payer les mes articles, importés de la même manière pa sujets de la nation la plus favorisée.

ART. IX. Les produits et marchandises quel ques des sujets et territoires de chacune des hautes parties contractantes, importés dans les de l'autre, seront munis de certificats d'origine, les formes établies à cet effet dans les états respe

ART. X. Toutes les denrées, marchandises et nufactures des sujets et territoires de l'Empire d triche, qui seront expédiés dans les ports de l'Em du Brésil pour l'entrepôt ou la réexportation, payeront aucun autre droit que ceux établis à sent, ou qui viendroient à s'établir par la suite la nation la plus favorisée.

ART. XI. Les deux hautes parties contract conviennent, que leurs sujets jouiront dans leurs ritoires et états respectifs de tous et chaque fran privilège, et exemption qui seroient concédés p commerce et la navigation à une autre nation conque, devant être entendu, que ces condition vorables seront de suite et de droit réciproquem concédées indépendamment de toute autre stipula quelconque, comme si elles avoient été expressém déclarées dans le présent traité.

ART. XII. En tout ce qui est relatif au char ment et déchargement des navires et à la sûreté propriétés, marchandises et effets des sujets de c cune des deux hautes parties contractantes, les su respectifs jouiront de la sûreté, des faveurs et exemptions concédées à la nation la plus favoris ils pourront disposer librement de leurs propri

vente, troc, donation, testament ou de toute au- 1827
manière, sans qu'il leur soit mis obstacle ou em-
ement quelconque; leurs maisons, propriétés et
seront protégés et respectés et ne seront point
contre gré leur par une autorité quelconque, sans
dice toutefois de la marche légale de la justice;
ront exempts de tout service militaire de terre
mer, de tout autre service public, de tout em-
forcé et de tous impôts ou réquisitions militai-
et ils ne seront assujettis à payer aucune impo-
ordinaire plus élevée que celles que payent ou
oient à payer les sujets de la nation la plus favorisée.

RT. XIII. Chacune des deux hautes parties con-
ntes aura le droit de nommer des consuls géné-
, consuls et vice-consuls, qui résideront dans les
ou villes des états de l'autre, pour la protection du
erce; mais avant d'exercer leurs fonctions, ils de-
avoir été admis et approuvés, dans les formes d'usa-
le gouvernement près duquel ils doivent résider.
jouiront dans l'un et dans l'autre pays, tant
leurs personnes que pour l'exercice de leurs fonc-
et la protection qu'ils doivent à leurs nationaux,
mêmes privilèges qui sont ou seroient accordés
consuls de la nation la plus favorisée.

RT. XIV. S. M. l'Empereur du Brésil concède
ujets de S. M. l'Empereur d'Autriche le privi-
d'être signataires aux douanes du Brésil, avec les
s conditions et sûretés que les sujets brésiliens,
est convenu d'autre part, que les sujets brésiliens
nt dans les douanes de l'Autriche de toutes les
rs compatibles avec les lois et réglemens existans.

RT. XV. Le présent traité de commerce et de
gation aura son plein et entier effet pendant le
de six ans à compter de la date de l'échange
ratifications.

T. XVI. Les ratifications du présent traité seront
gées à Vienne dans l'espace de neuf mois, ou plus tôt
re se peut, à compter du jour de la signature.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont
é et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Vienne le 16 juin, l'an de grâce mil huit
vingt sept.

METTERNICH. REZENDE.

(Les ratifications de ce traité ont été échangées à Vienne 16 Mars 1826.)

49.

1827 *Traité d'amitié, de navigation et commerce conclu entre le royau des Pays-Bas et les Etats-Unis Mexique le 15 Juin 1827.*

(*Journal officiel du royaume des Pays-Bas.* Nr. 27.)

En el nombre de la Santisima Trinidad.

Habiendose establecido hace algun tiempo relac mercantiles entre los Paises-Bajos y los Estados-U de Mexico, se ha creido util para lu seguridad mento de sus mutuos intereses, qûe dichas relac sean confirmadas y protegidas pro medio de un tado de amistad, navegacion y comercio. Con objeto han nombrado sus respectivos plenipotenc

A saver:

Su Majestad el Rey de los Paises-Bajos, Pr de Orange-Nassau, Gran-Duque de Luxembur Segnor Dr. Antonio Ricardo Falck, Comendador Real orden del Leon Belgico, su Embajador est dinario y plenipotenciario cerca de S. M. Britan

Y

El Presidente de los Estados-Unidos de M al Excelentisimo segnor Sebastian Camacho, su p secretario de Estado y su Enviado estraordin Ministro plenipotenciario cerca de su Majesta tanica, quienes, despues de haberse comunicado tuamente sus plenos poderes, han concluido lo ticulos seguientes.

Art. I. Habra una perpetua amistad entre S. el Rey de los Paises-Bajos y sus subditos por parte, y los Estados-Unidos de Mexico y sus ci danos, por la otra.

Art. II. Habra entre los dominios de Su d Majestad en Europa, y los Etados-Unidos de Me libertad reciproca de comercio. Los habitantes los dos paises tendran respectivamente toda liberta seguridad para ir con sus buques y cargamentos a

49.

ité *d'amitié, de navigation et de* 1827 *merce conclu entre le royaume Pays-Bas et les Etats-Unis du Mexique le* 15 *Juin* 1827.

al officiel du royaume des Pays-Bas. 1828 Nr. 27.)

Au nom de la très-sainte Trinité.

relations de commerce étant établies depuis quelmps entre les Pays-Bas et les Etats-Unis du que, il a paru utile au maintien et à l'avancedes intérêts réciproques de consolider et de proces relations, au moyen d'un traité d'amitié, de tion et de commerce. Dans ce but ont nommé plénipotentiaires respectifs,

Savoir:

Majesté le Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-, Grand-Duc de Luxembourg, le sieur M. Anhard Falck, commandeur de l'Ordre du Lion ue et Ambassadeur extraordinaire et plénipotendu Roi près de Sa Majesté britannique,

Et

Président des Etats-Unis du Mexique, Son ence le sieur Sébastian Camácho, leur premier ire d'Etat et envoyé extraordinaire et Ministre otentiaire près Sa Majesté britannique, lesquels, s'être communiqué mutuellement leurs pleins irs, ont arrêté les articles suivans.

RT. I. Il y aura entre Sa Majesté le Roi des -Bas et ses sujets d'une part, et les Etats-Unis xique et leurs citoyens, de l'autre, une amitié tuelle.

RT. II. Une liberté réciproque de commerce lieu entre les possessions de Sadite Majesté en pe, et les Etats-Unis du Mexique. Les habitans ctifs des deux pays jouiront d'une pleine liberté reté pour se rendre, avec leurs navires et leurs isons dans tous les lieux, ports et rivières où

1827 das las plazas, puertos y rios, en que actualment
permite ó mas adelante se permitiere entrar a
extrangeros; y para permanecer y residir en
quiera parte de los mencionados estados y dom
arrendando y ocupando en ellos casas y alma
para los fines de su comercio.

Del mismo modo los respectivos buques de g
de las dos naciones tendran la misma libertad
llegar franca y seguramente a todos los puertos
y lugares adonde se permite entrar ó se perm
en adelante a los buques de guerra de otra n
Sujetos siempre a las leyes y estatutos del pai
spectivo.

Por el derecho de entrar en plazas, puertos y
de que se hace mencion en este articulo, no esta
prendido el privilegio del comercio de escala y
botaje, que unicamente sera permitido a los b
nacionales.

ART. III. Su Majestad el Rey de los Paises
jos concede ademas a los Estados-Unidos de M
que sus habitantes tengan la misma libertad de
gacion y comercio estipulada por el articulo p
dente en todos sus dominios situados fuera de E
pa, del mismo modo que, segun los principios g
rales de su sistema colonial, se permite ó perm
en adelante cualquiera otra nacion.

Bien entendido que si algunavez llegasen a c
derse mayores privilegios en este punto a otra n
estranjera bajo el principio de estipulaciones re
cas de nuevas conceciones a favor de la navegaci
comercio de los Paises-Bajos, los habitantes d
Estados-Unidos de Mexico no tendran derec
reclamar las mismas conceciones, antes de que s
bierno hubiere consentido en hacer otras equiva
a favor de la navegacion y comercio des los Pa
Bajos.

ART. IV. No se impondran otros ni mas
derechos por razon de toneladas, fanal, emolume
de puerto, practica, cuarentena, salvamento en
de averia ó naufragio, ó otros semejantes general
locales a los buques de cada una de las partes
tractantes en el territorio de la otra, que los que
tualmente pagan, ó en lo sucesivo pagaran en los
mos los buques nacionales.

s étrangers ont en ce moment, ou obtiendront 1827
suite la permission d'entrer, et pour séjourner
eurer dans chaque partie des susdites posses-
t Etats, comme aussi pour y louer et y oc-
des maisons et des magasins à l'usage de leur
rce.

eillement, les vaisseaux de guerre des deux na-
uront de part et d'autre, la liberté d'aborder
npêchement et sûrement, dans tous les ports,
s et lieux où les vaisseaux de guerre de quel-
tre nation, ont ou obtiendront à l'avenir la li-
l'entrer, en se soumettant toutefois respective-
ux lois et ordonnances des deux Etats.

is le droit d'entrer dans tous les lieux, ports
res, mentionné au présent article, n'est pas
s celui du commerce de port à port, ni celui
nmerce, le long de la côte (cabotage), lequel
niquement permis aux bâtimens nationaux.

T. III. Sa Majesté le Roi des Pays-Bas ac-
en outre aux Etats-Unis du Mexique, que leurs
s auront dans toutes les possessions du Roi
e l'Europe la même liberté de navigation et de
rce, qui a été stipulée dans l'article précédent,
même pied que, d'après les principes généraux
système colonial elle est ou pourra être ac-
dans la suite à quelque autre nation.

n entendu, que si, à quelque époque future de
andes prérogatives fussent accordées à cet égard,
autre nation étrangère, sur la base d'une sti-
n réciproque, de concessions nouvelles en fa-
le la navigation et du commerce des Pays-Bas,
itans des Etats-Unis du Mexique n'auront point
t aux mêmes concessions, avant que leur gou-
ient n'ait consenti à d'autres concessions équi-
s en faveur de la navigation et du commerce
ys-Bas.

T. IV. Les navires de chacune des parties con-
tes ne pourront être assujettis, sur le territoire
tre, du chef de droits de last ou tonnage, de
de port, de pilotage, de quarantaine, de sau-
en cas d'avarie ou de naufrage, ou d'autres
s semblables, soit générales, soit locales, à au-
roit autre ou plus élevé, que les navires natio-
y payent actuellement, ou y payeront par la suite.

1827 ART. V. No se pagaran otros ni mas altos rechos en los puertos de Mexico por la importaci esportacion de cualesquiera mercancias en buque los Paises-Bajos, ni en este Reyno se pagaran derechos por la importacion ó exportacion de mer cias en buques Mexicanos, que los que pagan ó garan en adelante en los respectivos territorios mismos efectos importados ó exportados en bu de la nacion mas favorecida.

ART. VI. Las dos partes contractantes han cordado, que reciprocamente sera considerado y tado como buque de los Paises-Bajos o buque M cano, todos los que fueren reconocidos como tal los estados y dominios a que respectivamente pert cen segun las leyes y reglamentos existentes ó se promulgaran en adelante, de los qué se hara o tuna comunicacion de una a la otra parte. entendido, que los comandantes de dichos buque dran siempre legitimar su nacionalidad con carta mar espedidas en la forma acostumbrada, y firm por la autoridad competente para liberalas en el a que el tal buque pertenesca.

ART. VII. No se impondran otros ni mas derechos a la importacion en los Paises- Bajos de productos naturales ó de la industria de Mexico en los Estados-Unidos de Mexico a la importa de los productos naturales ó de la industria de Paises-Bajos, que los que pagan actualmente ó e sucessivo pagaran los mismos articulos de otras ciones, observandose el mismo principio para l portacion, ni se impondra prohibicion alguna la importacion ó esportacion de algunos articul el trafico reciproco de las dos partes contractantes no se haga egualimente estensiva a todas las o naciones.

ART. VIII. Todo comerciante, comandante buque y demas subditos de Su referida Majestad zaran en los Estados-Unidos de Mexico de comp libertad para manejar por si sus proprios negocios encargar su manejo a quien mejor le paresca, corredor, factor, agente ó interprete, y no se obligara a emplear para estos objetos otras perso que las que se emplean por los nacionales, ni a

. V. Il ne sera payé dans les ports du Me- 1827
our l'importation ou l'exportation de quelque
ndise que ce puisse être, par des bâtimens des
las, ni dans le royaume des Pays-Bas, pour
ation et l'exportation de marchandises par des
s mexicains, aucuns droits autres ou plus éle-
ie ceux que ces mêmes marchandises ont ou
à payer dans les pays respectifs, lorsqu'elles
portées ou exportées par des navires de la
la plus favorisée.

r. VI. Les deux parties contractantes sont
ies de considérer et de traiter réciproquement
navires des Pays-Bas ou mexicains, tous ceux
s comme tels dans les possessions et Etats
s ils appartiennent respectivement, d'après les
réglemens existans ou à promulguer par la suite,
les lois et réglemens, l'une partie donnera à
communication à l'autre; bien entendu, que les
dans desdits navires, pourront toujours prou-
r nationalité, par des lettres de mer rédigées
forme usitée, et munies de la signature des
s compétentes du pays auquel le navire ap-

r. VII. Dans le royaume des Pays-Bas, il ne
posé sur les productions naturelles ou indu-
du Mexique, ni dans les Etats-Unis du Mexi-
les productions du sol ou de l'industrie des
Bas, aucuns droits autres ou plus élevés d'im-
n, que ceux que sur ces mêmes articles, d'au-
tions payent en ce moment, ou payeront par
, avec observation du même principe à l'égard
portation. Pareillement il n'y aura aucune pro-
d'importation ou d'exportation de quelques
dans le commerce réciproque des deux parties
tantes, qui ne s'étende également à toutes les
nations.

VIII. Tous les commerçans, patrons de navires, et
ujets de Sadite Majesté, jouiront dans les Etats-
u Mexique d'une pleine liberté de traiter eux-
leurs propres affaires, ou d'en confier le soin à qui
r semblera, soit commissionnaire, courtier, agent
rprète, et ils ne seront point tenus d'employer
effet d'autres personnes, ou de leur donner un
grand salaire ou rémunération, que n'en en-

1827 garles mas salario ó remuneracion que la que en
mejantes casos pagan aquellos. Igualmentese con
dera libertad absoluta al comprador y vendedor
todos los casos para ajustar y fijar el precio de c
lesquiera mercancias y efectos importados ó esp
tados como lo crean conveniente, conformandose
las leyes y costumbres establecidas en el pais.
mismos privilegios disfrutaran en los dominios d
Majestad el Rey de los Paises-Bajos los ciudada
de los Estados-Unidos de Mexico y sujetos a
mismas condiciones.

ART. IX. En todo lo relativo a la policia de
puertos, carga y decarga de buques, la seguridad
las mercancias, bienes y efectos, los ciudadanos y
ditos de los partes contractantes respectivamente
ran sujetos a las leyes y estatudos locales del pai
que residan.

Estaran exemptos de todo servicio militar fo
en el ejercito y armada, no se les impondra esp
mente a ellos prestamos forzosos, y su propieda
estara sujeta a otras cargas, requisiciones ó impu
que los que se paguen por los nativos del respe
pais.

Art. X. Los subditos y ciudadanos de las
tes contractantes gozaran la mas completa y cons
protecion en sus personas, casas y propiedades:
dran un libre y facil acceso a los tribunales de
cia para la prosecucion y defensa de sus der
estaran en libertad de emplear los abogados, pro
dores, ó agentes de cualquiera clase, que ju
conveniente: y generalmente en la administraci
justicia, como tambien en lo que concierne a
cecion de las propiedades personales por testam
de otro modo cualquiera y al derecho de dispon
la propiedad personal de cualquiera clase ó den
nacion por venta, donacion, permuta, testament
de toda otra manera, gozaran de los mismos pri
gios y libertades que los naturales del pais, en
residan, y no se les cargara en ninguno de e
puntos ó casos mayores impuestos ó derechos que
que pagan los nacionales.

ART. XI. Los subditos de Su Majestad el Rey
los Paises-Bajos, residentes en los Estados-Un
Mexicanos, no seran inquietados ni incomodado

, ou ne leur payent les nationaux eux-mêmes. 1827
ment il appartiendra à chaque vendeur ou
r une parfaite liberté de régler et de fixer,
us les cas comme bon leur semblera, le prix
chandises importées ou exportées, n'importe
ture, en se conformant aux lois et coutumes
s. Les citoyens du Mexique jouiront des mê-
érogatives, et sous les mêmes conditions dans
sessions de Sa Majesté le roi des Pays-Bas.

r. IX. Dans tout ce qui est relatif à la po-
ports, au chargement et au déchargement des
, et à la sûreté des marchandises et effets,
ts et citoyens des parties contractantes seront
respectivement aux lois et ordonnances locales
s où ils résident.

eront exempts de tout service militaire forcé
e et de mer. Aucun emprunt forcé ne leur
posé en particulier, et leur propriété ne sera
à aucunes autres charges, réquisitions ou im-
s, que celles exigées des indigènes du pays

. X. Les sujets et citoyens des parties con-
es jouiront de part et d'autre pour leurs per-
leurs maisons et leurs biens, de la protection
complette, et la plus constante. Ils auront
poursuite et la défense de leurs droits un ac-
e et facile aux tribunaux; ils auront la liberté
yer les avocats, procureurs ou agens de quel-
pèce que ce soit, qu'ils jugeront convenables,
énéral dans l'administration de la justice, com-
si dans tout ce qui concerne la succession aux
tés personnelles par testament, ou autrement,
rapport à la faculté de disposer de la propriété
elle par vente, donation, échange, dernière vo-
ı de quelque autre manière; ils jouiront des
prérogatives et libertés, que les indigènes du
où ils résident, et dans aucun de ces cas ou
ances, ils ne seront assujettis à de plus for-
ositions et droits, que ne le sont les indigènes.

r. XI. Les sujets de sa majesté le Roi des
as qui se trouvent dans les Etats-Unis du
ıe, ne seront molestés ni inquiétés en aucune

1827 manera alguna a causa de su religion, con tal que
speten la del pais, asi como su constitucion, leye
costumbres. Gozaran el privilegio que ya les
concedido de enterrar en los lugares destinados a
fecto a los subditos de Su Majestad que mueran
dichos Estados y los funerales y sepulcros no
perturbados de ningun modo ni por algun pret

Los ciudadanos de Mexico gozaran en todo
dominios de Su Majestad del libre ejercicio de s
ligion en publico ó en privado dentro de sus ca
en los templos destinados al culto, segun el prin
de tolerancia universal establecido por les leyes
damentales del Reyno.

ART. XII. Para mayor seguridad del com
entre los subditos y ciudadanos de las dos partes
tractantes se estipula ademas, que si en algun tie
ocurriere desgraciosamente una interrupcion en l
laciones amistosas, que ahora existen entre ellas
consederan a los comerciantes que residen en las
stas, seis meses, y un anno entero a los que vive
el interior, para arreglar sus negocios y dispone
sus propiedades; y que a simismo se les dara
salvo conducto para que se embarquen en el pu
que eligieren.

Todos los demas subditos y ciudadanos qu
hallaren establecidos en los territorios respectivo
el ejercicio de algun trafico ú ocupacion especial,
dran el privilegio de permanecer y continuar
trafico sin que se les interrumpa de manera algu
el goce absoluto de su libertad, y de sus
mientras se conduzcan pacificamente, y no co
ofensa alguna contra las leyes del pais, sus bien
efectos de cualquiera clase que sean no estaran
getos a embargo ó secuestro, ni a ninguna car
impuerto que el que tubiere lugar con respeto a
nacionales.

Del mismo modo ni las devidas particulares,
en los fondos publicos, ni las acciones de co
pagnias seran jamas detenidas, confiscadas ó secuestrad

ART. XIII. Cada una de las partes contractan
podra nombrar consules que residan en el territo
de la otra para la proteccion del comercio, pero a

nière à l'égard de leur religion, bien entendu qu'ils 1827
pecteront la religion, comme aussi la constitution, lois et les coutumes du pays. Ils jouiront du prilge, qui leur a déjà été accordé, d' inhumer dans lieux destinés à cet effet, les sujets de Sa Majesté viendraient à décéder dans lesdits Etats: et les enmens ou tombeaux ne seront perturbés en au- manière, ni sous aucun prétexte quelconque.

es citoyens mexicains auront dans toutes les sions du Roi, le libre exercice de leur religion blic ou en particulier, dans leurs maisons ou les édifices destinés au culte, le tout conformé- au principe de tolérance générale établie pat la Fondamentale du royaume.

ART. XII. Pour plus grande sûreté du commerce les sujets et citoyens des deux parties contrac-, il est convenu de plus, que, si tôt ou tard lations d'amitié qui existent actuellement entr'elmaient à être rompues, le terme de six mois accordé aux commerçans qui demeurent sur les et d'une année entière, à ceux qui se trouvent l'intérieur du pays, pour régler leurs affaires, et disposer de leurs propriétés et qu'en outre un conduit leur sera accordé pour s'embarquer dans ort qu'ils préféreront.

Tous les autres sujets et citoyens, qui sont établis les territoires respectifs, pour l'exercice de quelprofession ou occupation particulière, jouiront de ntage de pouvoir rester et continuer cette pro- n, sans qu'on les inquiète d'aucune manière dans ne jouissance de leur liberté, et de leurs biens, longtemps qu'ils se conduisent paisiblement, et ommettent aucune offense contre les lois du pays; propriétés ou biens, de quelque nature qu'ils ent être, ne seront sujets à aucune saisie, sére, ni à aucune charge ou imposition, que celles ont lieu à l'égard des indigènes.

De même ni les deniers dûs par des particuliers par les fonds publics, ni les actions de sociétés, pourront jamais être saisis, séquestrés, ni confisqués.

ART. XIII. Chacune des parties contractantes ra nommer des consuls, afin de résider sur le ritoire de l'autre, pour la protection du commerce.

1827 tes que ningun consul funcione como tal, debera aprobado y admitido en la forma acostumbrada el Gobierno, en cuyo territorio deba residir; servandose cada una de las dos partes el derecho exeptuar de la residencia de consules aquellos pu particulares, en que no tenga por conveniente a tirlos.

Los agentes diplomaticos y los consules Mexi en los dominios de Su Majestad el Rey de los Pa Bajos gozaran de todos los privilegios, exempc e immunidades concedidas ó que se concedieren agentes de igual rango de la nacion mas favore y reciprocamente los agentes diplomaticos y con de Su dicha Majestad en el territorio de los Es Unidos Mexicanos gozaran de todos los privile exempciones e immunidades que disfruten los ag diplomaticos y consules Mexicanos en el Reyn los Paises-Bajos.

ART. XIV. El presente tratado sera ratifi y las ratificaciones cambiadas en Londres en el mino de doce meses ó antes si posible pare.

En fé de cual los sobredichos plenipotentiari han firmado y sellado con sus sellos respectivos: f en Londres a quince dias del mes de junio del del segnor de mil ochocientos veinte y siete.

(*Sign.*) SEBASTIAN CAMAC
(*Get:*) A. R. FALCK.

Articulo adicional.

Por cuanto en el presente estado de la marin xicana y su comercio, no seria possible a este aprovecharse de la reciprocidad estableicida en el ticulo 4, si aquella parte que estipula que los bu respectivos gozaran del tratamiento de nacionales las operaciones alli indicadas, fuere immediatam puertaen en esecucion, se ha convenido en que el espacio de dies annos contados desde el dia en tubiese lugar el cambia de las ratificaciones de tratado, dichos buques no gazaran para estas oper ciones de otro tratamiento, que el de la nacion m favorecida. Bien entendido que al vencimiento dicho termino de dies annos las estipulaciones del

ant que quelque consul exerce ses fonctions, 1827
tel il devra être approuvé et admis dans la
sitée, par le Gouvernement sur le territoire
l devra résider, tandis que chacune des deux
e réserve le droit d'excepter de la résidence
uls, tels points particuliers sur lesquels elle ne
expédient de les admettre.

agens diplomatiques, et consuls du Mexique,
possessions de Sa Majesté le Roi des Pays-
iront de toutes les prérogatives, exemptions
mités, qui sont ou seront accordées ultérieu-
aux agens du même rang de la nation la plus
; et réciproquement, les agens diplomatiques
ls du Roi, jouiront sur le territoire des Etats-
Mexique, de toutes les prérogatives, exemp-
immunités, dont les agens diplomatiques et
nexicains jouiront dans le royaume des Pays-

XIV. Le présent Traité sera ratifié, et les
ons seront échangées à Londres dans le terme
mois, ou plutôt si faire se peut.

i de quoi, les plénipotentiaires nommés ci-
ont signé, et y ont apposé les cachets de leurs
à Londres, le quinzième de Juin, de l'an de
l-huit-cent-vingt-sept.

(*Etait signé*) A. R. FALCK.
Id. SEBASTIAN CAMACHO.

Article additionnel.

me dans l'état actuel de la navigation et du
ce du Mexique, il ne serait pas possible à ce
recueillir quelque avantage de la réciprocité
ar l'article 4, si la partie, qui stipule que les
respectifs jouiront quant aux payemens y men-
du même traitement, que les nationaux, était
tement mise à exécution, il a été convenu,
dant le terme de dix ans, à dater du jour où
des ratifications du présent Traité aura été
les susdits navires n'éprouveront pas d'autre
nt à l'égard de ces payemens, que celui de la
a plus favorisée, bien entendu, qu'après l'ex-
dudit terme de dix ans, la stipulation de

1827 ferido articulo 4 regiran en todo su vigor entre dos naciones.

El presente articulo adicional tendra la mi fuerça y valor que si se hubiera insertado pal por palabra en el tratado de este dia.

Sera ratificado y las ratificaciones cambidas al mo tiempo.

En fé de lo cual lo hemos firmado y sellad Londres, a quince dias del mes de junio del anno segnor de mil ochocientos viente y siete.

(*Sign.*) SEBASTIAN CAMA

50.

Concordat entre le Pape et le raume des Pays-Bas, Conclu à me le 18 *Juin* 1827*; avec les Bu et autres pièces qui y sont relati*

(*Imprimé sur l'édition originale de Rome.* 1827. 8°. *Le Journal officiel du royaume Pays-Bas* 1827 Nr. 41.)

A.

In Nomine Sanctissimae et individuae Trinitati

Conventio inter Sanctissimum Dominum Le nem XII Summum Pontificem, et Serenissim Guillelmum I Belgarum Regem.

Sanctitas Sua Summus Pontifex Leo XII et Ma stas Sua Guillelmus I Belgarum Rex, Princeps Ar

4. précité servira, dans toute sa force, de règle 1827
deux nations.
e présent article additionnel aura même force et
r, que s'il était inséré mot à mot dans le Traité
e jour.
sera ratifié et les ratifications en seront échan-
en même temps.
foi de quoi, Nous l'avons signé et scellé à
s, le quinze Juin de l'an de grâce mil-huit-
vingt-sept.

(*Signé*) A. R. FALCK.

e Ministre des Affaires Etrangères déclare, que
ité ci-dessus avec l'article additionnel, qui y
tient, a été ratifié par le Gouvernement des
-Unis du Mexique, le vingt-quatre Décembre
uit cent vingt-sept, et par celui des Pays-Bas
nzième Mars mil huit cent vingt huit, tandis
échange réciproque des actes de ratification a eu
Londres le vingt-un Avril suivant.

(*Signé*) VERSTOLK DE SOELEN.

50.

cordat entre le Pape et le ro-me des Pays-Bas, Conclu à Ro-e 18 Juin 1827; avec les Bulles utres pièces qui y sont relatives.

imé sur l'édition originale de Rome. Liège, 8°. *Le Journal officiel du royaume des Pays-Bas* 1827 Nr. 41.).

A.

om de la Très-Sainte et indivisible Trinité.

vention entre Sa Sainteté Léon XII, Sou-in-Pontife, et Sa Majesté Guillaume Ier., Roi des Pays-Bas.

Sainteté le Souverain-Pontife Léon XII, et Sa
té Guillaume Ier., Roi des Pays-Bas, Prince

1827 siacus Nassoviensis. Magnus Dux Luxemburgi etc. cupientes Ecclesiae Catholicae Apostolicae manae negotia componere in universo Belgico Re in suos Plenipotentiarios nominarunt, videlicet

Sanctitas Sua Summus Pontifex Eminentissi Dominum Maurum Sanctae Romanae Ecclesiae byterum Cardinalem Cappellari Sacrae Congrega de Propaganda Fide Praefectum:

Et Majestas Sua Rex Belgii Excellentissimum minum Antonium Philippum Fiacrum, Ghisl Comitem de Celles, Equitem regii ordinis Leoni gici, ex altero ordine Comitiorum generalium etc. etc., suum apud Sanctam Sedem Oratorem traordinarium, et Plenipotentiarium.

Qui Plenipotentiarii, auxiliariis Primo, Pr Francisco Capaccini, Secretariae Brevium Substi et Secundo, Joanne Petro Ignatio Germain, Re dario primae Classis ad Consilium Status, et Le nis Consiliario.

Post sibi mutuo tradita legitima, et authentica quisque Plenipotentiae instrumenta, de sequentibu ticulis convenerunt:

Art. I. Conventio anno 1801 inita inter S nium Pontificem Pium VII et Gubernium Ga num, quae in Meridionalibus Regni Belgici Pr ciis viget, ad Septentrionales Provincias applica

Art. II. Quaelibet Dioecesis suum Capit suumque Seminarium habebit.

Art. III. Quoad casum in Art. XVII Co tionis anno 1801 initae antevisum, id statuitur:

Quotiescumque Sedes Archiepiscopalis, vel copalis vacaverit, illarum Ecclesiarum Capitula mensem a die vacationis computandum, Serenissi Regem certiorem fieri curabunt de nominibus Ca datorum ad Clerum Regni Belgici spectantium, dignos et idoneos ad Archiepiscopalem, vel Epi palem Ecclesiam regendam judicaverint, quosque pietate, doctrina, ac prudentia praeditos esse cog verint, quae juxta Ecclesiae leges in Episcopis re runtur.

Si forte vero aliqui ex Candidatis ipsis Seren simo Regi minus grati extiterint, Capitula e catal

range-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc. 1827
, désirant s'entendre sur les affaires de l'Eglise holique Apostolique et Romaine dans tout le Rome des Pays-Bas, ont nommé pour leurs plénientiaires, savoir

Sa Sainteté le Sorverain-Pontife, Son Eminence seigneur Maure Cappellari, Prêtre-Cardinal de inte Eglise Romaine, Préfet de la Sacrée Conation de la Propagande;

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Son Excel- Monsieur Antoine-Philippe-Fiacre-Ghislain, de Celles, Chevalier de l'Ordre Royal du Lion que, Membre de la seconde Chambre des Etats-raux du Royaume, etc. etc., son Ambassadeur ordinaire et plénipotentiaire près le Saint-Siège.

Lesdits Plénipotentiaires assistés, le premier, de seigneur François Capaccini, Substitut de la tairerie des Brefs, et le second, du Référen- de première classe du Conseil-d'Etat, Jean-e-Ignace Germain, Conseiller d'Ambassade.

près avoir fait l'échange de leurs pleins pou-, qui ont été trouvés en bonne et due forme, convenus des articles suivans:

ART. I. Le Concordat de 1801, entre le Sou-in-Pontife Pie VII et le Gouvernement Fran-, en vigueur dans les provinces méridionales du ume des Pays-Bas, sera applicable aux provin-eptentrionales.

RT. II. Chaque Diocèse aura son Chapitre et éminaire.

RT. III. Pour le cas prévu par l'article XVII Convention de 1801, il est statué

Toutes les fois qu'un Siège Archiépiscopal, ou Epis-, viendra à vaquer, les Chapitres des Eglises ntes auront soin dans le premier mois à compter our de la vacance, de porter à la connaissance de Majesté les noms des Candidats appartenans au gé du Royaume des Pays-Bas qu'ils auront jugé nes et capables de gouverner l'Eglise Archiépisco- ou épiscopale et en qui ils auront reconnu la té, la doctrine, et la prudence exigées dans les ques par les lois de l'Eglise.

Si par hasard parmi les Candidats il y en avait i ne fussent pas également agréables au Roi, les

1827 eos delebunt, reliquo tamen manente sufficienti didatorum numero, ex quo novus Archiepiscopu Episcopus eligi valeat. Tunc vero Capitula ad nicam electionem in Archiepiscopum, vel Episc unius ex Candidatis qui supererunt, juxta cons canonicas formas procedent, ac documentum el nis in forma authentica intra mensem ad Sum Pontificem perferri curabunt.

Confectio processus informativi super statu clesiae, et qualitatibus Promovendi ad Archiep palem, vel Episcopalem Ecclesiam a Romano P fice ad formam instructionis fel. rec. Urbani PP. jussu editae committetur, quo accepto, si Sum Pontifex compererit Promovendum iis dotibus in ctum, quae a Canonibus in Episcopo requiruntur, quantocius fieri poterit juxta statutas formas per stolicas litteras confirmabit.

Si vero aut electio minime fuerit canonice pe aut Promovendus praedictis dotibus instructus reperiatur, ex speciali gratia Summus Pontifex i gebit, ut Capitulum ad novam electionem, ut s canonica methodo valeat procedere.

Ratificationes praesentis Conventionis mutuo dentur Romae sexaginta dierum spatio, aut citi fieri poterit.

Datum Romae die 18 Junii 1827.

D. Maurus *Card.* Cappeli

Comte de Celles.

Franciscus Capaccini.

Germain.

:s effaceront les noms de ceux-ci de la liste, 1827
rtant devra rester composée d'un nombre de
ts suffisant pour que le choix du nouvel Ar-
e ou Evêque puisse avoir lieu. Alors les
:s procéderont à l'élection canonique de l'Ar-
e ou de l'Evêque, qu'ils choisiront, selon les
:anoniques d'usage, parmi les Candidats, dont
s auront été maintenus sur la liste; et ils
ɔnt dans le mois au Saint-Père l'acte authen-
cette élection.

ouverain-Pontife d'après l'instruction émanée
e du Pape Urbain VIII d'heureuse mémoire,
la commission de dresser le Procès d'infor-
ur l'état de l'Eglise, et sur les qualités de la
: destinée à être promue à l'Eglise Archi-
le, ou Episcopale, et après avoir reçu le ré-
ces informations, si le Saint-Père juge que
tés exigées dans un Evêque par les Canons
ent réunies dans la personne élue, il lui don-
ɜtitution canonique par les lettres apostoliques
es formes établies, et dans le plus bref délai

contraire l'élection n'avait pas été canonique-
nduite, ou si le Candidat n'avait pas été re-
ar le Saint-Père doué des qualités susdites,
rain-Pontife par faveur spéciale concédera
itre le pouvoir de procéder à une nouvelle
comme ci-dessus, dans les formes cano-

'atifications de la présente Convention seront
s à Rome dans le délai de soixante jours, ou
i faire se peut.

ı Rome, le 18 juin 1827.

D. Maurus *Card.* Cappellari.
Comte de Celles.
Franciscus Capaccini.
Germain.

B.

1827 *Litterae Apostolicae, sexto decimo Kalen Septembris, anno millesimo octingentesimo gesimo septimo, quibus conventio cum ser simo Belgarum Rege inita confirmatur explicatur.*

Leo, Episcopus, servus servorum Dei, ad p tuam rei memoriam.

Quod jamdiu maximis erat in votis, nimiru Ecclesiasticae res in Regno Belgico opportune ponerentur, id, juvante Deo, qui Pater est ricordiarum et Deus totius consolationis, demun liciter effectum gratulamur. Nihil enim jucundiu cidere Nobis poterat, utpote qui in summo A latus apice meritis licet imparibus constituti, p qua dies noctesque urgemur omnium Ecclesiarum licitudine dolebamus vehementer de gravissimis quae ex ingentibus praeteritorum temporum c tatibus in ejusdem inclytae Nationis Catholicos, ceteroquin et fidei constantia et in hanc Aposto Sedem devotio summopere commendant. Porro berrimum opus istud, quod fel. record. Praede Noster Pius VII aggressus est, et nos deinde giis ejus inhaerentes tandem absolvimus coeptum fectumque est accedente ope, ac munificentia nissimi Principis Guilielmi Belgarum Regis, cuj inde propensam erga catholicos magno numer subditos voluntatem grata semper memoria pr mur. Ergo ad Omnipotentis Dei gloriam, at honorem Deiparae Virginis Mariae, quam ut P nam Belgae praecipuo honorant cultu, sed et ad rum Belgarum spirituale bonum, Nos istamque dem Apostolicam inter, et laudatum Serenissi Regem Guilielmum rite Conventio habita est, q praesentium litterarum vigore Apostolica Auctor duximus confirmandam. Hujusce autem Conven nis tenor est qui sequitur, videlicet:

(*suit la convention.*)

B.

Apostoliques du 17 Août 1827, qui 1827
ient et expliquent la Convention faite
Sa Majesté le Roi des Pays-Bas.

Evêque, Serviteur des Serviteurs de Dieu,
etuam rei memoriam.
n, nous pouvons nous féliciter de ce que, par
rs de Dieu, qui est le père des miséricordes
eu de toute consolation, les voeux que nous
formés depuis si long-temps, ceux de voir
d'une manière convenable les affaires ecclé-
s du royaume des Pays-Bas, se trouvent ac-
Elevé, malgré l'insuffisance de notre mérite
premier siège de l'apostolat, pressé d'ailleurs
nuit par notre sollicitude pour toutes les égli-
déplorant les maux affreux que la rigueur des
passés a fait retomber sur les catholiques de
tion illustre, catholiques qui se distinguent au
e degré par la constance de leur foi et par
vouement au Saint-Siège; nous avons dû re-
cet arrangement comme l'événement le plus
qui pût nous arriver. Au reste, le succès
oeuvre salutaire, que notre prédécesseur Pie
'heureuse mémoire, avait entreprise, et que
ons enfin achevée en marchant sur ses traces,
as moins dû au secours et à la générosité de
e monarque Guillaume, Roi des Pays-Bas.
a bonté pour ses nombreux sujets catholiques
toujours dans notre coeur de vifs sentimens
nnaissance. Ainsi, pour la gloire du Dieu
issant et en l'honneur de la sainte vierge Marie
e Dieu, qui, en qualité de patronne des Bel-
t particulièrement révérée chez eux, de même
r le bien spirituel des Belges eux-mêmes, un
été conclu solennellement entre nous et le Saint-
'une part, et Sa Majesté le Roi Guillaume de
lequel traité nous avons jugé à propos de con-
en vertu de l'autorité apostolique, par les pré-
lettres. Or, cette convention est de la teneur
e:

(*suit la convention*).

1827 Hanc igitur Conventionem, quam cum Serer Belgarum Rege inivimus, quaeque suprascript ticulis continetur, Motu Nostro proprio, atque e scientia, ac matura deliberatione Nostra, deque stolicae potestatis plenitudine, audita selecta V bilium Fratrum Nostrorum Sanctae Romanae siae Cardinalium Congregatione, praesentium denuo approbamus, ac ratam habemus, illique stolici muniminis, et firmitatis robur, et effi adjungimus.

Quocirca illud in primis declaramus, atque nimus, ut Conventio inter Sanctam Sedem et (nium Gallicanum inita die XV Julii anni 180 Praedecessore Nostro Pio PP. VII confirmata p apostolicas litteras XVIII Kalend. Septembris dem anni datas, ad quas habenda sit ratio, q in Meridionalibus Regni Belgici Provinciis vige ptentrionalibus quoque Provinciis applicetur, ut eodemque regno universae ecclesiasticae res u demque ratione regantur, et pertractentur.

Deinde vero quoniam ad plenam novissimae ventionis executionem necessarium est, quem dum necesse fuit tempore Conventionis anni dioecesium numerum constituere, easque suis l circumscribere, Nos, collatis cum Serenissimo Guilielmo consiliis, ad Catholicae Religionis incr tum, atque ad animarum salutem, praeter quinqu actu existentes, tres alias pro nunc Episcopales restituere, vel de novo erigere sicque universun gicum Regnum in octo Dioeceses dividere, tot que inibi Cathedrales Ecclesias constabilire de mus, quarum una Metropolitana, reliquae i ejusdem sint Suffraganeae. Harum autem Dioec limites hic tantum generaliter per Provincias i mus. Itaque Ecclesia Mechliniensis erit Metr tana Ecclesia, cujus dioecesanum territorium ex gris provinciis Brabantiae meridionalis, et A piensi constabit. Septem vero Ecclesiae Leod Namurcensis, Tornacensis, Gandavensis; quatu lae videlicet quae jam extabant: et insuper alia

itte convention donc que nous avons conclue 1827
Sa Majesté le Roi des Pays-Bas et qui est com-
dans les articles transcrits ci-dessus, nous l'ap-
rons de nouveau et nous la ratifions par les
ntes lettres, de notre propre mouvement, de
ce certaine, après une mûre délibération et de la
tude du pouvoir apostolique, après avoir en-
une congrégation choisie de nos vénéra-
frères les cardinaux de la Ste.-Eglise Romaine,
us trouvons bon de donner à cette convention
rce et l'efficacité de la confirmation et de la sanc-
apostolique.

'est pourquoi nous déclarons d'abord et nous or-
ons que la convention, conclue entre le Saint-
et le gouvernement français le 15 juillet 1801
nfirmée par notre prédécesseur Pie VII dans le
apostolique du 15 août de la même année, au-
il faudra faire attention, convention qui est en
ur dans les provinces méridionales du royaume
Pays-Bas, soit aussi appliquée aux provinces
trionales, afin que dans un même pays toutes
faires ecclésiastiques soient administrées et trai-
ur un même pied.

nsuite, comme il est nécessaire pour l'entière
ution du dernier concordat, ainsi qu'il le fut du
de la convention de 1801, de déterminer le
re des diocèses et de leur assigner leurs limites,
avons résolu, de concert avec S. M. le Roi
ume, pour le progrès de la religion catholique
r le salut des ames, d'établir trois sièges épis-
x, outre les cinq qui existent déjà, et de par-
ainsi tout le royaume des Pays-Bas en huit
es et d'y établir le même nombre d'églises ca-
les, dont une aura le titre d'église métropoli-
, et dont les autres seront, provisoirement, égli-
ffragantes de la première.

es limites de ces diocèses ne sont ici indiquées
n général et par provinces. Ainsi l'église de Ma-
sera église métropolitaine, et son territoire dio-
in se composera des deux provinces entières du
bant méridional et d'Anvers. Les sept églises
ragantes seront l'église de Liége, celle de Tournay
elle de Gand, églises qui existaient déjà; et en

1827 quas ad praesens statuimus erigendas, nempe Brug
[illegible] Antuerpiensis, et Bruxellensis. Hab
[illegible] Leodiensis Ecclesiæ integras provincias D
[illegible]sem, et Luxemburgensem. Ecclesiæ Namurcensi
[illegible]sem Namurcensem, et Magnum Ducatum
[illegible]gensem: Ecclesiæ Tornacensis Hannon
Ecclesiæ Gandavensis veteram Flandriam or
dem: Ecclesiæ Mechliniensis provincias Hol
sep[illegible]s, Brabantiæ meridionalem. Ultrajecti O
[illegible]ssel, et Frisiæ. Groningæ, et Drenthes: Ec
Bruxellensis universam Flandriam occidentalem: ac
[illegible] Ecclesiæ Bostoniensis provincias Brab
sep[illegible]s, Gandavensem, et Selandiæ. Jam
[illegible] Ecclesiæ Cathedrales istarum propre
Capitulum. Dotem istis singulis, atque p
[illegible] ecclesiasticique Capitulum [illegible] stili, et co
[illegible] et perpetua [illegible] Ecclesiæ ex Sedibus
[illegible] assignatis quarum quemlibet
[illegible] Sedibus in Regio mox Edicto, et Archier
[illegible] stili, ac vi ejusdem erigen. Ce
[illegible] quæ in Belgii istarum Dioecesium cir
[illegible], atque ex [illegible] Archiepiscopum vel
[illegible] Sedibus in Regno Belgii Regni
[illegible] per has Apostolicas Litteras, quas brevi
[illegible] Cathedræ præsidebunt.

Ut vero posteaquam Capitula Ecclesiarum om
[illegible] stili, facult
[illegible] Capitula Ecclesiarum et personarum
[illegible] Archiepiscopi XXVII Cl. Februarii anno
[illegible] stili, quibus Archiepiscopis Sed
Episcopalis vacaverit. Capitula [illegible] vacantis
clesiæ, unumquodque stili et Capitulum pro Ec
sua, capitulariter congregati, et servatis canonicis
gulis Ecclesiæ Archiepiscopalis Belgici R
viis, dignis tamen, et sanctæ ecclesiasticæ sanctis
idoneis ad formam Articuli III novissimæ Conv
tionis eligere possint.

Verum pro hac prima vice Nobis reservamus
clesiæ Regni Belgici Archiepiscopales provinciæ, qu
admodum pro Magnæ [illegible] Ecclesiæ a fel. rec.
VII Prædecessore Nostro factum est, ac pari m

e les trois autres dont nous ordonnons présente- 1827
t l'érection, savoir celle de Bruges, celle d'Am-
dam et celle de Bois-le-Duc.
'église de Liège comprendra deux provinces en-
s, savoir celle de Liège et celle de Limbourg;
e de Namur la province de Namur et le grand-
é de Luxembourg; l'église de Tournay le Hai-
; l'église de Gand toute la Flandre orientale;
e d'Amsterdam les provinces de la Hollande
trionale et de la Hollande méridionale, celle
echt, l'Overyssel, la Frise, Groningue et Drenthe;
e de Bruges la Flandre occidentale, et enfin
e de Bois-le-Duc se composera du Brabant
trional, de la Gueldre et de la Zélande.
haque église cathédrale aura son chapitre; cha-
chapitre recevra une dotation convenable et per-
lle. De même il sera assigné une dotation con-
le et perpétuelle à chacun des sièges épisco-
. Et nous avons la pleine confiance que, par
nificence de l'auguste Monarque, l'état de ces
deviendra de jour en jour plus satisfaisant et
eureux.
n surplus, tout ce qui est relatif à une circon-
tion plus exacte des diocèses et à l'organisation
itive des sièges épiscopaux ou des chapitres du
me des Pays-Bas, sera réglé par un autre bref
olique que nous donnerons bientôt.
orsque les chapitres de toutes les églises, que
venons de nommer, auront été établis, nous
ttons, pendant toute la durée des circonstances
es par l'art. XVII du concordat de 1801, cha-
fois qu'un siège archiépiscopal ou épiscopal
vacant, aux membres de ces chapitres, c'est-à-
à chaque chapitre pour son église, capitulaire-
assemblés, de choisir, en observant les règles
iques, parmi le clergé du royaume des Pays-
de nouveaux évêques, dignes cependant de cette
tion et réunissant les qualités exigées par les lois
ésiastiques. On observera pour cette élection les
nes prescrites par l'art. III du dernier concordat.
Cependant, pour cette fois, nous nous réservons
roit de pourvoir de pasteurs les églises des Pays-
, de la manière que notre prédécesseur Pie VII
eureuse mémoire en a usé pour l'église de Malines.

1827 si ob Dioecesium vastitatem, contingat, ut Episc
Dioecesani alieno indigeant ministerio in iis et
quae characterem requirunt Episcopalem, Nobis,
Successoribus Nostris reservamus ejusmodi Dioe
sium Episcopis, prout necessarium judicaveri
auxiliares Episcopos concedere, qui eis, tamq
suffraganei, adjumento sint in pontificalibus m
explendis; quibus Episcopis Serenissimus Rex,
niente casu, dotationem eorum statui convenie
assignabit.

Annuimus autem, ut Archiepiscopus, et Epi
pus quisque supradictarum Regni Belgici Ecclesia
postquam ab hac Apostolica Sede canonicam acce
institutionem, et antequam suum gerendum m
suscipiat coram Serenissimo Rege juramentum fi
tatis emittat prout fuerat constitutum in Articulo
Conventionis anni 1801 sequentibus verbis expres

„Ego juro et promitto ad Sancta Dei Evan
„obedientiam, et fidelitatem Majestati Suae Regi
„garum meo ligitimo Principi. Item promitto
„nullam communicationem habiturum, nulli con
„interfuturum, nullamque suspectam unionem n
„intra neque extra conservaturum, quae tranquill
„publicae noceat, et si tam in Dioecesi mea, q
„alibi noverim aliquid in Status damnum trac
„Domino meo Regi manifestabo."

Similiter annuimus, ut hoc idem juramentum p
stent Ecclesiastici quoque viri secundi ordinis c
auctoritatibus civilibus a Rege designatis, quema
dum statutum fuerat in Articulo VII ejusdem C
ventionis.

Pari modo ut omnis salvetur ambiguitas ci
modum quo formula precum in Articulo VIII Co
ventionis anni 1801 statuta ad praesentem rer
statutum applicari valeat, declaramus eamdem sic es
immutandam — Domine salvum fac Regem nostru
Guilielmum. —

Episcopi autem liberam habebunt suorum Vac
riorum in spiritualibus generalium nominationem,
electionem.

même, si la trop grande étendue des diocèses éprouver aux évêques diocésains le besoin du 1827
istère d'autrui, dans les choses mêmes qui deman- le caractère épiscopal, nous nous réservons, qu'à nos successeurs, le droit d'accorder, pour t que nous le jugerons nécessaire, aux évêques diocèses des évêques auxiliaires, qui les aide- en qualité de suffragans, à accomplir les fonctions cales. Ces évêques suffragans recevront de S. cas échéant, une dotation convenable à leur état.

us permettons que l'archevêque et chaque évê- es susdites églises du royaume des Pays-Bas, avoir reçu l'institution canonique du Saint- et avant d'entrer en fonction, prêtent serment élité entre les mains de Sa Majesté, comme il été réglé dans l'art. VI du concordat de 1801, les termes suivans:

e jure et promets, sur les Saints Evangiles, de obéissance et fidélité à Sa Majesté le Roi des -Bas, mon souverain légitime. Je promets de que je n'aurai aucune communication, que je sterai à aucune assemblée, que je n'entretien- aucune liaison suspecte ni au dedans ni au de- , qui puisse nuire à la tranquillité publique, et que, soit dans mon diocèse soit ailleurs, j'ap- ne qu'on trame quelque chose contre la sûreté tat, je le découvrirai au Roi mon souverain."

us permettons également que les ecclésiastiques ond rang prêtent le même serment devant les s civiles, désignées par le Roi, ainsi que cela été réglé dans l'art. VII de la même convention.

reillement, afin d'ôter toute ambiguité touchant nière dont la formule de prières, prescrite dans VIII du Concordat de 1801, peut être appliquée t actuel des choses, nous déclarons que cette le doit être changée ainsi — *Domine salvum Regem nostrum Guilielmum.* — (Dieu, sauvez e Roi Guillaume.)

Les évêques nommeront et éliront librement leurs ires-généraux dans les choses spirituelles.

1827 .Porro tum Archiepiscopi tum Episcopi cujusq
praecipua cura versabitur circa Seminaria. lu
enim adolescentes, qui in sortem Domini vocan
opportuno tempore ad pietatem morumque inte
tatem, et ad ecclesiasticam omnem disciplinam s
novellae plantationes in juventute sua inform
sunt. Enimvero boni, ac strenui in vinea Do
operarii non nascuntur, sed fiunt; ut autem fian
Episcoporum solertiam, industriamque pertinet.
executionem itaque Articuli II novissimae Con
tionis a Nobis cum Serenissimo Rege Guilielmo
tae Seminaria in qualibet dioecesi, eo qui seq
modo constituentur, regentur, et administrabu
Ac primo quidem is adolescentium numerus in
dem ali, institui, atque educari debebit, qui nec
tatibus cujusque dioecesis, et populi commoditati
respondeat, quique ab Episcopo congrue erit defi
dus. Quum vero maxime intersit, ut qui sacr
Ministeriis addicunt, non solum in ecclesiastici
rum etiam in philosophicis disciplinis, aliisque a
clesiasticas conducentibus rite instituantur, ut *fo*
gregis fiant, et semper parati sint rationem
dere omni poscenti: idcirco Episcopi in Semi
eas omnes cathedras constituent, quas ad compl
clericorum suorum institutionem necessarias ju
bunt. Doctrinae denique ac disciplinae institutio,
catio, et administratio Seminariorum subjiciuntur
ctoritati Episcoporum respectivorum juxta forma
nonicas. Hinc libera erit Episcopis tum clerico
in Seminariis admissio, et ab eisdem expulsio,
etiam Rectorum, et Professorum electio, eoru
quoties id necessarium, aut utile judicabunt, r

Quae autem necessaria sunt pro his Semin
vel instituendis, vel conservandis, ea liberaliter a
renissimo Rege suppeditabuntur, qui magnanimi Pr
cipis animum ostendens congrue se providere
omnibus, quae ad ecclesiasticam instructionem nec
saria sunt, atque eo modo, qui Nobis sit gratus,
extraordinarium suum apud Nos oratorem prol
sus est.

fais le principal soin des archevêques et évêques 1827
pour objet les séminaires. Car c'est dans ces
issemens que les enfans qui sont appelés au mini-
: sacré, doivent, *comme des plantes nouvelles dans*
jeunesse, être formés de bonne heure à la piété,
bonnes moeurs et à toutes les sciences ecclésiasti-
. En effet, ils ne naissent pas ouvriers fidèles et
dans la vigne du Seigneur; ils se forment. Or,
les former, la sagesse et les soins des évêques
ent nécessaires. Ainsi, en exécution de l'art.
dernier concordat conclu avec S. M. le Roi
ime, les séminaires seront établis, gouvernés
inistrés, dans chaque diocèse, de la manière
te. D'abord, dans ces séminaires, on nourrira,
a et instruira un nombre d'enfans qui réponde
ement aux besoins de chaque diocèse et à l'uti-
a peuple. Ce nombre sera déterminé conve-
ent par l'Evêque. Et comme il est d'une haute
ance, que ceux qui se vouent au ministère sa-
ient convenablement instruits non seulement
a sciences ecclésiastiques, mais aussi dans la
ble et dans les autres sciences qui conduisent
naissances ecclésiastiques, pour qu'*ils devien-*
le modèle du troupeau et qu'ils puissent ré-
à tout celui qui les interrogera, les évêques
ont dans les séminaires toutes les chaires qu'ils
nt nécessaires pour l'organisation de l'enseigne-
complet des jeunes clercs. La doctrine, la dis-
, l'enseignement, l'éducation de ces enfans et
inistration des séminaires sont soumis à l'autorité
êques respectifs, d'après les formes canoniques.
êques auront par conséquent le pouvoir d'ad-
les jeunes gens dans les séminaires et de les
voyer, ainsi que celui d'élire les directeurs et
ofesseurs et de les éloigner toutes les fois qu'ils
ront nécessaire ou utile.

ant à ce qui est nécessaire pour ériger ces sé-
res, ou pour maintenir ceux qui existent, Sa
té l'accordera libéralement. Ce Prince, mon-
des sentimens vraiment magnanimes, a eu la
de me déclarer par son ambassadeur extraordi-
que son intention est de pourvoir, de la ma-
qui nous sera agréable, à tous les besoins de
uction ecclésiastique.

1827 Denique Dioecesibus ut jam supra praescript
est, et mox per alias apostolicas litteras clarius a
bis praescribetur, constitutis, Episcopi juxta ea,
in Articulo IX et X Conventionis anni 1801 c
nentur, ad novam, ubi opus fuerit, Paroeciarum
cumscriptionem procedent, atque ad Paroecias d
plane, ac idoneos ecclesiasticos viros eligent.
nissimus autem Rex juxta ea, quae in Articulo
ejusdem Conventionis fuerunt statuta, omnium
chorum, quos etiam ob novam Paroeciarum ci
scriptionem creare contigerit, sustentioni, quae
que statum deceat, quaeque par sit illi, qua
Dioecesium in Meridionalibus Regni Belgici Pr
ciis fruuntur, pro regali sua munificentia provi

In spem autem erigimur fore ut inter istarum
gionum Catholicos inveniantur, qui libertate, qu
in Articulo XV saepe dictae Conventionis anni
Ecclesiis consulendi asseritur, liberaliter uti
propensa vero Regis voluntas Nos dubitare non
quod protectionem fundationum vel elargitionum
in favorem istarum Ecclesiarum fieri contigerit
et acquisitionum, quae ab iisdem Ecclesiis fieri
runt, Majestas sua non sit susceptura.

Restat nunc ut plurimas Domino Deo Nostro
tias agamus propter id, quod hactenus pro ec
sticis rebus in universo Regno Belgico ordi
actum est, Eumque enixis obtestemur precibus
Ipse confirmet solidetque: *omne enim datum
mum, et omne donum perfectum de sursu
neque qui plantat est aliquid, neque qui riga
qui incrementum dat Deus.*

Decernentes has praesentes litteras nullo umq
tempore de subreptionis, et obreptionis, aut null
vitio, vel intentionis Nostrae, aut alio quocum
defectu notari vel impugnari posse, sed semper
mas, validas, et efficaces existere et fore, suos
plenarios et integros effectus sortiri et obtinere ac
violabiliter observari debere. Non obstantibus apos
licis, ac in Synodalibus, Provincialibus et Univer

Enfin, lorsque les diocèses auront été organisés 1827
me il a été dit plus haut et comme nous le règle-
plus clairement par un autre Bref apostolique,
évêques, conformément aux articles IX et X du
ordat de 1801, procéderont, où il le faudra, à
nouvelle circonscription de paroisses, et nomme-
aux cures des ecclésiastiques tout-à-fait dignes
te fonction et capables de la remplir. Sa Ma-
d'après les dispositions de l'art. XIV de la
convention, pourvoira, avec sa munificence
ordinaire, au traitement de tous les curés,
excepter ceux qu'on pourra se trouver dans
de créer par la nouvelle circonscription des pa-
. Ce traitement sera proportionné à l'état de
n, tel que la justice le demande et tel que celui
jouissent actuellement les curés dans les dio-
des provinces méridionales du royaume des
-Bas.

ous espérons que, parmi les catholiques de ces
s, il s'en trouvera qui useront généreusement
ur des églises, de la liberté qui leur est garan-
l'art. XV de la susdite convention de 1801.
urs, la bonté du Roi ne nous permet pas de
que Sa Majesté ne favorise les fondations et
gèsses qui se feront en faveur de ces églises,
ue les acquisitions qu'elles se trouveront dans
de faire.

ous reste maintenant à remercier Notre Seigneur
ui a été fait jusqu'à présent pour l'organisa-
affaires ecclésiastiques dans tout le royaume
s-Bas, et à le conjurer de daigner, lui-même,
er et consolider cet ouvrage. *Car tout don*
ux et parfait vient d'en haut, et ce n'est pas
qui plante ni celui qui arrose qui est quel-
ose, mais bien le Dieu qui donne la crois-

ous voulons que les présentes lettres ne puissent
en aucun temps être considérées comme en-
s du vice de subreption et d'obreption, de nul-
ou du défaut d'intention, ou de tout autre dé-
Nous statuons au contraire qu'elles sont et se-
toujours valides et efficaces, qu'elles sortiront
plein et entier effet et qu'elles seront observées
ment. Et ce, nonobstant les constitutions apo-

1827 libus Conciliis editis generalibus, vel specialibus C
stitutionibus, et Ordinationibus, nec non quarumc
que Ecclesiarum, et piorum locorum statutis, et
vilegiis aliisque contrariis quibuscumque. His e
omnibus tamesti pro sufficienti illorum derog
specialis facienda mentio esset, vel alia exquisita
ma servanda, quatenus praemissis obstare aliquo
possint, expresse derogamus. Irritum quoque et
decernimus si secus super his a quoquam quavi
toritate scienter vel ignoranter contigerit attentari

Volumus autem ut harum litterarum exe
etiam impressis, manuque publici Notarii subsc
et per constitutum in ecclesiastica dignitate V
suo sigillo munitis, eadem habeatur fides, quae
strae voluntatis significationi ipso hoc diplomate
so, haberetur.

Nulli ergo omnino hominum liceat hanc vol
Nostrae paginam infringere vel ei ausu tem
contraire. Si quis autem hoc attentare praesum
indignationem Omnipotentis Dei, ac Beatorum
et Pauli apostolorum ejus, se noverit incursuru

Datum Romae apud Sanctum Petrum Anno
carnationis Dominicae millesimo octingentesimo
simo septimo, sexto decimo Kalendas Septe
Pontificatus Nostri anno quarto.

B. *Card.* PACCA, *Pro Domino Card.* AL
Prodatarius. F. CAPPACCINI, *Subst*

Visa de Curia B. TESTA.

Loco † Plumbi.

V. CUGNONIU

C.

Arrêtés du Roi relatifs au Concordat.

Nous Guillaume, par la grâce de Dieu, Roi
Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc
Luxembourg, etc. etc. etc.

, et les dispositions générales prises dans les 1827
ynodaux, provinciaux et oecuméniques, ou
itutions particulières, règles, statuts de quel-
e et lieu pieux que ce soit, et tous autres
quelconques. Et quand même, pour l'en-
gation à ces règles, il faudrait en faire une
expresse ou employer quelque autre formule
pour autant qu'elles pourraient être opposées
tes lettres, nous y dérogeons expressément.
larons nul et d'aucune valeur ce qu'on pour-
prendre, sciemment ou par ignorance, contre
sitions comprises dans les présentes lettres,
e puisse être l'autorité qu'on invoque.
ns en outre qu'on ajoute aux copies des pré-
nême imprimées et signées par un notaire
munies du sceau d'une personne constituée
ecclésiastique, la même foi qu'on ajouterait
entes si elles étaient représentées ou mon-
original.
cun homme donc ne se permette d'enfrein-
violer, par une entreprise téméraire, cette
est l'expression de notre volonté. Si quel-
treprend de le faire, qu'il sache qu'il en-
indignation du Dieu tout-puissant et des
ux apôtres saint Pierre et saint Paul.
é à Rome, à St. Pierre, le dix-sept août
de Jésus-Christ dix-huit cent vingt-sept,
pontificat le quatrième.

d. PACCA, *Pour Mgr. le Card.* ALBANI.
dataire. F. CAPPACCINI, *Substitut.*

Visa de curia D. TESTA.

du Plomb.

V. CUGNONIUS.

---

e rapport de la commission permanente du
d'état pour les affaires du culte catholique,
rrêté et arrêtons:
nvention passée le 18 juin 1827, entre nous
e, et ratifiée par nous le 25 juillet 1827, sera
t promulguée, desquelles convention et rati-
la teneur suit:

1827 Nous Guillaume, par la grâce de Dieu, Roi
Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc
Luxembourg, etc. etc. etc.

Ayant vu et examiné la convention conclue
signée à Rome, le dix-huit juin de l'an mil huit
vingt-sept, par les sieurs Antoine Philippe
Ghislain, comte de Celles, chevalier du Lion-
que, membre de la seconde chambre des états-
raux du royaume des Pays-Bas, notre ambass
extraordinaire et plénipotentiaire près le Saint-
et par son éminence Maure Cappellari, prêtre-
nal de la sainte-église romaine, préfet de la
congrégation de la propagande, assistés, le pr
du référendaire de première classe à notre co
d'état, Jean Pierre Ignace Germain, conseiller
bassade, et le second du substitut de la secrét
des brefs François Cappaccini, respectivement
més et désignés à cet effet, de laquelle convent
teneur suit ici mot à mot:

Au nom de la très-sainte et indivisible Tri

Convention entre Sa Majesté Guillaume I,
des Pays-Bas, et Sa Sainteté Léon
Souverain-Pontife.

S. M. Guillaume I, Roi des Pays-Bas,
d'Orange-Nassau, grand-duc de Luxembourg,
etc., et S. S. le Souverain Pontife, Léon XII,
s'entendre sur les affaires de l'église catholique
stolique et romaine dans tout le royaume des
Bas, etc. (*Suit le traité.*)

Approuvons la convention ci-dessus et ch
des articles qui y sont contenus, déclarons qu'ils
acceptés, ratifiés et confirmés, et promettons q
seront exécutés et observés selon leur forme et ten

En foi de quoi nous avons donné les prése
signées de notre main, contresignées et signée
notre sceau royal à Bruxelles, le vingt-cinq ju

1 de grâce mil huit cent vingt-sept, et de 1827
règne le quatorzième.

(*Signé*) GUILLAUME.

Par le Roi,

J. G. DE MEY DE STREEFKERK.

Le ministre des affaires étrangères,
(*Signé*) VERSTOLK DE SOELEN.

Certifié conforme:

étaire de la commission permanente du conseil-at pour les affaires du culte catholique,

P. G. VAN GHERT.

ndons et ordonnons que les présentes seront s dans le *Journal officiel.*
mé à Laeken, le 2 octobre 1827, l'an 14 de règne.

(*Signé*) GUILLAUME.

is Guillaume, par la grâce de Dieu, Roi des Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de bourg, etc. etc. etc.

le rapport de la commission permanente du -d'état pour les affaires du culte catholique.
ons arrêté et arrêtons:

r. I. La bulle donnée à Rome le 16 des ca- de septembre 1827, et contenant la ratification onvention passée entre nous et le Saint-Siège uin 1827, sera publiée, sans approbation des , formules ou expressions que cette bulle ren- et qui sont ou pourront être contraires aux royaume.

r. II. Ladite bulle sera transcrite en latin, hol- et en français, sur les registres de la commis- rmanente du conseil d'état pour les affaires du atholique, et mention en sera faite sur l'origi- le secrétaire de ladite commission: elle sera dans le *Journal officiel.*

mé à Laeken, le 2 octobre 1827, l'an 14 de règne.

(*Signé*) GUILLAUME.

D.

1827 *Allocutio Habita in Consistorio secreto die septembris MDCCCXXVII.*

Venerabiles Fratres,

Quas pro instaurandis ordinandisque belgicaru clesiarum rebus cum illustri et potentissimo Bel Rege Guillelmo I curas suscepimus, eas, juvan felicem habuisse exitum Vobis, Venerabiles F nunciamus. Conventioni enim, quam fel. Praedecessor noster Pius VII, ut illatas iisdem siis clades quoquo modo repararet, cum viro qui tum in Gallia rerum potiebatur, aliam nunc Regno convenientem unanimi consensu mus, quam tribus articulis distinctam, et typ tam vestris oculis subjici jussimus. Primus a ita se habet: nova Conventio non australes du sicut illa Pii VII, sed boreales etiam belgici provincias complectetur. Altero articulo statuitur quamque belgicam Dioecesim Capitulo decorand Seminario instruendam esse. Tertius demum lus fert, ut quoties Archiepiscopalis, aut Epis Ecclesia vacaverit, ejusdem Ecclesiae Capitulu congregatum ad novi Antistis electionem pr quae tamen electio a Summo Pontifice confi erit; qui sicubi ipsam minus canonice factam Electum iis dotibus destitutum reperiat, quas Canones requirunt, Capitulo indulgebit, ut ad canonica methodo electionem deveniat.

Conventioni huic nostrae apostolicas littera dimus, typis similiter impressas atque ad Vo nostro, deferendas, quibus eamdem conven confirmamus, et explicamus. Ex iis intelligeti conlato cum Serenissimo Rege consilio, Epis bus, quae nunc in Belgio sunt, Sedibus tres a junxisse: tum adolescentes, qui in sortem vocati sunt, ad frequentandas Collegii philo scholas nulla posthac lege adactos, ea solum instituendos, quam Episcopi praescripserint.

D.

ution Du Souverain-Pontife dans le Con- 1827
istoire secret du 17 *septembre* 1827.

Vénérables Frères,

vous annonçons que les soins dont nous nous
s chargés, de concert avec l'illustre et puissant
s Pays-Bas, Guillaume Premier, pour réta-
régler les affaires des églises de ce pays, ont
r le secours de Dieu, un heureux résultat.

:, pour remplacer la Convention que notre Pré-
ur Pie VII, d'heureuse mémoire, afin de re-
: en quelque sorte aux maux que ces églises
t soufferts, avait faite avec celui qui gouvernait
ance à cette époque, nous avons conclu, de
un accord, un autre traité, convenable à l'état
des Pays-Bas.

lte Convention, comprise en trois articles, est
née et vous sera présentée, d'après mes ordres.
: premier article présente la clause suivante:
nouvelle convention ne s'étendra pas seulement
rovinces méridionales, comme le concordat de
II, mais aussi aux provinces septentrionales du
me des Pays-Bas."

r le deuxième article, il est statué que „chaque
e des Pays-Bas aura son chapitre et son sémi-

nfin le troisième article porte que toutes les fois
siège archiépiscopol ou épiscopal sera vacant,
pitre de cette église, convoqué d'après les ré-
lablies, procédera à l'élection d'un nouvel évê-
Cependant, cette élection devra être confirmée
e Souverain-Pontife. Si le Souverain-Pontife
e que l'élection n'a pas été faite canoniquement,
e le sujet élu n'est pas doué des qualités que
ints canons exigent, il accordera au chapitre la
r de procéder, d'après les formes canoniques, à
ouvelle élection.

cette convention nous avons ajouté des Lettres
bliques par lesquelles nous la confirmons et l'ex-

1827 Haec et alia hujusmodi fusius in apostolicis lit
supra memoratis exposita invenietis. Quibus, et C
ventione per eas explicata, belgicas ecclesias a mi
rimo, in quem calamitas temporum illas conjec
statu, quoad fieri potuit, sublevatas a Nobis
plane confidimus. Hoc tamen tam salutare, tam
petitum a Nobis bonum nunquam consecuti esse
nisi Serenissimus Rex Guillelmus pro sua sapi
suis in Nos studiis, suaque in Catholicos sibi sub
benignitate, votis nostris annuens, adjutricem
operam humanissime praebuissent. In primis
Patri misericordiarum, in cujus manu corda R
sunt, tum eidem Serenissimo Regi maximas e
lemnes hoc in loco gratias agimus, firman in
erecti Eum ingenuitatis, et instituti nostri probe
scium, animo in rem catholicam quotidie magis
pensiore futurum.

E.

Bruxelles le 5 Octobre 1827

Circulaire du Ministre de l'intérieur a Gouverneurs.

J'ai pensé qu'il ne serait pas inutile d'accomp
l'envoi que je vous fais ci-joint d'un exempla
la convention conclue entre le Roi et Sa Sain
18 Juin dernier, de quelques communications
dentielles sur l'ensemble de la négociation dont
convention est le principal résultat.

Vous en ferez l'usage que nous croirez conv
ble d'après les circonstances.

La convention fixe dans son 3e art. le mode
nomination des évêques; toutefois l'intervention
vale dans cette nomination ne se bornera pas à
part que cet article détermine: il est convenu qu'
bref spécial du St. Père aux chapitres leur enjoind
de demander d'abord à S. M. quelle est la perso
qu'elle désirerait voir passer au Siége vacant, a
que les chapitres puissent avoir les égards dus p

ns. Ces lettres sont également imprimées, et 1827
avons ordonné qu'on vous en donnât commu-
n.

ous y verrez que, de concert avec l'auguste
, nous avons ajouté trois sièges épiscopaux à
qui se trouvent maintenant établis dans les Pays-
t que les jeunes gens qui sont appelés au mi-
sacré, ne seront dorénavant tenus par aucune
fréquenter les classes du *collège philosophique*,
ls seront instruits de la seule manière que les
s auront jugé à propos de prescrire. Ces dis-
ns et autres semblables, vous les trouverez ex-
en détail dans les Lettres apostoliques.

râce à ces Lettres et à la Convention dont elles
nnent l'explication, les églises des Pays-Bas
nt, autant que les circonstances le permettent,
ste état où le malheur des temps les a plongées.
attendons cet heureux changement avec une
e confiance.

bien toutefois si grand et qui a été, de notre
l'objet de tant de voeux, jamais nous ne l'au-
obtenu, si l'auguste Roi Guillaume, conduit par
esse, par son amitié pour Nous et par sa bien-
nce pour ses sujets catholiques, et cédant à nos
, ne nous eût obligeamment présenté une main
rable.

'est pourquoi nous offrons ici les remercimens les
vifs, nous rendons de solennelles actions de grâ-
Père des misericordes, qui tient les coeurs des
dans sa main, et à l'auguste Monarque, espérant
ment que convaincu de notre loyauté et in-
pleinement de nos desseins, ce Prince donnera
e jour de nouvelles preuves de ses bonnes in-
ns en faveur de la Religion catholique.

---

sirs du Roi. De cette manière l'influence du Roi
nomination des évêques a paru satisfaisante, et
i a bien voulu reconnaître cette concession du
ère par une modification aux principes adoptés
l'instruction des jeunes gens qui se destinent au
tère des autels. S. M. a daigné consentir à ce
la fréquentation du Collège Philosophique, d'ob-

1827 ligatoire qu'elle avait été jusqu'à présent, avant l
études Théologiques deviendrait simplement facultati
non pas que par là S. M. ait prétendu renoncer à
pensée principale qui a présidé à la création du C
lège Philosophique, loin de là Elle est plus que
mais convaincue de l'utilité ou pour mieux dire
la nécessité de connaissances fortes et approfon
dans les diverses branches des sciences humaines, p
les jeunes gens qui se vouent au saint minis
et plus que jamais aussi elle est convaincue du de
qui repose sur elle, de veiller à cette partie im
tante de l'instruction publique; mais elle a pensé
tenir le résultat par d'autres moyens, elle a p
surtout que de nouveaux chefs ecclésiastiques, m
pénétrés des véritables besoins des jeunes élèves,
tendraient facilement avec son gouvernement p
régler de commun accord le mode et la direction
leur instruction.

C'est principalement sous ce point de vue qu
attachait tant de prix à une coopération réelle à
nomination des évêques, — dans l'allocution du
Père au consistoire du 17 Sept. que les journaux
rapportée, et que vous y aurez sans doute rem
quée, le Pape parle de la concession à l'égard
Collège Philosophique, mais il ajoute que l'enseig
ment des jeunes élèves sera désormais entièrem
indépendant entre les mains des évêques. C
dernière assertion est moins exacte et a be
d'explication. La bulle du 16 des calendes
Sept. règle l'enseignement dans les Séminaires,
tend à le placer en effet entièrement et exc
vement dans les mains des évêques, mais
bulle n'est admise par S. M. qu' avec les réserves
les lois de l'état exigent. L'exécution de cette b
sera donc aussi subordonnée aux principes que
lois ont consacrés, restera en harmonie avec eux,
ne pourra de quelque manière que ce soit leur po
ter atteinte. Rien donc à cet égard n'est changé
l'ordre des choses existant. L'allocution au surplu
est un acte au dehors de la convention, c'est le fa
d'une seule des parties contractantes, qui ne pe
être d'aucun effet pour l'autre.

De ce que le Roi a placé Son espoir de la tran
quillité future en ces matières, dans la coopératio

e et loyale d'évêques sages et éclairés, suit 1827
airement que l'exécution de la convention sera
e jusqu'à la nomination aux Sièges épiscopaux
ement vacans; c'est aussi de quoi l'on est tombé
d.

ne crois pas surabondant de vous informer
lans l'intervalle de temps qui s'écoulera d'ici là,
les dispositions existantes relatives à l'enseigne-
lans les Séminaires et au collège Philosophique
aintenues, et que vous aurez à tenir la main
exécution de la même manière que vous l'avez
isqu'à présent. J'ajouterai encore, avant de
er cette lettre, une observation qui n'est pas
nportance, et dont vous pourrez dans l'occasion
sage pour faire sentir que ce collège Philoso-
, en butte dans notre pays à tant d'attaques
part de notre clergé, n'est pas si défavorable-
envisagé par le St. Siège.

St. Père a accepté une note officielle de nos
iteurs dans laquelle ils déclaraient l'intention
M. de permettre que désormais la fréquen-
du Collège Philosophique fût seulement fa-
e avant l'entrée dans les Séminaires. De
tation de cette note pour la Cour de Rome
que le St. Père ne frappe pas le Collège Phi-
ique de réprobation, comme les chefs actuels
re clergé veulent le faire croire; il permet même
tement qu'on le fréquente, car autrement il
également repoussé toute disposition qui, dans
l, fait présupposer l'existence et le maintien de
blissement; ce qu'il dit à ce sujet dans l'allo-
précitée est dans le même sens; il ne blâme
réellement que la mesure par laquelle la fré-
tion du collège Philosophique était forcée et ob-
e pour les jeunes élèves. L'établissement en
me n'est donc pas condamné par le St. Père.

vous engage, Monsieur le Gouverneur, à parler
ir conformément à l'esprit de cette lettre.

51.

1827 *Déclaration concernant le renouv lement de la convention d'étapp conclue entre la Prusse et la pr cipauté de Lippe-Detmold le* $\frac{18}{15}$ *1818; du 19 Juin 1827.*

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preuſsi Staaten.* 1827. Nr. 11. pag. 74.)

Nachdem die zwischen der Königlich-Preuſsi und der Fürstlich-Lippe-Detmoldischen Regie unterm $\frac{18 \text{ Juni}}{15 \text{ August}}$ 1818 abgeſchlossene und un 25sten Februar 1823 erneuerte Durchmarsch- und E pen-Konvention in allen ihren Punkten derge anderweit erneuert worden ist, daſs dieselbe zum 1sten Januar 1833 ferner gültig seyn, und durchmarschirenden Remonte-Kommandos auch k tig in der Etappe Lemgo ein Ruhetag gewährt den solle; so ist darüber Königlich-Preuſsischer gegenwärtige Ministerial-Erklärung ausgefertigt mit dem Königlichen Insiegel versehen worden.

Geschehen Berlin den 19. Juni 1827.

Königl. Preuſs. Ministerium der auswärtige Angelegenheiten.

VON SCHÖNBERG.

52.

Traité entre le Wurtemberg et principauté de Hohenzollern - H chingen concernant les rapports juridiction, publié à Stouttgart 23 Juin 1827.

(*Regierungs-Blatt für das Königreich Würte berg.* Nr. 25. d. 3. Juli 1827.)

Wilhelm, von Gottes Gnaden König von Wü temberg.

Nachdem mit der Fürstlich Hohenzollern-He- 1827
ıgischen Regierung über die Festsetzung der ge-
seitigen Jurisdiktions-Verhältnisse Unterhandlun-
Statt gehabt haben, und durch dieselben nun-
r eine Uebereinkunft zwischen beiden Regierun-
unter denselben Bestimmungen, welche der mit
enzollern-Sigmaringen geschlossene, in dem Re-
ngs-Blatte dieses Jahrs Nr. 16. bekannt gemachte
diktions-Vertrag enthält, zu Stande gekommen,
von Uns derselben die Genehmigung ertheilt wor-
t; so verfügen und verordnen Wir, dafs dieses
gemeiner Nachachtung für Unsere sämmtlichen
thanen und Behörden andurch zur öffentlichen
tnifs gebracht werde.
egeben Stuttgart den 23. Juni 1827.

WILHELM.

Minister der auswärtigen Angelegenheiten:
Graf v. BEROLDINGEN.

Auf Befehl des Königs:
Der Staats-Sekretär.
VELLNAGEL.

53.

ité d'amitié et de commerce en-
Sa Majesté le Roi de Suède et
Norvège, d'une part, et les Etats-
is de l'Amérique Septentrionale,
l'autre, fait et conclu à Stock-
m le 4 Juillet 1827, et ratifié à
kholm le 11 Juillet de la même
ée et à Washington le 17 Jan-
vier 1828.

ım Gratia et Privilegio S:ae R:ae Majtis.
Stockholm, tryckt i Kongl. Tryckeriet, 1828.)
nom de la très-Sainte et Indivisible Trinité!

Majesté le Roi de Suède et de Norvège, et les
s-Unis d'Amérique, également animés du désir

1827 d'étendre et de consolider les relations commercia
qui subsistent entre leurs territoires respectifs, et o
vaincus, que ce but ne saurait être mieux rem
qu'en les plaçant sur la base d'une parfaite égalit
réciprocité, sont convenus, en conséquence, d'en
en négociation pour un nouveau traité de comm
et de navigation, et ont nommé, à cet effet,
plénipotentiaires, savoir: Sa Majesté le Roi de S
et de Norvège, le Sieur Gustave Comte de We
stedt, Son Ministre d'état et des affaires étrang
Chevalier Commandeur de Ses ordres, Chev
des ordres de Russie de St. André, de St. Alex
Newsky et de St. Anne de la première classe,
valier de l'ordre de l'Aigle Rouge de Prusse
première classe, et Grand' Croix de celui de Lé
d'Autriche, un des Dix-huit de l'Académie Suéd
et le Président des Etats-Unis d'Amérique,
James Appleton, Chargé d'affaires des dits éta
la cour de Sa Majesté le Roi de Suède et de
vège; lesquels, après avoir échangé leurs plein
voirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêt
articles suivans:

ART. I. Les sujets et citoyens de chacune
deux hautes parties contractantes pourront,
toute sûreté pour leurs personnes, vaisseaux et
gaisons, aborder librement dans les ports, place
rivières des territoires de l'autre, par tout o
commerce étranger est permis. Ils pourront s'y
rêter et résider dans quelque partie que ce soit
dits territoires, y louer et occuper des maisons et
magasins pour leur commerce, et jouiront gén
ment de la plus entière sécurité et protection
les affaires de leur négoce, à charge de se soum
aux lois et ordonnances des pays respectifs.

ART. II. Les bâtimens des Etats-Unis d'Am
que, qui arriveront sur leur lest ou chargés dans
ports des royaumes de Suède et de Norvège,
quelque lieu qu'ils viennent, seront traités, à l
entrée, pendant leur séjour, et à leur sortie, sur
même pied que les bâtimens nationaux, venant
même lieu, par rapport aux droits de tonnage,
fanaux, de pilotage et de port, ainsi qu'aux vacati
des officiers publics, et à tout autre droit ou cha

quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus 1827
om ou au profit du gouvernement, des admi-
ations locales ou d'établissemens particuliers quel-
ues: et, réciproquement, les bâtimens Suédois et
égiens et ceux de l'île de St. Barthélémy, qui
eront sur leur lest ou chargés dans les ports des
-Unis d'Amérique, de quelque lieu qu'ils vien-
seront traités, à leur entrée, pendant leur sé-
et à leur sortie, sur le même pied que les bâ-
nationaux, venant du même lieu, par rap-
x droits de tonnage, de fanaux, de pilotage
port, ainsi qu'aux vacations des officiers publics,
out autre droit ou charge, de quelque espèce
nomination que ce soit, perçus au nom ou au
du gouvernement, des administrations locales
établissemens particuliers quelconques.

RT. III. Tout ce qui pourra légalement être
é dans les royaumes de Suède et de Norvège,
timens Suédois ou Norvégiens ou de l'île de
thélémy, pourra également y être importé par
ns des Etats-Unis d'Amérique, de quelque lieu
viennent, sans payer d'autres, ou plus hauts
ou charges, de quelque espèce ou dénomina-
que ce soit, perçus au nom ou au profit du gou-
ment, des administrations locales, ou d'établisse-
particuliers quelconques, que si l'importation
ieu en bâtimens nationaux; et, réciproquement,
qui pourra légalement être importé dans les
Unis d'Amérique par bâtimens des dits états,
également y être importé par bâtimens Sué-
Norvégiens, ou de l'île de St. Barthélémy, de
lieu qu'ils viennent, sans payer d'autres ou
uts droits ou charges, de quelque espèce ou
ination que ce soit, perçus au nom ou au pro-
gouvernement, des administrations locales ou
ssemens particuliers quelconques, que si l'im-
ion avait lieu en bâtimens nationaux.

RT. IV. Tout ce qui pourra légalement être
té des royaumes de Suède et de Norvège par
nens Suédois et Norvégiens ou de l'île de St. Bar-
my, pourra également en être exporté par bâti-
des Etats-Unis d'Amérique, sans payer d'autres
lus hauts droits ou charges, de quelque espèce

1827 ou dénomination que ce soit, perçus au nom ou
profit du gouvernement, des administrations loc
ou d'établissemens particuliers quelconques, q
l'exportation avait lieu en bâtimens nationaux
réciproquement, tout ce qui pourra légalement
exporté des Etats-Unis d'Amérique par bâti
des dits états, pourra également en être ex
par bâtimens Suédois et Norvégiens, ou de l'
St. Barthélémy, sans payer d'autres ou plus
droits ou charges, de quelque espèce ou déno
tion que ce soit, perçus au nom ou au pro
gouvernement, des administrations locales, ou
blissemens particuliers quelconques, que si l'ex
tion avait lieu en bâtimens nationaux.

ART. V. Les stipulations des trois articles
cédens sont, dans toute leur plénitude, appli
aux bâtimens des Etats-Unis d'Amérique, c
rendront, chargés ou non chargés, dans la colo
St. Barthélémy aux Indes Occidentales, soit des
des royaumes de Suède et de Norvège, soit d
autre lieu quelconque, ou qui sortiront de la di
lonie, chargés ou non chargés, pour se rendre
en Suède ou en Norvège, soit en tout autre
quelconque.

ART. VI. Il est expressément entendu, q
articles précédens, deux, trois et quatre, ne
point applicables à la navigation de côte ou de
tage, d'un port des royaumes de Suède ou de
vège, à un autre, ou à celle entre ces deux d
pays; ni à la navigation d'un port des Etats
d'Amérique à un autre port des dits états, nav
que chacune des deux hautes parties contract
réserve.

ART. VII. Chacune des deux hautes p
contractantes s'engage à ne donner, dans ses
ou dans ceux, qui seraient faits par des comp
ou des agens agissant en son nom ou sous son
rité, aucune préférence aux importations faites
ses bâtimens, ou par ceux d'une nation tierce,
celles faites dans les bâtimens de l'autre partie
tractante.

ART. VIII. Les deux hautes parties contrac
tes s'engagent à ne pas établir sur la navigation e

erritoires respectifs, par les bâtimens de l'une 1827
l'autre, des droits de tonnage ou autres, de
e espèce ou dénomination que ce soit, plus
ɔu autres que ceux, qui seront établis sur toute
navigation, excepté celle, qu'elles se sont re-
ement réservée par le sixième article du pré-
aité.

T. IX. Il ne pourra pas être établi dans les
ues de Suède et de Norvège, ni dans l'île de
thélémy, sur les productions du sol ou de l'in-
des Etats-Unis d'Amérique, aucune prohibi-
n restriction d'importation ou d'exportation, ni
droits, de quelque espèce ou dénomination que
, qu'autant que ces prohibitions, ces restrictions,
droits seraient également établis sur les objets
me nature, provenant, dans le cas où l'impor-
ou l'exportation aurait lieu dans ou hors les
nes de Suède et de Norvège, de l'île de St. Bar-
y, ou de tout autre endroit, et dans le cas où
tation ou l'exportation aurait lieu dans ou hors
St. Barthélémy, des royaumes de Suède et de
ge, ou de tout autre endroit; et, récipro-
nt, il ne pourra pas être établi dans les
Unis d'Amérique, sur les productions du sol
l'industrie des royaumes de Suède et de
ge, et de l'île de St. Barthélémy, aucune pro-
n ou restriction d'importation ou d'exportation,
uns droits, de quelque espèce ou dénomination
soit, qu'autant que ces prohibitions, ces re-
ons et ces droits seraient également établis sur
jets de même nature, provenant de toute autre
e.

T. X. Toute faculté d'entrepôt et toutes pri-
t remboursemens de droits, qui seraient accor-
ns les territoires d'une des hautes parties con-
ites, à l'importation ou à l'exportation, de
e objet que ce soit, seront également accordés
bjets de même nature, produits du sol ou de
trie de l'autre partie contractante, et aux im-
ons et exportations faites dans ses bâtimens.

T. XI. Les sujets ou citoyens de l'une des
parties contractantes, arrivant avec leurs bâti-
à l'une des côtes appartenantes à l'autre, mais

1827 ne voulant pas entrer dans le port, ou, après y ê
entrés, ne voulant décharger aucune partie de l
cargaison, auront la liberté de partir et de poursui
leur voyage, sans payer d'autres droits, impôts
charges quelconques pour le bâtiment ou la cargai
que les droits de pilotage, de quayage et d'entre
de fanaux, quand ces droits sont perçus sur les
tionaux, dans les mêmes cas. Bien entendu, cep
dant, qu'ils se conformeront toujours aux réglem
et ordonnances concernant la navigation, et les pl
ou ports dans lesquels ils pourront aborder, qui s
ou seront en vigueur pour les nationaux; et qu'il
permis aux officiers des douanes de les visiter,
rester à bord, et de prendre telles précautions,
pourraient être nécessaires, pour prévenir tout co
merce illicite pendant que les bâtimens resteront
l'enceinte de leur juridition.

ART. XII. Il est aussi convenu, que les
mens de l'une des hautes parties contractantes,
entrés dans les ports de l'autre, pourront se born
ne décharger qu'une partie de leur cargaison, se
que le capitaine ou propriétaire le désirera, et qu
pourront s'en aller librement avec le reste, sans pa
de droits, impôts ou charges quelconques, que pe
la partie, qui aura été mise à terre, et qui sera m
quée et biffée sur le manifeste, qui contiendra l'é
mération des effets, dont le bâtiment était cha
lequel manifeste devra être présenté en entier
douane du lieu, où le bâtiment aura abordé. Il
sera rien payé pour la partie de la cargaison qu
bâtiment remportera, et avec laquelle il pourra
tinuer sa route pour un ou plusieurs autres po
même pays, et y disposer du reste de sa carg
si elle est composée d'objets dont l'importation
permise, en payant les droits, qui y sont applica
ou bien il pourra s'en aller dans tout autre pa
Il est, cependant, entendu, que, les droits, impôts
charges quelconques, qui sont ou seront payables p
les bâtimens mêmes, doivent être acquittés au pr
mier port où ils rompraient le chargement ou
déchargeraient une partie, mais qu'aucuns droits, i
pôts ou charges pareils ne seront demandés de no
veau dans les ports du même pays, où les dits b
timens pourraient vouloir entrer après, à moins q

ationaux ne soient sujets à quelques droits 1827
urs, dans le même cas.

r. XIII. Chacune des hautes parties con-
ıtes accorde à l'autre la faculté d'entretenir dans
rts et places de commerce des consuls, vice-
s ou agens de commerce, qui jouiront de toute
ection, et recevront toute l'assistance, néces-
pour remplir dûement leurs fonctions. Mais,
xpressément déclaré, que, dans le cas d'une
te illégale ou impropre envers les lois ou le
nement du pays, dans lequel les dits consuls,
onsuls ou agens commerciaux résideraient, ils
nt être poursuivis et punis conformément aux
privés de l'exercice de leurs fonctions par le
nement offensé, qui fera connaître à l'autre ses
pour avoir agi ainsi; bien entendu, cependant,
s archives et documens relatifs aux affaires du
t, seront à l'abri de toute recherche et devront
igneusement conservés sous le scellé des con-
ice-consuls ou agens commerciaux, et de l'au-
le l'endroit, où ils résideraient.

consuls, vice-consuls et agens commerciaux,
x qui seraient dûement autorisés à les suppléer,
le droit, comme tels, de servir de juges et
es dans les différends, qui pourraient s'élever
es capitaines et les équipages des bâtimens de
on, dont ils soignent les intérêts, sans que les
és locales puissent y intervenir, à moins que
luite des équipages ou du capitaine ne troublât
ou la tranquillité du pays, ou que les dits
, vice-consuls ou agens commerciaux ne re-
t leur intervention pour faire exécuter ou
ir leurs décisions. Bien entendu, que cette
de jugement ou d'arbitrage ne saurait, pour-
river les parties contendantes du droit, qu'el-
, à leur retour, de recourir aux autorités judi-
le leur patrie.

r. XIV. Les dits consuls, vice-consuls ou
ommerciaux seront autorisés, à requérir l'assi-
des autorités locales, pour l'arrestation, la dé-
et l'emprisonnement de déserteurs des navi-
guerre et marchands de leur pays, et ils
eront, pour cet objet, aux tribunaux, juges

1827 et officiers compétens, et réclameront, par écrit, déserteurs susmentionnés, en prouvant, par la communication des registres des navires ou rôles l'équipage, ou par d'autres documens officiels, que tels individus ont fait partie des dits équipages. cette réclamation ainsi prouvée, l'extradition ne point refusée.

De tels déserteurs, lorsqu'ils auront été ar seront mis à la disposition des dits consuls, vice-suls ou agens commerciaux et pourront être e més dans les prisons publiques, à la réquisition et frais de ceux qui les réclament, pour être env aux navires, auxquels ils appartenaient, ou à d'a de la même nation. Mais s'ils ne sont pas renv dans l'espace de deux mois, à compter du jo leur arrestation, ils seront mis en liberté, et ne ront plus arrêtés pour la même cause.

Il est entendu, toutefois, que, si le déserte trouvait avoir commis quelque crime ou déli pourra être sursis à son extradition, jusqu'à ce le tribunal, nanti de l'affaire, aura rendu sa sent et celle-ci ait reçu son exécution.

ART. XV. Dans le cas, où quelque bâtimen l'une des hautes parties contractantes aura éch fait naufrage, ou souffert quelque autre dommage les côtes de la domination de l'autre, il sera do toute aide et assistance aux personnes naufragées qui se trouveraient en danger, et il leur sera acc des passeports pour retourner dans leur patrie, bâtimens et les marchandises naufragés, ou produits, s'ils ont été vendus, seront restit leurs propriétaires ou ayant cause, s'ils sont réc dans l'an et jour, en payant les frais de sauve que payeraient les nationaux dans les mêmes Et les compagnies de sauvetage ne pourront accepter leurs services, que dans les mêmes cas, après les mêmes délais, qui seraient accordés capitaines et aux équipages nationaux. Les gouv nemens respectifs veilleront, d'ailleurs, à ce que compagnies ne se permettent point de vexations d'actes arbitraires.

ART. XVI. Il est convenu, que les bâtim qui arriveront, directement des territoires de Sa

Roi de Suède et de Norvège en Europe, à 1827
t des Etats-Unis d'Amérique, ou des dits
Unis à un port de la domination de Sa Majesté
le Suède et de Norvège, et qui seraient pour-
n certificat de santé, donné par l'officier com-
à cet égard, du port, d'où les bâtimens sont
et assurant, qu'aucune maladie maligne ou
use n'existait dans ce port, ne seront soumis
ne autre quarantaine, que celle, qui sera né-
pour la visite de l'officier de santé du port,
bâtimens seraient arrivés, après laquelle il
rmis à ces bâtimens d'entrer immédiatement
écharger leurs cargaisons; bien entendu, tou-
qu'il n'y ait eu personne à leur bord, qui ait
iqué, pendant le voyage, d'une maladie ma-
contagieuse, que les bâtimens n'aient point
niqué, dans leur traversée, avec un bâtiment,
ait lui-même dans le cas de subir une qua-
, et que la contrée, d'où ils viendraient, ne
, à cette époque, si généralement infectée ou
, qu'on ait rendu, avant leur arrivée, une
ance, d'après laquelle tous les bâtimens venant
contrée, seraient regardés comme suspects,
conséquence, assujettis à une quarantaine.

. XVII. Les articles deux, cinq, six, sept,
euf, dix, onze, douze, treize, quatorze, quinze,
dix-sept, dix-huit, dix-neuf, vingt-un,
leux, vingt-trois et vingt-cinq, du traité
et de commerce, conclu à Paris le trois Avril
t-cent quatre-vingt-trois, par les plénipo-
s de Sa Majesté le Roi de Suède et des Etats-
Amérique, ainsi que les articles séparés un,
quatre et cinq, qui furent signés le même
ar les mêmes plénipotentiaires, sont remis en
et rendus applicables à tous les pays sous la
tion des hautes parties actuellement con-
es, et auront la même force et valeur, que
ient insérés textuellement dans le présent traité.
ntendu, que les stipulations, contenues dans les
précités, seront toujours censées ne rien chan-
x conventions conclues, de part et d'autre,
'autres nations dans l'intervalle écoulé entre
tion du dit traité de mil sept-cent quatre-
trois et la remise en vigueur des dits articles,

1827 par le traité de commerce et de navigation, co
par les hautes parties actuellement contractantes,
Stockholm, le quatre Septembre mil huit-cent se

ART. XVIII. Vù l'éloignement des pays
spectifs des deux hautes parties contractantes, et
certitude, qui en résulte, sur les divers événe
qui peuvent avoir lieu, il est convenu, qu'un
ment marchand, appartenant à l'une d'elles, q
trouverait destiné pour un port supposé bloq
moment du départ de ce bâtiment, ne sera, c
dant, pas capturé ou condamné, pour avoir
une première fois d'entrer dans le dit port, à
qu'il ne puisse être prouvé, que le dit bâtiment
pu et dû apprendre en route, que l'état de bloc
la place en question durait encore; mais les bâti
qui, après avoir été renvoyés une fois, essayer
pendant le même voyage, d'entrer une seconde
dans le même port bloqué, durant la continuati
ce blocus, se trouveront alors sujets à être d
et condamnés.

ART. XIX. Le présent traité sera en vig
pendant dix années, à partir du jour de l'éch
des ratifications, et si, avant l'expiration des
premières années, l'une ou l'autre des hautes pa
contractantes n'avait pas annoncé à l'autre, par
notification officielle, son intention d'en faire ce
l'effet, ce traité restera obligatoire une année au
là, et ainsi de suite, jusqu'à l'expiration des d
mois, qui suivront une semblable notification, à q
que époque qu'elle ait lieu.

ART. XX. Le présent traité sera ratifié p
Majesté le Roi de Suède et de Norvège, et p
Président des Etats-Unis d'Amérique, par et
l'avis et le consentement du sénat, et les ratificati
en seront échangées à Washington dans l'espace
neuf mois après la signature, ou plutôt, si faire se p

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs
signé le présent traité en duplicata, et y ont ap
le cachet de leurs armes. Fait à Stockholm, le qu
Juillet, l'an de grâce mil huit-cent vingt-sept.

G. *Comte* DE WETTERSTED
J. J. APPLETON.

rapports de proximité et d'anciennes relations, fait régler l'importation des productions des es de Suède et de Norvège dans le Grand- de Finlande, et celle des productions de la le en Suède et en Norvège sur les bâtimens ys respectifs, par des stipulations spéciales aité encore en vigueur, et dont le renouvelle- brme un objet de négociation actuelle entre rs de Suède et Norvège et de Russie, sans dites stipulations soient liées aux réglemens pour le commerce étranger en général, les autes parties contractantes, voulant écarter de elations commerciales toute espèce d'équivoque motif de discussion, sont tombées d'accord, articles huit, neuf et dix du présent traité ne point applicables, ni à la navigation et au rce susmentionné, et par conséquent, aux ex- dans les tarifs généraux des douanes et dans emens de navigation, qui en résultent, ni aux es spéciaux, qui sont ou pourraient être don- 'importation du suif et des chandelles de Rus- otivés par des avantages équivalens, accordés sie à des articles d'importation de Suède et de e.

présent article séparé aura la même force et , que s'il était inséré mot à mot dans le traité, ujourd'hui, et sera ratifié en même tems.

foi de quoi, nous soussignés, en vertu de nos uvoirs respectifs, avons signé le présent ar- paré, et y avons apposé le cachet de nos ar- Fait à Stockholm le quatre Juillet mil huit- ingt-sept.

G. *Comte* de WETTERSTEDT.

J. J. APPLETON.

54.

1827 ## *Traité pour la pacification de Grèce conclu entre la Grande-Bretagne, la France et la Russie et signé à Londres le 6 Juillet 1827.*

(*Le Journal de Francfort* 1827 19 Juill. Nr. 2
Le Moniteur universel 1827 Nr. 197.)

Au nom de la très-sainte et indivisible Tri

S. M. le Roi du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, S. M. Roi de France et de Navarre, et S. M. l'Empereur de toutes les Russies, pénétrés de la nécessité de mettre fin à la lutte sanglante qui, en livrant les provinces grecques et les îles de l'Archipel à tous les désordres de l'anarchie apporte journellement de nouveaux empêchements au commerce des états européens, et donne lieu à des actes de piraterie qui, non seulement exposent les sujets des hautes parties contractantes à des pertes considérables, mais, en outre, rendent nécessaires onéreuses mesures de protection et de répression; M. le Roi du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et S. M. le Roi de France et de Navarre, ayant, en outre reçu de la part de la Grèce une pressante requête d'interposer leur médiation auprès de la Porte Ottomane, et étant, aussi bien que S. M. l'Empereur de Russie, animés du désir de faire cesser l'effusion du sang, et d'arrêter le cours des maux de tous genres qui pourroient naître de la continuation d'un tel état de choses, ont résolu d'unir leurs efforts et de régler, par un traité formel, le mode de cette intervention, dont l'objet est de rétablir la paix entre les parties belligérantes, — au moyen d'un arrangement que réclament également l'intérêt de l'humanité et le besoin de la conservation du repos en Europe;

En conséquence elles ont nommé leurs ministres plénipotentiaires pour discuter, conclure et signer le présent traité, savoir:

54.

y for the settlement of Greece 1827 *:en Great-Britain, France and :a, signed at London Jul.* 6. 1827.

The Times. 1827 Jul. 12. Nr. 13, 329).

iame of the most Holy and undivided Trinity.

Majesty the King of the United Kingdom it Britain and Ireland, his Majesty the King ice and Navarre, and his Majesty the Empe- all the Russias, penetrated with the necessity ing an end to the sanguinary contest which, vering up the Greek provinces and the isles of chipelago to all the disorders of anarchy, pro- laily fresh impediments to the commerce of ropean States, and gives occasion to piracies, not only expose the subjects of the High Con- ; Parties to considerable losses, but besides necessary burdensome measures of protection pression; His Majesty the King of the Uni- ngdom of Great Britain and Ireland, and his y the King of France and Navarre, having i received, on the part of the Greeks, a pres- equest to interpose their mediation with the Ot- Porte, and being, as well as his Majesty the or of all the Russias, animated by the desire ping the effusion of blood, and of arresting ils of all kinds which might arise from the uance of such a state of things, have resolved te their efforts, and to regulate the operation f by a formal treaty, with the view of re-estab- peace between the contending parties by means arrangement which is called for as much by ity as by interest of the repose of Europe.

herefore they have nominated their Plenipo- ies to discuss, agree upon, and sign the said ; viz.

1827 S. M. le Roi du royaume-uni de la Grande-B
tagne et d'Irlande, le très-honorable William Vico
Dudley, pair du royaume-uni de la Grande-Bréta
et d'Irlande, conseiller de S. M. B. en son co
privé, et premier secrétaire d'état pour les affi
étrangères; S. M. le Roi de France et de Nav
le prince Jules comte de Polignac, pair de Fr
chevalier des ordres de S. M. C., lieutenant-gé
de ses armées, grand'croix de l'ordre de St. M
de Sardaigne etc. etc. et son ambassadeur près
M. B.;

Et S. M. l'Empereur de toutes les Russies, C
stophe prince de Lieven, général d'infanterie dan
armées de S. M. I., son aide-de camp général,
valier des ordres de Russie, de ceux de l'Aigle-
et de l'Aigle-rouge de Prusse, de celui des Guel
de Hanovre, commandeur grand'croix de l'ordr
l'épée et de l'ordre de St. Jean de Jérusalem,
ambassadeur extraordinaire et ministre plénip
tiaire près de S. M. B.

Lesquels s'étant donné communication de
pleins-pouvoirs, et les ayant trouvé en bonn
due forme, sont tombés d'accord sur les articles
vans:

ART. I. Les hautes parties contractantes offr
à la Porte-Ottomane leur médiation dans le bu
ménager une réconciliation entre cette puissance
Grecs.

L'offre de cette médiation sera faite à la P
Ottomane aussitôt après la ratification du traité
moyen d'une déclaration signée par les plénipot
res des cours alliées à Constantinople; et en m
tems, il sera fait, aux deux parties belligérantes,
mande d'une suspension d'armes immédiate, com
condition préliminaire et indispensable, pour l'ouv
ture des négociations.

ART. II. L'arrangement à proposer à la Por
Ottomane reposera sur les bases suivantes: Les Gr
releveront du sultan comme d'un seigneur suzer
et en conséquence de cette suprématie, ils payer
un tribut annuel, dont le montant sera fixé, une f
pour toutes, d'un commun accord. Ils seront g

Majesty the King of the United Kingdom 1728
at Britain and Ireland, the Right Hon. Wil-
iscount Dudley, Peer of the United Kingdom
eat Britain and Ireland, Councillor of his Bri-
Majesty in his Privy Council, and his Prin-
cretary of State for the Department of Foreign
;

Majesty the King of France and Navarre,
nce Jules Count de Polignac, Peer of France,
of the Orders of his Most Christian Majesty,
General of his Armies, Grand Cross of the
of St. Maurice of Sardinia, etc. etc., and his
sador to his Britannic Majesty;
l his, Majesty the Emperor of all the Rus-
Christopher Prince de Lieven, General of In-
of the Armies of his Imperial Majesty, his
le-camp General, Knight of the Orders of
of those of the Black Eagle and of the Red
of Prussia, of that of the Guelphs of Hano-
ommander Grand Cross of the Order of the
, and of the Order of St. John of Jerusalem,
nbassador Extraordinary and Plenipotentiary
Britannic Majesty;
ho, after having communicated their full
, and found the same in good and due from,
upon the following articles: —
r. I. The contracting Powers will offer to
toman Porte their mediation with the view of
g about a reconciliation between it and the

is offer of mediation shall be made to this
immediately after the ratification of the treaty,
ans of collective declaration signed by the Ple-
tiaries of the allied Courts at Constantinople;
ere shall be made, at the same time, to the
ntending parties, a demand of an immediate
e between them, as a preliminary condition
nsable to the opening of any negotiation.
r. II. The arrangement to be proposed to the
n Porte shall rest on the following bases: —
reeks shall hold of the Sultan, as of a superior
nd in consequence of this superiority, they
y to the Ottoman Empire an annual tribute,
, the amount of which shall be fixed, once

1827 vernés par des autorités qu'ils choisiront et nomm
ront eux-mêmes; mais sur la nomination desqu
la Porte aura une action déterminée.

Afin d'établir une séparation complète entre
individus des deux nations, et pour empêcher
collisions, inévitables conséquences d'une si lo
querelle, les Grecs entreront en possession des
priétés situées sur le continent ou dans les îles
Grèce, sous la condition d'indemniser les propr
res actuels, ou par le paiement d'une somme
elle ajoutée au tribut qui doit être payé à la
ou par tout autre arrangement de la même natu

ART. III. Les détails de cet arrangement,
bien que les limites du territoire sur le contin
la désignation des îles de l'Archipel auxquelle
arrangement doit s'appliquer, auront lieu par de
gociations ultérieures entre les hautes puissances
deux parties belligérantes.

ART. IV. Les puissances contractantes s'
gent, à poursuivre l'oeuvre salutaire de la pacifi
de la Grèce d'après les principes posés dans les
cles précédens, et de fournir sous le moindre
leurs représentans à Constantinople, les instruc
nécessaires pour l'exécution du traité maintenant

ART. V. Les puissances contractantes ne c
cheront dans les arrangemens ni une augmen
de territoire, ni l'établissement d'une influence e
sive, ni d'autres avantages commerciaux pour
sujets que ceux que tout autre nation pourroit
nir également.

ART. VI. Les arrangemens de réconciliatio
de paix qui seront définitivement convenus entre
parties en contestation, seront garantis par celles
puissances signataires qui jugeront utile ou pos
pour elles de contracter une telle obligation. La
ture de cette garantie sera l'objet de stipulations s
séquentes entre les hautes puissances.

ART. VII. Le traité actuel sera ratifié et les
tifications échangées dans l'espace de deux mois
plus tôt, si cela est possible.

all, by a common agreement. They shall be go- 1827
ned by the authorities whom they shall themsel-
choose and nominate, but in the nomination of
om the Porte shall have a determinate voice.

To bring about a complete separation between the
viduals of the two nations, and to prevent the
ions which are the inevitable consequence of so
a struggle, the Greeks shall enter upon posses-
of the Turkish property situated either on the
nt or in the isles of Greece, on the condition
mnifying the former proprietors, either by the
nt of an annual sum, to be added to the tri-
which is to be paid to the Porte, or by some
transaction of the same nature.

ART. III. The details of this arrangement, as
s the limits of the territory on the continent,
the designation of the islands of the Archipelago
hich it shall be applicable, shall be settled in a
quent negotiation between the High Powers and
two contending parties.

RT. IV. The contracting Powers engage to
up the salutary work of the pacification of
e on the bases laid down in the preceding
es, and to furnish without the least delay their
sentatives at Constantinople with all the in-
tions which are necessary for the execution of
treaty now signed.

RT. V. The contracting Powers will not seek
se arrangements any augmentation of territory,
exclusive influence, any commercial advantage
their subjects, which the subjects of any other
n may not equally obtain.

ART. VI. The arrangements of reconciliation and
, which shall be definitively agreed upon be-
n the contending parties, shall be guaranteed by
of the signing Powers as shall judge it useful
possible to contract the obligation: the mode of
effects of this guarantee shall become the object
subsequent stipulations between the high Powers.

ART. VII. The present treaty shall be ratified,
the ratifications shall be exchanged in two months,
sooner if possible.

1827 En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs signé et scellé du sceau de leurs armes.

Fait à Londres, le 6 Juillet 1827.

DUDLEY, POLIGNAC, LIEVEN.

Article additionnel et secret.

Dans le cas où la Porte Ottomane n'acce pas, dans l'espace d'un mois, la médiation pro les hautes parties contractantes conviennent de dre les mesures suivantes:

1° Il sera déclaré à la Porte, par leurs repr tans respectifs à Constantinople, que les inconv et les maux indiqués dans le traité comme insé bles de l'état des choses en l'Orient pendant les si nières années, état auquel la Porte ne paroî avoir les moyens de porter remède, imposen hautes parties contractantes l'obligation de pr sans délai des mesures pour se rapprocher des

Il est entendu, que ce rapprochement sera ef en établissant avec les Grecs des relations comm les, en leur envoyant et en recevant d'eux des consulaires aussi long-tems qu'il existera parm des autorités en état de maintenir de telles relati

2° Si dans l'espace d'un mois la Porte n'a pas l'armistice proposé dans le premier article du public, ou si les Grecs le refusent de leur côt hautes parties contractantes déclareront à cell parties belligérantes, qui voudra continuer les lités, ou à toutes les deux, si cela devient néce que lesdites hautes parties contractantes ont int de prendre tous les moyens que les circonstanc diqueront comme convenables, pour obtenir l'effe médiat de l'armistice, en empêchant, autant qu'i sera possible, toute collision entre les parties b rantes; et en effet, immédiatement après la ration susdite, les hautes parties contractantes er eront conjointement tous les moyens en leur p pour atteindre le but de ladite déclaration, san pendant prendre une part quelconque aux ho entre les deux parties en contestation.

faith whereof, the respective Plenipotentiaries 1827
signed, and sealed it with their arms.

one at London, July 6, 1827.

DUDLEY, POLIGNAC, LIEVEN.

Additional and secret Article.

case that the Ottoman Porte does not accept, the space of one month, the mediation which proposed, the High Contracting Parties agree the following measures: —

It shall be declared, by their representatives stantinople to the Porte, that the inconvenien- evils pointed out in the public treaty as in- ble from the state of things subsisting in the r the last six years, and the termination of through the means at the disposal of the Sub- Porte, appears still remote, impose upon the Contracting Parties the necessity of taking im- measures for an approximation with the Greeks. is to be understood that this approximation be brought about by establishing commercial s with the Greeks, by sending to them for purpose, and receiving from them, Consular , so long as there shall exist among them au- es capable of maintaining such relations.

If within the said term of one month, the Porte accept the armistice proposed in the first arti- he public treaty, or if the Greeks refuse to it, the High Contracting Powers shall declare one of the two contending parties which shall continue hostilities, or to both if such beco- essary, that the said High Contracting Powers to exert all the means which circumstances suggest to their prudence to obtain the imme- ffect of the armistice, the execution of which they , by preventing, in as far as may be in their r, all collision between the contending parties, in fact, immediately after the aforesaid declara- the High Contracting Powers will conjointly y all their means in the accomplishment of the thereof, without, however, taking any part hostilites between the two contending parties.

1827 En conséquence, les hautes puissances contract
tes, immédiatement après la signature de cet ar
additionnel et secret, transmettront aux amiraux c
mandans leurs escadres dans les mers du Levant,
instructions conformes aux prévisions de cet ar

3° Finalement, si ces mesures ne suffisen
pour engager la Porte-Ottomane à adopter les p
sitions des hautes parties contractantes, ou si de
côté les Grecs renoncent aux conditions stipul
leur faveur par le traité de ce jour, les haute
ties contractantes continueront à poursuivre l'o
de la pacification d'après les principes conven
tre elles; et en conséquence, elles autorisent
représentans à Londres à discuter et détermin
mesures ultérieures qu'il deviendra nécessa
prendre.

Le présent article additionnel et secret a
même force et valeur qu'il auroit s'il étoit insér
le traité d'aujourd'hui. Il sera ratifié et les r
tions seront échangées en même tems que celle
traité. En foi de quoi les plénipotentiaires l'on
et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Londres, le 6 Juillet 1827.

DUDLEY. POLIGNAC. LIEVEN.

55.

Convention additionelle entre grand-duché de Bade et le gr duché de Hesse concernant les d forestiers et autres semblables, liée à Carlsruhe le 11 *Juillet* 18

(*Grofsherz. Badiches Staats- und Regieru Blatt* Nr. XV. d. 20ten Jul. 1827.)

Durch eine nachträgliche Verabredung mit der Gr herzoglich Hessischen Regierung ist die mit derse

consequence, the High Contracting Powers will, 1827
iately after the signature of the present addi-
nd secret article, transmit eventual instructions
mable to the provisions above set forth, to the
als commanding their squadrons in the seas of
vant.

Finally, if, contrary to all expectation, these
s do not yet suffice to induce the adoption
Ottoman Porte of the propositions made by
h Contracting Parties, or if, on the other
he Greeks renounce the conditions stipulated
favour in the treaty of this day, the High
cting Powers will, nevertheless, continue to
te the work of pacification on the bases agreed
etween them; and, in consequence, they autho-
m this time forward their representatives in
to discuss and determine the ulterior measu-
which it may become necessary to resort.

present additional and secret article shall have
e force and value as if it had been inserted,
r word, in the treaty of this day. It shall
ed, and the ratifications thereof shall be ex-
d, at the same time as those of the said treaty.

faith whereof the respective Plenipotentiaries
igned it, and have thereto affixed the seals of
rms.

e at London, this 6th of July, in the year of
827.

DUDLEY. POLIGNAC. LIEVEN.

---

früher abgeschlossene, durch das Grofsherzog-
hats- und Regierungsblatt Nr. IV. vom Jahre
bekannt gemachte Uebereinkunft, wegen der
lenden wirksamen Maasregeln zu Verhütung
rstfrevel in den Gränz-Waldungen — nun-
auch auf Jagd- Fischerei- und Feldfrevel —
n sie auf solche anwendbar ist — ausgedehnt
h

1827 In Gemäsheit höchster En
herzoglichen Staatsministerii, v
öffentlichen Kenntniſs gebrach
Behörden angewiesen, die a
in vorkommenden Fällen n
nannten Freveln in Anwe

Carlsruhe, den 11ten

Ministerium des Gro
auswärtig

In Abw

Der

t

16 *Ac*

ion d'un

férens états

Con *Germanique p*

ce *mmune des droits*

libraires contre

(*Gesetzsammlung für die K*
Staaten 1827. Nr

Da zur Zeit die Verhandl
Frankfurt am Main, um in
der deutschen Bundesakte
mungen über die Sicherstell
Verleger gegen den Nach
nicht zum gewünschten Re
genehmige Ich die in Ihre
richte vom 23sten v. M. in
tung einer Verhandlung
Staaten, in denen der Büc
ist, um mit Vorbehalt der
Gegenstandes durch gemeins
vorläufig über den Grundsa
Anwendung der vorhande
schied zwischen Inländer
hung auf die gegenseitigen

Klasse der Handwerker gehörige 1827
im Preufsischen seine Heimath
sich zur Ausübung seines Hand-
begeben will, mufs aufser
, mit einem, die diessei-
nstigen Wiederaufnahme
hsscheine versehen sein,
hm von jetzt ab der
ebiet gestattet werden
unftig den zur handwerk-
gen Französischen Unterha-
das Preufsische Gebiet nur dann
wenn dieselben mit einem derglei-
ten Heimathsscheine versehen sind.

se Heimathsscheine werden den Inhabern
änzen der resp. Staaten abgenommen und
gen andere Attestate ausgehändigt, mit
in dem fremden Staate frei umherreisen

beiden Gouvernements werden, jedes an
eile, die nöthigen Maasregeln treffen, da-
die Königlich-Preufsische Gesandtschaft zu
die Königlich-Französische Gesandtschaft
enau von dem Eingange ihrer resp. Na-
das Gebiet des andern Staats unterrichtet

Ertheilung von Heimathsscheinen sind in
seitigen Staaten diejenigen Behörden be-
elche nach der Verfassung und Gesetzge-
esp. Staaten die Befugnifs zur Ertheilung
zu Reisen ins Ausland haben.

e Bestimmungen, welche vom 1sten d. M.
treten, sind allein auf diejenigen Unter-
endbar, welche zur handwerktreibenden
ren und die sich auf das Gebiet des an-
s lediglich in der Absicht begeben um dort
erk auszuüben.

hung aller, nicht strenge zu dieser Ka-
örigen Individuen, behält es bei den, Hin-
egitimation von Reisenden überhaupt, in

1827 den beiderseitigen Staaten gesetzlich festgeste
Grundsätzen auch künftig sein Bewenden.

Berlin den 21. Juli 1827.

*Königl. Preuſs. Ministerium der auswärtig
Angelegenheiten.*

VON SCHÖNBERG.

57.

*Ordre de cabinet de S. M. le
de Prusse du 16 Août 1827 relati
la conclusion d'un arrangement
les différens états de la confé
tion Germanique pour la protec
commune des droits des auteurs e
libraires contre la contrefaço*

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preuſsi
Staaten* 1827. Nr. 17. pag. 123).

Da zur Zeit die Verhandlungen am Bundes
Frankfurt am Main, um in Folge des 18ten A
der deutschen Bundesakte zu gleichförmigen
mungen über die Sicherstellung der Schriftste
Verleger gegen den Nachdruck zu gelangen,
nicht zum gewünschten Resultat geführt hab
genehmige Ich die in Ihrem gemeinschaftliche
richte vom 23sten v. M. in Antrag gebrachte
tung einer Verhandlung mit denjenigen deut
Staaten, in denen der Bücher-Nachdruck ver
ist, um mit Vorbehalt der weitern Erledigung
Gegenstandes durch gemeinsamen Bundesbeschluſs
vorläufig über den Grundsatz zu vereinbaren, d
Anwendung der vorhandenen Gesetze der U
schied zwischen Inländer und Ausländer in
hung auf die gegenseitigen Unterthanen aufge

denselben wegen ihrer Verlagsartikel ein gleicher 1827
utz wie den Inländern zu Theil werde. Auch ge-
hmige Ich, dafs die Vereinbarungen, sobald sie
rch Austausch von Ministerial-Erklärungen voll-
n worden, durch die Gesetz-Sammlung zur öf-
lichen Kenntnifs gebracht werden, um auf den
nd Meiner gegenwärtigen, ebenfalls in die Ge-
-Sammlung aufzunehmenden Order, Gesetzes-
zu erhalten.

Töplitz, den 16. August 1827.

FRIEDRICH WILHELM.

An die Staats-Minister: Freiherrn von Altenstein, von Schuckmann, Grafen von Bernstorff und Grafen von Dankelmann.

58.

wention entre l'Hanovre et la le libre et anséatique de Bremen, cernant l'exécution des dispositions des articles XI, XIII et XIV traité du 11 Janvier 1827, signée à Hanovre le 18 Août 1827.

Allerdurchlauchtigsten u. s. w. Fürsten und Herrn des Vierten, Königs des vereinigten Reichs ritannien auch Königs von Hannover u. s. w. Wir Cabinets-Ministerio verordnete General-Gou-eur und Geheime Räthe urkunden und bekennen it, dafs wir über die Ausführung der Bestim-gen in den Art. XI, XIII und XIV des mit der n Hansestadt Bremen am 11ten Januar d. J. ab-hlossenen Staatsvertrages unter Berücksichtigung Art. XVI dieses Vertrages, mit dem hochlöb-hen Senat der freien Hansestadt Bremen nachfol-nde Verabredungen getroffen haben:

I. *Transit-Passage auf Einer Axe und ohne Lagerung und Umladung.*

a. Von dem Bremer Haven nach Bremen oder in das Bremische Gebiet und vice versa durch das Hannoversche Gebiet.

1827 den beiderseitigen Sta[a]t[en] ...ch Bremen oder
Grundsätzen auch kü[nftig] ... Hannoversche Ge[biet]
Berlin den 21. ...

Königl. Pr[eußischer] ... des Vertrags.

...esem Wege transitiren
... Betrachtungsplätzen M[a]
...chen in beiden Staaten
... bestimmessen ist.

...este müssen nach anliegen
... Namen des Fuhrmanns,
...pflichtigen, die Anzahl und
...ren Inhalt, die Marken
... Quantität nach Bremer P[f]

... bei derselben Gegenstän
... [be]stimmungen zu
... Bremen den 2[1]
... begleitenden Liste sub lite
... bestimmt ist. In dem diesem S

... Nachliste wird angestellt:
... Hannov
...
...
...

Gebiet und vice versa durch das Hanno- 1827
t, so wie derjenige, welcher Güter von
Haven durch Bremen oder das Bre-
et in das Hannoversche Gebiet und vice
rt, und dafür die Vortheile der geringeren
nung in Anspruch nehmen will, hat am Be-
htungsorte ein solches Manifest über den ganzen
nd seiner Ladung nach Inhalt der demselben
fügten und nummerirten Frachtbriefe zu ent-
en.

§ 6. Diese von der Manifest-Behörde in doppel-
oder respect. dreifacher Ausfertigung zu erthei-
e Legitimation ist bei der ersten auf dieser Strafse
hteten Hannoverschen Grenz-Receptur (mit
nahme des im §. 9 bezeichneten Falles, da das
ifest von den Recepturen, respect. zu Brinkum,
elingen und Oyterdamm erst ertheilt wird), zu
ciren, welche den vertragsmäfsigen Hannover-
n Durchgangszoll erhebt, darüber auf dem Ma-
te quitirt und das eine Exemplar desselben an
nimmt.

§ 7. Zu mehrerer Sicherheit, dafs der Fracht-
mann der ihm in dem Manifeste gegebenen An-
ung pünktlich genüge, hat derselbe bei der Grenz-
ptur das vorschriftsmäfsige Grenz-Depositum
weder baar oder durch Cautions-Leistung zu
haffen, dessen Betrag auf dem Manifeste von der
ptur bemerkt und bei der Ausgangs-Receptur
irt oder respect. gelöscht wird.

§ 8. Lautet das Manifest nicht auf Bremen und
Bremische Gebiet, sondern zum Transit durch
lbe auf Hannoversche Plätze, so wird das Tri-
t des Manifestes für die auf der Route von
kum weiter gehenden Güter zu Bremen bei der
ptur am Buntenthore, für die den Weg über
elingen oder Oyterdamm nehmenden Transporte
bei der Receptur am Osterthore abgegeben, der
nsitozoll bezahlt und darüber gleichfalls auf dem
ifeste quitirt.

§. 9. Bei Gütertransporten, welche von Hanno-
chen Plätzen nach dem Bremer Haven auf der
e durch Bremen statt finden, wird das Manifest
eder am Befrachtungsplatze von der dazu be-
mten Behörde, oder, wenn dies nicht geschehen

1827 b. Vom Bremer Haven durch Bremen oder d
Bremische Gebiet in das Hannoversche Geb
und vice versa,
in Gemäfsheit des Art. XI. des Vertrags.

§. 1. Ueber die auf diesem Wege transitiren
Frachtgüter sollen an den Befrachtungsplätzen M
feste ertheilt werden, welchen in beiden Staaten
genseitig voller Glauben beizumessen ist.

§. 2. Diese Manifeste müssen nach anliege
Schema enthalten: den Namen des Fuhrmanns,
Absenders und des Empfängers, die Anzahl und
nennung der Colli, deren Inhalt, die Marken
Nummern, so wie die Quantität nach Bremer P
den Brutto-Gewicht.

Dies Gewicht wird bei denjenigen Gegenstän
für welche in der den ergänzenden Bestimmungen zu
Weserschifffahrts-Acte de dato Bremen den 2
December 1825 angehängten Tabelle sub litte
ein Normalsatz bestimmt ist, zu eben diesem
angenommen.

§. 3. Die Manifeste werden ausgestellt:
a. von den dazu zu ernennenden Königlich Hanno
schen Behörden, im Königreiche Hannover;
b. zu Bremen für jetzt von den Güterbestädtern
Bremerhaven von den Zoll-Officianten und
Vegesack bis auf Weiteres von der Zoll-Behö

§. 4. Jeder der beiden contrahirenden Sta
wird die von ihm anzuordnenden Manifest-Behö
mit behufiger Instruction versehen, und die dabe
gestellten Officianten auf diese Instruction im
gemeinen, insonderheit aber auf die richtige A
tigung nach den Ladungs-Papieren und nach
über die Ladung zu führenden Journalen, so wie
die Wahrnehmung des desfallsigen Interesses be
Staaten eidlich verpflichten lassen.

Auch verbinden sie sich, beglaubigte Extracte
den von den Manifest-Behörden geführten Journa
auf Erfordern sich gegenseitig mitzutheilen, und d
als dazu legitimirt sich ausweisenden Officianten
Einsicht jener Journale zu jeder Zeit gleichfalls g
genseitig zu gestatten.

§. 5. Jeder Frachtfuhrmann, der Güter vo
Bremer Haven nach der Stadt Bremen oder in d

nische Gebiet und vice versa durch das Hanno- 1827
che Gebiet, so wie derjenige, welcher Güter von
Bremer Haven durch Bremen oder das Bre-
che Gebiet in das Hannoversche Gebiet und vice
a führt, und dafür die Vortheile der geringeren
zollung in Anspruch nehmen will, hat am Be-
tungsorte ein solches Manifest über den ganzen
nd seiner Ladung nach Inhalt der demselben
fügten und nummerirten Frachtbriefe zu ent-
en.

§ 6. Diese von der Manifest-Behörde in doppel-
oder respect. dreifacher Ausfertigung zu erthei-
e Legitimation ist bei der ersten auf dieser Strafse
hteten Hannoverschen Grenz-Receptur (mit
nahme des im §. 9 bezeichneten Falles, da das
ifest von den Recepturen, respect. zu Brinkum,
elingen und Oyterdamm erst ertheilt wird), zu
uciren, welche den vertragsmäfsigen Hannover-
n Durchgangszoll erhebt, darüber auf dem Ma-
te quitirt und das eine Exemplar desselben an
nimmt.

§ 7. Zu mehrerer Sicherheit, dafs der Fracht-
mann der ihm in dem Manifeste gegebenen An-
ung pünktlich genüge, hat derselbe bei der Grenz-
eptur das vorschriftsmäfsige Grenz-Depositum
weder baar oder durch Cautions-Leistung zu
haffen, dessen Betrag auf dem Manifeste von der
eptur bemerkt und bei der Ausgangs-Receptur
irt oder respect. gelöscht wird.

§ 8. Lautet das Manifest nicht auf Bremen und
Bremische Gebiet, sondern zum Transit durch
lbe auf Hannoversche Plätze, so wird das Tri-
t des Manifestes für die auf der Route von
kum weiter gehenden Güter zu Bremen bei der
eptur am Buntenthore, für die den Weg über
elingen oder Oyterdamm nehmenden Transporte
bei der Receptur am Osterthore abgegeben, der
nsitozoll bezahlt und darüber gleichfalls auf dem
ifeste quitirt.

§ 9. Bei Gütertransporten, welche von Hanno-
chen Plätzen nach dem Bremer Haven auf der
e durch Bremen statt finden, wird das Manifest
eder am Befrachtungsplatze von der dazu be-
nten Behörde, oder, wenn dies nicht geschehen

1827 ist, von der Hannoverschen Grenz-Receptur Brinkum, Hemelingen oder Oyterdamm ausges bei der Bremischen Receptur am Panzenberge, am Doven-, Bunten- oder Osterthore aber das plicat abgegeben, und von denselben der Tran zoll erhoben.

§. 10. Bei derjenigen Receptur, von welche Restitution des von dem Frachtfuhrmann erl Grenz-Depositi erfolgt, wird das zweite Exe des Manifestes abgegeben. Geht der Transport durch das Hannoversche in das Bremische Gebie geschieht solches, wie bereits oben im §. 7 erw bei der Grenz-Ausgangs-Receptur; bei Transp vom Bremer Haven durch Bremen oder das mische Gebiet in das Hannoversche aber bei der ceptur desjenigen Orts, auf welchen das Ma gestellt ist.

§. 11. In dringenden und auf Erfordern nächst zu justificirenden Verdachtsfällen bleibt Befugnifs einer speciellen Revision der Ladung der Plombirung vorbehalten.

§. 12. Uebrigens versteht es sich von selbst, es in Ansehung aller übrigen in gegenwärtiger Ue einkunft nicht gedachten Puncte bei den gesetzli Bestimmungen verbleibe, so wie denn auch nam lich derjenige Frachtfuhrmann, dessen Ladung einem Manifeste nicht legitimirt ist, die gesetzli Vorschriften zu befolgen hat.

§. 13. Sollte die freie Hansestadt Bremen w des directen Verkehrs durch ihr Gebiet beson Sicherheitsmaafsregeln noch für nöthig erachte ertheilt dieselbe die Zusicherung nicht belästig Formalitäten und Sicherheitsmaafsregeln als die im §. 7 stipulirten eintreten zu lassen.

II. *Transit-Passage zwischen Vegesack und B men oder dem Bremer Gebiet und vice vers*

§. 14. Der durch den Art. XIII. des Staatsv trags bestimmte steuer- und zollfreie Communi tions-Weg von Vegesack nach Bremen oder d Bremischen Gebiete und umgekehrt, führt zur und bis ein Anderes bestimmt werden sollte, Vegesack durch die Auefuhrt auf Lefsum, Bu

n, Vorburgdamm bis zur Wummebrücke vor 1827

15. Wer die steuer- und zollfreie Durchfüh- auf dieser Straſse erwirken will, muſs den isport bei der betreffenden Hannoverschen Grenz- ings-Receptur declariren, darüber eine Abferti- entnehmen und ein Depositum erlegen, was bei der Ausgangs-Receptur, nach befundener reinstimmung der Gegenstände mit der Legiti- on, restituirt wird.

16. Sind die Gegenstände steuer- und zoll- ntig oder steuerfrei, jedoch kaufmännisch ver- t, so wird das bei der Steuerverwaltung beste- e Grenz-Depositum erlegt und genügt dasselbe nn auch der Zollverwaltung; sind die Gegen- le aber nur zollpflichtig, so wird der Eingangs- Betrag deponirt.

Transit-Passage zwischen den Aemtern Lilienthal und Ottersberg.

17. Da die Nothwendigkeit sofortiger Bestim- gen hinsichtlich des durch den Art. XIV. des s-Vertrags zugestandenen freien Communica- weges zwischen den Aemtern Lilienthal und Ot- erg noch nicht vorliegt, so bleibt die in gedach- Artikel erwähnte Erörterung und Ausmittelung ialen noch vorbehalten.

18. Gleichwie im Allgemeinen etwa nöthige rweitige Anordnungen vorbehalten bleiben, also auch insonderheit wegen der nach Art. XVI. Staatsvertrags zu treffenden Maafsregeln zu Ver- ng der Salz- und Branntewein-Defraudation die re Verabredung reserviret.

Wir versprechen zugleich hiedurch, diese Verab- ngen in allen Puncten getreulich zu erfüllen und len zu lassen, und haben zu Urkunde dessen, er gegenwärtiges Document ausfertigen und mit Geheimen-Canzley-Siegel belegen lassen.

) geschehen Hannover den 18ten August 1827.

gliche Groſsbritannisch-Hannöversche zum Ca- sministerio verordnete General-Gouverneur und Geheime Räthe.

F. Bremer.

No. . . . .

Dup

Manifest

Zahl der Frachtbriefe.

für den Fracht-Transport auf der St
von . . . . . über . . . . . nach . .

No. 1 bis . . . .

Dauer der Gültigkeit.

Der Fuhrmann . . . . . aus . . . . . mit
Wagen, Karren . . . . Pferden hat so
bei der {Haupt-Steuer-} Receptur . . .
{Grenz- — }

. . . . . Tage.

Abgabe dieses Manifests vor {der Abladu
dem Ausga
aus dem l

zu producirende Güter geladen,

auch . . . . Rthl. . . . . Ggr. depo

Anzahl und Benennung der Collis.						Marken und Nummern.	Bremer Brutto-Gewicht oder Maafs.	Inhalt.	Name	
Fässer.	Kisten.	Ballen.	Körbe.	Säcke.					des Absenders.	d Empfi

Ausgestellt den . . . . . 18.. von . . . . . .
durch . . . . . .

. . .

Manifest

r Frachtbriefe. für den Fracht-Transport auf der Strafse von . . . . . über . . . . . nach . . . . . .

is . . . .

der Gültigkeit. Der Fuhrmann . . . . . aus . . . . . mit . . . . Wagen, Karren . . . . Pferden hat folgende, bei der {Haupt-Steuer- / Grenz- —} Receptur . . . . unter

Tage. Abgabe dieses Manifests vor {der Abladung — / dem Ausgange / aus dem Lande} zu producirende Güter geladen,

auch . . . . Rthl. . . . . Ggr. deponirt.

l und Be- mng der ollis.			Marken und Num-mern.	Bremer Brutto-Gewicht oder Maafs.	Inhalt.	Name	
	Säcke.	Körbe.				des Absenders.	des Empfängers.

ısgestellt den . . . . . 18 . . von . . . . . durch . . . . . .

er Hannoversche Durchgangszoll ist mit . . . Rthl. . . . Ggr. f. Conventions-Münze bezahlt, auch die gesetzliche Steuer-igungs-Gebühr mit 1 Ggr. entrichtet.

. . . . . den . . . . . 18 . . (Unterschrift.)

er Bremische Durchgangszoll ist mit . . . Rthl. . . . Gr. . . . Pf. ıtions-Münze entrichtet.

emen den . . . . . 18 . . (Unterschrift.)

sirt zu . . . . . den . . . . . 18 . . von . . . . . .

Nota.

e in dem Manifeste vom . . . . . 18 . . No. . . . ausgestellt zu . . specificirten Güter sind allhier {eingegangen —— / über die Grenze gegangen} s hiedurch, so wie die Zurückzahlung der deponirten . . Rthl. . . . Ggr. . . . Pf. attestirt wird.

. . . . . den . . . . . 18 . . (Unterschrift.)

59.

1827 *Déclaration du ministère Prus du 11 Septembre 1827, concern un arrangement pris entre la Pr et l'Hanovre pour la protection droits des auteurs et des libra contre la contrefaçon.*

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsis Staaten* 1827. No. 17. pag. 124.)

Das Königlich Preufsische Ministerium der ausw gen Angelegenheiten erklärt hierdurch, in Gen heit der ihm von Seiner Majestät ertheilten Erm tigung:

Nachdem von der Grofsbritannisch-Hannö schen Regierung die Zusicherung ertheilt worden dafs vorläufig und bis dahin, dafs es nach Art der deutschen Bundesakte, zu einem gemeinsa Bundesbeschlufs zur Sicherstellung der Rechte Schriftsteller und Verleger gegen den Bücher-N druck kommen wird, diejenigen gesetzlichen Bes mungen, welche zu Gunsten der einheimis Schriftsteller und Verleger in den Königlich-Ha verschen Landen gegenwärtig bestehen, in ganz chem Maafse auch zum Schutz der Schriftsteller Verleger der Preufsischen Monarchie für gültig klärt und in Anwendung gebracht werden sollen,

dafs das Verbot wider den Bücher-Nachdr so wie solches bereits im ganzen Bereiche der P fsischen Monarchie, zum Schutz der inländis Schriftsteller und Verleger, nach den in den ei nen Provinzen geltenden Gesetzen besteht, auch die Schriftsteller und Verleger des Königreichs H nover Anwendung findet, und mithin jeder d Nachdruck oder dessen Verbreitung begangene vel gegen letztere, nach denselben gesetzlichen V schriften beurtheilt und geahndet werden solle,

lele es sich von beeinträchtigten Schriftstellern 1827
Verlegern in den Preufsischen Staaten selbst.
Gegenwärtige Erklärung, soll, nachdem sie gegen
übereinstimmende von dem Königlich-Grofsbri-
sch Hannöverschen Kabinets-Ministerium voll-
e Erklärung ausgewechselt worden sein wird,
öffentliche Bekanntmachung in den disseitigen
n mit dem 1sten November des laufenden Jah-
27 in Kraft und Wirksamkeit treten.

lin, den 11. September 1827.

nigl. *Preufs. Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.*

VON SCHÖNBERG.

Vorstehende Ministerial-Erklärung wird, nach-
solche gegen eine übereinstimmende von dem
lich-Grofsbritannisch-Hannöverschen Kabinets-
erium unterm 7ten September 1827 vollzogene
ung ausgetauscht worden ist, unter Beziehung
allerhöchste Kabinetsorder vom 16ten August
hierdurch zur öffentlichen Kenntnifs gebracht.
rlin, den 27sten September 1827.

inisterium der auswärtigen Angelegenheiten:

VON SCHÖNBERG.

60.

ité entre le grand-duché de Bade la principauté de Hohenzollern-maringen pour régler les rapports de jurisdiction, signé le $\frac{12}{20}$ *Septembre* 1827.

)fsherzoglich-Badisches Staats- und Regie-ungs-Blatt Nr. XXI. d. 6ten October 1827.

dwig von Gottes Gnaden, Grofsherzog zu Baden,
og zu Zähringen, Landgraf zu Nellenburg, Graf
alem, Petershausen und Hanau etc. etc.

1827 Nachdem mit der Hochfürstlich Hohenzollern maringenschen Regierung, in Folge gepflogener terhandlungen unterm $\frac{12}{20}$ September d. J. ein umfa der Vertrag über die Festsetzung der gegenseitigen J diktions-Verhältnisse abgeschlossen und von genehmigt worden ist:

So verfügen und verordnen Wir, dafs der n stehende wörtliche Inhalt dieses Vertrags zur a meinen Nachachtung für Unsre sämmtliche Ui thanen und Behörden, soweit solche hierbei beth seyn mögen, andurch öffentlich bekannt gem werde.

Allgemeine Bestimmungen.

Art. I. Jeder von den beiden contrahiren Staaten erkennt in seinem Gebiete die Rechts und Vollstreckbarkeit der richterlichen Erkennt des andern Staats, sofern dieselben nach den nä Bestimmungen des gegenwärtigen Staatsvertrags einem beiderseits als competent anerkannten Ger ausgegangen sind.

Art. II. Ein von einem zuständigen Gerichte lassenes rechtskräftiges Erkenntnifs begründet dem Gerichte des andern Staats die Einrede des re kräftigen Urtheils (exceptio rei judicatae) mit den ben Wirkungen, als wenn das Urtheil von ei Gerichte desjenigen Staats, in welchem solche Ein geltend gemacht wird, gesprochen worden wäre; gleichen werden solche Erkenntnisse an den in andern Staate gelegenen Gütern des Verurtheilten weigerlich vollstreckt, wenn

1. durch gerichtliche Zeugnisse dargethan ist, in dem auswärtigen Staate selbst, von dessen richten erkannt worden, keine, auch der Zeit den übrigen Verhältnissen nach gleich bereite hinreichende Vollstreckungs-Mittel vorhanden se und

2. keine eigene Unterthanen mit solchen Fo rungen entweder sich gemeldet haben, oder i Ausweis der öffentlichen Bücher versichert s für welche ihnen an den zur Vollstreckung fremdrichterlichen Erkenntnisses angewiesenen

n ein gleiches oder vorzügliches Recht gesetzlich 1827
teht.

RT. III. Beide Staaten versichern sich gegensei-
Rechtshülfe, sowohl in bürgerlichen als peinli-
Sachen, soweit nicht hierüber in gegenwär-
Vertrage besondere Einschränkungen enthal-
nd.

Begründung des Gerichtsstandes im Allgemeinen.

T. IV. Beide contrahirenden Staaten erken-
genseitig den Grundsatz, dafs der Kläger dem
sstande des Beklagten zu folgen habe. Es
daher das Urtheil der fremden Gerichtsstelle
nur in so fern es den Beklagten, sondern auch
fern es den Kläger z. B. rücksichtlich der Er-
ng der Gerichtskosten und dergleichen betrifft,
n andern Staate als rechtsgültig erkannt und
en.

Besondere Bestimmungen.

cksichtlich der bürgerlichen streitigen Gerichtsbarkeit.

Unstatthaftigkeit der freiwilligen Prorogation.

T. V. Keinem Unterthanen ist erlaubt, durch
ige Prorogation der Gerichtsbarkeit des an-
staates, dem er nicht angehört, sich zu unter-

e Gerichtsbehörde ist befugt, der Requisition
olchen gesetzwidrig prorogirten Gerichts um
des Beklagten oder Vollstreckung des Er-
sses Statt zu geben.
s von einem solchen Gerichte gesprochene
tnifs wird in dem einen und dem andern Staate
ültig betrachtet.

Von dem Gerichtsstande des Wohnsitzes.

T. VI. Beide Staaten erkennen den Gerichts-
des Wohnsitzes (forum domicilii) dergestalt an,
ei persönlichen Klagsachen, welche keinen beson-
Gerichtsstand (forum speciale) begründen, der
than des einen Staates von dem Unterthan des
n nur vor dem Richter seines Wohnsitzes be-
werden darf, und das von diesem Richter aus-

1827 gesprochene rechtskräftige Erkenntnifs wird aushi
weise an den, in dem andern Staate sich befinde
Gütern des Verurtheilten vollzogen. Hat Jemand
ben seinem ordentlichen Wohnsitze in seinem S
auch einen zeitlichen Aufenthaltsort in dem a
Staate, sey es wegen des Besitzes unbeweglicher G
oder wegen irgend eines Gewerbes oder einer Bes
gung; so hat der Kläger bei persönlichen Klage
Wahl, ob er den Beklagten an dem Orte des W
sitzes oder des Aufenthaltes belangen will, in
chem Falle der Gerichtsstand durch Präventio
gründet wird.

Wenn nach den Gesetzen eines der beiden
ten ein auswandernder Unterthan noch innerhalb
gewissen Zeitraums, z. B. eines Jahrs, wegen de
seinem Wegzuge erwachsenen Ansprüche vo
Gerichten des Landes, das er verläfst, Recht z
ben oder zu nehmen hat; so wird die Zustän
dieser Gerichte von dem andern Staate, wenn
keine Litispendenz zur Zeit des Wegzuges vo
den ist, für die innerhalb jenes Zeitraums rech
gig werdenden Ansprüche anerkannt.

Insbesondere der Erben.

ART. VII. Klagen aus persönlichen Ansp
gegen den Erblasser können, so lange die Er
unter die Erben noch nicht vertheilt ist, geg
Erben bei dem Gerichte angebracht werden,
welchem sich die Erbschaft noch befindet; we
die Theilung bereits geschlossen ist, sind die
vor ihrem eigenen Richter zu belangen.

Allgemeiner Gantgerichtsstand.

ART. VIII. Geräth Jemand, welcher in de
Staate wohnt, in dem andern aber Vermögen
in Concurs; so wird von beiden Seiten das G
des Wohnsitzes des Schuldners als allgemeines
gericht anerkannt, und einem Particularconcurs
Statt gegeben: aufser im Falle, wenn Erbschaft
biger in Ansehung der Erbschaft das ihnen zuste
Absonderungsrecht geltend machen wollen, und
weiterer Ausnahme des Falles, wenn der Gem
schuldner in dem einen oder dem andern Staate
abgesonderte Handlung, Fabrik, oder ein anderes

hen Etablissement besitzt; weshalb zum Vor- 1827
derjenigen Gläubiger, welche in Ansehung sol-
Etablissements demselben besonders creditirt ha-
ein Particularconcurs eröffnet werden darf.

Wenn Jemand in dem einen Staate sein Domicil, in
ndern nach dem Sinne des Art. VI. einen Auf-
t hat; so ist, die so oben ausgedrückten Fälle
ommen, der Gerichtsstand des Concurses in
taate begründet, wo sich der gröfsere Theil
theilbaren Vermögens befindet.

in beiden Staaten ungefähr eine numerisch glei-
Vermögensmasse; so kommt es darauf an, in
m von beiden die meisten der von dem Schuld-
nannten oder sonst vorläufig bekannten Gläu-
wohnhaft sind.

tliche Wirkungen des allgemeinen Gantgerichtsstandes.

a) *Im Allgemeinen.*

T. IX. Alle Forderungen, sie seyen auf ein
hes oder persönliches Recht gegründet, sind
bei dem allgemeinen Gantgerichte einzuklagen.
aufserhalb Landes befindliche Vermögen des
nschuldners wird nach vorgängiger Veräufse-
der Grundstücke und Effekten durch den Rich-
gelegenen Sache zur Verfügung des Gantge-
gestellt, jedoch nur so weit ausgeliefert, als
raus inländische Gläubiger zu Folge des rechts-
n Ganturtheils zu befriedigen sind. (vergl.
I. Nro. 3.)

sonders rücksichtlich bereits anhängiger Forderungen.

T. X. Dagegen zieht der allgemeine Gantge-
and die bereits anhängigen Rechtssachen nur
htlich der Location an sich, so dafs dergle-
Forderungen zwar vor dem Gantgerichte bei
der Ausschliefsung anzugeben sind, und in das
ions-Erkenntnifs an gehörigem Orte eingereiht
n, die Hauptliquidation der Forderung aber von
Gerichte wo sie angefangen worden, bis zum
sse fortgesetzt wird, wobei dem Gläubiger oder
ditor unbenommen ist, zu interveniren.

1827 Ist der Streit über die besonders verhandelte
derung zur Zeit der Abfassung des Ganturtheils
nicht beendigt; so wird dieselbe in diesem ev
locirt.

c) *Rücksichtlich der Location der Gläubiger.*

ART. XI. Das allgemeine Gantgericht hat

1) die Forderungen der Gläubiger hinsichtlich
Gültigkeit und Liquidität, nach den Gesetze
jenigen Staates zu beurtheilen, in welchem s
standen sind.

2) Hypothekar-Forderungen, welche auf ei
unbeweglichen Gütern haften, werden na
Gesetzen des Gerichtsstandes der gelegenen
beurtheilt und locirt.

Dasselbe gilt von Absonderungs-Ansprüch
unbewegliche, im Besitze des Gemeinsch
befindliche Güterstücke.

3) Die Unterthanen des einen Staates, welche
allgemeinen Gantgerichte des andern Staates
ein Vorzugsrecht in Anspruch nehmen,
verlangen berechtigt, dafs sie aus demjenigen
der Gantmasse, welcher von den in ihrem hei
chen Staate befindlich gewesenen Vermögens
herrührt (vergl. Art. IX.) besonders und nach
ritäts-Gesetzen dieses Staats befriedigt werd

4) Reicht in solchem Falle der oben erwähnte
der Gantmasse zu ihrer Befriedigung nicht
sind sie wegen dieses Rests ihrer Forde
und in Beziehung auf den übrigen Theil de
masse, nach den Gesetzen des Gantgerichts zu

Von den besondern Gerichtsstän

a. *Gerichtsstand der gelegenen Sache.*

ART. XII. Alle Realklagen, sie mögen ei
wegliche oder unbewegliche Sache betreffen, alle
nes mixtae, welche theils Real- theils Personal
stationen zum Gegenstande haben, desgleiche
possessorischen Rechtsmittel, wie auch die soge
ten Actiones in rem scriptae werden vor dem
richte erhoben, in dessen Bezirke sich die Sach
findet, welche den Gegenstand der Klage ausm

haltlich dessen, was für den Fall eines Concur- 1827
n den Art. IX. und X. bestimmt ist.
s von dem Gerichte der gelegenen Sache ge-
hene rechtskräftige Erkenntnifs wird von dem
er des Wohnsitzes des Beklagten nach seinem
n Inhalte anerkannt, und an den in dem Wohn-
befindlichen Gütern so weit vollstreckt, als die
n andern Staate gelegenen Güter des Sachfälli-
zureichend sind.

b. *Gerichtsstand für Erbschaftsklagen.*

r. XIII. Erbschaftsklagen werden nicht in dem
rte des Erben, sondern da, wo die Erbschaft
findet, erhoben, und zwar dergestalt, dafs,
die Erbschaftsstücke zum Theil in dem einen,
Theil in dem andern Gebiete der contrahiren-
aten sich befinden, der Kläger seine Klage zu
verbunden ist. Bewegliche Erbschaftsstücke
angesehen, als befänden sie sich an dem Wohn-
Erblassers.
ivforderungen werden ohne Unterschied, ob
othekarisch sind oder nicht, den beweglichen
gleich geachtet.

c. *Vom Gerichtsstande des Arrestes.*

r. XIV. Der Gerichtsstand des Arrestes soll
ben
dessen Erkennung;
die Justificationsverhandlungen;
die Wiederaufhebung des Arrestes oder Ver-
eilung des Impetraten in der Hauptsache, je
ndem sich durch das Justifications-Verfahren,
sich durchaus innerhalb der Gränzen des sum-
rischen Prozesses halten mufs, die Forderung
ungegründet oder als liquid dargestellt hat.
och darf sich der Spruch des Arrest-Richters
em Falle weiter, als auf den Werth der arre-
Sache ausdehnen; vielmehr ist auch der ange-
Arrest wieder aufzuheben, sobald dasjenige Ge-
unter welchem der Impetrat steht, die amtliche
herung von sich gibt, dafs es den Spruch des
-Richters ohne Anstand vollziehen werde.
at sich der Arrest-Richter zwar nicht von
Ungrunde der Forderung, aber doch davon

1827 überzeugt, dafs sie nicht anders, als im Wege ordentlichen Prozesses zur Liquidität gebracht we könne, oder hat er während der Justification der Concursmäfsigkeit des Impetraten Nachrich halten; so hebt er zwar wegen Sicherheit des I tranten den Arrest nicht eher auf, als bis er dem ordentlichen Richter dazu veranlafst wird: gegen überläfst er nun diesem unter Zusendu angefangenen Verhandlungen das Erkenntnifs Hauptsache.

d. *Gerichtsstand des Contractes.*

Art. XV. Der Gerichtsstand des Contract det nur dann seine Anwendung, wenn sich der trahent zur Zeit der Ladung in dem Geric zirke anwesend findet, in welchem der Contra schlossen worden ist. Dieses ist besonders be auf öffentlichen Märkten geschlossenen Con und bei Viehhändeln anwendbar.

e. *Besonders bei Wechselverschreibungen.*

Art. XVI. Die Clausel in einer Wech schreibung, wodurch sich der Schuldner der Ge barkeit eines jeden Wechselgerichts, in desse richtszwang er zur Verfallzeit anzutreffen sey, worfen hat, wird von beiden Staaten als gültig das hiernach eintretende Gericht für zuständig hin dessen Erkenntnifs für vollstreckbar anerka

f. *Gerichtsstand der geführten Verwaltung.*

Art. XVII. Den Gerichtsstand der ge Verwaltung hat der Ausländer, der sie führt, zuerkennen, wo entweder die bevormundete ihren Wohnsitz hat, oder die verwalteten Gü gen, der Verwalter mag nun zur Zeit der V tung in eben dem Staate gewohnt, oder diese seinem auswärtigen Wohnsitz geführt haben.

g. *Gerichtsstand der Wider-Klage.*

Art. XVIII. Die Gerichtsbarkeit des übe Vorklage zuständigen Richters ist zugleich für Widerklage begründet. Es können in diesem V alle und jede Klagen mit Ausnahme derjenigen, d der Art. XII. erwähnt, angebracht werden, ihr

tand mag übrigens mit dem Gegenstande der Vor- 1827
e in Verbindung stehen oder nicht.

Nur mufs

dem Gerichte jene Gattung von Gerichtsbarkeit zustehen, vermöge welcher dasselbe zur Entscheidung der Widerklage befugt ist,

dem Kläger in Ansehung der Widerklage das Recht der ersten Instanz dadurch nicht entzogen, und

die Widerklage entweder vor, oder wenigstens mit der Antwort auf die Klage vorgebracht werden; auch mufs

die Wirkung der Widerklage nach der Einlassung des Klägers auf diese fortdauern, wenn auch der Kläger von der Klage absteht.

Von der Provocation.

ART. XIX. Die Provocationsklagen (ex lege nari oder ex lege si contendat) werden erhoben dem persönlich zuständigen Gerichte des Provon, oder da, wohin die Klage in der Hauptsache gehörig ist. Es wird daher die von diesem chte, besonders im Falle des Ungehorsams, ausochene Sentenz von der Obrigkeit des Provo- als rechtskräftig und vollstreckbar anerkannt.

Von der Intervention.

ART. XX. Jede Intervention, die nicht eine bers zu behandelnde Rechtssache in einen schon gigen Prozefs einmischt, sie sey principal oder sorisch, betreffe den Kläger oder den Beklagten, nach vorgängiger Streitsverkündigung (litis deiatio) geschehen, oder ohne dieselbe, begründet den ausländischen Intervenienten die Gerichtseit des Staates, in welchem der Hauptprozefs get wird; jedoch nur in Beziehung auf die Interion und deren nächste rechtliche Folgen, nicht auf die, aus deren Veranlassung künftig etwa tehenden Regrefs-Klagen.

Wirkung der Rechtshängigkeit (Litispendenz.)

ART. XXI. Sobald bei irgend einem in den voranenden Artikeln dieses Staatsvertrags bestimmGerichte eine Sache rechtshängig (pendent)

1827 ist; so ist der Streit daselbst zu beendigen, ohne daß Rechtshängigkeit durch Veränderung des Wohnsi oder Aufenthalts des Beklagten gestört oder aufge ben werden könnte. Die Rechtshängigkeit (Litisp denz) wird durch die Insinuation der Ladung für gründet erkannt.

II. *Von der nicht streitigen Gerich barkeit.*

ART. XXII. Alle Rechtsgeschäfte unter Le den und auf den Todesfall werden, was die Gü keit derselben rücksichtlich ihrer Form betrifft, den Gesetzen des Ortes beurtheilt, wo sie einge gen sind, sofern nicht die Handlung selbst ei verbietenden Gesetze des einen Staates entgegen Rechtsgeschäfte über Realrechte, als die Uebertra des Eigenthums, Bestellung von Hypotheken und gleichen, richten sich lediglich nach den Gesetzen Orts, wo die Güter liegen, welche sie zum Ge stande haben.

Von der Bevormundung des Minderjährigen.

ART. XXIII. Die Vormundschaft über min jährige Kinder eines verstorbenen Ehegatten, de beiden contrahirenden Staaten zugleich Vermö besafs, ist in demjenigen Staate zu bestellen, in w chem der Verstorbene zuletzt den Wohnsitz ge hat. Das Bestehen und die Dauer der Minderjäh keit, die Nothwendigkeit einer wirklichen Bevorm dung, und was dabei sonst in Frage kommt, ric sich nach den Gesetzen des nämlichen Staates.

ART. XXIV. Der andere Staat macht sich bindlich, alles bewegliche Vermögen, welches Verstorbene in demselben besessen hat, an diese V mundschaft auszufolgen, oder zur Verwaltung überlassen; auch sollen der Vormund oder die V münder in Ansehung dieses Vermögens nur ihr Obrigkeit verantwortlich seyn.

ART. XXV. Hat der oder die Verstorbene demjenigen der beiden Staaten, in welchem sie ni wohnten, unbewegliches Vermögen; so wird in A sehung desselben für die Minorennen in diesem Sta auch noch eine Güter-Curatel (cura realis) obr keitlich bestellt.

Werden in der Folge diese Immobilien in gesetz- 1827
siger Art ganz oder zum Theil veräufsert, ver-
ft, gegen auswärts gelegene Güter vertauscht und
gleichen; so löst sich auch die Güter-Curatel in
weit auf, und insbesondere sind die beweglichen
rogate der veräufserten Güter nach Art. XXIV.
behandeln.

ART. XXVI. Derjenige der beiden Staaten, in
hem eine solche Güter-Curatel zu bestellen ist,
sich im Voraus verbindlich, den oder die im
des Wohnortes aufgestellten, ihm nahmhaft
achenden Vormund oder Vormünder auch als
-Curator oder Curatoren anzuerkennen; jedoch
der Vormund oder die Vormünder in ihrer
edachten Eigenschaft verpflichtet seyn, der Ober-
tel-Behörde desjenigen Staats, in dessen Gebiete
üter liegen, über deren Verwaltung Rechnung
egen, und ihre Genehmigung zu Veräufserun-
Verpfändungen oder Belastungen derselben, so
zu gerichtlichen Klagen und Vergleichen über
schaftliche Rechte der Bevormundeten einzuholen.
uch müssen sie sich wegen Erfüllung dieser
lichtungen auf Verlangen jener Ober-Curatel-
rde an Eidesstatt reversiren.

RT. XXVII. Wenn der Vater oder die Mut-
r Minderjährigen einen Wohnsitz in einem je-
r beiden Staaten hatte, so wird die Vormund-
in demjenigen Staate bestellt, in welchem Er
ie gestorben ist, oder sich, wenn der Tod in
n der beiden Staaten erfolgte, vor dem Ableben
t aufgehalten hat; vorbehaltlich einer besondern
eitigen Uebereinkunft in denjenigen einzelnen
n, in welchen nach Bewandtnifs der Umstände
Anwendung dieses Grundsatzes unbequem oder
e Minderjährigen nachtheilig seyn könnte.
Wegen Bestellung der Gütercuratel in dem an-
Staate hat es jedenfalls bei demjenigen, was in
Artikeln XXIV. XXV. und XXVI. festgesetzt
ein Bewenden.

ART. XXVIII. Hatte endlich der oder die Ver-
bene in beiden Staaten zwar Vermögen, aber in
em von beiden einen Wohnsitz; so wird in einem
n dieser Staaten ohne Rücksicht auf den andern

1827 eine Gütercuratel bestellt: vorbehaltlich dessen, w
in Staatsverträgen mit demjenigen dritten Staate,
welchem der oder die Verstorbene gewohnt hat, s
cher Vormundschaften halber verabredet ist.

Bevormundung der Wahnsinnigen, Verschwender und Abwesen

Art. XXIX. Wahnsinnige, Verschwender
Abwesende, die in beiden Staaten Vermögen besit
werden nach den Gesetzen und von den Behör
desjenigen Staates unter Vormundschaft oder Pf
schaft gestellt, in dessen Gebiete sie ihren Wohn
haben, oder, in Beziehung auf die Abwesenden,
letzt hatten.

Die Artikel XXV. und XXVI. finden hierbei a
loge Anwendung.

III. *Von der Straf-Gerichtsbarke*

Art. XXX. Uebertreter von Strafgesetzen
Art werden, soferne der nachfolgende Art. XX
keine Ausnahme begründet, von dem einen St
dem andern nicht ausgeliefert.

Vollstreckung der Straferkenntnisse.

Art. XXXI. Wenn der Unterthan des e
Staates in dem Gebiete des andern sich einer Ue
tretung schuldig gemacht hat, und daselbst in Un
suchung gezogen und abgeurtheilt worden ist; so
das Erkenntniss dieses Gerichts von dem Staate,
er als Unterthan angehört, an den in seinem
biete befindlichen Gütern des Verurtheilten vollz

Gleiches gilt von dem Falle, wenn der Schu
in dem Staate, dem er als Unterthan angehört,
urtheilt worden ist, und in dem Gebiete des a
Staats Güter besitzt.

Namentlich sollen alle durch die Untersuch
und Bestrafung erwachsenen Kosten, welche der W
urtheilte in Gemässheit des Erkenntnisses zu erstat
schuldig ist, nach deren vorgängiger Revision
Seite des urtheilenden Richters aus dem Vermö
des Verurtheilten berichtigt werden.

*Auslieferung der gegenseitigen Angehörigen, welche wegen V
gehen oder Verbrechen ihr Land verlassen.*

Art. XXXII. Unterthanen des einen Sta
welche wegen Verbrechen oder Vergehen ihr La

rlassen und in den andern Staat sich geflüchtet ha- 1827
n; werden auf vorgängige Requisition und Bescheigung der verübten That, wie auch gegen Ersatz r Kosten an ihre Landesgerichte ausgeliefert.

In demselben Falle, wo der eine Staat berechtigt die Auslieferung eines Verbrechers zu fordern, derselbe auch verbunden, die ihm von dem an- Staate angebotene Auslieferug gegen Erstattung Kosten anzunehmen.

mmungen über Kostenersatz, Fanggeld und Actenmittheilung.

Art. XXXIII. In allen strafrechtlichen Fällen, die Kosten niedergeschlagen oder auf die Casse Staates oder des Gerichtsherrn übernommen rden müssen, hat die requirirende Stelle der requirten lediglich die baaren Auslagen für Botenlohn Kostgelder, für Verpflegung, Transport und Bewahung der Gefangenen zu erstatten; wogegen alle ern Kosten, Protokollirungs - Schreib - und Abrift - Gebühren, so wie die an die Gerichtspersonen r an die Casse sonst zu entrichtenden Sporteln ht aufgerechnet werden.

In Fällen, wo der Fiscus die Untersuchungskosten tragen hat, wird gegenseitig keine Fanggebühr gelet; in solchen Fällen aber, wo der Kostenersatz ch den Angeschuldigten, als hierzu vermögend, bieht, wird eine solche Fanggebühr im Betrage zehn Gulden gegenseitig zugestanden.

Von den beiderseitigen Gerichtsbehörden werden requirirten Untersuchungsacten in Urschrift und frei mitgetheilt.

Von Stellung der Unterthanen zu Ablegung des Zeugnisses.

Art. XXXIV. In Straffällen, wo die persönne Gegenwart der Zeugen an dem Orte der Unsuchung nothwendig ist, wird die Stellung der Unterthanen des einen Staats vor das Untersuchungsgeicht des andern zu Ablegung des Zeugnisses, zur Confrontation, oder Recognition, gegen vollständige Vergütung der Reisekosten und der Versäumniss nicht verweigert. Ebenso wird auch in Civilfällen, in welchen das Zeugenverhör ohne Nachtheil der Sache nicht

1827 wohl anders als an dem Orte, wo der Prozefs geft wird, oder wo sich die Sache befindet, gesche kann, der Stellung der Unterthanen zum Zeugenv hör Statt gegeben.

V. *Anfang der Wirksamkeit des V trags.*

Art. XXXV. Vorstehende Bestimmungen tre mit dem ersten Oktober 1827 in Wirksamkeit.

Art. XXXVI. Die in den Art. IV bis VII. u XII bis XXI. über den bürgerlichen Gerichtsst enthaltenen Bestimmungen gelten nur für diejeni Rechtsachen, welche nicht schon durch die vor d 1. Okt. 1827 insinuirte Ladung im Sinne des A XXI. rechtshängig geworden sind.

Art. XXXVII. Auf gleiche Weise kommen Bestimmungen der Art. VIII — XI. über den all meinen Gantgerichtsstand und über die Location Gläubiger blos in jenen Fällen zur Anwendung, welchen nicht schon vor dem ebengedachten Term der förmliche Gant erkannt und die Ediktalladung b schlossen ist.

Art. XXXVIII. Dagegen werden die von d Gerichten eines der beiden Staaten auch vor eing tretenem Termine gefällten bürgerlichen oder Straf kenntnisse von den Gerichten des andern Staats, na eingetretenem Termine in Gemäfsheit der Art. I XXI und XXX—XXXIII vollzogen, soweit ni etwa diese letzteren Gerichte in denselben bürgerlich oder Strafsachen bereits erkannt oder vorbereiten Verhandlungen eingeleitet haben sollten.

Art. XXXIX. Die Art. XXIII — XX finden auf die am 1ten Okt. 1827. schon bestanden und nicht streitigen Vormundschaften oder Pflegschaft keine nothwendige Anwendung; vielmehr sollen de gleichen auf die bisher Statt gehabte Weise, wen nicht durch besondere gemeinschaftliche Uebereinkun eine Abänderung beliebt wird, bis zu ihrer Beend gung fortgeführt werden.

Dagegen treten die vorerwähnten Artikel mit de gedachten Termine in Ansehung jener zu bevogte den Personen in Wirksamkeit, für welche noch kei Vormundschaft oder Pflegschaft bestellt ist.

Gegeben in Unserer Residenzstadt Karlsruhe den 1827
ten September Eintausend achthundert sieben und
anzig.

LUDWIG.

hr. v. BERSTETT.

Auf Befehl Seiner Königlichen Hoheit
v. KETTNER.

61.

éclaration du ministère Prussien u 18 Septembre 1827 concernant un rangement pris entre la Prusse et la esse grand-ducate pour la protec- n des droits des auteurs et des li- braires contre la contrefaçon.

etzsammlung für die, königlichen Preufsischen Staaten. 1827. Nr. 17. pag. 125).

chdem der Königlich-Preufsischen Regierung, Zweck des besseren Schutzes der Schriftsteller Verleger wider den Bücher-Nachdruck bis da- dafs es zu den im 18ten Artikel der deutschen desakte verheifsenen gleichförmigen Maasregeln, elst gemeinsamen Bundes-Schlusses kommen , von der Grofsherzoglich-Hessischen Regierung Zusicherung gemacht worden ist:

dafs die Königlich-Preufsischen Unterthanen — riftsteller oder Verleger — hinsichtlich des Bü- r-Nachdrucks und der Sicherung dawider, eben und nicht anders als die eigenen Grofsherzoglichen terthanen behandelt werden und demnach die Grofs- rzoglich-Hessischen Gerichte gehalten sein sollen, n Königlich-Preufsischen Unterthanen, welche h durch einen im Grofsherzogthum Hessen durch chdruck gegen sie begangenen Frevel beschwert chten, in jeder Beziehung denselben Schutz zu ge-

1827 währen, welchen sie den Grofsherzoglich-Hessischen Unterthanen zu gewähren verpflichtet sind, — d ferner auch, wenn Königlich-Preufsische Unterthan nach reiflicher Würdigung ihrer Interessen, in nem nach der Grofsherzoglichen Verordnung v 11ten Mai 1826 zu ertheilenden besonderen Priv gium, einen vollständigern und gesicherteren Sch gegen den Nachdruck im Grofsherzogthum zu fin glauben sollten, Grofsherzoglicher Seits dem um solches Privilegium nachsuchenden Königlich-Preu schen Unterthan eine ganz gleiche günstige Be theilung der Verhältnisse zu Theil werden solle, wäre von dem Privilegien-Gesuche eines Grofsh zoglich-Hesssichen Unterthanes die Rede, endl auch von jenem keine Taxe, sondern nur die Ste pelgebühr, welche auch dieser zu bezahlen hat, e richtet werden soll; —

so erklärt das unterzeichnete Ministerium der wärtigen Angelegenheiten, in Gemäfsheit der von ner Majestät ihm ertheilten Ermächtigung:

dafs das Verbot wider den Bücher-Nachdruck, wie ein solches bereits im ganzen Bereiche der Pr fsischen Monarchie zum Schutze der inländisch Schriftsteller und Verleger, nach den in den einzel Provinzen geltenden Gesetzen besteht, auch auf Grofsherzoglich-Hessischen Unterthanen Anwend finden, und mithin jeder durch Nachdruck begang Frevel gegen Letztere nach denselben gesetzlich Bestimmungen beurtheilt und geahndet werden so als handelte es sich von beeinträchtigten Königl Preufsischen Unterthanen.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie eine übereinstimmende von dem Grofsherzoglich-H sischen Ministerium der auswärtigen Angelegenhei vollzogene Erklärung ausgewechselt worden wird, durch öffentliche Bekanntmachung in den di seitigen Staaten Kraft und Wirksamkeit erhalten.

Urkundlich der Unterschrift und des beigedruck ten Siegels.

Berlin, den 18ten September 1827.

Königl. Preufs. Ministerium der auswärtige Angelegenheiten.

VON SCHÖNBERG.

62.

Déclaration du ministère Prussien 1827
du 24 Septembre 1827 concernant l'arrangement concerté entre la Russe et la principauté de Schaumburg-Lippe pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon.

Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten 1827. Nr. 20. pag. 153.)

Das Königlich-Preufsische Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten erklärt hierdurch, in Gemäfsheit der von Seiner Majestät ihm ertheilten Ermächtigung:

nachdem von der Fürstlich-Schaumburg-Lippeschen Regierung die Zusage gemacht worden, dass von ihr vorläufig und bis dahin, dafs es nach Artikel 18 der deutschen Bundesakte zu einem gemeinsamen Beschlusse zur Sicherstellung der Rechte der Schriftsteller und Verleger gegen den Bücher-Nachdruck kommen wird, jedem Königlich-Preufsischen Unterthan, Schriftsteller oder Verleger, auf geschehenes Nachsuchen, ein Privilegium wider den Nachdruck unter denselben Bedingungen, wie dem Inländer und ohne allen Kosten-Ansatz ertheilt und in dem Privilegium jedesmahl die Strafe des Nachdrucks ausdrücklich bestimmt werden solle, welche aufser der Konfiskation der nachgedruckten Exemplare auch auf Bezahlung des rechtmäfsigen Ladenpreises von 500 bis 1000 Exemplaren gerichtet werden und was den Handel mit solchergestalt privilegirten anderswo nachgedruckten Waren betrifft, in Konfiskation aller vorgefundenen Exemplare bestehen solle,

bis zu gedachtem Zeitpunkte das Verbot wider Bücher-Nachdruck, so wie solches bereits im

1827 ganzen Umfange der Preufsischen Monarchie Schutze der inländischen Schriftsteller und Verl nach den in den einzelnen Provinzen geltenden setzen besteht, auch auf die Schriftsteller und Ve ger des Fürstenthums Schaumburg-Lippe Anw dung finden und mithin jeder durch Nachdruck dessen Verbreitung begangene Frevel gegen letz nach denselben gesetzlichen Vorschriften beurth und geahndet werden solle, als handele es sich beeinträchtigten Schriftstellern und Verlegern in Preufsischen Monarchie selbst.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie ge eine übereinstimmende, von der Fürstlich-Schau burg-Lippeschen Regierung vollzogene, Erklär ausgewechselt worden sein wird, durch öffentli Bekanntmachung in den diesseitigen Staaten K und Wirksamkeit erhalten. Berlin, den 24sten S tember 1827.

(*Königl. Preufsisches Ministerium der auswä gen Angelegenheiten.*

VON SCHÖNBERG.

Vorstehende Ministerial-Erklärung wird, na dem solche gegen eine übereinstimmende, von Fürstlich-Schaumburg-Lippeschen Landes-Re rung unterm 12ten September 1827 vollzogene Erk rung ausgetauscht worden ist, unter Beziehung die Allerhöchste Kabinetsorder vom 16ten Au 1827 hierdurch zur öffentlichen Kenntnifs gebrac

Berlin, den 28sten Oktober 1827.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheite

VON SCHÖNBENG.

63.

...claration du ministère Prussien 1827 ... 27 Septembre 1827 concernant un ...angement pris entre la Prusse et ...duché d'Oldenbourg pour la pro...ion des droits des auteurs et des ...ibraires contre la contrefaçon.

(...tzsammlung für die Königlichen Preuſsischen Staaten 1827. Nr. 17. pag. 126).

... Königlich-Preuſsische Ministerium der auswär... Angelegenheiten erklärt hierdurch, in Gemäſs... der ihm von Seiner Majestät ertheilten Ermäch...:

...achdem von der Herzoglich-Oldenburgischen ...ung die Zusage gemacht worden ist, daſs, mit ...halt der in Folge des 18ten Artikels der deut... Bundesakte noch zu erwartenden allgemeinen ...regeln, zur Sicherstellung der Rechte der Schrift... und Verleger gegen den Bücher-Nachdruck, ...ig diejenigen gesetzlichen Verbots-Bestimmun... welche das Herzogliche Strafgesetzbuch im Ar...6 zum Schutze wider den Nachdruck enthält, ... gleichem Maaſse ausdrücklich auch auf die ...-Artikel der Schriftsteller und Verleger der ...ischen Monarchie Anwendung finden sollen, ...ſs das Verbot wider den Bücher-Nachdruck ...e solches bereits im ganzen Bereiche der Preu... Monarchie, zum Schutze der inländischen ...tsteller und Verleger, nach den in den einzelnen ...nzen geltenden Gesetzen besteht, auch auf die ...ftsteller und Verleger des Herzogthums Olden... Anwendung finden, und mithin jeder durch ...druck oder dessen Verbreitung begangene Frevel ...n letztere nach denselben gesetzlichen Vorschrif... beurtheilt und geahndet werden solle, als handelte ...ich von beeinträchtigten Schriftstellern und Ver...n in der Preuſsischen Monarchie selbst.

1827 Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie eine übereinstimmende, von dem Herzoglich-burgischen Ministerium vollzogene, Erklärung wechselt worden sein wird, durch öffentliche Bek machung in den diesseitigen Staaten Kraft und samkeit erhalten. Berlin den 27sten September

Königl. Preufs. Ministerium der auswärti Angelegenheiten.

v. Schönberg

Vorstehende Ministerial-Erklärung wird, dem solche gegen eine übereinstimmende vo Herzoglich-Oldenburgischen Kabinets-Mini unterm 14ten September 1827 vollzogene Er ausgetauscht worden ist, unter Beziehung auf lerhöchste Kabinetsorder vom 16ten August hierdurch zur öffentlichen Kenntnifs gebracht. Berlin den 27sten September 1827.

Ministerium der auswärtigen Angelegen

v. Schönberg

64.

Convention de cartel, conclue le duché de Saxe-Altenbourg e lui de Saxe-Cobourg-Gotha Septembre 1827.

(*Gesetzsammlung für das Herzogthum Got* Nr. XI.)

Zwischen der Herzoglichen Sachsen-Altenburg Regierung einer Seits und der Herzoglichen Sa Coburg-Gothaischen Regierung anderer Seits ist stehende Cartel-Convention verabredet und ge sen worden.

Art. I. Alle in Zukunft und zwar vom Tag Publication gegenwärtiger Convention an gerechne den Truppen der beiden hohen contrahirenden

les Andern Lande oder zu dessen Truppen, wenn 1827
e auch aufserhalb ihres Vaterlandes sich befinden
en, desertirende Militair-Personen, ingleichen die
des anderen Laude austretenden ungehorsamen
cribirten sollen gegenseitig ausgeliefert werden.

ART. II. Als Deserteurs werden, ohne Unter-
d des Grades, alle diejenigen angesehen, welche
ner Abtheilung des stehenden Militairs gehören,
ben durch Eid verpflichtet sind, und sich nicht
rlaubt ausweisen können.

RT. III. Als ungehorsamer Conscribirter aber gilt
ige, der in den zur Ausloosnng und Anmeldung
mten Terminen nicht erschienen, und in dem
Ablauf jener Termine zu fertigenden und den
fenden Behörden der hohen contrahirenden Theile
seitig mitzutheilenden Verzeichnisse aufgeführt ist.

RT. IV. Die Auslieferung kann verweigert wer-
wenn ein Deserteur oder ungehorsamer Con-
rter in dem Staate, wohin er entwichen ist, ein
rechen begangen hat, dessen Bestrafung vor seiner
ferung die Landesgesetze erfordern. Wenn nach
andener Strafe der Deserteur oder ungehorsame
ribirte ausgeliefert wird, sollen die denselben be-
nden Untersuchungs-Acten, entweder im Ori-
oder auszugsweise und in beglaubten Abschrif-
bergeben werden, damit ermessen werden kann,
dergleichen Deserteur oder ungehorsamer Con-
ter noch zum Militairdienste geeignet sey oder

ulden oder andere von einem Deserteur oder un-
amen Conscribirten eingegangene Verbindlich-
, geben dagegen dem Staate, in welchem er sich
t, kein Recht, dessen Auslieferung zu versagen.

RT. V. Um die Auslieferung zu erleichtern,
n die Grenzämter, in Bezug auf das Herzog-
Sachsen-Altenburg, Cahla, in Bezug auf das
gthum Sachsen-Gotha, Ichtershausen, zu Aus-
ngsorten bestimmt.

RT. VI. Die Auslieferung geschieht ohne eine
isition abzuwarten. Sobald daher eine Militair-
Civil-Behörde einen jenseitigen Deserteur ent-
t, wird derselbe nebst den etwa bey sich haben-
Waffen und sonstigen Effecten sofort, unter Bey-
ng eines aufzunehmenden Protocolls, an die jen-

1827 seitige Behörde im vorbenannten Ablieferungsorte gen Bescheinigung übergeben.

Art. VII. Sollte aber ein Deserteur der Aufm samkeit der Behörden desjenigen Staates, in wel er übergegangen ist, entgangen seyn, so wird d Auslieferung sogleich auf die erste desfallsige Re tion erfolgen, selbst dann, wenn er Gelegenhe funden hätte, in dem Militairdienste des gedac Staates angestellt zu werden.

Art. VIII. Die Requisitionen ergehen He Sachsen-Altenburgischer Seits an das Herzogl. sen-Coburg-Gothaische Kriegs-Collegium, H lich Sachsen-Coburg-Gothaischer Seits an das zogliche Militair-Collegium zu Altenburg, welch hörden dann wegen der Auslieferung das Nöthige fügen werden.

Art. IX. An Unterhaltungskosten werden auszuliefernden Staat für jeden Deserteur oder un samen Conscribirten vom Tage seiner Verhaftu bis zum Tage der Auslieferung einschliefslich fü Tag 4 gl. Cour. gut gethan. Der transporti Gendarm, oder wer sonst mit dem Transport b tragt ist, empfängt für jede Meile 4 gl. sogleich geschehener Ablieferung.

Art. X. Der Unterthan, welcher einen D teur oder ungehorsamen Conscribirten einliefer solche Nachweisungen giebt, dafs die Behörde durch in den Stand gesetzt werden, seine Ergr und Auslieferung zu bewirken, erhält Fünf Conventionsgeld Belohnung.

Art. XI. Aufser diesen Artikel IX und wähnten Kosten und Gratificationen, kann ein rehres unter irgend einem Vorwande nicht ge werden.

Art. XII. Alle in vorstehenden Artikeln IX X aufgeführten Kosten sind von Amt zu Amt verlegen und in der bis zur Grenze auflaufen Summe, von dem, den Ungehorsamen oder De teur übernehmenden Grenzamte zu erstatten. U den Empfang der erwähnten Kosten hat die aus fernde Behörde zu quittiren. Des etwa nicht so auszumittelnden Betrags der zu erstattenden Unko halber, ist aber die Auslieferung des Deserteurs, w

elben sonst kein Hindernifs im Wege steht, nicht 1827
uhalten.

ART. XIII. Allen Behörden und Unterthanen wird
ur strengen Pflicht gemacht werden, auf ale Per-
n die sich der Desertion oder des Ungehorsams
n die Conscriptions-Gesetze verdächtig machen,
achsames Auge zu haben, und die Möglichkeit
Auslieferung zu befördern.

RT. XIV. Strenge wird es untersagt werden,
ufenthalt von Deserteurs oder solchen Militair-
igen, die ihre desfallsige Befreiung, nicht hinläng-
achweisen können, zu verheimlichen, oder ihnen
nerer Entweichung behülflich zu sein. Wer sich
eines solchen Vergehens schuldig macht, wird mit
nachdrücklichen Geld- oder Gefängnifsstrafe be-
werden.

RT. XV. Gleichmäfsig wird es den Unterthanen
hohen contrahirenden Theile untersagt werden,
inem jenseitigen Deserteur Armatur- und Mon-
stücke zu kaufen oder sonst an sich zu brin-
Der Uebertreter dieses Verbots wird nicht allein
Herausgabe dergleichen an sich gebrachter Ge-
inde ohne den mindesten Ersatz oder zu Erstat-
des Werthes angehalten, sondern noch überdem
Geld- oder Gefängnifsstrafe belegt werden, wenn
en wird, dafs er wissentlich von einem Deser-
was gekauft oder an sich gebracht hat.

r. XVI. Alle in vorstehenden Artikeln ent-
n Bestimmungen sollen jedoch nur so lange
seyn, als sie durch die zu erwartende allge-
Central-Convention des deutschen Bundes nicht
dert werden.

otha den 29sten September 1827.

Herzoglich Sächs. Kriegs-Collegium das.

HEINRICH AUGUST OTTOCAR REICHARD.

65.

1827 ***Déclaration du ministère Prussien 4 Octobre 1827, concernant un arrangement concerté entre la Prusse le duché de Brunsvic pour la protection des auteurs et des libraires contre la contrefaçon.***

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1827. Nr. 20. pag. 164).

Das Königlich-Preufsische Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten erklärt hierdurch, in Gemäfsheit der von Seiner Majestät ihm ertheilten Ermächtigung:

nachdem von der Herzoglich-Braunschweig-Lüneburgischen Regierung die Zusicherung ertheilt worden ist, dafs mit Vorbehalt der in Folge des Artikels 18 der deutschen Bundes-Akte noch zu erwartenden allgemeinen Maafsregeln zur Sicherstellung der Rechte der Schriftsteller und Verleger gegen den Bücher-Nachdruck, in den Herzoglichen Landen vorläufig eine ausdrückliche Bestimmung, wonach der Nachdruck und dessen Verbreitung mit Konfiskation und einer Geldbufse von 10 Rthl. zu bestrafen ist, zum Schutze der Schriftsteller und Verleger der Preufsischen Monarchie in Anwendung gebracht werden solle;

dafs das Verbot wider den Bücher-Nachdruck, wie solches bereits im ganzen Bereiche der Preufsischen Monarchie zum Schutze der inländischen Schriftsteller und Verleger, nach den in den einzelnen Provinzen geltenden Gesetzen besteht, auch auf die Schriftsteller und Verleger in den Herzoglich-Braunschweigschen Landen Anwendung finden, und mithin jeder durch Nachdruck oder dessen Verbreitung begangene Frevel gegen letztere, nach denselben gesetzlichen Vorschriften beurtheilt und geahndet werden solle, als handle es sich von beeinträchtigten Schriftstellern und Verlegern in den Preufsischen Staaten selbst.

nwärtige Erklärung soll, nachdem sie gegen 1827
reinstimmende, von dem Herzoglich-Braun-
-Lüneburgschen Staats-Ministerium vollzogene
ng ausgewechselt worden sein wird, durch
he Bekanntmachung in den diesseitigen Staa-
ft und Wirksamkeit erhalten,
n den 4ten Oktober 1827.

Preufs. Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. SCHÖNBERG.

tehende Ministerial-Erklärung wird, nach-
che gegen eine übereinstimmende, von dem
ich-Braunschweig-Lüneburgschen Staatsmi-
n unterm 15ten Oktober 1827 vollzogene Er-
ausgetauscht worden ist, unter Beziehung auf
erhöchste Kabinetsordre vom 16ten August
erdurch zur öffentlichen Kenntnifs gebracht.

n den 28sten Oktober 1827.

terium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. SCHÖNBERG.

66.

ration du Ministère Prussien Octobre 1827, concernant un arrement pris entre la Prusse et la ipauté de Schwarzbourg Sonhausen pour la protection des its des auteurs et des libraires contre la contrefaçon.

sammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten 1827. Nro. 20. pag. 165.)

öniglich Preufsische Ministerium der auswär-
ngelegenheiten erklärt hierdurch, in Gemäfs-
von Seiner Majestät ihm ertheilten Ermäch-

lem die Schwarzburg-Sondershausensche Re-
ng die Zusicherung gemacht hat, dafs in dem

1827 Fürstenthum Schwarzburg-Sondershausen, mit V
behalt der weiteren Sicherstellung, welche in F
des 18ten Artikels der deutschen Bundesakte,
Rechte der Schriftsteller und Verleger gegen
Bücher-Nachdruck durch die daselbst verheifs
gleichförmigen Maafsregeln noch zu erwarten
ben, vorläufig zu erlassende besondere Verord
wodurch der Bücher-Nachdruck und dessen
breitung bei Strafe der Konfiskation und einer G
bufse von 100 Rthlr. und zwar ohne Unters
ob dabei inländische oder ausländische Schriftst
und Verleger beeinträchtigt werden, sofern nu
Beziehung auf das Ausland, die Unterthanen
Fürstenthums Schwarzburg-Sondershausen
gleiche Begünstigung geniefsen, ausdrücklich un
sagt wird, zu Gunsten der Schriftsteller und
leger in den Königlich Preufsischen Staaten in
wendung gebracht werden soll,

dafs das Verbot wider den Bücher-Nachdruck
wie solches bereits im ganzen Umfange der Pre
schen Monarchie zum Schutz der inländischen Sch
steller und Verleger, nach den in den einzelnen P
vinzen geltenden Gesetzen besteht, auch auf die Sch
steller und Verleger der Fürstlich-Schwarzburg-S
dershausenschen Lande Anwendung finden, und
hin jeder durch Nachdruck oder dessen Verbrei
begangne Frevel gegen letztern, nach denselben
setzlichen Vorschriften beurtheilt und geahndet
den soll, als handle es sich von beeinträchtigten Sch
stellern und Verlegern der Preufsischen Mona
selbst:

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie
eine übereinstimmende, von der Fürstlich-Schw
burg-Sondershausenschen Regierung vollzogene
klärung ausgewechselt worden sein wird, durch
fentliche Bekanntmachung in den diesseitigen Sta
Kraft und Wirksamkeit haben.

Berlin den 6ten Oktober 1827.

Königl. Preufs. Ministerium der auswärtigen A
gelegenheiten.

V. SCHÖNBERG.

Vorstehende Ministerial-Erklärung wird, na
dem solche gegen eine übereinstimmende, von d

lich-Schwarzburgschen Geheimen Consilium zu 1827
rshausen unterm 22sten September 1827 vollzo-
Erklärung ausgetauscht worden ist, unter Be-
ıg auf die Allerhöchste Kabinetsorder vom 16ten
st 1827, hierdurch zur öffentlichen Kenntnifs
cht.

ɛrlin den 28sten Oktober 1827.

isterium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. SCHÖNBERG.

67.

vention entre le grand-duché de e-Weimar et le duché de Saxe- ningen, concernant les frais de ice en matières criminelles; signée le 10 *Octobre* 1827.

(*sherzogl. S. Weimar-Eisenachisches Regie- ıgsblatt* Nro. 16. den 30ten November 1827.)

Königliche Hoheit, der Grofsherzog, haben der rzeichneten Landesregierung mittelst höchsten Re- ls von der Uebereinkunft Eröffnung zu machen gst geruhet, welche mit dem Herzogthume Sach- Meiningen unter dem 10ten dieses Monathes da- abgeschlossen worden ist:

fs in allen strafrechtlichen Verhandlungen, wo e Kosten niedergeschlagen, oder auf die Kasse des ats oder des Gerichtsherrn, oder auf die Com- unen- und Amts-Gerichtskassen übernommen erden müssen, die requirirende Stelle der requi- ten lediglich die baaren Auslagen für Botenlohn id Postgelder, für Verpflegungsgebühren, Trans- rt und Bewachung der Gefangenen so wie für pialien zu berechnen und zu erstatten haben l, wogegen alle andere Kosten für Protocollirung, wie für die an Gerichts-Personen oder an die ssen sonst zu entrichtende Sporteln nicht auf- rechnet werden mögen.

1827 Höchstem Befehle zufolge wird diefs und dafs v eingeschaltete Konvention mit dem 1ten Novem dieses Jahres in Wirksamkeit treten soll, zur Na achtung sämmtlichen Justiz-Behörden des Grofsh zogthums hierdurch öffentlich bekannt gemacht.

Weimar den 31ten Oktober 1827.

Grofsherzogliche Sächsische Landes-Regierun

v. GERSTENBERGK.

68.

Déclaration du ministère Prussi du 19 Octobre 1827, concernant arrangement pris entre la Prusse la ville libre et anséatique de Lub pour la protection des droits d auteurs et des libraires contre contrefaçon.

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsis Staaten* 1827. Nro 21. pag. 167.)

Das Königlich Preufsische Ministerium der ausw gen Angelegenheiten erklärt hierdurch, in Gemä der von Seiner Majestät ihm ertheilten Ermächti

Nachdem der Senat der freien Hansestadt Lü die Zusage gemacht hat, dafs vorläufig und bis nach dem Artikel 18 der deutschen Bundesakte einem gemeinsamen Bundesbeschlusse wegen Sich stellung der Rechte der Schriftsteller und Verle gegen den Bücher-Nachdruck kommen wird, dem Preufsischen Unterthan, er sei Schriftste oder Verleger, der in dem Fall ist, auf ein Pri legium wider den Nachdruck bei dem Senat an tragen, ein solches nach denselben Rücksicht wie es geschehen würde, wenn der Nachsuche

ein Lübeckischer Bürger oder Angehöriger wäre, 1827
jederzeit in gewöhnlicher Form kostenfrei bis auf
kleine, auch Lübeckische Bürger betreffende Stem-
pel- und Expeditionsgebühren ertheilt werden,
überdies der damit versehene Königlich Preufsische
Unterthan von den Lübeckischen Gerichten und
Behörden in der Aufrechthaltung des ertheilten Pri-
vilegiums einem wider den Nachdruck privilegirten
Lübeckischen Bürger oder Angehörigen gleich
achtet und geschützt werden solle;

das Verbot wider den Bücher-Nachdruck, so
solches bereits im ganzen Bereiche der Preufsi-
en Monarchie, zum Schutze der inländischen Schrift-
er und Verleger, nach den in den einzelnen Pro-
en geltenden Gesetzen besteht, auch auf die
riftsteller und Verleger der freien Hansestadt Lü-
k Anwendung finden, mithin jeder durch Nach-
k oder dessen Verbreitung begangene Frevel ge-
letztere nach denselben gesetzlichen Vorschriften
theilt und geahndet werden soll, als handelte es
von beeinträchtigten Schriftstellern und Verle-
in der Preufsischen Monarchie selbst.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie gegen
übereinstimmende von Seiten des Staats der freien
nsestadt Lübeck vollzogene Erklärung ausgewech-
sein wird, durch öffentliche Bekanntmachung in
diesseitigen Staaten Kraft und Wirksamkeit er-
n.

Berlin den 19ten Oktober 1827.

(L. S.) *Königl. Preufs. Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.*

v. SCHÖNBERG.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem solche ge-
eine übereinstimmende von dem Senat der freien
nsestadt Lübeck unterm 3ten Oktober 1827 vollzo-
e Erklärung ausgetauscht worden ist, unter Be-
nung auf die Allerhöchste Kabinetsorder vom 16ten
gust 1827 hierdurch zur öffentlichen Kenntnifs ge-
acht.

Berlin den 12ten November 1827.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. SCHÖNBERG.

69.

1827 ***Déclaration du ministère Prussi du 20 Octobre 1827, concernant arrangement concerté entre la Prus et la principauté de Lippe-Detmo pour la protection des droits d auteurs et des libraires contre contrefaçon.***

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsisch Staaten* 1827. No. 22. pag. 175.)

Das Königlich Preufsische Ministerium der auswä gen Angelegenheiten erklärt hierdurch, in Gemäfs der von Seiner Majestät ihm ertheilten Ermächtigu

Nachdem von der Fürstlich-Lippischen Regier die Zusicherung gemacht worden ist, dafs das dem Fürstenthume Lippe, mit Vorbehalt der Folge des 18ten Artikels der deutschen Bundesa noch zu erwartenden allgemeinen Maafsregeln Sicherstellung der Rechte der Schriftsteller Verleger gegen den Bücher-Nachdruck, vorlä besonders zu erlassende Verbot wider den Na druck und dessen Verbreitung, in ganz gleich Maafse auch ausdrücklich auf die Verlagsartikel Schriftsteller und Verleger der Preufsischen narchie Anwendung finden solle,

dafs das Verbot wider den Bücher-Nachdruck, wie solches bereits im ganzen Bereiche der Pre schen Monarchie zum Schutze der inländischen Schr steller und Verleger, nach den in den einzelnen P vinzen geltenden Gesetzen besteht, auch auf die Schr steller und Verleger des Fürstenthums Lippe wendung finden und mithin jeder durch Nachdr oder dessen Verbreitung begangene Frevel ge letztere nach denselben gesetzlichen Vorschriften urtheilt und geahndet werden solle, als handelte sich von beeinträchtigten Schriftstellern und Ve gern in der Preufsischen Monarchie selbst.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie gegen 1827
ne übereinstimmende von der Fürstlich-Lippischen
gierung vollzogene Erklärung ausgewechselt wor-
n sein wird, durch öffentliche Bekanntmachung in
n diesseitigen Staaten Kraft und Wirksamkeit er-
ten.

Berlin den 20sten Oktober 1827.

Königl. Preufs. Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. SCHÖNBERG.

Vorstehende Ministerial-Erklärung wird, nach-
n solche gegen eine übereinstimmende, von der
rstlich-Lippischen Regierung zu Detmold unterm
ten Oktober 1827 vollzogene Erklärung ausgewech-
worden ist, unter Beziehung auf die Allerhöchste
binetsorder vom 16ten August 1827, hierdurch zur
ntlichen Kenntnifs gebracht.

Berlin den 27 November 1827.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. SCHÖNBERG.

70.

Déclaration du ministère Prussien du 20 Octobre 1827 concernant un arrangement pris entre la Prusse et la ville libre et anséatique de Brême pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon.

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1827. Nr. 21. pag. 170.)

Das Königlich Preufsische Ministerium der auswär-
en Angelegenheiten erklärt hierdurch, in Gemäfs-
t der von Seiner Majestät ihm ertheilten Ermäch-
ng:

Nachdem von dem Senate der freien und Hanse-
tadt Bremen die Zusage gemacht worden ist, dafs
das für die Stadt Bremen und deren Gebiet, mit Vor-

1827 behalt der in Folge des 18ten Artikels der deutsc
Bundesakte noch zu erwartenden allgemeinen Ma
regeln zur Sicherstellung der Rechte der Schriftste
und Verleger gegen den Bücher-Nachdruck, vorlä
besonders zu erlassende Verbot wider den Nachdr
und dessen Verbreitung, in ganz gleichem Ma
auch ausdrücklich auf die Verlagsartikel der Schr
steller und Verleger der Preufsischen Monar
Anwendung finden solle,

dafs das Verbot wider den Bücher-Nachdruck,
wie solches bereits im ganzen Bereich der Pre
schen Monarchie, zum Schutze der inländischen Schr
steller und Verleger, nach den in den einzelnen P
vinzen geltenden Gesetzen besteht, auch auf
Schriftsteller und Verleger der freien und Hanse
Bremen und deren Gebiets Anwendung finden
mithin jeder durch Nachdruck oder dessen Verb
tung begangene Frevel gegen letztere nach dens
gesetzlichen Vorschriften beurtheilt und geahndet w
den solle, als handelte es sich von beeinträchti
Schriftstellern und Verlegern in der Preufsischen
narchie selbst.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie g
eine übereinstimmende, von dem Senate der fr
und Hansestadt Bremen vollzogene Erklärung au
wechselt worden sein wird, durch öffentliche Beka
machung in den diesseitigen Staaten Kraft und W
samkeit erhalten.

Berlin den 20sten Oktober 1827.

*Königl. Preufs. Ministerium der auswärtig
Angelegenheiten.*

v. SCHÖNBERG.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem solche
gen eine übereinstimmende von dem Senat der fr
Hansestadt Bremen unterm 31sten Oktober 1827 v
zogene Erklärung ausgetauscht worden ist, unter
ziehung auf die Allerhöchste Kabinetsorder vom 16
August hierdurch zur öffentlichen Kenntnifs gebrac

Berlin den 13ten November 1827.

Ministerium der Auswärtigen Angelegenheite

v. SCHÖNBERG.

71.

éclaration du ministère Prussien 1827 *i 20 Octobre 1827, concernant un rangement pris entre la Prusse et principauté de Schwarzbourg-dolstadt, pour la protection des bits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon.*

esetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten 1827. Nr. 21. pag. 169.)

s Königlich Preufsische Ministerium der auswär- n Angelegenheiten erklärt hierdurch, in Gemäfs- der von Seiner Majestät ihm ertheilten Ermäch- ng:

achdem von der Fürstlich-Schwarzburg-Rudol- ädtschen Regierung die Zusage gemacht worden ist, fs vorläufig und bis es nach Artikel 18 der deut- hen Bundesakte zu einem gemeinsamen Bundesbe- chlusse zur Sicherstellung der Rechte der Schrift- eller und Verleger gegen den Bücher-Nachdruck mmen wird, in dem Fürstenthume Schwarzburg- dolstadt eine ausdrückliche Bestimmung, wonach r Nachdruck und dessen Verbreitung mit Konfiska- on und einer Geldbufse von 10 Rthl. zu bestrafen t, zum Schutze der Schriftsteller und Verleger er Königlich Preufsischen Staaten in Anwendung bracht werden solle;

das Verbot wider den Bücher-Nachdruck, so wie hes bereits im ganzen Bereiche der Preufsischen narchie, zum Schutze der inländischen Schrift- ller und Verleger, nach den in den einzelnen Pro- izen geltenden Gesetzen besteht, auch auf Schrift- ller und Verleger des Fürstenthums Schwarzburg- dolstadt Anwendung finden, und mithin jeder durch chdruck oder dessen Verbreitung begangene Fre- gegen letztere nach denselben gesetzlichen Vor-

69.

1827 ***Déclaration du ministère Prussi du 20 Octobre 1827, concernant arrangement concerté entre la Pru et la principauté de Lippe-Detm pour la protection des droits d auteurs et des libraires contre contrefaçon.***

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsis Staaten* 1827. No. 22. pag. 175.)

Das Königlich Preufsische Ministerium der ausw gen Angelegenheiten erklärt hierdurch, in Gemäf der von Seiner Majestät ihm ertheilten Ermächtig

Nachdem von der Fürstlich-Lippischen Regie die Zusicherung gemacht worden ist, dafs da dem Fürstenthume Lippe, mit Vorbehalt de Folge des 18ten Artikels der deutschen Bundes noch zu erwartenden allgemeinen Maafsregeln Sicherstellung der Rechte der Schriftsteller Verleger gegen den Bücher-Nachdruck, vorl besonders zu erlassende Verbot wider den N druck und dessen Verbreitung, in ganz gleic Maafse auch ausdrücklich auf die Verlagsartikel Schriftsteller und Verleger der Preufsischen narchie Anwendung finden solle,

dafs das Verbot wider den Bücher-Nachdruck wie solches bereits im ganzen Bereiche der Pre schen Monarchie zum Schutze der inländischen Sch steller und Verleger, nach den in den einzelnen P vinzen geltenden Gesetzen besteht, auch auf die Schr steller und Verleger des Fürstenthums Lippe A wendung finden und mithin jeder durch Nachdr oder dessen Verbreitung begangene Frevel ge letztere nach denselben gesetzlichen Vorschriften urtheilt und geahndet werden solle, als handelte sich von beeinträchtigten Schriftstellern und Ver gern in der Preufsischen Monarchie selbst.

71.

claration du ministère Prussien 1827 *20 Octobre* 1827, *concernant un rangement pris entre la Prusse et principauté de Schwarzbourg-dolstadt, pour la protection des its des auteurs et des libraires contre la contrefaçon.*

tzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten 1827. Nr. 21. pag. 169.)

s Königlich Preufsische Ministerium der auswär- Angelegenheiten erklärt hierdurch, in Gemäfs- der von Seiner Majestät ihm ertheilten Ermäch- ng:

achdem von der Fürstlich-Schwarzburg-Rudol- ädtschen Regierung die Zusage gemacht worden ist, fs vorläufig und bis es nach Artikel 18 der deut- hen Bundesakte zu einem gemeinsamen Bundesbe- chlusse zur Sicherstellung der Rechte der Schrift- teller und Verleger gegen den Bücher-Nachdruck mmen wird, in dem Fürstenthume Schwarzburg- dolstadt eine ausdrückliche Bestimmung, wonach r Nachdruck und dessen Verbreitung mit Konfiska- on und einer Geldbufse von 10 Rthl. zu bestrafen t, zum Schutze der Schriftsteller und Verleger r Königlich Preufsischen Staaten in Anwendung bracht werden solle;

das Verbot wider den Bücher-Nachdruck, so wie hes bereits im ganzen Bereiche der Preufsischen narchie, zum Schutze der inländischen Schrift- ller und Verleger, nach den in den einzelnen Pro- zen geltenden Gesetzen besteht, auch auf Schrift- ller und Verleger des Fürstenthums Schwarzburg- dolstadt Anwendung finden, und mithin jeder durch chdruck oder dessen Verbreitung begangene Fre- gegen letztere nach denselben gesetzlichen Vor-

1827 behalt der in Folge des 18ten Artikels der deuts
Bundesakte noch zu erwartenden allgemeinen M
regeln zur Sicherstellung der Rechte der Schrifts
und Verleger gegen den Bücher-Nachdruck, vorl
besonders zu erlassende Verbot wider den Nachd
und dessen Verbreitung, in ganz gleichem M
auch ausdrücklich auf die Verlagsartikel der Sch
steller und Verleger der Preufsischen Mona
Anwendung finden solle,

dafs das Verbot wider den Bücher-Nachdruck
wie solches bereits im ganzen Bereich der Pre
schen Monarchie, zum Schutze der inländischen Sch
steller und Verleger, nach den in den einzelnen
vinzen geltenden Gesetzen besteht, auch auf
Schriftsteller und Verleger der freien und Hanse
Bremen und deren Gebiets Anwendung finden
mithin jeder durch Nachdruck oder dessen Verl
tung begangene Frevel gegen letztere nach dens
gesetzlichen Vorschriften beurtheilt und geahndet
den solle, als handelte es sich von beeinträchti
Schriftstellern und Verlegern in der Preufsischen
narchie selbst.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie g
eine übereinstimmende, von dem Senate der fr
und Hansestadt Bremen vollzogene Erklärung au
wechselt worden sein wird, durch öffentliche Beka
machung in den diesseitigen Staaten Kraft und W
samkeit erhalten.

Berlin den 20sten Oktober 1827.

Königl. Preufs. Ministerium der auswärtig
Angelegenheiten.

v. SCHÖNBERG.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem solche
gen eine übereinstimmende von dem Senat der fr
Hansestadt Bremen unterm 31sten Oktober 1827
zogene Erklärung ausgetauscht worden ist, unter
ziehung auf die Allerhöchste Kabinetsorder vom 1
August hierdurch zur öffentlichen Kenntnifs gebr

Berlin den 13ten November 1827.

Ministerium der Auswärtigen Angelegenheit

v. SCHÖNBERG.

71.

éclaration du ministère Prussien 1827 *à 20 Octobre* 1827, *concernant un rangement pris entre la Prusse et principauté de Schwarzbourg-dolstadt, pour la protection des oits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon.*

setzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten 1827. Nr. 21. pag. 169.)

as Königlich Preufsische Ministerium der auswär-n Angelegenheiten erklärt hierdurch, in Gemäfs-der von Seiner Majestät ihm ertheilten Ermäch-ng:

Nachdem von der Fürstlich-Schwarzburg-Rudol-ädtschen Regierung die Zusage gemacht worden ist, dafs vorläufig und bis es nach Artikel 18 der deut-chen Bundesakte zu einem gemeinsamen Bundesbe-chlusse zur Sicherstellung der Rechte der Schrift-teller und Verleger gegen den Bücher-Nachdruck ommen wird, in dem Fürstenthume Schwarzburg-Rudolstadt eine ausdrückliche Bestimmung, wonach der Nachdruck und dessen Verbreitung mit Konfiska-tion und einer Geldbufse von 10 Rthl. zu bestrafen ist, zum Schutze der Schriftsteller und Verleger der Königlich Preufsischen Staaten in Anwendung gebracht werden solle;

s das Verbot wider den Bücher-Nachdruck, so wie ches bereits im ganzen Bereiche der Preufsischen Monarchie, zum Schutze der inländischen Schrift-teller und Verleger, nach den in den einzelnen Pro-vinzen geltenden Gesetzen besteht, auch auf Schrift-teller und Verleger des Fürstenthums Schwarzburg-Rudolstadt Anwendung finden, und mithin jeder durch Nachdruck oder dessen Verbreitung begangene Fre-el gegen letztere nach denselben gesetzlichen Vor-

1827 schriften beurtheilt und geahndet werden solle, handelte es sich von beeinträchtigten Schriftste und Verlegern in der Preufsischen Monarchie sel

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie g eine übereinstimmende, von dem Fürstlich-Schw burg-Rudolstädtschen Geheime-Raths-Kolle vollzogene Erklärung ausgewechselt worden sein durch öffentliche Bekanntmachung in den diesseit Staaten Kraft und Wirksamkeit erhalten.

Berlin den 20sten Oktober 1827.

Königl. Preufs. Ministerium der auswärtig Angelegenheiten.

v. SCHÖNBERG.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem solche gen eine übereinstimmende, von dem Fürstli Schwarzburgischen Geheime-Raths-Kollegium Rudolstadt unterm 30sten Oktober 1827 vollzo Erklärung ausgetauscht worden ist, unter Bezieh auf die Allerhöchste Kabinetsorder vom 16ten Au 1827 hierdurch zur öffentlichen Kenntnifs gebrac

Berlin den 12ten November 1827.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheite

v. SCHÖNBERG.

72.

Déclaration du ministère Prussi du 28 Octobre 1827, concernant arrangement concerté entre la Pru et la Saxe royale, pour la protecti des droits des auteurs et des libra res contre la contrefaçon.

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsisch Staaten* 1827. Nr. 21. pag. 172).

Das Königlich Preufsische Ministerium der auswä tigen Angelegenheiten erklärt hierdurch, in Gemä

r von Seiner Majestät ihm ertheilten Ermäch- 1827

dem von der Königlich Sächsischen Regierung
ısicherung geschehen ist, dafs die im Königreiche
en bestehenden gesetzlichen Vorschriften wider
ücher-Nachdruck und dessen Verbreitung, mit
ehalt der weitern Sicherstellung, welche in Folge
18ten Artikels der deutschen Bundesakte die
e der Schriftsteller und Verleger gegen den
r-Nachdruck durch die daselbst verheifsenen
förmigen Maafsregeln zu erwarten haben, in
gleichem Maafse zum Schutze der Schriftsteller
Verleger der Königlich Preufsischen Staaten zur
ndung gebracht werden sollen, als wäre von
ligten Königlich Sächsischen Unterthanen die
, und ohne dafs es deshalb besonderer Privile-
wider den Nachdruck bedürfe;
s Verbot wider den Bücher-Nachdruck, so
hes bereits im ganzen Umfange der Preufsi-
Monarchie zum Schutze der inländischen Schrift-
nd Verleger, nach den in den einzelnen Pro-
geltenden Gesetzen besteht, auch auf die
teller und Verleger des Königreichs Sachsen
dung finden und mithin jeder durch Nach-
der dessen Verbreitung begangene Frevel ge-
tere, nach denselben gesetzlichen Vorschriften
ilt und geahndet werden soll, als handelte es
on beeinträchtigten Schriftstellern und Verle-
r Preufsischen Monarchie selbst.
enwärtige Erklärung soll, nachdem sie gegen
ereinstimmende, von dem Königlich-Sächsi-
Ministerium vollzogene Erklärung ausgewechselt
sein wird, durch öffentliche Bekanntmachung in
esseitigen Staaten Kraft und Wirksamkeit er-

lin den 28ten Oktober 1827.

igl. Preufs. Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

V. SCHÖNBERG.

rstehende Erklärung wird, nachdem solche
eine übereinstimmende von dem Königlich
chen Kabinetsminister und Staats-Sekretär
von Einsiedel unterm 3ten November 1827

1827 vollzogene Erklärung ausgetauscht worden ist, u
Beziehung auf die Allerhöchste Kabinetsorder
16ten August 1827 hierdurch zur öffentlichen Ke
nifs gebracht.

Berlin den 12ten November 1827.

Ministerium der auswärtigen Angelegenhei

v. SCHÖNBERG.

73.

Déclaration du ministère Prus du 5 Novembre 1827, concernan arrangement pris entre la Puss le duché de Nassau pour la tection des droits des auteurs et libraires contre la contrefaçon

(*Gesetzsammlung für die Königl. Preufs. S* 1827. Nr. 22. pag. 177.)

Das Königlich Preufsische Ministerium der au tigen Angelegenheiten erklärt hierdurch, in Ge heit der von Seiner Majestät ihm ertheilten Er tigung:

Nachdem von der Herzoglich-Nassauschen gierung die Zusicherung geschehen ist, dafs dem Herzogthum Nassau bestehenden gesetzlichen schriften wider den Bücher-Nachdruck und Verbreitung, mit Vorbehalt der weitern Sich lung, welche in Folge des 18ten Artikels der schen Bundesakte die Rechte der Schriftsteller Verleger gegen den Bücher-Nachdruck durch daselbst verheifsenen gleichförmigen Maafsregeln zu erwarten haben — in ganz gleichem Maafse Schutze der Schriftsteller und Verleger der König Preufsischen Staaten zur Anwendung gebracht wer sollen, als sei von betheiligten Herzoglich-Nassausc Unterthanen die Rede, und dafs insbesondere in Fällen, wo es noch auf besondere Privilegien kömmt, oder wo dergleichen Herzoglichen Unt

en ertheilt zu werden pflegen, jedem Preufsischen 1827
m nachsuchenden Unterthan eine ganz gleiche
rtheilung der Verhältnisse zu Theil werden solle,
handle es sich um das Privilegien-Gesuch eines
nders, auch für ein solches Privilegium keine
pel, Taxen und andere Gebühren zu entrichten
,

ſs das Verbot wider den Bücher-Nachdruck,
e solches bereits im ganzen Bereiche der Preu-
n Monarchie zum Schutze der inländischen
steller und Verleger, nach den in den einzel-
Provinzen geltenden Gesetzen besteht, auch auf
chriftsteller und Verleger des Herzogthums Nas-
Anwendung finden, und mithin jeder durch Nach-
oder dessen Verbreitung begangene Frevel ge-
letztere, nach denselben gesetzlichen Vorschrif-
eurtheilt und geahndet werden solle, als handle
h von beeinträchtigten Schriftstellern und Ver-
in der Preufsischen Monarchie selbst.

egenwärtige Erklärung soll, nachdem sie gegen
bereinstimmende, von dem Herzoglich-Nassau-
Ministerium vollzogene Erklärung ausgewech-
worden sein wird, durch öffentliche Bekannt-
ng in den diesseitigen Staaten Kraft und Wirk-
t erhalten.

rlin den 5ten November 1827.

gl. *Preufs. Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.*

V. SCHÖNBERG.

rstehende Ministerial-Erklärung wird, nach-
solche gegen eine übereinstimmende, von dem
glich-Nassauschen Staats-Ministerio unterm
November 1827 vollzogene Erklärung ausge-
elt worden ist, unter Beziehung auf die Aller-
te Kabinetsorder vom 16ten August 1827, hier-
zur öffentlichen Kenntnifs gebracht.

rlin den 27sten November 1827.

inisterium *der auswärtigen Angelegenheiten.*

V. SCHÖNBERG.

74.

1827 *Traité de commerce et de navi*
tion entre le Brésil et les villes
bres et Anséatiques de Lubeck,
Hambourg et de Brème, signé à
de Janeiro le 17 Novembre 182
dont les ratifications ont été éch
gées le 18 Mars 1828.

(*Lappenberg Sammlung der Verordnungen*
freien Hanse-Stadt Hamburg. Bd. 10. p. 7

Au nom de la très-sainte et indivisible Tri

Le Sénat de la ville libre et Anséatique de L
le Sénat de la ville libre et Anséatique de
et le Sénat de la ville libre et Anséatique de
bourg, d'une part, chacune d'elles séparément,
Majesté l'Empereur du Brésil, de l'autre part,
rant consolider les relations de commerce et de
gation entre les Etats respectifs, ont nommé
conclure une Convention basée sur des principes
juste réciprocité, leurs Plénipotentiaires, savoir:

Le Sénat de la ville libre et Anséatique
beck, le Sénat de la ville libre et Anséat
Brème, et le Sénat de la ville libre et
tique de Hambourg: le Sieur Jean Charles
ric Gildemeister Docteur en droit, membre
nat de Brème, actuellement Son Envoyé Ex
dinaire près Sa Majesté l'Empereur du Brés
le Sieur Charles Sieveking, Docteur en droit,
bre et Syndic du Sénat de Hambourg, actuelle
Son Envoyé Extraordinaire près Sa dite Majest

74.

té de commerce et de naviga- 1827
entre le Brésil et les villes li-
et Anséatiques de Lubeck, de
bourg et de Brème, signé à
le Janeiro le 17 *Novembre* 1827 *et*
les ratifications ont été échan-
gées le 18 *Mars* 1828.

ENBERG *Sammlung der Verordnungen der en Hanse-Stadt Hamburg.* Bd. 10. p. 70.)

ome de Santissima et Indivisivel Trinidad!

lagestade o Imperador do Brasil por huma parte,
nado da cidade livre e Anseatica de Lubeck, o
da cidade livre e Anseatica de Bremen, e o
da cidade livre e Anseatica de Hamburgo, cada
:lles separadamente, por outra parte, desejando
dar as relaçoens de commercio e navegaçaõ en-
respectivos estados; nomeáraõ para concluir
convençaõ, fundada nos principios de huma
reciprocidade, per seus plenipotenciarios, a

Magestade o Imperador do Brasil: aos illustris-
e excellentissimos Senhores, Marquez de
uz, do seu conselho de estado, senador do
rio, graõ cruz da Imperial ordem do cruzeiro,
nendador da de Christo, ministro e secretario
stado dos negocios estrangeiros; e conde de
s, do seu conselho de estado, official da impe-
ordem do cruzeiro, commendador da de Saõ
o de Aviz, condecorado com á cruz de ouro
ercito pacificador do sul, brigadeiro do exercito
rial e nacional, ministro e secretario de estado
negocios da guerra, inspector da imperial aca-
a militar:

1827 Sa Majesté l'Empereur du Brésil: Son Excelle
le Marquis de Queluz, Conseiller d'Etat, Séna
de l'Empire, Grand Croix de l'Ordre Impérial
Cruzeiro, Commandeur de l'Ordre Impérial
Christ, Ministre et Secrétaire d'Etat des Aff
Etrangères, et Son Excellence le Comte de L
Conseiller d'Etat, Officier de l'Ordre Impéri
Cruzeiro, Commandeur de l'Ordre Impéria
Saint Benoit d'Avis, décoré de la Croix d'O
l'Armée Pacificatrice du Sud, Brigadier de
mée Impériale et Nationale, Ministre et Secr
d'Etat des Affaires de la Guerre, Inspecteu
l'Académie Impériale Militaire;

Lesquels, après s'être communiqué réciproque
leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due fo
sont convenus des articles suivans:

ART. I. Tous les ports et mouillages des
respectifs, ouverts aux bâtimens d'une autre
quelconque, le seront de même à ceux du Bré
des Républiques Anséatiques respectivement.

ART. II. Tout navire portant le pavillon
des Républiques de Lubeck, Brème et Hambou
reconnu appartenir exclusivement à un Citoyen
des Citoyens de l'une d'elles et dont le Capi
sera de même Citoyen de l'une de ces Républi
sera tenu et considéré pour tous les objets de
Convention comme navire appartenant à Lubeck,
me et Hambourg. Une réciprocité exacte sera
servée par rapport aux navires Brésiliens. Les
seports régulièrement expédiés formeront entre
hautes parties contractantes la preuve de la na
lité des bâtimens Brésiliens et Anséatiques.

ART. III. Les bâtimens de Lubeck, de
et de Hambourg, qui entreront dans les ports
Brésil ou qui en sortiront, et les navires Brésil
qui entreront dans les ports des dites Républiques,
qui en sortiront, ne seront sujets à des droits pe
sur les bâtimens, abstraction faite de leur cargai
à titre de port, frêt, ancrage, phare, tonnage, vi
pilotage ou autre dénomination quelconque, autres
plus considérables que ceux qui sont actuellement ou po
raient par la suite être imposés aux bâtimens nationa

ART. IV. Les hautes parties contractantes s'
gagent mutuellement à ne point faire de prohibiti

E o Senado da cidade livre e Anseatica de Lu- 1827
k, o Senado da cidade livre e Anseatica de
men, e o Senado da cidade livre e Anseatica de
nburgo; ao Senhor Joaõ Carlos Frederico Gilde-
ter, doutor em direito, membro do Senado de
men, actualmente seu enviado extraordinario junto
Magestade o Imperador do Brasil; e ao Senhor
s Sieveking, doutor em direito, membro e syn-
do Senado de Hamburgo, actualmente seu en-
extraordinario junto a sua dita Magestade.

quaes, depois de haverem communicado os
respectivos plenos poderes, que foraõ achados em
e devida forma, convieraõ nos artigos seguintes:

RT. I. Todos os portos e ancoradouros dos re-
ivos estados, que se achaõ abertos as embarcaçoens
ualquer outra naçaõ, o seraõ da mesma maneira
o Brazil e das republicas Anseaticas respectiva-
e.

RT. II. Todo o navio que trouxer a bandeira
uma das republicas de Lubeck, Bremen e Ham-
e que for reconhecido pertencer exclusivamente
n cidadaõ ou cidadaõs de huma ou outra, e cujo
aõ for tambem cidadaõ de huma ou outra das
republicas, sera havido e considerado para todos
jectos desta convençaõ, como navio pertencente
beck, ou Bremen ou Hamburgo. Huma exacta
rocidade se observará a respeito dos navios Bra-
. Os passaportes expedidos na forma legal esta-
raõ entre as altas partes contractantes a prova da
alidade dos navios Brazileiros e Anseaticos.

RT. III. As embarcaçoens de Lubeck, de Bre-
e de Hamburgo, que entrarem nos portos do
, ou que delles sahirem, e as embarcaçoens
leiras que entrarem nos portos das ditas repub-
; ou que delles sahirem, naõ saõ obrigados a sa-
erem, além dos direitos devidos pelos seus car-
mentos, a titulo de porto, frete, ancoragem, fa-
tonnelagem, visita, ou pilotagem, ou debaixo de
ques outra denominaçaõ, nenhuns outros ou ma-
direitos do que aquelles que saõ actualmente ou
m para o futuro impostos sobre os navios nacio-

RT. IV. As altas partes contractantes obrigaõ-se
amente a naõ fazerem prohibiçoens de entrada

1827 d'entrée ou de sortie, qui frapperaient les impor
tions ou les exportations de l'un des pays, tout
ménageant celles d'autres pays par rapport aux
cles du même genre.

Elles s'engagent à ne les grever d'aucuns droit
autres charges quelconques, qui ne soient étend
même tems à toutes les importations ou exporta
du même genre sans distinction du pays.

ART. V. Toutes les marchandises, qui pou
être importées dans les Etats respectifs des h
parties contractantes à bord de bâtimens natio
ou qui pourront en être exportées de la même
nière, pourront de même y être importées ou e
exportées par les navires de l'autre partie contracta

Le cabotage de port à port, employé au t
port des produits indigènes ou étrangers, déjà d
chés pour la consommation, étant néanmoins
cepté de ce principe général et réservé aux régle
de chaque pays, on est convenu de part et
tre, que les Citoyens et Sujets des hautes p
contractantes jouiront à cet égard, comme par
port à la faculté de se servir des bâtimens c
pour le transport de leurs marchandises, des m
droits qui sont accordés ou qui le seront par la
aux sujets de la nation la plus favorisée.

ART. VI. Les marchandises quelconques,
distinction d'origine, transportées des ports du
aux ports de Lubeck, de Brême et de Hamb
ou de ces ports au Brésil en navires Brésiliens
navires appartenant à une nation favorisée da
ports Anséatiques dans son commerce direct,
les marchandises importées d'un pays quelconqu
les ports Anséatiques par des navires Brésiliens o
portées pour un pays quelconque des ports Anséat
par des navires Brésiliens ne payeront dans les
ports les droits d'entrée et de sortie et les impôt
toute espèce, qu'au taux accordé au commerce di
et national de la nation la plus favorisée. D'a
côté les marchandises quelconques, sans distinct
d'origine, transportées des ports de Lubeck, de B
me ou de Hambourg au Brésil, ou du Brésil à
ports en navires Anséatiques ou en navires appar
nant à une nation favorisée dans les ports Brésili

de sahida, que sobrecarreguem as importaçoens ou 1827
exportaçoens de hum dos estados com o fim de
prejudicar as dos outros paizes relativamente aos arti-
dos do mesmo genero.

Ellas se obrigaõ a naõ gravarem os ditos artigos
direitos alguns, ou quaesquer outras despezas,
se naõ façaõ extensivas ao mesmo tempo a todas
importaçoens ou exportaçoens da mesma qualidade
distinçaõ de paiz.

ART. V. Todas as mercadorias, que pudérem
importadas nos respectivos estados das altas par-
contractantes a bordo de navios nacionaes, ou que
s podérem ser exportadas da mesma maneira,
raõ igualmente serem importadas ou exportadas
navios da outra alta parte contractante. E como
vegaçaõ costeira de porto a porto, empregada no
sporte dos generos do paiz ou estrangeiros já de-
hados para consummo, hé excepluada deste prin-
geral, e fica reservada aos regulamentos de cada
as memos altas partes contractantes convieraõ
sim, que os seus subditos e cidadaõs gozaraõ
a este respeito, como relativamente à faculdade
servirem das embarcações costeiras para o trans-
de suas mercadorias, dos mesmos direitos, que
ou forem para o futuro concedidos aos subditos
naçaõ mais favorecida.

ART. VI. Quaesques mercadorias, sem distincçaõ
igem, transportadas dos portos do Brasil, para
rtos de Lubeck, de Bremen, e de Hamburgo,
estes portos para o Brasil em navios Brasileiros,
m navios pertencentes a huma naçaõ favorecida
portos Anseaticos no seu commercio directo, e
ercadorias importadas de qualquer paiz nos por-
Anseaticos em navios Brasileios, ou exportadas
qualquer paiz dos portos Anseaticos em navios
sileiros, somente pagaraõ nos ditos portos os di-
os de entrada e sahida, e quaesquer impostos na
porçaõ concedida ao commercio directo e nacional
naçaõ mais favorecida. Da outra parte, quaes-
r mercadorias, sem distincçaõ de origem, trans-
tadas dos portos de Lubeck, de Bremen ou de
mburgo para o Brasil, ou do Brasil para estes por-
, em navios Anseaticos, ou em navios pertencen-

1827 dans son commerce direct, ne payeront au Brésil droits d'entrée et de sortie et les impôts de toute pèce, qu'au taux accordé au commerce direct et tional de la nation la plus favorisée; — taux qui d'autres traités se trouve temporairement fixé à qu pour cent au lieu de vingt-quatre pour toute marchandises dépêchées pour la consommation. villes Anséatiques n'ayant mis aucune restriction commerce indirect du Brésil, et le Gouvernement silien ne pouvant toutefois dans l'état actuel d relations commerciales accorder au commerce ind de ces villes la même latitude et une réciprocité faite; on est convenu que le dit commerce ind sera pour le moment restreint et n'aura lieu que rapport aux nations, dont le commerce direct es sera favorisé dans les ports Brésiliens par des tés particuliers. Les marchandises transportées en vires Anséatiques des ports des dites nations fa sées au Brésil y payeront les mêmes droits d'e et de sortie ou autres impôts quelconques, que pa les villes Anséatiques dans leur commerce direct, marchandises restant toutefois sujettes aux autres malités requises, lorsqu'elles sont importées dan ports Brésiliens par les nations favorisées dans commerce direct.

Les primes, remboursemens de droits ou a avantages de ce genre, accordés dans l'un des à l'importation ou à l'exportation dans les na d'une nation étrangères quelconque, seront de m accordés, lorsque l'importation ou l'exportatio fera par des navires de l'autre pays.

Dans la navigation directe entre le Brésil République Anséatiques les manifestes visés p Consulats Brésiliens ou Anséatiques respectiv ou lorsqu'il n'y en aurait pas, par les autorités l les, suffiront, pour admettre les importations ou portations respectives à la jouissance des faveurs pulées dans cet article.

ART. VII. Les marchandises indiquées par l'a ticle précédent jouiront dans les douanes respecti par rapport à leur évaluation de tous les avantages de toutes les facilités, qui sont ou qui seront acco dés à la nation la plus favorisée. Il est entendu q lorsqu'elles n'auront pas une valeur déterminée da

a huma naçaõ favorecida nos portos Brasileiros no 1827
commercio directo, pagaraõ somente no Brasil os
itos de entrada e sahida e quaesquer impostos,
proporçaõ concedida ao commercio directo e na-
l da naçaõ mais favorecida: proporçaõ que pro
os tratados se acha temporariamente estipulada em
e por cento, em lugar de vinte e quatro, para
as mercadorias despachadas para consummo.
inda que as cidades Anseaticas naõ tenhaõ posto
çoens algunas ao commercio indirecto do Bra-
odavia naõ podendo o governo Brasileiro, no
o actual de suas relaçoens commerciaes, conceder
mmercio indirecto das ditas cidades a mesma
de e huma exacta reciprocidade; conveio-se
ndo que o dito commercio figue por ora re-
to, e naõ tenha lugar, senaõ a respeito d'aquel-
açoens, que saõ ou vierem a ser favorecidas nos
s Brasileiros em seu commercio directo por tra-
particulares, pagando as mercadorias transpor-
das portos das ditas naçoens favorecidas em na-
Anseaticos para os portos Brasileiros os mesmos
os de entrada e de sahida, ou outros quaesquer
tos, que pagaõ as cidades Anseaticas no seu com-
io directo: ficando as ditas mercadorias sujeitas
esmas formalidades por que passaõ quando saõ
duzidas nos portos Brasileiros pelas naçoens fa-
idas no seu commercio directo.
premios, reembolços de direitos, e outras van-
desta qualidade, concedidas em hum dos pai-
importaçaõ ou a exportaçaõ em navios de qual-
naçaõ estrangeira, seraõ tambem concedidas, se
portaçaõ se fizer em navios do outro paiz.
o commercio directo entre o Brasil e as cidades
ticas, os manifestos attestados pelos consulados
leiros, ou Anseaticos respectivamente, ou, no
que os naõ haja, pelas authoridades locaes, ba-
õ para admittir importaçoens ou exportaçoens re-
tivas á posse de todos os favores estipulados neste artigo.

ART. VII. As mercadorias indicadas no artigo
cedente, gozaraõ nas alfandegas respectivas, relati-
mente á sua avaliaçaõ de todas as vantagens e fa-
idades que saõ ou forem concedidas á naçaõ mais
orecida. Fica entendido, que, quando as ditas mer-
dorias naõ tiverem nenhum valor determinado na

1827 le tarif Brésilien, l'expédition en douane s'en fera
une déclaration de leur valeur signée de la partie
les importera, mais dans le cas, où les officiers de
douane, chargés de la perception des droits, soupç
neraient fautive cette évaluation, ils auront la lib
de prendre les objets ainsi évalués en payant dix
cent en sus de la dite évaluation, et ce dans l'es
de quinze jours, à compter du premier jour
détention, et en restituant les droits payés.

ART. VIII. Le commerce et la navigation
le Brésil et les ports Anséatiques jouiront dans
ou l'autre pays, sans attendre une Convention
tionnelle à cet égard, de tous les privilèges et a
tages, qui sont ou qui seront par la suite accord
quelque autre nation favorisée, en remplissant to
fois les conditions de réciprocité qu'ils supposent.

Il est entendu, que les privilèges qu'on a ac
dés ou qu'on accordera à la nation Portugaise, ne
viront point de terme de comparaison. De mêm
effets de la même Convention ne s'étendront au
tugal, à moins qu'il n'y aurait des traités partic
à cet égard.

ART. IX. Les Consuls des Gouvernemens
spectifs seront traités tant pour leurs personnes
pour l'exercice de leurs fonctions sur le pied de
de la nation la plus favorisée. Ils jouiront nom
ment du droit de faire des représentations tant
rales que particulières sur les évaluations de la do
qui seront prises en considération dans le plus
délai possible, sans arrêter pour cela l'expédition.

ART. X. Dans le cas où l'une des parties
tractantes se trouverait en guerre, tandis que
serait neutre, on est convenu, que tout ce que la
tie belligérante aurait stipulé avec d'autres puiss
d'avantageux au pavillon neutre, servira encore
règle entre le Brésil et les villes Anséatiques. A
de prévenir toute méprise relativement à ce qui
vra être considéré comme contrebande de guerre,
est convenu, (sans néanmoins déroger au princ
général ci-dessus énoncé), d'en restreindre la défi
tion aux articles suivans: canons, mortiers, fus
pistolets, grenades, saucisses, affûts, baudriers, po
dre, salpêtre, casques, balles, piques, épées, hall

ta Brasileira, far se-ha o despacho nos alfandega 1827
vista de huma declaraçaõ do seu valor assignada
o importador; porém no caso em que os officiaes
alfandega encarregados da percepçaõ dos direitos
peitarem que esta avaliaçaõ lhe lesiva, teraõ a liber-
de tomar os objectos assim avaliados, pagando
por cento sobre a dita avaliaçaõ dentro do prazo
uinze dias contado do primeiro da detençaõ, e re-
ndo os direitos pagos.

RT. VIII. O commercio e a navegaçaõ entre
asil e os portos Anseaticos gozaraõ, sem se es-
por huma convencaõ addicional a este respeito,
mbos os paizes, de todos os privilegios e van-
s que saõ ou forem para o futuro concedidos a
quer outra naçaõ favorecida, préenchendo-se to-
as condições de reciprocidade, que estes privi-
s e vantagens suppoem.

ica entendido que os privilegios, que se tem con-
o ou concederem à naçaõ Portugueza, naõ ser-
de termo de comparaçaõ: outro sim, que os
os da presente convençaõ naõ se extenderem a
gal, salve se para esse fim houver tratado par-
ar.

ART. IX. Os consules dos respectivos governos
o considerados, tanto em suas pessóas, como no
cicio das suas funcções, como os da naçaõ mais
ecida. Gazaraõ particularmente do direito de fa-
representações assim geraes, como particulares
as avaliações, da alfandega, pora serem toma-
em consideraçaõ com a menor demora possivel,
que isso obste ao despacho.

ART. X. No caso em que huma das altas partes
ractantes estiver em guerra, ficando a outra neu-
convem-se em que todos os favores que a parte
gerante estipular com outras potencias, relativa-
te á bandeira neutra, serviraõ tambem de regra
re o Brasil e as republicas Anseaticas. Afim de
venir todo o engano ácerca do que deverà ser
siderado como contrabando de guerra, convem-
(sem que por isso se derogue o principio geral
na mencionado), em restringir a sua definiçaõ aos
gos seguintes: peças, morteiros, espingardas, pi-
as, granadas, salsixas, carretos de peças, talabar-
, polvora, salitre, capacetes, ballas, clueços, espa-

1827 bardes, selles, harnais, et autres instrumens quel
ques fabriqués à l'usage de la guerre.

ART. XI. Les Citoyens et Sujets des pays
spectifs jouiront dans l'autre pays, par rappo
leurs personnes, à leurs biens, à l'exercice de leur
et à l'emploi de leur industrie, de tous les droi
privilèges, qui sont ou qui seront par la suit
cordés aux individus de la nation la plus favo
Quelques étrangers jouissant au Brésil du p
lège d'être signataires des douanes avec les m
conditions et sûretés que les Sujets Brésiliens,
faveur s'étendra également aux Résidens Anséat

ART. XII. Les hautes parties contractantes
réservent le droit d'entrer dans toutes les stipula
additionnelles que l'intérêt réciproque du comm
pourrait réclamer, et tous les articles, dont on
viendra ainsi, seront considérés comme faisant p
de la présente Convention.

ART. XIII. Quoique la présente Convention
considérée comme commune aux trois Villes libr
Anséatiques de Lubeck, de Brème et de Hambo
il est convenu néanmoins, qu'il n'existe point de
lidarité entre leurs Gouvernemens souverains et
les stipulations de la présente Convention resteron
pleine force par rapport au reste de ces Républiq
malgré leur cessation par rapport à l'une d'elles.

ART. XIV. La présente Convention sera ra
et les ratifications seront échangées à Londres
l'espace de quatre mois ou plutôt, si faire se
Elle sera en vigueur pendant dix ans à dater du
de l'échange des ratifications et au delà de ce ter
jusqu'à ce que les Sénats des villes Anséatiques,
collectivement soit séparément, ou Sa Majesté l'E
pereur du Brésil, auront annoncé l'intention de la
miner, comme aussi pendant la durée des négociat
pour son renouvellement ou sa modification.

En foi de quoi les soussignés Plénipotentiaires
Sénats des Républiques Anséatiques de Lubeck, B
me et Hambourg, et de Sa Majesté l'Empereur

, alabardas, sellins, arreios, e quaesquer outros 1827
rumentos fabricados para o uso da guerra.

ART. XI. Os subditos e cidadaõs dos respectivos
es gozaraõ no outro, relativamente ás suas pes-
, bens, exercicio do seu culto, e emprego da sua
stria, de todos os direitos e privilegios, que saõ
rem para o futuro concedidos aos individuos da
mais favorecida. Gozando alguns estrangeiros
mperio do Brasil do privilegio de serem assignan-
s alfandegas debaixo das mesmas condiçoes e
anças, como os subditos Brasileiros, far-se-ha
mente extensivo este favor aos Anseaticos, que
rem no dito imperio.

ART. XII. As altas partes contractantes reser-
se o direito de fazerem todas as estipulações ad-
nes, que exigir o interesse reciproco do com-
io e todos os artigos em que assim se convier,
considerados como fazendo parte da prezente
ençaõ.

RT. XIII. Ainda que a presente convençaõ seja
derada commun ás tres cidades livres e Ansea-
de Lubeck, Bremen e Hamburgo, conveio-se
udo, em que os seus governos soberanos naõ saõ
ella responsaveis in solidum, e que as suas esti-
oes ficaraõ em pleno vigor relativamente ao resto
itas republicas, ainda que venhaõ a cessar para
dellas.

RT. XIV. A presente convençaõ sera ratificada
ratificaçoens seraõ trocadas em Londres no prazo
atro mezes, ou antes se for possivel. Ella ficará
gor durante dez annos, contando-se do dia da
das ratificaçoes, e além desse termo até que sua
stade O Imperador do Brasil, ou os Senados das
es Anseaticas, quer collectiva, quer separadamente,
nciem a intençaõ de termina-la, como tambem
nte as negociaçoes, que se fizerem para a sua re-
açaõ ou modificaçaõ.

Em testemunho do que nós abaixo assignados ple-
otenciarios de sua Magestade O Imperador do Bra-
e dos Senados das cidades livres e Anseaticas de
eck, Bremen e Hamburgo, em virtude dos nostos

1827 Brésil, en vertu de leurs pleins-pouvoirs respe
l'ont signée et y ont apposé le sceau de leurs ar

Fait à Rio de Janeiro le dix-sept du mois de
vembre de l'an de grâce mil-huit-cent-vingt-

Marquez DE QUELUZ. GILDEMEISTE
Conde DE LAGES. K. SIEVEKING.

Article séparé et secret.

Dans le cas où une des puissances favorisées
Brésil par des traités, exprimerait le désir, que
stipulations de l'article VI. de la Convention, con
aujourd'hui entre les Sénats des villes Anséatique
Sa Majesté l'Empereur du Brésil, n'ayent point d'
en tant qu'elles concernent la navigation entre les p
de ces Puissances, et le Brésil, il est convenu qu
stipulations seront regardées comme non avenues à
égard et que les droits différentiels pourront être p
au Brésil tant sur les marchandises transportées
ports de ces dites Puissances au Brésil sous pa
Anséatique que des ports Anséatiques au Brésil
le pavillon de ces mêmes Puissances.

Le présent article séparé et secret aura la m
force et valeur comme s'il se trouvait littéralem
inséré dans la Convention signée aujourd'hui, il
ratifié et les ratifications en seront échangées da
même manière.

En foi de quoi les soussignés Plénipotentiaires
Sénats des Républiques Anséatiques de Lubeck, B
me et Hambourg et Sa Majesté l'Empereur du B
sil, en vertu de leurs pleins-pouvoirs respectifs, l
signé et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Rio de Janeiro le dix-sept du mois de N
vembre de l'an de grâce mil-huit-cent-vingt-se

Marquez DE QUELUZ. GILDEMEISTER.
Conde DE LAGES. K. SIEVEKING.

ectivos, plenos poderes, assignamos a presente 1827
vençaõ e lhe fizemos pór o sello das nossas armas.
Flita na cidade do Rio de Janeiro aos dezesete dias
mez de Novembro do Anno do nascimento de
o senhor desuz Christo de mil cito centos e vinte

(*Assignado*)

Marquez DE QUELUZ. *Conde* DE LAGES.
GIDEMEISTER. K. SIEVEKING.

75.

laration du ministère Prussien 22 Novembre 1827 concernant un ngement concerté entre la Prusse a principauté de Hohenzollern-maringen pour la protection des its des auteurs et des libraires contre la contrefaçon.

z-Sammlung für die Königlichen Preufsi-schen Staaten 1827. Nr. 22. pag. 179).

Königlich-Preufsische Ministerium der auswär-Angelegenheiten erklärt hierdurch, in Gemäfs-er von Seiner Majestät ihm ertheilten Ermäch-

achdem von der Fürstlich-Hohenzollern-Sig-genschen Regierung die Zusicherung gemacht wor-ist, dafs mit Vorbehalt der zur Sicherstellung der te der Schriftsteller und Verleger gegen den Bü-r-Nachdruck noch zu verfügenden und in Folge Artikels 18 der deutschen Bundesakte allge-in zu erwartenden Mafsregeln, vorläufig eine aus-ckliche Verordnung, wonach der Nachdruck und en Verbreitung im Fürstenthume Hohenzollern-naringen mit Konfiskation und einer Strafe von

1827 vinzen geltenden Gesetzen besteht, auch auf die Schr
steller und Verleger des Herzogthums Sachsen-
burg und Gotha Anwendung finden, mithin j
durch Nachdruck oder dessen Verbreitung began
Frevel gegen letztere nach denselben gesetzlichen
stimmungen beurtheilt und geahndet werden
als handele es sich von beeinträchtigten Schri
lern und Verlegern in der Preufsischen Mon
selbst.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie
eine übereinstimmende von Seiten des Herzo
Sachsen-Coburg und Gothaschen Ministerii vollz
Erklärung ausgewechselt worden sein wird, d
öffentliche Bekanntmachung in den diesseitigen
ten Kraft und Wirksamkeit erhalten.

Berlin den 27sten November 1827.

*Königl. Preufs. Ministerium der auswärti
Angelegenheiten.*

v. Schönberg.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem solc
gen eine übereinstimmende von dem Herzoglich-
sen-Coburg und Gothaschen Ministerio, unterm
November 1827 vollzogene Erklärung ausgewe
worden ist, unter Bezugnahme auf die Allerh
Kabinetsorder vom 16ten August 1827, hierdur
öffentlichen Kenntnifs gebracht.

Berlin den 27sten November 1827.

Ministerium der auswärtigen Angelegenhe

v. Schönberg.

77.

nvention entre la Hesse grand-du- 1827
e et le duché de Nassau, concer-
nt les insinuations judiciaires,
bliée à Darmstadt le 27 Novemb.
1827.

ſsherzoglich Heſſisches Regierungsblatt. Nr. 57. den 6. December 1827).

nter Beziehung auf die Bekanntmachungen vom November 1817 und 9ten März 1822 (Nr. 134. Groſsherzoglichen Zeitung vom Jahr 1817 und 11. des Groſsherzoglichen Regierungsblatts vom 1822) wird den Groſsherzoglichen betreffenden rden zur Nachachtung in vorkommenden Fällen rch eröffnet, daſs nach einer von dem Herzog-Nassauischen Staatsministerium erhaltenen Benachigung, zur Empfangnahme der Ersuchungen um nationen, anstatt des seither dazu bestimmten uischen Ober-Appellations-Gerichts zu Wies-, nunmehr die Herzoglichen Hof- und Appel-s-Gerichte zu Wiesbaden und Dillenburg beagt und zugleich angewiesen worden sind, in wohl seltenen Fällen, wo ein solches Ersuchungsriben der Groſsherzoglichen Gerichtsbehörden, aus kanntschaft der Gerichtssprengel der Herzoglich uischen Hofgerichte, an die incompetente Bede gelangen sollte, von dieser ohne Weiteres an competente Gericht abzugeben.

Darmstadt am 27ten November 1827.

Groſsherzoglich Heſſisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

DU THIL.

v. RACOUR.

1827 vinzen geltenden Gesetzen best...
steller und Verleger des H...
burg und Gotha Anwen...
durch Nachdruck oder d...
Frevel gegen letztere n...
stimmungen beurthei...
als handele es sich...
lern und Verlege...
selbst.

Gegenwärt...
eine übereis...
Sachsen-C...
Erklärun...
öffentli...
ten K...

...confédér...
...oi de Dan...
...tion du dro...
...de la gabelle ...
...ees du 10 Décembr...
...du 22 Février 1828.

...Sammlung der das Schweizerisch...
...betreffenden Aktenstücke. Bd. 2. Heft 2

A. *Eidgenössische Erklärung.*

Wir Bürgermeister und Staatsrath des ...
Zürich, als wirklicher Eidgenössischer Voro...
kunden hiemit, im Namen und nach der un...
ten Zustimmung der XXII Stände der Schw...

Dafs zwischen der Schweizerischen Eid...
schaft und Seiner Majestät dem König vo...
mark ein Freyzügigkeitsvertrag unter folge...
stimmungen eingegangen und abgeschlossen wo...

Art. I. Bey keinem Vermögensausgang ...
Gebiet der XXII Kantone der Schweizerisc...
genossenschaft in das Königreich Dänemark...
die Herzogthümer Schleswig, Holstein und...
burg, oder aus dem Königreich Dänemark ...
Herzogthümern Schleswig, Holstein und L...
in die XXII Kantone der Schweizerischen ...
senschaft, soll irgend ein Abschofs (gabella he...
oder Abfahrtsgeld (census emigrationis) erhol...
den, ohne allen Unterschied, ob sich solc...
mögensausgang durch erlaubte Auswanderu...
durch Erbschaft, Legat, Brautschatz, Sc...
Kauf, Tausch, oder auf irgend eine ander...
ergeben.

Art. II. Die Freyzügigkeit soll sich so...
denjenigen Abschofs und auf dasjenige Abf...

andesherrlichen Kassen fliefsen wür- 1827
denjenigen Abschofs und auf das-
erstrecken, welche etwa in die
Märkte, Kämmereyen, Stifter,
Patrimonialgerichte, Korpora-
irgend einer andern Klasse
liefsen würden.

.ejenigen Abgaben jedoch, welche in
.er in dem andern der kontrahirenden
.y Kauf, Tausch, Erbschaften, Legaten oder
gen eingeführt sind, oder allenfalls künftig
t werden könnten, und welche auch von
Lande bleibenden Staatsangehörigen ohne
auf Vermögensexpor'ation bezahlt werden
ind hiedurch nicht aufgehoben.

IV. Die sämmtlichen Bestimmungen der
tigen Vereinbarung sollen sich auf alle am
Auswechslung der gegenseitigen, darüber
nden Deklarationen pendente und auf alle
Fälle erstrecken.

ssen Urkund und Bekräftigung ist diese un-
lärung von dem Amtsbürgermeister des
ürich, Presidenten der Tagsatzung und des
so wie von dem Eidgenössischen Kanzler
net und mit dem Eidgenössischen Siegel
worden in Zürich den zehnten Christmo-
ausend acht hundert sieben und zwanzig.

Der Amtsbürgermeister,
des Vororts und der Eidgenössischen
Tagsatzung:

VON WYSS.

Der Eidgenössische Kanzler:

MOUSSON.

1827 B. *Königlich Dänische Gegenerklärung.*

Wir Frederik der Sechste, von Gottes G
König zu Dänemark, der Wenden und G
Herzog zu Schleswig, Holstein, Stormarn, des
marschen und zu Lauenburg, wie auch zu O
burg, — thun kund hiemit: dafs zwischen U
der Schweizerischen Eidgenossenschaft ein Frey
keitsvertrag unter folgenden Bestimmungen ein
gen und abgeschlossen worden ist:

Art. I. Bey keinem Vermögensausgang
Unserm Königreiche Dänemark und Unsern H
thümern Schleswig, Holstein und Lauenburg
XXII Kantone der Schweizerischen Eidgenossen
oder aus den XXII Kantonen der Schweizer
Eidgenossenschaft in Unser Königreich Dänema
in Unsere Herzogthümer Schleswig, Holstei
Lauenburg, soll irgend ein Abschofs (gabella
taria) oder Abfahrtsgeld (census emigrationis)
ben werden, ohne allen Unterschied, ob sich
Vermögensausgang durch erlaubte Auswan
oder durch Erbschaft, Legat, Brautschatz, Sch
Kauf, Tausch, oder auf irgend eine andere
ergeben.

Art. II. Die Freyzügigkeit soll sich sowo
denjenigen Abschofs und auf dasjenige Abfahr
welche in die landesherrlichen Kassen fliefsen
den, als auch auf denjenigen Abschofs und auf
jenige Abfahrtsgeld erstrecken, welche etwa
Kassen der Städte, Märkte, Kämmereyen,
Klöster, Gotteshäuser, Patrimonialgerichte,
rationen, Gutsbesitzer, oder irgend einer
Klasse von Privatberechtigten fliefsen würden.

Art. III. Diejenigen Abgaben jedoch, welc
dem einen oder in dem andern der kontrah
den Staaten bey Kauf, Tausch, Erbsch
Legaten oder Schenkungen eingeführt sind, ode
lenfalls künftig eingeführt werden könnten, und w
auch von den im Lande bleibenden Unterth
ohne Rücksicht auf Vermögensexportation, be
werden müssen, sind hiedurch nicht aufgehoben.

ART. IV. Die sämmtlichen Bestimmungen der 1827
nwärtigen Vereinbarung sollen sich auf alle am
e der Auswechslung der gegenseitigen, darüber
ustellenden Deklarationen pendente und auf alle
ftigen Fälle erstrecken.

Urkundlich unter Unserm Königlichen Handzeichen
vorgedruckten Insiegel.

geben in Unserer Königlichen Residenzstadt
enhagen den 22. Februar 1828.

FREDERIK.

Graf VON SCHIMMELMANN.

a. Vorstehende Erklärungen sind am 12. Juny 1828 in
wischen dem Geschäftsträger der Eidgenossenschaft am
Hofe, Freyherrn von Effinger von Wildegg, und dem
Königlich Dänischen Gesandten, Grafen von Berns-
der Wohnung des Letztern gegenseitig ausgewechselt
und — zufolge obstehendem §. IV — von bemeldtem
Auswechslung an in Kraft und Wirklichkeit getreten.

1827 B. *Königlich Dänische Gegenerklärung.*

Wir Frederik der Sechste, von Gottes Gn
König zu Dänemark, der Wenden und Go
Herzog zu Schleswig, Holstein, Stormarn, des
marschen und zu Lauenburg, wie auch zu O
burg, — thun kund hiemit: dafs zwischen Un
der Schweizerischen Eidgenossenschaft ein Freyz
keitsvertrag unter folgenden Bestimmungen ein
gen und abgeschlossen worden ist:

Art. I. Bey keinem Vermögensausgange
Unserm Königreiche Dänemark und Unsern He
thümern Schleswig, Holstein und Lauenburg in
XXII Kantone der Schweizerischen Eidgenossens
oder aus den XXII Kantonen der Schweizeri
Eidgenossenschaft in Unser Königreich Dänemar
in Unsere Herzogthümer Schleswig, Holstein
Lauenburg, soll irgend ein Abschofs (gabella h
taria) oder Abfahrtsgeld (census emigrationis)
ben werden, ohne allen Unterschied, ob sich
Vermögensausgang durch erlaubte Auswande
oder durch Erbschaft, Legat, Brautschatz, Schen
Kauf, Tausch, oder auf irgend eine andere W
ergeben.

Art. II. Die Freyzügigkeit soll sich sowoh
denjenigen Abschofs und auf dasjenige Abfahrt
welche in die landesherrlichen Kassen fliefsen
den, als auch auf denjenigen Abschofs und auf
jenige Abfahrtsgeld erstrecken, welche etwa i
Kassen der Städte, Märkte, Kämmereyen, S
Klöster, Gotteshäuser, Patrimonialgerichte, K
rationen, Gutsbesitzer, oder irgend einer an
Klasse von Privatberechtigten fliefsen würden.

Art. III. Diejenigen Abgaben jedoch, welch
dem einen oder in dem andern der kontrahi
den Staaten bey Kauf, Tausch, Erbscha
Legaten oder Schenkungen eingeführt sind, oder
lenfalls künftig eingeführt werden könnten, und we
auch von den im Lande bleibenden Unterth
ohne Rücksicht auf Vermögensexportation, be
werden müssen, sind hiedurch nicht aufgehohen.

ART. IV. Die sämmtlichen Bestimmungen der 1827
enwärtigen Vereinbarung sollen sich auf alle am
e der Auswechslung der gegenseitigen, darüber
ustellenden Deklarationen pendente und auf alle
tigen Fälle erstrecken.

Urkundlich unter Unserm Königlichen Handzeichen
vorgedruckten Insiegel.

egeben in Unserer Königlichen Residenzstadt
penhagen den 22. Februar 1828.

FREDERIK.

Graf VON SCHIMMELMANN.

ota. Vorstehende Erklärungen sind am 12. Juny 1828 in
zwischen dem Geschäftsträger der Eidgenossenschaft am
. Hofe, Freyherrn von Effinger von Wildegg, und dem
en Königlich Dänischen Gesandten, Grafen von Berns-
in der Wohnung des Letztern gegenseitig ausgewechselt
n und — zufolge obstehendem §. IV — von bemeldtem
der Auswechslung an in Kraft und Wirklichkeit getreten.

79.

1827 ***Convention d'amitié, de comm et de navigation entre les Répu ques libres et Anséatiques de Br Lubeck et Hambourg, et les E Unis d'Amérique, signée à Wash ton, le 20 Decembre 1827 et e les ratifications ont été échan à Washington le 2 Juin 182***

(Sur copie officielle).

La République et ville libre et Anséatique de men, la République et ville libre et Anséatiq Lubeck, et la République et ville libre et Ansé de Hambourg (chacun de ces Etats pour soi s ment) d'une part, et les Etats-Unis d'Amérique tre part, désirant accorder plus de facilités à leu lations commerciales et établir les privilèges de navigation sur les bases de la libéralité la plus due, sont convenus d'arrêter d'une manière distincte et positive, par une Convention d'A de Commerce et de Navigation les règles qui d être observées entre Eux.

Pour atteindre ce but désirable, le Sénat de l publique et ville libre et Anséatique de Brem Sénat de la République et ville libre et Anséatiq Lubeck, et le Sénat de la République et ville li Anséatique de Hambourg ont muni de pleins- voirs Vincent Rumpff, leur Ministre plénipoten près les Etats-Unis d'Amérique, et le Présider Etats-Unis d'Amérique a muni de pleins-po Henry Clay, leur Secrétaire d'Etat, lesquels, avoir échangé leurs dits pleins-pouvoirs, trouv bonne et due forme, ont arrêté les articles suiva

ART. I. Les parties contractantes conviennen toutes sortes de productions, manufactures ou

79.

wention d'amitié, de commerce 1827 *de navigation entre les Etats-is de l'Amérique septentrionale les villes libres et Anséatiques Lubeck, Brème et Hambourg, ıeé à Washington le 20 Décbr. ı et dont les ratifications ont été ıngées à Washington le 2 Juin 1828.*

RENBERG *Sammlung der Verordnungen der Hansestadt Hamburg seit* 1814. Bd. 10. p. 108.)

United States of America, on the one part, and epublic and free Hanseatic city of Hamburg, epublic and free Hanseatic city of Lubeck and epublic and free Hanseatic city of Bremen, state for itself separately), on the other part, desirous to give greater facility to their com-ial intercourse, and to place the privileges of navigation on a basis of the most extended li-ity, have resolved to fix, in a manner clear, ct and positive, the rules which shall be obser-etween the one and the other, by means of a ntion of friendship, commerce and navigation. r the attainment of this most desirable object, resident of the United states of America has rred full-powers on Henry Clay, their secretary te; and the senate of the republic and free Han-city of Hamburg, the senate of the republic free Hanseatic city of Lubeck and the senate e republic and free Hanseatic city of Bremen conferred full-powers on Vincent Rumpff, their ster plenipotentiary near the United States of rica, who after having exchanged their said full-rs, found in due and proper form; have agreed e following articles:

RT. 1. The Contracting Parties agree, that what-kind of produce, manufacture or merchandize

1827 chandises, provenant de quelque pays étranger
ce soit, qui, de temps à autre, pourront être lé
ment importées dans l'une des dites Républiques
séatiques de Bremen, Lubeck et Hambourg par
propres bâtimens, pourront aussi y être impo
par les bâtimens des Etats-Unis, et qu'il ne sera
posé ni perçu sur le tonnage ou la cargaison du
ment d'autres ni de plus forts droits, soit que
portation ait lieu par bâtimens de l'une des dites
publiques, soit par ceux des Etats-Unis: Et pa
ment, que toutes sortes de productions, manufa
ou marchandises, provenant de quelque pays
ger que ce soit, qui, de temps à autre, pou
être légalement importées dans les Etats-Unis
bâtimens des dits Etats, pourront également y
importées par les bâtimens des dites Républiques
séatiques, et qu'il ne sera imposé ni perçu,
tonnage ou la cargaison du bâtiment, d'autres
plus forts droits, soit que l'importation ait lie
bâtimens de l'une des Parties, soit par ceux de
tre. Elles conviennent en outre que tout ce qui
ra être légalement exporté ou ré-exporté,
quelque pays étranger que ce soit, par les bâ
de l'une des Parties contractantes, pourra égal
en être exporté ou ré-exporté par ceux de
Partie; et les mêmes droits, primes et remb
mens de droits seront perçus et alloués, soit qu
portation ou la ré-exportation ait lieu par bâ
de l'une des Parties, soit par ceux de l'autre.
sera imposé, dans les ports de l'une des deux P
sur les bâtimens de l'autre aucuns droits ou ch
de quelque nature qu'ils puissent être, plus fo
autres que ceux qui seront imposés dans les
ports sur les bâtimens nationaux.

ART. II. Il ne sera imposé d'autres ni de
forts droits sur l'importation dans les Republiq
bres et Anséatiques de Bremen, Lubeck et Ham
des articles provenant du sol ou des manufacture
Etats-Unis, et il ne sera imposé d'autres ni de
forts droits sur l'importation dans les Etats-Unis
articles provenant du sol ou des manufactures
dites Republiques, que ceux qui sont ou seront
posés sur les mêmes articles provenant du sol ou
manufactures de tout autre pays étranger. De m

any foreign country can be, from time to time, 1827
fully imported into the United States, in their
n vessels, may be also imported in vessels of the
l free Hanseatic republics of Hamburg, Lubeck,
Bremen, and that no higher or other duties
a the tonnage or cargo of the vessel shall be le-
or collected, whether the importation be made
essels of the United States, or of either of the
Hanseatic republics. And in like manner, that
ver kind of produce, manufacture or merchan-
of any foreign country can be, from time to
lawfully imported into either of the said Han-
c republics, in its own vessels, may be also im-
ed in vessels of the United States; and that no
r or other duties upon the tonnage or cargo of
vessel shall be levied or collected, whether the
rtation be made in vessels of the one party or
e other. And they further agree, that whate-
may be lawfully exported or re-exported by
party in its own vessels, to any foreign coun-
may in like manner be exported or re-expor-
n the vessels of the other party. And the same
ties, duties and drawbacks shall be allowed and
ted, whether such exportation or re-exportation
ade in vessels of the one party or of the other.
shall higher or other charges of any kind be
ed in the ports of the one party on vessels of
ther, than are or shall be payable in the same
by national vessels.

ART. II. No higher or other duties shall be im-
d on the importation into the United States of
article, the produce or manufacture of the free
nseatic republics of Hamburg, Lubeck and Bre-
n, and no higher or other duties shall be imposed
the importation into either of the said republics
any article, the produce or manufacture of the
ited States, than are or shall be payable on the
e article being the produce or manufacture of any
er foreign country; nor shall any other or higher

1827 chandises, provenant de quelque pays étranger
ce soit, qui, de temps à autre, pourront être lé
ment importées dans l'une des dites Républiques
séatiques de Bremen, Lubeck et Hambourg par
propres bâtimens, pourront aussi y être impo
par les bâtimens des Etats-Unis, et qu'il ne ser
posé ni perçu sur le tonnage ou la cargaison du
ment d'autres ni de plus forts droits, soit que
portation ait lieu par bâtimens de l'une des dite
publiques, soit par ceux des Etats-Unis: Et pa
ment, que toutes sortes de productions, manufa
ou marchandises, provenant de quelque pays
ger que ce soit, qui, de temps à autre, po
être légalement importées dans les Etats-Unis
bâtimens des dits Etats, pourront également
importées par les bâtimens des dites Républiqu
séatiques, et qu'il ne sera imposé ni perçu,
tonnage ou la cargaison du bâtiment, d'autres
plus forts droits, soit que l'importation ait lie
bâtimens de l'une des Parties, soit par ceux d
tre. Elles conviennent en outre que tout ce qui
ra être légalement exporté ou ré-exporté,
quelque pays étranger que ce soit, par les bâ
de l'une des Parties contractantes, pourra égal
en être exporté ou ré-exporté par ceux de
Partie; et les mêmes droits, primes et remb
mens de droits seront perçus et alloués, soit qu
portation ou la ré-exportation ait lieu par bâ
de l'une des Parties, soit par ceux de l'autre.
sera imposé, dans les ports de l'une des deux P
sur les bâtimens de l'autre aucuns droits ou c
de quelque nature qu'ils puissent être, plus fo
autres que ceux qui seront imposés dans les
ports sur les bâtimens nationaux.

Art. II. Il ne sera imposé d'autres ni d
forts droits sur l'importation dans les Républiqu
bres et Anséatiques de Bremen, Lubeck et Ham
des articles provenant du sol ou des manufacture
Etats-Unis, et il ne sera imposé d'autres ni de
forts droits sur l'importation dans les Etats-Unis
articles provenant du sol ou des manufactures
dites Republiques, que ceux qui sont ou seront
posés sur les mêmes articles provenant du sol ou
manufactures de tout autre pays étranger. De m

ny foreign country can be, from time to time, 1827
lly imported into the United States, in their
vessels, may be also imported in vessels of the
free Hanseatic republics of Hamburg, Lubeck,
Bremen, and that no higher or other duties
the tonnage or cargo of the vessel shall be le-
or collected, whether the importation be made
ssels of the United States, or of either of the
Hanseatic republics. And in like manner, that
ver kind of produce, manufacture or merchan-
of any foreign country can be, from time to
lawfully imported into either of the said Han-
republics, in its own vessels, may be also im-
ed in vessels of the United States; and that no
er or other duties upon the tonnage or cargo of
vessel shall be levied or collected, whether the
rtation be made in vessels of the one party or
e other. And they further agree, that whate-
may be lawfully exported or re-exported by
party in its own vessels, to any foreign coun-
may in like manner be exported or re-expor-
n the vessels of the other party. And the same
ties, duties and drawbacks shall be allowed and
ted, whether such exportation or re-exportation
ade in vessels of the one party or of the other.
shall higher or other charges of any kind be
sed in the ports of the one party on vessels of
ther, than are or shall be payable in the same
by national vessels.

ART. II. No higher or other duties shall be im-
d on the importation into the United States of
article, the produce or manufacture of the free
nseatic republics of Hamburg, Lubeck and Bre-
n, and no higher or other duties shall be imposed
the importation into either of the said republics
any article, the produce or manufacture of the
ited States, than are or shall be payable on the
article being the produce or manufacture of any
er foreign country; nor shall any other or higher

1827 vinzen geltenden Gesetzen besteht, auch auf die Sch
steller und Verleger des Herzogthums Sachsen-
burg und Gotha Anwendung finden, mithin
durch Nachdruck oder dessen Verbreitung bega
Frevel gegen letztere nach denselben gesetzliche
stimmungen beurtheilt und geahndet werden
als handele es sich von beeinträchtigten Schri
lern und Verlegern in der Preufsischen Mon
selbst.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie
eine übereinstimmende von Seiten des Herzo
Sachsen-Coburg und Gothaschen Ministerii voll
Erklärung ausgewechselt worden sein wird,
öffentliche Bekanntmachung in den diesseitigen
ten Kraft und Wirksamkeit erhalten.

Berlin den 27sten November 1827.

*Königl. Preufs. Ministerium der auswärti
Angelegenheiten.*

v. Schönberg.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem sol
gen eine übereinstimmende von dem Herzoglich-
sen-Coburg und Gothaschen Ministerio, unterm
November 1827 vollzogene Erklärung ausgew
worden ist, unter Bezugnahme auf die Aller
Kabinetsorder vom 16ten August 1827, hierdu
öffentlichen Kenntnifs gebracht.

Berlin den 27sten November 1827.

Ministerium der auswärtigen Angelegenh

v. Schönberg.

77.

wention entre la Hesse grand-du- 1827
e et le duché de Nassau, concer-
nt les insinuations judiciaires,
bliée à Darmstadt le 27 Novemb.
1827.

rsherzoglich Hessisches Regierungsblatt. Nr. 57. den 6. December 1827).

er Beziehung auf die Bekanntmachungen vom November 1817 und 9ten März 1822 (Nr. 134. Grofsherzoglichen Zeitung vom Jahr 1817 und 11. des Grofsherzoglichen Regierungsblatts vom 1822) wird den Grofsherzoglichen betreffenden rden zur Nachachtung in vorkommenden Fällen rch eröffnet, dafs nach einer von dem Herzog-Nassauischen Staatsministerium erhaltenen Benachigung, zur Empfangnahme der Ersuchungen um nationen, anstatt des seither dazu bestimmten auischen Ober-Appellations-Gerichts zu Wiesn, nunmehr die Herzoglichen Hof- und Appels-Gerichte zu Wiesbaden und Dillenburg bet und zugleich angewiesen worden sind, in wohl seltenen Fällen, wo ein solches Ersuchungsiben der Grofsherzoglichen Gerichtsbehörden, aus kanntschaft der Gerichtssprengel der Herzoglich auischen Hofgerichte, an die incompetente Be gelangen sollte, von dieser ohne Weiteres an ompetente Gericht abzugeben.

armstadt am 27ten November 1827.

rofsherzoglich Hessisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

DU THIL.

v. RICOUR.

1827 traction de la part des Gouvernemens des Etats spectifs.

ART. VIII. Les deux parties contractantes mettent et s'engagent formellement d'accorder protection spéciale aux personnes et propriétés Citoyens de chacune d'elles, quelles que soient occupations, qui pourraient se trouver dans les toires soumis à leur juridiction, soit pour y voy soit pour y séjourner, leur accordant pleine de recourir aux cours de justice pour leurs a litigieuses, aux mêmes conditions qui seront acc par l'usage aux Citoyens du pays où ils se tr ront, et d'employer dans leurs procès, pour fense de leurs droits, tels avocats, avoués, no agens ou mandataires qu'ils trouveront convenab choisir; et les dits Citoyens et leurs agens jo de la même liberté que ceux du pays d'assister décisions et sentences des tribunaux, dans to cas où ils s'y trouveront intéressés, ainsi qu'à men des témoins appelés dans les dits procès.

ART. IX. Les parties contractantes désiran vre en paix et harmonie avec toutes les nations terre, en observant envers chacune également un litique franche et amicale, s'engagent mutuellem n'accorder aucune faveur particulière à d'autre tions, en fait de commerce et de navigation, devienne aussitôt commune à l'autre partie; et ci jouira de cette faveur gratuitement, si la co sion est gratuite, ou en accordant la même pensation, si la concession est conditionnelle.

ART. X. La présente Convention séra gueur pendant douze ans à dater de ce jour, delà de ce terme, jusqu'à l'expiration de douze après que l'un ou l'autre des Gouvernemens des publiques Anséatiques de Bremen, Lubeck et H bourg d'une part, ou le Gouvernement des E Unis d'autre part, aura annoncé à l'autre son in tion de la terminer, chacune des parties contracta se réservant le droit de faire à l'autre une telle claration au bout des douze ans susmentionnés; e est convenu entre elles qu'à l'expiration de douze m après qu'une telle déclaration de l'une des parties ra été reçue par l'autre, cette Convention et tou

rhe in die landesherrlichen Kassen fliefsen wür- 1827
, als auch auf denjenigen Abschofs und auf das-
e Abfahrtsgeld erstrecken, welche etwa in die
en der Städte, Märkte, Kämmereyen, Stifter,
er, Gotteshäuser, Patrimonialgerichte, Korpora-
n, Gutsbesitzer, oder irgend einer andern Klasse
Privatberechtigten fliefsen würden.

RT. III. Diejenigen Abgaben jedoch, welche in
einen oder in dem andern der kontrahirenden
en bey Kauf, Tausch, Erbschaften, Legaten oder
nkungen eingeführt sind, oder allenfalls künftig
führt werden könnten, und welche auch von
im Lande bleibenden Staatsangehörigen ohne
sicht auf Vermögensexpor'ation bezahlt werden
en, sind hiedurch nicht aufgehoben.

RT. IV. Die sämmtlichen Bestimmungen der
wärtigen Vereinbarung sollen sich auf alle am
der Auswechslung der gegenseitigen, darüber
stellenden Deklarationen pendente und auf alle
ige Fälle erstrecken.

Zu dessen Urkund und Bekräftigung ist diese un-
Erklärung von dem Amtsbürgermeister des
des Zürich, Presidenten der Tagsatzung und des
orts, so wie von dem Eidgenössischen Kanzler
reichnet und mit dem Eidgenössischen Siegel
hen worden in Zürich den zehnten Christmo-
Eintausend acht hundert sieben und zwanzig.
.)

Der Amtsbürgermeister,
sident des Vororts und der Eidgenössischen
Tagsatzung:

VON WYSS.

Der Eidgenössische Kanzler:

MOUSSON.

1827 B. *Königlich Dänische Gegenerklärung.*

Wir Frederik der Sechste, von Gottes Gn
König zu Dänemark, der Wenden und Go
Herzog zu Schleswig, Holstein, Stormarn, des
marschen und zu Lauenburg, wie auch zu O
burg, — thun kund hiemit: dafs zwischen Un
der Schweizerischen Eidgenossenschaft ein Freyz
keitsvertrag unter folgenden Bestimmungen eing
gen und abgeschlossen worden ist:

Art. I. Bey keinem Vermögensausgange
Unserm Königreiche Dänemark und Unsern He
thümern Schleswig, Holstein und Lauenburg in
XXII Kantone der Schweizerischen Eidgenossens
oder aus den XXII Kantonen der Schweizeris
Eidgenossenschaft in Unser Königreich Dänemark
in Unsere Herzogthümer Schleswig, Holstein
Lauenburg, soll irgend ein Abschofs (gabella he
taria) oder Abfahrtsgeld (census emigrationis)
ben werden, ohne allen Unterschied, ob sich so
Vermögensausgang durch erlaubte Auswande
oder durch Erbschaft, Legat, Brautschatz, Schen
Kauf, Tausch, oder auf irgend eine andere W
ergeben.

Art. II. Die Freyzügigkeit soll sich sowohl
denjenigen Abschofs und auf dasjenige Abfahrts
welche in die landesherrlichen Kassen fliefsen
den, als auch auf denjenigen Abschofs und auf
jenige Abfahrtsgeld erstrecken, welche etwa in
Kassen der Städte, Märkte, Kämmereyen, St
Klöster, Gotteshäuser, Patrimonialgerichte, Ko
rationen, Gutsbesitzer, oder irgend einer an
Klasse von Privatberechtigten fliefsen würden.

Art. III. Diejenigen Abgaben jedoch, welch
dem einen oder in dem andern der kontrahi
den Staaten bey Kauf, Tausch, Erbscha
Legaten oder Schenkungen eingeführt sind, ode
lenfalls künftig eingeführt werden könnten, und w
auch von den im Lande bleibenden Unterth
ohne Rücksicht auf Vermögensexportation, be
werden müssen, sind hiedurch nicht aufgehoben.

RT. IV. Die sämmtlichen Bestimmungen der 1827
wärtigen Vereinbarung sollen sich auf alle am
der Auswechslung der gegenseitigen, darüber
stellenden Deklarationen pendente und auf alle
igen Fälle erstrecken.

rkundlich unter Unserm Königlichen Handzeichen
vorgedruckten Insiegel.

egeben in Unserer Königlichen Residenzstadt
enhagen den 22. Februar 1828.

FREDERIK.

Graf VON SCHIMMELMANN.

a. Vorstehende Erklärungen sind am 12. Juny 1828 in
zwischen dem Geschäftsträger der Eidgenossenschaft am
Hofe, Freyherrn von Effinger von Wildegg, und dem
en Königlich Dänischen Gesandten, Grafen von Berns-
in der Wohnung des Letztern gegenseitig ausgewechselt
n und — zufolge obstehendem §. IV — von bemeldtem
der Auswechslung an in Kraft und Wirklichkeit getreten.

1827 voriser mutuellement leur commerce, en donnant d
leurs ports toute assistance nécessaire à leurs b
mens respectifs, les soussignés plénipotentiaires
convenus de plus du suivant article additionnel
convention d'amitié, de commerce et de naviga
conclue à Washington le vingt Décembre 1827,
tre les parties contractantes.

Les Consuls et Vice-Consuls pourront faire
ter les matelots faisant partie des équipages des bâti
de leurs pays respectifs, qui auroient déserté des
bâtimens, pour les renvoyer et faire transporter
du pays. Auquel effet les dits Consuls et Vice-C
suls s'adresseront aux Tribunaux, juges et offi
compétens, et leur feront, par écrit, la demande
dits déserteurs, en justifiant, par l'exhibition des
gistres du bâtiment, ou rôle d'équipage, ou a
documens officiels, que les hommes faisoient parti
dits équipages. Et sur cette demande ainsi jus
sauf, toutefois, la preuve contraire, l'extradition
pourra être refusée, et il sera donné toute ai
assistance aux dits Consuls et Vice-Consuls, po
recherche, saisie et arrestation des sus-dits déser
lesquels seront même détenus et gardés dans
prisons du pays, à leur réquisition et à leurs
jusqu'à ce qu'ils aient trouvé occasion de les
voyer. Mais s'ils n'étoient renvoyés dans le dé
deux mois, à compter du jour de leur arrêt, ils
ront élargis et ne pourront plus être arrêtés po
même cause.

Il est entendu, toutefois, que si le déserteu
trouvoit avoir commis quelque crime ou déli
pourra être sursis à son extradition, jusqu'à ce
le tribunal nanti de l'affaire, aura rendu sa sente
et que celle-ci ait reçu son exécution.

Le présent article additionnel aura la même fo
et valeur que s'il étoit inséré, mot à mot, dans
convention signée à Washington le vingt Décemb
1827, et étant approuvé et ratifié par les sénats d

to favour their mutual commerce, by affording 1827.
heir ports, every necessary assistance to their
ective vessels, the undersigned plenipotentiaries
further agreed upon the following additional
le to the convention of friendship, commerce and
gation, concluded at Washington on the twen-
day of December 1827 between the contracting
es.

The Consuls and Vice-Consuls may cause to be
ted the sailors, being part of the crews of the
ls of their respective countries, who shall have
rted from the said vessels, in order to send them
, and transport them out of the country. For
h purposes the said Consuls and Vice-Consuls
address themselves to the courts, judges and
rs competent and shall demand the said deserters,
riting, proving, by an exhibition of the registers
he said vessels or ships roll, or other official do-
nt, that those men were part of said crews; and
his demand being so proved (saving however
e the contrary is proved) the delivery shall not
fused, and there shall be given all aid and assi-
e to the said Consuls and Vice-Consuls, for
earch, seizure and arrest of the said deserters,
shall even be detained and kept in the prisons
he country, at their request and expence, until
shall have found opportunity of sending them
. But if they be not sent back within two
hs, to be counted from the day of their arrest,
shall be set at liberty, and shall be no more
ted for the same cause.

t is understood, however, that if the deserter
d be found to have committed any crime or of-
, his surrender may be delayed until the tribu-
before which the case shall be defending, shall
pronounced its sentence, and such sentence shall
been carried into effect.

The present additional article shall have the same
and value, as if it were inserted, word for
, in the convention signed at Washington
he twentieth day of December 1827; and
approved and ratified by the President

1827 des républiques Anséatiques de Hambourg, Lu
et Bremen, et par le président des Etats-Unis,
et avec l'avis et le consentement du sénat des
Etats, les ratifications en seront échangées à V
hington, dans l'espace de neuf mois à dater de ce
ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi, nous soussignés, en vertu d
pleins-pouvoirs respectifs, avons signé le pr
article additionnel et y avons apposé nos sceau

Fait par quadruplicates, en la cité de Washi
le quatre Juin, l'an de grâce mil huit cent vingt-

(*Signé*) H. CLAY.

V. RUMPFF.

the United States, by and with the advice and 1827
ent of the Senate thereof, and by the Senates of
Hanseatic republics of Hamburg, Lubeck and Bre-
n, the ratifications shall be exchanged, in Was-
ton, within nine months from the date hereof,
sooner if possible.

In faith whereof we the undersigned, by virtue of
respective full-powers, have signed the present
ional article, and have thereto affixed our seals.

Done in quadruplicates, at the city of Washing-
on the fourth day of June, in the year of our
d, one thousand eight hundred and twenty eight.

(*Signed*) V. RUMPFF.

H. CLAY.

Verzeichniſs von Verlags-Büchern der Die richschen Buchhandlung.

Acta apostolorum ed. Heinrichs.

Aeliani, Cl., sophistae variae historiae libri XIV. ad marum editionum inprimis gronovianae et corayanae edidit indiceque graeco-germanico instruxit C. H. mann. 8. 1811.

Allegoriae homericae, quae sub Heraclidis nomine fer cum C. Gesneri versione latina. Iterum editae a N. Sch accedit ejusdem commentatio critica in Stoicorum et G maticorum allegorias homericas, una cum adnotatione in lectionem libelli. Praemissa epistola C. G. Heynii ad ctorem. 8. 1782.

Anecdota ecclesiastica et latinitatis elegantioris. 8. 1763.

Apocalypsin ed. Heinrichs. Part. I. II.

Apollodori Atheniensis bibliothecae libri III. secundis recensuit C. G. Heyne. (Ad usum scholarum. maj. 1803. Druckppr. 16
Schreibppr. 20

— — bibliothecae libri III. et fragmenta. Curis secu illustravit C. G. Heyne. (Duo tomi, quorum unus tex alter observationes continet.) 8 maj. 1803.
Druckppr. 4 Rthl. 12
Schreibppr. 6 Rthl. 12
Velinppr. 10 Rthl.

Aeschinis oratio in Ctesiphontem. In usum praelectio recensuit E. C. F. Wunderlich. 8. 1810. 16

Baldinger, E. G., historia mercurii et mercurialium dica. Libellus I et II. 8. 1783. 1785. 6

Bauermeisteri, J. Phil., Commentarius in Sapientiam lomonis librum Vet. Test. apogryphum. 8. maj. 1828.

Benecke, G. F., Beiträge zur Kenntniſs der altdeutsch Sprache und Literatur. Erster Band. Theil I. gr. 8.
Druckppr. 1 Rthl. 4
Schreibppr. 1 Rthl. 10

Auch unter dem Titel:
Benecke, G. F., Minnelieder, Ergänzung der Sam lung von Minnesingern.

Blumenbach, J. F., Abbildungen naturhistorischer Gegen stände. (Nebst Text.) 10 Hefte. gr. 8. geh. 5 Rthl. 12
1s Heft 1827. 12
2s — 1797. 12

bach, J. F., Abbildungen naturhistorischer Gegen-

3s	—	1827.	12 Gr.
4s	—	1799.	12 Gr.
5s	—	1800.	12 Gr.
6s	—	1802.	12 Gr.
7s	—	1804.	12 Gr.
8s	—	1805.	12 Gr.
9s	—	1809.	18 Gr.
10s	—	1810.	18 Gr.

(In jedem Hefte sind 10 Abbildungen.)

de quorundam animantium coloniis, sive sponte sive casu aut studio ab hominibus aliorsum transmutatio. 4 maj. 1823. 4 Gr.

de anomalis et vitiosis quibusdam nisus formativi nibus commentatio. (Cum figuris.) 4 maj. 1813. 6 Gr.

. Beiträge zur Naturgeschichte. (Mit Vignetten.) . 8. 1806, 1811. 1 Rthl. 2 Gr.

1r Theil, 2e Ausgabe. 1806. 12 Gr.

2r — 1811. 14 Gr.

5 Chodowiecki'schen Vignetten (die verschiedenen aschenvarietäten vorstellend) aus dem 1n Theile beders abgedruckt 1790. 8 Gr.

über den Bildungstrieb. (3e Auflage.) 8. 1791. 12 Gr.

. collectio craniorum diversarum gentium illustrata. guris.) VI decades. 4 maj. 1790—1820. 3 Rthl. 8 Gr.

Decas	Ima	1790.	12 Gr.
	IIda	1793.	12 Gr.
	IIIa	1795.	12 Gr.
	IVa	1800.	12 Gr.
	Va	1808.	16 Gr.
	VIa	1820.	16 Gr.

(Decas Ima ist vergriffen.)

collectio craniorum diversarum gentium illustrata, aris. Decas VII. 4 maj. 1828. 16 Gr.

. commentatio de vi vitali sanguinis. 4 maj. 1788. 1 Gr.

Handbuch der vergleichenden Anatomie. 3e ver- vermehrte Auflage. Mit 8 Kupfern. gr. 8. 1824. 2 Rthl. 8 Gr.

. institutiones physiologicae. (Cum figuris.) Edita auctior et emendatior. 8 maj. 1821. 1 Rthl. 18 Gr.

. introductio in historiam medicinae literariam. 8 6. 1 Rthl. 4 Gr.

, E., lexicon syriacum ex ejus lexico heptaglotto typis describi curavit atque sua adnotata adjecit J. aelis. II partes. 4. 1788

Druckpapier	5 Rthl.
Schreibpapier	6 Rthl.

, C. Valerius, carmina ad optimorum librorum cognovit varietatem lectionis indicesque adjecit C. J. maj. 1823. 1 Rthl 16 Gr.

Commentarii, novi, societatis regiae scientiarum Gottinge
8 tomi. Cum figuris. 4 maj. 1771 — 1778. 28
Tom. I. 1771; II. 1772; III. 1773; IV. 1774; V. 1
VI. 1776; VII. 1777; VIII. 1778. à 3 Rthl. 12
(Die frühere Sammlung ist Vandenhoeck et Ruprecht's Verl
Commentationes societatis regiae scientiarum Gottingensis.
Vol. Cum figuris. 8 maj. 1779 — 1808. 38 Rthl. 1
Vol. I. 1779; II. 1780; III. 1781; IV. 1782; V.
VI. 1785; VII. 1786; VIII. 1787; IX. 1789; X.
XI. 1793; XII. 1796; XIII. 1799; XIV. 1800;
1804. à 3 Rthl. 12
XVI. 1808. 6
(Hiervon werden auch einzelne Classen separat verkauft
(Vol. VIum ist vergriffen.)
Commentationes societatis regiae scientiarum Gottingensis
centiores. 5 Vol. Cum figuris. 4 maj. 1811—1823. 31
Vol. I. 1811; II. 1813; III. 1816; IV. 1820. à 6
Vol. V. 1823. 7
Commentationes societatis regiae scientiarum Gottingensis
centiores. Vol. VI. cum figuris. 4 maj. 1828.
Cononis narrationes quinquaginta et Parthenii nar
nes amatoriae. 8. 1798. 16
„Parthenii narrationes" einzeln 6
(„Cononis narrationes" sind nicht besonders abgedruckt
Corpus juris civilis codicibus veteribus manuscriptis et
mis quibusque editionibus collatis recensuit G. C. Ge
et post ejus obitum editionem curavit G. A. Spange
2 tomi. 4 maj. 1776, 1797. 12
Demosthenis oratio pro corona. In usum praelectio
recensuit E. C. F. Wunderlich. Editio tertia emendatio
maj. 1825. 16
Diruf, C. J., Ideen zur Naturerklärung der Meteor-
Luftsteine. 8. 1805. 12
Eichhorn, J. G., commentarius in apocalypsin Joan
Voll. 8. 1791. 2
— — marmora palmyrena explicita. 4 maj. 1827. 12
Epistolarum pontificum romanorum a S. Clemente I. usq
S. Leonem M. tomus primus, continens epistolas a S.
mente I. usque ad S. Xystam III. ex recensione P. Co
tii cum ejusdem admonitionibus et selecta annotatione
ravit aliorumque nonnullas et suas animadversiones a
C. T. G. Schönemann. 8 maj. 1796. 2 Rthl. 12
Epistolas catholicas ed. Pott. 2 Fascl.
Fiorillo, J. D., Beschreibung der Gemäldesammlung
Universität zu Göttingen. gr. 8. 1805. 7
Marx, K. F. H., Göttingen in medizinischer, physischer
historischer Hinsicht. gr. 8. 1824. geh. 1 Rthl. 18
— — — die Lehre von den Giften, in medizinischer,
richtlicher u. polizeylicher Hinsicht. 1r Band. 1e Abthl.
8. 1827. 1 Rthl. 6
— — — 2r Bd. 2e Abthl. gr. 8. 1829 2 Rthl. 6

U. P P L É M E N T
AU
R E C U E I L
DES PRINCIPAUX
R A I T É S

ce, de Paix, de Trêve, de Neutralité,
Commerce, de Limites, d'Echange etc.
CONCLUS PAR LES PUISSANCES
DE L'EUROPE
TANT ENTRE ELLES
U'AVEC LES PUISSANCES ET ETATS
DANS D'AUTRES PARTIES DU MONDE
depuis 1761 jusqu'à présent
PRÉCÉDÉ
DE
AITÉS DU XVIIIÈME SIÈCLE
érieurs à cette époque et qui ne se trouvent pas
dans
LE CORPS UNIVERSEL DIPLOMATIQUE
DE
L. DUMONT ET ROUSSET,
ET AUTRES RECUEILS GÉNÉRAUX DE TRAITÉS
PAR
EORGE FRÉDÉRIC DE MARTENS
continué par
FRÉDÉRIC SAALFELD.

Tome XI. Seconde Partie.
1824 — 1828 *incl.*

A GOTTINGUE,
DANS LA LIBRAIRIE DE DIETERICH.
1830.

NOUVEAU RECUEIL
DE

TRAITÉS

d'Alliance, de Paix, de Trêve, de Neutralité, de Commerce, de Limites, d'Echange etc. et de plusieurs autres actes servant à la connoissance des relations étrangères des Puissances et Etats

DE L'EUROPE

TANT DANS LEUR RAPPORT MUTUEL

ET DANS CELUI ENVERS LES PUISSANCES ET ETATS DANS D'AUTRES PARTIES DU GLOBE

depuis 1808 *jusqu'à présent.*

---

des copies publiées par autorité, des meilleures collections particulières de traités et des auteurs les plus estimés.

PAR

C. O. FRÉD. DE MARTENS

continué par

FRÉDÉRIC SAALFELD.

Tome VII. Seconde Partie.

1824 — 1828 *incl.*

À GOTTINGUE,

DANS LA LIBRAIRIE DE DIETERICH.

1830.

80.

ité de limites entre l'Hanovre et oyaume des Pays-Bas, signé à pen le 2 Juillet 1824. et rati- par l'Hanovre le 24 Septembre de la même année.

1824

(*Sur copie officielle.*)

dem Seine Majestät der König des vereinigten Grofsbritannien und Irland, auch König von er und Herzog zu Braunschweig und Lüne- c. etc. etc.

d Seine Majestät der König der Niederlande, von Oranien Nassau, Grofsherzog von Luxem- ic. etc. etc.

hrerer Befestigung der zwischen beiden Kö- hen von Hannover und der Niederlande so ch bestehenden aufrichtigen Freundschaft und rhaltung der Ruhe an der Grenze es nöthig t haben, diese auf der ganzen Linie, wo beide sich berühren, zu berichtigen und festzusetzen, h auch die zwischen den angrenzenden Unter- wegen gegenseitiger Verhältnisse hier und da ebenden Streitigkeiten möglichst zu schlichten, endlich in Betreff der Grenzabwässerungs- ten die für beide Staaten zweckdienlichsten Be- ungen zu treffen, und in dieser Absicht Com- rien zu ernennen und zu bevollmächtigen geru- aben, als

ine Majestät der König von Hannover etc. Al- chst Ihren Regierungsrath den Doctor der Rechte d Ferdinand Friedrich von Pestel-Bruche, Rit- s Königlich-Hannoverschen Guelphen-Ordens,

1824 Ihren Landrath den Doctor der Philosophie Cl
Ernst Georg Victor Freyherr von dem Bussche-I
nefeld, und Ihren Wasserbau-Inspector Otto
drich Christian Friedrich Reinhold;

Und Seine Majestät der König der Nieder
etc. die Herren Maximilian Jacob De Man, D
teur der Kriegsarchive und des topographischen
reaus, Ritter des Militair-Wilhelm-Ordens d
Classe, Commandeur des Niederländischen Lö
Ordens und Ritter des Preufsischen rothen A
Ordens, zweiter Classe; Dr. Albertus Sandberg,
glied der deputirten Staaten der Provinz Over
Dr. Heinrich Guichart, Mitglied der deputirten
ten der Provinz Groningen und Dr. Johann
horst Homann, Mitglied der deputirten Staate
Provinz Drenthe;

so sind diese Commissarien, nach gegens
Auswechselung ihrer Vollmachten, unter Vo
der Genehmigung ihrer höchst gebietenden Co
tenten über folgende Puncte mit einander über
kommen:

Art. I. Bei der gegenwärtigen Regulirun
Bestimmung der Grenzen sind diejenigen R
welche unterm 16ten Mai 1548, 1ten Aug.
18ten Mai 1778, 1ten April und 3ten Septbr.
und 26ten August und 9ten Septbr. 1801 üb
Grenzen zwischen der Hannoverschen Graf
Bentheim und den Niederländischen Provinzen
yssel und Drenthe, und unterm 27ten Octobr
10ten Novbr. 1764, den 11ten und 29ten O
1784 über die Grenzen zwischen dem Hannover
Kreise Meppen und den Niederländischen Pro
Groningen und Drenthe, so wie die unterm
Juni 1636, 14ten März 1700, 28ten Aug. und
Novbr. 1706 und 26ten Janr. 1723 über die Gr
zwischen der Hannoverschen Provinz Ostfriesland
der Niederländischen Provinz Groningen abgesc
sen worden, zu Grunde gelegt; Da indessen
Verträge theils die Grenze auf mehreren Pun
entweder überhaupt nicht angeben, oder doch
genau genug bestimmen, theils hinsichtlich der Gr
abwässerungen keine genügende Bestimmungen
halten, so sind diese Mängel durch gegenwärt
Tractat ergänzt worden, damit so wenig über

n, als andern Gegenstand ferner Irrungen Statt 1824
en.

Uebrigens sollen alle in den gedachten Verträgen haltenen Bestimmungen, in so weit dieselben durch gegenwärtigen Tractat weder im allgemeinen, besonders abgeändert und aufgehoben sind, ihre Kraft behalten.

ART. II. Die bisherigen Privatgerechtsamen der rseitigen Grenzbewohner auf dem einen oder rn Staatsgebiethe, — sie mögen sich auf die im n Artikel angezogenen Grenz-Rezesse, oder auf ige Privat-Verträge, Besitz und Herkommen den, — sollen, in so fern selbige durch gegenigen Tractat nicht besonders regulirt und festzet worden, den Betheiligten vor wie nach ver-en.

ART. III. Sobald die Grenzsteine, nach Statt ge-r Ratification des gegenwärtigen Tractats, ge- sein werden, soll eine durch beiderseits er-e Geometer verfertigte topographische Grenz-, so wie eine topische Beschreibung der Gren-it den erforderlichen Croquis, worauf alle Grenz-e, derselben Entfernungen und Winkel genau eichnet sind, durch beiderseitige Herren Com-rien ihren respectiven Gouvernements über-t, inmittelst aber zur Erläuterung des gegenwär-Tractats diesem eine, nach einem kleineren Maafs- gezeichnete, topographische General-Charte igt werden.

ART. IV. Da, wo die Grenzlinie Gebäude durch-idet, soll das ganze Gebäude der Landeshoheit igen Staats unterworfen sein, in welchem der e Theil desselben belegen ist;

Desgleichen soll die Grenzlinie, wo selbige unmit-r an Wohnhäusern belegene Gärten durchschnei- so um den Garten herumgezogen werden, dafs dieser zu dem Territorio gehöret, wozu das s gerechnet wird, so wie endlich, wenn die nzlinie zwischen Wohnhäusern und den nahe n belegenen Nebengebäuden, oder Scheunen her-t, sollen letztere hinsichtlich der Landeshoheit emjenigen Staate gehören, in welchem die Wohn-er belegen sind.

1824 Alle Fälle, wo obige Bestimmungen zur An
dung kommen, sollen bei Setzung der Grenzstei
der topischen Grenzbeschreibung besonders nahn
gemacht, wie auch auf den Charten bemerkt we
ob das von der Grenze durchschnittene Wohn
oder Gebäude Hannoversch oder Niederländisch

ART. V. Nach erfolgter Ratification des ge
wärtigen Tractats, dürfen weder von Corporatio
noch von Privat-Personen des einen oder an
Staats, Gebäude näher als Einhundert Rheinländi
Ruthen, oder Dreihundert sechs und siebenzig
derländische Ellen und sieben Palmen, an der Gr
linie erbauet werden.

Durch obige Bestimmung jedoch soll keinesw
das Hoheitsrecht beider Gouvernements überall a
Grenzlinie, wo selbige es künftig nöthig erac
mögten, Staatsgebäude anzulegen und Vertheidigu
Anstalten jeder Art zu treffen, beschränkt werd

ART. VI. Da, wo es zwischen angrenzenden
meinden beider Reiche hergebracht ist, das
ductu naturae, oder ohne Hirten weiden zu la
soll dasselbe, wenn es widerrechtlich die Grenz
wenn dieselbe zugleich Markengrenze ist, übertr
und nicht weiter wie funfzig Rheinländische Ru
oder Einhundert acht und achtzig Niederländi
Ellen und vier Palmen, von der Grenze entfernt
möchte, nicht geschüttet werden dürfen, sonde
diesem Fall soll es den Betheiligten nur erlaubt
das übergetretene Vieh wieder über die Grenze
rückzutreiben, ohne dasselbe zu jagen, oder zu he

Diese Bestimmung aber soll weder auf culti
oder eingefriedigte Gründe, noch dann anwe
sein, wenn das Vieh durch einen Hirten ge
wird, oder auch, wenn dasselbe, dem zwischen d
gen Gemeinden bestehenden Herkommen gemäfs,
nicht über die Grenze kommen darf.

In diesen Fällen bleibt es den Betheiligten un
nommen, das übergetretene Vieh zu schütten
das landesübliche Schüttegeld zu fordern.

ART. VII. Den Grenzbewohnern, deren Eig
thum theils diefs- theils jenseits der Grenzen b
gen ist, soll eine völlig freie Communication mit
chen Grundstücken, in soweit es zum Betriebe i

dwirthschaft nöthig ist, vorbehalten sein; mithin 1824
nen die Besitzer solcher Grundstücke, Mist, Stroh,
ue und sonstigen Dünger für den Anbau ihrer
der, so wie eine jede Art Feld-, Garten- und Baum-
hte aus und einführen, ohne dafs sie irgend einer
l- sei es Ein- oder Ausfuhr, Transito oder an-
derartigen Abgaben unterworfen werden kön-
. Sie brauchen blos durch Atteste ihrer Ortsbe-
le nachzuweisen, dafs sie jenseits der Grenzen ein
nthum besitzen und anbauen, dürfen sich aber
Besichtigungen und Durchsuchungen der Zoll-
Steuer-Aufseher, oder anderer zur Verhütung
Defraudation gesetzlich angestellten Officianten
t entziehen; diese dagegen sind nur befugt, auf
n resp. Gebiethe Visitationen anzustellen.

ART. VIII. In sofern durch die Bestimmungen
gegenwärtigen Tractats einige Gebäude und son-
Grundstücke zu einer andern Oberherrschaft
gehen mögten, als wozu sie bisher gehört haben,
llen die Staats-Abgaben, welche gegenwärtig
derartigen Parceelen entrichtet werden, zwar
s Jahr Eintausend achthundert fünf und zwan-
sum Vortheil des bisherigen Landesherrn fort-
ren, vom ersten Januar Eintausend achthundert
und zwanzig ab an aber diese Parceelen blos
dem Gouvernement besteuert werden, dessen
herrschaft selbige sodann unterworfen sind.

RT. IX. Wo die Grenzlinie Gründe durch-
idet, welche entweder zu Hannoverschen eigen-
rigen Colonaten, oder zu Niederländischen hoff-
en Erben gehören, soll hinsichtlich deren gegen-
gen Verhältnisse zu ihrem Gutsherrn keine Ver-
rung eintreten.

ART. X. Die Hannoversche Niederländische Grenze,
der Grafschaft Bentheim und der Provinz Over-
l angerechnet, fängt in der Gegend des soge-
nten Welperveen, oder Heer an, woselbst sich
Hannoversche, Niederländisehe und Preufsische
eth bei dem Puncte, Dreiland genannt, vereinigt
wo jetzt ein mit der Jahreszahl 1659 bezeichne-
Grenzstein steht.

Von hier an läuft die Grenze in grader Linie und
westlicher Richtung nach dem auf dem soge-

1824 nannten Marxplatze stehenden, mit obiger Jahrsz
und dem Bentheimischen und Burgundischen W
pen bezeichneten Grenzstein; sodann in mehr nö
licher, immer grader Richtung nach dem am nör
chen Fuſse des sogenannten Paaschbülts, oder Sc
penbergs stehenden alten Grenzsteine: von di
weiter durch des Hannoverschen Coloni Verbe
neuen Kamp und die Gemeinheit unfern der Di
östlich dieses kleinen Flusses nach dem in einem
chenbusche stehenden alten, mit dem Bentheimi
und Burgundischen Wappen, jedoch mit keiner
reszahl versehenen Grenzstein.

Obschon der in dieser Gegend nach Verbe
Hofe führende Weg der Länge nach von der Gr
linie zum Theil durchschnitten wird, so soll der
doch ganz Hannoversch bleiben.

Von dem obgedachten Steine geht die Grenze
ter in grader Linie bis zu einem Puncte am re
Ufer der Dinckel, welcher zehn Ruthen Rhein
oder sieben und dreifsig Niederl. Ellen und
Palmen, rückwärts oder südwärts von dem in Ge
wart der Commissarien in der Richtung der a
lichen Markengrenze zwischen der Hannover
Gemeinde Gildehaus und der Niederländischen
meinde Losser eingegrabenen Kreutze in das r
Dinkel-Ufer fällt, dergestallt, dafs zwischen b
angegebenen Puncten auf zehn Ruthen Rheinl.
sieben und dreifsig Niederl. Ellen und sieben Pa
Distance die Dinkel gemeinschaftlich bleibt un
Thalweg, oder die Mitte derselben die Landesg
daselbst bildet.

Diese geht dann weiter von diesem letzten
Verlängerung der gedachten Markengrenze au
rechte Dinkel-Ufer fallenden Puncte in grader R
tung auf einen andern, bei dem alten Hausplatze
Hannoverschen Coloni Overink, in einer Entfer
von vierzehn Rheinl. Ruthen, oder zwei und fun
Niederl. Ellen sieben Palmen, vom Mittelpuncte
jetzigen steinernen Pütte, oder des Brunnens des
dachten Coloni, rück- oder westwärts nach der D
kel hin festgesetzten Punct.

Von hier läuft die Grenze weiter in grader Ri
tung nach einem mit der Jahreszahl 1659. dem Be
heimischen Wappen und Burgundischen Kreutze

hneten Grenzsteine, welcher auf einer Anhöhe 1824
t, woselbst ehemals der Twentische Galgen ge-
den hat, und ferner in grader Richtung auf drei
Rheinl. oder neun Niederl. Palmen westlich von
daselbst noch vorhandenen Pfahl des ehemaligen
heimschen Galgen; Sodann in grader Linie durch
Haide auf einen alten Grenzstein, bezeichnet wie
rigen, welcher an der westlich hervorspringenden
des sogenannten Mersmans alten Kampe steht.
r gerade durch die Haide und des Hannover-
Eingesessenen Kocks Gründe auf einen an bei-
Seiten mit dem Bentheimischen Wappen verse-
n Grenzstein westlich an der Bentheimschen Land-
, welche Landwehr Hannoversches Territorium
; Sodann westlich dieser Landwehr entlangs bis
wo diese auf die südliche Ecke des Veenkamp
; Dann an der Ostseite des Walles dieses Kamps
und dann wieder westlich der Landwehr
gs, bis an die westliche Ecke des Holtherms
, von wo die Grenzlinie an der Westseite des
abens der Hannoverschen Eingesessenen Holt-
, Piepers und Egberts Mathen herläuft bis
n Grenzstein, welcher an der westlichen Ecke
benannten Egberts Mathe steht, und mit dem
heimischen und Burgundischen Wappen, ohne
zahl bezeichnet ist.

on diesem Steine geht die Grenze in grader
ng auf den, an der einen Seite mit dem Bent-
chen Wappen und an der andern Seite mit
Worte Twente bezeichneten Stein bei der soge-
en Sonnenlege, einem alten Eichen-Baume,
er auf Hannoverschem Gebiethe steht; Sodann
das Haidfeld gradezu auf den auf einem kleinen
l, dem sogenannten Bergesken, auf den Kopf
nden Stein, von welchem die Grenzlinie in einem
ten Winkel östlich nach dem Hannoverschen Ter-
io um drei Ruthen Reinl. oder eilf Niederl. Ellen
drei Palmen, einspringt, nemlich bis zur Mitte
gleich am Fufse dieses Hügels östlich seinen An-
nehmenden sogenannten Rammelhaarweges, wel-
gemeinschaftlich zwei und dreifsig Rheinl. Fufs,
zehn Niederl. Ellen, breit sein und an beiden
n mit Steinen abgesetzet werden soll. Von dem
diese Entfernung zu setzenden Steine läuft die

1824 Grenzlinie der Mitte des genannten gemeinschaftlic
Rammelhaarweges in grader Linie entlangs auf e
Piquetpfahl, welcher gegenüber der Einfahrt zu des H
noverschen Colonі Zwartkamps Wohnung auf s
Ruthen Reinl. oder sieben und dreifsig Niederl. F
und sieben Palmen westlich von dessen Kamps-
an der linken oder Nordseite derselben Einfahrt
geschlagen ist, woselbst dem benannten Wege
solche Richtung wird gegeben werden, dafs die
desselben auf vier und einer halben Ruthen R
oder sechszehn Niederl. Ellen und neun Palmen,
der südwestlichen Ecke des Hannoverschen C
Hagelskamp Kampes westlich fällt, von wo aus
solcher weiter auf den Mittelpunct zwischen der
östlichen Ecke des im Niederländischen beleg
sogenannten Vofs Kamps und der Scheidung
schen den Hannoverschen Colonen Hagelskamp
Kalters sive Rademakers Kämpen richtet, w
Mittelpunct circa vier und einer halben Ruthen R
oder sechszehn Niederl. Ellen und neun Palmen, vo
erwähnten südöstlichen Ecke des Vofs Kamps be
ist. Von diesem Puncte soll die Mittellinie des W
auf den jetzt bestehenden westlichen Graben des
ters sive Rademakers Kamp, und zwar auf eine
stanz von dreifsig Ruthen Rheinl. oder Einhu
dreizehn Niederl. Ellen, von der hervorspring
nordwestlichen Ecke des letztbenannten Kamps,
oder südwärts ab an gemessen, gezogen, und di
wähnte Mittellinie von diesem Puncte ferner d
stalt dirigirt werden, dafs dieselbe in nördlicher
grader Richtung auf fünf und zwanzig Ruthen R
oder vier und neunzig Niederl. Ellen und zwei
men, Abstand von dem östlich des Schlagbaum
Katters Kamp eingeschlagenen Piquetpfahle in
Alignement des übrigen Theiles des festgesetzten
merhaarweges fällt, und sich dann damit vereini

Durch diese Bestimmung wird also, nach A
der Breite des halben Weges, höchstens ein Dr
von der nordwestlichen Ecke des Katters sive F
makers Kamp abgeschnitten werden, welches
und einer halben Ruthen Reinl. oder neun Ni
Ellen vier Palmen, zur Höhe und dreifsig dergle
Ruthen, oder Einhundert dreizehn Niederl.
Basis hat, und zum Niederländischen Gebiethe

rt. Diese Richtung soll bei der Setzung der Grenz- 1824
ine näher angegeben werden.

Das vorbenannte Alignement, oder die Mittellinie
Weges wird durch den so eben bemerkten, auf
f und zwanzig Ruthen Rheinl. oder vier und neun-
Niederl. Ellen zwei Palmen, nordwärts des Schlag-
ms vor Kalters sive Rademakers Kamp einge-
lagenen Piquetpfahl, so wie durch den auf zwei
hen Rheinl. oder sieben Niederl. Ellen fünf Pal-
, westlich von der südlichen Ecke des Hanno-
chen Colonen Schütte oder Schütmans Kamp an-
ommenen Punct bestimmt, und fällt sodann in
vorbenannten Schütmans Kamp bereits bestehen-
Weg, welcher von da bis zum Steine Nr. 11.
Walle des dem Hannoverschen Colono Rammel-
p zugehörigen Twenterkamp an dem Rammel-
e, ebenfalls begradigt werden soll, dergestallt,
die Mittellinie des Weges auch bis dahin die
ze bildet.

ART. XI. Der Gebrauch des hier vorbeschrie-
gemeinschaftlichen Rammelhaarweges soll für
Eingesessenen beider Staaten, sowohl in commer-
r, als sonstiger Hinsicht, frei und unbehindert
und bleiben.

ART. XII. Von dem im Art. X. zuletzt gedach-
Steine an dem Rammelbache läuft die Grenze
lge des am 1sten April und 3ten Septbr. 1779
chen der Grafschaft Bentheim und der Provinz
ryssel abgeschlossenen Vergleichsrecesses auf die
gemeinschaftlichen Rammelbache entlangs vor-
lenen Steine Nr. 10. 9. 8. 7. 6. 5. 3. 2., und 1.
er letzte Stein steht am Ende des Rammelbaches,
der östlichen Ecke des Strootmans Kampes.

Es ist aber hierbei zu bemerken, dafs, von dem
ine Nr. 7. an, die Grenze nicht dem seitdem oben
ezogenen Convenant grade durchgegrabenen Ram-
lbache bis an Wolfs Kampe entlangs laufe, son-
rn sich nach dem alten, noch sichtbaren Laufe des
mmelbaches östlich in Rammelkamps Heuberge
ndet, worin sie drei Wendungen macht, die ein
eines Viereck bilden und dann in Rammelkamps
euberge sich wieder an den Punct schliefst, wo der
n durchgegrabene Rammelbach zwischen Wolfs

1824 Kamp und Rammelkamps Heuberge in den alten
behaltenen und ferner die Grenze bildenden L
wieder fällt.

Art. XIII. Die in dem angezogenen Vergleich
zesse vom Jahre 1779 festgesetzte jährliche Besichtig
die Landesgrenze vorbeschriebenermaafsen bilden
Rammelbaches, soll fernerhin am ersten Montage
Monat September jeden Jahres von den beiderseiti
betreffenden Ortsobrigkeiten vorgenommen und
denselben für die Aufräumung des Baches durch
betreffenden beiderseitigen Commünen gesorgt w
den, auch diese in ihrer Gegenwart geschehen.

Art. XIV. Von dem Steine an der östlic
Ecke des Strootmans-Kampes läuft die Grenze we
in grader Linie auf einen Kieselstein, in der Nähe
sogenannten Fuhlen-Deiches, oder Weges von Nordh
nach Ootmarsum belegen; Sodann queer über di
Deich oder Weg in grader Richtung auf einen
selstein östlich des dabei belegenen sogenannten Be
Venne, welcher Stein auch angeblich zugleich
Scheidestein zwischen Frensdorf, Brecklenkamp
Lattrup ist; Von hier durch das Haidfeld gradezu
eine Kreuzkuhle im sogenannten Waterings-P
ehemals Wateringer Blanke, auch Tibben-Pool
nannt, woselbst ein Pfahl steht; dann auf einen
im Venne, die Plesche oder Vledder genannt, in
der Linie durch das Haidfeld, und weiter durch
alte Kreuzkuhle nördlich des Weges von Frens
gen grade auf den sogenannten Scheidebült, wo
ein Sand-Stein ohne Jahreszahl und Merkzeic
steht, welcher angeblich zugleich die Markensc
dung zwischen den Hannoverschen Bauerscha
Frensdorf und Grasdorf und der westlich beleg
Niederländischen Bauerschaft Brecklenkamp, so
der Scheidpunct zwischen der Ober- und Nied
grafschaft Bentheim ist.

Von diesem Steine weiter in grader Linie dur
das Haidfeld auf einen Hügel, westlich eines Wasse
pfuhls, Pispot genannt, belegen; Von hier in ders
ben Richtung auf eine nördlich belegene Kreuzkuh
bei einem jetzt daselbst befindlichen Wacholder-Str
che; ferner grade auf einen andern Punct an der O
seite des Weges welcher dem Grünlande, dem so
nannten Brecklenkamper-Schiephorst, entlangs läu

nn in grader Linie auf einen Punct in der Rich- 1824
; auf die sogenannte Kalverlage zu, welcher an
Grasdorfer Schiphorst und südöstlich von der
e des Kalverlagen-Kamps, das neue Land ge-
nt, liegt, von wo die Grenze durch das Haidfeld
rader Richtung und nach Westen hin sich dre-
d, hart an den sogenannten runden Bült nord-
lich entlangs läuft, in der Richtung auf die Scheune
Bentheimschen Coloni Bucht bis am kleinen
klenkamper Eichelkamp an der Ostseite von
tshede oder Wall; dann dieser Hede oder Walle,
he auf Hannoverschem Gebiethe, belegen, ent-
bis an obgedachte Buchts-Scheüne.

ART. XV. Die vorbeschriebene Territoriallinie
Scheidebült an, bis zur Buchtsscheüne ist zu-
h zur Marckenscheidung zwischen der Hanno-
chen Bauerschaft Grasdorf und der Niederländi-
Bauerschaft Brecklenkamp, nach Anhörung der
rseitigen Interessenten, für immer angenommen
festgesetzet worden, so wie dieselbe als solche
rch angenommen und festgesetzt wird.

RT. XVI. Da der auf der Grenze wohnende
noversche Colon Bucht mit seinem Vieh und
er-Fuhrwerke zu seinen auf Hannoverschen Ge-
e belegenen Aeckern und Wiesen nicht gelangen
, ohne das Niederländische Gebieth damit zu be-
n, wozu derselbe auch immer berechtigt gewesen
o soll ihm von seiner Scheüne an bis zu dem
des im Art. XIV. erwähnten Brecklenhamper
lkampes belegenen Schlagbaume in seiner Hecke,
n die Grenzlinie südöstlich hergehet, ein Weg
zwanzig Rheinl. Fufs Breite über die Territorial-
, oder sechs Niederl. Ellen und zwei Palmen,
von funfzig bis sechzig Ruthen Rheinl. oder Ein-
dert acht und achtzig bis zweihundert sechs und
nzig Niederl. Ellen, Länge ferner verbleiben.

ART. XVII. Von Bucht-Scheüne geht die Grenz-
e auf einen Piquetpfahl an des Niederländischen
lonen Rottmann, auf Hannoverschen Gebiethe be-
enen Backhause südöstlich her; von da auf den
eekebrook, über ein Grundstück, die Horst ge-
nt, circa anderthalb Rheinl. Ruthen, oder fünf
derl. Ellen und sechs Palmen, nordwestlich vom

1824 Aussengraben; Ferner auf einen Pfahl, circa zw
Ruthen Rheinl. oder fünf und vierzig Niederl. E
und zwei Palmen, südöstlich des Lagischen Colo
Waaners Hause im Felde; dann auf eine kleine Brü
oder Bolle, östlich des Hannoverschen Colonen Bro
haus, von da auf einen Punct im sogenannten
persfeld, weiter auf einen engen Fahrweg, gen
die ruwe-Steege, da wo selbiger sich krümmt,
bei dem Schlagbaum des Küpers Feld, und en
von da in grader Richtung über den alten Hau
oder Garten des Coloni Seisen und über einen Sc
baum oder Heck bei Maatmanns Heüerhause auf
Schornstein des Hannoverschen Colonen Maatm
Wohnhauses.

Von hier in grader Richtung auf das sogen
Spiek, auch Dinkel Funder genannt; Sodann
durch die Gründe der Colonen Drost von Hes
und Fuhlmann über des Niederländischen Co
Rupen Hoff bis zum Schlagbaum daselbst; Fern
grader Linie zwischen dem Haller und Hes
Felde her durch einen Kamp des Coloni Wars
zu Halle, das Warsing Eyland genannt; weiter
die Hesniger Gemeinheit auf einen Stein, ohne
und Zeichen, der im Walle einer Wiese, die P
Mathe genannt, am Wege von Ulsen nach Oot
sum steht. Von diesem Steine in grader Rich
durch Holthues Grundstücke und durch das H
feld, so wie des Colonen Schadebusch Gründ
dessen Hause über den alten Hausplatz auf den T
oder Wasserpfuhl desselben: Sodann in nem
Richtung durch das Hesniger Feld auf den soge
ten Fischteich des Schulzen zu Nielingen.

Von hier weiter in westlicher Richtung
die Grundstücke des gedachten Schulzen und
Pferdefeld grade nach dem Steine auf dem soge
ten Paalbütte, oder Pfahlberge, und dann in nör
cher Richtung, so wie westlich des Hauses des
loni Pauss Westerhoff her gradezu über einen H
der Galgenbült oder Galgenberg genannt, auf
Stein am sogenannten Brandbült stehend, in der N
der sogenannten Manderströhe, auch Manderka
genannt; Sodann in westlicher Richtung durch
Haidfeld und nördlich an Feldküpers Kamp her
einen Kieselstein, oder an Veddeler Ströhe oder Ka

lich von Mander Ströhe oder Kamp befindlich 1824
von hier in grader und zwar westlicher Rich-
durch das Haidfeld, welches südlich der Grenze
Wagenbüsche heifst, auf einen Stein ohne Merk-
hen im Felde, am Wege nach Almelo ohnweit
an; Ferner in grader Linie durch das Haidfeld,
Manderkante und das Manderfeld genannt, so wie
r durch die Wege von Almelo nach Getelo, von
lo nach Mandern und den Dwarswenne-Weg
inen Stein in der Topfhaide, auch Stein in den
er Rüen genannt, und dann in nemlicher Rich-
auf einen Stein an der Mander Hundegräfte.

er nächste Stein, worauf die Grenze grade zu-
t, findet sich an der Dwarsbecke, oder Kattenun-
, auch Kummerkamp genannt, und von hier läuft
e auf einen Stein bei den sogenannten Geteler-
, oder alten Weitzen Lande, mitunter auch
nerkamp genannt: Sodann auf einen Stein im
nhoek am Scholten Kampe, oder südlich Schüür-
, oder Herings Kampe, hinter Brinks Mathe
, weiter in grader Richtung nordwestlich an
ldersgraben her, auf den Punct, wo der ge-
e Graben die Gottersbeche durchschneidet, und
a gradezu auf den Stein auf dem sogenannten
jes-Berge.

RT. XVIII. Ingefolge des bereits angezogenen
-Recesses vom 1ten April und 3ten Septbr.
geht die Grenzlinie vom vorbesagten Steine auf
Müntjes-Berge in grader Linie nach dem fol-
n Stein, welcher neben der südlichen Ecke der
Mathe des Albert Mensen gesetzt ist: Von da
auf den Stein an der westlichen Ecke obenge-
er Mathe; ferner auf den vierten Grenzstein,
er ohngefähr in der Mitte der Grenzlinie nach
bestimmten Puncte auf dem Stryper Deiche steht:
in grader Richtung nach dem fünften Stein auf
chtem Deiche, oder Wege von Sipkelo nach
pe und zwar in nordwestlicher Richtung.

Von diesem Steine wendet sich die Grenze mehr
lich durch das Itterbecker und Balderhaarer Venne
läuft auf den sechsten Stein, welcher an der
dwestlichen Ecke der auf Hannoverschem Gebiethe
genen Herm Balderhaars Weide steht.

1824 Von letzgenanntem Puncte läuft die Grenze
grader Linie auf den alten Grenzstein, der neben d
Backhause, ohnweit und westlich des Wohnha
des Coloni Grosse Balderhaar befindlich und mit d
Bentheimischen und Burgundischen Wappen bez
net ist. Von hier weiter durch das Haidfeld in gr
Richtung auf den Stein, welcher circa siebenzig
then Rheinl. oder Zweihundert drei und sechszig
derl. Ellen und sieben Palmen, von dem Wirthsh
des Crull entfernt, hinter Amsings Hause auf
Vennebrügge oder Belt steht, und nicht bezeichn

Von diesem Steine in grader Richtung auf
Quelle, welche hart am Wyler Holze, oder we
beim Hause des Coloni Wellenwerth entspringt
einem grofsen Büchenbaume, der auf Hannovers
Territorio steht.

Von gedachter Quelle geht die Grenze weiter
von derselben bis zum Radewyker Bache, zwi
den Gründen der Colonen Wellenwerth, Sni
Junghans und Balderhaar herlaufenden Graben
Wellbecke oder Springe genannt, entlangs, bi
den Punct, wo dieser Graben in nordöstlicher
tung in den Radewyker Bach sich ergiefst: vo
an letztbenannter Bach in östlicher Richtung b
dem Graben, welcher die Wiesen des Hannover
Coloni Schültmann und des Niederländischen C
Tackman scheidet, gemeinschaftlich ist und die G
bildet.

Von da weiter in nördlicher und grader Rich
dem gemeinschaftlichen Graben entlangs, auf
Stein in Schültmanns Kamp, welcher mit dem
gundischen Kreutze gezeichnet ist.

Art. XIX. Vorgedachter Radewyler Bach
wie bisher geschehen, fernerhin von den Einge
nen der Hannoverschen Bauerschaften Itterbecke, W
und Balderhaar und den Eingesessenen der Nie
ländischen Bauerschaft Radewyk, so weit selbige
meinschaftlich ist und die Grenze bildet, jährlich
bequemen Jahreszeit geräumt und von beiderseiti
Orts-Behörden geschauet und stets in schaufre
Abwässerungs-Stand gemeinschaftlich gehalten w
den.

Art. XX. Von dem Steine auf Schültman
Kamp geht die Grenzlinie in grader und nordwest

r Richtung auf den sogenannten Melenberg, wo- 1824
ist ein bis auf den Grund abgebrochener Sandstein
ht, welcher auch der hohe Stein genannt wird.

ART. XXI. Da die in dem Grenzvertrage vom
re 1548 schon festgesetzte Theilung des zwischen
n Melenberg und dem Stein bei Schültmann nach
rwald hin auf Hannoverschem Grundgebiethe be-
nen Venne, zur einen Hälfte behuf der Hanno-
chen Eingesessenen von Laarwald und zur an-
Hälfte behuf der Niederländischen Eingesesse-
von Holtheem und de Velde, noch immer nicht
ollziehung gesetzt worden, so ist man nunmehr
übereingekommen, dafs die benannten Nieder-
schen Bauerschaften Holtheem und de Velde für
völlige Abfindung, wegen des quästionirten Venne,
mit Steinen abzusetzende Fläche von sechszig
end dreihundert vier und achtzig vierkante Ru-
Rheinl. oder achthundert sechs und funfzig Tau-
achthundert sechszig vierkante Ellen und vier
n Niederl. paralell mit der Grenzlinie, erhalten,
r Flächenraum von dem hohen Steine oder
berg an bis zu der zweihundert funfzig Ru-
Rheinl. oder Neunhundert ein und vierzig Nie-
Ellen und acht Palmen, vom Steine bei Schült-
in nordwestlicher Richtung bei dem Radewiker
latz belegenen Hütte, eine Basis von acht Hun-
cht und achtzig Ruthen Rheinl. oder drei Tau-
dreihundert fünf und vierzig Niederl. Ellen und
Palmen, und östlich der Territoriallinie eine über-
iche Breite von acht und sechszig Ruthen Rheinl.
Zweihundert sechs und funfzig Niederl. Ellen
wei Palmen hat.

ART. XXII. Von dem im Art. XX. zuletzt be-
en Steine läuft die Grenze weiter grade auf den
annten lagen Stein, welcher ein Kieselstein, ohne
zeichen, und vor der sogenannten Rouwslinge
en ist. Sodann über den Hausplatz der ehema-
Puffers-Hütte, dem Graben der Landwehr ent-
bis an die Sellandsche, oder Toren-Stege, der-
lt, dafs die Landwehr auf Niederländischen Ge-
ie befindlich ist, und der an der Ostseite derselben herlaufende Graben die Grenze bildet.

ART. XXIII. Die alte Wasserleitung, welche auf
noverschem Gebiethe bei der sogenannten Puffers-

1824 Hütte aus der rouwen-Riete an des kleinen Eyk
horst Lande und sodann an des grofsen Eykenh
Wiesengründe hergeht, so wie die Hauptwasser
tung, welche das Wasser aus dasiger Gegend
dem Erbe grofse Eykenhorst von der Heesterka
auf Hannoverschem Territorio in die Fechte fü
sollen von den betreffenden Hannoverschen Ei
sessenen jährlich geräumt und in schaufreien St
erhalten werden. Dagegen aber soll Niederländis
Seits dem Ablaufe des Wassers bei der Rouwsch
oder Landwehr nach den Niederlanden hin kein
dernifs in den Weg gelegt und daher der da
vor einigen Jahren angelegte und noch vorhan
Damm gleich nach erfolgter Setzung der Grenz
wieder niedergeworfen und gänzlich geebnet wer

Art. XXIV. Von der Sallandschen oder T
Stege geht die Grenze der Hecke und dem Gr
entlangs, westlich vor Hendriks Hause her,
einem Puncte am linken Ufer der Vechte an
nordöstlichen Ecke des Kampes des Coloni E
horst, wo ehemals dem Hause der Erben von
gegenüber ein Grenzpfahl gestanden hat; Von
queer über die Vechte auf einen abgehauenen
welcher an der Laarschen Mathe, die lage Hol
genannt, steht; Von diesem Steine weiter dem
lichem Walle des Hannoverschen Fahrweges, w
von Laar nach der Laarschen Brücke führt,
langs, bis westlich vor dem Hause des Ackerm
Albert Remeler oder Remeling her; Dann über
sen und J. Ems Lande bis zu dem Puncte an
Graben zwischen Köhler und letztgenannten A
lande von Ems, woselbst die Grenze in den G
fällt, welcher dem Lande von Mülder, Paus,
horst, Ampsing und Levegrabe entlangs läuft
die Grenze bildet, bis zu einem Steine, bezei
Nr. 16. woselbst die Grafschaft Bentheim und
Provinzen Overyssel und Drenthe zusammen sto

Art. XXV. Die sogenannte kleine Vechte
Coeverden auf Niederländischem Gebiethe soll
Beförderung des Ablaufs des Wassers der in die
einmündenden Bäche Niederländischer Seits jähr
gehörig aufgeräumt werden.

Art. XXVI. Von dem in Art. XXIV. zul
genannten Puncte geht die Grenzlinie, zufolge

ungen im Grenzrecesse vom 26ten Aug. 1824
Septbr. 1801. zwischen der Grafschaft Bent-
l der damaligen Landschaft Drenthe, auf den
15. bezeichneten Stein, wo Swiers Mathe,
Tagwerke von Dallhoff und die Buchhorst
ihren, ferner auf die Steine Nr. 14. und 13.,
uf beide Ecken des an der Coeverdenschen
belegenen sogenannten wilden Zuschlages,
ggemans Mathe stehen, dann auf den Stein
ei dem sogenannten Hesselsgatt, an der süd-
n Ecke der Coeverdenschen Marsch, von
i um dieselbe befindlichen Graben entlangs
is Bruch und die Weidegründe, die Heege
auf den Stein Nr. 11., welcher an der nörd-
ke des Hers Kämpchen stehet; Sodann in
ichtung auf den in der Heege, oder sieben
befindlichen Stein Nr. 10., und weiter auf
er äufsersten westlichen Ecke des Schippers
ks Kamps stehenden Stein Nr. 9. welcher
nz Hannoversch bleibt. Von letztgedachtem
uf den Stein Nr. 8., welcher an der südli-
e des gedachten Schippers Borgbrinks Kamp
lann auf den Stein Nr. 7., in der sogenann-
iwen Mathe; Ferner auf den Stein Nr. 6.
auf dem Wegdamme nach Coeverden, ge-
der äufsersten Ecke der besagten sogenann-
iwen Mathe steht; von hier auf den Stein
auf besagtem Wegdamme, gegenüber des
kschen Grabens; weiter auf den Stein Nr. 4.
Puncte, wo die Water und Galgen-Mathe
n laufen; Von da auf den Stein Nr. 3. wel-
der Ecke von Wesselinks hohen Mathe be-
st; Sodann auf den Stein Nr. 2. auf der Ecke
Colono Icken zugehörigen Halveskamp, und
ler westlichen Einfriedigung der Bentheim-
lonen Icken und Buss Grundstücke entlangs
len Stein Nr. 1. bei dem sogenannten Scho-
Tief, am Graben des Kötters Buss Mathe;
aus die Aa auch Schonebecker Tief genannt,
zigen krummen Laufe nach die Landesgrenze
n sogenannten Twist bildet.

Anfange des Twistes aber, und zwar an
nmenstofsenden Ecken von G. Steffens, G.
d J. Niers Grundstücken, theilt sich die Aa

1824 in den Süder- und Norderstrang oder Becke, wo der Süderstrang die gemeinschaftliche Grenze bi bis zu dem Steine, welcher nach vorgenomme vergleichmäfsigen, unten näher anzugebenden T lung des Compascui im Twist, am linken Ufer süder Aa Stranges dem südlichen Ende der T lungslinie gegenüber gesetzet werden soll. Dieser wird dann der letzte Grenzpunct zwischen der G schaft Bentheim und der Provinz Drenthe, so der Anfangspunct der Grenze zwischen dem K Meppen und Drenthe sein.

Art. XXVII. Das vorbesagte Schonebecker oder die Aa, vom Steine Nr. 1. hinter Eschorb an bis zum letztbeschriebenen Steine an dem T soll jährlich zweimal und zwar in den Monaten und August von denen von Alters her dazu pflichtet gewesenen beiderseitigen Eingesessenen geräumt und in schanfreien Stande unterhalten, durch beiderseitigen Ortsbehörden jährlich gese und von ihnen keine Hindernisse einer guten freien Abwässerung geduldet werden.

Art. XXVIII. Das in dem Grenz-Verg zwischen dem ehemaligen Münsterlande und den derlanden vom Jahre 1764 und 1784 näher be nete Compascuum im Twist wird getheilt un die Theilungslinie des Compascui daselbst zugle Territorial-Grenzlinie bilden.

Die Theilung ist, mit ertheilter Zustimmung derseits Betheiligten, auf folgende Art regulirt wo

1. Derjenige Theil des Compascui, welcher lich der bisherigen Territoriallinie auf Hannover Grundgebiethe liegt, wird den Hannoverschen meinheiten Ruhle, Grofs- und Klein-Hesepe etwa sonst noch berechtigten Hannoverschen U thanen vorab als privatives Eigenthum überlasse

2. Von dem übrigen Theile desselben, we westlich der bisherigen Territoriallinie, liegt, zwischen derselben und den beiden Armen der ein Dreieck bildet, soll die eine Hälfte den vo nannten Hannoverschen Gemeinheiten Ruhle, Gr und Klein-Hesepe und die andere der Niederlä schen Gemeinheit Schonebeck als privatives Eig thum zugetheilt und überlassen werden.

). Die Theilungslinie soll aus dem Mittelpuncte 1824
südöstlichen Endes des Grabens welcher die, öst-
der bisherigen Territoriallinie, ohnfern des rech-
Ufers des Norderstranges der Aa belegenen, Län-
ien des Niederländischen Eingesessenen Heck-
n einschliefst, in grader Richtung dergestalt auf
rechte Ufer des Süderstranges der Aa gezogen
n, dafs vorläufig beide Theile an Flächen-In-
gleich grofs werden.

Durch diese Theilung fällt diejenige Fläche
des, auf welcher vormals die Hanneken-Boe
den, so wie der von dem Hanneken dabei pri-
benutzte Grasgrund ganz in den Hannover-
Theil des Compascui und wird privatives Ei-
um der Gemeinheiten Ruhle, Grofs- und Klein-
e; Dagegen wird derjenige Flächenraum, wel-
zwischen der bisherigen Territorial-Grenze und
orhin sub 3. beschriebenen Theilungslinie aufser-
des Norderstranges der Aa und bis zu den ge-
n Ländereien des Heckmanns auf bisherigem
verschen Gebiethe belegen ist, nunmehr pri-
Eigenthum der Schonebecker; Weil aber die-
ächenraum kleiner als der Flächeninhalt der
ken Boe und des dazu gehörig gewesenen pri-
n Grundes ist, so soll die Gemeinheit Schone-
dadurch dafür entschädigt werden, dafs ihre
des vorhin sub 2. gedachten Theils des Com-
um soviel gröfser wird, als die erwähnte Dif-
beträgt, und hiernach die Theilungslinie ihre
ive Richtung auf den Süderstrang der Aa er-

Hierbei wird Niederländischer Seits auf alle
hädigungs-Ansprüche welche von Niederländi-
Unterthanen wegen vormals auf Hannoverschem
dgebiethe besessener Boen, oder sonst etwa ge-
t werden könnten, Verzicht geleistet und sollen
tige etwa gegründete Ansprüche von der Nie-
ndischen Gemeinheit Schonebeck befriedigt wer-

wogegen

nicht weniger die Hannoverschen berechtigten
inheiten auf dem von dem Hanneken sonst be-
en Canon von jährlich sechs Gulden verzichten.

Die Theilungslinie des Compascui, und bis zu
vorhin sub 3. gedachten südöstlichen Ende des

1824 Grabens um die Ländereien des Heckmanns; durch einen oben zwölf Fuſs Rheinl. oder drei N derl. Ellen und acht Palmen breiten Graben, de Tiefe der schaufreien Tiefe des Norder- und Su stranges der Aa gleich sein soll, bezeichnet wer

Dieser Graben, über welchen weder Steg Brücke als mit Zustimmung beiderseits Bethei angelegt werden darf, soll auf gemeinschaftliche sten ausgeworfen werden, und beiderseitige U thanen, jeder Theil zur Hälfte den Grund dazu geben.

Auch soll der mehrerwähnte Graben, un Ländereien des Heckmanns von dem südöstl Ende desselben ab an, bis da, wo dessen we Wendung die bisherige Territoriallinie berührt, auf Hannoverschem Grundgebiethe, jedoch au meinschaftliche Kosten der beiderseitigen Hann schen und Niederländischen Communen zur chen Breite und Tiefe, wie der vorgedachte lungsgraben des Compascui, ausgeworfen werde

Beide Graben sollen von den betreffenden Ge heiten allezeit gehörig aufgeräumt und in schau Stande unterhalten, zu diesem Zwecke auch a lich von beiderseitigen Ortsbehörden geschauet we

8. Nach geschehener Theilung des Compascu es beiderseitigen Unterthanen untersagt sein, ihr auf der andern Theil weiden zu lassen, oder denselben zu treiben.

Art. XXIX. Da, wie bereits erwähnt w der Theilungsgraben des Compascui zugleich die ritorialgrenze bilden soll, so wird der in den C nants von 1764 und 1784 bezeichnete Grenzstein von seiner jetzigen Stelle auf denjenigen Pun linken Ufer des Süderstranges der Aa versetzt die im vorigen Artikel sub 3 et 4. beschriebene T lungslinie solches Ufer durchschneidet. Der bi südlich von Heckmans-Boe gestandene Grenz Nr. 2. soll an die südwestliche Ecke des mehrged ten ostwärts der Ländereien von Heckman vorh denen Grabens auf Niederländischem Grundgeb gesetzet werden. Von diesem Puncte geht die Gr in nördlicher Richtung der Mitte dieses Grabens langs, so wie derselbe jetzt besteht. Auf die n östliche Ecke dieses Grabens, nachdem derselbe

III. bestimmte Breite gebracht sein 1824
er Grenzstein der Mittellinie des
o wie dieser jetzt nördlich von
den ist, auf Hannoverschen
Von diesem Steine folgt die
ben benannten Mittellinie
Territoriallinie wieder
ein neuer Grenzstein ge-

on dem hiernach auf das linke
anges der Aa zu setzenden ersten
ischen dem Kreise Meppen und der
enthe bis an den vorhin bezeichneten Punct
der Heckmans-Boe auf der alten Terri-
bildet die Mittellinie des zu ziehenden
haftlichen Grabens die Territorial-Grenze.

XXXI. Von ebengedachtem Puncte nörd-
Heckmans-Boe geht die Grenze in grader
iter in derselben Richtung und nach denselben
cten, die in den Convenants von 1764 und
chrieben sind. Der nächste Stein nach Heck-
oe also steht westlich ohnweit Deckers Haus
Hebeler Meeres auf der Stelle, wo die
ie den sogenannten von Martels Graben zwi-
m Hebeler und schwarzen Meere so durch-
t, dafs ein Drittheil nach dem Hebeler und
ittheile nach der Seite vom schwarzen Meere
em Graben abgeschnitten werden:
r Stein ist mit Nr. 3. bezeichnet. Der fol-
tein Nr. 4. worauf die Grenzlinie in grader
dlicher Richtung ferner zugehet, stehet am
n Berge neben Tholen Hause.

XXXII. Hinsichtlich des Compascui west-
Territoriallinie auf Niederländischem Gebiethe
Gegend des schwarzen und Hebeler Meers
worin die Hannoverschen Gemeinheiten We-
d Versen nach Art. 5. des Convenants vom
ctober 1784, mit ihren Kühen und Schafen
as schwarze Meer zu weiden berechtigt sind,
n Betreff des Compascui in der Gegend vom
in zwischen dem schwarzen und Hebeler
zum Steine am Schwarzenberge, in welchen
noverschen Gemeinheiten Alten-Haren, Ober-

1824 Grabens um[illegible] die [illegible] Art. 7. des obgedachten durch einen ob[illegible]t, das Mittweiderecht fü derl. Ellen u[illegible] daselbst stipulirt worden, l Tiefe der s[illegible], werden den benannten stranges-d[illegible]heiten diese, in jenem Conv Diese[illegible]rechtsamen ferner vorbehalten, Brücke [illegible] letzterwähntes Compascuum nicht angel[illegible] durch den am 24ten Septbr. 1817 ster [illegible] Vergleich zwischen den Hannover th[illegible] zu Alten-Haren, Ober- und N[illegible] und den Niederländischen Inter[illegible] und Westenesch andererseits ve[illegible]

ART. XXXIII. Von dem im Art. XXXI[illegible] merkten Steine am Schwarzenberge geht die G in grader Linie an den Gärten der Linteloher nisten westlich und hinter deren Häusern in ger Entfernung her auf die hervorspringende ö Ecke von Mönnecken-Moor, wo der fünfte G stein steht; von da in grader Richtung au Thurm von ter Apel zu, nach dem sechsten G steine am Baarenfleer; dann bis zu dem mit bezeichneten Steine bei Graf Ernst, oder dem nannten Zwollschen Deiche in der Hahnentange ner in grader Richtung nach dem Stein Nr. dem Hassenberg an dem Scheidungspunct zw Dersum und Walchum; weiter auf den mit bezeichneten Stein, welcher ohngefähr Einhunde then Rheinl. oder dreihundert sechs und sie Niederl. Ellen und sieben Palmen, südlich von jes Kampe, der nach Bourtange gehört, entfernt von hier in grader Linie östlich vor Abeltjes her, durch die östliche Spitze des Abeltjes-l auf den Stein Nr. 10. wo der Weg von Rhed Bourtange herläuft; Sodann auf den Stein Nr. nördlichen Ende des Retranchements, wo westl Scheidung des Neu-Rheder Privat-Eigenthum läuft; weiter in grader Linie auf den Stein zu welcher südlich am Liesken Meere steht hier in grader und ohngefähr nördlicher Richtun dem gesunkenen Steine Nr. 13. am Lether-l deiche oder Herren-Veen-Deiche an der eben Ostfriesisch-Münsterschen Grenze, woselb

schen dem Hannoverschen Kreise Meppen 1824
derländischen Provinz Groningen endiget.

Art. XXIV. Die gegenwärtige Abwässerung
ivirten und uncultivirten Gründe der Hanno-
nen Colonie Ruitenbrook nach der Aa hin auf
erländischem Gebiethe, wohin das Wasser seinen
lichen Lauf hat, soll so lange bestehen bleiben,
as Niederländische Gouvernement gut finden wird,
ogenannten Leitdeiche in dortiger Gegend und
rhin wieder herstellen zu lassen, in welchem
aber zugleich die jetzt ganz verfallene Pumpe,
m Leitdeiche beim vormaligen Wachthause ober-
des sogenannten Assenschots auf Niederländi-
Gebiethe belegen, von drei Fufs Rheinl. oder
Palmen vier Duim Niederl. vierkant, Nieder-
cher Seits dergestalt wieder in den Stand ge-
werden soll, dafs der Boden der Pumpe wenig-
drei Fufs Rheinl. oder neun Palmen vier Duim
l. unter Maifeld zu liegen komme und das von
brock herkommende Wasser dadurch mittelst
n, zur gehörigen Tiefe aufzuräumenden Schloots
er Aa hin frei abgeführt werden können. Uebri-
oll dann Hannoverscher Seits nicht mehr Was-
hin geleitet werden dürfen, als mittelst einer
von drei Fufs Rheinl. oder neun Palmen vier
Niederl. vierkant gelöset werden kann.

gleichen sollen die Leitdeiche, sobald selbige
e besagte Pumpe wieder hergestellt sein wer-
nicht mehr durchgestochen werden dürfen, wor-
eiderseitige Ortsbehörden möglichst zu achten
werden.

rt. XXXV. Die in der Gegend von Bour-
in dem Deiche zwischen der Redoute Backofen
Abeltjès Hause jetzt vorhandene, zwölf Fufs
Zoll Rheinl. oder vier Niederl. Ellen breite
use soll Niederländischer Seits gleich nach er-
ter Ratification des gegenwärtigen Grenztractats
genommen, die Schleussen-Oeffnung gehörig ver-
ft und zugedammt werden. Auch sollen alle son-
e Oeffnungen in dem vorbenannten Deiche zuge-
ht werden, so wie der ganze Deich in haltbaren
nd gesetzet, unterhalten und nicht wieder durchge-
hen werden soll, worauf die Niederländische Obrig-

Diese Abwässerung der Niederlanden ı
über das Hannoversche Territorium soll z
und ungehindert sein, auf keinem Fall aber
auch mehr Wasser nach der Hannoversch
dort hingeleitet werden dürfen, als mittelst
sagter Pumpe von drei Fuſs Rheinl. oder n
men vier Duim vierkant wird gelöset werde

Art. XXXVI. Von dem Stein Nr. 13.
ther-Flügeldeiche, oder Heeren-Veendeich
ehemals die Grenze zwischen Ostfriesland u
ster anfing, — wendet sich die Grenze nor
dem gemeinschaftlichen Moorschloot entlan
welchem nordöstlich das Moor und die Hi
Wittwe Meidel, H. Albers und Gerrit Priet
noverschem Gebiethe und südwestlich die L
den auf Niederländischen Gebiethe belegen si
cher Moorschloot gegenüber Bellinga und Tiel
den von Bethe kommenden Moorschloot
und dann weiter als gemeinschaftlicher Gre
in nördlicher Richtung zwischen den Hannc
Privatgründen der Wymeerster Syhlacht
Niederländischen Gründen dem Ham, dem
und der Bonenschans bis an den um die Aus
von Neuschanz, oder Lange-Ackerschanz
Grenzschloot östlich der benannten Festung d

angs bis an den Herren-Paal oberhalb T. Go- 1824
ns Hause. Von da gehet die Grenze ferner zwi-
en dem Lintheloher Polder oder Walkens-Platze
l dem Charlotten-Polder in nordwestlicher Rich-
g in der Mitte des gemeinschaftlichen Heeren-
loots entlangs bis in die Aa. Von dem Puncte an,
i der sogenannte Heerenschloot zwischen Neuschanz
l Hensems Sägemühle in das rechte Ufer des Aa-
oms einschneidet, geht die Grenzlinie im Thalwege
es Flusses entlangs bis ohnfern des Staatensyhls wo
elbe östlich ausspringt und dem Schloote entlangs
t, der um das Grundstück hergeht, welches nach
4. des Convenants, der unterm 3ten Nov. 1706
chen Ostfriesland und Groningen abgeschlossen
de, an die Niederlande abgetreten worden ist.

Dieses ostseits des Staatensyhls liegende Grund-
k ist damals vierzig Rheinl. Ruthen breit und
zig Rheinl. Ruthen lang, queer über den Deich
ssen, und der Schloot mit eingerechnet, abge-
n worden. Der aufserhalb nach dem Dollart zu
tseits der Aa liegende Anwachs verbleibt ingefolge
ngezogenen Convenants vor wie nach Hanno-
ches Eigenthum und Territorium.

Von da an, wo der um jenes Grundstück gehende
ot unterhalb des Staatensyhls wieder auf die Aa
t, bildet der Thalweg dieses gemeinschaftlichen
es bis zum Termino a quo im Dollart weiter
Landesgrenze.

ART. XXXVII. Es bleibt zwar jedem Theile un-
mmen, die zur Beschützung des Ufers des ge-
nschaftlichen Aa-Flusses erforderlichen Vorkeh-
en an seiner Seite zu treffen, dieselben dürfen
weder die gemeinschaftliche Schiffahrt auf der
noch die Abwässerung durch dieselbe hindern.

ART. XXXVIII. In der Absicht die bisher ob-
tenden Differenzen, wegen der von der Wymeer-
Syhlacht seit dem Jahre 1819 zur Verbesserung
er höchst mangelhaften Abwässerung nothwendig
aueten Schöpfmühlen, deren Würkung aber für
Niederländische Gebieth schädlich werden zu kön-
n befunden worden, dergestalt auszugleichen, dafs
r doppelte Zweck, sowohl der benannten Wymeer-
r Syhlacht eine ganz vollständige freie und unbe-

1824 schränkte Abwässerung für immer zu verschaffe
als zugleich das Niederländische Gebieth vor all
nachtheiligen Folgen derselben künftig zu schütz
erreicht werde, ist folgendes verabredet und festg
setzet worden.

1. Das jetzige Wymeerster Syhltief soll, ehe e
den Hauptfestungsgraben von Neuschanz östlich der
stung einmündet, mit einem festen und gegen Ue
strömung hinreichend hohen, starken und dic
Erddamme in der Nähe der daselbst über das S
tief führenden Wymeerster Brücke und zwis
derselben und der Landesgrenze auf Hannoversc
Territorio abgedammt werden, so dafs aus demse
künftig kein Wasser mehr in den Festungsgr
von Neuschanz abfliefsen kann, und zwar ohnge
an dem Puncte, der auf einem den Conferenz-Pr
collen beigefügten Plane mit dem Buchstaben A.
zeichnet ist.

2. Von dem Puncte an wo das Wymeerster S
tief östlich von Neuschanz abgedammt wird, soll
neues Syhltief ganz auf Hannoverschem Territor
dem Bunder Neulande an der bereits eingeka
Landesgrenze herum, in der Breite und Tiefe,
es die Abwässerung erfordert und wornach die je
angelegt ist, etwa dreifsig Fufs Rheinl. oder
Niederl. Ellen vier Palmen, breit und wasserpafs
dem Fluthbette des Wymeerster Syhles gegraben
vorhandene Hannoversche Grenzkajung dazu ben
und eingerichtet werden. Diese neue Kanallinie
ringsum um das Bunder Neuland angelegt, d
dasselbe queer zu durchschneiden, und so weit es
thig sein wird, zu beiden Seiten so eingekajet,
das Niederländische Territorium, so wenig als
Hannoversche, nie inundirt werden kann, wie h
auch das Wymeerster Wasser künftig aufgema
werden mag.

Da wo die neu zu grabende Kanallinie sich
den alten Deich, oder jetzigen Postweg schliefst,
die Landesgrenze bildet und mit derjenigen Tiefe od
Griffe eins wird, die nach dem zwischen der St
Groningen und Wymeer Anno Ein Tausend siebe
hundert abgeschlossenen Convenant auf Kosten v
Wymeer und Hannoverschen Territorio von Ne
schanz nach Bunde gegraben worden ist, wird d

nal nur an einer Seite, nemlich auf dem Hanno- 1824
schen Territorio eingekajet weil der alte Deich hoch ist, dafs er nie inundirt werden kann.

An diesem alten Deiche, oder jetzigen Postwege langs wird der vorhandene Kanal verbreitet und se Verbreitung vom Hannoverschen Territorio abraben. Da indessen an den Häusern der Nanga und der Polterey kein hinlängliches Terrain Verbreitung mehr vorhanden ist, so soll neben en Häusern die etwa noch fehlende Verbreitung circa zwölf bis funfzehn Fufs Rheinl. oder drei derl. Ellen und acht Palmen bis vier Niederl Elund sieben Palmen breit und etwa zwanzig Ru, oder fünf und siebenzig Niederl. Ellen und drei nen lang, von der sehr breiten Berme des alten ches genommen und die Grundbesitzer nach einer ch beeidigte Taxatoren aufzunehmenden Taxe eben ntschädigt werden, als es bei den übrigen Grundern, deren Land zu dem neuen Kanale benutzt en wird, der Fall sein soll. Diese Kanallinie bis zum Heeren Paale, ohnweit Thomas Gomanns im Bunder-Neulande an der Landesgrenze ngs fortgesetzet und durch Verbreitung und Einng, wie oben bemerkt, nach Bedürfnifs und Ansachverständiger vervollständigt.

Vor den Häusern der Nanninga, Polterey und mas Gomann werden Statt der alten wieder drei Brücken von gleicher Art erbauet, um ihnen nöthige Communication mit der Landstrafse und m Lande zu erhalten.

Beim Heerenpaale wird auf Hannoverschem Terio der Deich durchgegraben und daselbst eine fahrbare hölzerne Brücke angelegt und das alte Bunde gehende Tief sicher abgedammt. Vom erenpaale an wendet sich die neu zu grabende Kallinie nordwestlich an der Landesgrenze, oder den enannten Heerenschloote entlangs, durchschneidet Walkens-Platze den von Hensems Sägemühle ch Neuschanz gehenden Weg, woselbst eine hölrne Brücke angelegt wird, und fällt an der nördsten Spitze von Dettmers Platze in das alte Wyerster Tief; dies wird hier nach Neuschanz zu gen alle Ueberströmung sicher abgedammt.

1824 schränkte Abwässe[illegible]d zur Ableitung des W
als zugleich da[illegible]nd des Walkes-Platzes,
nachtheiligen [illegible]ränkten Wymeerster Was
erreicht wer[illegible], — eine Pumpe von drei
setzet word[illegible] Niederl. Palmen und vier D
1. Da[illegible] und ein Fufs Rheinl. oder
den Hau[illegible], niedriger im Boden, als der Bo
stung [illegible] vorhandenen Moorschloots-Pumpe, an
strö[illegible] Pumpe erhält jedoch an der Ostfri
Erd[illegible] eine Klappe und Schütz (Scheutel) da
ti[illegible] Wymeerster Wasser höher als das N
d[illegible] steht, dasselbe nicht durch die Pum
[illegible]ländische Niederländisches Territorium ablaufen könne, s
[illegible] die Klappe sich alsdann von selbst schliefse,
[illegible] so wenig das Niederländische Wasser das H
[illegible]oversche Territorium innudiren könne.

Die neue Kanallinie vom Heerenpaale dem H
[illegible]renschloote entlangs neben Walkens-Platze her bi
[illegible] Wymeerster Syhltief soll den Landesgrenzgrab
oder sogenannten Heerenschloot nicht mit in s
aufnehmen, oder berühren, sondern es soll zwisch
dem Heerenschlote und der neuen Kanallinie
Damm von zwölf bis achtzehn Fufs Rheinl. oder d
Niederl. Ellen und acht Palmen, bis fünf Nied
Ellen und sieben Palmen, Breite im Grundschl
stehen bleiben und derselbe so erhöhet werden,
das Niederländische und Hannoversche Territo
niemals aus dem neuen Kanale, oder sonst wo
innudirt werden kann, und wird Hannoverscher S
dafür gesorgt werden, dafs die Dämme zur erfor
lichen Höhe stets unterhalten werden, so wie
der Bunderdeich, oder Postweg, auf keine für
Wymeerster Abwässerung schädliche Weise Nied
ländischer Seits erniedrigt werden darf.

3. Zur vollständigen Abwässerung des Niederl
dischen Wassers bei Neuschanz und vorzüglich
höheren Wasserständen wird eine Wassermühle v
mittler Gröfse und der nöthigen Capacität beim Bli
sylke, oder an einer andern passenden Stelle auf N
derländischem Gebiethe angelegt, um das überflüss
Wasser von allen Grundstücken, die durch oben
dachte Anlage von der Wymeerster Abwässer
abgeschnitten werden, in die Niederländische Bin
Aa directe überzumahlen, so dafs kein Uebermah

derländischen Territorio in das Wymeerster 1824
Vollendung der neuen Anlagen mehr Statt

Die neue Kanallinie ist auf einen bei den Con-
anz-Protocollen befindlichen Plane mit den Buch-
ben A, B, C, D, E, F und G, bezeichnet.

Sämmtliche hieroben genannte Anlagen nebst Grund-
chädigung und überhaupt alle hierzu erforderli-
n Kosten, die nach einem globalen Ueberschlage
vier und zwanzig Tausend Gulden holländisch
agen, sollen gemeinschaftlich und zwar von jedem
te zur Hälfte getragen werden.

6. Die von den Wymeerstern zu verlassende
ke Syhltiefs nebst Brücke und Zubehör wird den
derlanden zum künftigen Unterhalte und Gebrauche
lassen, wogegen Wymeer auf Entschädigung da-
verzichtet.

. Die neue Anlage selbst wird auf jedem Terri-
von der betreffenden Landesbehörde und den
dienten dirigirt, auf dessen Gebiethe sie ange-
werden.

Die künftigen Unterhaltungskosten aller Anla-
allen demjenigen Territorio zur Last, auf dem
befindlich sind, ohne Einmischung und Concur-
der gegenseitigen Gouvernements.

Die neue Anlage soll in dem Jahre Ein Tausend
undert fünf und zwanzig, angefangen und spä-
s im Jahre Ein Tausend achthundert sechs und
ig vollendet werden.

dieser Zwischenzeit werden die Wymeerster
n keinen dem Niederländischen Territorio schäd-
Wasserstand aufmahlen, worüber von den
derlanden mit Recht Beschwerde geführt werden
; wofür das Hannoversche Gouvernement wird
e tragen lassen.

9. Die Kosten der neuen Anlagen sollen von
verständigen veranschlagt, die Arbeiten öffent-
an den Mindestfordernden ausverdungen, die
ndstücke von beeidigten Taxatoren taxirt und die
kliche Ausgabe von den betreffenden Gouverne-
nts durch verificirte Rechnungen nachgewiesen
rden, wozu der stipulirte Beitrag alsdann entrichtet
d.

1824 10. Sollten sich bei der speciellen Ausführung nige Abänderungen des Plans als nöthig zeigen, jedoch den beiderseitigen Zwecken nicht hinderl noch schädlich, oder kostbarer sein dürfen, so bl es den Hannoverschen Behörden vorbehalten, di auf deren Gebiethe auszuführen, wobei der Plan Umgrabung um die Landesgrenze aber im Ga bestehen bleibt.

11. Nach Vollenduug der benannten Anlagen len zwei gegenseitige Commissarien von den resp ven Provinzial-Behörden die neuen Anlagen auf H noverschem und Niederländischem Territorio in L vorzeigen lassen, um sich von der Erfüllung der serhalb übernommenen Verpflichtungen officiel üb zeugen, und den resp. Gouvernements darüber A zeige machen zu können.

Art. XXXIX. Die in dem angezogenen venant vom 3ten Nov. 1706 für Ostfriesland s lirte freie Schiffahrt und Abwässerung durch Staatensyhl in die Aa, verbleibt den Hannover Ostfriesischen Unterthanen vor wie nach, und s dieselben gleich wie die Niederländischen Schiffer unter behandelt werden.

Art. XL. Desgleichen ist die freie Schi auf der Aa und freie Abwässerung in dieselbe, einen gemeinschaftlichen Grenzfluſs, für beide S ten wieder stipulirt, und insbesondere festge worden, daſs es den Hannoversch-Ostfriesischen terthanen auch künftig gestattet sein soll, einen Abwässerungs- und Schiffahrts-Kanal durch nige Niederländische Terrain anzulegen, welches tig westlich der Greuzlinie im Dollart bis an den Fluſs anwachsen mögte.

Art. XLI. Die neu verglichene Grenzlinie Dollart fängt von dem Puncte an, welcher auf ei Entfernung von Siebenhundert zehn Ruthen Rhei oder Zwei Tausend sechshundert vier und sieben Niederl. Ellen und sechs Palmen, von dem am Fu und nördlich des Deiches beim Staten Syhl jetzt n vorhandenen Pfahl nach dem Dollart zu am wes chen oder linken Ufer des Aa-Stroms zu fallen köm und auf der, diesem Tractate beizufügenden, neu

essenen Grenzkarte mit dem Buchstaben F. be- 1824
net ist.

'on hier an läuft die Grenzlinie durch den Dol-
bis zur Ems, unter einem Winkel von acht Grade
und einer halben Minute westlich von der wah-
Nordlinie, welches die Mittellinie zwischen Nor-
nd Norden gen Osten, nach dem Compasse in
lsheit des Convenants vom Jahre Eintausend
hundert drei und zwanzig gezogen, ist, dessen
che Abweichung vom wahren Norden zu drei-
Grade sieben und vierzig Minuten für obge-
s Jahr gemeinschaftlich ist angenommen worden.
hier im Dollart festgesetzte Grenzlinie soll
mer verbleiben, wenn auch der Aa-Strom sei-
genwärtigen Lauf künftig verändern mögte.

T. XLII. Auf alle in diesem Tractat vermel-
Grenzpuncte, und wo es sonst noch bei Ab-
g der Grenzen wird nöthig erachtet werden,
Grenzsteine gesetzet und diejenigen, welche
t bereits vorhanden und noch brauchbar sind,
hergestellt und mit den erforderlichen Buch-
und Nummern, zufolge der hiernach beschrie-
Bestimmungen versehen werden.

e Grenzsteine sollen zweierlei sein; nemlich
grenzsteine für die angegebenen Hauptpuncte
genannte Zwischensteine, um da gesetzet zu
n, wo der Abstand zwischen zwei Hauptstei-
n entfernt sein mögte, oder auf solche andere
diaire Puncte, als man zur deutlichen Bestim-
ämmtlicher Grenzpuncte dienlich erachten wird.

e Steine, welche auf die Hauptpuncte gesetzet
n, sollen sieben Fufs Rheinl. oder zwei Niederl.
zwei Palmen, Länge haben, achtzehn Zoll
l. oder vier Niederl. Palmen sieben Duim, breit
wölf Zoll Rheinl. oder drei Niederl. Palmen ein
, dick sein, drei Fufs Rheinl. oder neun Nie-
almen vier Duim, unter und vier Fufs Rheinl.
ine Niederl. Elle zwei Palmen sechs Duim, über
rde stehen, wovon letztere nur behauen wer-
llen.

e sogenannten Zwischensteine sollen fünf Fufs
l. oder eine Niederl. Elle fünf Palmen sieben
n, Länge, vierzehn Zoll Rheinl. oder drei Nie-
Palmen sieben Duim, Breite und zwölf Zoll

1824 Rheinl. oder drei Niederl. Palmen ein Duim, D
haben. Der obere Theil derselben von zwei
einen halben Fuſs Rheinl. oder sieben Niederl. Pal
acht Duim, soll nur behauen werden.

Sämmtliche Steine sollen an der Hannovers
Seite mit dem Buchstaben H. und an der Nieder
dischen Seite mit dem Buchstaben N. so wie mit e
durchlaufenden Nummer vom ersten Grenzpuncte
Dreiland anfangend, versehen, die Hauptgrenzst
aber überdem noch mit der Jahreszahl 1824 bez
net werden.

Da, wo ein Fluſs oder Bach die gemeinschaftl
Grenze bildet, sollen die Steine abwechselnd auf H
noverschen und Niederländischen Gebiethe erri
werden.

Die Lieferung der Grenzsteine und Transport
selben soll baldthunlichst nach der Auswechselun
Ratificationen dieses Tractats für Rechnung der
den Gouvernements durch zwei von den beider
gen Commissionen aus ihrer Mitte dazu zu committi
den Mitglieder dem Mindestfordernden ausverdu
werden,

Sobald eine hinlängliche Anzahl Grenzsteine
Bereitschaft gebracht sein wird und die Jahresze
gestattet, soll sofort mit dem setzen derselben
Anfang gemacht werden. Alle ferneren desfall
Bestimmungen übrigens bleiben den Mitgliedern
Commissionen, welche von denselben mit der
rection dieser Arbeit beauftragt werden, überla

ART. XLIII. Damit auch künftig die Grenz
überall nicht verändert werden, so soll jährlich
bequemen Jahreszeit eine Besichtigung derselben
beiderseits Ortsbehörden gemeinschaftlich vorgen
men, darüber ein Protocoll aufgenommen und d
an die resp. Provinzialbehörden zur etwa nöthi
Verfügung eingesandt werden.

ART. XLIV. Wiewohl beiderseitige Commis
nen sich möglichst bemühet haben, die bei Beric
gung der Grenze sich darbietenden Schwierigke
aus dem Wege zu räumen, es aber dennoch m
lich ist, dafs bei der Setzung der Grenzsteine
deren noch einige vorfinden, so ist festgesetzet w

laſs die Mitglieder beider Commissionen ermäch- 1824
leiben, alle dergleichen Zwistigkeiten definitiv
tscheiden.

RT. XLV. Der gegenwärtige Tractat, welcher
utscher und Niederländischer Sprache abgefaſst
ll den beiden Gouvernements zur Genehmigung
legt werden, und innerhalb zwei Monaten nach
nterzeichnung desselben, oder so viel früher als
ch sein wird, sollen die Ratificationen ausge-
elt werden.

kundlich dieses haben die Eingangs genannten
nissarien vorstehenden Grenztractat durch ihre
ändige Namens-Unterschrift und Beidruckung
Wappen vollzogen.

geschehen und abgeschlossen zu Meppen den
en Julius Eintausend achthundert vier und
ig.

STEL. v. BUSSCHE. REINHOLD. DE MAN.
A. SANDBERG. GUICHART. HOMAN.

81.

vention entre la Prusse et la Saxe 1825
ale en éxecution du 1er paragra-
du XXIIeme article de la con-
tion principale conclue entre ces
x puissances le 28 Août. 1819,
ernant les fondations pieuses;
ée le 4 Avril 1825 et ratifiée par
axe le 1 Juillet et par la Prusse
7 Juillet de la méme année.

setzsammlung für das Königreich Sachsen
1828. Nr. 32. p. 273.)

Verfolg der, im Art. XXII. §. 1 der Hauptcon-
n vom 28sten August 1819, zu Vollziehung

1825 des, zwischen Ihro Königlichen Majestäten von Sac
sen und von Preufsen, am 18ten Mai 1815 zu W
abgeschlossenen Friedenstractats, enthaltenen Besti
mung, ist, wegen Auseinandersetzung der nach
nannten milden Stiftungen und einiger damit in
rührung stehender Gegenstände, zwischen den
terzeichneten beiderseitigen Königl. Commissarien,
möge der ihnen dazu ertheilten Vollmachten,
Vorbehalt der Genehmigung ihrer allerhöchsten
gierungen, folgende Vereinigung getroffen worden

ART. I. Das Vermögen der, zur Unterstüt
armer Predigerwittwen bestimmten, Carpzovi
nud Pistorisschen Stiftungen wird nach der An
der Predigerstellen in den betheiligten Provinzen
theilt, wonach sich ein Verhältnifs von
0,52 Hunderttheilen für das Königreich, und
0,48 — — — Herzogthum Sachsen ergiebt

Dem letzterm werden daher, zu Berichtigung
nes Antheils, überwiesen:
a) von der Carpzovischen Stiftung
108 Thlr. — — in Capitalien zu 5% zinsbar,
23 Thlr. 13 Gr. 4 Pf. unzinsbar;
b) von der Pistorisschen Stiftung
132 Thlr. — — in Capitalien zu 4½ % zinsbar,
40 Thlr. 2 Gr. — unzinsbar,
wogegen sich dasselbe alle, seit dem 6ten Junius
etwa aus diesen Fonds dahin gezahlten und solc
falls bei künftiger Berechnung nachzuweisenden
terstützungen anrechnen zu lassen hat.

ART. II. An dem zur Lehmannischen Stif
für Arme in einigen Städten des Erzgebirgischen K
ses, ingleichen in den Städten Dresden und Wit
berg, gehörigen Vermögen hat das Herzogthum Sa
sen nur in sofern Antheil, als von dem Stifter 20
Thlr. — — für die Armen und Nothleidenden d
Stadt Wittenberg ausgesetzt worden sind, und es so
len diese 2000 Thlr., wo möglich, durch Abtretu
eines, für einen der vom Königl. Kirchenrathe u
Ober-Consistorio zu Dresden verwaltet werdend
Fonds, im Herzogthume Sachsen hypothekarisch ve
sicherten Capitals von gleicher Höhe und zu de
vorhandenen höchsten Zinsfufse, nebst den bis z
erfolgenden Auslieferung davon in bisheriger Mal

ner gefällig gewordenen Zinsen, in soweit letztere, 1825
ch Ausweis der vorzulegenden diefsfallsigen Quit-
ngen, nicht bereits an die Localbehörde zu Witten-
rg berichtiget sein sollten, gewährt werden.

ART. III. Die Fonds der Buderischen Stiftung
arme Wenden werden nach dem Verhältnisse der
lkszahl in der Ober- und Niederlausitz und im
te Stolpen, und mithin nach einem Mafsstabe von
0,4110theilen für das Königreich und von
0,5890 — — — Herzogthum Sachsen,
eilt; es empfängt jedoch das Königreich, von den
5 % vorhandenen sichern Activis, die Summe von
0 Thlr. — — voraus, und übernimmt dafür die
pflichtung, die in dem Testamente des Stifters
en Verwandten ausgesetzten jährlichen Legate,
t der etwanigen Vermehrung derselben, bei Ein-
der diefsfalls vom Stifter vorausgesetzten Fälle,
Empfange dieser Summe an, bis wohin das Her-
hum zu diesen Vermächtnissen ferner in demsel-
Verhältnifs, als es an dem Vermögen der Stif-
Theil nimmt, dazu beiträgt, allein zu berichti-
und alle deshalbige Ansprüche zu vertreten, will
hierbei die ausländischen, und namentlich die im
igl. Preufsischen Gebiete wohnenden Legatarien
so, wie die im Königl. Sächsischen Gebiete wohn-
n, behandeln, und ihnen ihre Antheile unter
m Vorwande jemals vorenthalten lassen.

Hiernach hat das Herzogthum:

vom sichern Vermögen
von den, zur Theilung verbleibenden, zu 5 vom
Hundert zinsbaren Activis, an 16,690 Thlr. — —,
9830 Thlr. 9 Gr. 10 Pf.
von den zu 4½ % zinsbaren Activis, an 3525 Thlr.
= 2076 Thlr. 5 Gr. 5 Pf.
c. von dem theilbar gebliebenen unzinsbaren Ver-
mögen, an 4445 Thlr. 16 Gr. 3 Pf. = 2618 Thlr.
12. Gr. 1 Pf.

vom unsichern Vermögen, in sofern solches voll-
ständig eingehet,
a. von 29,712 Thlr. 12 Gr. — in zinsbaren Activis
17,500 Thlr. 15 Gr. 11 Pf.
b. von 5740 Thlr. 14 Gr. 4 Pf. an Zinsrückständen
3381 Thlr. 5 Gr. 1 Pf.

1825 zu erhalten, und in demselben Verhältnisse, wi
übrige Vermögen dieser Stiftung getheilt worden
auch dasjenige, was etwa auf die, noch einer n
Erörterung bedürftigen, kleinen Capitalien dieser
tung, zusammen an 1496 Thlr., so wie auf die
den Vergleichen mit den Erstehern des Ritter
Obergurk mit Sorau und des sogenannten gr
Bauerguts zu Obergurk, der Stiftung vorbehalt
Regressansprüche, dafern die beiderseitigen Regie
gen sich entschliefsen sollten, letztere zu verfo
erlangt werden möchte, künftig zur Theilung
bracht werden.

ART. IV. Von den allgemeinen Fonds der
nannten ältern Schullehrer-Besoldungs-Casse, w
nach der Bevölkerung der bei derselben als beth
angenommenen Provinzen, die einen Theilungs
stab von

0,6652. für das Königreich, und von
0,3348 — — Herzogthum Sachsen

giebt, getheilt werden, erhält das Herzogthum
I. vom sichern Vermögen
1255 Thlr. 12 Gr. — von den mit 5 vom H
dert zinsbaren Capitalien,
6863 Thlr. 9 Gr. 7 Pf. von den mit 4½ vom H
dert zinsbaren Capitalien,
1089 Thlr. 17 Gr. 7 Pf. vom unzinsbaren Verm
mit Inbegriff von 123 Thlr. 16 Gr. 4 Pf. als dem
trage der am 5ten Junius 1815 rückständig gewes
Besoldungszulagen für Schullehrer im Herzogthu
II. vom unsichern Vermögen, dafern solches
ständig eingehet,
669 Thlr. 14 Gr. 5 Pf. von einer mit 5 vom H
dert zinsbaren Activpost,
183 — 11 — 9 — von unzinsbaren Rückstän
ferner von dem Vermögen der mit dieser Cass
Verbindung gestandenen Weigandischen Stiftung,
ches, nach den vom Stifter ausgesetzten Zulagen
einem Sechszehntheile für das Königreich, und
funfzehn Sechszehntheilen für das Herzogthum
theilt wird,
I. vom sichern Vermögen,
3750 Thlr. — — von dem mit 5 vom Hu
zinsbaren Capitale,
1127 Thlr. 8 Gr. 8 Pf. von Zinsrückständen,

vom unsichern Vermögen, in sofern solches un- 1825
erkürzt eingehet,
625 Thlr. — — von dem mit 5 vom Hundert
zinsbaren Capitale, und
949 Thlr. 5 Gr. 3 Pf. von unzinsbaren Rückständen;
egen hat das Herzogthum zu der, auf dem allge-
nen Fonds der ältern Schullehrer-Besoldungs-
e haftenden, jährlichen Leistung an 300 Thlr.
— bis zur Realisirung dieser Theilung, in dem
hältnisse, als es an diesem Fonds Theil nimmt,
tragen, sowohl bei Vollziehung dieser Theilung
Summe von 2008 Thlr. 19 Gr. 2 Pf. in mit 5
Hundert zinsbaren Activis der Königl. Sächs.
erung', welche dafür die Verbindlichkeit, vorbe-
ete Leistung an 300 Thlr. — — jährlich ferner
führen, und, nach deren Wegfall, den Descen-
n der jetzigen Empfängerin eine Summe von
Thlr. — — auszuzahlen, übernimmt, auszulie-
, nicht minder die, seit dem 6ten Junius 1815,
der ältern Schullehrer-Besoldungs-Casse auf ob-
nte rückständige Zulagen, oder sonst, in das
gthum geleistete Zahlungen sich anrechnen zu
, und endlich die, wegen der dem allgemeinen
s dieser Casse, oder der Weigandischen Stif-
zugehörigen Activorum, seit gedachtem Tage
wendeten Kosten in dem Verhältnisse seiner
nehmungsrechte mitzutragen.
s wird jedoch der Königl. Preufs. Regierung hier-
och zugesichert, dafs ihr, wenn die Empfänge-
der mehrerwähnten Rente an 300 Thlr. — —
Tode abgegangen sein wird, davon, mit Beifü-
eines Zeugnisses über die von ihr nachgelassene
endenz, Nachricht gegeben, auch, wenn dieselbe
endenten nicht hinterlassen haben und mithin die
zahlung der den letzteren legirten 6000 Thlr. — —
t eintreten sollte, die dazu beigetragene Summe
2008 Thlr. 19 Gr. 2 Pf. unverzüglich baar zu-
gezahlt werden solle. Sollte auch bei dem Ab-
n der Empfängerinn der Rente über deren Des-
denz rechtliche Gewifsheit nicht sofort zu erlan-
seyn, und daher der Anfall der fraglichen
0 Thaler erst später Statt finden, so soll der
nigl. Preufs. Regierung auch von der, durch ober-
mundschaftliche oder sonstige Verwaltung dieser

1825 6000 Thaler, etwa statt gefundenen Vermehrung d Hauptstammes ihr Antheil, nach Verhältnifs ihr geleisteten Beitrags, mit solchem, sobald als jene Ve waltung beendiget ist, ausgeliefert werden.

ART. V. Das Capital- und sonstige Vermög der, von dem Kirchenrathe und Ober-Consistorio Dresden verwalteten Bufstags-Collecten-Casse w nach den aus derselben, dem Amtskrankenhause, Almosenamte, und der Friedrichsstädter Real- Armen-Schule zu Dresden, den allgemeinen Zuc und Armen-Häusern, dem Landarbeitshause zu C ditz und der ältern Schullehrer-Besoldungs-C angewiesen gewesenen jährlichen Bezügen zur T lung gezogen. Hiernach nimmt das Herzogthum S sen an den für die allgemeinen Zucht- und Arm Häuser, das Landarbeitshaus zu Colditz, und die tere Schullehrer-Besoldungs-Casse ausgefallenen C ten in demselben Verhältnisse Theil, als es bei Auseinandersetzung dieser Institute theilnehmend worden ist, wobei im Betreff der Repartition der das Landarbeitshaus zu Colditz gekommenen Qu der bei der Armenhaus-Haupt-Casse Statt ge dene Abtheilungsmafsstab in gegenwärtigem Falle eb falls in Anwendung kommen soll. In dessen Ver hat das Herzogthum von dem Vermögen der B tagscasse überhaupt

I. von dem sichern Vermögen

263 Thlr. 15 Gr. —

Zweihundert drei und sechzig Thaler, 15 Gr. — den Capitalien zu 5 vom Hundert zinsbar, mit begriff einer Summe von 87 Thlr. 12 Gr. — Deckung einer jährlichen Zulage von 4 Thlr 9 Gr. für den Schullehrer zu Wellewitz in der Neust Ephorie;

7542 Thlr. 20 Gr. 8 Pf.

Siebentausend Fünfhundert zwei und vierzig Tha 20 Gr. 8 Pf. von den Capitalien zu $4\frac{1}{2}$ vom Hund zinsbar;

281 Thlr. 14 Gr. 11 Pf.

Zweihundert und ein und achtzig Thaler, 14 Gr. 11 vom unzinsbaren Vermögen, mit Inbegriff zwei Ersatzposten, zusammen an 67 Thlr. 15 Gr. 5 Pf.

II. vom unsichern Vermögen, daferne solches u verkürzt eingehen würde,

2526 Thlr. 20 Gr. 6 Pf. 1825
eitausend Fünfhundert und sechs und zwanzig Tha-
, 20 Gr. 6 Pf. von aufsenstehenden Capitalien, und
772 Thlr. 3 Gr. 11 Pf.
enhundert uud zwei und siebenzig Thaler, 3 Gr.
Pf. an rückständigen Zinsen von diesen Capita-
, zu erhalten, dagegen alle, seit dem 6ten Juni
, aus der in Frage befangenen Casse in das Her-
hum auf dahin gehörige, deponirt gewesene Col-
ngelder, rückständige Leistungen, oder sonst ge-
hene Zahlungen insofern letztere nicht schon in
chnung gekommen sind, sich anrechnen zu lassen.

RT. VI. Die Gesangbuchscasse wird nach der Zahl
Prediger in den 7 Kreisen, nebst dem Für-
hume Querfurth, und mithin nach einem Ver-
se von
Fünftausend Fünfhundert und neun und vierzig
Zehntausendtheilen für das Königreich,
und von
iertausend Vierhundert und ein und funfzig
Zehntausendtheilen für das Herzogthum getheilt.

rnach erhält das Herzogthum
9302 Thlr. 14 Gr. 2 Pf.
tausend Dreihundert und zwei Thaler, 14 Gr.
von den mit 5 vom Hundert zinsbaren Capitalien,
445 Thlr. 2 Gr. 5 Pf.
hundert und fünf und vierzig Thaler, 2 Gr. 5 Pf.
den mit $4\frac{1}{2}$ vom Hundert zinsbaren Capitalien, und
1516 Thlr. 8 Gr. 10 Pf.
usend Fünfhundert und sechszehn Thaler, 8 Gr.
f. vom unzinsbaren Vermögen, mit Inbegriff
Thlr. 13 Gr. 7 Pf. Einhundert acht und achtzig
er, 13 Gr. 7 Pf. an bis mit dem 5ten Junius 1815
as Herzogthum rückständig gewesenen Leistungen,
jedoch alle, seit dem 6ten Juni 1815, ans dieser
se auf die vorbemeldeten rückständigen Leistungen
l sonst erfolgte Zahlungen sich anrechnen zu lassen.

Ueberdiefs werden dem Herzogthume
923. Neunhundert und drei und zwanzig Exem-
plarien des ersten, und
913. Neunhundert und dreizehn Exemplarien des
zweiten Theils des Kirchenbuches in natura aus-
geantwortet.

1825 Art. VII. Die Schullehrer-Seminarien-Hauptcas wird nach den, für die Schullehrerseminarien zu Fr drichstadt und Weifsenfels bestandenen Etat-Qua tis: welche, wie solche in dieser Hinsicht berechn worden sind, einen Abtheilungsmafsstab von

0,5855. Fünftausend Achthundert fünf und fü zig Zehntausendtheilen für das Königreich, und

0,4145. Viertausend Einhundert fünf und vie Zehntausendtheilen für das Herzogthum Sach

geben, getheilt. Dagegen wird die, im Jahre 1 wegen gewisser Ansprüche des ehemaligen Gym siums zu Weifsenfels, ausgesetzte und zu vorerwä ter Casse gezogene, jährliche Rente von Eintau und Achthundert Thalern —— —— zu deren all ger Vertretung Königl. Sächs. Seits sich erklärt w den ist, zum Behuf der gegenwärtigen Auseinan setzung, nach 5 vom Hundert zu Capital gerec und dieses Capital, nach dem Verhältnifs der Be kerung der Provinzen, für deren niedere Schulan ten die Unterstützung ursprünglich bewilligt wo ist, eben so, wie bei der ältern Schullehrer-Bi dungs-Casse (§. IV.) geschehen, mithin nach Verhältnifs von

0,6652. Sechstausend Sechshundert zwei und fü zig Zehntausendtheilen für das Konigreich, und

0,3348. Dreitausend Dreihundert acht und vie Zehntausendtheilen für das Herzogthum Sac getheilt.

Hiernach hat das Herzogthum

I. vom unbeweglichen Vermögen, aufser Bergischen Getreide-Stipendio. und den bisher gewissen Thüringischen Städten an das Seminar Weifsenfels gezahlten jährlichen Beiträgen, wel beide Gegenstände dem nur gedachten Seminar all gehören, und demselben ferner verbleiben, zusamm

12,299 Thlr. 13 Gr. 8⅔ Pf.

Zwölftausend Zweihundert neun und neunzig Thal dreizehen Groschen, acht und zwei Fünftheilpfennig und zwar mit

595 Thlr. 8 Gr. 4 Pf. Capitalwerthe der bisher i Weifsenfels erhobenen Lehnen und Zinsen, welch dem Herzogthume ganz überwiesen worden sin und mit

11,704 Thlr. 5 Gr. 4⅞ Pf. als Antheil an der vorbe- 1825
schriebenen, mit 5 vom Hundert zu Capital erhobenen jährlichen Rente von 1800 Thlr. - ——,
welcher, weil der Antheil des Herzogthums an dem Capitalwerthe der ihm allein überwiesenen, oben berührten Lehnen und Zinsen nur in 246 Thlr. 18 Gr. 6 Pf. besteht, sich um 348 Thlr. 13 Gr. 10 Pf. und folglich von dem eigentlichen Betrage an 12,052 Thlr. 19 Gr. 2¾ Pf. bis auf die angegebene Summe vermindert, baar,

vom beweglichen Vermögen, aufser den zeitschon in Weifsenfels verwalteten kleinen Capi-, zusammen an

389 Thlr. 12 Gr. ——

hundert neun und achtzig Thaler, zwölf Gro- —, auf welche, so wie auf die vorstehend Herzogthume überlassenen Gegenstände des unlichen Vermögens, Königl. Sächs. Seits gänzverzichtet wird, und nach der bereits in der sarischen Darstellung vom 17ten October 1822 nen Ab- und Zurechnung, annoch

106 Thlr. 15 Gr. 9 Pf.

ndert und sechs Thaler, funfzehn Groschen, Pfennige von den Capitalien zu 5 vom Hundert r,

4145 Thlr. —— ——

ausend Einhundert fünf und vierzig Thaler —— von den mit 4½ vom Hundert zinsbaren Capitalien,

559 Thlr. 13 Gr. 10 Pf.

hundert neun und funfzig Thaler, dreizehen Gro-, zehen Pfennige von den mit 3 vom Hundert ren Capitalien,

849 Thlr. 17 Gr. 5 Pf.

hundert neun und vierzig Thaler, siebzehen chen, fünf Pfennige von den Capitalien zu 2 vom dert zinsbar,

1170 Thlr. 8 Gr. 3 Pf.

tausend Einhundert und siebenzig Thaler, acht chen, drei Pfennige vom unzinsbaren Vermögen, erhalten, dagegen aber alle, vom 6ten Juni 1815 aus dem allgemeinen Fonds dieser Casse in das rzogthum erfolgte Zahlungen, mit Ausschlufs eines das Seminar zu Weifsenfels geleisteten, bereits in rechnung gekommenen Vorschusses von 87 Thlr.

1825 22 Gr. 5 Pf. zu restituiren, oder sich anrec
lassen.

Da übrigens aus dieser Casse eine tempor
stung von 30 Thlr. —— —— dreifsig Thalern
jährlich zu bestreiten ist, so sind hierzu auf d
dieser Leistung, vom 6ten Junius 1815 an, jä

17 Thlr. 13 Gr. 7 Pf.

Siebzehen Thaler, dreizehen Groschen, sieben
vom Königreiche, und

12 Thlr. 10 Gr. 5 Pf.

Zwölf Thaler, zehn Groschen, 5 Pfennige v
zogthume beizutragen.

Demnächst empfängt das Herzogthum v
bei der Reinhardtschen Stiftung für die beide
lehrerseminarien zu Friedrichstadt und We
am 5ten Juni 1815 vorhanden gewesenen unz
Bestande an 24 Thlr. 11 Gr. —— vier und
Thalern 11 Gr. —— die Hälfte mit 12 Thr. 5
zwölf Thaler 5 Gr. 6 Pf., und überdiefs werd
selben die, aus einem Vermächtnisse des vo
Buchhändlers Weigand zu Leipzig an 3000 T
—— für das Seminar zu Weifsenfels, annoch
dem deshalb sonst die Befriedigung bereits er
herrührende Forderung von 450 Thlr. ——
dem, bei dem Stadtrathe zu Dresden anhängige
nerischen Creditwesen, so wie die von nurb
tem Weigand ebenfalls dem Seminar zu We
legirte Hälfte rückständiger Zinsen von ein
dem dermalen bei dem Ober-Landes-Geri
Naumburg obschwebenden Veltheimischen C
liquidirten Hauptstamme an 18600 Thlr. ——
gleichen die gleichfalls, vermöge des Weiga
Testaments, dem Seminar zu Weifsenfels zust
eventuellen Ansprüche in Ansehung eines Le
Christian August Ifen aus Leipzig, und säm
Legatarien, welche Streitigkeiten und Proceſ
und Unrecht behalten haben, zur alleinige
ziehung und resp. Verfolgung überlassen; es
doch die wegen nurerwähnter Forderungen u
sprüche nach dem 5ten Juni 1815 etwa aufg
ten Kosten vom Herzogthume zu erstatten.

Art. VIII. Die von der Königl. Sächs. H
Land-Jägerei im Jahre 1755 errichtete W
und Waisen-Versorgungs-Casse, deren Ausei

ung von den beiderseitigen Regierungen für an- 1825
lessen erachtet worden ist, soll dergestalt getheilt
den, dafs von dem am 31sten December 1814,
dem im gegenwärtigen Falle festgesetzten Nor-
age, vorhanden gewesenen Vermögen dieser Casse,
dem zum Theilungsmafsstabe angenommenen
hältnifs des Gesammtbetrags der von den, in der
ge unter A. angegebenen Mitgliedern in beiden
destheilen am 31sten December 1814 geleisteten
räge, das Herzogthum Sachsen für die in demsel-
befindlichen Mitglieder
von 3000 Thlr. —- —- zu 5 vom Hundert
arem Vermögen
1386 Thlr. 14 Gr. 5 Pf.
usend und Dreihundert und sechs und achtzig
r, 14 Gr. 5 Pf. und zwar ein Drittheil dieser
e in Louisd'ors, zu 5 Thalern den einfachen
net, oder mit coursmäfsigem Aufgelde, sowohl
von dem zur Theilung verbliebenen unzinsba-
ermögen, nach gegenseitiger, in der gemein-
h vollzogenen Darstellung der Verhältnisse
Casse angegebenen, Zu- und Abrechnung,
75 Thlr. 11 Gr. 6 Pf.
nd siebenzig Thaler 11 Gr. 6 Pf. überhaupt zu
ngen, nicht minder die von Mitgliedern im Her-
ume rückständig gelassenen Beiträge und von
einnahmen in demselben einzuliefern gewesenen
schufsgelder zu seinem alleinigen Vortheile ein-
en, so wie die von Mitgliedern im Herzog-
seit dem 1sten Januar 1815, zu der bisher ge-
chaftlich gewesenen Casse etwa geleisteten Bei-
zurückzuerhalten, dagegen aber auch nicht nur
bis zum 31sten December 1814, in das Herzog-
zu zahlen gewesenen Begräbnifs- und Unter-
ungs-Gelder, und die von einigen Untereinnah-
im Herzogthume geleisteten Vorschüsse allein
richtigen, sondern auch, vom 1sten Junuar 1815
alle Verbindlichkeiten und Obliegenheiten gegen
Hinterlassenen und Erben derjenigen, die bei der
- und Landjägerei angestellt und als solche bei-
gende Mitglieder dieser Casse waren, allein zu er-
en hat.

Sollten sich in der Folge etwa gegen die bei Aus-
andersetzung dieser Casse zum Grunde gelegte, in

Zwölf Tha[illegible] oder Entschädigungsanspruch
zogthume [illegible] Wittwen- und Waisen-Versorgu
Dem [illegible] Landestheile, oder an deren
bei de[illegible] zu sein.
lehr[illegible] viel hingegen
an[illegible] ART. IX. die in einigen, durch die Lanc
P[illegible] getrennten, Provinzen und Ephorieen bestehe
[illegible] diger- und Schullehrer-Wittwen- und
auch Begräbniſs-Cassen anlangt, so woller
derseitigen Regierungen nicht nur das Fo
dieser Verbindungen auf keine Weise behinc
dern auch darauf sehen, daſs weder den c
Mitgliedern dieser Societäten und ihren H
nen, welche sich in dem andern Landesthe
den, der Genuſs der erworbenen Rechte,
verfassungsmäſsige Theilnahme an Ausübung
sellschaftsbefugnisse, insofern die verfassung
Verbindlichkeiten gehörig erfüllt werden,
gend einem Vorwande entzogen, noch d
welche vor der Landestheilung, vermöge
übertragenen Aemter, einen gültigen, seitd
durch ausdrückliche Uebereinkunft der Inte
in beiden Landestheilen, und, mit Genehmig
vorgesetzten Behörden, aufgegebenen Ansp
habt haben, Mitglieder dieser Gesellschaften
ben oder zu werden, das fernere Verbleiben

nd ihrer vorgesetzten Behörden, auf- 1825
Erfüllung der erwähnten Verbind-
de.

ich die Königl. Preufs. Regie-
rbindlich, dahin Verfügung zu
on dem vormaligen Pfarrer zu Ey-
rf, Georg Friedrich Sperber, in sei-
21sten November 1806 errichteten Te-
, der im Jahre 1798 gegründeten Prediger-
en-Pensions-Anstalt zu Merseburg, als An-
, jedoch mit der Verpflichtung, die Zinsen je-
vorzüglich den Wittwen seiner Nachfolger im
er Pfarramte abzureichen, legirte Capital von
ndert Thalern —— —— jederzeit besonders ver-
sowohl der Zinsenbetrag desselben den Witt-
ythraer Pfarrer, wenn deren vorhanden sind,
melden, unweigerlich verabfolgt, und nur bei
elung solcher Wittwen über diese Zinsen von
ietät nach ihrem Gefallen verfügt werden solle.

r. X. In Ansehung der in einigen, durch die
theilung getrennten, Aemtern, Gerichtsbezir-
id Parochieen bestehenden, gemeinschaftlichen
cassen und Stiftungen für Arme ist für ange-
erachtet worden, die Auseinandersetzung der-
insofern von den in einem oder dem andern
heile befindlichen Interessenten darauf ange-
wird, durch beiderseitige Localcommissarien be-
zu lassen. Es werden daher die beiderseiti-
ovinzialregierungen, zu deren Bereiche die be-
n Orte gehören, wenn bei ihnen Anträge
eilung des Vermögens der in Frage befangenen
-Cassen und Stiftungen bereits geschehen sind,
ch geschehen, sich deshalb mit einander ver-
, und zu deren Auseinandersetzung unver-
Localcommissarien ernennen, welche sich ge-
g alle, zu vollständiger Kenntnifs der Verhält-
er fraglichen Casse oder Stiftung, nöthige Ac-
rkunden, Nachrichten und Rechnungen mit-
n, hiernach die Entstehung und den Zweck,
aus hervorgehenden Theilnehmungsrechte, die
en Collatur-, Administrations- und Aufsichts-
tsame und den Vermögensbestand dieser Cas-
d Stiftungen zu ermitteln, bei der Theilung

1825 der angegebene[n] ihrer Mitgli[eder] bezeichnet denheiten tenden besond[ern] Vers[ammlungen] cher Ve[rhandlungen] b[eendigt] [illegible] Auseinandersetzung der i[n] [illegible]pt befolgten allgemeinen Gru[nd]sätze thunlich ist, in Anwendung [illegible]enn von diesen Localcommi[ssionen] [illegible]kunft getroffen, und von ih[nen] genehmiget worden ist, so wird [die] durch Leistung der Zahlungen, we[lche] [illegible]selben der eine Theil an den andern zu [illegible], und sonst vollzogen werden. Bis [zu] [illegible]-Auseinandersetzung der hier in Frage [kom]menden Cassen und Stiftungen soll ebenfalls den [Be]theiligten in beiden Landestheilen der fernere Ge[nuss] ihrer Verfassungs- oder stiftungsmäfsigen Rechte [un]bleiben, und ihnen, wegen der veränderten Lan[des]hoheit, oder unter einem andern Vorwande, auf [keine] Weise geschmälert werden.

Die von dem vormaligen Besitzer des im B[ezirke] des Amtes Wurzen gelegenen Ritterguts Ro[chlitz] Ulrich von Spener, in seinem Testamente vom 3[0.] November 1764 gemachte Stiftung für Arme [soll] jedoch hiervon ausdrücklich ausgenommen, und [die] ferneren Verhandlungen zwischen den unterzeich[neten] ten Commissarien ausgesetzt.

Art. XI. Da die General-Almosen-Cass[e] Merseburg einen jährlichen Beitrag von 262 [Thlr.] 12 Gr. —— aus den Stift-Merseburgischen Ren[t]mer-Einkünften zu beziehen hat, so ist zuvör[derst] die Uebereinkunft getroffen worden, dafs vom [1.] Juni 1815 an die Königl. Preufs. Regierung fünf Se[chs]theile, und die Königl. Sächs. Regierung ein Sec[hs]theil hiervon übernehmen soll.

Das, nach Deckung eines in das Herzogthum Sa[chs]sen gehörigen, fortdauernden jährlichen Bezuges [von] 100 Thlr. bleibende Vermögen dieser Casse wird n[ach] dem Verhältnifs der Volkszahl des Stifts Merse[burg] getheilt, wonach sich der Theilungsmafsstab auf

0,8114,

Achttausend Einhundert und vierzehn Zehntause[nd]theile für das Herzogthum, und

0,1886,

Eintausend Achthundert sechs und achtzig Zehen[tau]sendtheile für das Königreich Sachsen bestimmt. N[ach] diesem Theilungsverhältnifs werden dem Königre[ich]

. zu Berichtigung des ihm zustehenden An- 1825
überwiesen:
von der Königl. Sächs. Regierung, vom 6ten
1815 an, jährlich mit 43 Thlr. 18 Gr. —
während zu leistende antheilige Rentkammer-
ag, welcher, nach 5 pCt. zu Capital berechnet,
auf 875 Thlr. beläuft,
Capitalien zu 5 pCt. zinsbar, 166 Thlr. 1 Gr.
Einhundert sechs und sechszig Thaler, 1 Gr.

Capitalien zu 4 pCt. zinsbar, 46 Thlr. 5 Gr. —
s und vierzig Thaler, 5 Gr.
Capitalien zu 3 pCt. zinsbar, 301 Thlr. 18 Gr.
. Dreihundert und einen Thaler 18 Gr. 3 Pf.
Capitalien zu 2 pCt. zinsbar, 94 Thlr. 7 Gr.
: vier und neunzig Thaler, 7 Gr. 2 Pf.
n unzinsbaren Vermögen, 66 Thlr. 21 Gr. 5 Pf.
s und sechszig Thaler, ein und zwanzig Gro-
n, fünf Pfennige,
dasselbe sich alle seit dem 6ten Juni 1815
igl. Sächs. Orte etwa ausgezahlte, und sol-
s bei der künftigen Berechnung nachzuwei-
Unterstützungen anrechnen zu lassen hat.
r. XII. Von dem Bestande der Stift-Merse-
hen Bufstags-Collecten-Casse am 5ten Juni
welcher vergleichsweise zu 66 Thlr. 16 Gr. 3 Pf.
mmen worden ist, und ebenfalls nach der Volks-
r beiderseitigen Antheile des Stifts Merseburg
wird, erhält das Königreich Sachsen
12 Thlr. 13 Gr. 10 Pf.
Thaler, dreizehn Groschen, zehn Pfennige un-
t.
r. XIII. Nach demselben Verhältnifs wird
rmögen des Stift-Merseburgischen Hebammen-
s getheilt, und es empfängt hiernach das Kö-
h Sachsen von demselben
169 Thlr. 17 Gr. 9 Pf.
ndert neun und sechszig Thaler, 17 Gr. 9 Pf.
m mit 5% zinsbaren Activo, und
91 Thlr. 16 Gr. 7 Pf.
d neunzig Thaler, sechszehn Groschen, sieben
ge-, incl. der von der Parochie Quesitz ange-
lten Taufgroschen nach dem 5ten Juni 1815
eferten — 11 Gr. unzinsbar.

1825 Auf vorstehende unzinsbare Summe hat di
nigl. Sächsische Regierung
54 Thlr. 4 Gr. — —
so die Königl. Preufsische Regierung auf die
vom 1sten April bis 5ten Juni 1815, an rück
gem, aus der Merseburgischen Stifts-Rentk
bewilligten Lehrergehalt bezahlt hat, sich anr
zu lassen.

Uebrigens werden jeder Regierung die diese
stitute gewidmeten Bezüge aus ihrem Gebiete
Zeit nach dem 5ten Juni 1815 überlassen.

ART. XIV. Das Vermögen der bei dem v
ligen Stifts-Consistorio zu Merseburg verwa
sogenannten Salzburger-Collecten-Casse wird
falls nach dem obbemerkten Verhältnifs der
zahl der beiderseitigen Antheile des Stifts Mer
getheilt. Hiernach erhält das Königreich Sachs
1. an sicherem Vermögen:
94 Thlr. 7 Gr. 2 Pf. v. 500 Thlr. — — — Pf. à 5 pCt. zi
396 — 1 — 5 — — 2100 — — — — — — 3 —
10 — 5 — 3 — — 54 — 4 - 5 — unzinsb
2. an unsicherem Vermögen:
33 — — — 1 — — 175 — — — — — — 5 pCt. zi
2 — 4 — 3 — — 11 — 13 - 1 — unzinsb
wogegen dasselbe die seit dem 6ten Juni 1815,
Befinden, aus dieser Casse erhaltenen Zahlunge
anrechnen zu lassen hat.

ART. XV. Wegen des Stiftsgymnasiums zu
seburg, seiner Fonds, Bezüge, und der mit de
ben in Verbindung stehenden Stipendienstift
kommen beide Regierungen vergleichsweise dahin
ein, dafs

1. die Königl. Preufs. Regierung den Anspr
auf einen, Königl. Sächsischer Seits antheilig zu
nehmenden, Beitrag zu den auf die Stift-Mersel
sche Rentkammer angewiesenen, zu Unterhaltu
Gymnasiums und Leistung gewisser Schulstipe
bestimmten, Geld- und Natural-Deputaten e
und sich blos den Anspruch an die Stiftsstänc
Königl. Preufsischen Stiftsantheils, wegen der a
Stiftsbedürfnifscasse zum Gymnasium-Fonds z
zahlenden Supplement-Steuer-Zinsen, vorbehäl
diesfallsigen Anspruch an die Stiftsstände des K

hs. Stifts-Antheils aber der Königl. Sächs. Regie- 1825
ng abtritt, wogegen diese

2. nicht nur den Anspruch auf Wiedererstattung
, für die Zeit vom 6ten bis 30sten Juni 1815, aus
Königl. Sächs. Landeszahlamte, zu Berichtigung
haaren Stiftskammerbeitrags, an das Gymnasium
hlten 37 Thlr. 14 Gr. 6 Pf., sondern auch allen
tigen Ansprüchen an das Vermögen des Gymna-
s entsagt, sowohl

3. das Collaturrecht der Stadt Zwenkau auf zwei,
er von dem dasigen Stadtrathe vergebene, für
ler des gedachten Gymnasiums bestimmte Sti-
eu und den Antheil, welcher von vier dergleі-
Schulstipendien, so bisher von den Stiftsstän-
vergeben worden, auf den Königl. Sächs. Stifts-
l kommen würde, dem Herzogthume Sachsen
talt abtritt, dafs die Königl. Sächs. Regierung
fsfallsige Entschädigung der Stadt Zwenkau und
önigl. Sächsischen Theils der Stiftsstände ohne
n Anspruch übernimmt.

Es wird jedoch den Eingebornen des Königl.
Stiftsantheils, wenn sie das Merseburger Gym-
n besuchen wollen, nicht nur das Recht hierzu,
rn auch die rechtliche Fähigkeit, an den ihnen
nfalls vor der Landestheilung zugestandenen Vor-
n und Beneficien, jedoch mit Ausschlufs derer,
e aus den vorstehend abgetretenen Collaturrech-
hergeleitet werden könnten, unter den in der
maligen Schulverfassung gegründeten Voraus-
ngen, Theil zu nehmen, in so weit zugestanden,
ihnen, wenn sie sich sonst hierzu qualificiren,
nunmehrige Eigenschaft als Ausländer nicht ent-
stehen soll.

Das Böhringerische Schulstipendium verbleibt
rhin in der bisherigen Mafse dem Gymnasium
wird zu den Localstiftungen des Herzogthums
chnet.

ART. XVI. Bei dem Stift-Merseburgischen Schul-
besserungs-Fonds kommt auch die Volkszahl der
derseitigen Antheile des Stifts Merseburg als Thei-
gsmafsstab in Anwendung.

Hiernach hat das Königreich Sachsen

I. zu erhalten:

1825 120 Thlr. 4 Gr. —
Einhundert und zwanzig Thaler, vier Groschen
sichern unzinsbaren Vermögen,
848 Thlr. 16 Gr. 10 Pf.
Achthundert acht und vierzig Thaler, sechszeh
schen, zehn Pfennige, vom unsichern, zu
zinsbaren Vermögen,
16 Thlr. — 9 Pf.
sechszehn Thaler und neun Pfennige, von der
chern Zinsrückständen des vorerwähnten zin
Vermögens,
83 Thlr. 12 Gr. 5 Pf.
drei und achtzig Thaler, 12 Gr. fünf Pfennige
aufsenstehenden unsichern Lotteriereſten, i
diese verschiedenen unsichern Activa eingehe
ten; dahingegen hat dasselbe
2. beizutragen
660 Thlr. 2 Gr. 5 Pf.
Sechshundert und sechszig Thaler, zwei Gro
fünf Pfennige zum zinsbaren Passivo, nebst 2
vom 6ten Juni 1815 an, zu 5 pCt. insofern
Zinsfuſs seitdem nicht herabgesetzt worden, i
chen den nach obigem Verhältniſs zu berechn
Antheil an den auf Eintreibung des unsichern
mögens verwendeten Kosten.

Art. XVII. Von dem Vermögen des Stift-
seburgischen neuern Schulverbesserungs- oder
nannten Catecheten-Fonds erhält das Köni
Sachsen, nach dem mehrerwähnten Verhältni
Volkszahl in den beiderseitigen Antheilen des
Merseburg, überhaupt
40 Thlr. 15 Gr. 7 Pf.
vierzig Thaler, funfzehn Groschen, sieben Pf
unzinsbar.

Art. XVIII. Von dem bei der vormaligen
regierung zu Merseburg verwalteten sogenannten
schuſsfonds, welcher, nach Deckung eines dara
gewiesenen, dem Herzogthume Sachsen verbleib
Bezugs, wieder im Verhältniſs der Bevölkerun
beiderseitigen Theile des Stifts Merseburg
wird, erhält das Königreich Sachsen

A. an sicherem Vermögen:
2510 Thlr. 6 Gr. 5 Pf.

tausend Fünfhundert zehn Thaler, sechs Gro- 1825
, fünf Pfennige, zu 5 pCt. zinsbar,
744 Thlr. 23 Gr. 3 Pf.
nhundert vier und vierzig Thaler, drei und zwan-
roschen, drei Pfennige, zu 3 pCt. zinsbar,
328 Thlr. 3 Gr. 5 Pf.
undert acht und zwanzig Thaler, drei Groschen,
Pfennige, unzinsbar, nach Abzug derjenigen 54
4 Gr. —- welche noch aus der Königl. Sächs.
ammer an den Ueberschufsfonds zu zahlen waren;
an unsicherm Vermögen, insofern solches un-
irzt zu erlangen sein sollte:
56 Thlr. 13 Gr. 11 Pf.
und funfzig Thaler, dreizehen Groschen, eilf
ige, zu 5 pCt. zinsbar,
4 Thlr. 16 Gr. —-
Thaler, sechszehn Groschen, bis 5ten Juni 1815
ändige Zinsen davon,
75 Thlr. 10 Gr. 7 Pf.
nd siebenzig Thaler, zehen Groschen, sieben
ge, zu 4 pCt. zinsbar,
24 Thlr. 10 Gr. 5 Pf.
nd zwanzig Thaler, zehen Groschen, fünf Pfen-
bis 5ten Juni 1815 rückständige Zinsen davon,
499 Thlr. 6 Gr. 9 Pf.
undert neun und neunzig Thaler, sechs Gro-
, neun Pfennige unzinsbar, an aufsenstehenden
ieresten,
als Antheil an 955 Thlr. —- —- Neunhun-
ünf und funfzig Thaler, welche, unterm 24sten
nber 1813, für Rechnung des Ueberschufsfonds
en und bis jetzt nicht nachgewiesen worden, in-
sich bei der deshalb vorbehaltenen weiteren
ittelung ein rechtlicher Anspruch an den Ausstel-
r Quittung, oder sonst an Jemand ergeben sollte,
180 Thlr. 2 Gr. 9 Pf.
ndert und achtzig Thaler, zwei Groschen, neun
ige, und hat dagegen auch nach dem Verhält-
einer Theilnahme zu den Unkosten, welche das
iere Vermögen veranlafst, beizutragen.

LT. XIX. Das Vermögen des Waisenhauses
erseburg wird, nach Abzug des für die Stadt
burg besonders davon gerechneten Antheils, nach

1825 Verhältnifs der Einwohnerzahl in den übrige
Merseburgischeu Ortschaften, welches
0,7794,
Siebentausend Siebenhundert vier und neunzig
tausendtheile für das Herzogthum, und
0,2206,
Zweitausend Zweihundert und sechs Zehnt
theile für das Königreich Sachsen beträgt, getl
Hiernach erhält das Königreich,

A. an sicherm Vermögen:
1942 Thlr. — Gr. 4 Pf.
Eintausend Neunhundert zwei und vierzig Tha
vier Pfennige, durch Ueberweisung des Capi
thes der im Königl. Sächs. Stiftsantheile fundirten
1299 Thlr. 20 Gr. 2 Pf.
Eintausend Zweihundert neun und neunzig
zwanzig Groschen, zwei Pfennige, von den
zu 5 pro Cent zinsbaren Activis,
142 Thlr. 22 Gr. 6 Pf.
Einhundert und zwei und vierzig Thaler, zw
zwanzig Groschen, sechs Pfennige, von den
zu 4 pro Cent zinsbaren Activis,

B. an unsicherem Vermögen:
812 Thlr. 17 Gr. 8 Pf.
Achthundert und zwölf Thaler, siebenzehen Gr
acht Pfennige, von unsichern, zu 5 pro Cen
baren Activis,
284 Thlr. 11 Gr. —
Zweihundert vier und achtzig Thaler, eilf Gr
von den unsichern, zu 4 pro Cent zinsbaren

C. an Naturalvorräthen aus dem Bücher
des Waisenhauses:
49 Exemplare Gesangbücher klaren Druc
Schreibepapier,
21 dergleichen auf ordinäres Papier,
52 Exemplare Spruchbücher,
7 Exemplare Passionsgesänge,
aufser den, nach demselben Verhältnisse zu
nenden, Antheilen an den, auf weiterer E
lung beruhenden, Exemplarien von Gesangb
groben Drucks und von gedruckten Waisenhau
richten.
Hierüber hat das Königreich noch zu erhal

den verhältnifsmäfsigen Antheil von dem, was, 1825
nach Befinden, von den aufsenstehenden Lotterie-
resten noch eingehen sollte, welcher Antheil, nach
Abzug der aufgewendeten Kosten und des auf die
Stadt Merseburg kommenden Theils, nach obigem
Verhältnisse zu theilen sein würde,
die, auf die Zeit nach dem 30sten Juni 1815, aus
em Königreiche etwa noch zum Waisenhause ge-
ossenen Bezüge.

Dagegen hat das Königreich noch zu vertreten und
anrechnen zu lassen:
1 Thlr. 5 Gr. —— Rentkammerbeitrag auf den
ermin Pfingsten 1815, insofern dessen bereits
olgte Berichtigung nicht durch Quittung nachge-
iesen werden kann,
3 Thlr. 4 Gr. 4 Pf. antheiligen Beitrag zu den un-
rzinsbaren Passivis,
Alimentationskosten für die am 1sten Juli 1815
Waisenhause gewesenen Kinder aus dem Königl.
chsischen Stiftsantheile, für jedes jährlich 65 Thlr.
—— vom gedachten Tage an, bis zur Entlas-
g aus dem Waisenhause,
en, im Verhältnisse der Theilnahme des König-
ichs, an dem Vermögen zu berechnenden An-
eil an den auf Eintreibung des unsichern Ver-
ögens verwendeten Kosten, auch, da übrigens,
ch dieser Auseinandersetzung, die Theilnahme
r Stände des Königl. Sächs. Stiftsantheils an der
usübung des ständischen Collaturrechts von vier
ellen wegfällt, dieselben deshalb abzufinden, und
e Königl. Preufsische Regierung gegen alle diefs-
lsige Ansprüche zu vertreten.

Art. XX. Jede der beiden Regierungen hat von
ihr in Vorstehendem überwiesenen Antheilen an
zinsbaren, beweglichen und zu Capital erhobe-
unbeweglichen Vermögen einer Stiftung, auch
Zinsen, nach den bei den Capitalantheilen ange-
nen, oder den seit der geschehenen Ausmittelung
Vermögens jeder Stiftung veränderten Zinsfüfsen,
weit nicht seitdem, im Einverständnisse der bei-
seitigen Behörden, ein Erlafs an rückständigen Zin-
bewilligt worden ist, und insoweit vom unsichern
rmögen überhaupt Zinsen zu erlangen sind, vom

1825 der angegebenen Beilage unter A. angenomm
ihrer Mitglieder, oder gegen die als noch ri
bezeichneten Beiträge und Unterstützungen
denheiten, ergeben, so übernimmt die daraus
tenden Ansprüche die künftig in jedem La
besonders bestehende Jäger- Wittwen- und
Versorgungs-Casse, bei deren Angehörigen
chen Verschiedenheiten vorkommen, zur
Vertretung, ohne, weder bei der künftige
berechnung, noch sonst jemals, zu diesfal
clamationen, oder Entschädigungsansprüche
Jäger- Wittwen- und Waisen-Versorgun
im andern Landestheile, oder an deren I
berechtiget zu sein.

So viel hingegen

Art. IX. die in einigen, durch die Lande
getrennten, Provinzen und Ephorieen bestehen
diger-, und Schullehrer-Wittwen- und
auch Begräbnifs-Cassen anlangt, so wollen
derseitigen Regierungen nicht nur das Fort
dieser Verbindungen auf keine Weise behinde
dern auch darauf sehen, dafs weder den de
Mitgliedern dieser Societäten und ihren Hir
nen, welche sich in dem andern Landestheil
den, der Genufs der erworbenen Rechte,
verfassungsmäfsige Theilnahme an Ausübung
sellschaftsbefugnisse, insofern die verfassungs
Verbindlichkeiten gehörig erfüllt werden, u
gend einem Vorwande entzogen, noch der
welche vor der Landestheilung, vermöge d
übertragenen Aemter, einen gültigen, seitde
durch ausdrückliche Uebereinkunft der Inter
in beiden Landestheilen, und, mit Genehmigu
vorgesetzten Behörden, aufgegebenen Anspr
habt haben, Mitglieder dieser Gesellschaften
ben oder zu werden, das fernere Verbleiben
chen, oder der Beitritt zu denselben, wege
Angehörigkeit an eine andere Landeshoheit,
gert, auch insofern bei einigen dieser So
nach den am 5ten Junius 1815 bestandenen
und Verfassungen, den Inhabern gewisser
als solchen, die Verbindlichkeit zum Eintritt
Societät obliegt, ferner so lange diese nicht
Einverständnifs der in beiden Landestheilen

Mitglieder und ihrer vorgesetzten Behörden, auf- 1825
)en wird, auf Erfüllung der erwähnten Verbind-
:it gehalten werde.

ebrigens macht sich die Königl. Preufs. Regie-
hierbei noch verbindlich, dahin Verfügung zu
n, dafs das von dem vormaligen Pfarrer zu Ey-
und Bösdorf, Georg Friedrich Sperber, in sei-
unterm 21sten November 1806 errichteten Te-
ente, der im Jahre 1798 gegründeten Prediger-
wen-Pensions-Anstalt zu Merseburg, als An-
en, jedoch mit der Verpflichtung, die Zinsen je-
al vorzüglich den Wittwen seiner Nachfolger im
raer Pfarramte abzureichen, legirte Capital von
hundert Thalern —— —— jederzeit besonders ver-
t, sowohl der Zinsenbetrag desselben den Witt-
Eythraer Pfarrer, wenn deren vorhanden sind,
nmelden, unweigerlich verabfolgt, und nur bei
ngelung solcher Wittwen über diese Zinsen von
ietät nach ihrem Gefallen verfügt werden solle.

r. X. In Ansehung der in einigen, durch die
theilung getrennten, Aemtern, Gerichtsbezir-
und Parochieen bestehenden, gemeinschaftlichen
ncassen und Stiftungen für Arme ist für ange-
n erachtet worden, die Auseinandersetzung der-
, insofern von den in einem oder dem andern
theile befindlichen Interessenten darauf ange-
wird, durch beiderseitige Localcommissarien be-
n zu lassen. Es werden daher die beiderseiti-
rovinzialregierungen, zu deren Bereiche die be-
ten Orte gehören, wenn bei ihnen Anträge
heilung des Vermögens der in Frage befangenen
n-Cassen und Stiftungen bereits geschehen sind,
noch geschehen, sich deshalb mit einander ver-
nen, und zu deren Auseinandersetzung unver-
h Localcommissarien ernennen, welche sich ge-
itig alle, zu vollständiger Kenntnifs der Verhält-
der fraglichen Casse oder Stiftung, nöthige Ac-
Urkunden, Nachrichten und Rechnungen mit-
eilen, hiernach die Entstehung und den Zweck,
daraus hervorgehenden Theilnehmungsrechte, die
erigen Collatur-, Administrations- und Aufsichts-
echtsame und den Vermögensbestand dieser Cas-
und Stiftungen zu ermitteln, bei der Theilung

henden Cassen und Stiftungen soll ebenfalls
theiligten in beiden Landestheilen der ferne
ihrer Verfassungs- oder stiftungsmäfsigen R
bleiben, und ihnen, wegen der veränderte
hoheit, oder unter einem andern Vorwande
Weise geschmälert werden.

Die von dem vormaligen Besitzer des i
des Amtes Wurzen gelegenen Ritterguts
Ulrich von Spener, in seinem Testamente v
November 1764 gemachte Stiftung für A
jedoch hiervon ausdrücklich ausgenommen
ferneren Verhandlungen zwischen den unt
ten Commissarien ausgesetzt.

Art. XI. Da die General-Almosen-
Merseburg einen jährlichen Beitrag von
12 Gr. —- aus den Stift-Merseburgischen
mer-Einkünften zu beziehen hat, so ist
die Uebereinkunft getroffen worden, dafs
Juni 1815 an die Königl. Preufs. Regierung f
theile, und die Königl. Sächs. Regierung ein
hiervon übernehmen soll.

Das, nach Deckung eines in das Herzogt
sen gehörigen, fortdauernden jährlichen Be
100 Thlr. bleibende Vermögen dieser Casse

en, zu Berichtigung des ihm zustehenden An- 1825
: überwiesen:
r von der Königl. Sächs. Regierung, vom 6ten
ıi 1815 an, jährlich mit 43 Thlr. 18 Gr. —
twährend zu leistende antheilige Rentkammer-
itrag, welcher, nach 5 pCt. zu Capital berechnet,
h auf 875 Thlr. beläuft,
Capitalien zu 5 pCt. zinsbar, 166 Thlr. 1 Gr.
'f. Einhundert sechs und sechszig Thaler, 1 Gr.
Pf.
Capitalien zu 4 pCt. zinsbar, 46 Thlr. 5 Gr. —
hs und vierzig Thaler, 5 Gr.
Capitalien zu 3 pCt. zinsbar, 301 Thlr. 18 Gr.
f. Dreihundert und einen Thaler 18 Gr. 3 Pf.
Capitalien zu 2 pCt. zinsbar, 94 Thlr. 7 Gr.
f. vier und neunzig Thaler, 7 Gr. 2 Pf.
n unzinsbaren Vermögen, 66 Thlr. 21 Gr. 5 Pf.
s und sechszig Thaler, ein und zwanzig Gro-
n, fünf Pfennige,
n dasselbe sich alle seit dem 6ten Juni 1815
nigl. Sächs. Orte etwa ausgezahlte, und sol-
ls bei der künftigen Berechnung nachzuwei-
, Unterstützungen anrechnen zu lassen hat.

ART. XII. Von dem Bestande der Stift-Merse-
chen Bufstags-Collecten-Casse am 5ten Juni
welcher vergleichsweise zu 66 Thlr. 16 Gr. 3 Pf.
mmen worden ist, und ebenfalls nach der Volks-
r beiderseitigen Antheile des Stifts Merseburg
t wird, erhält das Königreich Sachsen
12 Thlr. 13 Gr. 10 Pf.
Thaler, dreizehn Groschen, zehn Pfennige un-
r.

ART. XIII. Nach demselben Verhältnifs wird
ermögen des Stift-Merseburgischen Hebammen-
ts getheilt, und es empfängt hiernach das Kö-
ch Sachsen von demselben
169 Thlr. 17 Gr. 9 Pf.
ndert neun und sechszig Thaler, 17 Gr. 9 Pf.
em mit 5% zinsbaren Activo, und
91 Thlr. 16 Gr. 7 Pf.
ıd neunzig Thaler, sechszehn Groschen, sieben
ige, incl. der von der Parochie Quesitz ange-
elten Taufgroschen nach dem 5ten Juni 1815
ieferten — 11 Gr. unzinsbar.

1825 Auf vorstehende unzinsbare Summe hat di
nigl. Sächsische Regierung
54 Thlr. 4 Gr. — —
so die Königl. Preufsische Regierung auf die
vom 1sten April bis 5ten Juni 1815, an rücks
gem, aus der Merseburgischen Stifts-Rentk
bewilligten Lehrergehalt bezahlt hat, sich anr
zu lassen.

Uebrigens werden jeder Regierung die diese
stitute gewidmeten Bezüge aus ihrem Gebiete a
Zeit nach dem 5ten Juni 1815 überlassen.

ART. XIV. Das Vermögen der bei dem v
ligen Stifts-Consistorio zu Merseburg verwa
sogenannten Salzburger-Collecten-Casse wird
falls nach dem obbemerkten Verhältnifs der
zahl der beiderseitigen Antheile des Stifts Mer
getheilt. Hiernach erhält das Königreich Sachse
1. an sicherem Vermögen:
94 Thlr. 7 Gr. 2 Pf. v. 500 Thlr. — — — Pf. à 5 pCt. zi
396 — 1 — 5 — — 2100 — — — — — — 3 —
10 — 5 — 3 — — 54 — 4 - 5 — unzinsb
2. an unsicherem Vermögen:
33 — — — 1 — — 175 — — — — — 5 pCt. zi
2 — 4 — 3 — — 11 — 13 - 1 — unzinsb
wogegen dasselbe die seit dem 6ten Juni 1815,
Befinden, aus dieser Casse erhaltenen Zahlunge
anrechnen zu lassen hat.

ART. XV. Wegen des Stiftsgymnasiums zu
seburg, seiner Fonds, Bezüge, und der mit de
ben in Verbindung stehenden Stipendienstift
kommen beide Regierungen vergleichsweise dahin
ein, dafs

1. die Königl. Preufs. Regierung den Anspri
auf einen, Königl. Sächsischer Seits antheilig zu
nehmenden, Beitrag zu den auf die Stift-Mersel
sche Rentkammer angewiesenen, zu Unterhaltur
Gymnasiums und Leistung gewisser Schulstipe
bestimmten, Geld- und Natural-Deputaten e
und sich blos den Anspruch an die Stiftsständ
Königl. Preufsischen Stiftsantheils, wegen der a
Stiftsbedürfnifscasse zum Gymnasium-Fonds z
zahlenden Supplement-Steuer-Zinsen, vorbehäl
diefsfallsigen Anspruch an die Stiftsstände des K

ifts-Antheils aber der Königl. Sächs. Regie- 1825
itt, wogegen diese
ht nur den Anspruch auf Wiedererstattung
die Zeit vom 6ten bis 30sten Juni 1815, aus
igl. Sächs. Landeszahlamte, zu Berichtigung
en Stiftskammerbeitrags, an das Gymnasium
37 Thlr. 14 Gr. 6 Pf., sondern auch allen
Ansprüchen an das Vermögen des Gymna-
tsagt, sowohl
Collaturrecht der Stadt Zwenkau auf zwei,
on dem dasigen Stadtrathe vergebene, für
les gedachten Gymnasiums bestimmte Sti-
nd den Antheil, welcher von vier dergleiu-
ulstipendien, so bisher von den Stiftsstän-
eben worden, auf den Königl. Sächs. Stifts-
ommen würde, dem Herzogthume Sachsen
abtritt, dafs die Königl. Sächs. Regierung
allsige Entschädigung der Stadt Zwenkau und
gl. Sächsischen Theils der Stiftsstände ohne
Anspruch übernimmt.
wird jedoch den Eingebornen des Königl.
ifts antheils, wenn sie das Merseburger Gym-
esuchen wollen, nicht nur das Recht hierzu,
uch die rechtliche Fähigkeit, an den ihnen
ls vor der Landestheilung zugestandenen Vor-
id Beneficien, jedoch mit Ausschlufs derer,
is den vorstehend abgetretenen Collaturrech-
eleitet werden könnten, unter den in der
gen Schulverfassung gegründeten Voraus-
, Theil zu nehmen, in so weit zugestanden,
n, wenn sie sich sonst hierzu qualificiren,
nehrige Eigenschaft als Ausländer nicht ent-
en soll.
is Böhringerische Schulstipendium verbleibt
in der bisherigen Mafse dem Gymnasium
l zu den Localstiftungen des Herzogthums

XVI. Bei dem Stift-Merseburgischen Schul-
rungs-Fonds kommt auch die Volkszahl der
igen Antheile des Stifts Merseburg als Thei-
istab in Anwendung.

ach hat das Königreich Sachsen
i erhalten:

1825 120 Thlr. 4 Gr. —
Einhundert und zwanzig Thaler, vier Groschen
sichern unzinsbaren Vermögen,
848 Thlr. 16 Gr. 10 Pf.
Achthundert acht und vierzig Thaler, sechszehr
schen, zehn Pfennige, vom unsichern, zu
zinsbaren Vermögen,
16 Thlr. — 9 Pf.
sechszehn Thaler und neun Pfennige, von den
chern Zinsrückständen des vorerwähnten zin
Vermögens,
83 Thlr. 12 Gr. 5 Pf.
drei und achtzig Thaler, 12 Gr. fünf Pfennige
aufsenstehenden unsichern Lotteriereſten, in
diese verschiedenen unsichern Activa eingehen
ten; dahingegen hat dasselbe
2. beizutragen
660 Thlr. 2 Gr. 5 Pf.
Sechshundert und sechszig Thaler, zwei Gro
fünf Pfennige zum zinsbaren Passivo, nebst Z
vom 6ten Juni 1815 an, zu 5 pCt. insofern
Zinsfufs seitdem nicht herabgesetzt worden, i
chen den nach obigem Verhältnifs zu berechn
Antheil an den auf Eintreibung des unsichern
mögens verwendeten Kosten.

Art. XVII. Von dem Vermögen des Stift-
seburgischen neuern Schulverbesserungs- oder
nannten Catecheten-Fonds erhält das Köni
Sachsen, nach dem mehrerwähnten Verhältni
Volkszahl in den beiderseitigen Antheilen des
Merseburg, überhaupt
40 Thlr. 15 Gr. 7 Pf.
vierzig Thaler, funfzehn Groschen, sieben Pf
unzinsbar.

Art. XVIII. Von dem bei der vormaligen
regierung zu Merseburg verwalteten sogenannten
schulsfonds, welcher, nach Deckung eines dara
gewiesenen, dem Herzogthume Sachsen verblei
Bezugs, wieder im Verhältnifs der Bevölkeru
beiderseitigen Theile des Stifts Merseburg
wird, erhält das Königreich Sachsen

A. an sicherem Vermögen:
2510 Thlr. 6 Gr. 5 Pf.

eitausend Fünfhundert zehn Thaler, sechs Gro- 1825
en, fünf Pfennige, zu 5 pCt. zinsbar,
744 Thlr. 23 Gr. 3 Pf.
enhundert vier und vierzig Thaler, drei und zwan-
Groschen, drei Pfennige, zu 3 pCt. zinsbar,
328 Thlr. 3 Gr. 5 Pf.
undert acht und zwanzig Thaler, drei Groschen,
Pfennige, unzinsbar, nach Abzug derjenigen 54
. 4 Gr. —- welche noch aus der Königl. Sächs.
kammer an den Ueberschufsfonds zu zahlen waren;
. an unsicherm Vermögen, insofern solches un-
ürzt zu erlangen sein sollte:
56 Thlr. 13 Gr. 11 Pf.
und funfzig Thaler, dreizehen Groschen, eilf
nige, zu 5 pCt. zinsbar,
4 Thlr. 16 Gr. —-
Thaler, sechszehn Groschen, bis 5ten Juni 1815
ändige Zinsen davon,
75 Thlr. 10 Gr. 7 Pf.
nd siebenzig Thaler, zehen Groschen, sieben
ge, zu 4 pCt. zinsbar,
24 Thlr. 10 Gr. 5 Pf.
und zwanzig Thaler, zehen Groschen, fünf Pfen-
, bis 5ten Juni 1815 rückständige Zinsen davon,
499 Thlr. 6 Gr. 9 Pf.
undert neun und neunzig Thaler, sechs Gro-
, neun Pfennige unzinsbar, an aufsenstehenden
ieresten,
als Antheil an 955 Thlr. —- —- Neunhun-
fünf und funfzig Thaler, welche, unterm 24sten
ember 1813, für Rechnung des Ueberschufsfonds
ben und bis jetzt nicht nachgewiesen worden, in-
rn sich bei der deshalb vorbehaltenen weiteren
mittelung ein rechtlicher Anspruch an den Ausstel-
der Quittung, oder sonst an Jemand ergeben sollte,
180 Thlr. 2 Gr. 9 Pf.
undert und achtzig Thaler, zwei Groschen, neun
nige, und hat dagegen auch nach dem Verhält-
seiner Theilnahme zu den Unkosten, welche das
ehere Vermögen veranlafst, beizutragen.

ART. XIX. Das Vermögen des Waisenhauses Merseburg wird, nach Abzug des für die Stadt rseburg besonders davon gerechneten Antheils, nach

1825 Verhältnifs der Einwohnerzahl in den übrigen Merseburgischeu Ortschaften, welches

0,7794,

Siebentausend Siebenhundert vier und neunzig tausendtheile für das Herzogthum, und

0,2206,

Zweitausend Zweihundert und sechs Zehntau theile für das Königreich Sachsen beträgt, gethe

Hiernach erhält das Königreich,

A. an sicherm Vermögen:

1942 Thlr. — Gr. 4 Pf.

Eintausend Neunhundert zwei und vierzig Thale vier Pfennige, durch Ueberweisung des Capita thes der im Königl. Sächs. Stiftsantheile fundirten B

1299 Thlr. 20 Gr. 2 Pf.

Eintausend Zweihundert neun und neunzig T zwanzig Groschen, zwei Pfennige, von den sic zu 5 pro Cent zinsbaren Activis,

142 Thlr. 22 Gr. 6 Pf,

Einhundert und zwei und vierzig Thaler, zwei zwanzig Groschen, sechs Pfennige, von den sic zu 4 pro Cent zinsbaren Activis,

B. an unsicherem Vermögen:

812 Thlr. 17 Gr. 8 Pf.

Achthundert und zwölf Thaler, siebenzehen Gro acht Pfennige, von unsichern, zu 5 pro Cent baren Activis,

284 Thlr. 11 Gr. —-

Zweihundert vier und achtzig Thaler, eilf Gro von den unsichern, zu 4 pro Cent zinsbaren A

C. an Naturalvorräthen aus dem Bücherv des Waisenhauses:

49 Exemplare Gesangbücher klaren Druck Schreibepapier,

21 dergleichen auf ordinäres Papier,

52 Exemplare Spruchbücher,

7 Exemplare Passionsgesänge,

aufser den, nach demselben Verhältnisse zu be nenden, Antheilen an den, auf weiterer Er lung beruhenden, Exemplarien von Gesangbü groben Drucks und von gedruckten Waisenhaus richten.

Hierüber hat das Königreich noch zu erhalte

den verhältnifsmäfsigen Antheil von dem, was, 1825
ach Befinden, von den aufsenstehenden Lotterie-
esten noch eingehen sollte, welcher Antheil, nach
bzug der aufgewendeten Kosten und des auf die
tadt Merseburg kommenden Theils, nach obigem
erhältnisse zu theilen sein würde,
ie, auf die Zeit nach dem 30sten Juni 1815, aus
m Königreiche etwa noch zum Waisenhause ge-
ssenen Bezüge.

Dagegen hat das Königreich noch zu vertreten und anrechnen zu lassen:
1 Thlr. 5 Gr. —- Rentkammerbeitrag auf den
rmin Pfingsten 1815, insofern dessen bereits
olgte Berichtigung nicht durch Quittung nachge-
esen werden kann,
3 Thlr. 4 Gr. 4 Pf. antheiligen Beitrag zu den un-
rzinsbaren Passivis,
e Alimentationskosten für die am 1sten Juli 1815
Waisenhause gewesenen Kinder aus dem Königl.
hsischen Stiftsantheile, für jedes jährlich 65 Thlr.
— —- vom gedachten Tage an, bis zur Entlas-
g aus dem Waisenhause,
n, im Verhältnisse der Theilnahme des Königreichs, an dem Vermögen zu berechnenden Antheil an den auf Eintreibung des unsichern Vermögens verwendeten Kosten, auch, da übrigens, ch dieser Auseinandersetzung, die Theilnahme r Stände des Königl. Sächs. Stiftsantheils an der usübung des ständischen Collaturrechts von vier llen wegfällt, dieselben deshalb abzufinden, und e Königl. Preufsische Regierung gegen alle diefs-lsige Ansprüche zu vertreten.

ART. XX. Jede der beiden Regierungen hat von ihr in Vorstehendem überwiesenen Antheilen an zinsbaren, beweglichen und zu Capital erhobe- unbeweglichen Vermögen einer Stiftung, auch Zinsen, nach den bei den Capitalantheilen angenen, oder den seit der geschehenen Ausmittelung Vermögens jeder Stiftung veränderten Zinsfüfsen, weit nicht seitdem, im Einverständnisse der beiseitigen Behörden, ein Erlafs an rückständigen Zin- bewilligt worden ist, und insoweit vom unsichern mögen überhaupt Zinsen zu erlangen sind, vom

1825 6ten Juni 1815 an zu erhalten; allein bei der Wittwen- und Waisen-Versorgungs-Casse (§. tritt dieser Termin schon mit dem 1sten Janua und bei dem Fonds des Waisenhauses zu Mer (§. XIX.) erst mit dem 1sten Juli 1815 ein.

ART. XXI. Sobald von beiden allerhöchst gierungen diese Uebereinkunft genehmiget wor soll sofort eine Berechnung über alle, von beid gierungen in derselben übernommenen Zahlur bindlichkeiten gepflogen, und dasjenige, was hi der eine Theil dem andern auszuliefern und l zugeben hat, berichtiget werden.

ART. XXII. Nach dieser erfolgten Vollz werden alle Ansprüche, welche von der eine gierung an die andere, in Beziehung auf die i ser Convention erwähnten Stiftungen und wegen der Theilnahme an Genuſs- oder Co Rechten, oder sonst auf irgend eine Weise ge werden könnten, soweit deshalb nicht ausdri besondere Vorbehalte in Obigem enthalten sin beseitigt und aufgehoben erklärt, und beide verzichten auf alle fernere, in dieser Convention gegründete, diesfallsige Anforderungen, so wi nigl. Preuſsischer Seits noch besonders allen An chen auf Genuſsrechte wegen der, mit der l Schullehrer-Besoldungs-Casse verbundenen, schen, Weigandischen und Kreutzigerischen St gen, mit Vorbehalt der auf letztere Bezug hab oben (§. IV.) erwähnten, 2008 Thlr. 19 Gr. ingleichen den Ansprüchen auf die mit der Sch rer-Seminarien-Casse vereinigten Stiftungen, na lich: die Scheuereckische, Reinhardtische, W dische, Dinterische, die eines Ungenannten, u Heynische, nicht minder aller Theilnahme an ferneren Gewinn aus dem Verkaufe des Dr Gesangbuchs und des Kirchenbuchs, und hie Königl. Sächsischer Seits allen Ansprüchen a mit den oben §. §. XI bis mit XIX. bemerkten Merseburgischen Cassen und Instituten vereinigt sonderen Stiftungen entsagt wird.

Aufserdem leistet auch die Königl. Preuſsisch gierung auf alle Theilnahme an dem Zwecke de Johann Andreas von Osten auf Raaschau und L

, in seinem Testamente vom 7ten December 1757, 1825
ſteten Waisenhauses zu Plauen, wegen der vor-
gen Enclaven des Voigtländischen Kreises im Reus-
ien, Blankenberg, Blintendorf, Gefell und Spa-
berg, so wie wieder die Königl. Sächsische Regie-
; auf alle Ansprüche an die, zu den bei der Dom-
ie und Stiftsschule zu Merseburg vorfallenden Be-
nissen bestimmte, Dom-Cymbel-Casse zu Mer-
rg Verzicht.

ndlich bewendet es

RT. XXIII. wegen des von Friederiken Chri-
en Elisabeth Freifrau von Fletcher ausgesetz-
Vermächtnisses, zu Errichtung und Unterhaltung
Schullehrer-Seminarii in Kursächsischen Lan-
in Folge der nur für diesen Fall getroffenen Ueber-
mft, bei dem, von dem Königl. Großbritannisch-
överschen Ober-Appellations-Gerichte zu Celle,
dem 15ten November 1822 ertheilten schieds-
lichen Erkenntnisse.

RT. XXIV. In Ansehung aller übrigen, in der
wärtigen Convention nicht erwähnten, milden
ngen verbleibt es für jetzt noch, bis zu einer
tiven Vereinigung darüber, bei den deshalb im
XXII, §. §. 1 und 2 der Eingangs berührten
tconvention vom 28sten August 1819 enthaltenen
mmungen; es sollen jedoch die Verhandlungen
diese Stiftungen, ingleichen über die dabei zur
che kommenden fiscalischen Punkte möglichst be-
uniget, und die darüber zu treffenden Vereini-
gen, nach beiderseits erfolgter allerhöchster Ge-
nigung, durch eine anderweite nachträgliche Con-
ion zum Abschluſs gebracht und, nebst der ge-
wärtigen Convention, öffentlich bekannt gemacht
len.

Zu dessen Urkund haben die beiderseitigen Kö-
chen Bevollmächtigten die gegenwärtige Conven-
unterzeichnet.

Geschehen zu Dresden, am 4ten April 1825.

MÜLLER,
Königl. Sächsischer Commissarius.

D. PINDER,
Königl. Preuſsischer Commissarius.

82.

1825 ***Convention** pour régler les rappo**
***publics des** fondations de fami**
***existant** dans le royaume et dan**
***duché de Saxe** et pour assurer **
***droits des** particuliers y intéress**
***signée le** 27 Septembre 1825 et ra**
***fiée par la** Saxe le 12 Février 18**
***et par la** Prusse le 9 Février de**
même année.

(*Gesetzsammlung für das Königreich Sach*
1828. Nr. 32. pag. 291.)

Zur Festsetzung der öffentlichen Verhältnisse in
ziehung auf die im Königreiche und Herzogth
Sachsen befindlichen Familienstiftungen, und zu
cherstellung der dabei betheiligten Privatberechti
ist zwischen den Unterzeichneten beiderseitigen
nigl. Commissarien, bis auf Genehmigung ihrer
sten Behörden, folgende Vereinigung getroffen wo

Art. I. Unter Familienstiftungen werden
lediglich diejenigen verstanden, welche zum Be
einzelner, namentlich ausgedrückter Familien
dauernd und dergestalt errichtet sind, dafs den
gehörigen der benannten Familien entweder ausschli
lich, oder vorzugsweise das Recht zusteht, die Nutz
gen gewisser Vermögensgegenstände zu einem von
Stifter ausdrücklich vorgeschriebenen Zwecke zu be
hen. Bei Beurtheilung der Frage, welche von den,
folge des §. II. der Convention vom 27sten Juli 18
angezeigten Familienstiftungen der Aufsicht der ei
oder andern Regierung für die Zukunft unterwo
sein sollen, ist

1. darauf zu sehen, ob nach den Stiftungsurk
den der Hauptzweck der Stiftung an einem bestim

Orte in Erfüllung gehen soll, wie z. B. nament- 1825
bei Stiftungen zu Freitischen, oder Wohnungen
andern Unterstützungen in dazu bestimmten ört-
en Anstalten. Eine solche Stiftung folgt der Auf-
t derjenigen Regierung, in deren Gebiete der be-
hnete Ort gelegen ist.

Da, wo ein solches Verhältnifs nicht vorhanden
kommt es sodann

darauf an, ob den Familiengliedern durch die
ngsurkunden oder sonstige, vor dem 5ten Juni
, rechtsgültig getroffene Verfügungen:

ngehörige gewisser Provinzen, Orte oder Local-
talten des Königreichs oder Herzogthums Sach-
n vorzugsweise, oder ausschliefslich substituirt
d, und solchenfalls sind dergleichen Familienstif-
ngen derjenigen Regierung zu überweisen, unter
ren Landeshoheit sich die fraglichen Provinzen,
te oder Localanstalten befinden;

selbe findet Statt, wenn Angehörige einer, der
en der gegenwärtig paciscirenden Regierungen,
solcher, unterworfenen, in der Stiftungsurkunde
entlich ausgedrückten Provinz zugleich mit Un-
thanen einer fremden Regierung substituirt sind,
d gehet daher die Aufsicht über eine solche Stif-
g auf die erstgedachte Regierung über;

en diefs greift ferner Platz, wenn Studirende auf
ner der beiden Universitäten Leipzig, oder Halle-
ittenberg ausschliefslich, oder welche vorher auf
er gewissen Schule im Königreiche oder Herzog-
me Sachsen gewesen, substituirt sind, indem
chenfalls die Stiftung unter Aufsicht derjenigen
gierung tritt, in deren Gebiete sich diese Uni-
rsität, oder Schule befindet. Sind aber Indivi-
en, welche auf der Einen der vorgenannten bei-
n Universitäten studiren, und vorher auf einer
chule in dem andern Landestheile gewesen, sub-
tuirt, so tritt die Stiftung unter Aufsicht derje-
igen Regierung, in deren Gebiete sich die Schule
findet;

onstige allgemeine Substitutionen ohne ausschliefs-
che örtliche Beziehungen, oder ohne örtliche Be-
ehungen überhaupt, sind hingegen nicht als ent-
cheidend zu betrachten. Auch bleiben diejenigen
Familienstiftungen, bei denen mehrere, in beiden

1815 Landestheilen, oder im beiderseitigen Auslan
legene Provinzen und Orte zugleich substituir
unbeschadet der dabei Statt findenden Subst
nen, in ihren bisherigen Verhältnissen.

Sind bei Familienstiftungen solche Substitut
welche, nach Vorstehendem, Berücksichtigun
dienen, nicht vorhanden, so entscheidet dann

3. der feste Sitz der Collatur- und Admi
tions- oder Aufsichts-Behörde am 5ten Juni
insofern das diesfalsige Befugniss bei landesher
Behörden nicht bloss in der Landesverfassun
gründet ist, und zwar dergestalt, dass

a. wenn der feste Sitz der Collatur in dem
und der der Administration oder Aufsicht i
andern Landestheile sich befindet, der fest
der Collatur prävalirt, hingegen

b. wenn entweder die Collatur in einem Gebiete a
halb des Königreichs und Herzogthums Sa
ihren Sitz, oder gar keinen festen Sitz hatte,
feste Sitz der Administration oder Aufsicht die
giebt, insofern derselbe sich in einem der b
Landestheile befindet.

Bieten nun aber auch weder Collatur- noch
ministrations- und Aufsichts-Gerechtsame
Grund für die Ueberweisung einer Familienst
dar, so sind dann

4. etwanige andere Localbeziehungen, z. B. a
wegliches Vermögen einer Stiftung, als entsche
anzusehen, und in deren Ermangelung ist

5. auf den bleibenden Wohnsitz, welchen de
ter zur Zeit seines Ablebens hatte, Rücksic
nehmen.

Art. II. Nach diesen, auch bei den etwa
bekannt werdenden, jedoch bereits vor dem 5ten
1815 errichtet gewesenen Familienstiftungen, in
wendung zu bringenden, übrigens lediglich für
Art von Stiftungen vertragsweise bestimmten G
sätzen, und zufolge eines, in Ansehung derje
Stiftungen, bei denen entweder Studirende auf
versitäten und Schulen in beiden Landestheilen
stituirt sind, oder vorstehend als entscheidend
nommene Verhältnisse nicht Statt finden, getrof

rgleichs, werden die in den Beilagen verzeichne- 1825
Stiftungen unter A. dem Königreiche, und die
r B. dem Herzogthume Sachsen dergestalt über-
ien,

1. dafs mit der hiernach auf die Regierung des einen
destheiles übergehenden Aufsicht, zugleich die
ministrations- und Collatur-Gerechtsame, insofern
e landesherrlichen, oder sonstigen Behörden im
andern Landestheile bisher zugestanden, auf die
st gedachte Regierung übergehen, und hierbei
Regierung die Vertretung und Entschädigung der
nigen Ansprüche der ihr angehörigen, nicht lan-
herrlichen Behörden übernimmt.

2. Es versteht sich jedoch von selbst, dafs unter
vorstehend erwähnten landesherrlichen, oder son-
en Behörden nicht diejenigen Familien, oder deren
lieder, denen Administrations- und Collatur-Ge-
tsame zustehen, verstanden werden, indem der-
en Familien, oder Familienglieder vielmehr, sie
sich befinden, wo es sei, die ihnen zustehen-
Administrations- und Collatur-Gerechtsame un-
dert behalten, sich jedoch bei Ausübung der-
n der Aufsicht derjenigen Regierung, welcher
Stiftung, nach obigen Grundsätzen und den bei-
gten Verzeichnissen, überwiesen ist, zu unterwer-
schuldig sind.

ART. III. Jede der beiden Regierungen erhält in
chung der ihr durch gegenwärtige Convention,
deren Beilagen unter A. und B. überwiesenen
ilienstiftungen, aufser den auf sie, nach Obigem,
hin übergehenden Rechten, zugleich das Recht,
erfolgendem Aussterben der berechtigten Fami-
, nach gesetzlichem, durch die öffentlichen Blätter
er Landestheile bekannt zu machendem Aufrufe,
erfolgter rechtskräftiger Präclusion der etwanigen
bekannten Interessenten, über die denselben zuge-
ndenen Genufsrechte, insofern nicht schon Substi-
onen für diesen Fall vom Stifter bestimmt worden
d, auf andere, den Verfügungen desselben mög-
st analoge, Weise zum Besten des ihr unterwor-
en Landestheils zu verfügen, und die den ausge-
rbenen und präcludirten Familien zugestandenen
llatur- und Administrations-Rechte auszuüben.

1825 Art. IV. Die beiderseitigen Regierungen n sich verbindlich, die Genufsrechte der Familie ihrer Glieder, oder der ihnen substituirten Pe jederzeit aufrecht zu erhalten, und weder den berechtigten Familiengliedern, noch den in der mangelung substituirten Personen, den Genu Stiftungen auf irgend eine Weise zu verweiger zu erschweren. In dieser Absicht wird Fol festgesetzt:

1. Die Callaturbehörden sollen auf den G oder Wohnort der Interessenten, oder bei Stip auf die Lehranstalt, welche sie besuchen, ni andere Rücksicht, als die in der Stiftung selbs vorgeschrieben ist, nehmen, mithin dem Inl oder dem auf einer inländischen Anstalt Befind als solchem, nie einen Vorzug vor andern, na Stiftung Genufsberechtigten Individuen geben.

2. Sind in den vor dem 5ten Juni 1815 err ten Stiftungsurkunden die Ausdrücke: Kursäch oder Königl. Sächsische Lande, Kursächsische Königl. Sächsische Universitäten und dergl. gebr so ist darunter stets der zur Zeit der Stiftung b dene Länderumfang, und unter der Universität tenberg gegenwärtig die Universität Halle-Wi berg, zu verstehen.

3. Schreiben die fundationsmäfsigen Bestim gen, insonderheit bei Beneficiis für Studirende, Lehranstalt, wo diese das Beneficium geniefsen s namentlich vor, so ist auch hierauf genau zu h

4. Sind in diesen Bestimmungen alternativ, auch cumulativ, Lehranstalten beider Landes des Königreichs und Herzogthums Sachsen, ge so sollen dergleichen Familienstipendien auch au derselben, wohin sich der Genufsberechtigte zu ben, seinen Verhältnissen angemessen findet, Erschwerung des Genusses vergeben werden.

5. Ist in der Stiftungsurkunde keine Lehra wo das Stipendium genossen werden solle, ausd lich genannt, so kann solches von dem Genufsbe tigten auf jeder in- oder aufserhalb des Königr und Herzogthums Sachsen gelegenen Universitä zogen werden.

. Melden sich mehrere Genufsberechtigte zu ei- 1825
erledigten Stipendio, so ist zuvörderst das, nach
den, durch die Fundation selbst, in Hinsicht auf
e der Verwandtschaft, Armuth, oder sonstige
tände begründete Vorrecht, insofern aber die
lation nichts darüber vorschreibt, lediglich die
ere Bedürftigkeit und Würdigkeit zu berück-
gen.

. Beiderseitige Regierungen verpflichten sich, auf
ie Beobachtung vorstehender Bestimmungen zu
n. Zu dessen Beförderung haben sich beide Re-
ngen über folgende Mafsregeln vereiniget:

ese Uebereinkunft wird, nebst den derselben bei-
fügten Verzeichnissen unter A. und B., in den
etzsammlungen beider Staaten öffentlich bekannt
macht, um zugleich die vorhandenen Familien-
ungen und die, in Folge dieser Convention, für
Zukunft regulirten Collatur-, Administrations-
Aufsichts-Verhältnisse zur Kenntnifs der bei-
itigen Unterthanen zu bringen, und diesen die
Wahrnehmung ihrer Gerechtsame zu er-
htern.

soll in beiden Staaten, durch eine gesetzliche
rfügung, den Behörden, welche Familienstiftun-
n zu vergeben, zu verwalten und zu beaufsich-
n haben, die genaue Befolgung vorstehender
timmungen zur Obliegenheit gemacht, und dabei
h aufgegeben werden, bei jeder Erledigung eines
milien-Stipendii, wenn sich binnen vier Wochen
h Ablauf des letzten Genufstermins kein quali-
ier Geschlechtsverwandter angemeldet hat, eine
anntmachung in einer Sächsischen und einer
ufsischen Zeitung, welche jede Regierung dazu
timmen wird, zu erlassen, und einen Termin
r Anmeldung der Interessenten zu bestimmen.
ese Bekanntmachungen sollen, insofern die Ko-
n derselben nicht aus den Ueberschüssen der Stif-
ng bestritten werden können, jederzeit kostenfrei
pedirt, und blofs die baaren Auslagen dem, in
lge des öffentlichen Aufrufs, zunächst zur Per-
ption Gelangenden angerechnet werden.

en Beschwerden diefs- oder jenseitiger Unter-
anen wegen Hintansetzung fundationsmäfsiger Ge-

1825 rechtsame soll, nach den bereits im §. 7 der C
vention vom 27sten Juli 1817 enthaltenen Bes
mungen, jederzeit schleunigst abgeholfen und
Betheiligten die ihnen gebührende Entschädig
verschafft werden.

Art. V. Nach erfolgter beiderseitiger Gene
gung dieser Uebereinkunft sollen sofort jeder Re
rung die zu den ihr überwiesenen Familienstiftu
gehörigen Fonds, Acten, Urkunden und Rechnu
insoweit sie sich bei Behörden des andern Lan
theils befinden, und, so viel die Fonds betrifft, i
fern sie nicht in Immobilien, oder unaufkündb
Capitalien bestehen, ausgeantwortet, bis dahin
alle stiftungsmäfsige Zahlungen fortgeleistet, auch
gegenwärtig in der Perception von Beneficien
Familienstiftungen stehenden Personen in deren
muſs auf dessen Dauer gelassen werden. Die hie
aus dem einen in den andern Landestheil aus
fernden Fonds sollen, nach ihrem dermaligen A
und Passiv-Zustande, unverzüglich durch beide
tige Rechnungsbeamte genau ermittelt und nach
deshalb zu haltenden Schlufsrechnung gegenseitig
geliefert werden. So viel das hierbei zur Sp
kommende Agio von der Adam Müllerischen un
dowicus Schneiderschen Familienstiftung gehöri
ten Stiftungscapitalien betrifft, so bleiben die di
sigen Ansprüche den nunmehrigen Administra
und Collatur-Behörden zur besondern Verhan
und, nach Befinden, Ausführung im Wege Re
vorbehalten.

Art. VI. Da, nach erfolgter Auslieferun
vorstehend gedachten Fonds, Acten, Urkunden
Rechnungen, die Interessenten der aus dem ein
das andere Gebiet übergehenden Familienstiftu
sich an die, zufolge der obigen Bestimmungen,
tretenden neuen Administrations-, Collatur- und
sichts-Behörden zu wenden haben, so soll der
punkt der erfolgenden gegenseitigen Auslieferung,
gleich mit der, oben im Art. IV. bestimmten, P
cation der gegenwärtigen Uebereinkunft und der
gefügten Verzeichnisse, von beiden Regierungen
fentlich bekannt gemacht werden.

dessen Urkund haben die beiderseitigen Com- 1825
ien die gegenwärtige Convention unterzeichnet.
esden, am 27sten September 1825.

MÜLLER,	*Dr.* PINDER,
igl. Sächs. Com-missarius.	*Königl. Preuſs. Com-missarius.*

(Sont joints à la présente convention: A: Verzeich-r dem Königreiche Sachsen überwiesenen Familienstif-; et B: Verzeichniſs der dem Herzogthume Sachsen ssenen Familienstiftungen.)

83.

vention concernant les preten- réciproques des fondations du ume et du duché de Saxe; signée Décembre 1825 et ratifiée par Saxe le 12 Juin 1826 et par la rusſe le 4 Juin de la même année.

etzsammlung für das Königreich Sachsen 1828. Nr. 32. p. 331.)

Dresden, den 6ten December 1825.

ich bei den commissarischen Verhandlungen über las fiscalische Interesse betreffenden Ansprüche tiftungen des Königreichs und Herzogthums n verschiedene, bisher nicht zu erledigen ge- e Differenzen ergeben, so sind heute die von Seiten zur Vermittelung Beauftragten mit den issarien zusammengetreten, und haben sich, Erwägung der beiderseitigen Gründe, über fol-, ihren Allerhöchsten Behörden zur Genehmi- vorzutragende Punkte vereiniget.

1825 A. Die Ansprüche der Stiftungen des He
thums Sachsen an den Königl. Sächsischen Fiscu
treffend.

1. Von Königl. Sächsischer Seite werden fol
Forderungen als Schulden der Königl. Sächsi
Rentkammer, und resp. so viel das Capital der V
ramsdorfischen Stiftung anlangt, als auf dem
Mügeln haftend, anerkannt:

7875 Thlr. —— —— oder 9000 Mfl. Capital de
chen zu Sangerhausen und Emselohe, von der
lerschen Stiftung;

8800 Thlr. —— —— Capital der Wolfram
schen Stiftung, zu Freitischen für Studiren
der Universität Wittenberg;

1000 Thlr. —— —— Capital des Waisenhause
St. Georgen-Hospitals zu Langensalza;

1000 Thlr. —— —— Capital der Armenca
Lichtenburg,

sämmtlich à 5 pro Cent verzinsbar; ingleichen

2. der Anspruch der Commendestiftung zu
sensee auf einen, bei der Dresdner Rentkamm
Verwahrung gekommenen, mit 5 pro Cent ver
ren Kammerschein, vom 3ten December 1779
888, über 340 Thlr. —— —— und demnach die
antwortung dieses Hauptstammes nebst den, v
Mandatarius der gedachten Stiftung, Advocat
mann in Dresden, auf das Jahr von Ostern 1
1813 erhobenen, mit vorstehendem Kammer
zum Deposito der Dresdner Rentkammer gek
nen Zinsen an 17 Thlr. —— —— und den seit
1813 ferner gefällig wordenen Zinsen, zugesta

3. Das, Preufsischer Seits, von obigen
7875 Thlr. —— —— nach $48\frac{4}{27}$ pro Cent, u
den
8800 Thlr. —— —— nach $11\frac{1}{9}$ pro Cent ver
Agio wird vergleichsweise auf
1895 Thlr. 20 Gr. —— nach $24\frac{8}{27}$ pro Cent
der ersten, und
586 Thlr. 16 Gr. —— nach $6\frac{2}{3}$ pro Cent vo
letzten Post festgesetzt.

4. Da der Stadtrath zu Langensalza behauptet,
25 Thlr. —— ——
halbjährige Zinsen von dem, den dasigen Stiftu
gehörigen Capitale der 1000 Thlr. —— —— auf

rmin Johannis 1815, Quittung hierher eingesendet, 1825
n Betrag aber, wegen der unterdessen eingetrete-
n Landestheilung, nicht erhalten zu haben, so wird
nselben der Anspruch auf diese 25 Thlr. —— ——
weitern Nachweisung, oder Ausführung vorbe-
en.

5. Die der Armencasse zu Lichtenburg, zufolge
r Verordnung vom 14ten März 1812, auf die
re 1800 bis 1802, mit

75 Thlr. —— ——

zahlen gewesene Zinsvergütung, ist, laut einer in
ubter Abschrift übergebenen Quittung vom 5ten
ber 1812, bereits bezahlt, und fällt daher der
falsige Anspruch weg.

6. Wegen der Stiftung zu Stipendien und zu Un-
tzungen für Predigerkinder im Stifte Merseburg
der Vorschlag der Königl. Sächsischen Commis-
n dergestalt angenommen, dafs jede Regierung
der zweiten nachträglichen Convention wegen
iftungen, in Gemäsheit der commissarischen
igung, zu bestimmenden stiftungsmäfsigen Lei-
n an die Genufsberechtigten ihres Gebietes vom
Juni 1815 an übernimmt, wogegen die Königl.
ische Regierung, insofern seitdem die Bezüge
an Angehörige des Königreichs fortgeleistet wor-
zu solchen antheilig beizutragen, auch der Königl.
ischen Regierung die von ihr, auf die Zeit bis
5ten Juni 1815, vorschufsweise bezahlten

329 Thlr. 8 Gr. 2 Pf.

r zu erstatten, und alle sonst etwa bei der Sti-
enstiftung, auf die Zeit vor dem 1sten April
, so wie bei der Stiftung für Predigerkinder, auf
eit vor Michael 1814, rückständig gebliebene Be-
ien zu vertreten hat.

7. Wegen des Anspruchs der Weihrauchschen
pendienstiftung zahlt die Königl. Sächsische Regie-
ng

875 Thlr. —— ——

gegen die Königl. Preufsische Regierung auf die
rerigen Zinsen davon verzichtet, aber auch erst
n Empfange der vorstehenden 875 Thlr. —— ——
in die Verbindlichkeit zur Auszahlung des Weih-
chschen Stipendiums tritt.

1825 8. Die vorstehend von Königl. Sächsischer S
anerkannten und übernommenen Verbindlichkeiten s
len, soweit solche nicht durch Compensation mit d
Königl. Preufsischer Seits weiter unten, ad D. 1 u
2, anerkannten Verbindlichkeiten getilgt werden, n
diefsfallsiger vorheriger Berechnung binnen vier W
chen nach der von den beiden Allerchöchsten Re
rungen erfolgten Genehmigung dieser Uebereinku
durch baare Zahlung der Capitalien, des verglichen
Agio und der Zinsen von den ad 1 gedachten Ca
talien, so weit solche rückständig, ingleichen des n
Weissensee gehörigen Depositi nebst Zinsen, der
6 gedachten Ersatzpost des ad 7 bestimmten V
gleichs-Quanti und eventualiter des ad 4 erwähn
Rückstandes, berichtigt werden; wogegen

9. Königl. Preufsischer Seits auf den Anspruch
Wittenberger Stipendienfonds, wegen der vom K
steramte Sornzig rückständig gebliebenen Zinsen,
3409 Thlr. 18 Gr. 3 Pf.
so wie auf alle weiter, wegen der vorstehend ged
ten Stiftungen, zu machenden Ansprüche, und
besondere auch wegen der, von der Administra
der Weissenseer Commendestiftung, im Mai 18
zur Dresdner Rentkammer eingesendeten 1400 T
—— —— so wie wegen der vorhin verlangten V
tretung des, zur Deckung der Bezüge bei der un
erwähnten Stiftung, erforderlichen Capitals von 1
Thlr. —— —— unbedingt an den Königl. Sächsis
Fiscus Verzicht geleistet wird. Auch wird der A
spruch auf den fernern Bezug der vorhin von
Universität Leipzig jährlich an das Rentamt Me
burg eingesendeten Promotionsgelder, mit Vorb
der bisher bereits dahin abgelieferten, aufgegeben.

B. Anlangend die Abgaben und Leistungen
theilter Aemter und Bezirke an Stiftungen, oder
stitute des Königreichs und Herzogthums Sachsen,
wird zuvörderst

1. als Grundsatz festgesetzt, dafs nur diejen
dem Hauptsitze nach, dem einen Theil angehör
Aemter und Bezirke, von denen wenigstens ein g
zer unmittelbarer Amtsort dem andern Theile an
hört, als getheilt, diejenigen aber, von denen
Patrimonialorte, oder blos Antheile von unmittelb

tsorten abgetrennt sind, in der gegenwärtigen Be- 1825
ung als ungetheilt angesehen werden sollen.

2. Nach dieser Voraussetzung übernimmt jede Re-
ung die ihren Stiftungen und Instituten zustehen-
Bezüge aus den solchergestalt für getheilt zu ach-
en Aemtern und Bezirken, und entsagt den An-
chen auf antheilige Beiträge der andern Regierung,
ie auf Ersatz des bisher aus dem einen in das
re Gebiet Geleisteten.

Hiernach sind namentlich, was die bisher zur
che gekommenen Abgaben der Art betrifft:
m Königreiche Sachsen
die Getreideabgaben vom Amte Mühlberg an
den Pfarrer in Gohlis bei Strehla,
die Geldabgaben vom Amte Torgau an die Pfar-
er zu Thammenhain, Sörnewitz und Dorfrei-
henbach;
das Holzdeputat an den Pfarrer zu Hohburg;
die Forderungen der Stadt Camenz für die da-
en Kirchen, Schulen und das Hospital;
n Herzogthume Sachsen:
die Geld-, Holz- und Getreide-Abgaben des
mtes Mühlberg an das Heinich-Brod-Gestift
n Mühlberg, und an die Geistlichen zu Boragk,
ostdorf, Lausa und Staritz;
das Holzdeputat vom Amte Hain an den Pfarrer
n Boragk;
die Geld- und Getreide-Abgaben des Amtes
Torgau an die Universität Wittenberg und die
Geistlichen, Schullehrer, oder andere Percipien-
ten in Torgau, Belgern, Gräfenhaynchen, Herz-
berg und andern Preufsischen Orten;
d. die Geld-, Getreide- und Holzabgaben aus der
Stift-Merseburgischen Rentkammer an das Dom-
kapitel und die Geistlichen zu Merseburg;
e. die Geld-, Getreide- und Holz-Abgaben des
Amtes Lützen an den Geistlichen und andere
Percipienten in Lützen,
übernehmen.

C. Die auf die, nach obiger Bestimmung, für un-
heilt zu achtenden Aemter und Bezirke des Königs-
chs, oder Herzogthums Sachsen, am 5ten Juni
15 angewiesen gewesenen Abgaben an Stiftungen

1825 und Institute des andern Landestheils sollen fern
wie bisher, gegenseitig fortgeleistet werden, und
namentlich das, bei den bisherigen Verhandlung
Preufsischer Seits zu den getheilten Aemtern gere
nete Amt Delitzsch, obigem Grundsatze zu Folge,
ein ungetheilt zum Herzogthume Sachsen gehör
Amt zu achten ist, so übernimmt die Königl. Pre
sche Regierung alle auf selbigem haftende Abg
an Stiftungen beider Landestheile.

Uebrigens bleiben den beiderseitigen Stiftun
ihre Ansprüche an Stadträthe, Patrimonialgüter,
andere Privatpersonen im andern Landestheile u
nommen, und wird jede Regierung deshalb nöth
Falls rechtlichen Schutz angedeihen lassen.

Anlangend die nachträglich zur Sprache gebr
ten Punkte, so übernimmt

1. die Königl. Preufsische Regierung die von
bereits zugestandene Forderung der Höpnerschen
tung zu Oschatz an die Domaine Seida, nebst
auf 13⅓ pro Cent des Capitals verglichenem Agio,
nebst den Zinsen, so weit solche rückständig
sollten.

2. Gleichergestalt wird von Seiten des Her
thums Sachsen das bisher von Königl. Sächsi
Seite der Universität Leipzig verzinste, sogen
Weltewitzer Capital als eine, ob versionem in
auf dem Kammergute Weltewitz haftende Schuld
gestanden.

Hierüber ist das gegenwärtige Protocoll aufgen
men und in zwei gleichlautenden Exemplarien
beiden Seiten vollzogen worden.

VON GLOBIG. VON BÜNAU. VON JORDAN
NOSTITZ *und* JÄNCKENDORF. MÜLLER. D. PINDE

84.

ention concernant le partage des 1825
lations locales et privées dans
yaume et dans le duché de Saxe
comprises dans le partage re-
ar la convention principale du
oût 1819 *et par les conventions*
lémentaires du 4 *Avril et du*
eptembre 1825*; signée le* 28 *Dé-*
re 1825 *et ratifiée par la Saxe*
Août 1826 *et par la Prusse le*
6 Août de la même année.

ammlung für das Königreich Sachsen 1828.
Nr. 32. pag. 335.)

lem von den Behörden des Königreichs und
thums Sachsens, aufser den, in der Hauptcon-
vom 28sten August 1819, und der nachträg-
Convention vom 4ten April 1825, auseinander-
n Stiftungen, und sämmtlichen in der Con-
vom 27sten September 1825 enthaltenen Fa-
iftungen, in Folge der Convention vom 27sten
7, §. 11, noch eine bedeutende Anzahl andrer
en angezeigt worden, welche weitere Bestim-
erforderlich machen; so haben sich die un-
neten Königlichen Commissarien über diese
en, bis auf beiderseitige Allerhöchste Geneh-
, in folgender Mafse vereiniget.

. I. Bei Bestimmung der Landeshoheit über
achten Stiftungen kommt es, soweit solche
as dem Friedenstractate vom 18ten Mai 1815
ost folgt, in Gemäfsheit der bereits durch die
tion vom 27sten Juli 1817 festgesetzten allge-
Grundsätze, und nach der, zu Beseitigung

1825 einiger, über deren Anwendung entstandener Z
getroffenen Uebereinkunft, zunächst und

1. darauf an, ob eine Stiftung an einem be
ten Orte dergestalt ihren unveränderlichen Si
dafs daselbst der Hauptzweck der Stiftung in
lung geht, indem eine solche Stiftung jederz
Landeshoheit über den Ort, wo sie ihren Si
folgt. Hierher sind, aufser den im §. 12 No
Convention vom 27sten Juli 1817 gedachten K
Schulen, Universitäten, Erziehungs-, Versorg
Kranken- und Siechen-Häusern, auch Hos
Waisenhäuser und Stiftungen zu Freitischen
Wohnungen und andern Unterstützungen i
bestimmten örtlichen Anstalten, ingleichen zu
gräbnissen, Monumenten, Gedächtnifspredigten
andern, an gewissen Orten zu veranstaltenden
lichkeiten, insofern diese für sich allein den H
zweck der Stiftung ausmachen und nicht bl
Nebenzweck, oder als Bedingung eines als H
zweck zu betrachtenden Genusses, bei den
eine der folgenden Kategorieen gehörenden St
gen verordnet sind, zu rechnen. Sind aus dem
mögen solcher Stiftungen, die ursprünglich le
zum Besten gewisser Orte gegründet worden, i
Folge Stiftungen für allgemeinere Zwecke, z.
Stipendien für Studirende, jedoch in widerru
Weise, errichtet worden, so folgen auch letzte
Landeshoheit, unter welche die ursprüngliche S
gehört, ohne weitere Auseinandersetzung, jedo
beschadet der ferneren Theilnahme der Angeh
beider Regierungen an dem Genufs solcher S
gen, so weit selbige vor der Landestheilung
fand und durch gegenwärtige Auseinander
nicht ausdrücklich aufgehoben wird.

2. Bei denjenigen Stiftungen, welche keinen
Sitz in der vorgedachten Art haben, namentl
den, im §. 12 No. II. der Convention vom 27s
1817 erwähnten Stiftungen zu Ausstattung
Mädchen, zu Unterstützung armer Wittwen,
pendien für Studirende u. s. w. entscheidet, in
folg des in mehrberührter Convention desfalls
setzten Grundsatzes,

a. der Umstand, dafs solche lediglich, odc
vorzugsweise zum Besten gewisser Provinzen, I

er Orte, ihrer Eingebornen, Angehörigen, Anstal- 1825
n, Behörden, Beamten, Gesellschaften, oder Ge-
inden errichtet, oder, nach Wegfall ihrer ursprüng-
hen Bestimmung, seit der Kirchenreformation ge-
dmet worden sind, namentlich zu Schul- oder Uni-
itäts-Beneficien für Kinder der Einwohner, Bür-
, oder Beamten gewisser Provinzen, Bezirke, oder
te, ingleichen für Schüler gewisser Schulen, oder
Studirende auf Universitäten, die vorher eine
wisse Schule besucht haben, ferner zu Unterstützung
Armen gewisser Orte, oder zu Almosenvertheil-
gen an bestimmten Orten, endlich zu Gehaltsver-
erungen der Geistlichen, oder anderer Beamten
einem Orte und zu Bestreitung andrer örtlichen
ürfnisse. Alle diese Stiftungen folgen der Landes-
eit, unter welcher sich die bezeichneten Provin-
, Bezirke, Orte, oder Schulen ungetheilt befinden.
, nach der Stiftungsurkunde, Studirende einer
beiden Universitäten, Leipzig und Wittenberg,
e vorher auf einer gewissen bestimmten Schule
dern Landestheile gewesen sind, genufsberech-
so tritt die Stiftung unter die Landeshoheit der-
en Regierung, in deren Gebiete sich die Schule
det.

b. Wenn Stiftungen zwar nicht ausdrücklich, aber
mtiv für gewisse Orte bestimmt sind, so sollen
dafür vorwaltenden Vermuthungen bei der Erör-
ng, welcher Landeshoheit eine Stiftung zu folgen
, in Obacht genommen werden. Dies ist na-
tlich der Fall, wenn

α. Stiftungen zu Stipendien zwar für Studirende
berhaupt ohne eine örtliche Bedingung ihrer Ge-
nufsfähigkeit bestimmt, allein von gewissen Lokal-
ehörden im Königreiche, oder Herzogthume Sach-
en, es mögen diese landesherrliche, oder andre
ein, zu vergeben sind, oder wenn Almosen und
onstige, der Genufsfähigkeit nach allgemeine Un-
erstützungen, der Stiftung zufolge, von einer Lokal-
behörde, oder an einem gewissen Orte, vertheilt
werden sollen, ingleichen, wenn

β. bei Stiftungen, welche, nach ihren Verhältnis-
sen, nur auf einen gewissen Ort beschränkt sind,
wie zu Almosenspenden, ohne eine nähere Bestim-
mung der Genufsberechtigung, die Collatur einer

muthmaſslich auf einen Ort beſchränkte
weder die Collatur, noch die Administrati
fixiret sein, so folgt die Stiftung der La
des Ortes, in welchem der Stifter zur
Ablebens seinen wesentlichen Wohnsitz

c. Eine Stiftung, die zum Besten einer
dem Königreiche, theils zu dem Herzogthum
gehörenden Provinz ausschlieſslich bestimmt
bei welcher Angehörige mehrerer, unter be
deshoheiten befindlichen Orte zur Theiln
Zwecke zugleich berufen sind, ist als ein
schaftliche zu betrachten.

Diese Gemeinschaft soll jedoch dadu
hoben werden, daſs

α. wenn die Theilnahme in einem aliq
hältniſs, oder überhaupt unbestimmt Statt
hat, die Fonds einer solchen Stiftung zu
niſsmäſsigen Theilung zu bringen sind, da
ein einzelnes Stipendium in Frage steht,
falls die Ausgleichung durch Austausch,
zu bewirken ist, worauf dann die abgethe
durch Austausch, oder sonstige Vereinig
wiesenen Stiftungen unter die ausschlieſsl
deshoheit des Theils, für dessen Angel
nunmehr ausschlieſslich bestimmt sind
Sind aber

er, wenn in der Stiftung ein anderer Zinsertrag 1825
genommen ist, hiernach zu berechnendes Capital
uzuzahlen, insofern nicht der Wille des Stifters
er solchen Absonderung der Fonds entgegen
ht, welchenfalls es bei fernerer Fortleistung des
gesetzten Bezugs verbleibt.

. Wenn Angehörige einer zum Königreiche, oder
ogthume Sachsen ungetheilt gehörigen Provinz,
eines einzelnen Ortes in einem oder anderm
estheile, zugleich mit Unterthanen einer fremden
rung zur Theilnahme am Zweck einer Stiftung
en sind, so folgt diese Stiftung der Landeshoheit
nigen Regierung, welcher die in Rede stehende
inz, oder der einzelne Ort im Königreiche, oder
ogthume Sachsen unterworfen ist.

Stiftungen, zu welchen Angehörige einer Pro-
oder eines Ortes aufserhalb des Königreichs
Herzogthums Sachsen entweder allein, oder mit
thanen des Königreichs und Herzogthums Sach-
gleich berufen sind, bleiben, in soweit sie nicht
ihrer Bestimmung für studirende Ausländer
den Universitäten, Leipzig und Wittenberg,
dem unten, im §. 3 b, enthaltenen Grundsatz,
Theilung unterworfen sind, in ihren bisherigen
ltnissen.

Blofse Substitutionen, oder Andeutungen der
für die Collatoren, oder Administratoren, die
nicht auf ein bestimmtes örtliches Verhältnifs
en, sollen für die Landeshoheit über eine Stif-
nirgends entscheidend sein, jedoch ferner von
eiderseitigen Regierungen und den ihnen unter-
en Collaturbehörden aufrecht erhalten und ein-
den Falls berücksichtiget werden.

Soviel hingegen diejenigen Stiftungen, bei wel-
solche Verhältnisse, die, nach Vorstehendem,
die Landeshoheit entscheidend sind, nicht Statt
n, und namentlich die Universitätsbeneficien für
rende überhaupt, ohne ausdrückliche, oder nach
b zu beurtheilende, präsumtive nähere Bestim-
g des Ortes ihrer Herkunft, oder der Schule,
der sie vorher gewesen, betrifft, so sollen
dergleichen Beneficien, sie mögen durch landes-
rliche Milde, oder von Privatpersonen gegründet
, insofern sie ausschliefslich für eine der beiden

1825 Sächsischen Universitäten bestimmt sind, oder Genuſs derselben sonst durch den ausdrückli Willen des Stifters, oder eine dem Percipienten geschriebene Bedingung, oder Leistung, an eine gedachten Universitäten gebunden ist, der Lan hoheit derjenigen Regierung folgen, in deren Ge sich diese Universität befindet.

b. Sind aber dergleichen Beneficien für beide versitäten, Leipzig und Wittenberg, alternativ cumulativ bestimmt, so sind sie als gemeinscha zu betrachten und solchenfalls, nach den obe §. 2 c enthaltenen Bestimmungen, durch The Austausch, oder sonstige Vereinigung auseinand setzen.

Findet eine Beziehung auf die beiden Univer ten in vorgedachter Art nicht Statt, so entsc dann

c. der Ort, wo die Collatur- und Administr Behörde am 5ten Juni 1815 ihren festen Sitz insofern ein Befugniſs deshalb entweder einer munal- oder Patrimonial-Behörde, oder einer landesherrlichen Behörde, vermöge der ausdrück Anordnung des Stifters, oder aus einem Rechtstitel zusteht, und nicht blos in der Lande fassung, oder in einem Auftrage einer obern L behörde gegründet ist, und zwar dergestalt, d

α. wenn der feste Sitz der Collatur in d nen, und der der Administration in dem Landestheile sich befindet, der erstere den V erhält, hingegen

β. wenn die Collatur entweder in einem G aufserhalb des Königreichs und Herzogthums sen ihren Sitz, oder gar keinen, nach Vors dem, als entscheidend anzunehmenden festen hatte, der feste Sitz der Administration der ciellen Aufsicht, insofern sich derselbe in e der beiden Landestheile befindet, die Norm g

Bieten aber auch weder Collatur- noch Ad nistrations- und Aufsichts-Verhältnisse einen Gr für die Landeshoheit über eine Stiftung dar, sind dann

d. etwanige andere Localbeziehungen, z. B. bewegliches Vermögen einer Stiftung in einem L destheile, insofern solches den Hauptbestandtheil

nds ausmacht, als entscheidend anzusehn, und in 1825
mangelung aller vorerwähnten Voraussetzungen ist

e. auf den bleibenden Wohnsitz, welchen der
ter zur Zeit seines Ablebens im Königreiche,
r Herzogthume Sachsen hatte, auch bei den in
em §. 3 gedachten Stiftungen Rücksicht zu nehmen.

ART. II. Ueber die, nach obigen Grundsätzen,
r Theilung, oder Ausgleichung unterworfenen
tungen und über einige, einer speciellen Fest-
ung bedürfenden Punkte hat man sich folgender-
alt vereinigt:

1. Die, vor der erfolgten Territorialveränderung,
lich aus der Stift-Merseburgischen Rentkammer
, nach deren Auflösung, aus der Königl. Sächsi-
n Rentkammer bezahlten 175 Thlr. — — — zu
endien für Studirende, und 437 Thlr. 12 gr. —
Unterstützungen für Predigerkinder aus dem Stifte
eburg, werden durch ein zu 5 pro Cent zinsba-
pital von 12250 Thlr. — — gedeckt, wovon
00 Thlr. — — zur Stipendienstiftung und
750 Thlr. — — zur Stiftung für Prediger-
r gehören, und welches dergestalt getheilt wird,

. von 3500 Thlr. — — Stipendienfonds, nach
Verhältnifs der Volkszahl des Stiftes Merseburg
2839 Thlr. 21 gr. 7 pf. auf den Königl. Preufsi-
n und
660 Thlr. 2 gr. 5 pf. auf den Königl. Sächsischen
heil,

. von 8750 Thlr. — — Fonds der Stiftung
Predigerkinder aber, nach dem Verhältnifs der
igerstellen im Stifte Merseburg,
6931 Thlr. 18 gr. — auf den Königl. Preufsi-
en und
1818 Thlr. 6 gr. — auf den Königl. Sächsi-
en Antheil kommt.

Zur Beseitigung der über die Verbindlichkeit zur
tretung dieses Capitals entstandenen Zweifel ist
Vereinigung getroffen worden, dafs Jede der bei-
Regierungen den, nach vorstehender Auseinan-
setzung, ihrem Gebiete angehörigen Capitalantheil
Stiftungsfonds, nebst den vom 6ten Juni 1815
davon gefälligen Zinsen zu 5 pro Cent, selbst zu

1825 vertreten übernimmt. Die Königl. Sächsische Re
rung hat jedoch die Zinsen des ganzen Stiftungsf
bis mit dem 5ten Juni 1815 zu vertreten und da
davon der Königl. Preufsischen Regierung die
tungsmäfsigen Beneficien, bei der allgemeinen Stip
dienstiftung, auf die Zeit von Ostern bis Mic
1815, und bei der Stiftung für Predigerkinder,
das Jahr von Michael 1814 bis dahin 1815, ohne
terschied des Landestheils, welchem die Genufs
rechtigten angehörten, berichtigt worden sind, n
nur 329 Thlr. 8 Gr. 2 Pf., welche hierbei auf die
vor dem 5ten Juni 1815 für sie bezahlt worden
sondern auch 39 Thlr. 14 Gr. 1 Pf., die für die
vom 5ten Juni bis Michael 1815 von ihr antheilig
zutragen gewesen wären, der Königl. Preufsis
Regierung unzinsbar wieder zu erstatten, so wie
aufserdem in der Zeit vor dem 5ten Juni 1815
in Rückstand gebliebenen Beneficien zu berichtige

Von Michael 1815 an hat jede Regierung die
dem gefälligen, obiger Vereinigung zufolge, von
selbst zu vertretenden Zinsen des ihrem Stiftungs
theile zukommenden Capitalfonds für die ihr ange
rigen Genufsberechtigten zu verwenden, und hier
soviel die Stipendienstiftung betrifft, blos diejen
Individuen, deren Geburtsort in ihrem Gebiete l
hinsichtlich der Stiftung für Predigerkinder aber
diejenigen, deren Vater in ihrem Gebiete ange
war, als Genufsberechtigte zu berücksichtigen.

2. Von der Pelargiussischen Stiftung zu Stipen
für studirende Predigersöhne aus dem, bis 5ten J
1815 bestandenen, Königl. Sächsischen Ober-Co
storial-Sprengel erhält das Herzogthum Sachsen,
Rücksicht seiner vormals zu diesem Sprengel geh
gewesenen Gebietstheile, ein auf 300 Thlr. — —
verglichenes Quantum, binnen 4 Wochen nach R
fication der gegenwärtigen Uebereinkunft, ausgeza

3. Von der Kutzlebenschen Stipendienstiftung
hält das Herzogthum Sachsen, wegen der Univers
Wittenberg, ein auf 2000 Thlr. — — — verglic
nes Quantum zu Ostern 1826 ausgezahlt.

4. Das Vermögen der Oesterreichischen Stip
dienstiftung wird, wegen ihrer Bestimmung für
beiden Universitäten, Leipzig und Wittenberg,
zwei gleiche Theile getheilt, und zur Hälfte der

Preufsischen Regierung ausgeliefert. Uebrigens 1825
pflichten sich beide Regierungen, der Freiherrl.
chmidischen Familie die ihr stiftungsmäfsig ge-
reude Concurrenz bei der Administration und Col-
dieser Stiftung ferner, wie bisher, zuzugestehen.
Soviel die beiden Callemannischen Stipendien-
ugen betrifft, so wird
die bisher von dem Königl. Sächsischen Ober-
istorio ausgeübte Administration und Collatur
Stiftung zu Stipendien für Studirende auf der Uni-
ität Wittenberg, an die Königl. Preufsische Re-
ng abgetreten und der Stiftungsfonds an dieselbe
liefert; wogegen
die bisher der Wittenberger Juristenfacultät zu-
dene Administration und Collatur der vorzüg-
für Rechtscandidaten aus Budissin bestimmten
g, deren Fonds sich bereits unablöslich im Kö-
he Sachsen befindet, auf das Letztere übergeht.
Die Königl. Sächsische Regierung verpflichtet
Deckung der jährlich, an den Bürgermeister
dtschreiber zu Weida, aus der unter Admini-
der philosophischen Facultät zu Leipzig ste-
Frankeschen Stiftung, zu zahlenden 10 Thlr.,
rlangen der Grofsherzogl. Weimarischen Be-
ein Capital von 200 Thlr. auszuzahlen, bis
aber auf fernere unverkürzte Fortsetzung der
ten jährlichen Leistung zu halten.
Gleichergestalt verspricht die Königl. Sächsische
ung darauf zu halten, dafs aus der in Budissin
trirten Frankeschen Stiftung, die jährlich zu
Zwecken nach Oenstenberg zu entrichtenden
hlr. —— —— so lange nicht der, im §. I. Nr. 2.,
ankeschen Testaments vorausgesetzte, Fall einer
endigen Aussetzung dieser und andrer im ge-
n Testament angeordneter Leistungen nachge-
wird, jederzeit stiftungsmäfsig dahin gezahlt,

die einigen Genufsberechtigten Personen zu
u in der Niederlausitz gebührenden, lebenslän-
Bezüge aus der, unter Administration des Stadt-
zu Dresden stehenden, Wilsischen Stiftung
kürzt denselben geleistet werden.
Die Wittenberger Stipendiatencasse zu Halle be-
ferner, wie bisher, die von dem Stadtrathe zu

1825 Plauen jährlich dahin zu entrichtenden 100 Mfl., 87 Thlr. 12 Gr. —— wogegen bei Vergebung hierauf ursprünglich für die in Wittenberg Stud den aus den Voigtländischen Städten angewies Stipendien die von den Stadträthen des Königl. S sischen Voigtlandes, der Stiftung gemäfs, präs ten Stipendiaten berücksichtigt werden sollen.

10. In Rücksicht der von der Schule Pforta, gen der für die Schüler derselben, zum Studiren der Universität Leipzig, vom Kurfürst Moritz stimmten Stipendien erhobenen Ansprüche verpfli sich die Königl. Sächsische Regierung, von erfo Ratification der gegenwärtigen Convention an, j lich 300 Mfl., oder 262 Thlr. 12 Gr. —— nach von der Königl. Preufsischen Regierung zu be menden Repartition, für die von der Letztern z nennenden Stipendiaten in Leipzig auszahlen zu

Art. III. Nach den, im Art. I. festgese auch bei den etwa später bekannt werdenden, j bereits vor dem 5ten Juni 1815 errichtet gewe Stiftungen zu befolgenden Grundsätzen, und den vorstehend im Art. II. enthaltenen speciellen einigungen, wird die Königl. Sächsische Landesh über die, in der Beilage Nr. I. und die Königl. P sische Landeshoheit über die, in der Beilage N auf den Grund der von den Verwaltungsbeh eingereichten Anzeigen verzeichneten Stiftunge genseitig, mit Vorbehalt der Berichtigung erwe unrichtiger Angaben, anerkannt und so weit n dergestalt überwiesen, dafs mit der, hiernach de gierung des einen Landestheils ausschliefslich henden Aufsicht, zugleich unbeschadet des, den tungen selbst bleibenden Vermögens, die Admi tion- und Collatur-Gerechtsame, nebst den verbundenen Emolumenten, insofern solche b landesherrlichen, oder sonstigen Behörden in den dern Landestheile zustanden, auf die zuerst ged Regierung, oder die von ihr zu ernennenden B den übergehen, auch jede Regierung die Vertr der etwanigen Ansprüche der ihr angehörigen B den und deren Entschädigung übernimmt.

Gleichwie übrigens die beiden Universitäten, zig und Wittenberg, schon an sich und ohne d deshalb einer weitern Bestimmung bedarf, led

der bisherigen Landeshoheit bleiben, also ver- 1825
es sich, in Gemäfsheit der durch Art. 16. des
nsschlusses vom 18ten Mai 1815, im Allgemei-
etroffenen Bestimmungen, von selbst, dafs Jede
ben auch fortan, unter der Oberaufsicht ihrer
rung, die Administration des zu ihrer Unter-
ıg bestimmten Vermögens, so wie der durch
herrliche Verfügungen errichteten Stipendiaten-
ı behält, die Collatur der hierauf fundirten Kö-
hen Stipendien aber derjenigen Regierung zu-
, welcher die Universität selbst unterworfen ist.

RT. IV. Jede der beiden Regierungen erhält in
hung der, zufolge dieser Convention, ihrer Lan-
heit angehörigen Stiftungen und Stiftungstheile,
er alleinigen Aufsicht über solche, zugleich das
, in den Fällen, wenn Behörden, oder Pri-
sonen, welchen Collatur- oder Administrations-
htsame zugestanden haben, nicht mehr existiren,
se Befugnisse, dafern nicht schon in der Stif-
unde eine Verordnung auf einen solchen Fall
n ist, anderweit zu verfügen, oder in Fällen,
der Zweck einer Stiftung entweder überhaupt
mehr, oder, wegen temporärer Hindernisse, für
icht zu erreichen steht, im erstern Falle defini-
im letztern aber provisorische andre, dem ur-
lichen Zwecke der Stiftung möglichst entspre-
Bestimmungen, zu gleich milden, oder nützli-
Zwecken zu treffen.

t. V. Soviel die, nach Art. II. dieser Conven-
getheilten Stiftungen betrifft, so hat jede Regie-
ie Einkünfte der ihr davon zukommenden Ver-
stheile lediglich zum Besten der ihr angehöri-
oder resp. auf der in ihrem Gebiete befindlichen
rsität studirenden Genufsberechtigten, stiftungs-
g zu verwenden.

ı Ansehung aller übrigen Stiftungen aber sollen,
rn solche nicht ausschliefslich für Genufsberech-
in dem einen Landestheile allein bestimmt sind,
llgemeinen die zur Theilnahme Qualificirten aus
n Landestheilen jederzeit, ohne Unterschied, von
beiderseitigen Collatur - Administrations - und
chts-Behörden berücksichtigt werden.
ufserdem wird hierbei insonderheit festgesetzt, dafs

1825 a. bei den im Verzeichnifs I. unter Nr. 6
65, 66 angeführten Bolbritz-, Henrici-, Rechen
und Thelernschen Stiftungen zu Stipendien für
dirende Söhne der Mitglieder der Budissiner Prec
Wittwen-Societät, die Söhne der im Herzogt
Sachsen befindlichen Societätsgenossen, wegen
Angehörigkeit an eine andere Landeshoheit, auf
Weise gegen die im Königreiche Sachsen befind
zurückgesetzt, ingleichen bei Vergebung der Stipe

b. von der, im Verzeichnifs I. unter Nr. 47
geführten Laueschen Stiftung namentlich auch
rende aus dem, zum Herzogthume Sachsen gehö
Hennebergischen Gebiete,

c. von der ebendaselbst, unter Nr. 478, ver
neten Datheschen Stiftung die Studirenden a
zur Meifsnischen Nation gehörigen Gebietstheil
Herzogthums Sachsen,

d. von der, unter Nr. 440 desselben Verz
ses, bemerkten Sylversteinischen Stiftung die
renden aus der Schlesischen-, Lausitzischen-
Meifsnischen-Landsmannschaft und den hierzu
renden Gebietstheilen des Herzogthums Sachse
lenthalben stiftungsmäfsig, und ohne Zurück
wegen ihrer Angehörigkeit an eine andere La
heit, berücksichtigt werden sollen.

Art. VI. Zu Sicherstellung dieser und all
gen, nach der obigen allgemeinen Bestimmung
ner aufrecht zu erhaltenden Genufsrechte soll
im Art. IV. §. 1 bis 7 der Convention vom
September jetzigen Jahres, wegen der Familien
gen enthaltenen Bestimmungen auch auf die
wärtig in Rede stehenden Stiftungen dergestal
wendet werden, dafs Alles, was daselbst in An
der Familienstiftungen, deren Auslegung und
rechthaltung zum Besten der Genufsberechtigten
milienglieder und der, in deren Ermangelung,
stituirten Personen festgesetzt worden, auch in
sehung aller durch die gegenwärtige Convention
einandergesetzten Stiftungen, bei Auslegung der
und bei Ausübung der Collaturrechte, zum B
aller zunächst, oder subsidiarisch und eventuell
nufsberechtigten im andern Landestheile überhaupt
genseitig zu beobachten ist.

Wenn sich daher auf die in der gedachten Con- 1825
on bestimmte, und bei den hier in Frage befan-
n Stiftungen, insofern Angehörige des andern
estheils zunächst, oder subsidiarisch und even-
zum Genuſs berufen sind, und diese sich nicht
elbst angemeldet haben, jedesmal nothwendige,
liche Bekanntmachung ein qualificirter Genuſs-
htigter nicht meldet, so soll zwar der Collatur-
de, nach Ablauf des zur Anmeldung bestimm-
ermins, insofern die Stiftung nicht ausdrück-
lie Zurücklegung vacanter Beneficien, oder deren
weite Verwendung vorschreibt, freistehen, das
gte Stipendium an andere Genuſsfähige zu ver-
, doch soll solches jederzeit mit der Bedingung
ehen, daſs der Genuſs des conferirten Stipendii
Ablauf des Erhebungstermins, innerhalb dessen
ein nach der Stiftung vorzugsweise zum Genuſs
htigter gemeldet habe, sich endige.

brigens sollen die gedachten öffentlichen Be-
chungen namentlich auch bei den, unter Ad-
ration und Collatur Königl. Sächsischer Behör-
leibenden, Stiftungen und Stipendien für Studi-
aus Königl. Preuſsischen, auſserhalb des Her-
ums Sachsen gelegenen Provinzen, oder Orten,
n sich dergleichen Genuſsberechtigte nicht von
melden, Statt finden und denselben die obigen
mmungen ebenfalls zu statten kommen.

RT. VII. Nach erfolgter beiderseitiger Geneh-
ig dieser Convention sollen sofort jeder Regie-
die zu den ihrer Landeshoheit überwiesenen
ngen gehörigen Fonds, Acten, Urkunden und
nungen, in so weit sie sich bei Behörden des an-
Landestheils befinden, und so viel die Fonds be-
insofern sie nicht in Immobilien, oder unaufkündba-
pitalien bestehen, ausgeantwortet, bis dahin aber
iftungsmäſsigen Zahlungen fortgeleistet, auch die
wärtig in der Perception von Stiftungsbeneficien
den Personen in deren Genuſs auf dessen Dauer
en, jedoch die aus den im Art. II. §. 2 und 3
nten Siftungsfonds gegenwärtig conferirten Sti-
n lediglich von der Königl. Sächsischen Behörde
zahlt werden.

1825 Die hiernach aus dem einen in den andern Lan
theil auszuliefernden Fonds sollen, nach ihrem dern
gen Activ- und Passiv-Zustande, unverzüglich d
beiderseitige Rechnungsbeamte genau ermittelt und,
der deshalb zu haltenden Schlufsrechnung, gegen
ausgeliefert werden, wogegen alsdann beide Regier
auf alle, nicht in dieser Convention gegründete
sprüche wegen dieser Stiftungsfonds, unbeschadet
den Letztern selbst an den gegentheiligen landes
lichen Fiscus, oder an Privatverpflichtete im a
Landestheile zustehenden Ansprüche Verzicht l

Es wird jedoch

1. im Betreff der, unter Administration des
raths zu Leipzig stehenden, Adam Müllerschen
tung, soweit solche für die Prediger an der K
St. Maximi zu Merseburg und für die Arme
Leipzig und Merseburg bestimmt ist, mit Berück
tigung des Art. V. der, wegen der Familiensti
gen, geschlossenen Convention vom 27sten Se
ber jetzigen Jahres, den Stadträthen der gen
beiden Städte die Auseinandersetzung wegen des
Merseburg auszuliefernden antheiligen Fonds un
Agio davon, ingleichen

2. hinsichtlich der Scultetus, und Deichsel
Stipendienstiftungen den Stadträthen zu Breslau,
gau und Lübben, wegen der für dieselben in
spruch genommenen Collaturrechte, die Verein
mit dem Stadtrathe zu Leipzig, oder die recht
Ausführung gegen denselben vorbehalten, auch

3. die obige Verzichtleistung, unbeschadet der
sprüche, welche wegen der am Endeschen St
für Gräfenhaynichen, Gremmin und Mescheide
den Betheiligten etwa erhoben werden können,
standen.

Schliefslich sollen hinsichtlich der Stiftungen,
welchen, nach dieser Convention, eine Veränder
der Collatur-, Administrations- und Aufsichts-
hörden eintritt, die von jeder Regierung zu ern
nenden neuen Behörden, nebst dem Zeitpunkte,
welchem an sich die Genufsberechtigten an dieselb
zu wenden haben, zugleich mit der, nach Art. I
der Convention vom 27sten September jetzigen Ja
res, erfolgenden Publication der gegenwärtigen Uebe

unft und der ihr beizufügenden Verzeichnisse öf- 1825
lich bekannt gemacht werden.
Zu dessen Urkund haben die beiderseitigen Com-
arien diese Convention in zwei gleichlautenden
mplaren unterzeichnet.
Dresden, am 28sten December 1825.

MÜLLER,	*Dr.* PINDER,
önigl. Sächs. Com-missarius.	*Königl. Preufs. Com-missarius.*

(Sont joints à la présente convention: 1. Verzeich-
der Local-, Provinzial- und allgemeinen Stiftungen des
reichs Sachsen; II. Verzeichnifs der Provinzial- und
meinen Stiftungen des Herzogthums Sachsen.)

85.

ention entre S. M. le roi de 1827
Grande-Brétagne et S. A. R.
fante régente de Portugal, con-
nant le maintien d'un corps de
upes angloises en Portugal, sig-
à Brighthelmstone le 19 *Janvier*
1827 *).

ented to both Houses of Parliament, by Com-
d of His Majesty, 1827. London: printed by
R. G. Clarke. fol.)

Nome da Sanctissima e Indivisivel Trindade.

vendo Sua Alteza Real A Infanta Regente de Por-
l, em consequencia das aggressoens commettidas

*) Le texte anglois de cette convention se trouve déjà dans la première partie de ce tome p. 114. L'éditeur s'empresse de donner ici le texte portugais, qui ne lui est parvenu qu' après que l'impression de la première partie fût déjà achevée.

1825 Die hiernach aus dem eine ... theil auszuliefernden Fonds ... z, requerido a Sua ... gen Activ- und Passiv- ... Unido da Gram ... beiderseitige Rechnung ... primento dos antigos Tr... der deshalb zu halter ... mizade que subsistem en ... ausgeliefert werden ... endo Sua Magestade Brit... auf alle, nicht ir... mandar, como com effeito já ... sprüche weger... de Tropas para Portugal, jul... den Letztern ... Contractantes necessario cor... lichen Fisc... para a manutençaõ das dictas ... Landesth... sua estada em Portugal, e nomeara...

E... saber: —

1 ... Sua Magestade El Rey do Reyno Unido da ... ratl... Bretanha e Irlanda, ao Muito Honrado Georg... tu... Membro do Seu Conselho Privado, ... do Parlamento, e Principal Secretario de Es... Sua dicta Magestade na Repartiçaõ dos Negoc... trangeiros: — E Sua Alteza Real A Infanta ... de Portugal, ao Illustrissimo e Excellentissimo ... Dom Pedro de Souza e Holstein, Marquez ... mella, Par do Reyno de Portugal, Gram C... Ordem de Christo, Cavalleiro da Ordem do ... d'Ouro, Gram Cruz de varias outras Ordens, ... baixador Extraordinario e Plenipotenciario de ... teza Real junto a Sua Majestade Britannica: ... quaes, depois de terem communicado um ao c... seus respectivos Plenos Poderes, que se acha... bôa e devida forma, ajustaram e concluiram ... gos seguintes: —

Art. I. Tendo Sua Alteza Real A Infa... gente de Portugal o maior desejo de que o C... Tropas que Lhe foi tam promptamente envi... Sua Magestade Britannica, seja tractado com ... hospitalidade que he propria das Relacões que ... entre as duas Nações Alliadas, toma a sua ... mardar-lhe fornecer os Abarracamentos e ... que forem necessarios, edificios para Hospitae... mazens, assim como as Rações de mantiment... forragens que forem precizas para os Officia... ficiaes inferiores, e Soldados, e para os cavallo... do Exercito Auxiliar Inglez, conforme os reg... tos do Serviço Britannico.

Art. II. Os mantimentos e forragens ass... pecificados seraõ entregues ao Commissariado

ncia quando muito de seis Leguas Portu- 1827
artel General d'aquelle Destacamento
forem destinados, salvo nos casos em
for feito, com consentimento do
annico.

.um de occorrer as difficuldades que,
ncias presentes, poderia occasionar ao
.e Portugal o immediato desembolço dos
para a compra dos sobredictos mantimentos e
gens, fica ajustado que o Commissario Geral
fornecera por agora aquelles provimentos ao
ito Inglez, lançando em conta ao Governo Por-
o custo d'elles.

mo porem, possam dar-se casos em que con-
mais receber taes provimentos dos Armazens
guezes, afim de evitar a competencia nos Mer-
o Commissario Geral Inglez, em execuçaõ d'este
o, concertará de tempos a tempos as suas ope-
com a pessôa que o Governo Portuguez no-
ara esse fim.

r. IV. As Contas do Commissariado Britan-
depois de approvadas e assignadas pelo Com-
nte do Exercito Auxiliar, seraõ entregues todos
s mezes ao Governo Poutuguez, o qual, depois
haver verificado, pagará logo o importe d'ellas
ommissario Geral Britannico, ou lançá-lo-ha
nta ao credito do Governo Inglez, segundo for
o mais conveniente pelos dois Governos.

RT. V. O custo dos mantimentos e das forra-
para as Tropas Inglezas, correrá por conta do
no Portuguez dèsde o dia do desembarque das
Tropas em Portugal, e cessará de correr por
d'elle dèsde o dia da sua partida, ou dèsde aquelle
e sahirem para fôra das Fronteiras de Portugal.

RT. VI. Tendo Sua Alteza Real A Infanta Re-
de Portugal consentido em que nesta, como em
occasiões precedentes, os Fortes de S. Juliaõ e
gio, sejam occupados pelas Tropas Britannicas,
justado que a dicta occupaçaõ continuará por
tempo que o Exercito Inglez permanecer em
gal. Os dictos Fortes seraõ de tempos a tem-
astecidos de provimentos pelo Governo Portu-
ou pelo Commissariado Inglez por conta do

1827 contra o Territorio Portuguez, requerido a Sua gestade El Rey do Reyno Unido da Gram tanha e Irlanda, o cumprimento dos antigos T dos de Alliança e de Amizade que subsistem ent duas Corôas; e havendo Sua Magestade Brita por isso resolvido mandar, como com effeito já dou, um Corpo de Tropas para Portugal, julga Duas Altas Partes Contractantes necessario conv certos arranjos para a manutençaõ das dictas T durante a sua estada em Portugal, e nomearam esse fim, a saber: —

Sua Magestade El Rey do Reyno Unido da (Bretanha e Irlanda, ao Muito Honrado George ning, Membro do Seu Conselho Privado, Me do Parlamento, e Principal Secretario de Estad Sua dicta Magestade na Repartiçaõ dos Negocios trangeiros: — E Sua Alteza Real A Infanta Re de Portugal, ao Illustrissimo e Excellentissimo Se Dom Pedro de Souza e Holstein, Marquez de mella, Par do Reyno de Portugal, Gram Cru Ordem de Christo, Cavalleiro da Ordem do T d'Ouro, Gram Cruz de varias outras Ordens, e E baixador Extraordinario e Plenipotenciario de Sua teza Real junto a Sua Majestade Britannica: — quaes, depois de terem communicado um ao out seus respectivos Plenos Poderes, que se acharam bôa e devida forma, ajustaram e concluiram os A gos seguintes: —

Art. I. Tendo Sua Alteza Real A Infanta gente de Portugal o maior desejo de que o Corp Tropas que Lhe foi tam promptamente enviado Sua Magestade Britannica, seja tractado com a hospitalidade que he propria das Relacões que ex entre as duas Nações Alliadas, toma a sua co mardar-lhe fornecer os Abarracamentos e Qu que forem necessarios, edificios para Hospitaes e mazens, assim como as Rações de mantimentos forragens que forem precizas para os Officiaes ficiaes inferiores, e Soldados, e para os cavallos e do Exercito Auxiliar Inglez, conforme os regula tos do Serviço Britannico.

Art. II. Os mantimentos e forragens assim pecificados seraõ entregues ao Commissariado Bi

a distancia quando muito de seis Leguas Portu- 1827
is do Quartel General d'aquelle Destacamento
z para que forem destinados, salvo nos casos em
outro arranjo for feito, com consentimento do
nissariado Britannico.

RT. III. Afim de occorrer as difficuldades que,
circumstancias presentes, poderia occasionar ao
rno de Portugal o immediato desembolço dos
s para a compra dos sobredictos mantimentos e
gens, fica ajustado que o Commissario Geral
z fornecera por agora aquelles provimentos aó
cito Inglez, lançando em conta ao Governo Por-
z o custo d'elles.

omo porem, possam dar-se casos em que con-
a mais receber taes provimentos dos Armazens
gnezes, afim de evitar a competencia nos Mer-
, o Commissario Geral Inglez, em execuçaõ d'este
jo, concertará de tempos a tempos as suas ope-
com a pessôa que o Governo Portuguez no-
ara esse fim.

RT. IV. As Contas do Commissariado Britan-
, depois de approvadas e assignadas pelo Com-
ante do Exercito Auxiliar, seraõ entregues todos
es mezes ao Governo Portuguez, o qual, depois
haver verificado, pagará logo o importe d'ellas
ommissario Geral Britannico, ou lançá-lo-ha
nta ao credito do Governo Inglez, segundo for
do mais conveniente pelos dois Governos.

RT. V. O custo dos mantimentos e das forra-
para as Tropas Inglezas, correrá por conta do
rno Portuguez dèsde o dia do desembarque das
Tropas em Portugal, e cessará de correr por
d'elle dèsde o dia da sua partida, ou dèsde aquelle
ue sahirem para fôra das Fronteiras de Portugal.

RT. VI. Tendo Sua Alteza Real A Infanta Re-
de Portugal consentido em que nesta, como em
s occasiões precedentes, os Fortes de S. Juliaõ e
ugio, sejam occupados pelas Tropas Britannicas,
ajustado que a dicta occupaçaõ continuará por
o tempo que o Exercito Inglez permanecer em
gal. Os dictos Fortes seraõ de tempos a tem-
bastecidos de provimentos pelo Governo Portu-
ou pelo Commissariado Inglez por conta do

1827 Governo Portuguez, do mesmo modo que fica
minado nos precedentes Artigos, a respeito do
cito Auxiliar.

O Governo Portuguez e o Commandante do
cito Britannico conviraõ do modo por que ha d
tinuar a ser feito o serviço da Saude, da Poli
Porto, e das Alfandegas, pelos proprios Officia
dinariamente empregados pelo Governo Portugu
quelles serviços. Ao Commandante Inglez ser
trogue uma lista d'esses empregados, e deveraõ
estrictamente debaixo do seu Commando, em
o que respeita ao Serviço Militar, e á defesa dos P

ART. VII. Requerendo Sua Magestade Brit
da Sua Alliada somente aquillo que hé indispen
mente necessario para assegurar a devida manu
das suas Tropas, e para o bem do Serviço com
declara que naõ presentará reclamaçaõ alguma
niaria contra o Governo Portuguez, por conta d
xilio prestado por Sua Magestade na presente
siaõ a Portugal, além do que se acha especificad
Artigos precedentes.

ART. VIII. As estipulaçoes d'esta Convença
maneceraõ em toda a força, em quanto As Dua
tas Partes Contractantes mutuamente naõ conv
em fazer-lhes alteraçaõ.

ART. IX. A presente Convençaõ será rati
e as Ratificaçoes seraõ trocadas em Londres
do espaço de seis semanas á contar da data da
ou antes se poder ser.

Em testemunho do que os respectivos Pleni
ciarios a assignaram, e lhe apposeram os scell
suas Armas.

Feita em Brighthelmstone, aos dejanove d
Janeiro, do anno de Nosso Senhor Jesus Chris
e oito centos e vinte e sette.

GEORGE CANNING. MARQUEZ DE PALMEI

86.

aité pour la pacification de la 1827
èce, conclu entre la Grande Bré-
gne, la France et la Russie et signé
Londres le 6 ***Juillet*** 1827 ***avec un***
icle additionnel du même jour *).

près la copie officielle présentée au Parlement
ar ordre de S. M. B. en 1828. London. fol.

nom de la Très Sainte et Indivisible Trinité.

ajesté le Roi du Royaume Uni de la Grande
e et d'Irlande, Sa Majesté le Roi de France
lavarre, et Sa Majesté l'Empereur de toutes
sies, pénétrées de la nécessité de mettre un
à la lutte sanglante, qui, en livrant les Provin-
recques et les Iles de l'Archipel à tous les dés-
de l'anarchie, apporte chaque jour de nouvel-
traves au commerce des Etats Européens, et
lieu à des pirateries, qui non seulement expo-
s sujets des Hautes Parties Contractantes à des
considérables, mais exigent, en outre, des me-
onéreuses de surveillance et de répression; —

Majesté le Roi du Royaume Uni de la Grande
ne et d'Irlande, et Sa Majesté le Roi de France
Navarre, ayant d'ailleurs reçu, de la part des
s, l'invitation pressante d'interposer leur média-
auprès de la Porte Ottomane, et étant, ainsi que
Majesté l'Empereur de toutes les Russies, animées
ésir d'arrêter l'effusion du sang, et de prévenir

*) L'éditeur n'ayant reçu la copie officielle de ce traité qu' après que la première partie de ce tome fût déjà imprimée, il a cru devoir faire reimprimer ici l'original françois, qui diffère considerablement du texte de ce traité tel qu'il a été publié par le Journal de Francfort et par le Moniteur universel.

1827 les maux de tout genre que peut entraîner la prolo
gation d'un tel état de choses;

Ont résolu de combiner leurs efforts, et d'en
gler l'action, par un Traité formel, dans le but
rétablir la paix entre les Parties Contendantes,
moyen d'un arrangement réclamé, autant par un
timent d'humanité, que par l'intérêt du repo
l'Europe.

A ces fins, Elles ont nommés Leurs Plénipo
tiaires pour discuter, arrêter, et signer le dit T
savoir: —

Sa Majesté le Roi du Royaume Uni de la Gr
Bretagne et d'Irlande, le Sieur Jean Guillaume
comte Dudley, Pair du Royaume Uni de la Gr
Bretagne et d'Irlande, Conseiller de Sa Majesté
tannique en Son Conseil Privé, et Son Princip
crétaire d'Etat ayant le Département des affaires E
gères: —

Sa Majesté le Roi de France et de Navar
Sieur Prince Jules, Comte de Polignac, Pair de Fr
Chevalier des Ordres de Sa Majesté Très Chré
Maréchal de Camp de Ses Armées, Grand' Cr
l'Ordre de St. Maurice de Sardaigne, etc. etc. et
Ambassadeur à Londres: —

Et Sa Majesté l'Empereur de toutes les R
le Sieur Christophe Prince de Lieven, Général
fanterie des Armées de Sa Majesté Impériale
Aide-de-Camp Général, Chevalier des Ordr
Russie, de ceux de l'Aigle Noir et de l'Aigle R
de Prusse, de celui des Guelphes de Hanovre; C
mandeur Grand' Croix de l'Ordre de l'Epée de S
et de celui de St. Jean de Jerusalem, Son Am
deur Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa M
Britannique: —

Lesquels, après s'être communiqué leurs P
Pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont c
venus des Articles suivans: —

ART. I. Les Puissances Contractantes offriron
la Porte Ottomane leur médiation, dans la vue d'am
ner une réconciliation entr'Elle et les Grecs.

Cette offre de médiation sera faite à cette P
sance immédiatement après la Ratification du Tra
au moyen d'une déclaration collective, signée par
Plénipotentiaires des Cours Alliées à Constantino

sera fait, en même temps, aux deux Parties Con- 1827
lantes, la demande d'un armistice immédiat entr'El-
comme condition préliminaire indispensable à
verture de toute négociation.

ART. II. L'arrangement à proposer à la Porte
omane reposera sur les bases suivantes:
Les Grecs relèveront du Sultan comme d'un Seig-
r Suzerain; et en conséquence de cette Suzerai-
é, ils payeront à l'Empire Ottoman une redevance
uelle, dont le montant sera fixé, une fois pour
tes, d'un commun accord. —. Ils seront gouver-
par des Autorités qu'ils choisiront et nommeront
-mêmes, mais à la nomination desquelles la Porte
une part déterminée.

Pour opérer une séparation entière entre les in-
ns des deux Nations, et pour prévenir des col-
s, suite inévitable d'une lutte aussi longue, les
entreront en possession des propriétés Tur-
ituées ou sur le Continent, ou dans les Iles de
ce, à la charge d'indemniser les anciens pro-
res, soit moyennant une somme annuelle à
re à la redevance qu'ils payeront à la Porte, soit
de de quelqu'autre transaction de la même nature.

ART. III. Les détails de cet arrangement, ainsi
les limites du territoire sur le Continent, et la
nation des Iles de l'Archipel auxquelles il sera
icable, seront déterminés dans une négociation à
ir ultérieurement entre les Hautes Puissances et
eux Parties Contendantes.

ART. IV. Les Puissances Contractantes s'enga-
à poursuivre l'oeuvre salutaire de la pacification
la Grèce, sur les bases posées dans les Articles
cédens, et à munir, sans le moindre délai, leurs
présentans à Constantinople de toutes les instruc-
ns que réclame l'exécution du Traité qu'Elles signent.

ART. V. Les Puissances Contractantes ne cher-
eront dans ces arrangemens aucune augmentation
territoire, aucune influence exclusive, aucun avan-
e de commerce pour leurs sujets, que ceux de toute
re Nation ne puissent également obtenir.

ART. VI. Les arrangemens de réconciliation et
paix qui seront définitivement convenus entre les

Fait à Londres, le six Juillet, l'an d
huit cent vingt-sept.

DUDLEY.
Le Prince DE
LIEVEN.

Article additionnel.

Dans le cas où la Porte Ottomane
pas, dans le terme d'un mois, la médi
sera proposée, les Hautes Parties Contr
viennent des mesures suivantes: —

1. Il sera déclaré à la Porte, par leu
tans à Constantinople, que les inconvé
maux signalés dans le Traité patent co
rables de l'état de choses qui subsiste d
depuis six ans, et dont la cessation, par
à la disposition de la Sublime Porte Otto
encore éloignée, imposent aux Hautes
tractantes la nécessité de prendre des me
diates pour se rapprocher des Grecs.

Il est entendu que ce rapprochement
établissant avec les Grecs des relations c
en leur envoyant, à cet effet, et recevan
Agens Consulaires, en tant qu'il existera

:nait nécessaire, que les dites Hautes Puissances 1827
: s'efforcer, par tous les moyens que les circon-
ces suggèreront à leur prudence, d'obtenir les ef-
immédiats de l'armistice dont elles désirent l'exé-
)n, en prévenant, autant qu'il sera en leur pou-
, toute collision entre les Parties Contendantes;
en effet, aussitôt après la susdite déclaration, les
tes Puissances employeront, conjointement, tous
s moyens pour en accomplir l'objet, sans toute-
prendre part aux hostilités entre les deux Par-
Contendantes.

En conséquence, les Hautes Puissances Contrac-
es, immédiatement après la signature du présent
icle Additionnel, transmettront des instructions
tnelles, conformes aux dispositions énoncées ci-
s, aux Amiraux commandans leurs Escadres re-
ives dans les Mers du Levant.

Enfin, si, contre toute attente, ces mesures ne
at point encore pour faire adopter les proposi-
des Hautes Parties Contractantes par la Porte
ne, ou si, de l'autre côté, les Grecs renoncent
nditions stipulées en leur faveur dans le Traité
jour, les Hautes Puissances Contractantes n'en
ueront pas moins à poursuivre l'œuvre de la
ation, sur les bases dont Elles sont convenues
lles; et, en conséquence, Elles autorisent, dès
sent, leurs Représentans à Londres, à discuter
rêter les moyens ultérieurs dont l'emploi pour-
devenir nécessaire.

Le présent Article Additionnel aura la même force
leur que s'il était inséré, mot à mot, au Traité
jour. Il sera ratifié, et les Ratifications en se-
échangées en même tems que celles du dit Traité.

En Foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs
signé, et y ont apposé le Cachet de leurs Armes.

Fait à Londres, le six Juillet, l'an de Grace mil
cent vingt-sept.

DUDLEY.

Le Prince DE POLIGNAC.

LIEVEN.

87.

1827 ***Traité d'amitié, de navigation et commerce entre Sa Majesté le R de Prusse et Sa Majesté l'Empere du Brésil, signé à Rio de Jane le 9 Juillet 1827.***

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preuß schen Staaten* 1828. Nr. 13. pag. 75.)

Au nom de la Très-Sainte et indivisible Tri

Sa Majesté le Roi de Prusse et Sa Majesté l'E reur du Brésil, également animés du désir de concerter les moyens d'activer et d'étendre les tions commerciales entre Leurs états respectifs, l'intérêt commun de Leurs sujets et à l'avanta ciproque des deux nations, et de procurer toute facilités et tous les encouragemens à ceux de L sujets, qui ont part à ces relations, ont nomm plénipotentiaires pour conclure un traité d'amiti navigation et de commerce, savoir:

Sa Majesté le Roi de Prusse: le Sieur *de O* son conseiller d'ambassade et chargé d'affaires cour impériale du Brésil, chevalier de l'ordre de l'aigle rouge; et Sa Majesté l'Empereur du B Leurs Excellences Messieurs, le Marquis *de Qu* conseiller d'état, sénateur de l'Empire, grand- de l'ordre impérial du Cruzeiro, commandeur de dre du Christ, ministre-secrétaire d'état des af étrangères; le Vicomte *de St. Leopoldo*, cons d'état, sénateur et grand de l'Empire, officier de dre impérial du Cruzeiro, chevalier de l'ordre de Ch ministre-secrétaire d'état de l'intérieur; et le Mar *de Maceyò*, du conseil de Sa Majesté l'Empere gentilhomme de la chambre impériale, command de l'ordre du Christ, officier de l'ordre impérial Cruzeiro, chevalier des ordres de la Tour et E et de St. Jean de Jerusalem, lieutenant-colonel l'état-major, ministre-secrétaire d'état de la mari

esquels après s'être communiqué réciproquement 1827
s pleins-pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et
forme, ont arrêté et conclu les articles suivans:

ART. I. Il y aura paix constante et amitié perpé-
le entre Leurs Majestés le Roi de Prusse et l'Em-
eur du Brésil, Leurs héritiers et successeurs, et
e Leurs sujets de tous territoires, sans exception
personne ni de lieu.

ART. II. Les sujets de chacune des Hautes Puis-
es contractantes, en restant soumis aux lois du
s, jouiront en leurs personnes et biens dans toute
ndue des territoires de l'autre, des mêmes droits,
ilèges, faveurs et exemptions, qui sont ou se-
nt accordés aux sujets de la nation la plus favo-
. Ils ne seront point assujettis aux visites et
rches arbitraires, ni à aucun examen ou inves-
on de leurs livres et papiers sous quelque pre-
ue ce soit. Dans le cas de trahison, contrebande
es crimes, dont les lois des pays respectifs font
n, les recherches, visites, examens et investi-
ne pourront avoir lieu qu'avec l'assistance du
rat compétent et en précence du consul de la
, à qui appartiendra la partie prévenue, du vice-
l ou de son délégué, en cas qu'il y en ait sur
ux.

RT. III. En cas de mésintelligence ou de rup-
entre les deux Puissances (puisse Dieu ne le
ttre jamais!) lequel cas ne sera réputé exister,
rès le rappel ou le départ des agens diplomati-
respectifs, les sujets de chacune des Hautes Puis-
contractantes, résidant dans les domaines de
e, pourront y rester pour leurs affaires, sans
gênés en quelque manière que ce soit, tant qu'ils
mueront à se comporter pacifiquement, et à ne
mettre aucune offense contre les lois. Dans le
cependant, où ils se rendront suspects par leur
uite, ils seront sommés de sortir du pays, et il
sera accordé un terme pour se retirer avec leurs
s, qui n'excédera pas huit mois.

ART. IV. Les individus accusés dans les états de
e des Hautes Puissances contractantes, des crimes
aute trahison, félonie, fabrication de fausse mon-
e ou du papier qui la représente, ne recevront

1827 point de protection dans les états de l'autre, mais contraire en seront expulsés, aussitôt qu'Elle en requise par le gouvernement respectif. — Les in vidus, qui déserteroient du service de mer ou terre d'une des Hautes Puissances contractantes seront pas reçus dans les états de l'autre, mais se arrêtés et remis sur la réclamation des agens co laires respectifs.

ART. V. Les agens diplomatiques et consul de chacune des Hautes Puissances contractantes ront selon leur grade dans les états de l'autre des mes faveurs, honneurs, privilèges, immunités, exe tions de droits et de charges, qui sont ou seront cordés aux agens de la nation la plus favorisée.

Il reste entendu, que les agens consulaires ne ront entrer dans l'exercice de leurs fonctions sans probation préalable du souverain dans les état quel ils seront employés.

ART. VI. Il y aura liberté réciproque de gation et de commerce entre les sujets respecti Hautes Puissances contractantes, tant en navires siens qu'en navires Brésiliens, dans tous les baies, anses, mouillages, villes et territoires app nant aux Hautes Puissances contractantes.

Il en est excepté toutefois les articles réserv spectivement aux deux couronnes, de même cabotage et le commerce côtier.

ART. VII. Les bâtimens des sujets de ch des Hautes Puissances contractantes, qui entr dans les ports et mouillages de l'autre, ou qui en tiront, ne seront assujettis à aucuns droits ou ges de quelque nature qu'ils soyent, autres ou considerables, que ceux qui sont actuellement ou ront par la suite être imposés aux navires de la tion la plus favorisée à leur entrée dans ces port mouillages ou à leur sortie.

ART. VIII. Tous les produits, marchandises et cles quelconques, qui sont de production, manufact et industrie des sujets et territoires d'une des Hautes P sances contractantes, importés directement ou indir tement des états de cette puissance dans les états l'autre, tant en navires Prussiens que Brésiliens, paier généralement et uniquement les mêmes droits, que pai

riendroient à payer les sujets de la nation la plus 1827
risée, conformément au tarif général des douanes.
Il est convenu, qu'en parlant de la nation la plus
risée, la nation Portugaise ne devra pas servir de
ne de comparaison.
Lorsque les dites marchandises n'auront pas une
ur déterminée dans le tarif, l'expédition en douane
fera sur facture, ou sur une déclaration de leur
ur, signée de la partie qui les importera: mais
le cas, où les officiers de la douane, chargés de
erception des droits, auroient lieu de soupçonner
ve cette évaluation, ils auront la liberté de pren-
les objets ainsi évalués, en payant dix pour cent
us de la dite évaluation; et ce dans l'espace de
e jours, à compter du premier jour de la dé-
n, et en restituant les droits payés.

s sujets de chacune des Hautes Puissances con-
ates jouiront pour le payement des droits, frais
enses quelconques de douanes dans les états de
, des mêmes avantages, que les indigènes, de
e que les sujets de Sa Majesté le Roi de Prusse
nt être signataires des douanes du Brésil avec
mes conditions et sûretés que les sujets Brési-
et vice versa.

RT. IX. Les produits et marchandises dépêchés
la réexportation ou le transbordement, paieront
roquement les mêmes droits que paient ou vien-
t à payer les sujets de la nation la plus fa-
e.

s produits et marchandises sauvés d'un bâti-
naufragé ne seront pas assujettis à payer les
, excepté quand ils seront dépêchés pour la con-
ation.

sera accordé pour toutes les marchandises et
de commerce, dont la sortie des ports des deux
est permise, les mêmes primes, remboursemens
roits et avantages, que l'exportation s'en fasse
les navires de l'un ou par ceux de l'autre état.

RT. X. Tous les produits et marchandises, ex-
s directement ou indirectement du territoire de
des Hautes Puissances contractantes pour les
de l'autre, seront accompagnés de certificats
gine, signés par le consul de celle-ci, ou par les

1827 autorités compétentes du pays, en cas qu'il n pas d'agens consulaire.

ART. XI. S'il arrive que l'une des Hautes sances contractantes soit en guerre avec quelqu sance, nation ou état, les sujets de l'autre po continuer leur commerce et navigation avec ce mes états, excepté avec les villes ou ports, q roient bloqués ou assiégés par terre ou par me

Mais dans aucun cas ne sera permis le com des articles réputés contrebande de guerre, tel canons, mortiers, fusils, pistolets, grenades, sau affûts, baudriers, poudre, salpêtre, casques et instrumens quelconques fabriqués à l'usage de la g

ART. XII. Le présent traité sera en vi pendant dix ans à dater du jour de la ratificati au delà de ce terme, jusqu'à l'expiration de mois, après que l'une ou l'autre des Hautes Pu ces contractantes aura annoncé à l'autre son int de le terminer.

ART. XIII. Les langues Portugaise et Fra ayant été exclusivement employées dans la réd du présent traité, il est reconnu par les Hautes sances contractantes, que cet emploi exclusif des langues ne tirera point à consequence pour l'av

ARV. XIV. Le présent traité sera ratifié ratifications en seront échangées à Rio de Janeir l'espace de huit mois à compter du jour de la ture ou plutôt, si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires de Leurs jestés le Roi de Prusse et l'Empereur du Brés vertu de leurs pleins-pouvoirs, l'ont signé de main, et y ont fait apposer le sceau de leurs ar

Fait à Rio de Janeiro le neuf Juillet, l'an de mil huit-cent-vingt-sept.

DE OLFERS.
Marquez DE QUELUZ.
Visconde DE S. LEOPOLI
Marquez DE MACEYÒ.

ird of July 1815, were

petent, however, to
n case either should
iration of the said
ntieth of Octo-
welve Months
nnul and abro-
, in such case, be
nd abrogated, after the
of notice.

sent Convention shall be ratifications shall be exchanged in nine if possible.

of, the respective Plenipotentiaries same, and have affixed thereto rms.

, the sixth day of August, in the one thousand eight hundred and

CHA. GRANT.
HENRY UNWIN ADDINGTON.
ALBERT. GALLATIN.

89.

tre la Grande-Bretagne nis de l'Amérique sep- ncernant le territoire d-ouest de l'Amérique, ndres le 6 Août 1827.

Houses of Parliament, by Com- esty, 1828. London: printed by G. Clarke. fol.

King of the United Kingdom of reland, and The United States of

88.

1827 ***Convention de commerce entre Grande-Brétagne et les Etats-U de l'Amérique septentrionale, sig à Londres le 6 Août 1827.***

(Presented to both Houses of Parliament, by C mand of His Majesty, 1828. London: printe R. G. Clarke. fol.)

His Majesty The King of the United Kingdo Great Britain and Ireland, and The United St America, being desirous of continuing in for existing commercial regulations between the two C tries, which are contained in the Convention cluded between Them on the third of July 181 further renewed by the fourth Article of the vention of the twentieth of October 1818, have that purpose, named Their respective Plenipote ries, that is to say: —

His Majesty The King of the United Kin of Great Britain and Ireland, the Right Hono Charles Grant, a Member of His said Majesty's Honourable Privy Council, a Member of Parli and Vice-President of the Committee of Privy C cil for Affairs of Trade and Foreign Plantations; Henry Unwin Addington, Esquire;

And the President of The United States of A rica, Albert Gallatin, their Envoy Extraordinary Minister Plenipotentiary to His Britannick Maj

Who, after having communicated to each o their respective Full Powers, found to be in due proper form, have agreed upon and concluded following Articles:

ART. I. All the provisions of the Convent concluded between His Majesty The King of the U ted Kingdom of Great Britain and Ireland, and T United States of America, on the third of July 18 and further continued for the term of ten Years the fourth Article of the Convention of the twentiet

ctober 1818, with the exception therein contained as 1827
St. Helena, are hereby further indefinitely, and without
e said exception, extended and continued in force,
om the date of the expiration of the said ten Years,
the same manner as if all the provisions of the
d Convention of the third of July 1815, were
rein specifically recited.

ART. II. It shall be competent, however, to
her of the Contracting Parties, in case either should
nk fit, at any time after the expiration of the said
Years, — that is, after the twentieth of Octo-
r 1828, — on giving due notice of twelve Months
the other Contracting Party, to annul and abro-
this Convention; and it shall, in such case, be
rdingly entirely annulled and abrogated, after the
ration of the said term of notice.

ART. III. The present Convention shall be rati-
, and the Ratifications shall be exchanged in nine
hs, or sooner if possible.

witness whereof, the respective Plenipotentia-
have signed the same, and have affixed thereto
Seals of their Arms.

Done at London, the sixth day of August, in the
r of our Lord one thousand eight hundred and
nty-seven.

CHA. GRANT.
HENRY UNWIN ADDINGTON.
ALBERT. GALLATIN.

89.

Convention entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale concernant le territoire de la côte nord-ouest de l'Amérique, signée à Londres le 6 Août 1827.

Presented to both Houses of Parliament, by Command of His Majesty, 1828. London: printed by R. G. Clarke. fol.

His Majesty The King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and The United States of

have respectively named their Plenipoten
treat and agree concerning a temporary r
the said Article, that is to say: —

His Majesty The King of the United
of Great Britain and Ireland, the Right H
Charles Grant, a Member of His said Majes
Honourable Privy Council, a Member of P
and Vice-President of the Committee of Pri
cil for Affairs of Trade and Foreign Planta
Henry Unwin Addington, Esquire; —

And the President of the United States
rica, Albert Gallatin, Their Envoy Extr
and Minister Plenipotentiary to His Britan
jesty: —

Who, after having communicated to e
their respective Full Powers, found to be i
proper form, have agreed upon and concl
following Articles:

ART. I. All the Provisions of the thir
of the Convention concluded between His
The King of the United Kingdom of Gre
and Ireland, and The United States of Am
the twentieth of October 1818, shall be,
are hereby further indefinitely extended a
nued in force, in the same manner as if all

tirely annulled and abrogated, after the expiration 1827
the said term of notice.

ART. III. Nothing contained in this Convention, in the third Article of the Convention of the entieth of October 1818, hereby continued in force, ll be construed to impair, or in any manner affect, Claims which either of the Contracting Parties y have to any part of the Country westward of Stoney or Rocky Mountains.

ART. IV. The present Convention shall be ra-d, and the Ratifications shall be exchanged in nine nths, or sooner, if possible.

In witness whereof, the respective Plenipotentia- have signed the same, and have affixed thereto Seals of their Arms.

Done at London, the sixth day of August, in the of our Lord one thousand eight hundred and y-seven.

CHA. GRANT.
HENRY UNWIN ADDINGTON.
ALBERT GALLATIN.

90.

aité d'amitié et de commerce entre Grande-Brétagne et le Brésil, né à Rio de Janeiro, le 17 Août 1827.

resented to both Houses of Parliament, by Com-nd of His Majesty, 1828. London: printed by R. G. Clarke. fol.)

the Name of the Most Holy and Undivided Trinity.

is Majesty The King of the United Kingdom of eat Britain and Ireland, and His Majesty The Em-or of Brazil, being mutually animated with the

1827 desire to promote and extend the commercial course which has long subsisted between Th spective Countries and Subjects, have deemed pedient, under the new circumstances whicl arisen from the separation of the Empire of from the Crown of Portugal, through the me of His Britannick Majesty, to regulate that co cial intercourse by a new Treaty.

With this view, His Britannick Majesty H med, as His Plenipotentiary, The Righ Hon Robert Gordon, a Member of His Majesty's Honourable Privy Council, and His Envoy ordinary and Minister Plenipotentiary at the of Brazil: —

And His Imperial Majesty, as His Plenip ries, The Most Illustrious and Most Excellen quis of Queluz, Member of His Council of Senator of the Empire, Grand Cross of the I Order of the Cross, Commander of the Order of Minister and Secretary of State for Foreign A The Viscount of St. Leopoldo, Member of His cil of State, Grandee and Senator of the Empi ficer of the Imperial Order of the Cross, Kni the Order of Christ, Minister and Secretary o for the Affairs of the Empire; and The Mar Maceyo, Member of His Council, Gentleman Imperial Chamber, Officer of the Imperial O the Cross, Commander of the Order of Christ, of the Orders of the Tower and Sword, and John of Jerusalem, Lieutenant-Colonel in th of the Army, Minister and Secretary of St Marine Affairs: —

Who, after having exchanged their respect Powers, found to be in good and due form agreed upon and concluded the following Artic

ART. I. There shall be constant peace an petual friendship between His Majesty The King United Kingdom of Great Britain and Irelan His Majesty The Emperor of Brazil, Their and Successors, and between Their Subjects, and Territories, without exception of person o

ART. II. His Britannick Majesty and His rial Majesty agree, that each of the High Con

ties shall have the right of appointing and naming 1827
suls-General, Consuls, and Vice-Consuls, in
the Ports of the Dominions of the other, where
y are or may be necessary for the promotion of
e, and of the commercial interests of Their re-
tive Subjects.

Consuls, of whatever class they may be, shall
enter upon the exercise of their functions, with-
being duly named by their respective Sove-
ns, and approved by the Sovereign in whose Do-
ons they may be employed. There shall be,
rocally, for Consuls of all classes, within the
inions of either of the High Contracting Parties,
rfect equality. Consuls shall enjoy the privileges
h belong to their office, as usually recognised
dmitted. In all cases, both civil and criminal,
ver, they shall be amenable to the same laws
Country in which they reside, as their fel-
ubjects, and they shall alike enjoy the full and
protection of the laws, so long as they obey

ART. III. Consuls and Vice-Consuls of both
ns shall exercise, each in his respective office,
uthority of Arbitrators in the differences which
arise between the Subjects, or the Masters and
ws of the Ships of their respective Nations, with-
the interference of the local Authorities; unless
n the publick tranquillity may require such in-
rence, or unless the parties should call for it,
bringing their actions in the Courts of the Coun-
in which such differences arise.

In like manner, they shall exercise the right of
inistering to the property of Subjects of their Na-
n dying intestate, for the benefit of the legitimate
irs to such property, and of the creditors upon the
ate, so far as the laws of the respective Countries
ll admit.

ART. IV. The Subjects of each of the High Con-
cting Parties shall enjoy, in all the Territories of
other, the most perfect liberty of conscience in
matters of religion, conformably to the system of
eration established and practised in their respec-
e States.

from military impositions and requisition
they be obliged to pay any ordinary c
whatsoever may be their denominations,
those which are or may be paid by the
the Sovereign in whose Territories they

Neither shall they be liable to arbitra
searches; nor shall any examination or
of their books and papers be made, unde
text whatsoever.

It is understood withal, that, in cases
contraband, or other crimes specified in
each Country, searches, visits, examinati
vestigations cannot be made, nor shall
place, unless in the presence of the com
gistrate.

And, generally, it is agreed, that the
the High Contracting Parties, respectively
in all the Territories of the other, with
their persons, any rights, privileges,
exemptions, which are, or which may
time hereafter, granted to the Subjects
favoured Nation.

ART. VI. The Constitution of the Em
zil having abolished all special jurisdictions
that the office of Judge Conservator for
Nation shall subsist only until some satisf

ıt be liable to inprisonment without formal 1827
ment, (*culpa formada*,) and a warrant signed
legal Authority, except in cases *flagrantis*
and that their persons shall be free from per-
estraint, in all cases where the law admits

:. VII. If there should arise any misunder-
;, breach of friendship, or rupture between
› Crowns, (which God forbid!) the rupture
ıt be deemed to exist until after the recall or
re of their respective Diplomatick Agents.
bjects of each of the High Contracting Par-
esident within the Territories of the other,
allowed to remain for the settlement of their
or to trade, without any kind of interruption,
as they continue to behave themselves pea-
and commit no offence against the laws. In
ıowever, that their conduct should give rise
icion, they shall be ordered to leave the Coun-
ting allowed the power of retiring with their
y and effects, and sufficient time to do so, not
ng six months.

r. VIII. It is agreed and convenanted, that
of the High Contracting Parties shall know-
nd wilfully receive into, and entertain in their
, persons, Subjects of the other Power, de-
from the military service thereof, whether
or land; but that, on the contrary, they shall
espectively, discharge any such person from
rvice, upon being required. But it is agreed
lared, that neither of the High Contracting
shall grant to any other State any favour, on
ject of persons deserting from the service of
ate, which shall not be considered as granted
the other High Contracting Party, in the same
as if the said favour had been expressly
ed by the present Treaty. And it is further
that in cases of apprentices or sailors deserting
Vessels belonging to the Subjects of either of
gh Contracting Parties, while within the Ports
other Party, the Magistrates shall be bound
every assistance in their power for the ap-
ıion of such deserters, on due application to

from military [illegible] ...en the respective
they be oblige[illegible] ...Parties, in the Ship
whatsoever [illegible] and singular the Por
those which [illegible] ...longing to the said High
the Sovere[illegible] ...cept such Ports as may be

Neith[illegible] ...eign Nation; it being withal u
searche[illegible] ...never any such prohibited Port
of the [illegible] commerce of any other Nation, the
text [illegible] be forthwith opened to the Subject
[illegible] Contracting Parties, on the like conditi
c[illegible] Subjects of The Two High Contractin
may enter, with their respective Ships, i
Ports, Bays, Roads, and Havens, of the
belonging to each of The High Contracti
therein to discharge the whole or part of
goes, to lade, or to re-export merchandi
may reside, hire houses and warehouses, tra
open shops, transport goods, metals, an
and manage their own concerns, without
brokers for that purpose, by themselves o
agents and clerks, as they may think prop

It is nevertheless agreed to except th
trade from Port to Port, consisting in go
Country, or foreign goods already cleared
sumption, which commerce cannot be carri
cept in Vessels of the Country; it being

whatsoever, other or higher du- 1827
are, or may hereafter be paid

o obviate all doubt respec-
itish and Brazilian Ships,
gree, that Vessels own-
according to the laws
idered as British; and
territories of Brazil, and
jects, and of which the Master
the crew may be Subjects of
all the Vessels which shall have been
an enemy, by the Ships of War of
he Emperor of Brazil, or by Subjects
jesty, furnished with letters of mar-
arly condemned in the Prize Court of
ul prize, or which shall have been
any competent Court, for the breach
de for the prevention of the Slave-
ich shall be so owned and manned as
be considered as Brazilian.

The Subjects of either Sovereign
minions of the other, shall have the
g with other Nations, in all and every
nd merchandize.

Are exempted from the foregoing
oods and merchandize of which the
il has reserved to itself the exclusive

vever, any of those articles become
s of free commerce, the Subjects of
Majesty shall be permitted to traffick
ely as the Subjects of His Majesty the
azil. And the duties of importation,
on, upon such goods and merchan-
ll cases, be the same, whether they
, or exported by, or be the property
Brazilian Subjects.

In order to regulate what is in future
contraband of war, it is agreed, that,
denomination, shall be comprised all
ments serving for the purposes of war,
sea, such as cannon, muskets, pistols,

1827 that effect being made by the Consul-General
Consul, or by his Deputy or Representative; a
that no publick body, civil or religious, shall prot
or harbour such deserters.

ART. IX. The compliments of salutes to
Ports and Flags of either of the two Nations,
be conformable to the regulations hitherto obse
among Maritime States.

ART. X. There shall be mutual liberty of co
merce and navigation between the respective Subj
of The High Contracting Parties, in the Ships of e
Country, and in all and singular the Ports, C
and Territories belonging to the said High Cont
ting Parties, except such Ports as may be prohi
to every foreign Nation; it being withal under
that whenever any such prohibited Port is o
to the commerce of any other Nation, the said
shall be forthwith opened to the Subjects of
High Contracting Parties, on the like conditions.
Subjects of The Two High Contracting P
may enter, with their respective Ships, into al
Ports, Bays, Roads, and Havens, of the Terri
belonging to each of The High Contracting P
therein to discharge the whole or part of their
goes, to lade, or to re-export merchandize.
may reside, hire houses and warehouses, travel,
open shops, transport goods, metals, and m
and manage their own concerns, without emplo
brokers for that purpose, by themselves or by
agents and clerks, as they may think proper.

It is nevertheless agreed to except the co
trade from Port to Port, consisting in goods
Country, or foreign goods already cleared for
sumption, which commerce cannot be carried on
cept in Vessels of the Country; it being, howe
open alike to the Subjects of both The Contract
Parties, to lade their effects, merchandize, met
and money, on board the said Vessels, each pay
the same duties.

ART. XI. The Ships and Vessels of the Subje
of each of The High Contracting Parties shall
pay, in the Ports and Anchorages of the other, u
der the heads of lights, tonnage, anchorage, or a

nomination whatsoever, other or higher du- 1827
those which are, or may hereafter be paid
onal Ships.

. XII. In order to obviate all doubt respec-
nationality of British and Brazilian Ships,
Contracting Parties agree, that Vessels own-
istered and navigated according to the laws
t Britain, shall be considered as British; and
ssels built in the Territories of Brazil, and
by Brazilian Subjects, and of which the Master
ee-fourths of the crew may be Subjects of
and also all the Vessels which shall have been
from an enemy, by the Ships of War of
jesty The Emperor of Brazil, or by Subjects
said Majesty, furnished with letters of mar-
d regularly condemned in the Prize Court of
as lawful prize, or which shall have been
ned in any competent Court, for the breach
laws made for the prevention of the Slave-
nd which shall be so owned and manned as
, shall be considered as Brazilian.

. XIII. The Subjects of either Sovereign
the Dominions of the other, shall have the
f trading with other Nations, in all and every
goods and merchandize.

. XIV. Are exempted from the foregoing
such goods and merchandize of which the
of Brazil has reserved to itself the exclusive
ly.

ld, however, any of those articles become
r articles of free commerce, the Subjects of
tannick Majesty shall be permitted to traffick
, as freely as the Subjects of His Majesty the
r of Brazil. And the duties of importation,
xportation, upon such goods and merchan-
all, in all cases, be the same, whether they
igned to, or exported by, or be the property
ish or Brazilian Subjects.

. XV. In order to regulate what is in future
eemed contraband of war, it is agreed, that,
he said denomination, shall be comprised all
d implements serving for the purposes of war,
or by sea, such as cannon, muskets, pistols,

mortars, petards, bombs, grenadoes, carcasses, cisses, carriages for cannon, musket-rests, b liers, gunpowder, match, saltpetre, ball, pikes, sw head-pieces, cuirasses, halberts, lances, javelins, h furniture, holsters, belts, and, generally, all implements of war; as also timber for ship-bu tar or resin, copper in sheets, sails, hemp and dage, and, generally, whatsoever may serve di to the equipment of Vessels of War, unwrought and fir planks excepted; and all the above ar are hereby declared to be just objects of confisc whenever they are attempted to be carried t enemy.

ART. XVI. Packets shall continue to be empl for the purpose of facilitating the publick serv the two Courts, and the commercial intercou their respective Subjects.

They shall be considered as King's Ships, it understood that they are to be commanded by cers of the Royal Navy.

This Article shall continue in force, until a cial Convention shall be concluded between the wers, for regulating specially the Packet Service.

ART. XVII. In order more effectually to pr the commerce and navigation of their respectiv jects, the two High Contracting Parties agree n receive pirates nor sea-rovers into any of the P Bays, or Havens of Their Dominions, and to i the full rigour of the law upon persons proved t pirates, and upon all individuals residing within Territories, who may be convicted of holding respondence or being accomplices with them. Vessels and cargoes belonging to the Subjects of of the Contracting Parties, which pirates may or may bring into the Ports of the other, sha given up to their owners, or to their attorneys authorized, previously proving the identity of property. And the restitution shall take place, when the article claimed may have been sold, vided it be shewn that the purchaser knew, or have known, that the said article had been obt by piracy.

ART. XVIII. Whenever it happens that any of War, or Merchantmen, belonging to either

wrecked in the Ports, or on the Coasts of their 1827
pective Territories, the Authorities and Officers
the customs of the place shall lend every possible
stance towards saving the persons and effects which
wrecked, and shall also provide for the security
care of the articles saved, or of their proceeds,
rder that they may be restored to their respective
rnments, if the Vessel wrecked be a Ship of
; or if she be a Merchant Vessel to the owner,
attorney duly authorized, whenever the deli-
may be claimed, or so soon as the salvage
xpences incurred in the custody of goods clai-
shall be paid. And no higher charge of salvage
be allowed, in either Country, upon the Ships
other than upon national Ships.
oods saved from shipwreck shall not be liable to
duties, unless cleared for consumption.

RT. XIX. All goods, wares, and merchandizes
ever, the produce or manufacture of the Territories
Britannick Majesty, whether from His Ports in
, or from such of His Colonies as are opened to
commerce, may be freely imported for con-
tion into all and singular the Ports of The Em-
of Brazil, to whomsoever consigned, on paying,
ally and solely, duties not exceeding fifteen per
according to the value set upon them by a
of valuations in the custom-house, which *pauta*
be promulgated in the Ports of Brazil, where
are, or may be, customhouses.

is likewise agreed that in the formation of fu-
pautas, the current market price of the goods
be taken as the principal basis, and that it shall
rmitted to the Consul of His Britannick Majesty
ever it may be shewn that any article is over-
d in the existing *pauta*, to make a representa-
to be taken into consideration with the least
ble delay; the clearance, however, of the said
s not being, on this account, suspended.

It is further agreed, that whenever any British
ds, imported into the custom-houses of The Em-
or of Brazil, shall have no fixed value in the *pauta*,
it shall be wished to clear them for consump-
, the importer of such articles shall sign a decla-
on of their value, in order that they may be

1827 cleared; but in case the Officers of the customs, c
ged with the superintendance of the duties,
consider the valuation to be inadequate to the
value of the goods, they shall be at liberty to
the goods at that valuation, on paying to the i
ter ten per cent. above the said valuation, withi
term of fifteen days, computed from the day
detention, and on returning the duty paid, aft
manner observed in the custom-houses of Great B

ART. XX. The Emperor of Brazil engage
no article whatever, the growth, production, o
nufacture of any Foreign Country, shall be ad
into any part of the Dominions of Brazil, upo
payment of duties lower than those stipulated
foregoing Article, unless a like diminution of
be made upon similar articles, the growth,
tion, and manufacture of Great Britain; ex
only any goods, wares, or merchandize, the
or manufacture of Portugal, which may be
direct from Portugal to Brazil, in Ships belong
the one or the other of those Countries; His
nick Majesty specially consenting to this exc
in favour of Portugal, in consideration of the
which His Majesty has taken, as Mediator,
negociation which happily terminated in the
of Reconciliation and Independence of 29th
1825; and of the intimate relations of amity,
it is His Majesty's anxious desire to see perm
subsisting between Portugal and Brazil.

ART. XXI. All goods, wares, and merch
the produce or manufacture of Brazil, import
rect for consumption into the Territories and
sions of His Britannick Majesty, in Europe, or
any British Possession or Colony in Asia, Afric
America, which may be open to foreign trade,
pay no other or higher duties, than are payable
the entry of similar articles, imported in like ma
from any other Foreign Country.

ART. XXII. There being certain articles,
production of Brazil, which are subject to higher
ties, when admitted for consumption into the Un
Kingdom, than are paid upon similar articles of
tish colonial produce, His Britannick Majesty ag

cles shall be allowed to be warehoused, 1827
of the home consumption duty, for
ording to law; and shall not be
or higher duties, upon such wa-
xportation, than are, or may he-
d on similar articles of British colo-
when so warehoused and re-exported.

same rule, articles, the production of the Colonies, which correspond to articles of Bra- produce, subject to the higher duties above- tioned, shall be admitted into the Ports of Brazil, re-exportation only, with the same advantages ed to like articles in the custom-houses of Great in.

RT. XXIII. All goods, wares, and merchan- imported from the British Dominions into any Ports of His Imperial Majesty, shall be ac- nied with the original cockets, signed by the Officers of the customs at the Port of shipment; kets of each Ship being numbered progressi- and attached, with the official seal of the Bri- stom-house, to the manifest which is to be to before the Brazilian Consul, and the whole produced at the custom-house of the Port of

e origin of goods imported into Brazil from Possessions, where there may be no custom- , shall be authenticated by the formalities ob- when imported from such Possessions into Britain.

RT. XXIV. His Britannick Majesty engages, own Name, and in that of His Successors, to it the Subjects of His Imperial Majesty to trade is Ports and Seas of Asia, to the extent which is, ay hereafter be allowed to the most favoured on.

ART. XXV. In all cases where bounties or draw- ks are granted upon goods exported from any of Ports of the two High Contracting Parties, the nty and drawback shall be, in every respect, the e, whether the exportation take place in British in Brazilian Vessels.

1827 ART. XXVI. His Imperial Majesty e
His own Name, and in that of His Succe
the commerce of British Subjects within I
nions shall not be restrained, nor in any w
by the operation of any monopoly, or exc
vilege of sale or purchase whatever, nor l
granted to any commercial Company; bu
Subjects of His Britannick Majesty shall
and unrestricted permission to buy and sell
to whomsoever, and in whatsoever form th
without being obliged to give any preferen
commercial Companies, or to individuals
sess, or may possess, exclusive privileges.
Britannick Majesty engages, on His part, r
and faithfully to act upon the same principl
the Subjects of His Imperial Majesty.

This rule is not intended to comprehend
ticles in Brazil, of which the exclusive pu
sale is at present reserved to the Crown,
that reservation shall continue in force.

ART. XXVII. His Imperial Majesty
to concede to the Subjects of His Britannick
the privilege of being "*Assignantes*" in the
houses of Brazil, on the same terms and se
Brazilian Subjects. On the other hand, it
and stipulated, that Brazilian Merchants sh
in the British custom-houses, the same fa
far as the laws permit, and is granted to the
of His Britannick Majesty.

ART. XXVIII. The High Contracting
agree, that the stipulations contained in th
Treaty shall continue in force for the term
years, to be reckoned from the date of the
of the Ratifications of the Treaty; and furt
one or other of the High Contracting Par
give notice of its termination. In which
Treaty shall terminate at the end of two ye
the date of such notice.

ART. XXIX. The present Treaty shall
fied by the High Contracting Parties, and
fications thereof shall be exchanged within t
of four months, or sooner if possible.

In witness whereof, we the Undersigned
potentiaries of His Britannick Majesty, and

perial Majesty, in virtue of our respective Full 1827
vers, have signed the present Treaty with our
ds, and have caused the Seal of our Arms to be
ed thereunto.

Done in the City of Rio de Janeiro, the seven-
th day of August, in the year of our Lord one
sand eight hundred and twenty-seven.

R. GORDON. *Marquez* DE QUELUZ.
Visconde DE S. LEOPOLDO.
Marquez DE MACEYO.

91.

wention entre la Grande-Bré-ne et les Etats-Unis de l'Améri- septentrionale, relative à l'ar-age sur les points litigieux du uième article du traité de Gand, ée à Londres le 29 Septembre 1827.

nted to both Houses of Parliament, by Com-l of His Majesty, 1828. London: printed by R. G. Clarke. fol.)

hereas it is provided by the fifth Article of the y of Ghent, that in case the Commissioners ap-ted under that Article, for the Settlement of the dary Line therein described, should not be able ree upon such Boundary Line, the Report or rts of those Commissioners, stating the points hich they had differed, should be submitted to friendly Sovereign or State; and that the Deci-n given by such Sovereign or State on such points difference, should be considered by the Contracting ties as final and conclusive. That case having r arisen, and it having therefore become expe-it to proceed to and regulate the reference as ve described, His Majesty The King of the Uni-Kingdom of Great Britain and Ireland, and The ited States of America, have, for that purpose, ed their Plenipotentiaries, that is to say: —

His Majesty, on His part, has appointed the Right nourable Charles Grant, a Member of Parliament,

1827 a Member of His said Majesty's Most Honour
Privy Council, and President of the Committee
the Privy Council for Affairs of Trade and For
Plantations; and Henry Unwin Addington, Esquire

And the President of the United States has
pointed Albert Gallatin, their Envoy Extraordin
and Minister Plenipotentiary at the Court of
Britannick Majesty: —

Who, after having exchanged their respective
Powers, found to be in due and proper form, h
agreed to and concluded the following Articles:

ART. I. It is agreed that the Points of Differe
which have arisen in the settlement of the Bound
between the British and American Dominions, as
scribed in the fifth Article of the Treaty of G
shall be referred, as therein provided, to some frie
Sovereign or State, who shall be invited to invest
and make a decision upon, such points of differ

The two Contracting Powers engage to pr
in concert to the choise of such friendly Sove
or State, as soon as the Ratifications of this Con
tion shall have been exchanged, and to use T
best endeavours to obtain a Decision, if practi
within two Years after the Arbiter shall have
fied His consent to act as such.

ART. II. The Reports, and Documents the
annexed, of the Commissioners appointed to
into execution the fifth Article of the Treaty of G
being so voluminous and complicated, as to rend
improbable that any Sovereign or State should
willing or able to undertake the Office of invest
ting and arbitrating upon them, it is hereby ag
to substitute for those Reports new and separate
tements of the respective cases, severally drawn
by each of the Contracting Parties, in such form a
terms as each may think fit.

The said Statements, when prepared, shall
mutually communicated to each other by the Co
tracting Parties, that is to say, by Great Britain
the Minister, or Chargé d'Affaires, of the United S
tes at London; and by The United States to
Britannick Majesty's Minister, or Chargé d'Affai
at Washington, within fifteen months after the e
change of the Ratifications of the present Conventi

After such communication shall have taken place, 1827
h Party shall have the power of drawing up a
ond and definitive Statement, if it thinks fit so to
in reply to the Statement of the other Party so
mmunicated, which definitive Statements shall also
mutually communicated, in the same manner as
esaid, to each other, by the Contracting Parties,
in twenty-one Months after the exchange of the
fications of the present Convention.

ART. III. Each of the Contracting Parties shall,
in nine Months after the exchange of Ratifica-
of this Convention, communicate to the other,
e same manner as aforesaid, all the evidence
ded to be brought in support of its Claim, be-
that which is contained in the Reports of the
missioners, or Papers thereunto annexed, and
written Documents laid before the Commission
the fifth Article of the Treaty of Ghent.

h of the Contracting Parties shall be bound,
application of the other Party made within
nths after the exchange of the Ratifications of
Convention, to give authentick Copies of such
dually specified Acts of a publick nature, re-
to the Territory in question, intended to be
evidence before the Arbiter, as have been is-
under the authority, or are in the exclusive
ssion, of each Party.

No Maps, Surveys, or topographical evidence of
description, shall be adduced by either Party
nd that which is hereinafter stipulated; nor shall
fresh evidence, of any description, be adduced
dverted to, by either Party, other than that mu-
communicated or applied for, as aforesaid.

Each Party shall have full power to incorporate
or annex to, either its first or second Statement,
portion of the Reports of the Commissioners, or
ers thereunto annexed, and other written Docu-
nts laid before the Commission under the fifth
ticle of the Treaty of Ghent, or of the other evi-
ce mutually communicated or applied for, as
ve-provided, which it may think fit.

ART. IV. The Map, called Mitchell's Map, by
ich the framers of the Treaty of 1783 are acknow-
ged to have regulated their joint and official pro-

It shall, however, be lawful for either
annex to its respective first Statement, for
poses of general illustration, any of the M
veys, or topographical Delineations which
with the Commissioners under the fifth
the Treaty of Ghent, any engraved Map
published, and also a transcript of the abo
ned Map A, or of a section thereof, in wh
script each Party may lay down the Hig
other features of the Country, as it shall
the Water Courses, and the Boundary Lines,
by each Party, remaining as laid down in the sa

But this transcript, as well as all the oth
Surveys, or topographical delineations, other
Map A, and Mitchell's Map, intended to be
nexed by either Party to the respective St
shall be communicated to the other Party, in
manner as aforesaid, within nine Months
exchange of the Ratifications of this Conven
shall be subject to such objections and obser
the other Contracting Party may deem it
to make thereto, and shall annex to his fi
ment, either in the margin of such transcr
or Maps, or otherwise.

ART. V. All the Statements, Papers, M

ents, Papers, Maps, and Documents shall be laid 1827
ore him within six Months after the time when
shall have consented so to act. No other State-
nts, Papers, Maps, or Documents shall ever be
before the Arbiter, except as hereinafter provided.

ART. VI. In order to facilitate the attainment of
t and sound Decision on the part of the Arbiter,
agreed that, in case the said Arbiter should desire
er elucidation or evidence, in regard to any spe-
k point contained in any of the said Statements
itted to him, the requisition for such elucidation
vidence, shall be simultaneously made to both
es, who shall thereupon be permitted to bring
r evidence, if required, and to make each a
en reply to the specifick questions submitted by
id Arbiter, but no further; and such evidence
replies shall be immediately communicated by
Party to the other.

d in case the Arbiter should find the topogra-
vidence laid, as aforesaid, before him, insuffi-
r the purposes of a sound and just Decision,
l have the power of ordering additional Surveys
made of any portions of the disputed Boundary
or Territory, as he may think fit; which Sur-
shall be made at the joint expence of the Con-
g Parties, and be considered as conclusive by them.

ART. VII. The Decision of the Arbiter, when
, shall be taken as final and conclusive; and it
be carried, without reserve, into immediate effect,
ommissioners appointed, for that purpose, by
ontracting Parties.

RT. VIII. This Convention shall be ratified, and
atifications shall be exchanged in nine Months
the date hereof, or sooner, if possible.

In witness whereof, we, the respective Pleni-
tiaries, have signed the same, and have affixed
to the Seals of our Arms.

one at London, the twenty-ninth day of Sep-
r., in the year of our Lord, one thousand eight
ed and twenty-seven.

CHA. GRANT.
HENRY UNWIN ADDINGTON.
ALBERT GALLATIN.

92.

1827 ***Traité entre l'Espagne et la Ottomane concernant la navig et le commerce de la mer signé à Constantinople le 16 bre 1827.***

(*Traduction privée*).

La cour d'Espagne s'étant adressée à la Porte son ancien allié, sollicitant la permiss cessaire pour que ses navires marchands puis viguer et trafiquer dans la mer noire de la manière que font ceux de plusieures autres pu amies; et la Porte désirant manifester sa hau sidération et deférence vers le très puissant et fique roi d'Espagne, comme aussi pour satisfa teneur du 7ème article de la convention dernié conclue à Ackerman avec la cour de Russie, au commerce de la mer noire: le ministère lations extérieures de la Sublime Porte et l chevalier D. Louis del Castillo, chargé d'affai tuel de S. M. Catholique, après avoir conféré sur ce sujet et ayant en vue l'utilité réc des deux parties, sont convenus des articles s

Art. I. La Sublime Porte permet aux espagnols de passer sous leur propre pavillon de la mer blanche à la mer noire, chargés duits de leur pays et d'autres états, et de re de même de la mer noire à la mer blanche a produits de l'empire russe. Tous les navires rivent à l'avenir dans le canal de Constanti soumettront dorénavant à la visite des comm établis à cette fin, de la même manière et forme usitée actuellement par rapport aux nav trichiens, anglois et françois; et après avc chargé tout objet ou marchandise prohibée que qui se rencontre à leur bord, étant product

92.

ratado concluido con la Puerta Oto- 1827 ana permitiendo el paso y comer- del mar negro a los buques mer- ntes españoles; firmado en Con- antinopla á 16 de Octubre de 1827.

(De Orden Superior Madrid en la Imprenta Real año de 1828. 4°.)

biéndose dirigido á la Sublime Puerta su antigua la la Corte de España, solicitando el permiso ne- io para que sus barcos mercantes naveguen y uen en el mar Negro del mismo modo que lo an los de algunas otras Potencias amigas; y o aquella manifestar su alta consideracion y ncia, hácia el muy poderoso y magnífico Rey, paña, como asimismo satisfacer al tenor del ar- VII del convenio últimamente concluido en rman con la Corte de Rusia, relativo al comer- l mar Negro: el Ministerio de Relaciones Ex- es de la Sublime Puerta y el esclarecido Gabal- D. Luis del Castillo, actual Encargado de Ne- s de S. M. Católica, despues de haber conferido tado sobre este particular, y llevando por objeto ciproca utilidad de las dos partes, han conveni- n los artículos siguientes:

ART. I. La sublime Puerta permite á los buques ioles pasar con su propia bandera nacional del mar nco al mar Negro, cargados con productos de su y de los demas Estados, y tambien regresar del Negro al mar Blanco con productos del Imperio o. Todos los buques que arriben en lo sucesivo al l de Constantinopla se conformarán desde luego correspondiente visita de los comisionados esta- idos á este fin, en el mismo modo y forma usada la actualidad con respecto á los buques austriacos, leses y franceses; y despues de desembarcar cual- ier objeto ó mercancía prohibida, que á su bordo

1827 Etats ottomans, tel que *terekiés* (tout espèce de grai
armes et autres instrumens de guerre, chevaux,
ton cru et en fil, marroquins, plomb, cire,
cuire, peaux de mouton, poix, souffre, soie, la
berenfuc istefdié (toiles de soie et de laine), huile,
vre, toile crue, et en outre les *rayas* (sujets
mouhametans) fugitifs et deguisés en voyageur
en matelots, on leur expediera les *fermans* im
aux de sortie, sans qu'on y insère ni clause ni
cultés superflues qui ne touchent pas aux régle
administratifs de l'Empire. Sera de même pr
l'achat de navires de propriété ottomane comme
été de tous tems.

ART. II. En recompense des avantages que
ce commerce se pourront procurer les marc
espagnols et en vertu du droit que par la mêm
son possède la Sublime Porte de retirer à son
quelque compensation et profit, les navires esp
qui naviguent dans la forme indiquée, payero
droit de *ferman* en proportion de leur port et
cité; c'est à dire que les dits navires seront
en trois classes: la première qui comprendra ce
port de seize mille *Kilós* (mil cent vingt tonneau
seconde ceux de onze mille *Kilós* (septcent cin
tonneaux); et la troisième ceux de six mille Kilós
cent soixante dix tonneaux). Le port des
de mil jusqu'à six mil Kilós sera compté p
mille; et le port des navires de plus de six m
compté pour onze mille, et celui des navires qui
passe onze mille, pour seize mille. Chaque fois qu
navires arrivent au canal de Constantinople,
obtiennent la permission de passer à la mer
ils payeront à leur sortie, en ne comptant leur
part et leur retour que pour un seul voyage, un
de *ferman*, appliqué à la caisse de l'amirauté, sav
les navires correspondans à la première classe
cents piastres turcs; ceux de la seconde quatre
cinquante, et ceux de la troisième trois cents. Il
pourra survenir aucune contestation ou alterca
entre les deux parties, soit pour l'offre d'une so
plus petite, soit pour la pretention d'une somme
grande que celles qui ont été stipulées.

ART. III. Les navires espagnols qui à l'av
passent par le Bosphore sous leur propre pavil

encuentre, que sea producto de los Estados Otoma- 1827
, tal como *terekiés* (toda especie de granos), armas
tros utensilios de guerra, caballos, algodon en rama
n hilo, marroquines, plomo, cera, sebo, cueros,
es de carnero, pez, azufre, seda, lana, *berenfuc*
fdié (telas de seda y lana), aceite, cobre, tela cru-
y ademas los *rayás* (súbditos no mulsumanes) fu-
os y disfrazados en viageros ó en gentes de la tri-
cion, se les expedirán los respectivos *firmanes*
riales de salida, sin que en ellos se inserte cláu-
ni vanas dificultades que no toquen á los regla-
tos gubernativos del Imperio. Seguirá asimismo
ibida la compra de barcos de propiedad otomana,
o en todos tiempos lo ha sido.

ART. II. En retribucion de las ventajas que por este
o se podrán procurar los Comerciantes españoles,
virtud del derecho que por la misma razon tie-
Sublime Puerta de lograr tambien á su favor
compensacion y provecho, los buques españo-
naveguen en la forma indicada satisfarán un
de *firman* en proporcion de su porte y capa-
es decir que dichos buques serán divididos en
lases: la primera que comprehenderá á los del
de diez y seis mil *kilós* (mil ciento veinte tone-
la segunda á los de once mil *kilós* (setecien-
incuenta toneladas); y la tercera á los de seis mil
(trescientas setenta toneladas). El porte de los
es desde mil á seis mil *kilós* se contará como de
mil: el de mas de seis mil se contará por once
y el de los que excedan á once mil por diez y
mil. Cada vez que estos buques lleguen al canal
onstantinopla, y obtengan el permiso de pasar al
Negro, pagarán á su salida, no contándose su ida
elta mas que por un solo viage, un derecho de
an, aplicado á la caja del Almirantazgo, á sa-
: los buques correspondientes á la primera clasi-
cion seiscientas piastras turcas; los de la segunda
rocientas y cincuenta; y trescientas los de la ter-
. No podrá tener cabida ninguna contestacion ni
roado entre las dos partes, ya sea por la oferta
una suma menor, ya por la pretension de una ma-
r á las que quedan estipuladas.

ART. III. Los buques españoles que en lo venidero
nsiten por el Bósforo con su propia bandera, obser-

1827 les principes établis par rapport à la visite accou
mée étant observés, n'éprouveront ni empêchem
ni difficulté quelconque qui ne seroient pas égalem
étendus aux autres puissances. Outre cela, si
mêmes navires à leur entrée dans le port de Cons
tinople, chargés de fruits ou de grains extraits
echelles russes de la mer noire, declarent qu'ils
ent, que leurs cargaisons sont exposées à être m
lées ou à être perdues, et qu'il leur convient de tra
border leurs grains sur un autre vaisseau, com
font aussi ceux des puissances précitées, la légat
d'Espagne en fera part à la Sublime Porte; et ap
l'information préalable des commissaires de la dou
et du port, à l'examen desquels on sera comm
décision, on leur expédiera par un *ferman jugh*
l'autorisation et la permission pour effectuer le tra
bordement sollicité.

ART. IV. Aussi, comme en vertu des traités
stans entre les deux cours, sont protegés les su
Espagnols, non seulement dans la residence impér
mais aussi sur les autres points de l'empire Otto
situés dans la mer blanche, de la même manière
le seront à l'avenir sur tous les points de la mer n
Si leurs vaisseaux essuyent quelque havarie et
besoin de reparation et de radoub ils pourront
ment les reparer, les calfater, acheter des vi
d'autres articles dont ils ont besoin, et ils ne se
d'aucune manière troublés ou molestés sans cause
gitime. La cour d'Espagne observera de son
même reciprocité et correspondence par rapport
sujets de la Sublime Porte et promet aux vaiss
ottomans qui arrivent dans les ports de ses côte
jouissance de tous les privilèges et de toutes les exe
tions qu'ont obtenus les navires marchands des p
sances les plus favorisées, et on prendra soin
leur exécution ponctuelle sera toujours maintenue
ces termes.

Conclusion.

Les deux parties scelleront et signeront l'inst
ment relatif à l'entrée et au commerce de la
noire en faveur des navires espagnols, amicalem
convenu et redigé en quatre articles, et l'accepter

los que sean los principios establecidos de la visita acos- 1827
nbrada, no experimentarán traba ni dificultad al-
na que no sea igualmente extensiva á las demas Po-
cias. Ademas de esto, si los mismos buques al des-
bocar en el puerto de Constantinopla cargados
frutos ó granos extraidos de las escalas rusas
mar Negro, exponen que hacen agua, que estan
uestos sus cargos á humedecerse ó echarse á per-
, y les acomoda traspasar sus granos á otro bu-
, como asi lo ejecutan los de las citadas Poten-
, la Legacion de España dará parte de ello á la
ime Puerta; y prévio el informe de los Comisa-
de la Aduana y del Puerto, á cuyo examen se
terá el expediente, se les expedirá por un *fir-*
jughralé la correspondiente autorizacion y per-
para efectuar el trasbordo solicitado.

ART. IV. Asi como en virtud de los tratados
ntes entre las dos Cortes son protegidos los súbdi-
pañoles, no solo en la residencia Imperial, sino tam-
los demas puntos del Imperio Otomano situados
mar Blanco, del mismo modo lo serán en ade-
en todos los del mar Negro. Si sus barcos expe-
ntasen alguna avería, y necesitasen hacer reparo
mpostura, podrán libremente repararlos, calafa-
, comprar los víveres y otros artículos que ha-
menester, y de manera alguna serán turbados ni
tados sin causa legítima. La Corte de España
vará por su parte igual reciprocidad y corres-
ncia para con los súbditos de la Sublime Puer-
promete á los buques otomanos que arriben á
uertos de sus costas, el goce de todos los privi-
y exenciones que hayan obtenido los navíos
antes de las Potencias mas favorecidas; y se ten-
cuidado de que su observancia sea siempre man-
da en estos términos.

Conclusion.

Las dos partes sellarán y firmarán el instrumen-
relativo á la entrada y comercio del mar Negro
favor de los barcos españoles, amistosamente con-
ido y redactado en cuatro artículos, y lo acepta-

et le ratifieront dans le terme de trois mois, ou p
tôt si faire se peut, par l'echange respectif de no
officielles. Fait à Constantinople à la fin du mois
Rebbi-ul-ewel de l'an de l'Hégire 1243 (16 Octob
1827).

ESSEID MUHAMMED SAID PERTEV
Reis Effendi de la Sublime Porte.

Ratification.

En considération de l'ancienne et sincère amit
manifestée par la cour d'Espagne à la Sublime Por
celle-ci trouve bon d'acceder à la demande qui p
sieurs fois lui a été adressée, de permettre aux n
vires espagnols le passage et le commerce de la m
noire et cette négociation suffisamment discut
traitée entre le ministère des relations extérieure
divan ottoman et l'illustre chevalier del Castillo, ch
d'affaires de S. M. Catholique, eut pour consequ
et resultat un *sened* ou une convention, étendue en q
tre articles et une conclusion, qui fut signée et sc
lée par les deux parties à la fin de mois de Rebbi
ul-ewel de l'an de l'Hégire 1243.

Le terme de trois mois à compter du jour, o
dit instrument fut signé, ayant été fixé pour l'éch
des notes d'acceptation et de ratification des deux
respectives et en considération de la communica
faite à la Sublime Porte par le chargé d'affaires m
tionné, faisant part d'avoir reçu l'autorisation com
tente pour faire savoir à la même que son Augu
Maitre le très puissant et magnifique roi d'Espa
ait entièrement accepté et ratifié la convention m
tionnée et qu'il promette d'observer loyalement
constamment tous les articles y contenus, de la mê
manière le glorieux Empereur Ottoman l'accepte
la ratifie dans toutes ses parties.

Le gouvernement de la Sublime Porte mettra
plus grande attention et diligence à la faire toujou
observer literalement et ponctuellement, comme
son côté S. M. Catholique veillera à sa meilleure ex
cution et à son accomplissement: et la présente no
officielle a été dirigée et adressée à notre bon ami
susmentionné chargé d'affaires d'Espagne, en échan

y ratificarán en el término de tres meses, y an- 1827
si posible fuese, por el cange respectivo de notas
ales. Escrito en Constantinopla á fines del mes de
bi-ul-ewel del año de la Egira 1243 (16 de Oc-
e de 1827).

ESSEID MUHAMMED SAID PERTEW,
Reis Effendi de la Sublime Porte.

R a t i f i c a c i o n.

n atencion á la antigua y sincera amistad ma-
tada por la Corte de España á la Sublime Puer-
uvo esta á bien condescender á la demanda que
s veces le habia dirigido, de que se permitiese á
uques españoles el paso y comercio del mar Ne-
y esta negociacion suficientemente discutida y
a entre el Ministerio de Relaciones Exteriores
ivan Otomano y el esclarecido Caballero del
, Encargado de Negocios de S. M. Católica,
r consecuencia y resultado un *Sened* ó Con-
extendido en cuatro artículos y una conclu-
que fue firmado y sellado por ambas partes á
del mes de Rebbi-ul-ewel del año 1243 de la

biéndose fijado en dicho instrumento el térmi-
tres meses desde el dia en que fue firmado, pa-
cange de las notas de aceptacion y ratificacion
dos Cortes respectivas, y en vista de la remiti-
a Sublime Puerta por el referido Encargado de
ios, dando parte de haber recibido la compe-
autorizacion para hacer saber á la misma que
gusto Amo, el muy poderoso y magnífico Rey
paña, habia cumplidamente aceptado y ratifica-
Convenio mencionado, y que prometia obser-
leal y constantemente todos los artículos en él
prendidos, del mismo modo lo acepta y ratifica
orioso Emperador Otomano en todas sus partes.
El Gobierno de la Sublime Puerta pondrá la ma-
atencion y diligencia en hacerlo siempre obser-
literal y puntualmente, con tal que el de S. M.
ólica cuide por su parte de su mejor ejecucion y
plimiento: y la presente Nota oficial ha sido di-
da y entregada á nuestro buen amigo el ya predi-
Encargado de Negocios de España, en cange de

1827 de celle qu'il a présentée pour le même objet, l'informer de la ratification impériale et en co mité de ce qui a été prevû dans la convention quelle elle se rapporte. Fait le cinq du mois de Sc ban de l'an de 1243 (20 Février 1828).

Copie de la note présentée au Reis-Eff de la Sublime Porte pour l'échange des ra cations du Traité conclu avec elle le 16 O *bre de l'année dernière de* 1827.

Le soussigné chargé d'affaires de S. M. Cat que auprès de la Sublime Porte déclare solemn ment par les presentes, qu' ayant reçu les p pouvoirs nécessaires, et autorisé par la volont presse de son gouvernement, il confirme, acce ratifie au nom de son Auguste souverain D. F nand VII, Roi d'Espagne, dans les formes néce et dans toutes ses parties, la convention qui fut scellée et échangée le 16 Octr. de l'année dern 1827 entre S. E. Pertew-Efendi, Reis-Effen la Sublime Porte et le Soussigné, relativement au passage des navires marchands espagnols à l noire; s'obligeant de faire remplir exacteme les points et toutes les clauses y contenus. En quoi et en conformité et en exécution de ce prevû dans le dernier article de la même conve la présente note a été officiellement echangée c une autre semblable avec toutes les formalités du de la part de S. E. le Reis-Efendi de la S Porte à Constantinople le 20 Février 1828.

LOUIS DEL CASTILLO.

e él ha presentado con igual objeto, para infor- 1827
de la ratificacion Imperial, y en conformidad
prevenido en el Convenio á que se hace rela-
Fecho en 5 del mes de Schaaban del año 1243
le Febrero de 1828).

a de la nota presentada al Reis-Efendi
a Sublime Puerta Otomana para el cange
atificaciones al Tratado concluido con ella
16 de Octubre del año próximo pasado de
1827.

infrascrito Encargado de Negocios de S. M.
ca cerca de la Sublime Puerta Otomana de-
solemnemente por la presente, que habiendo
los plenos poderes necesarios, y autorizado
voluntad expresa de su Gobierno, corrobora,
ratifica en nombre de su Augusto Soberano
ando VII, Rey de España, en las formas
as y en todas sus partes el Convenio que
nado, sellado y cangeado el 16 de Octubre
próximo pasado de 1827 entre S. E. Pertew-
Reis-Efendi de la Sublime Puerta, y el
to, relativo al libre paso al mar Negro de los
mercantes españoles; obligándose á hacer
r exactamente todos los puntos y cláusulas que
se contienen. En fe de lo cual, y en con-
d y ejecucion de lo que se previene en el ul-
tículo del mismo Convenio, la presente Nota
oficialmente cangeada contra otra semejante,
das las formalidades de estilo, por parte de S.
Reis-Efendi de la Sublime Puerta en Cons-
opla á 20 de Febrero de 1828.

LOUIS DEL CASTILLO.

93.

1827 ***Déclaration du ministère Pru du 7 Novembre 1827 concernan arrangement concerté entre la P et le grand-duché de Mecklenbc Schwerin, pour la protection droits des auteurs et des libr contre la contrefaçon.***

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preuſs Staaten.* 1828. Nr. 1. pag. 1).

Das Königlich-Preuſsische Ministerium der a tigen Angelegenheiten erklärt hierdurch, in Ge heit der von Seiner Majestät dem Könige ihm ertheilten Ermächtigung:

nachdem von der Groſsherzoglich-Meckle Schwerinschen Regierung die Zusicherung worden ist, daſs vorläufig und bis es nac Artikel 18 der Deutschen Bundesakte zu gemeinsamen Bundesbeschlusse, wegen Sic lung der Rechte der Schriftsteller und Verle gen den Büchernachdruck kommen wird, Preussischen Unterthan, er sei Schriftstelle Verleger, der in dem Fall ist, auf ein Privi wider den Nachdruck und dessen Verbreit der Groſsherzoglichen Regierung anzutragen solches nach denselben Rücksichten, wie es g hen würde, wenn der Nachsuchende ein herzoglich-Mecklenburg-Schwerinscher Unt wäre, jederzeit in gewöhnlicher Form, ohne Kostenersatz, ertheilt werden, überdies der versehene Königlich-Preuſsische Unterthan den Groſsherzoglichen Gerichten und Behörd der Aufrechthaltung des ertheilten Privilegiun nem wider den Nachdruck privilegirten Gro zoglich-Mecklenburg-Schwerinschen Unt gleich geachtet und geschützt werden solle;

ſs das Verbot wider den Bücher-Nachdruck, so 1827
e solches bereits im ganzen Bereich der Preuſsi-
en Monarchie, zum Schutze der inländischen Schrift-
ller und Verleger, nach den in den einzelnen Pro-
zen, geltenden Gesetzen besteht, auch auf die Schrift-
ler und Verleger des Groſsherzogthums Mecklen-
-Schwerin Anwendung finden, mithin jeder durch
druck oder dessen Verbreitung begangene Frevel
n letztere, nach denselben gesetzlichen Vorschrif-
beurtheilt und geahndet werden solle, als handele
ich von beeinträchtigten Schriftstellern und Ver-
n in der Preuſsischen Monarchie selbst.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie gegen
übereinstimmende, von Seiten des Groſsherzog-
- Mecklenburg - Schwerinschen Geheimen Mini-
vollzogene, Erklärung ausgewechselt worden sein
, durch öffentliche Bekanntmachung in den dies-
n Staaten Kraft und Wirksamkeit erhalten.

lin, den 7ten November 1827.

l. *Preuſsisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.*

v. SCHÖNBERG.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem solche ge-
ine übereinstimmende von dem Groſsherzoglich-
lenburg - Schwerinschen Geheimen Ministerio
m 24sten November vollzogene Erklärung aus-
chselt worden ist, unter Bezugnahme auf die
öchste Kabinetsorder vom 16ten August 1827.
tzsammlung pro 1827. Nr. 17. S. 123) hierdurch
ffentlichen Kenntniſs gebracht.

Berlin, den 9ten Januar 1828.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. SCHÖNBERG.

94.

1827 ***Déclaration du ministère Pru***
du 26 Novembre 1827 concernan
arrangement concerté avec la
cipauté de Waldeck pour la pr
tion des droits des auteurs et
libraires contre la contrefaç

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preuſs*
Staaten 1828. Nr. 4. p. 21).

Das Königlich-Preuſsische Ministerium der a
tigen Angelegenheiten erklärt hiedurch, in G
heit der von Seiner Majestät dem Könige ihm
ertheilten Ermächtigung:

nachdem von der Fürstlich-Waldeckschen I
rung die Zusicherung ertheilt worden ist, daſs
läufig und bis es nach dem Artikel 18 der deut
Bundesakte zu einem gemeinsamen Beschluss
Sicherstellung der Rechte der Schriftsteller und
leger kommen wird, in dem Fürstenthum W
eine besondere Verordnung, welche den B
Nachdruck und dessen Verbreitung ausdrü
verbietet, erlassen und diese Verordnung zu
sten der Verlagsartikel der Schriftsteller und
leger der Königlich-Preuſsischen Monarchie
gleiche Anwendung finden solle;

daſs das Verbot wider den Bücher-Nachdruc
wie solches bereits im ganzen Bereiche der P
schen Monarchie, zum Schutze der *inländischen* S
steller und Verleger, nach den in den einzelne
vinzen geltenden Gesetzen, besteht, auch a
Schriftsteller und Verleger des Fürstenthums
deck Anwendung finden, mithin jeder durch
druck oder dessen Verbreitung begangene Frev
gen letztere, nach denselben gesetzlichen Vors
ten beurtheilt und geahndet werden solle, als h
es sich von beeinträchtigten Schriftstellern und
legern in der Preuſsischen Monarchie selbst.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie gegen 1827
ie übereinstimmende, von der Fürstlich-Waldeck-
en Regierung vollzogene, Erklärung ausgewech-
t worden sein wird, durch öffentliche Bekanntma-
ng in den diesseitigen Staaten Kraft und Wirk-
keit erhalten.

Berlin, den 26sten November 1827.

ngl. Preufsisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. Schönberg.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem solche 'ge-
eine übereinstimmende, von der Fürstlich-Wal-
schen Regierung zu Arolsen unterm 8ten März
vollzogene, Erklärung ausgewechselt worden ist,
r Bezugnahme auf die Allerhöchste Kabinetsor-
vom 16ten August 1827 (Gesetzsammlung pro
Nr. 17. S. 123) hierdurch zur öffentlichen Kennt-
bracht.

lin, den 18ten März 1828.

isterium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. Schönberg.

95.

claration du ministère Prussien 27 Novembre 1827 concernant un angement concerté entre la Prusse le grand-duché de Mecklenbourg-relitz, pour la protection des oits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon.

etzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten. 1828. Nr. 1. pag. 3).

as Königlich-Preufsische Ministerium der auswär-
gen Angelegenheiten erklärt hierdurch, in Gemäfs-

1827 heit der von Seiner Majestät dem Könige ihm ertheilten Ermächtigung:

nachdem die Grofsherzoglich - Mecklenburg - litzsche Regierung die Zusicherung ertheil dafs vorläufig und bis es nach dem Artikel Deutschen Bundesakte zu einem gemeinsame schlusse wegen Sicherstellung der Rechte der S steller und Verleger gegen den Bücher - Nac kommen wird, jedem Preufsischen Unterth sei Schriftsteller oder Verleger, der in den ist, auf ein Privilegium wider den Nachdruc dessen Verbreitung bei der Grofsherzoglicher gierung anzutragen, ein solches nach denselben sichten, wie es geschehen würde, wenn der suchende ein Grofsherzoglich - Mecklenburg - litzscher Unterthan wäre, jederzeit in gewöhn Form, ohne allen Kostenansatz ertheilt we und der damit versehene Königlich - Preufs Unterthan von den Grofsherzoglichen Geri und Behörden in der Aufrechthaltung des erth Privilegiums, einem wider den Nachdruck pri girten Grofsherzoglich - Mecklenburg - Strelitz Unterthan gleich geachtet und geschützt, auc dem Behuf eine angemessene Verordnung an betreffende Behörden des Grofsherzogthums er werden solle;

dafs das Verbot wider den Bücher - Nachdruck wie solches bereits im ganzen Bereiche der Pre schen Monarchie, zum Schutze der inländischen Sc steller und Verleger, nach den in den einzelnen vinzen geltenden Gesetzen besteht, auch auf Schriftsteller und Verleger des Grofsherzogt Mecklenburg - Strelitz Anwendung finden, mithin durch Nachdruck oder dessen Verbreitung bega Frevel gegen letztere, nach denselben gesetzl Vorschriften beurtheilt und geahndet werden als handele es sich von beeinträchtigten Schrif lern und Verlegern in der Preufsischen Mona selbst.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie eine übereinstimmende, von Seiten des Grofsher lich - Mecklenburg - Strelitzschen Staatsministerii zogene Erklärung ausgewechselt worden sein

öffentliche Bekanntmachung in den hiesigen 1827
n Kraft und Wirksamkeit erhalten.

rlin, den 27sten November 1827.

l. Preufsisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. SCHÖNBERG.

rstehende Erklärung wird, nachdem solche ge-
ne übereinstimmende, von dem Grofsherzoglich-
nburgschen Staats-Ministerio zu Neu-Strelitz
n 13ten Dezember 1827 vollzogene Erklärung
rechselt worden ist; unter Bezugnahme auf die
öchste Kabinets-Order vom 16ten August 1827
sammlung pro 1827 Nr. 17. S. 123) hierdurch
fentlichen Kenntnifs gebracht.

rlin, den 8ten Januar 1828.

nisterium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. SCHÖNBERG.

96.

laration du ministère Prussien 1 Decbr. 1827, concernant un arrement concerté entre la Prusse duché d'Anhalt Dessau, pour rotection des droits des auteurs s libraires contre la contrefaçon.

sammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten 1828. Nr. 2. p. 13).

Königlich-Preufsische Ministerium der auswär-
Angelegenheiten, erklärt hierdurch, in Gemäfs-
r von Seiner Majestät dem Könige ihm dazu
en Ermächtigung:
dem von der Herzoglich-Anhalt-Dessauschen
erung die Zusicherung ertheilt worden ist, dafs

1827 vorläufig und bis es in Gemäfsheit des Artikels der Deutschen Bundesakte zu einem gemeinsam Beschlusse zur Sicherstellung der Rechte der Schrif steller und Verleger kommen wird, die unt 15ten November erlassene Herzogliche Verord gegen den Bücher-Nachdruck und den Handel nachgedruckten Büchern zu Gunsten der Ver Artikel der Schriftsteller und Verleger der Kö lich-Preufsischen Monarchie ganz gleiche Anw dung finden sollen;

dafs das Verbot wider den Bücher-Nachdruck, wie solches bereits im ganzen Bereiche der Preu schen Monarchie, zum Schutze der *inländisc* Schriftsteller und Verleger, nach den in den ei nen Provinzen geltenden Gesetzen besteht, auch die Schriftsteller und Verleger des Herzogthums halt-Dessau Anwendung finden, mithin jeder Nachdruck oder dessen Verbreitung begangene gegen letztere, nach denselben gesetzlichen Vorsch ten beurtheilt und geahndet werden solle, als hand es sich von beeinträchtigten Schriftstellern und Ver legern in der Preufsischen Monarchie selbst.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie g eine übereinstimmende von der Herzoglich-A Dessauschen Regierung, vollzogene Erklärung a wechselt worden sein wird, in den diesseitigen St ten Kraft und Wirksamkeit erhalten.

Berlin, den 11ten Dezember 1827.

Königl. Preufsisches Ministerium der auswärtig Angelegenheiten.

v. Schönberg.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem solche ge eine solche übereinstimmende, von der Herzoglich- halt-Dessauschen Landesregierung unterm 22sten zember 1827 vollzogene Erklärung ausgewechselt w den ist, unter Bezugnahme auf die Allerhöchste binetsorder vom 16ten August 1827 (Gesetzsamml pro 1827. Nr. 17. S. 123) hierdurch zur öffentlic Kenntnifs gebracht.

Berlin, den 17ten Januar 1828.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheite

v. Schönberg.

97.

éclaration du ministère Prussien 1827
i 11 Décembre 1827, concernant arrangement concerté entre la usse et le Danemarc, pour la protion des droits des auteurs et des raires contre la contrefaçon, tant ns la monarchie Prussienne que ns les duchés de Holstein, de Lauenbourg et de Schleswic.

tzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten 1828. Nr. 3. p. 17).

Königlich-Preufsische Ministerium der auswär- Angelegenheiten erklärt hierdurch, in Gemäfs- der von Seiner Majestät dem Könige ihm dazu lten Ermächtigung:

chdem von der Königlich-Dänischen Regierung Zusicherung ertheilt worden ist, dafs nicht nur r den Umfang der zum Deutschen Bunde gehö- gen beiden Herzogthümer Holstein und Lauen- rg vorläufig und bis es nach Artikel 18 der deut- hen Bundes-Akte zu einem gemeinsamen Be- hlusse wegen Sicherstellung der Rechte der Schrift- ller und Verleger gegen den Bücher-Nachdruck d dessen Verbreitung in den gesammten Bundes- ändern kommen wird, sondern auch für den Um- ng des Herzogthums Schleswig, jedem Preufsischen nterthan, er sei Schriftsteller oder Verleger, der dem Fall ist, auf ein Privilegium wider den achdruck und dessen Verbreitung bei der König- ch-Dänischen Regierung anzutragen, ein solches rivilegium in der Art kostenfrei ertheilt werden lle, dafs das Werk in 20 Jahren, vom Tage der usstellung des Privilegii, nicht nur in den zum eutschen Bunde gehörigen beiden Herzogthümern

1827 Holstein und Lauenburg, sondern auch in
Herzogthum Schleswig weder nachgedruckt, n
ein anderswo verfertigter Nachdruck davon in
genannten drei Herzogthümern verkauft we
soll, bei Strafe der Konfiskation aller bei dem N
drucker oder in den Buchhandlungen vorräth
Exemplare des Nachdrucks und einer Geldb
welche dem Ladenpreise von Fünfhundert Ex
plaren des Originals gleich kommt;

dafs das Verbot wider den Bücher-Nachdruck,
wie solches bereits im ganzen Bereiche der Pre
schen Monarchie, zum Schutze der *inländisc*
Schriftsteller und Verleger, nach den in den ein
nen Provinzen geltenden Gesetzen besteht, auch
die Schriftsteller und Verleger der zum Deut
Bunde gehörigen Herzogthümer Holstein und L
burg, so wie des Herzogthums Schleswig Anwe
finden, mithin jeder durch Nachdruck oder
Verbreitung begangene Frevel gegen letztere,
denselben gesetzlichen Vorschriften beurtheilt
geahndet werden soll, als handele es sich von b
trächtigten Schriftstellern und Verlegern in der Pr
sischen Monarchie selbst.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie
zwei übereinstimmende, die eine in Beziehun
die zum Deutschen Bunde gehörigen Herzogt
Holstein und Lauenburg, die andere rücksichtl
Herzogthums Schleswig, von dem Königlich-P
schen Ministerio vollzogene Erklärungen ausgew
selt worden sein wird, durch öffentliche Bekann
chung in den diesseitigen Staaten Kraft und Wirk
keit erhalten.

Berlin, den 11ten Dezember 1827.

Königl. Preufsisches Ministerium der auswärti
Angelegenheiten.

v. SCHÖNBERG.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem solche
gen zwei übereinstimmende, die eine in Bezieh
auf die zum Deutschen Bunde gehörigen Herzog
mer Holstein und Lauenburg, die andere rücksi
lich des Herzogthums Schleswig von dem Königl
Dänischen Departement der auswärtigen Angele

:n unterm 29sten Januar 1828 vollzogene Erklä- 1827
; ausgewechselt worden ist, hierdurch unter Be-
ung auf die Allerhöchste Kabinetsorder vom 16ten
ust 1827 (Gesetzsammlung pro 1827. Nr. 17.
123) zur öffentlichen Kenntnifs gebracht.

Berlin, den 7ten Februar 1828.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. SCHÖNBERG.

98.

lit par lequel S. M. Jean VI, roi 1825 *Portugal, a déclaré formellement il reconnoissait son fils ainé Don ro comme empereur du Brésil et me prince royal de Portugal, né à Lisbonne le* 15 *Novembre* 1825.

(*Le Journal de Francfort* 1828. Nr. 192).

Jean, par la grâce de Dieu, Roi du royaume du Portugal, du Brésil et des Algarves etc. us nos sujets salut! Qu'il soit connu à tous ceux ces présentes verront que, conformément à nos s patentes du 13 Mai dernier, par lesquelles avons reconnu que pour le service de Dieu et onheur du peuple, que la providence a confié otre gouvernement et afin de mettre un terme malheurs et aux dissentions qui désolent le Brésil grand détriment de ses habitans, au détriment des itans du Portugal et de ses dépendances, notre icitude paternelle s'est efforcée de rétablir la paix harmonie parfaite qui devroient exister entre deux ions de la même origine et qui pourroit contribuer naintenir la prospérité générale, l'existence politi- et le bonheur futur de notre royaume du Portu- et des Algarves autant que de celui du Brésil, 'il nous a plu d'élever au rang de royaume par

1825 nos lettres patentes du 16 Décembre 1817, près reçu du peuple leurs sermens de fidélité.

Désirant faire participer sans délai les habita deux états aux bienfaits de l'alliance, de la co et de la félicité qui ont toujours été le but de tendresse paternelle, nous avons résolu de céde transporter au plus cher de nos enfans, Don d'Alcantara, héritier des couronnes des roy susdits, nos droits sur l'état du Brésil, que no vons au rang d'empire, en réservant cepend notre personne auguste le titre viager d'emper

Notre resolution a été accomplie par le traité d et d'alliance conclu à Rio Janeiro le 29 Août d et que nous avons ratifié aujourd'hui, dans la persuasion qu'il assurera à tous nos sujets les faits et les avantages qu'ils ont droit d'attend notre sollicitude paternelle. Nous prenons don effet le titre viager d'Empereur du Brésil, et reconnoissons le plus cher de nos fils, Don d'Alcantara, prince royal de Portugal et des Alg dans sa qualité d'Empereur du Brésil, avec souveraineté sur cet empire.

(L'édit se termine en ordonnant aux trib d'y avoir égard).

Donné au palais de Mafra, le 15 Novembre

L'Empereur et Re

99.

1828 ***Déclaration du ministère Prus du 4 Janvier 1828, concernant arrangement entre la Prusse e grand duché de Bâde, pour la tection des droits des auteurs et libraires entre la contrefaçon***

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Pr schen Staaten* 1828. Nr. 2. p. 14).

Das Königlich-Preufsische Ministerium der au tigen Angelegenheiten erklärt hierdurch, in Ge

der von Seiner Majestät dem Könige ihm dazu 1828
eilten Ermächtigung:
achdem die Grofsherzoglich-Badensche Regierung
e Zusicherung ertheilt hat, das vorläufig und bis
nach Artikel 18 der Deutschen Bundesakte zu
nem gemeinsamen Beschlusse wegen Sicherstel-
ng der Rechte der Schriftsteller und Verleger
gen den Bücher-Nachdruck kommen wird, das
erbot wider den Bücher-Nachdruck, so wie sol-
hes im ganzen Bereiche des Grofsherzogthums Ba-
n zum Schutze der inländischen Schriftsteller und
erleger besteht, auch auf die Schriftsteller und
erleger der gesammten Königlich-Preufsischen
taaten Anwendung finden und mithin jeder durch
achdruck oder dessen Verbreitung gegen letztere
egangene Frevel nach denselben gesetzlichen Vor-
hriften beurtheilt und geahndet werden solle, als
dele es sich von beeinträchtigten Schriftstellern
den Grofsherzoglich-Badenschen Landen selbst;
s Verbot wider den Bücher-Nachdruck, so
olches bereits im ganzen Bereiche der Preufsi-
n Monarchie zum Schutze der *inländischen*
iftsteller und Verleger, nach den in den einzel-
Provinzen geltenden Gesetzen besteht, auch auf
Schriftsteller und Verleger des Grofsherzogthums
n Anwendung finden, mithin jeder durch
hdruck oder dessen Verbreitung begangene Fre-
gegen letztere, nach denselben gesetzlichen Vor-
iften beurtheilt und geahndet werden soll, als
dele es sich von beeinträchtigten Schriftstellern
Verlegern in der Preufsischen Monarchie selbst.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie gegen
übereinstimmende von dem Grofsherzoglich-Ba-
schen Ministerio des Grofsherzoglichen Hauses und
auswärtigen Angelegenheiten vollzogene, Erklä-
g ausgewechselt worden sein wird, durch öffent-
e Bekanntmachung in den diesseitigen Staaten Kraft
Wirksamkeit erhalten.

Berlin, den 4ten Januar 1828.

nigl. Preufsisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

V. SCHÖNBERG.

1828 Vorstehende Erklärung wird, nachdem solche
gen eine übereinstimmende von dem Grofsherz
lich-Badenschen Ministerio des Grofsherzoglic
Hauses und der auswärtigen Angelegenheiten vol
gene, Erklärung ausgewechselt worden ist, unter
zugnahme auf die Allerhöchste Kabinetsorder
16ten August 1827 (Gesetzsammlung pro 1827. N
S. 123) hierdurch zur öffentlichen Kenntnifs gebr

Berlin, den 25ten Januar 1828.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheit

v. SCHÖNBERG.

100.

Déclaration entre la Saxe royal le Wurtemberg concernant les fr de justice en matières criminel publiée à Dresde le 5 Janvier 1

(*Gesetzsammlung für das Königreich Sa*
Nr. 6. pag. 17).

Die Königlich Sächsische und die Königlich W
tembergische Regierung sind im Betreff der Ko
welche durch Requisitionen in Strafrechtsfällen
den gegenseitigen Gerichtsstellen veranlafst wer
können, dahin übereingekommen und erklären hier

Dafs in allen strafrechtlichen Verhandlungen,
die Kosten niedergeschlagen, oder auf die Casse
Staats, oder des Gerichtsherrn übernommen wer
müssen, die requirirende Stelle der requirirten le
lich die baaren Auslagen für Botenlohn und Post
der, für Verpflegungsgebühren, Transport und
wachung der Gefangenen, zu berechnen und zu
statten haben soll, wogegen alle andere Kosten
Protocollirung, Schreib- und Abschrift-Gebühr
so wie für die an die Gerichtspersonen, oder an

e sonst zu entrichtenden Sporteln nicht aufge- 1828
net werden mögen.
legenwärtige Erklärung soll, nachdem sie in
hlautenden Exemplaren beiderseits vollzogen und
ewechselt worden ist, durch öffentliche Bekannt-
ung in den beiderseitigen Landen Kraft erhalten,
vom 1sten März 1828 an in Wirksamkeit treten.
resden, am 5ten Januar 1828.

Königlichen Majestät von Sachsen Cabinets-Minister und Staats-Secretair,

Graf VON EINSIEDEL.

101.

laration du ministère Prussien Janvier 1828 concernant un ngement entre la Prusse et le hé de Saxe-Altenbourg, pour la tection des droits des auteurs et libraires contre la contrefaçon.

tzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten 1828. Nr. 1. pag. 7).

Königlich-Preufsische Ministerium der auswär-
Angelegenheiten erklärt hierdurch, in Gemäfs-
der von Seiner Majestät ihm ertheilten Ermäch-
ig:
chdem die Herzoglich-Sächsen-Altenburgsche
gierung die Zusicherung ertheilt hat, dafs vor-
fig und bis es nach dem Artikel 18 der Deut-
en Bundesakte zu einem gemeinsamen Beschlusse
r Sicherstellung der Rechte der Schriftsteller und
erleger wider den Bücher-Nachdruck kommen
rd, die in den Herzoglichen Landen zu Gunsten
r einheimischen Schriftsteller und Verleger ge-
nwärtig bestehende Verordnung wider den Bücher-

1828 Nachdruck, in ganz gleichem Maafse auch
Schutze der Schriftsteller und Verleger der K
lich-Preufsischen Monarchie gültig erklärt u
Anwendung gebracht werden soll,
dafs das Verbot wider den Bücher-Nachdruck
wie solches bereits im ganzen Bereiche der P
schen Monarchie, zum Schutze der inländischen S
steller und Verleger, nach den in den einzelne
vinzen geltenden Gesetzen besteht, auch auf die S
steller und Verleger des Herzogthums Sachse
tenburg Anwendung finden, mithin jeder durch
druck und dessen Verbreitung begangene Frev
gen letztere, nach denselben gesetzlichen Vor
ten beurtheilt und geahndet werden solle, als
es sich von beeinträchtigten Schriftstellern und
legern in der Preufsischen Monarchie selbst.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie
eine übereinstimmende von dem Herzoglich-
schen Geheimen Ministerio zu Altenburg ve
Erklärung ausgewechselt worden sein wird,
öffentliche Bekanntmachung in den diesseitigen
Kraft und Wirksamkeit erhalten.

Berlin, den 8ten Januar 1828.

*Königl. Preufsisches Ministerium der auswä
Angelegenheiten.*

v. Schönberg.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem sold
gen eine übereinstimmende, von dem Herz
Sächsischen Geheimen Ministerio zu Altenbur
term 21sten Dezember 1827 vollzogene Erk
ausgewechselt worden ist, unter Bezugnahme a
Allerhöchste Kabinetsorder vom 16ten August
(Gesetzsammlung pro 1827. Nr. 17. S. 123) hier
zur öffentlichen Kenntnifs gebracht.

Berlin, den 8ten Januar 1828.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheite

v. Schönberg.

102.

laration du ministère Prussien 1828 *8 Janvier* 1828 *concernant un argement entre la Prusse et la principauté de Hohenzollern-Hechingen, r la protection des droits des eurs et des libraires contre la contrefaçon.*

tzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten 1828. Nr. 1. pag. 9).

Königlich-Preufsische Ministerium der auswär-ngelegenheiten erklärt hierdurch, in Gemäfs- von Seiner Majestät ihm ertheilten Ermäch-

dem von der Fürstlich-Hohenzollern-Hechin-hen Regierung die Zusicherung gemacht wor-ist, dafs, mit Vorbehalt der zur Sicherstellung Rechte der Schriftsteller und Verleger gegen Büchernachdruck noch zu verfügenden und in mäfsheit des Artikels 18 der Deutschen Bundes- allgemein zu erwartenden Maafsregeln, vor-g eine besondere Verfügung, wodurch der Bü-nachdruck und dessen Verbreitung im Fürsten- Hohenzollern-Hechingen mit Konfiskation einer Geldbufse von zehn Thalern zu bestra-ist, erlassen, und insbesondere zum Schutze der riftsteller und Verleger in der Preufsischen Mo-chie in Anwendung gebracht werden soll;

das Verbot wider den Büchernachdruck, so wie es bereits im ganzen Bereiche der Preufsischen rchie, zum Schutze der inländischen Schriftstel-nd Verleger, nach den in den einzelnen Pro-n geltenden Gesetzen besteht, auch auf die Schrift-r und Verleger des Fürstenthums Hohenzollern-ingen, Anwendung finden, und mithin jeder, Nachdruck oder dessen Verbreitung begangene

1828 Frevel gegen letztere, nach denselben gesetzlich
stimmungen beurtheilt und geahndet werden
als handele es sich von beeinträchtigten Schrift
und Verlegern in der Preufsischen Monarchie

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem si
eine übereinstimmende, von der Fürstlich-
zollern-Hechingenschen Regierung vollzogene
rung ausgewechselt worden sein wird, durch
liche Bekanntmachung in den diesseitigen Staat
und Wirksamkeit erhalten.

Berlin, den 8ten Januar 1828.

*Königl. Preufs. Ministerium der auswär
Angelegenheiten.*

v. SCHÖNBER

Vorstehende Erklärung wird, nachdem sol
gen eine übereinstimmende, von der Fürstlic
henzollernschen Regierung zu Hechingen unterm
November 1827 vollzogene, Erklärung ausgew
worden ist, unter Bezugnahme auf die Allerh
Kabinetsorder vom 16ten August 1827 (Gesetz
lung pro 1827. Nr. 17. S. 123) hierdurch zur ö
chen Kenntnifs gebracht.

Berlin, den 8ten Januar 1828.

Ministerium der auswärtigen Angelegenhe

v. SCHÖNBERG

103.

Déclaration du ministère Pru du 9 Janvier 1828, concernan arrangement entre la Prusse duché d'Anhalt-Bernbourg, la protection des droits des au et des libraires contre la contref

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preuf Staaten* 1828. Nr. 4. p. 10).

Das Königlich-Preufsische Ministerium der a
tigen Angelegenheiten erklärt hierdurch, in G

der von Seiner Majestät ihm ertheilten Ermäch- 1828
ng:
achdem die Herzoglich - Anhalt - Bernburgsche
legierung die Zusicherung ertheilt hat, dafs vorläu-
g und bis es in Folge des 18ten Artikels der
eutschen Bundesakte zu einem gemeinsamen Be-
chlusse zur Sicherstellung der Rechte der Schrift-
teller und Verleger wider den Nachdruck kom-
en wird, die unterm 2ten Dezember 1827 erlas-
ene Herzogliche Verordnung wider den Bücher-
Nachdruck, in ganz gleichem Maafse zu Gunsten
er Schriftsteller und Verleger in den Königlich-
reufsischen Staaten Anwendung finden soll;
s das Verbot wider den Bücher-Nachdruck, so wie
hes bereits im ganzen Bereiche der Preufsischen
narchie, zum Schutze der inländischen Schriftstel-
und Verleger, nach den in den einzelnen Pro-
en geltenden Gesetzen besteht, auch auf die
iftsteller und Verleger des Herzogthums Anhalt-
urg Anwendung finden, mithin jeder durch
r-Nachdruck oder dessen Verbreitung began-
Frevel gegen letztere, nach denselben gesetz-
n Vorschriften beurtheilt und geahndet werden
, als handele es sich von beeinträchtigten Schrift-
ern und Verlegern in der Preufsischen Monarchie
t.

Gegenwärtige Erklärung soll durch öffentliche Be-
ntmachung in den diesseitigen Staaten Kraft und
rksamkeit erhalten.

Berlin, den 9ten Januar 1828.

Königl. Preufsisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. Schönberg.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem die Her-
lich-Anhalt-Bernburgsche Regierung durch den
der öffentlich bekannt gemachten Verordnung vom
n Dezember 1827 wider den Nachdruck, erklärt
, dafs die Bestimmungen dieser Verordnung in
z gleichem Maafse auf die Schriftsteller und Ver-
er der Preufsischen Monarchie Anwendung finden
len, unter Bezugnahme auf die Allerhöchste Kabi-

1828 Frevel gegen letz
stimmungen
als handele
und Verl
Gegr
eine
zolle
rur
li

gust 1827 (Gesetzsamm
23) hierdurch zur öffentl

Januar 1828.

der auswärtigen Angelegenhei

v. SCHÖNBERG.

104.

Déclaration du ministère Prus du 10 Janvier 1828, concernant un rangement entre la Prusse et la p cipauté de Reuſs-Schleitz et de Re Lobenstein, pour la protection droits des auteurs et des libra contre la contrefaçon.

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preuſsi Staaten* 1828. Nr. 1. pag. 11).

Das Königlich-Preuſsische Ministerium der au tigen Angelegenheiten erklärt hierdurch, in Ge heit der von Seiner Majestät ihm ertheilten Err tigung:

nachdem von der Fürstlich-Reuſs-Schleitzi und von der Fürstlich-Reuſs-Lobensteinsche gierung die Zusicherung ertheilt worden ist, vorläufig und bis es in Gemäſsheit des Artike der Deutschen Bundesakte zu einem gemeins Beschlusse zur Sicherstellung der Rechte der Sc steller und Verleger wider den Bücher-Nach kommen wird, der Bücher-Nachdruck in den F lich-Reuſsischen Landen durch eine besondere ordnung verboten werden und die Bestimmu dieser Verordnung zu Gunsten der Schrifts und Verleger in der Preuſsischen Monarchie gleiche Anwendung finden sollen;

Verbot wider den Bücher-Nachdruck, so 1828
s bereits im ganzen Bereiche der Preufsi-
onarchie, zum Schutze der inländischen Schrift-
und Verleger, nach den in den einzelnen Pro-
n geltenden Gesetzen besteht, auch auf die
iftsteller und Verleger in den Fürstenthümern
s-Schleitz und Reufs-Lobenstein Anwendung
n, mithin jeder durch Bücher-Nachdruck oder
n Verbreitung begangene Frevel gegen letztere,
denselben gesetzlichen Vorschriften beurtheilt
geahndet werden soll, als handele es sich von
rächtigten Schriftstellern und Verlegern in der
ischen Monarchie selbst.

egenwärtige Erklärung soll, nachdem sie gegen
übereinstimmende, von der gemeinschaftlichen
chen Regierung zu Gera vollzogene, Erklärung
echselt worden sein wird, durch öffentliche Be-
chung in den diesseitigen Staaten Kraft und
nkeit erhalten.

n, den 10ten Januar 1828.

l. Preufsisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. Schönberg.

stehende Erklärung wird, nachdem solche gegen
ereinstimmende, von der Fürstlich-Reufsischen
schaftlichen Regierung zu Gera unterm 24sten
ber v. J. vollzogene Erklärung ausgewechselt
ist, unter Bezugnahme auf die Allerhöchste
sorder vom 16ten August 1827 (Gesetzsamm-
pro 1827 Nr. 17. S. 123) hierdurch zur öffent-
Kenntnifs gebracht.

erlin, den 12ten Januar 1828.

inisterium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. Schönberg.

105.

1828 *Déclaration du ministère Prus*
du 18 Janvier 1828, concernant
arrangement avec le grand du
de Saxe-Weimar pour la protect
des droits des auteurs et des libr
res contre la contrefaçon.

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsi*
Staaten 1828. Nr. 4. p. 22).

Das Königlich-Preufsische Ministerium der au
tigen Angelegenheiten erklärt hierdurch, in Gem
heit der von Seiner Königlichen Majestät ihm
theilten Ermächtigung:

nachdem die Grofsherzoglich-Sachsen-Weimar
Regierung die Zusicherung ertheilt hat, dafs
läufig und bis es in Gemäfsheit des Artikels 18
Deutschen Bundesakte zu einem gemeinsamen
schlusse zur Sicherstellung der Rechte der Sch
steller und Verleger wider den Bücher-Nach
kommen wird, jedem Preufsischen Unterthan
sei Schriftsteller oder Verleger, der in dem
ist, auf ein Privilegium wider den Bücher-N
druck bei der Grofsherzoglich-Sachsen-Wei
schen Regierung anzutragen, ein solches Privile
nach denselben günstigen Rücksichten, wie e
schehen würde, wenn der Nachsuchende ein G
herzoglich-Sachsen-Weimarscher Unterthan
in der Art kostenfrei ertheilt werden soll, dafs
Dauer des Privilegiums auf fünf und zwanzig J
und als Strafe die Konfiskation der nachgedruc
Exemplare zum Besten des Privilegirten festsg
überdies auch eine, bei jedem einzelnen Falle
Voraus zu bestimmende Entschädigungs-Su
von dem Uebertreter an den Privilegirten ge
werden soll;

dafs das Verbot wider den Bücher-Nachdruck
wie solches bereits im ganzen Bereiche der Pre

onarchie, zum Schutze der *inländischen* Schrift- 1828
d Verleger, nach den in den einzelnen Pro-
geltenden Gesetzen besteht, auch auf die Schrift-
r und Verleger des Grofsherzogthums Sachsen-
imar Anwendung finden, mithin jeder durch Bü-
r-Nachdruck und dessen Verbreitung begangene
vel gegen letztere, nach denselben gesetzlichen
schriften beurtheilt und geahndet werden solle,
handele es sich von beeinträchtigten Schriftstellern
Verlegern in der Preufsischen Monarchie selbst.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie gegen
übereinstimmende, von dem Grofsherzoglich-
sen-Weimarschen Staatsministerio vollzogene Er-
ung ausgewechselt worden sein wird, durch öffent-
Bekanntmachung in den diesseitigen Staaten Kraft
Wirksamkeit erhalten.

rlin, den 18ten Januar 1828.

l. *Preufsisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.*

v. Schönberg.

orstehende Erklärung wird, nachdem sie gegen
wesentlich übereinstimmende, von dem Grofs-
glich-Sächsischen Staatsministerio zu Weimar
n 1sten Februar d. J. vollzogene Erklärung aus-
chselt worden ist, unter Bezugnahme auf die
höchste Kabinetsorder vom 16ten August 1827
tzsammlung pro 1827. Nr. 17. S. 123) hierdurch
ffentlichen Kenntnifs gebracht.

rlin, den 15ten Februar 1828.

nisterium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. Schönberg.

106.

1828 *Déclaration du ministère Prus du 18 Janvier 1828 concernant arrangement entre la Prusse e ligne aînée de Reuſs-Plaun, la protection des droits des aut et des libraires contre la contrefa*

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preuſs. Staaten.* 1828. Nr. 2. pag. 15).

Das Königlich-Preuſsische Ministerium der au ugen Angelegenheiten erklärt hierdurch, in G heit der von Seiner Majestät dem Könige ihm e ten Ermächtigung:

nachdem von der Fürstlich-Reuſs-Plauische gierung älterer Linie die Zusicherung ertheilt den ist, daſs vorläufig und bis es in Folg Artikels 18 der Deutschen Bundesakte zu gemeinsamen Beschlusse zur Sicherstellung der der Schriftsteller und Verleger wider den druck kommen wird, in den Fürstlich-Reuſs- schen Landen der Bücher-Nachdruck und Verbreitung bei Strafe der Konfiskation und Geldbuſse von Einhundert Thalern verboten soll und zwar ohne Unterschied, ob dabei in sche oder Schriftsteller und Verleger der P schen Monarchie beeinträchtiget sind;

daſs das Verbot wider den Bücher-Nachdru wie solches bereits im ganzen Bereiche der P schen Monarchie, nach den in den einzelnen vinzen geltenden Gesetzen, zum Schutze der *dischen* Schriftsteller und Verleger in den Für Reuſs-Plauischen Landen Anwendung finden hin jeder durch Bücher-Nachdruck oder desse breitung begangene Frevel gegen letztere, nach selben gesetzlichen Bestimmungen beurtheilt u ahndet werden solle, als handele es sich von trächtigten Schriftstellern und Verlegern in der sischen Monarchie selbst.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie gegen 1828
ie übereinstimmende, von der Fürstlich-Reuſs-Plauischen Regierung älterer Linie vollzogene, Erklärung gewechselt worden sein wird, durch öffentliche kanntmachung in den diesseitigen Staaten Kraft und irksamkeit erhalten.

Berlin, den 18ten Januar 1828.

igl. Preuſsisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. SCHÖNBERG.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem sie gegen übereinstimmende, von der Fürstlich-Reuſsischen Regierung älterer Linie zu Greiz unterm Januar d. J. vollzogene, Erklärung ausgewechselt en ist, unter Bezugnahme auf die Allerhöchste etsorder vom 16ten August 1827 (Gesetzsammpro 1827. Nr. 17. S. 123) hierdurch zur öffentKenntniſs gebracht.

rlin, den 18ten Januar 1828.

inisterium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. SCHÖNBERG.

107.

aité fondamental de douanes en- la Bavière et le Wurtemberg, signé le 18 *Janvier* 1828.

gierungs-Blatt für das Königreich Württemberg. Nr. 10, den 18. Februar 1828).

ine Majestät der König von Württemberg, und ie Majestät der König von Baiern, von denselben innungen und Absichten geleitet, aus welchen der 12. April 1827 zu München abgeschlossene vorge Vertrag über gegenseitige Erleichterung des dels und Verkehrs zwischen beiden Staaten her-

1828 vorgegangen, haben zum Zweck der in dem
Artikel des gedachten Vertrages vorbehaltene
bildung und Vollziehung des errichteten Zoll-
sofort weitere Unterhandlungen eröffnen lasse
zu diesen als Allerhöchst Ihre Bevollmächtigte
nämlich:

Seine Königliche Majestät von Württ
den aufserordentlichen Gesandten und bevo
tigten Minister an dem Königlich Baierische
Herrn Philipp Moritz, Freiherrn v. Schmitz
lenburg, Staatsrath und Commenthur des
der Württembergischen Krone,

dann

den Ober-Finanzrath, Herrn Christoph
v. Herzog, Ritter des Ordens der Württe
schen Krone;

Seine Königliche Majestät von Baiern, de
Minister des Königlichen Hauses und des A
dann der Justiz, Herrn Reichsrath Friedrich F
v. Zentner, des Königlichen Hausordens vom
Hubertus Capitular, Grofskreuz des Cir
dienst-Ordens der Baierischen Krone, Inh
Ehrenkreuzes des Königlich Baierischen L
ordens, Grofskreuz des Kaiserlich Königlich
reichischen Leopolds- des Königlich Preu
rothen Adler- und des Grofsherzoglich He
Hausordens,

welche beiderseitigen Bevollmächtigten, unter
halt der Ratification ihrer allerhöchsten Höf
nachstehende Punkte sich vereinigt haben.

Art. I. Die Königreiche Württemberg un
vereinigen sich in Gemäfsheit des zu Münch
dem 12. April 1827 abgeschlossenen Vertrags
nem gemeinsamen Zoll-System, und zu ei
zusammenhängenden Länder-Umfang beider
einschliefsenden Zoll-Linie.

Art. II. Dieser Vereinigung treten die
thümer Hohenzollern-Hechingen und Hohe
Sigmaringen in Gemäfsheit der mit der Kron
temberg abgeschlossenen Uebereinkunft und
ihnen ausgestellten Accessions-Urkunden sogle

Art. III. Von dem gemeinschaftlichen Zo
bande bleibt zwar der Baierische Rheinkreis
ausgenommen; die Aufnahme desselben wird

den Fall vorbehalten, dafs entweder die gleiche 1828
ll-Verfassung dort für Rechnung des Vereins ein-
führt, oder dieser Kreis in unmittelbare Verbindung
t dem Vereins-Gebiete gesetzt wird. Bis dahin
len die Erzeugnisse und Fabrikate dieses Kreises in
vereinten Staaten mit den nämlichen Zoll-Begün-
ungen eingehen, welche sie bisher in den ältern
isen des Königreichs Baiern genossen haben, oder
ihnen noch ferner von beiden Regierungen wer-
zugestanden werden.

ART. IV. Diejenigen Besitzungen der vereinten
aten, welche aufserhalb der gemeinschaftlichen Zoll-
nie gelegen sind, werden (jedoch mit Vorbehalt
für den Rheinkreis im Art. III. enthaltenen Be-
mmungen) hinsichtlich der Zölle als Ausland be-
delt.

ART. V. In Folge der Bestimmungen des Art. I.
die längs der gemeinschaftlichen Gebietsgrenze
len bestehenden Zoll-Erhebungs-Stellen in dem
besonders getroffene Uebereinkunft festgesetz-
Termine aufgelöst, und die Eingangs-, Ausgangs-
Durchgangs-Zölle bei den Grenz-Erhebungs-
n und bei den innern Hall-Aemtern für ge-
schaftliche Rechnung der vereinten Staaten er-
n werden; jedoch bleibt jeder der beiden Regie-
gen unbenommen, an der gemeinschaftlichen Grenz-
auf ihrem Gebiete diejenigen Aufsichtsstellen
Schutzwachen aufzustellen, welche sie allenfalls
Verhinderung der Salz- und Malz-Einschwär-
n oder anderer Defraudationen ihrer indirecten
lagen nothwendig findet.

ART. VI. Die Regierungen der vereinten Staaten
richten auf einseitige Anordnungen und Verträge,
elche die Zoll-Verhältnisse mit anderen, nicht zum
erein gehörigen Staaten zum Gegenstande haben;
llte eine oder die andere derselben sich in den Fall
esetzt sehen, einem dritten Staate einzelne Begün-
igungen nicht wohl versagen zu können, so soll sie
erbunden sein, dem Vereine für die dadurch sich
rgebende Einnahms-Minderung oder Ausgaben-Meh-
ung Ersatz zu leisten.

Dagegen werden die beiden allerhöchsten Paciscen-
ihre Bemühungen dahin vereinigen, dafs dem

1828 Zoll-Vereine auch andere angrenzende Staaten treten.

Art. VII. Die gemeinschaftlichen Zölle we nach der Zoll-Ordnung und den Zoll-Tarifen e ben, worüber sich die beiden allerhöchsten Paci ten auf die Grundlage der Baierischen Zoll-Ord und der Baierischen Zoll-Tarife vereinigen we und welche sodann zu seiner Zeit in jedem der einten Staaten auf dem gewöhnlichen Wege zur gemeinen Darnachachtung verkündet werden soll

Art. VIII. Der Ertrag der gemeinschaftli Zölle, welcher sich nach Abzug der Kosten der hebung, Aufsicht und Verwaltung sowohl, als übrigen dem Vereine zur Last fallenden Ausg herauswirft, wird unter den beiden vereinten Sta nach dem Verhältnisse ihrer respectiven Bevölke getheilt. Der Stand der Bevölkerung der verei Staaten wird alle drei Jahre durch genaue Volks lungen ausgemittelt, und jeder Zeit der wirkl Stand vom 1. October des betreffenden Jahres a nommen werden.

Art. IX. Die unteren Zoll-Erhebungs- Aufsichts-Stellen in den vereinten Staaten wer nach gleichförmigen organischen Bestimmungen a ordnet, besetzt und instruirt.

Art. X. Zum Behufe der obersten Zoll-V waltung soll in jedem der beiden vereinten Sta eine eigene und selbstständige Oberzoll-Administ tion bestehen.

Die Formation dieser Ober-Zolladministrati und die Regulirung ihres Geschäftsganges bleibt betreffenden Staats-Regierungen überlassen; der W kungskreis derselben aber wird, insoweit er n schon durch den Grund-Vertrag und die gem schaftliche Zoll-Ordnung bestimmt ist, durch besondere Instruction näher bezeichnet werden.

Art. XI. Die Oberzoll-Administration des Vereins-Staates wird durch einen General-Bev mächtigten des andern Vereins-Staates controlirt.

Einem solchen General-Bevollmächtigten oder nem Stellvertreter stehen folgende Befugnisse zu:

a. Jede Weisung oder Ausfertigung, welche die treffende Oberzoll-Administration oder de

Vorstand an die derselben untergeordneten Zoll- 1828
Behörden ergehen läfst, unterliegt seinem Visa sowohl auf dem Conzepte, als in der Reinschrift; der Mangel dieses Visa macht die Ausfertigung kraftlos.

b. Dieses Visa soll er zwar nie verweigern können; bei Ertheilung desselben kann er jedoch, wenn er befürchtet, dafs aus dem Vollzuge der Weisung für den Verein ein Schaden erwachsen könnte, Protest einlegen; dieser Protest mufs unter Anführung der Gründe auf dem Conzepte vorgemerkt werden, und es ist ihm darüber auf Anfordern ein Certifikat auszustellen.

c. Auf den Grund eines solchen Protestes kann der General-Bevollmächtigte in so fern die der Ober-Zoll-Administration vorgesetzte Staatsregierung nicht rechtzeitig Abhülfe treffen sollte, den Recurs an den General-Congrefs (über dessen Bildung und Wirkungskreis die Artikel XXXVI, XXXVII und XXXVIII das Nähere festsetzen) ergreifen.

Findet der General-Congrefs, dafs aus der bemängelten Ausfertigung sich wirklich ein Schaden für den Verein ergab, so hat diesen die Regierung zu ersetzen, deren Administration hiezu Veranlassung gegeben hat.

d. Er kann in Fällen der Dringenheit die Zoll-Erhebungs-Stellen seiner Regierung und die von derselben aufgestellten Aufsichts-Behörden oder Schutzwachen zum Vollzuge jener Mafsregeln, welche die Ober-Administration, bei welcher er accreditirt ist, nöthig erachtet, anweisen und auf Requisition *mufs* er eine solche Anweisung ertheilen, jedoch unter Vorbehalt der ad 2 und 3. enthaltenen Bestimmungen.

e. Er kann Beamte seiner Regierung zu den Zoll-Aemtern des Staats, in dem er die Controle ausübt, zur Visitation abordnen, ohne jedoch durch dieselben besondere Befehle zu ertheilen, oder Anordnungen in der Verwaltung treffen zu lassen.

f. Auf Verlangen müssen ihm alle Acten, Bücher etc. der Ober-Zoll-Administration sowohl, als der äufsern Aemter zur Einsicht vorgelegt werden.

1828 Frevel gegen letztere, nach denselben gesetzliche stimmungen beurtheilt und geahndet werden als handele es sich von beeinträchtigten Schrifts und Verlegern in der Preufsischen Monarchie

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie eine übereinstimmende, von der Fürstlich-H zollern-Hechingenschen Regierung vollzogene rung ausgewechselt worden sein wird, durch liche Bekanntmachung in den diesseitigen Staaten und Wirksamkeit erhalten.

Berlin, den 8ten Januar 1828.

Königl. Preufs. Ministerium der auswärti Angelegenheiten.

v. SCHÖNBERG.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem solch gen eine übereinstimmende, von der Fürstlich henzollernschen Regierung zu Hechingen unterm November 1827 vollzogene, Erklärung ausgewe worden ist, unter Bezugnahme auf die Allerh Kabinetsorder vom 16ten August 1827 (Gesetzs lung pro 1827. Nr. 17. S. 123) hierdurch zur öf chen Kenntnifs gebracht.

Berlin, den 8ten Januar 1828.

Ministerium der auswärtigen Angelegenhei

v. SCHÖNBERG.

103.

Déclaration du ministère Prus du 9 Janvier 1828, concernant arrangement entre la Prusse e duché d'Anhalt-Bernbourg, la protection des droits des aut et des libraires contre la contrefa

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsi Staaten* 1828. Nr. 4. p. 10).

Das Königlich-Preufsische Ministerium der au tigen Angelegenheiten erklärt hierdurch, in Ge

t der von Seiner Majestät ihm ertheilten Ermäch- 1828
ung:

achdem die Herzoglich - Anhalt - Bernburgsche Regierung die Zusicherung ertheilt hat, dafs vorläufig und bis es in Folge des 18ten Artikels der Deutschen Bundesakte zu einem gemeinsamen Beschlusse zur Sicherstellung der Rechte der Schriftsteller und Verleger wider den Nachdruck kommen wird, die unterm 2ten Dezember 1827 erlassene Herzogliche Verordnung wider den Bücher-Nachdruck, in ganz gleichem Maafse zu Gunsten der Schriftsteller und Verleger in den Königlich-Preufsischen Staaten Anwendung finden soll;

s das Verbot wider den Bücher-Nachdruck, so wie ches bereits im ganzen Bereiche der Preufsischen narchie, zum Schutze der inländischen Schriftstel- und Verleger, nach den in den einzelnen Pro- en geltenden Gesetzen besteht, auch auf die iftsteller und Verleger des Herzogthums Anhalt- burg Anwendung finden, mithin jeder durch r-Nachdruck oder dessen Verbreitung began- Frevel gegen letztere, nach denselben gesetz- n Vorschriften beurtheilt und geahndet werden , als handele es sich von beeinträchtigten Schrift- lern und Verlegern in der Preufsischen Monarchie bet.

Gegenwärtige Erklärung soll durch öffentliche Bentmachung in den diesseitigen Staaten Kraft und irksamkeit erhalten.

Berlin, den 9ten Januar 1828.

nigl. Preufsisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. Schönberg.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem die Herglich-Anhalt-Bernburgsche Regierung durch den . der öffentlich bekannt gemachten Verordnung vom n Dezember 1827 wider den Nachdruck, erklärt t, dafs die Bestimmungen dieser Verordnung in uz gleichem Maafse auf die Schriftsteller und Verger der Preufsischen Monarchie Anwendung finden llen, unter Bezugnahme auf die Allerhöchste Kabi-

1828 netsorder vom 16ten August 1827 (Gesetzsammlung pro 1827. Nr. 17. S. 123) hierdurch zur öffentlichen Kenntniſs gebracht.

Berlin, den 9ten Januar 1828.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. Schönberg.

104.

Déclaration du ministère Prussien du 10 Janvier 1828, concernant un arrangement entre la Prusse et la principauté de Reuſs-Schleitz et de Reuſs-Lobenstein, pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon.

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preuſsischen Staaten* 1828. Nr. 1. pag. 11).

Das Königlich-Preuſsische Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten erklärt hierdurch, in Gemäſsheit der von Seiner Majestät ihm ertheilten Ermächtigung:

nachdem von der Fürstlich-Reuſs-Schleitzischen und von der Fürstlich-Reuſs-Lobensteinschen Regierung die Zusicherung ertheilt worden ist, daſs vorläufig und bis es in Gemäſsheit des Artikels 18 der Deutschen Bundesakte zu einem gemeinsamen Beschlusse zur Sicherstellung der Rechte der Schriftsteller und Verleger wider den Bücher-Nachdruck kommen wird, der Bücher-Nachdruck in den Fürstlich-Reuſsischen Landen durch eine besondere Verordnung verboten werden und die Bestimmungen dieser Verordnung zu Gunsten der Schriftsteller und Verleger in der Preuſsischen Monarchie ganz gleiche Anwendung finden sollen;

das Verbot wider den Bücher-Nachdruck, so 1828
solches bereits im ganzen Bereiche der Preuſsi-
n Monarchie, zum Schutze der inländischen Schrift-
r und Verleger, nach den in den einzelnen Pro-
en geltenden Gesetzen besteht, auch auf die
iftsteller und Verleger in den Fürstenthümern
s-Schleitz und Reuſs-Lobenstein Anwendung
n, mithin jeder durch Bücher-Nachdruck oder
n Verbreitung begangene Frevel gegen letztere,
denselben gesetzlichen Vorschriften beurtheilt
geahndet werden soll, als handele es sich von
trächtigten Schriftstellern und Verlegern in der
ſsischen Monarchie selbst.

egenwärtige Erklärung soll, nachdem sie gegen
übereinstimmende, von der gemeinschaftlichen
lichen Regierung zu Gera vollzogene, Erklärung
echselt worden sein wird, durch öffentliche Be-
achung in den diesseitigen Staaten Kraft und
mkeit erhalten.

lin, den 10ten Januar 1828.

gl. *Preuſsisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.*

v. Schönberg.

orstehende Erklärung wird, nachdem solche gegen
bereinstimmende, von der Fürstlich-Reuſsischen
nschaftlichen Regierung zu Gera unterm 24sten
mber v. J. vollzogene Erklärung ausgewechselt
n ist, unter Bezugnahme auf die Allerhöchste
netsorder vom 16ten August 1827 (Gesetzsamm-
pro 1827 Nr. 17. S. 123) hierdurch zur öffent-
n Kenntniſs gebracht.

Berlin, den 12ten Januar 1828.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. Schönberg.

105.

1828 ***Déclaration du ministère Prus du 18 Janvier 1828, concernant arrangement avec le grand du de Saxe-Weimar pour la protect des droits des auteurs et des libr res contre la contrefaçon.***

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsi Staaten* 1828. Nr. 4. p. 22).

Das Königlich-Preufsische Ministerium der au tigen Angelegenheiten erklärt hierdurch, in Ge heit der von Seiner Königlichen Majestät ihm theilten Ermächtigung:

nachdem die Grofsherzoglich-Sachsen-Weima Regierung die Zusicherung ertheilt hat, dafs v läufig und bis es in Gemäfsheit des Artikels 1 Deutschen Bundesakte zu einem gemeinsamen schlusse zur Sicherstellung der Rechte der Sc steller und Verleger wider den Bücher-Nach kommen wird, jedem Preufsischen Unterthan sei Schriftsteller oder Verleger, der in dem ist, auf ein Privilegium wider den Bücher-N druck bei der Grofsherzoglich-Sachsen-Wei schen Regierung anzutragen, ein solches Privil nach denselben günstigen Rücksichten, wie es schehen würde, wenn der Nachsuchende ein Gr herzoglich-Sachsen-Weimarscher Unterthan w in der Art kostenfrei ertheilt werden soll, dafs Dauer des Privilegiums auf fünf und zwanzig J und als Strafe die Konfiskation der nachgedruc Exemplare zum Besten des Privilegirten festsge überdies auch eine, bei jedem einzelnen Falle Voraus zu bestimmende Entschädigungs-Sum von dem Uebertreter an den Privilegirten ge werden soll;

dafs das Verbot wider den Bücher-Nachdruck, wie solches bereits im ganzen Bereiche der Pre

en Monarchie, zum Schutze der *inländischen* Schrift- 1828
er und Verleger, nach den in den einzelnen Pro-
ten geltenden Gesetzen besteht, auch auf die Schrift-
er und Verleger des Grofsherzogthums Sachsen-
imar Anwendung finden, mithin jeder durch Bü-
-Nachdruck und dessen Verbreitung begangene
el gegen letztere, nach denselben gesetzlichen
schriften beurtheilt und geahndet werden solle,
handele es sich von beeinträchtigten Schriftstellern
Verlegern in der Preufsischen Monarchie selbst.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie gegen
übereinstimmende, von dem Grofsherzoglich-
sen-Weimarschen Staatsministerio vollzogene Er-
ung ausgewechselt worden sein wird, durch öffent-
Bekanntmachung in den diesseitigen Staaten Kraft
Wirksamkeit erhalten.

erlin, den 18ten Januar 1828.

gl. *Preufsisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.*

v. Schönberg.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem sie gegen
wesentlich übereinstimmende, von dem Grofs-
glich-Sächsischen Staatsministerio zu Weimar
m 1sten Februar d. J. vollzogene Erklärung aus-
chselt worden ist, unter Bezugnahme auf die
höchste Kabinetsorder vom 16ten August 1827
etzsammlung pro 1827. Nr. 17. S. 123) hierdurch
öffentlichen Kenntnifs gebracht.

Berlin, den 15ten Februar 1828.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. Schönberg.

106.

1828 *Déclaration du ministère Pru du 18 Janvier 1828 concernan arrangement entre la Prusse ligne aînée de Reuſs-Plaun, la protection des droits des au et des libraires contre la contref*

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preu Staaten.* 1828. Nr. 2. pag. 15).

Das Königlich-Preuſsische Ministerium der tigen Angelegenheiten erklärt hierdurch, in heit der von Seiner Majestät dem Könige ihm ten Ermächtigung:

nachdem von der Fürstlich-Reuſs-Plauisch gierung älterer Linie die Zusicherung erthei den ist, daſs vorläufig und bis es in Fo Artikels 18 der Deutschen Bundesakte zu gemeinsamen Beschlusse zur Sicherstellung de der Schriftsteller und Verleger wider den druck kommen wird, in den Fürstlich-Reuſs schen Landen der Bücher-Nachdruck und Verbreitung bei Strafe der Konfiskation un Geldbuſse von Einhundert Thalern verbot soll und zwar ohne Unterschied, ob dabei sche oder Schriftsteller und Verleger der schen Monarchie beeinträchtiget sind;

daſs das Verbot wider den Bücher-Nachdr wie solches bereits im ganzen Bereiche der schen Monarchie, nach den in den einzelne vinzen geltenden Gesetzen, zum Schutze der *dischen* Schriftsteller und Verleger in den Fü Reuſs-Plauischen Landen Anwendung finde hin jeder durch Bücher-Nachdruck oder dess breitung begangene Frevel gegen letztere, nac selben gesetzlichen Bestimmungen beurtheilt ahndet werden solle, als handele es sich von trächtigten Schriftstellern und Verlegern in der sischen Monarchie selbst.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie gegen 1828
e übereinstimmende, von der Fürstlich-Reuſs-Plauiſchen Regierung älterer Linie vollzogene, Erklärung gewechselt worden sein wird, durch öffentliche Bekanntmachung in den diesseitigen Staaten Kraft und Wirksamkeit erhalten.

Berlin, den 18ten Januar 1828.

Königl. Preuſsisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. SCHÖNBERG.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem sie gegen übereinstimmende, von der Fürstlich-Reuſsischen Regierung älterer Linie zu Greiz unterm Januar d. J. vollzogene, Erklärung ausgewechselt worden ist, unter Bezugnahme auf die Allerhöchste Cabinetsorder vom 16ten August 1827 (Gesetzsammlung pro 1827. Nr. 17. S. 123) hierdurch zur öffentlichen Kenntniſs gebracht.

Berlin, den 18ten Januar 1828.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. SCHÖNBERG.

107.

Traité fondamental de douanes entre la Bavière et le Wurtemberg, signé le 18 Janvier 1828.

(*Regierungs-Blatt für das Königreich Württemberg.* Nr. 10, den 18. Februar 1828).

Seine Majestät der König von Württemberg, und Seine Majestät der König von Baiern, von denselben Gesinnungen und Absichten geleitet, aus welchen der am 12. April 1827 zu München abgeschlossene vorläufige Vertrag über gegenseitige Erleichterung des Handels und Verkehrs zwischen beiden Staaten her-

1828 vorgegangen, haben zum Zweck der in dem zw
Artikel des gedachten Vertrages vorbehaltenen
bildung und Vollziehung des errichteten Zoll-V
sofort weitere Unterhandlungen eröffnen lassen,
zu diesen als Allerhöchst Ihre Bevollmächtigte er
nämlich:

Seine Königliche Majestät von Württen
den aufserordentlichen Gesandten und bevoll
tigten Minister an dem Königlich Baierischen
Herrn Philipp Moritz, Freiherrn v. Schmitz-
lenburg, Staatsrath und Commenthur des C
der Württembergischen Krone,

dann

den Ober-Finanzrath, Herrn Christoph L
v. Herzog, Ritter des Ordens der Württem
schen Krone;

Seine Königliche Majestät von Baiern, den S
Minister des Königlichen Hauses und des Aeu
dann der Justiz; Herrn Reichsrath Friedrich Frei
v. Zentner, des Königlichen Hausordens vom hl
Hubertus Capitular, Grofskreuz des Civil-
dienst-Ordens der Baierischen Krone, Inhabe
Ehrenkreuzes des Königlich Baierischen Lud
ordens, Grofskreuz des Kaiserlich Königlich Ö
reichischen Leopolds- des Königlich Preufsi
rothen Adler- und des Grofsherzoglich Hessi
Hausordens,

welche beiderseitigen Bevollmächtigten, unter V
halt der Ratification ihrer allerhöchsten Höfe,
nachstehende Punkte sich vereinigt haben.

Art. I. Die Königreiche Württemberg und
vereinigen sich in Gemäfsheit des zu München
dem 12. April 1827 abgeschlossenen Vertrags
nem gemeinsamen Zoll-Systeme, und zu eine
zusammenhängenden Länder-Umfang beider S
einschliefsenden Zoll-Linie.

Art. II. Dieser Vereinigung treten die Fü
thümer Hohenzollern-Hechingen und Hohenz
Sigmaringen in Gemäfsheit der mit der Krone
temberg abgeschlossenen Uebereinkunft und de
ihnen ausgestellten Accessions-Urkunden sogleic

Art. III. Von dem gemeinschaftlichen Zoll-
bande bleibt zwar der Baierische Rheinkreis v
ausgenommen; die Aufnahme desselben wird

den Fall vorbehalten, dafs entweder die gleiche 1828
ll-Verfassung dort für Rechnung des Vereins ein-
führt, oder dieser Kreis in unmittelbare Verbindung
t dem Vereins-Gebiete gesetzt wird. Bis dahin
len die Erzeugnisse und Fabrikate dieses Kreises in
vereinten Staaten mit den nämlichen Zoll-Begüns-
ngen eingehen, welche sie bisher in den ältern
isen des Königreichs Baiern genossen haben, oder
ihnen noch ferner von beiden Regierungen wer-
zugestanden werden.

ART. IV. Diejenigen Besitzungen der vereinten
aten, welche aufserhalb der gemeinschaftlichen Zoll-
nie gelegen sind, werden (jedoch mit Vorbehalt
für den Rheinkreis im Art. III. enthaltenen Be-
mmungen) hinsichtlich der Zölle als Ausland be-
delt.

ART. V. In Folge der Bestimmungen des Art. I.
n die längs der gemeinschaftlichen Gebietsgrenze
len bestehenden Zoll-Erhebungs-Stellen in dem
besonders getroffene Uebereinkunft festgesetz-
Termine aufgelöst, und die Eingangs-, Ausgangs-
Durchgangs-Zölle bei den Grenz-Erhebungs-
n und bei den innern Hall-Aemtern für ge-
schaftliche Rechnung der vereinten Staaten er-
n werden; jedoch bleibt jeder der beiden Regie-
gen unbenommen, an der gemeinschaftlichen Grenz-
auf ihrem Gebiete diejenigen Aufsichtsstellen
Schutzwachen aufzustellen, welche sie allenfalls
Verhinderung der Salz- und Malz-Einschwär-
gen oder anderer Defraudationen ihrer indirecten
lagen nothwendig findet.

ART. VI. Die Regierungen der vereinten Staaten
rzichten auf einseitige Anordnungen und Verträge,
elche die Zoll-Verhältnisse mit anderen, nicht zum
Verein gehörigen Staaten zum Gegenstande haben;
ollte eine oder die andere derselben sich in den Fall
versetzt sehen, einem dritten Staate einzelne Begün-
tigungen nicht wohl versagen zu können, so soll sie
verbunden sein, dem Vereine für die dadurch sich
rgebende Einnahms-Minderung oder Ausgaben-Meh-
rung Ersatz zu leisten.

Dagegen werden die beiden allerhöchsten Paciscen-
en ihre Bemühungen dahin vereinigen, dafs dem

1828 Zoll-Vereine auch andere angrenzende Staaten treten.

Art. VII. Die gemeinschaftlichen Zölle w nach der Zoll-Ordnung und den Zoll-Tarifen ben, worüber sich die beiden allerhöchsten Pa ten auf die Grundlage der Baierischen Zoll-Or und der Baierischen Zoll-Tarife vereinigen w und welche sodann zu seiner Zeit in jedem de einten Staaten auf dem gewöhnlichen Wege z gemeinen Darnachachtung verkündet werden so

Art. VIII. Der Ertrag der gemeinschaft Zölle, welcher sich nach Abzug der Kosten de hebung, Aufsicht und Verwaltung sowohl, a übrigen dem Vereine zur Last fallenden Aus herauswirft, wird unter den beiden vereinten S nach dem Verhältnisse ihrer respectiven Bevölk getheilt. Der Stand der Bevölkerung der ver Staaten wird alle drei Jahre durch genaue Volk lungen ausgemittelt, und jeder Zeit der wir Stand vom 1. October des betreffenden Jahres nommen werden.

Art. IX. Die unteren Zoll-Erhebungs-Aufsichts-Stellen in den vereinten Staaten w nach gleichförmigen organischen Bestimmungen ordnet, besetzt und instruirt.

Art. X. Zum Behufe der obersten Zoll-waltung soll in jedem der beiden vereinten St eine eigene und selbstständige Oberzoll-Admini tion bestehen.

Die Formation dieser Ober-Zolladministrati und die Regulirung ihres Geschäftsganges bleibt betreffenden Staats-Regierungen überlassen; der kungskreis derselben aber wird, insoweit er schon durch den Grund-Vertrag und die ge schaftliche Zoll-Ordnung bestimmt ist, durch besondere Instruction näher bezeichnet werden.

Art. XI. Die Oberzoll-Administration des Vereins-Staates wird durch einen General-Be mächtigten des andern Vereins-Staates controlir

Einem solchen General-Bevollmächtigten oder nem Stellvertreter stehen folgende Befugnisse zu:

a. Jede Weisung oder Ausfertigung, welche di treffende Oberzoll-Administration oder d

Vorstand an die derselben untergeordneten Zoll-Behörden ergehen läfst, unterliegt seinem Visa sowohl auf dem Conzepte, als in der Reinschrift; der Mangel dieses Visa macht die Ausfertigung kraftlos. 1828

b. Dieses Visa soll er zwar nie verweigern können; bei Ertheilung desselben kann er jedoch, wenn er befürchtet, dafs aus dem Vollzuge der Weisung für den Verein ein Schaden erwachsen könnte, Protest einlegen; dieser Protest mufs unter Anführung der Gründe auf dem Conzepte vorgemerkt werden, und es ist ihm darüber auf Anfordern ein Certifikat auszustellen.

c. Auf den Grund eines solchen Protestes kann der General-Bevollmächtigte in so fern die der Ober-Zoll-Administration vorgesetzte Staatsregierung nicht rechtzeitig Abhülfe treffen sollte, den Recurs an den General-Congrefs (über dessen Bildung und Wirkungskreis die Artikel XXXVI, XXXVII und XXXVIII das Nähere festsetzen) ergreifen.

Findet der General-Congrefs, dafs aus der bemängelten Ausfertigung sich wirklich ein Schaden für den Verein ergab, so hat diesen die Regierung zu ersetzen, deren Administration hiezu Veranlassung gegeben hat.

d. Er kann in Fällen der Dringenheit die Zoll-Erhebungs-Stellen seiner Regierung und die von derselben aufgestellten Aufsichts-Behörden oder Schutzwachen zum Vollzuge jener Mafsregeln, welche die Ober-Administration, bei welcher er accreditirt ist, nöthig erachtet, anweisen und auf Requisition *mufs* er eine solche Anweisung ertheilen, jedoch unter Vorbehalt der ad 2 und 3. enthaltenen Bestimmungen.

e. Er kann Beamte seiner Regierung zu den Zoll-Aemtern des Staats, in dem er die Controle ausübt, zur Visitation abordnen, ohne jedoch durch dieselben besondere Befehle zu ertheilen, oder Anordnungen in der Verwaltung treffen zu lassen.

f. Auf Verlangen müssen ihm alle Acten, Bücher etc. der Ober-Zoll-Administration sowohl, als der äufsern Aemter zur Einsicht vorgelegt werden.

1828 g. Er kann der Aufnahme der Zoll-Rechn
in allen Stadien und Instanzen mit dem R
der Erinnerung oder Bemängelung beiwo
diese soll zwar weder die Aufnahme der
nungen hindern, noch die Entscheidung der
nungs-Behörden bedingen, ihm jedoch au
diesem Falle, so wie in jenen unter e und
Recurs an den General-Congrefs mit den
c. bezeichneten Folgen vorbehalten bleiben.
h. Er ist immer zugleich auch Mitglied des
ral-Congresses.

Die beiderseitigen General-Bevollmächtigte
ten bei der respectiven Ober-Zoll-Administ
zur Controlirung und Mitwirkung bei den An
für die Vollziehung des Vereins vom 1. April
an in Thätigkeit.

Art. XII. Für die, alle Staaten des Verein
fassende Controle der Zollscheine wird in Mü
eine gemeinschaftliche aus Beamten der respec
Regierungen verhältnifsmäfsig zusammengesetzte
stalt gebildet, und mit der nöthigen Instruction
sehen.

Art. XIII. Die Zoll-Erhebungs-Aemter s
Monats-Rechnungen, über welche jede Ober-
Administration einen General-Conspect herzus
hat, auf dessen Grund zwischen den vereinten
ten provisorische Abrechnungen nach einem C
corrente Statt haben. Die respectiven Ober-
Administrationen stellen Quartals-Rechnungen,
deren Grund die definitiven Abrechnungen zwi
den vereinten Staaten geschehen, nachdem diese R
nungen gehörig verbeschieden seyn werden.

Art. XIV. Allgemeine Anordnungen und R
mentär-Verfügungen zur Vollziehung der
Ordnung und der Verwaltungs-Normen sollen
Erzielung der Einheit in der Regel immer nur
beiden Regierungen nach vorläufigem Benehmen
Einverständnifs gleichzeitig und gleichheitlich ausg

Auf besondere Veranlassung und in dringe
Fällen kann jedoch unter Beobachtung der Vorsc
ten des Art. XI., ad a. b. und c. sowohl von
Königlich Würtemberg'schen, als der Köni
Baier'schen Ober-Zoll-Administration die nöthig
achtete Mafsregel erlassen werden.

ART. XV. Der Grund-Vertrag, die Organisation 1828
Zoll-Verwaltung, die gemeinschaftliche Zoll-Ord-
ng und die Zoll-Tarife des Vereins können nur
die im Art. XXXVIII. festgesetzte Weise abge-
lert, oder authentisch erläutert werden.

Dagegen bleibt den einzelnen Regierungen der
einten Staaten vorbehalten:

die allgemeinen Verordnungen über das Zoll-Wesen des Vereins und die Beschlüsse des General-Congresses, insoweit sie sich zur Publication eignen, in ihren Staaten in ihrem Namen zu verkünden;

die Beamten und Diener, welche sowohl für die Ober-Zoll-Administration als für die Erhebungs- und Aufsichts-Stellen des betreffenden Staates erforderlich sind, selbst zu ernennen;

die von ihnen ernannten Beamten und Diener von ihren Landesbehörden für den Verein besonders verpflichten zu lassen;

ie ihnen angehörigen Beamten und Diener, wenn sich im Dienste des Vereins Verbrechen oder Vergehen zu Schulden kommen lassen, von ihren Gerichten aburtheilen zu lassen;

über die in ihrem Gebiete dem Unterstützungs-onds anfallenden Straf-Antheile ausschliefsend zu disponiren;

für ihre Staats-Angehörigen das Begnadigungs-echt auszuüben.

ie Eidesformel, nach welcher die Beamten und er für den Verein zu verpflichten sind, ist folgende:

„Ich schwöre, dafs ich nicht nur die mir durch meinen Dienst-Eid gegen meinen Souverain auferlegten allgemeinen Verpflichtungen erfüllen, sondern auch die Interessen des Zoll-Vereins nach den Verträgen, gemeinschaftlichen Verordnungen und Instruktionen, getreulich und ohne Gefährde nach allen Kräften und in allen Beziehungen befördern, und allen Nachtheil und Schaden von diesem Verein möglichst abwenden wolle, so wahr mir Gott helfe und sein heiliges Evangelium."

ART. XVI. Die Rechte der in der gemeinschaft-n Zoll-Verwaltung des Vereins angestellten Be-

1828 amten und Diener in Beziehung auf Stabilitä
Pensions-Ansprüche richten sich nach den Ge
desjenigen Staates, dem sie angehören.

Art. XVII. Sämtliche Kosten der Ober-
Administrationen werden von den betreffenden S
Regierungen getragen. Ebenso fallen auch die
sionen, Ruhestands-Gehälter und Alimentation
züge der Beamten, Diener und ihrer Relikten
Beamten und Diener mögen nun bei den Ober-
Administrationen und der Central-Controle-A
oder bei den Erhebungs- und Aufsichts-Beh
angestellt sein, ausschliefsend jenen Staats-Regi
gen zur Last, von welchen diese Beamte und D
ernannt worden sind. Dagegen werden alle K
der Central-Controle-Anstalt, der äufsern Zoll
hebungs- und Aufsichts-Stellen, so wie alle üb
nicht ausdrücklich ausgenommenen Verwaltungs
sten aus den Vereins-Zöllen oder auf Rechnun
Vereins bestritten.

Um übrigens in dieser Beziehung eine dur
hende Gleichheit herzustellen, und allen Prägrav
gen vorzubeugen, werden über die Besoldungen
äufseren Beamten und Diener, über die Haus
Beiträge, über die Ausgaben auf Heitzung und
leuchtung der Amts-Lokalitäten, über die Aus
auf Schreibmaterialien, über die Umzugs-Gebü
und über die Diäten der Zoll-Bediensteten besor
von beiden Regierungen einzuhaltende Regulative
gesetzt werden.

Art. XVIII. Die hohen Paciscenten übernel
es, die in ihren Gebieten zum gemeinschaftl
Zoll-Dienst unumgänglich nothwendigen Geb
wenn sie nicht von Corporationen oder Geme
oder Privaten gemiethet werden können, auf ihr
sten herzustellen und zu erhalten, sie sollen aber
nur für jene Gebäude, die sie zu diesem Zweck
neu erbauen lassen, sondern auch für jene, die b
vorhanden sind, und dem gemeinschaftlichen
Dienste überlassen werden, entweder aus den
eins-Zöllen oder von den betreffenden Zoll-Be
steten durch Miethzinse, die den Lokal-Verhältn
entsprechen, entschädigt werden.

Art. XIX. Die polizeilichen Verfügungen
den *gegenseitigen Besuch* der öffentlichen M

en *Hausirhandel* bleiben den respektiven Re- 1828
igen vorbehalten, so wie auch die Wirksamkeit
den Vereins-Staaten über Gewerbs-Privilegien
den Gesetze fortzubestehen hat. Die respektiven
-Regierungen werden jedoch für die Handels-
Gewerbsleute der vereinten Staaten gegenseitig
igen Begünstigungen eintreten lassen, welche nur
mit ihrer innern Verfassung und mit ihrem
ben-Systeme vereinbarlich sind.

RT. XX. Alles, was für die vereinten Souveraine
lie Mitglieder ihrer Regentenhäuser über die Zoll-
des Vereins ein- und ausgeführt wird, soll der
ifsigen Verzollung unterliegen, und die Rück-
tung der entrichteten Zölle, in so weit diese
den Anordnungen der einzelnen Regierungen
ndet, aus den respektiven Staats-Cassen gesche-
der der treffenden Regierung bei der Abrech-
r Last geschrieben werden.

XXI. Die Rückvergütung der Zölle, welche
n Höfen der vereinten Staaten akkreditirten
ter, Minister, Gesandte und Geschäftsträger
n Bestimmungen des gemeinschaftlichen Zoll-
anzusprechen haben, geschieht durch die
Casse der betreffenden Höfe gegen Wiederer-
den Vereins-Zöllen.

XXII. Die Entschädigungen, welche in ei-
er dem andern Staate den Mediatisirten, Com-
und Privaten für eingezogene Zollrechte be-
sind, sollen demjenigen Staate zur Last bleiben,
bereits bewilliget hat, oder noch zu bewilligen
wird.

XXIII. Nicht minder sollen auch die Stan-
en die Zoll-Rückvergütungen für ihre beding-
beschränkten Zollbefreiungen aus den Cassen
taaten erhalten, in denen sie diese Rechte ha-
d ausüben.

. XXIV. Die Begünstigungen der Fabriken
werbe, mit Ausnahme des Grenz-Verkehrs,
in der *Einfuhr* der Fabrikations-Stoffe, der
brikate und der zu ihrer Verarbeitung nöthigen
alien, als auch in der *Ausfuhr* und Wieder-
r der Fabrikate zur Vollendung oder Vervoll-
nung bleiben der privativen Bewilligung der

1828 Landes-Regierungen überlassen, und fallen a
respectiven Staats-Cassen zur Last.

ART. XXV. Von dem Tage an, wo die
schaftliche Zoll-Ordnung des Vereins in Vo
setzt wird, sollen im Innern des Vereins a
noch bestehenden Stapel- und Umschlagsrec
hören, und Niemand soll zur Verladung, A
und Umlagerung angehalten werden können
den Fällen, in denen die gemeinschaftliche Z
nung es bestimmt.

ART. XXVI. In Ansehung der Lagerha
Hall-Anstalten sind die hohen Paciscenten
gekommen, dafs die Anzahl derselben vor d
im Königreich Baiern auf 36, und im Falle,
Rheinkreis in den Verein gezogen wird, au
Württemberg aber auf 15 festgesetzt und den
fenden Regierungen überlassen seyn solle, c
nach ihrem Ermessen im Innern ihrer Gel
vertheilen, oder nach Erfordernifs der Umstä
einem Handelsplatz in den andern zu verlegen
ren auch weniger anzuordnen.

Sollte gegen Erwarten sich zeigen, dafs di
angenommene Zahl der Lagerhäuser in ein
contrahirenden Staaten für die Bedürfnisse de
dels nicht zureiche, so bleibt jeder Regierung d
einten Staaten vorbehalten, auf eigene Kost
mehrere derselben zu etabliren.

Die Niederlags-Gebühren bleiben den be
den Regierungen zur privativen Erhebung übe
wogegen sich dieselben verbindlich machen, f
Herstellung und bauliche Unterhaltung der er
lichen Lagergebäude und sonst dazu gehörige
richtungen zu sorgen.

Unter derselben Voraussetzung können a
Waag- und Krahnen-Gebühren bei den Hall
betreffenden Regierungen oder den Eigenthüme
Hall-Gebäude zur privativen Erhebung übe
werden. Ausdrücklich wird hiebei jedoch fest
dafs das Amtspersonal der Hall-Anstalten du
von der betreffenden Regierung ernannt und
det, für den Zweck und das Interesse des V
verpflichtet werde, und die ausschliefsende A
und Sperre über die gelagerten Güter habe.

Treten andere Staaten dem Verein bei, so soll die 1828
zahl der ihnen zukommenden Hall-Anstalten der-
alt bemessen werden, dals im Durchschnitte höch-
s Eine auf eine Bevölkerung von 100,000 Einwoh-
n treffe.

ART. XXVII. Die Weggelder, Wasserzölle,
ken- und Pflasterzölle, Krahnen, Werfte, Wehr-
und Winterhalts-Gebühren, bleiben in den
nten Staaten der privativen Erhebung vorbehalten.
Damit aber auch durch diese Abgaben der Ver-
und Handel so wenig als möglich erschwert
a, sind die hohen Paciscenten über die nachfol-
en Bestimmungen übereingekommen.

ART. XXVIII. Das Weggeld soll nur auf ge-
n Strafsen erhoben werden können und zwei
minge vom Centner und der Stunde, oder in so
dasselbe nach dem Anspanne oder nach Lasten
en wird, einen hiernach bemessenen Satz nicht
eigen. Ausgenommen ist jenes Weggeld, wel-
rmalen auf den Grund eines besondern Rechts-
von einzelnen Gemeinden, Körperschaften oder
en erhoben wird.

RT. XXIX. Die Wasserzölle auf dem Rhein
n nach den Bestimmungen der Wiener-Con-
on vom 24. März 1815 und des zu erwartenden
iven Schifffahrts-Reglements erhoben.

Die Wasserzölle auf dem Main und Neckar wer-
nach dem Schifffahrts-Reglement erhoben, wor-
sich die Ufer-Staaten des Mains und des Neckars
en Grund der Bestimmungen der Wiener-Con-
on vereinigen werden.

Die Wasserzölle auf den privativen Flüssen der
nten Staaten sollen, wie das Weggeld zu Lande,
Pfenninge pr. Centner und Stunde nicht über-
en können. Sollten jedoch hiewegen ältere —
geringere Summe des Weggelds oder Wasser-
, als die als Maximum ausgesprochene — stipu-
nde Staats-Verträge mit Auswärtigen bestehen,
wird dieses Weggeld nach den diesfallsigen ver-
smäfsigen Bestimmungen forterhoben.

Die Regulirung der Schifffahrts-Gebühren auf
nälen bleibt den betreffenden Regierungen überlassen.

ART. XXX. Die Brücken- und Pflaster-Zölle
en weder für die respektiven Staats-Cassen, noch

1828 für die Gemeinden als eine Finanzquelle benutzt w
den, sondern mit dem Aufwande auf die periodi
Herstellung und gute Unterhaltung der Brücken
Pflaster in einem billigen Verhältnisse stehen,
die vereinten Staaten verbinden sich gegenseitig,
besondere die Pflasterzölle an den Commercialstr
nicht zu vermehren.

ART. XXXI. Den Zoll-Aemtern, welche
die gemeinschaftliche Rechnung die Zoll-Gefäl
heben, soll gestattet seyn, neben den gemeins
lichen Zöllen auch die privativen Weggelder, W
serzölle und andere obenbenannte Gebühren, s
es möglich ist, für Rechnung der betreffenden S
ten, jedoch auf ihre Kosten zu erheben.

ART. XXXII. Die beiden allerhöchsten Paci
ten behalten sich vor, jene Consumtions-Ab
welche in ihren Staaten von gewissen inländ
Genuſs- und Verbrauchs-Gegenständen erhoben
den, in gleicher Weise und Quote, zum Besten
Landeskassen, auch von den Gegenständen derl
Art, welche aus dem Gebiete eines benachbarten
den, oder zum Verein gehörigen Landes kom
erheben zu lassen, jedoch in der Art, daſs solche
gaben nicht auch die blos transitirenden Gegens
treffen und durch die Erhebungsweise den freien
kehr zwischen den vereinten Staaten so wen
möglich erschweren.

ART. XXXIII. Die Tarife solcher Verbra
Abgaben sollen nebst den Bestimmungen über die
hebungsweise auf Verlangen des Staats, der s
Abgaben erhebt, in den Nachbar-Staaten durch
betreffenden Regierungen bekannt gemacht werd

ART. XXXIV. Die Regierungen der verei
Staaten versprechen sich gegenseitige Unterstützun
der Sicherstellung des Vollzugs ihrer privativen
gaben-Gesetze, und werden auch in dieser Beziehu
die gemeinschaftlichen Erhebungs- und Aufsich
Beamten zur möglichen Mitwirkung verpflichten.

ART. XXXV. Die Salz-Regalien der an d
Verein Theil nehmenden Staaten werden aufre
erhalten, und von den Regierungen gegenseitig
schützt.

Zur Sicherstellung derselben ist

die Einfuhr des Salzes und aller Gegenstände, aus welchen Kochsalz ausgeschieden werden kann, aus fremden nicht zum Verein gehörigen Ländern in die Vereins-Staaten verboten, insoweit dieselbe nicht für eigene Rechnung einer der vereinten Regierungen und zum unmittelbaren Verkaufe bei ihren Salzämtern, Factorien oder ihren Niederlagen geschieht. 1828

Die Durchfuhr des Salzes und der vorbezeichneten Salz-Nebenproducte aus den dem Vereine nicht beitretenden Ländern in andere solche Länder für Rechnung von Privaten ist ganz verboten; für Rechnung einer auswärtigen Regierung aber kann diese Durchfuhr, wenn sie sich nicht schon auf bestehende Verträge gründet, nur nach erfolgter Zustimmung aller Vereins-Regierungen und unter den Vorsichtsmafsregeln Statt haben, welche dieselben nothwendig erachten werden.

Die Ausfuhr des Salzes in fremde, nicht zum Vereine gehörige Staaten ist frei, und den einzelnen Vereins-Regierungen bleibt vorbehalten, hierüber mit auswärtigen Regierungen oder mit Privaten Verträge abzuschliefsen, in so ferne sie keine Modifikationen des gemeinschaftlichen Zoll-Systems enthalten.

Was den Salz-Handel innerhalb der Vereinsstaaten betrifft, so ist die Einfuhr des Salzes von einem der vereinten Staaten in den andern nur in dem Falle erlaubt, wenn zwischen den Landes-Regierungen besondere Salzlieferungs-Verträge abgeschlossen werden.

Diese Salzlieferungs-Verträge können sich entweder auf die Staats- oder auf die Privat-Salinen beziehen. Auch die letzteren können nur mit Regierungen solche Contracte abschliefsen, und ist denselben der Salz-Verkauf an Privaten verboten.

Wenn eine Regierung von der andern innerhalb des Vereins, sey es nun aus Staats- oder aus Privatsalinen, Salz beziehen will, so müssen die Sendungen mit Pässen von öffentlichen Behörden begleitet werden.

Zu diesem Ende verpflichten sich die betheiligten Regierungen, auf den Privat-Salinen einen öffentlichen Beamten aufzustellen, welcher den Salz-Handel derselben überhaupt zu beobachten hat.

1828. Wo es die Lage der verschiedenen Staate
sich bringt, dafs ein Vereins-Staat aus einem a
durch einen dritten Vereins-Staat sein Salz-B
nifs beziehen, oder durch einen solchen sein
fremde nicht zum Verein gehörige Staaten ver
mufs, soll diesen Sendungen kein Hindernifs i
Weg gelegt werden können, jedoch sollen durc
läufige Uebereinkunft der betheiligten Staaten di
fsen für den Transport, und die erforderlichen
heits-Maafsregeln festgesetzt werden, insofern
nicht schon durch frühere Verträge bestimmt i

Die beiden contrahirenden hohen Staats-Re
gen machen sich gegenseitig für die Dauer de
eins verbindlich, den Salz-Handel en gros im
ihrer Staaten fortan nur auf amtliche Regie
zu lassen.

Art. XXXVI. Am ersten Mai eines jede
res versammelt sich in München ein General-Co

Dieser General-Congrefs soll aus zwei G
Bevollmächtigten der Krone Württemberg u
eben so vielen General-Bevollmächtigten der
Baiern bestehen.

Die nach Art. XI zu bestellenden General-
mächtigten bei den Ober-Zoll-Administratione
zugleich am General-Congresse die zweiten
mächtigten der respectiven Regierungen.

Das Directorium bei diesem Congresse a
jährlich unter den ersten Bevollmächtigten der
Staaten; das dirigirende Mitglied hat bei Sti
gleichheit eine überwiegende Stimme.

Treten noch andere Staaten dem Vereine
soll jeder derselben einen General-Bevollmäc
zum Congrefs zu senden befugt sein.

Art. XXXVII. Dieser General-Congref
a. über die Abänderungen des Grund-Vertra
Organisation der Verwaltung, der Zoll-O
und des Zoll-Tarifs, welche die Umstände
falls nothwendig machen, sich zu vereinigen
b. die administrativen Rechenschafts-Berich
Ober-Zoll-Administrationen nach ihrem
Umfange zu prüfen, die Resultate der Haupt-
nungen des Vereins vom letzten Jahre zusa
zustellen, und die definitive Abrechnung zv
den Vereins-Staaten festzustellen;

den Etat für das folgende Jahr zusammenzustellen 1828
und festzusetzen;
die Recurse und Beschwerden, welche über die Verfügungen der Ober-Zoll-Administrationen an den Congreſs gelangen, zu erledigen; endlich
die Verfügungen über die polizeilichen und administrativen Gegenstände, welche aufser der Competenz der Ober-Zoll-Administrationen liegen, zu berabreden und ihre provisorischen Anordnungen zu bestätigen oder aufzuheben.

ART. XXXVIII. Bei Berathung der in vorhergehendem Artikel ad a. b. und c. bezeichneten Gegenstände sind die Mitglieder des Congresses an die Instructionen gebunden, welche sie zu diesem Behufe von ihren respectiven Höfen erhalten, und diesen ist es auch die Ratifikation der Beschlüsse vorbehalten.

In den ad d. und e. bezeichneten Fällen handelt der Congreſs als Compromiſs-Richter, und die Mitglieder desselben sind an keine Instruction, sondern nur an ihre Ueberzeugung gebunden.

Für ein solches Compromiſs-Gericht kann sich jeder Congreſs erst dann verwandeln, wenn er zuvor durch sachverständige Männer verstärkt hat. Diese werden von den General-Bevollmächtigten nach innerer Ueberzeugung gewählt, und deren Zahl wird festgesetzt auf drei, so lange der Congreſs aus neun Bevollmächtigten besteht; auf zwei, wenn derselbe aus fünf, sieben oder neun Bevollmächtigten besteht, und auf einen, wenn er aus sechs, acht oder zehn Bevollmächtigten besteht.

Erfolgt über die ad b. und c. bemerkten Gegenstände keine Vereinigung, oder binnen vier Wochen kein Beschluſs nicht die Ratifikation, so entscheidet ein auf die obenbemerkte Weise zusammengesetzte Compromiſs-Gericht.

Dagegen können die Bestimmungen des gegenwärtigen Grund-Vertrags nur unter allseitiger Zustimmung der hohen Mitglieder des Vereins abgeändert, interpretirt oder mit Zusätzen vermehrt werden.

Ebenso können auch in der Zoll-Ordnung, in dem Zoll-Tarifen und in der Organisation der Verwaltung nur unter allseitiger Zustimmung der hohen Mitglieder Abänderungen Statt finden.

1828. Wo es die Lage der verschi
sich bringt, dafs ein Vereins-S
durch einen dritten Vereins-S
nifs beziehen, oder durch ei
fremde nicht zum Verein
mufs, soll diesen Sendung
Weg gelegt werden kön
läufige Uebereinkunft d
fsen für den Transpor
heits-Maafsregeln fe
nicht schon durch

Die beiden vor
gen machen sich
eins verbindlich
ihrer Staaten
zu lassen.

Art. X
res versam
Dieser
Bevollm
eben a
Baier
mä
zu
Nur in dem Falle, dafs sämmtliche deutsc
Staaten über gemeinsame Mafsregeln überei
welche den Zweck des Zollvereins erfüllen,
von dem Zeitpunkt an, wo die Beschl
Bundes-Versammlung in Vollzug treten,
werden.

Ebenso sollen, wenn gemeinsame Mafsreg
den freien Verkehr und Handel mit Lebensm
dem deutschen Staatenbunde beschlossen wer
ten, diese Beschlüsse an die Stelle der einsc
Bestimmungen der gemeinschaftlichen Zoll-
des Vereins treten.

Art. XLII. In dem Falle des Austritts
Verein oder der Auflösung desselben, hat je
tretende Staat alle von ihm angestellten Beam
Diener zurückzunehmen und das ihm zuständig
Inventar zurück zu erhalten.

Art. XLIII. Das Baierische Gewicht u
wird dem gemeinschaftlichen Zoll-Tarife zu
gelegt und die Zoll-Abgabe hiernach erhob
diesem Behufe wird das Gewicht für di

en Erhebungs-Behörden auf Ko- 1828
rbeigeschafft.
hen abweichende Maas wird in
s werden hierüber besondere
reschrieben.
hung der Tax- und Stem-
n der vereinten Staaten
gehalten und die Ein-
n respektiven Regie-

Zoll-Administra-
s- und Erhebungs-
pen und Prädicat jenes
ufgestellt sind.
den Versicherungs-Werkzeugen
ls die Randschrift denjenigen Staat
em die Postirung liegt; der eine
Wappen eben dieses Staats nebst
Dienstes-Eigenschaft der Zoll-
rift, der andere hingegen enthält
-Verein" und in der Mitte die

ie Landes-Regierungen überneh-
r an Amts-Requisiten und Ge-
in ihrem Gebiete liegenden Zoll-
ffen und zu unterhalten.
Im Falle einer Auflösung des
Local- Personal- und Special-
gierungen, deren Land oder Per-
zurückgestellt.
eil, so wie die Rechnungs-Acten
ıtur bleiben zwar im Besitze der
ie jedoch drei Jahre lang verbun-
t dieser Registratur-Acten, so
von Auszügen oder Abschriften
).
Die zur Zeit der Einführung des
ligten Rechnungs-Revisionen und
en bisherigen Zoll-Administra-
ı Staaten werden ausschliefsend
äts-Vorschriften des betreffen-
und die daraus hervorgehenden
Reste berühren blos die Cassen
ierung.

1828 ART. XXXIX. Treten im Laufe des Jahres der gewöhnlichen Zeit der Versammlung de gresses aufserordentliche Ereignisse ein, welch Abänderung der Tarife oder über andere Ve gen unverzüglich Beschlüsse erheischen; so sich die hohen Paciscenten darüber im diplom Wege vereinigen, oder einen aufserordentliche greſs veranlassen.

ART. XL. Den Aufwand für die Bevolln ten und ihre Gehülfen bestreitet jene Regierun che sie delegirt.

Die Remunerationen der Sachverständigen, dem Congreſs beigeordnet werden, so wie des Personals, welches der Congreſs zu seinen A nöthig hat, werden auf gemeinsame Kosten Vereins-Zöllen bestritten.

ART. XLI. Jedem der contrahirenden Th es frei stehen, nach Ablauf der ersten dre (vom Tage an gerechnet, wo der Verein in kommt) jeder Zeit aus demselben zu treten von ihm ein Jahr voraus die Aufkündigung hen ist.

Nur in dem Falle, dafs sämmtliche deutsch desstaaten über gemeinsame Mafsregeln überein welche den Zweck des Zollvereins erfüllen, s ser von dem Zeitpunkt an, wo die Beschlü Bundes-Versammlung in Vollzug treten, a werden.

Ebenso sollen, wenn gemeinsame Mafsregel den freien Verkehr und Handel mit Lebensmi dem deutschen Staatenbunde beschlossen werd ten, diese Beschlüsse an die Stelle der einsch Bestimmungen der gemeinschaftlichen Zoll-C des Vereins treten.

ART. XLII. In dem Falle des Austritts a Verein oder der Auflösung desselben, hat jed tretende Staat alle von ihm angestellten Beamt Diener zurückzunehmen und das ihm zuständige Inventar zurück zu erhalten.

ART. XLIII. Das Baierische Gewicht wird dem gemeinschaftlichen Zoll-Tarife zu gelegt und die Zoll-Abgabe hiernach erhobe diesem Behufe wird das Gewicht für die

ch nicht versehenen Erhebungs-Behörden auf Ko- 1828
n des Vereins herbeigeschafft.

Das vom Baierischen abweichende Maas wird in
s reducirt, und es werden hierüber besondere
nctions-Normen vorgeschrieben.

ART. XLIV. In Ansehung der Tax- und Stem-
Abgabe wird es in jedem der vereinten Staaten
h seinen eigenen Gesetzen gehalten und die Ein-
men an denselben werden den respektiven Regie-
en ganz allein verrechnet.

ART. XLV. Sowohl die Ober-Zoll-Administra-
n, als die äufsern Aufsichts- und Erhebungs-
rden führen das Wappen und Prädicat jenes
es, in welchem sie aufgestellt sind.

Gleiches findet bei den Versicherungs-Werkzeugen
r Art Statt, dafs die Randschrift denjenigen Staat
chnet, in welchem die Postirung liegt; der eine
pel trägt das Wappen eben dieses Staats nebst
Namen und der Dienstes-Eigenschaft der Zoll-
rung als Umschrift, der andere hingegen enthält
mschrift „Zoll-Verein" und in der Mitte die
de Nummer.

ART. XLVI. Die Landes-Regierungen übernch-
es, das Inventar an Amts-Requisiten und Ge-
chaften für die in ihrem Gebiete liegenden Zoll-
ter herbeizuschaffen und zu unterhalten.

ART. XLVII. Im Falle einer Auflösung des
eins werden die Local- Personal- und Special-
n denjenigen Regierungen, deren Land oder Per-
le sie betreffen, zurückgestellt.

Der generelle Theil, so wie die Rechnungs-Acten
Vereins-Registratur bleiben zwar im Besitze der
ne Baiern, welche jedoch drei Jahre lang verbun-
ist, die Einsicht dieser Registratur-Acten, so
die Verfassung von Auszügen oder Abschriften
selben zu gestatten.

ART. XLVIII. Die zur Zeit der Einführung des
eins noch unerledigten Rechnungs-Revisionen und
tificationen von den bisherigen Zoll-Administra-
nen der vereinten Staaten werden ausschliefsend
h den Comptabilitäts-Vorschriften des betreffen-
n Staates erledigt, und die daraus hervorgehenden
tiv- und Passiv-Reste berühren blos die Cassen
betreffenden Regierung.

1828 Ebenso werden die noch zu erledigenden Z
Strafprozesse ausschliefsend von den Landes-Be
den und Stellen behandelt.

Art. XLIX. Im Falle der Auflösung des V
eins werden die Rückstände durch die Regierun
deren Gebiet sie anfielen, eingetrieben, längstens
nen zwei Jahren dem Verein baar abgeliefert,
sodann unter die respektiven Staaten nach dem
tragsmäfsigen Theilungs-Mafsstabe getheilt.

Art. L. Gegenwärtiger, in duplo ausgefert
Grund-Vertrag soll alsbald der allerhöchsten Ge
nehmigung beider Königlichen Höfe unterlegt wer
und die Auswechslung beiderseitiger Ratifikat
Urkunden spätestens in vierzehn Tagen zu Mün
Statt finden.

Zur Urkund dessen haben die beiderseitige
vollmächtigten den gegenwärtigen Grund-Ve
unterschrieben und besiegelt zu

München den 18. Januar 1828.

Philipp Moriz, *Freiherr* *Freiherr* von Zentn
v. Schmitz-Grollenburg.

Chr. Ludw. v. Herzog.

108.

Déclaration concernant l'arrang ment entre la Prusse et la Sa royale par rapport à la contrefac publiée à Dresde le 25 Janvier 18

(*Gesetzsammlung für das Königreich Sachs* Nr. 4. pag. 13).

Nachdem in Folge der, zwischen diesseitiger u der Königlich Preufsischen Regierung, wegen we selseitiger, gegen den Büchernachdruck zu treffend gesetzlicher Vorkehrungen, unterm 28sten Octo und 3ten November vorigen Jahres geschlossenen C

ntion, im Bereich der Königlich Preufsischen Staa- 1828
n zugleich die Einrichtung getroffen worden ist, und
e dasigen Oberpräsidien und Gerichtsbehörden von
n betreffenden Ministerien angewiesen worden sind,
s in Fällen, wo es den Schutz der Rechte eines
r Königlich Sächsischen Regierung als Unterthan
gehörigen Verlegers gilt, die von demselben gehörig
chgewiesene Eintragung des gegen unerlaubten Nach-
ck zu schützenden Verlagsartikels in das zu diesem
trage bestimmte Protocoll der Büchercommission
Leipzig, als Beweis des rechtmäfsig erworbenen
rlagsrechtes dort gleichfalls anerkannt werden soll;
Als wird, auf Sr. Königl. Majestät von Sachsen
rhöchsten Befehl, solches, in Beziehung auf die
anntmachung vom 26sten November 1827. (Ges.
ml. v. J. 1827. S. 217.) hierdurch nachträglich zu
ntlicher Kenntnifs gebracht.

Dresden, den 25sten Januar 1828.

Königlich Sächsischer Geheimer Rath.

NOSTITZ *und* JAENCKENDORF.

DR. JOHANN DANIEL MERBACH.

109.

claration du ministère Prussien ncernant la prolongation de la nvention du 23 *Juin* 1821 *relative la procédure de révision sur l'Elbe, our un terme ultérieur de six ans; du* 2 *Février* 1828.

esetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten 1828. Nr. 3. pag. 20).

a die zwischen Ihren Majestäten den Königen von reufsen, Sachsen, Grofsbritannien und Irland als

[illegible] König von Hannover, und Dänemark, [illegible] Seiner Königlichen Hoheit dem Grofsherzoge Mecklenburg-Schwerin unter dem 23ten Juni abgeschlossene Konvention, wegen des Revis Verfahrens auf der Elbe, mit dem letzten Deze des vergangenen Jahres abgelaufen ist, die Regi gen von Sachsen, Hannover, Dännemark und Mec burg-Schwerin aber, nach der von ihnen übe Zweckmäfsigkeit dieser Konvention bisher gema Erfahrung in dem Wunsche übereingekommen dafs die Dauer derselben, dem in ihrem Artikel 8 gesprochenen Vorbehalte gemäfs, verlängert w und von Seiten der Preufsischen Regierung dem falligen Vorschlage beigestimmt worden ist: so in Folge der hierüber Statt gefundenen Vereinba von Seiten der Königlich-Preufsischen Regieru Beziehung auf die ihr deshalb zugekommenen g lautenden Zusicherungen der übrigen betheiligten gierungen, hierdurch insbesondere der Königl Sächsischen Regierung die Erklärung gegeben:

Dafs Preufsischer Seits die gedachte Konven vom 23ten Juni 1821 in allen ihren Bestimmun als noch auf anderweitige sechs Jahre, mithin bis 31sten Dezember 1833 verlängert und in Kraft stehend anerkannt werde.

Königl. Preufsisches Ministerium der auswärt Angelegenheiten.

Graf v. Bernstorff.

Vorstehende Ministerial-Erklärung wird, nach solche gegen eine übereinstimmende, von dem Kö lich-Sächsischen Kabinets-Ministerio unter dem 24 Dezember v. J. vollzogene Erklärung ausgewec worden ist, hierdurch mit der Bemerkung zur öff lichen Kenntnifs gebracht, dafs ein Austausch ä cher Erklärungen auch mit der Königlich-Grof tannisch-Hannöverschen, der Königlich-Däni und der Grofsherzoglich-Mecklenburg-Schwerins Regierung Statt gefunden hat.

Berlin, den 8ten Februar 1828.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheite

Graf v. Bernstorff.

110.

éclaration du ministère Prussien 1828 *7 Fevrier* 1828 *concernant un arngement avec le duché de Saxeeiningen pour la protection des oits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon.*

etzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten. 1828. Nr. 5. pag. 27).

Königlich-Preufsische Ministerium der auswär- Angelegenheiten erklärt hierdurch, in Gemäfs- der von Seiner Majestät ihm ertheilten Ermäch- :

dem von der Herzoglich-Sachsen-Meiningen- n Regierung die Zusicherung ertheilt worden, , dafs vorläufig und bis es in Gemäfsheit des rtikels 18 der Deutschen Bundesakte zu einem meinsamen Beschlusse zur Sicherstellung der Rechte Schriftsteller und Verleger wider den Bücher- achdruck kommen wird, eine besondere Verord- ung, durch welche der Bücher-Nachdruck und ssen Verbreitung bei Strafe der Konfiskation und ner namhaften Geldbufse in dem Herzogthum chsen-Meiningen gänzlich verboten wird, erlas- n werden und diese Verordnung in ganz gleicher aafse auf die Verlagsartikel der Schriftsteller und erleger in den Königlich-Preufsischen Staaten An- endung finden soll;

das Verbot wider den Bücher-Nachdruck, so solches bereits im ganzen Bereiche der Preufsi- en Monarchie zum Schutze der *inländischen* riftsteller und Verleger, nach den in den einzel- n Provinzen geltenden Gesetzen besteht, auch auf Schriftsteller und Verleger des Herzogthums Sach- -Meiningen ganz gleiche Anwendung finden, mit- jeder durch Bücher-Nachdruck oder dessen Ver- eitung gegen letztere begangene Frevel nach den-

Berlin, den 7ten Februar 1828.

Königl. Preuſsisches Ministerium der Angelegenheiten.

v. Schö

Vorstehende Erklärung wird, nachd eine übereinstimmende, von dem Herzo schen Geheimen Ministerio zu Meiningen Februar d. J. vollzogene Erklärung worden ist, unter Bezugnahme auf die Kabinetsorder vom 16ten August 1827 (lung pro 1827 Nr. 17. S. 123) hierdurc lichen Kenntniſs gebracht.

Berlin, den 24sten März 1828.

Ministerium der auswärtigen Angel

v. Schö

111.

Traité de commerce et de entre la Prusse et le grar de Hesse, signé le 14 Févri

-Zoll- und Handels-Verhältnisse am 14ten Fe- 1828
r dieses Jahrs zu Berlin abgeschlossene Vertrag
Seiner Königlichen Hoheit, dem Grofsherzoge,
28ten desselben Monats und von Seiner Majestät,
Könige von Preufsen, am 8ten März dieses Jahrs
cirt worden, auch die Auswechselung der Ratifi-
onsurkunden erfolgt ist, so werden die 27 Artikel,
us jener Vertrag besteht, in der Art, wie folgt:

RT. I. Die Grofsherzoglich Hessische Regierung
inigt sich mit der Königlich Preufsischen Regie-
g zu einem gemeinschaftlichen Zoll- und Han-
-System in dem durch die nachstehenden Artikel
r bezeichneten Umfange, und tritt zu diesem
cke der dermalen bestehenden Königlich Preufsi-
n Gesetzgebung über die Eingangs-, Ausgangs-
Durchgangs-Abgaben, welche in dieser Ueber-
nft unter dem gemeinschaftlichen Namen "Zoll"
nden werden sollen, in der Art bei, dafs diese
gebung, nachdem solche im Namen des Grofs-
von Hessen Königl. Hoheit in dem Grofsher-
m verkündigt sein wird, die Stelle der bisheri-
rofsherzoglich Hessischen Zoll- und Verbrauch-
r-Gesetzgebung einnimmt und von den Grofs-
glich Hessischen Behörden an den Grenzen und
nnern des Grofsherzogthums für gemeinschaft-
Königlich Preufsische und Grofsherzoglich Hes-
Rechnung pünktlich vollzogen werden soll.

RT. II. Die Zollverwaltung im Grofsherzogthum
n bleibt der Grofsherzoglich Hessischen Regie-
überlassen, wird jedoch gleichförmig mit der
glich Preufsischen Zollverwaltung organisirt, und
len alle mit dieser Verwaltung und der Beauf-
gung beschäftigten Grofsherzoglichen Beamten
hförmig mit den Königlich Preufsischen instruirt
auf diese Instructionen und die Beobachtung der
gen Bestimmungen dieser Uebereinkunft, durch
betreffenden Grofsherzoglich Hessischen Behörden,
nders verpflichtet werden.

ART. III. Unmittelbar nach erfolgter Ratification
r Uebereinkunft sollen von beiden Seiten Com-
sarien ernannt werden, welche, unter Vorbehalt
Genehmigung beider Regierungen, sowohl die
action der in dem Grofsherzogthum Hessen zu

1828 verkündigenden Zollgesetze und der damit in Ver
dung stehenden organischen Verfügungen, Instru
nen und Anordnungen, als wie den Organisati
plan für die gesammte Zollverwaltung des Gros
zogthums, mit Berücksichtigung der Localverhält
und in Beziehung auf Anzahl, Lage und Beset
der Haupt- und Neben-Zollämter zu entwerfen
die Bestimmung der Grenzbezirke und Zollstra
die Anordnung der Grenzbewachung, so wie die
richtung der Packhöfe, vorzuschlagen und zu be
achten haben. Diese Commission soll sich zuna
in Darmstadt versammeln und nöthigenfalls an
Grenzorte begeben. Um die definitive Entscheid
über das Resultat ihrer Arbeit zu befördern, soll d
nächst ein Grofsherzoglicher Commissär mit de
ben nach Berlin abgeordnet werden.

ART. IV. Etwaige künftige Abänderunge
Zolltarifs oder anderer das Zollwesen betreffend
setzlicher oder reglementärer Bestimmungen solle
in gegenseitigem Einvernehmen beider Regier
verfügt und von jeder derselben ihrerseits ver
digt werden.

ART. V. Eben so sollen etwaige Handelsver
zwischen der Königlich Preufsischen Regierung
anderen Staaten, welche die Interessen des Gr
zogthums und der westlichen Preufsischen Pro
berühren, unter Mitwirkung und Zustimmun
Grofsherzoglich Hessischen Regierung abgesch
werden und in ihren Folgen den Grofsherzoglich
sischen Unterthanen dieselben Vortheile wie den
niglich Preufsischen gewähren.

ART. VI. Von dem Tage der Vollziehung
genwärtiger Uebereinkunft an hören *alle* Einga
Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben an den Kö
lich Preufsischen und Grofsherzoglich Hessischen
meinschaftlichen Landesgrenzen auf, und es kön
die Erzeugnisse des einen Staats frei und unbesch
in den anderen Staat eingeführt und in demselben
braucht werden, mit Ausnahme der im Innern
Landes gegenwärtig mit Consumtionsabgaben bel
ten Gegenstände, in Ansehung welcher die im
IX. enthaltenen Verabredungen zur Anwendung k
men. Die bisherige Grenzbewachung und steuerli

handlung des Ein-, Aus- und Durchgangs an ge- 1828
chten gemeinschaftlichen Grenzen hört daher auf
d wird sich ins künftige blos auf diejenige Aufsicht
d Controle beschränken, welche zur Sicherstellung
r im Art. IX. vorbehaltenen Erhebungen und Maafs-
eln erforderlich ist, wobei sich beide Regierun-
die bereitwilligste gegenseitige Unterstützung ver-
echen.

Die Königlich Preufsischen Seehäfen sollen dem
del der Grofsherzoglich Hessischen Unterthanen
n völlig gleiche Abgaben, wie solche die König-
Preufsischen Unterthanen entrichten, offen stehen,
es sollen die Königlich-Preufsischen Consuln in
auswärtigen Seehäfen beauftragt werden, den Grofs-
zoglich Hessischen Unterthanen Schutz und Unter-
zung zu gewähren.

Art. VII. Von Einführung der Eingangs-, Aus-
- und Durchgangs-Abgaben in das Grofsher-
um Hessen bleiben die abgesondert belegenen,
remdem Gebiete eingeschlossenen Landestheile
en, welche das Gesetz (Art. III.) näher bezeich-
wird, ausgeschlossen und werden, vorbehaltlich
er Verabredungen über die Erleichterung des
ngs eigener Erzeugnisse von dorther, in Bezie-
auf diesen Vertrag, als Ausland betrachtet.
lbe findet auch Statt in Ansehung des Königlich
ischen Fürstenthums Neuschatel und der Graf-
t Valengin, jedoch behält es bei den Begünsti-
en, welche den von dort in die Preufsischen Pro-
en eingehenden Uhren und baumwollen Waaren,
gewisse Quantitäten, ertheilt worden sind, sein
enden.

Der Königlich Preufsische Kreis Wetzlar wird mit
Grofsherzoglich Hessischen und umgekehrt das
fsherzoglich Hessische Hinterland, nördlich von
nigsberg anfangend, so weit solches das Kurfürsten-
n Hessen und Herzogthum Nassau berührt, mit
Königlich Preufsischen Zollverwaltung für die
stlichen Provinzen und namentlich mit dem west-
älischen Provinzialbezirk dergestalt vereinigt, dafs
r die in jedem dieser Landestheile deshalb zu be-
llenden Beamten von der Landesregierung ernannt,
jedoch derjenigen Behörde unmittelbar untergeord-
t werden, die in dem Gebiete, welchem sie in Hin-

1828 sicht auf die Zollverwaltung zugelegt word
die Aufsicht und Leitung derselben unmitt
führen hat.

Art. VIII. Jede der beiden Regierunge
in dem ganzen Umfange ihres Gebiets nach
für eigne Rechnung die dermalen bestehend
sumtions- und indirecten Abgaben, welche in
eines jeden der beiderseitigen Staaten, ohne F
auf den inländischen oder ausländischen Ursp
besteuerten Gegenstandes, erhoben werden, f
im Art. IX. beim Uebergang aus einem G
das andere vorbehaltenen Erhebungen, endlich
liche Wasserzölle, die Octrois, Chaussee- und
Brück-, Fähr- und Schleusen-Gelder, die
Waage-, Krahnen- und Niederlage-Gebühr
gegen soll der Ertrag der Eingangs-, Ausgan
Durchgangs-Abgaben, so weit sie in den bei
gen Staaten Anwendung finden, jährlich z
beiden Regierungen nach Verhältnifs der Se
getheilt werden, und zwar vor der Hand —
Zollgesetzgebung für die östlichen Königlich
schen Provinzen in einigen Punkten von der
westlichen Provinzen verschieden, auch, wi
Theile sich überzeugt haben, die Ausscheidu
Wasserzölle in den östlichen Provinzen mit eige
lichen Schwierigkeiten verbunden ist — der
zahl einerseits in den Grofsherzoglich Hessische
dererseits in den westlichen Königlich Preuf
Landen, nämlich in dem Grofsherzogthum
rhein und in den Provinzen Jülich, Cleve, Be
Westphalen, mit Hinzurechnung der von der
Preufsen dermalen schon durch Verträge in der
lichen Zollverband aufgenommenen oder noch
nehmenden Unterthanen anderer deutschen
staaten. Die für letztere ausbedungenen Ent
gungen trägt dagegen die Königlich Preufsisc
gierung für eigene Rechnung. Die aus den ö
in die westlichen Königlich Preufsischen Pr
oder in das Grofsherzogthum Hessen überge
Colonial- und andere überseeische Waaren,
daselbst zur Verzehrung gelangen, aber keine
gangsabgaben entrichten, weil sie in den ös
Preufsischen Provinzen versteuert worden sind,
angeschrieben werden, und die davon etwa dort

richteten Eingangsabgaben nichts desto weniger 1828
h vorstehendem Maafsstabe zur gemeinschaftlichen
rtheilung kommen. Dagegen können die Eingangs-
aben von dergleichen Gegenständen, welche in
Grofsherzogthum Hessen oder in den westlichen
ſsischen Provinzen versteuert worden sind und
ie östlichen Provinzen der Monarchie übergehen,
daselbst zur Verzehrung zu gelangen, als aus-
eslich für die Krone Preufsen erhoben berechnet
von der Vertheilung ausgenommen werden.
Um das Theilungsverhältnifs genau zu bestimmen,
von drei zu drei Jahren die Uebersichten von
neuesten Bevölkerung gegenseitig mitgetheilt, und
Mittheilung soll zuerst unmittelbar nach Voll-
ung des Art. III. gegenwärtiger Uebereinkunft be-
t werden.

RT. IX. Wegen Verschiedenheit der inneren
erung in den beiderseitigen Staaten ist auch
erfolgter Vereinigung:
Beziehung auf den Uebergang aus dem Grofs-
ogthum Hessen in den Preufsischen Staat:
ie Einfuhr von Kochsalz und Spielkarten verboten;
die Einfuhr von Branntwein mit einer Abgabe
von $6\frac{1}{4}$ Rthlr. von der Preufsischen Ohm zu 120
Preufsischen Quart à 50° Alkohol nach Tralles;
die Einfuhr von Bier und Essig mit einer Ab-
gabe von 25 Sgr. von der Preufsischen Ohm;
die Einfuhr von Tabacksblättern und fabricirtem
Taback mit einer Abgabe von 1 Rthlr. vom
Centner; — und
die Einfuhr von Wein, bei dem Uebergang in
die westlichen sowohl, als die östlichen Provinzen,
mit einer Abgabe von 4 Rthlr. 20 Sgr. von der
Preufsischen Ohm
n die östlichen Provinzen, jedoch zusätzlich der
Steuer, welche die eigenen Preufsischen Weine aus
den westlichen Provinzen bei dem Uebergang in
die östlichen zu entrichten haben, belegt, wogegen
der aus dem Grofsherzogthum Hessen in die Preufsi-
sche Monarchie übergehende Wein und Branntwein
keiner weiteren Consumtionsauflage, namentlich we-
der Tranksteuer, noch Zapfgebühr, unterworfen ist.

Bei der Einfuhr von Mehl, Getreide und Schlacht-
vieh in Preufsische Städte, wo Mahl- und Schlacht-

1828 Steuer besteht, ist nur diese Abgabe, eben so von den inländischen gleichartigen Producten entrichten.

Sollte der Obstwein in dem Preufsischen einer allgemeinen Steuer unterworfen werde ist solche auch von dem übergehenden Hess Obstwein zu entrichten.

B. In Beziehung auf die Einfuhr aus dem Preuf Staate in das Grofsherzogthum Hessen ist:

a. das Einbringen von Salz in die Provinzen kenburg und Rheinhessen, mit alleiniger nahme des Regiesalzes, verboten, dagegen Provinz Oberhessen, vorbehaltlich jed näheren Uebereinkunft über gegenseitige stellung, abgabefrei erlaubt;

b. das eingeführt werdende Schlachtvieh, da geschlachtet wird, der allgemeinen Schlac von 1 fl. 40 kr. bis 5 fl. von Grofsvieh un bis 1 fl. von Kleinvieh;

c. das Bier der allgemeinen Fabricationsge 40 kr. pr. Ohm, Grofsherzoglich Hessischen

d. der Branntwein bei der Einlage der v Einlegenden jedoch nur einmal zu entrich Tranksteuer von 5 fl. 20 kr. pr. Grofsher Hessische Ohm;

e. der Obstwein ebenfalls bei der Einlage de dem Einlegenden einmal zu entrichtenden steuer von 2 fl. pr. Grofsherzoglich He Ohm; endlich

f. der Wein bei der jedesmaligen Einlage u oft er an einen anderen Eigenthümer über der allgemeinen Tranksteuer von 30 kr. pr. und da, wo er im Kleinen verkauft wird, Zapfgebühr nach ihren verschiedenen Klassen terworfen.

Bei der Einfuhr von Preufsischen Producten diejenigen Grofsherzoglich Hessischen Städte, in chen städtische Octroiabgaben bestehen, so wie der Einfuhr Hessischer Producte in Preufsische St wo Communalauflagen bestehen, sind diese Abg eben so, wie von den gleichartigen innländischen tikeln, zu entrichten.

Art. X. Die an den Königlich Preufsischen Z stätten eingehenden Eingangs-, Ausgangs- und Dur

ngs-Abgaben fliessen, bis zur Abrechnung und 1828
btheilung, in die Königlich Preufsischen, die an den
rofsherzoglich Hessischen Zollstätten eingehenden
er, bis dahin, in die Grofsherzoglich Hessischen
ssen. Aus diesen Gefällen werden vorzugsweise
Verwaltungskosten bestritten, jedoch mit Aus-
me des Baues, der Unterhaltung, Herstellung und
thung der zum gemeinschaftlichen Zolldienste nö-
en Gebäude und Wohnungsräume, deren Kosten
jeder der beiden Regierungen für eigene Rech-
g getragen werden, und das bei der Abrechnung
herausstellende Guthaben des einen oder des an-
n Theils soll gleich nach vollzogener Abtheilung
rzüglich durch baare Zahlung berichtigt werden.

ART. XI. Die Etats über die Zollverwaltungsaus-
n im Grofsherzogthum Hessen werden nach Preufsi-
m Fufs regulirt und der Preufsischen Regierung
inem zweitem Exemplar jährlich mitgetheilt; sie
assen alle Kosten, welche durch die Zollverwal-
, sowohl an Localverwaltungskosten, als durch
ufsicht an den Grenzen und im Innern, und
h die Zolldirectionen, so wie durch das Zollrech-
gswesen, entstehen. Für diejenigen Kosten jedoch,
che in Beziehung auf die Zollverwaltung bei den
derseitigen Ministerien Statt finden, soll von keinem
eil eine Aufrechnung gemacht werden.

ART. XII. Von der tarifmäfsigen Abgabenent-
tung bleiben die für die Hofhaltungen der beider-
igen hohen Souveräne und ihrer Regentenhäuser,
wie für die bei ihren Höfen accreditirten Gesand-
, eingehenden Gegenstände nicht ausgenommen,
d wenn dafür Rückvergütungen Statt haben, so
rden solche der Gemeinschaft nicht in Anrechnung
bracht. Eben so wenig anrechnungsfähig sind Ent-
hädigungen, welche wegen Einziehung von Zoll-
chten oder aufgehobenen Befreiungen an Communen
der einzelne Berechtigte gezahlt werden müssen. Ue-
rigens bleibt es jedem der beiden contrahirenden
heile unbenommen, einzelne Gegenstände auf Frei-
isse ohne Abgabenentrichtung in seinem Gebiete ein-,
s- oder durchgehen zu lassen, dergleichen Gegen-
ände werden jedoch in Freiregistern, mit denen es
ie mit den übrigen Zollregistern zu halten ist, notirt,
nd die Abgaben, welche davon wären zu erheben

1828 gewesen, demjenigen Theil, von welchem di
pässe ausgegangen sind, bei der Abrechnung
rechnung gebracht.

Art. XIII. Beide contrahirende Theile
gemeinschaftlich dahin wirken, dafs durch A
gleichförmiger Grundsätze die Gewerbsamkeit
dert, und der Befugnifs der Unterthanen de
Staats, in dem anderen Arbeit und Erwerb zu
möglichst freier Spielraum gegeben werde.

Vorläufig sind sie dahin übereingekomme
Fabricanten und Händler, welche blos zum
von Waaren, oder Handlungsreisende, welch
Waaren selbst, sondern nur Muster derselben
zu führen und Bestellungen zu suchen berechti
auch sich als Innländer diese Berechtigung
einen Staate durch Entrichtung der gesetzlich
gaben erworben haben, in dem anderen Staate
keine weiteren Abgaben entrichten sollen.

Art. XIV. Die Zollstrafen und Confisca
bleiben, vorbehaltlich der Antheile der Denun
jedem der contrahirenden Theile in seinem
und bilden also kein Object der gemeinscha
Abtheilung.

Das Begnadigungs- und Strafverwandlungs
wird ebenfalls von jedem der contrahirenden
in seinem Gebiete ausgeübt. Auf Verlangen
periodische Uebersichten der erfolgten Strafn
gegenseitig mitgetheilt werden.

Art. XV. In dem Grofsherzogthum Hess
ben die Straferkenntnisse über Zollvergehen
wie bisher, den gewöhnlichen Gerichten übe
sie werden jedoch durch einen für die Zolld
zu Darmstadt besonders anzustellenden Fiscal
teresse der Verwaltung betrieben werden.

Art. XVI. Die auf den Zolleinkünften etv
malen schon lastenden oder im Laufe der Verv
entstehenden Pensionen werden von jedem de
trahirenden Theile, welchem die pensionirten
ten angehören, besonders getragen und bilde
keinen Bestandtheil der von den theilbaren Z
künften in Abzug zu bringenden Verwaltungs
ben. Derjenige Theil, welcher einen Beamten

lit hat, ist auch berechtigt, denselben zu entlassen, 1828
d es soll in Beziehung auf die desfallsigen Befug-
se der Regierungen an demjenigen, was in beiden
iten dermalen gesetzlich besteht, nichts geändert,
ch sollen die Anträge der Zolldirectionen, wenn
us Gründen der Verwaltung die Entfernung eines
iten vorschlagen, beachtet werden.

ART. XVII. Zur Vollziehung des gemeinschaft-
h Zollgesetzes und zur Leitung der Dienstführung
Localzollbeamten im Grofsherzogthum Hessen
u Darmstadt eine aus einem Director und zwei
en bestehende, dem dortigen Finanzministerium
ttelbar untergeordnete Zolldirection gebildet und
ziehung auf ihren Wirkungskreis und die Ge-
tsbehandlung gleichförmig mit den Königlich
ischen Provinzialsteuerdirectionen eingerichtet
n.

e Königlich Preufsische Regierung ernennt einen
iden Räthe bei dieser Zolldirection, und in so
e dieses für nothwendig halten sollte, einen
treter für denselben in Fällen seiner Abwesen-
Dieser Beamte soll von allen bei der Zolldirec-
vorkommenden Verwaltungsgeschäften vollstän-
Kenntnifs erhalten und an denselben Antheil zu
n befugt seyn.

reten Fälle ein, bei welchen in der Zolldirection
chende Meinungen entstehen, oder für welche
gesetzliche Bestimmungen vorhanden sind, so
ie Zolldirection an das Grofsherzoglich Hessische
nzministerium zu berichten, welches alsdann zwar
provisorische Verfügung erlassen, jedoch vor
r definitiven Entscheidung sich durch Communi-
n seines Bevollmächtigten mit dem Königlich
fsischen Bevollmächtigten in Berlin (Art. XXV.)
der dortigen obersten Verwaltung in Einverständ-
setzen wird.

ART. XVIII. Die Grofsherzoglich Hessische Re-
ung ernennt, um auch Ihrerseits auf die Zollver-
tung in den westlichen Königlich Preufsischen Pro-
zen einzuwirken, einen Rath in die Königlich
ufsische Steuerdirection zu Cöln.

ART. XIX. Um ferner die Gleichförmigkeit des
rfahrens der Grofsherzoglich Hessischen Zolldirec-

des Tarifs und die Verwaltungsform
gegenseitigem Einverständnifs vorges
Läfst sich ein solches Einverständn
so haben beide Zolldirectionen an ihr
rien zu berichten, und es findet alsdan
vorgezeichnete Verfahren Statt.

Art. XX. Die Königlich Preuf
ist berechtigt, jedem der neu orga
Grofsherzoglich Hessischen Hauptzoll
ihr zu ernennenden Controleur beizu
allen Geschäften desselben und der
wohl dem Abfertigungsverfahren, als
bewachung, durch Mitcontrolirung K
men und auf Erhaltung eines übereins
fahrens und Abstellung etwaiger Mä
hat, allenfalls auch — nach einer n
menden Dienstordnung — einen gew
den laufenden Geschäften übernehmen

Dieselbe Befugnifs bleibt der Grof
sischen Regierung bei den Königli
Hauptzollämtern vorbehalten, wo sie
Grofsherzoglich Hessischer Controle
findet. Die Anzahl der von der Grof
sischen Regierung an Königlich Preu
zollämtern anzustellenden Controleurs
Zahl derer nicht überschreiten, w
Preufsischer Seits im Grofsherzogthum

ART. XXII. Jeder der contrahirenden Theile 1828
n die Zollbeamten und Grenzaufseher zugleich auch
Erhebung, Controlirung und Beaufsichtigung der
igen, in seinem Gebiete bestehenden indirecten
lagen verwenden.

ART. XXIII. Beide Regierungen verbinden sich,
die Diensttreue der bei der Zollverwaltung von
n angestellten Beamten in der Art zu haften, dafs
fälle, welche an den Zollgefällen durch Dienstun-
e eines Beamten erfolgen, der Gemeinschaft von
nigen Regierung, welche den Beamten angestellt
durch Aufrechnung ersetzt werden sollen.

RT. XXIV. Die officiellen Uebersichten über
Einkommen der zur Vertheilung geeigneten Ein-
-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben, so
der aus denselben bestrittenen gemeinschaftlichen
altungsausgaben, sollen gegenseitig von drei zu
Monaten mitgetheilt werden.

T. XXV. Von jedem der contrahirenden Theile
Bevollmächtigte aus den beiderseitigen Finanz-
erien ernannt, welche jährlich einmal persönlich
menkommen, um die Theilung der gemeinschaft-
Einkünfte zu bewirken, die erforderliche Ab-
ung zu vollziehen, und die Erledigung der An-
herbeizuführen, welche sich im Laufe der Ver-
ng etwa ergeben haben könnten. Zwischen die-
Bevollmächtigten finden auch die Mittheilungen
, welche nach Art. XVII und XIX. im Laufe
Jahrs unter den beiderseitigen Ministerien noth-
dig werden könnten.

ART. XXVI. Die durch gegenwärtigen Vertrag
ründete Zoll- und Handels-Verbindung soll spä-
ns vom 1. Jul. 1828 an zur Vollziehung kommen
bis zum letzten December 1834 dauern. Sollte
dann ein Theil aus der Vereinigung treten wollen,
ist eine einjährige vorherige Ankündigung erfor-
lich.

Unterbleibt diese Ankündigung, so wird angenom-
en, dafs die Uebereinkunft stillschweigend *auf an-
rweite sechs Jahre* verlängert worden sey.

ART. XXVII. Gegenwärtige Uebereinkunft un-
rliegt der Ratification der beiderseitigen Regierungen.

1828 Sobald solche erfolgt ist, soll die Art. III. verab
Commission in Thätigkeit gesetzt werden, –
öffentlichen Kenntnifs gebracht.

Darmstadt am 5ten Mai 1828.

*Gröfsherzoglich Hessisches Ministerium der
wärtigen Angelegenheiten.*

DU THIL.

VON RAB

Berlin, den 8ten Mai 1828.

Ministerium der auswärtigen Angelegenhei

V. SCHÖNBERG.

112.

Déclaration du ministère Prus du 19 Février 1828, concernant arrangement avec le royaume Wurtemberg pour la protection droits des auteurs et des libr contre la contrefaçon.

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufs
Staaten* 1828. Nr. 4. p. 23).

Das Königlich-Preufsische Ministerium der a
tigen Angelegenheiten erklärt hierdurch, in G
heit der von Seiner Königlichen Majestät ihm e
ten Ermächtigung:

nachdem die Königlich-Würtembergsche
rung die Zusicherung ertheilt hat, dafs vorläu
bis es in Gemäfsheit des Artikels 18 der
schen Bundesakte zu einem gemeinsamen Bes
zur Sicherstellung der Rechte der Schriftstell
Verleger wider den Bücher-Nachdruck ko
wird, den Verlegern in den Königlich-P

schen Staaten, wenn sie bei der Königlich-Wür- 1828
tembergschen Regierung um ein Privilegium wider den Nachdruck nachsuchen, ganz dieselbe günstige Behandlung, welche in einem solchen Falle die Königlich-Würtembergschen Unterthanen genieſsen, zu Theil werden und das Privilegium namentlich ohne eine andere Gebühr, als welche die letzteren, nach der im Königreich Würtemberg bestehenden Gesetzgebung zu entrichten haben, ertheilt werden soll;

Als das Verbot wider den Bücher-Nachdruck, so wie ches bereits im ganzen Bereiche der Preuſsischen narchie zum Schutze der *inländischen* Verleger, ch den in den einzelnen Provinzen geltenden Gezen besteht, auch auf die Verleger des Königchs Würtemberg Anwendung finden, mithin jeder ch Bücher-Nachdruck oder dessen Verbreitung en letztere begangene Frevel, nach denselben gelichen Bestimmungen beurtheilt und geahndet werd solle, als handele es sich von beeinträchtigten legern in der Preuſsischen Monarchie selbst.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie gegen e übereinstimmende, von dem Königlich-Würtemgschen Ministerio vollzogene, Erklärung ausgewechelt worden sein wird, durch öffentliche Bekanntchung in den diesseitigen Staaten Kraft und Wirkkeit erhalten.

Berlin, den 19ten Februar 1828.

nigl. Preuſsisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. Schönberg.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem solche gen eine übereinstimmende von dem Königlich-Würmbergschen Ministerio der auswärtigen Angelegenheiten unterm 27sten Februar v. J. vollzogene, Erklärung ausgewechselt worden ist, unter Bezugnahme f die Allerhöchste Kabinetsorder vom 16ten August 827 (Gesetzsammlung pro 1827. Nr. 17. S. 123) hierurch zur öffentlichen Kenntnifs gebracht.

Berlin, den 11ten März 1828.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. Schönberg.

S. M. le très-haut, très-illustre et
Empereur et Autocrate de toutes les R
M. le Padischah de Perse, également ani
cère désir de mettre un terme aux mau
entièrement contraire à leurs mutuelle
et de retablir sur une base solide les an
de bon voisinage et d'amitié entre le
au moyen d'une paix qui porte en elle-
rantie de sa durée, en éloignant tout s
rend et de mésintelligence future, ont
leurs plénipotentiaires, chargés de trav
oeuvre salutaire: savoir:

S. M. l'Empereur de toutes les Ru
Jean Paskewitsch, son aide-de-camp gé
ral d'infanterie, commandant le corps
ché du Caucase, dirigeant la partie civil
gie, et des gouvernemens d'Astracan et
commandant la flotille de la mer Caspie
valier des ordres de Saint-Alexandre-N
mans, de Ste Anne de la 1ère classe en
St. Vladimir de la première classe, de S
la 2e classe, décoré de deux épées d'h
une en or, avec l'inscription *pour la val*
enrichie de diamans; et chevalier des or
de l'aigle rouge de Prusse de la 1ère clas
sant de la Sublime Porte Ottomane, et

Lesquels après s'être réunis à Tourkmantchaï, et 1828
ir échangé leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne
ue forme, ont arrêté et conclu les articles suivans:

ART. I. Il y aura, à compter de ce jour, paix,
itié et parfaite intelligence entre S. M. l'Empereur
toutes les Russies d'une part, et S. M. le Schah
Perse de l'autre part, leurs héritiers et successeurs,
rs états et leurs sujets respectifs, à perpétuité.

ART. II. Considérant que les hostilités survenues
re les hautes parties contractantes, et heureusemens
minées aujourd'hui, ont fait cesser les obligations
e leur imposoit le traité de Gulistan, S. M. l'Em-
reur de toutes les Russies et S. M. le Padischah
Perse, ont jugé convenable de remplacer ledit traité
Gulistan par les présentes clauses et stipulations,
quelles sont destinées à régler et à consolider de
us en plus les relations futures de paix et d'amitié
re la Russie et la Perse.

ART. III. S. M. le Schah de Perse, tant en son
m qu'en celui de ses héritiers et successeurs, cède
toute propriété à l'Empire de Russie le Khanat
Erivan, tant en-deça qu'en-delà de l'Araxe, et le
anat de Nakhitshévan. En conséquence de cette
sion, S. M. le Schah s'engage à faire remettre aux
torités russes, dans l'espace de six mois au plus, à
rtir de la signature du présent traité, toutes les ar-
ives et tous les documens publics concernant l'ad-
inistration des deux Khanats sus-mentionnés.

ART. IV. Les deux hautes parties contractantes
nviennent d'établir pour frontière entre les deux
ats, la ligne de démarcation suivante: En partant
point de la frontière des états Ottomans, le plus
pproché en ligne droite de la sommité du petit Ara-
t, cette ligne se dirigera jusqu'à la sommité de cette
ontagne, d'où elle descendra jusqu'à la source de
rivière dite Karassou inférieur, qui découle du ver-
ant méridional du petit Ararat, et elle suivra son
ours jusqu'à son embouchure dans l'Araxe, vis-à-vis
e Chérour. Parvenue à ce point, cette ligne suivra
e lit de l'Araxe jusqu'à la forteresse d'Abbas-Abad;
autour des ouvrages extérieurs de cette place, qui
ont situés sur la rive droite de l'Araxe, il sera tracé
un rayon d'un demi-agatch, ou trois verstes et de-

Russie; parvenue à ce point, la ligne fi
versera en droiture la plaine du Mougha
lit de la rivière dite Bolgarou, à l'endroit c
situé à trois agatch ou vingt et un verst
sous du confluent des deux petites rivièr
Odinabazar et Sarakamyche. De là, cet
montera de la rive gauche du Bolgarou ju
fluent desdites rivières Odinabazar et S
et s'étendra le long de la rive droite d
d'Odinabazar jusqu'à sa source, et de là ju
des hauteurs de Djikoïr, de manière, qu
eaux qui coulent vers la mer Caspienne ap
à la Russie, et toutes celles dont le ver
côté de la Perse, appartiendront à la Pe
mite des deux états étant marquée ici par
montagnes, il est convenu que leur dé
côté de la mer Caspienne appartiendra à
que leur pente opposée appartiendra à la
la crête des hauteurs de Djikoïr, la fron
jusqu'à la sommité de Kamarkouïa, les m
séparent le Talyche du district d'Arcba.
des montagnes séparans de part et d'autr
des eaux, détermineront ici la ligne fro
même manière qu'il est dit ci-dessus au
distance comprise entre la source de l'O
les sommités de Djikoïr. La ligne fron
ensuite, depuis la sommité de Kamarkouï

de Welkidji, la ligne de frontière entre les 1828
états suivra les sommités de Klopouty et de la
e principale des montagnes qui traversent le di-
de Wilkidji jusqu'à la source septentrionale de
ière dite Astara, toujours en observant le prin-
relatif aux versant des eaux. De là, la fron-
suivra le lit de ce fleuve jusqu'à son embou-
dans la mer Caspienne, et complétera la ligne
émarcation, qui séparera dorénavant les posses-
respectives de la Russie et de la Perse.

RT. V. S. M. le Schah de Perse, en témoig-
de son amitié sincère pour S. M. l'Empereur de
les Russies, reconnoît solemnellement par le
nt article, tant en son nom qu'au nom de ses
ers et successeurs au trône de Perse, comme ap-
nans à jamais à l'empire de Russie tous les pays
ntes les isles situés entre la ligne de démarcation
née par l'article précédent d'un côté et la crête
ontagnes du Caucase et la mer Caspienne de
, de même que les peuples nomades et autres
abitent ces contrées.

RT. VI. Dans le but de compenser les sacri-
considérables, que la guerre qui a éclaté entre
eux états, a occasionné à l'empire de Russie,
que les pertes et dommages qui en sont resultés
les sujets russes, S. M. le Schah de Perse s'en-
à les bonifier moyennant le payement d'une in-
ité pécuniaire. Il est convenu entre les deux
s parties contractantes, que le montant de cette
nnité est fixée à dix kourours de tomans raidje
ingt millions de roubles d'argent, et que le mode,
rmes et les garanties du paiement de cette somme
t réglés par un arrangement particulier, qui aura
ême force et valeur, que s'il étoit inséré mot à
au présent traité.

RT. VII. S. M. le Schah de Perse ayant jugé
opos de désigner pour son successeur et héritier
omtif, son auguste fils le prince Abbas-Mirza,
M. l'Empereur de toutes les Russies, afin de don-
à S. M. le Schah de Perse un témoignage public
ses dispositions amicales et de son désir de con-
uer à la consolidation de cet ordre de succession,
gage à reconnoître dès aujourd'hui dans l'auguste

1828 personne de S. A. R. le prince Abbas-Mirza le successeur et l'héritier presomtif de la couronne de Perse, et à le considérer comme légitime souverain de ce royaume dès son avenement au trône.

ART. VIII. Les bâtimens marchands russes jouiront, comme par le passé, du droit de naviguer librement sur la mer Caspienne et le long de ses côtes et d'y aborder. Ils trouveront en Perse secours et assistance en cas de naufrage. Le même droit est accordé aux bâtimens marchands persans de naviguer sur l'ancien pied, dans la mer Caspienne et d'aborder aux rivages russes, où en cas de naufrage, les persans recevront réciproquement secours et assistance.

Quant aux bâtimens de guerre, ceux qui porteront le pavillon militaire russe, étant ab antiquo les seuls qui aient eu le droit de naviguer sur la mer Caspienne, ce même privilège exclusif leur est par cette raison également réservé et assuré aujourd'hui, de sorte, qu'à l'exception de la Russie, aucune autre puissance ne pourra avoir des bâtimens de guerre sur la mer Caspienne.

ART. IX. S. M. l'Empereur de toutes les Russies et S. M. le Schah de Perse ayant à coeur de resserrer par tous les moyens, les liens si heureusement rétablis entre eux, sont convenus que les ambassadeurs, ministres et chargés d'affaires, qui pourroient être réciproquement délégués auprès des hautes cours respectives, soit pour s'acquitter d'une mission temporaire, soit pour y résider en permanence, seront reçus avec les honneurs et distinctions analogues à leur rang et conformes à la dignité des hautes puissances contractantes, comme à l'amitié sincère qui les unit et aux usages du pays. On conviendra à cet effet, moyennant un protocole spécial, du cérémonial à observer de part et d'autre.

ART. X. S. M. l'Empereur de toutes les Russies et S. M. le Schah de Perse considérant le rétablissement et l'extension des relations commerciales entre les deux états, comme un des premiers bienfaits que doit produire le retour de la paix, sont convenus de régler dans un parfait accord, toutes les dispositions relatives à la protection du commerce et à la sureté des sujets respectifs, et de les consigner dans un acte

ré et ci-annexé, arrêté entre les plénipotentiaires 1828
ectifs, et qui est et sera considéré comme faisant
ie integrante du présent traité de paix. S. M. le
ah de Perse réserve à la Russie, comme par le
é, le droit de nommer des consuls ou agens com-
ciaux, partout où le bien du commerce l'exigera,
l s'engage à faire jouir ces consuls et agens, cha-
desquels n'aura pas une suite de plus de dix in-
dus, de la protection, des honneurs et des privilè-
affectés à leur caractère public. S. M. l'Empe-
de toutes les Russies promet de son côté, d'ob-
er une parfaite réciprocité à l'égard des consuls
agens commerciaux de S. M. le Schah de Perse.
cas de plainte fondée de la part du gouvernement
an contre un des agens ou consuls russes, le mi-
eou chargé d'affaires de Russie, résidant à la cour
S. M. le Schah es sous les ordres immédiats duquel ils
nt placés, le suspendra de ses fonctions, et en confé-
provisoirement la gestion à qui il jugera convenable.

ART. XI. Toutes les affaires et réclamations des
s respectifs, suspendues par l'évenement de la
re, seront reprises et terminées suivant la justice
la conclusion de la paix. Les créances que les
s respectifs peuvent avoir les uns envèrs les au-
ainsi que celles sur le fisc, seront promptement
ntièrement liquidées.

ART. XII. Les hautes parties contractantes con-
ent d'un commun accord, dans l'intérêt de leurs
s respectifs, de fixer un terme de trois ans, pour
ceux d'entre eux qui ont simultanément des pro-
tés immobilières en decà et en delà de l'Araxe,
la faculté de les vendre, ou de les échanger li-
nent. S. M. l'Empereur de toutes les Russies
pte néanmoins du bénéfice de cette disposition,
autant qu'elle la concerne, le ci-devant Sardar
ivan, Hussein-Khan, son frère Hassan-Khan
Kérim-Khan, ci-devant gouverneur de Nakhit-
an.

ART. XIII. Tous les prisonniers de guerre faits
art et d'autre, soit dans le cours de la dernière
re, soit auparavant, de même que les sujets des
gouvernemens, réciproquement tombés en cap-
, à quelqu' époque que ce soit, seront tous libre-

1828 ment rendus dans le terme de quatre mois, et
avoir été pourvus de vivres et autres objets n
saires, ils seront dirigés sur Abbad-Abad, p
être remis entre les mains des commissaires res
vement chargés de les recevoir et d'aviser à leur
voi ultérieur dans leurs foyers. Les hautes p
contractantes en useront de même à l'égard de
les prisonniers de guerre et de tous les sujets
et persans réciproquement tombés en captivité,
n'auroient pas été restitués dans le terme susmenti
soit en raison de l'éloignement où ils se seroient t
vés, soit par toute autre cause, ou circonstance.
deux gouvernemens se reservent expressément le
illimité de les réclamer en tout tems, et ils s'obli
à les restituer mutuellement à mesure qu'il s'en p
sentera, ou à mesure qu'ils les réclameront.

ART. XIV. Les hautes parties contractantes
geront pas l'extradition des transfuges et déser
qui auroient passé sous leur domination respe
avant ou pendant la guerre. Toutefois pour pré
nir les conséquences mutuellement préjudiciables
pourroient résulter des intelligences que quelques
de ces transfuges chercheroient à entretenir avec
anciens compatriotes ou vassaux, le gouverne
persan s'engage à ne pas tolérer dans des poss
situées entre l'Araxe et la ligne formée par la
dite Tchara, par le lac d'Ourmie, par la rivi
Djakatou et par la rivière dite Kizil-Ozane
son confluent dans la mer Caspienne, la pr
des individus qui lui seront nominalement dé
maintenant ou qui lui seroient signalés à l'aveni
M. l'Empereur de toutes les Russies promet é
ment de son côté de ne pas permettre que les t
fuges persans s'établissent ou restent à demeure
les Khanats de Karabag et de Nakhitchévan,
que dans la partie du Khanat d'Erivan située s
rive droite de l'Araxe. Il est entendu toutefois
cette clause n'est et ne sera obligatoire, qu'à l'
d'individus revêtus d'un caractère public ou de
taine dignité, tels que les Khans, les begs et les
spirituels ou mollahs, dont l'exemple personel,
instigations et les intelligences clandestines pourr
exercer une influence pernicieuse sur leurs an
compatriotes, administrés ou vassaux. Pour ce

e la masse de la population dans les deux pays, 1828
nvenu entre les hautes parties contractantes,
sujets respectifs qui auroient passé ou qui
ent à l'avenir d'un état dans l'autre, seront
s'établir ou de séjourner partout où le trou-
n le gouvernement sous la domination du-
se seront placés.

. XV. Dans le but bienfaisant et salutaire
ner le calme dans ses états et d'écarter de ses
out ce qui pourroit aggraver les maux qu'a
irés sur eux la guerre à laquelle le présent
mis si heureusement fin, S. M. le Schah ac-
ne amnistie pleine et entière à tous les ha-
t fonctionnaires de la province dite l'Adzer-
. Aucun d'eux, sans exception de catégorie,
ra être ni poursuivi, ni molesté pour ses opi-
our ses actes ou pour la conduite qu'il auroit
it pendant la guerre, soit pendant l'occupation
ire de ladite province par les troupes russes. Il
a accordé en outre le térme d'un an, à dater de
pour se transporter librement avec leurs famil-
tats persans dans les états russes, pour exporter
vendre leurs biens-meubles, sans que les gou-
ns ou les autorités locales puissent y mettre le
obstacle, ni prélever aucun droit ou aucune
on sur les biens et sur les objets vendus ou
par eux. Quant à leurs biens immeubles,
era accordé un terme de cinq ans pour les
et pour en disposer à leur gré. Sont excep-
tte amnistie ceux qui se rendroient coupables,
pace de tems susmentionné d'un an, de quel-
ne, ou délit passible des peines punies par
naux.

. XVI. Aussitôt après la signature du pré-
té de paix, les plénipotentiaires respectifs s'em-
nt d'envoyer en tous lieux les avis et injonc-
cessaires pour la cessation immédiate des ho-

résent traité de paix, dressé en deux instru-
la même teneur, signé par les plénipoten-
espectifs, muni du cachet de leurs armes et
entre eux, sera confirmé et ratifié par S. M.
eur de toutes les Russies et S. M. le Schah

1828 de Perse, et les ratifications solennelles, revêt
leur propre signature, en seront échangées ent
plénipotentiaires dans le terme de quatre m
plutôt si faire se peut.

Fait au village de Tourkmantchaï, le 22
1828, et le 5 de Schebone 1243 de l'Egyre.

114.

Convention de Commerce et d'A entre Sa Majesté le Roi de S et de Norvège, d'une part, et Sa jesté l'Empereur de Toutes les sies, de l'autre, faite et concl S:t. Pétersbourg le $\frac{26}{14}$ Février et ratifiée à Stockholm le 27 M et à S:t. Pétersbourg le $\frac{26}{14}$ Ma la même année.

(*Cum Gratia et Privilegio S:ae R:ae M*
Stockholm, tryckt i Kongl. Tryckeriet, 18

Au nom de la très Sainte et Indivisible T

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège Majesté l'Empereur de Toutes les Russies, d'un égal désir de resserrer de plus en plus d'amitié et de bon voisinage, qui les unissent reusement, ont résolu, d'un commun accord l'expiration de l'Acte Additionnel au Traité de Frédricshamn, conclu à St. Petersbourg le $\frac{10}{29}$ 1817, de régler, par une nouvelle Conventio ce qui concerne les relations de commerc Leurs sujets respectifs. A cet effet, Leurs di jestés ont nommé pour Leurs Plénipotentiai

oir: Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, 1828
Sieur Nicolas Frédéric, Baron de Palmstjerna,
on Envoyé Extraordinaire et Ministre Plenipoten-
iaire près Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Rus-
es, Général-Major, Aide de Camp Général et
hambellan de Sa Majesté; Porte-Etendard de Ses Or-
res, Commandeur de l'Ordre de l'Etoile Polaire et
hevalier de celui de l'Epée: et Sa Majesté l'Empe-
ur de Toutes les Russies, le Sieur Charles Robert,
omte de Nesselrode, Son Conseiller Privé actuel
Chambellan actuel, Membre du Conseil de l'Em-
re, Secrétaire d'Etat dirigeant le Ministère des Af-
res Etrangères, Chevalier des Ordres de St. Alex-
dre Newsky, de St. Wladimir de la première classe,
l'Aigle blanc de Pologne, Chevalier de l'Ordre des
raphins de Suède, et de plusieurs autres; et le Sieur
bert Henri, Comte de Rehbinder, Son Conseiller
ivé et Chambellan actuel, Secrétaire d'Etat pour les
aires du Grand-Duché de Finlande, Chevalier de
dre de S:te Anne de la première classe et Grand
ix de celui de St. Wladimir de la seconde; les-
s, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trou-
s en bonne et dûe forme, sont convenus des arti-
s suivans:

ART. I. Les bâtimens Suédois et Norvégiens, ainsi que les bâtimens Russes et Finlandais, seront traités dans les ports respectifs des deux Hautes Puissances Contractantes, tant à leur entrée, qu' à leur sortie, à l'égal des nationaux, pour les droits de port, de tonnage, de fanaux, de pilotage et de sauvetage, ainsi que pour tout autre droit ou imposition, payable, soit à la Couronne, soit aux villes, ou à des établissemens particuliers quelconques, à quel titre et sous quelle dénomination que ce soit.

Cette stipulation est également applicable à toutes les embarcations et à tous les bâtimens marchands, chargés ou sur leur lest, quelles qu'en soient la capacité et la construction.

En attendant qu'un règlement uniforme puisse être établi dans les ports Russes de la Mer Baltique, de la Mer Noire et de la Mer d'Azoff, pour le payement des impositions et droits dénommés ci-dessus, les bâtimens Suédois et Norvégiens y seront traités sur le pied des nations les plus favorisées.

1828 Les bâtimens clincarts et non pontés des l
de la Finlande, en naviguant directement e
Suède et la Finlande, ne payeront, dans les p
Suède, que les droits de douane et autres dits *I*
sans l'augmentation, à laquelle les bâtimens
et étrangers de la même construction ont ét
jettis. Les bâtimens Suédois clincarts et non
jouiront de la même exemption dans les por
Finlande.

Les bâtimens des paysans Finlandais conti
à jouir, dans les ports de Suède, des mêmes
tés, qui leur ont été accordées jusqu'ici, pour
claration des cargaisons, et pour le mode d'a
ment des droits.

ART. II. Toutes les denrées et march
dont l'importation dans les ports Russes est
ment permise sur des bâtimens nationaux,
soient les productions du sol ou de l'industr
Royaumes de Suède et de Norvège, ou de tou
pays, pourront également être importées dans l
ports sur des bâtimens Suédois et Norvégiens,
être assujettis à des droits plus forts ou autr
quel titre et sous quelle dénomination que ce soi
si elles étoient importées sur des bâtimens natio

Réciproquement, toutes les denrées et marc
ses, dont l'importation dans les ports des Roy
de Suède et de Norvège est légalement permi
des bâtimens nationaux, qu'elles soient les prod
du sol ou de l'industrie de l'Empire de Russie,
tout autre pays, pourront également être imp
dans les dits ports sur des bâtimens Russes, sa
assujetties à des droits plus forts ou autres,
titre et sous quelle dénomination que ce soit,
elles étaient importées sur des bâtimens Suéd
Norvegiens.

Toutes les denrées et marchandises, dont l'
tation des ports Russes est légalement permi
des bâtimens nationaux, pourront également e
exportées par les bâtimens Suédois ou Norv
sans être assujetties à des droits plus forts ou
que si l'exportation était effectuée par des bâ
Russes.

Réciproquement, toutes les denrées et mar
dises, dont l'exportation des ports des Royaum

:t Norvège est légalement permise sur des bâ- 1828
nationaux, pourront également en être expor-
r les bâtimens Russes, sans être assujetties à
oits plus forts ou autres, que si l'exportation
fectuée par des bâtimens Suédois ou Norvégiens.
stipulations du présent Article ne seront ap-
s, ni au pavillon Suédois et Norvégien dans
s Finlandais, ni au pavillon Finlandais dans
s de Suède et de Norvège. Il est convenu,
e, que les Deux Hautes Parties Contractantes
dent point préjudicier, par ces mêmes stipula-
ux Conventions, qu'Elles concluraient respec-
t avec une Puissance tierce, et par lesquelles
concédé quelque avantage spécial pour l'im-
n ou l'exportation de certaines marchandises
nées; et ces Conventions ne pourront être in-
en faveur des sujets Russes en Suède et en
e, ni en faveur des sujets Suédois et Norvé-
ı Russie.

:. III. Toutefois, les Conventions particuliè-
ıclues ou à conclure entre l'une des deux Hau-
ies Contractantes et une Puissance tierce, ne
ıt déroger à la faculté, qui, par suite de l'Ar-
, est accordée aux sujets respectifs relative-
l'importation du sel, de quelque endroit que
et moyennant les mêmes droits, que payent
onaux, tant par les vaisseaux et bâtimens mar-
Russes en Suède et en Norvège, que par les
x et bâtimens marchands Suédois et Norvé-
n Russie.

cette disposition sont exceptés les ports Rus-
la Mer Noire, pour aussi longtems, que l'im-
n du sel y est généralement prohibée.

vaisseaux et bâtimens marchands appartenant
bitans du Grand Duché de Finlande pourront
r le sel, de quelque endroit que ce soit, dans
ports des Royaumes de Suède et de Norvège,
ınt les mêmes droits et aux mêmes conditions
nationaux, et les vaisseaux et bâtimens mar-
Suédois et Norvégiens jouiront, avec une par-
ıciprocité, de la même faculté dans tous les
u Grand Duché de Finlande. Il ne pourra
rogé à ce privilége réciproque par suite d'une
ıtion quelconque, qui pourrait être conclue par

1828 l'une des deux Hautes Parties Contractantes a
Puissance tierce.

Le sel pourra être également importé d
de Suède dans ceux de la Finlande, par les
ouverts ou pontés appartenans aux habitans d
Duché, sans être soumis à des droits plus
autres, que s'il venait directement du lieu de
duction, sur des bâtimens Finlandais, joui
l'exemption dite *Helfrihet.*

ART. IV. L'Alun, le Rouge souffré et l
pourront être importés de Suède et de Nor
des bâtimens Suédois, Norvégiens, Russes o
dais dans les ports Russes de la Baltique
mer Blanche, en ne payant que la moitié d
fixés dans le Tarif des douanes Russes.

L'Huile de baleine, importée de Suède ou
vège sur des vaisseaux appartenans aux sujets
ou l'autre des Hautes Parties Contractantes, n
qu'un tiers des droits fixés dans le Tarif d
nes de l'Empire.

Le Poisson salé, autre que le Hareng, et
son sec importé de la même manière, payer
le port de St. Pétersbourg, un droit qui n'
point un Rouble en argent par poud; dans
de la mer Blanche, un droit qui n'excéde
sept Copeks en argent par poud, et dans l
ports de l'Empire, la moitié des droits fix
Tarif des douanes Russes.

L'Alun Suédois, importé à St. Pétersbour
libéré du triage, ainsi que de la rétribution
ce titre.

Le droit pour l'emmagasinage du Haren
ou Norvégien, importé dans ce port, ne p
passer quatre vingt Copeks en assignations pa

Le Suif, importé en Suède des ports de
par des bâtimens Suédois, Norvégiens, R
Finlandais, ne sera assujetti qu' à la moitié
d'entrée et autres, généralement fixés pour c
chandise en Suède. Les Chandelles (de su
ront y être importées de la même maniere
nant un droit de cinq pour cent, en sus de
paye pour le Suif.

Le Thé de caravane, importé de Russie
sur des bâtimens appartenans aux sujets de

tre des Hautes Parties Contractantes, jouira d'une 1828
inution de dix pour cent du taux général des droits
trée et autres, auxquels cette denrée est soumise
uède.

La Farine, le Blé, le Chanvre, les Cordages, la
à voile, le Goudron et les matériaux de con-
tion, importés des ports Russes de la mer Blan-
dans la province Norvégienne de Finmarken, ne
t, à leur entrée, assujettis à aucun droit de douane.

ART. V. L'expérience ayant démontré, que le
d'entrepôt qui, en vertu de l'Article X. de l'Acte
tionnel au Traite de paix de Frédricshamn, a été
dé aux sujets respectifs, pourrait être, sous de
ns rapports, restreint, sans qu'il en résulte un
vénient pour leurs relations commerciales, tan-
qu'en même tems il a été reconnu utile de déter-
plus spécialement les conditions, auxquelles ce
peut être concédé de part et d'autre, les deux
Parties Contractantes sont convenues des sti-
ns qui suivent:

commerçans Suédois et Norvégiens jouiront
roit d'entrepôt pour l'alun, le rouge souffré, le
g et autre poisson salé, ainsi que pour le pois-
c, à St. Pétersbourg et à Riga pendant huit mois,
Archangel pendant douze mois, à dater du jour
rrivée de la marchandise, sans payer aucun droit
position. Le sel importé sur des bâtimens Sué-
ou Norvégiens à St. Pétersbourg, à Reval, ou
les ports de Livonie et de Courlande, pourra
ment y être mis en entrepôt, sans payer de droit,
x conditions établies par le règlement actuellement
igueur.

Toutes les marchandises, qui sont la propriété de
merçans Suédois et Norvégiens, pourront être
s en entrepôt à Abo et à Helsingfors. Sont ex-
tées les marchandises, qui, n'étant pas des pro-
tions du sol ou de l'industrie de la Suède ou de la
rvège, sont généralement prohibées à l'entrée en
lande. Pour les marchandises qui seront mises en
epôt dans les susdits ports de Finlande, il sera
é à l'entrée un demi pour cent de leur valeur. Si
marchandises restaient à l'entrepôt au de là de deux
, ce payement d'un demi pour cent sera renouvellé,

Christiania et à Hammerfest, et dans tou
Norvégien, où il y a une chambre de
conditions qui se trouvent fixées pour le
ses de même nature, importées sur des b
dois et Norvégiens.

Cependant, pour ce qui regarde les
produites et fabriquées dans un pays tiers
déclarées pour la consommation intérieur
elles ont été importées et mises en entrep
d'entrée et autres seront perçus alors, t
et en Norvège, qu'en Finlande, selon
bâtiment par lequel l'importation a eu lie
tation connue sous la dénomination de *Of*
en ce cas, applicable aux objets apporté
timens non privilégiés.

Le sel importé par des bâtimens app
sujets respectifs, et qui, après avoir été
pôt, sera déclaré pour la consommation
droits conformément aux stipulations co
l'Article III. sans que, dans ces cas, et
ment de ces droits, il soit fait aucune d
tre les bâtimens privilégiés et non privil

Sont exceptés du droit d'entrepôt da
Norvégiens, les articles suivans, quel
droit de leur production, et pour aussi

ART. VI. Sa Majesté le Roi de Suède et de Nor- 1826
ge aura le droit de faire exporter, annuellement, des
rts du Golfe de Finlande, ou de la Mer Baltique
is la domination de Sa Majesté l'Empereur de Tou-
les Russies, jusqu' à la concurrence de Deux Cent
lle Tschetwerts de blé, libre de tout droit de sortie,
sans qu'il soit fait aucune restriction ou exception
ur les années, où l'exportation serait en général
ohibée. Ceux qui feront les envois devront être
nis, comme par le passé, des preuves nécessaires
ur justifier, que les achats ont été faits pour compte
Sa dite Majesté, ou en vertu de Son autorisation.
S'il arrivait, que la quantité stipulée ci-dessus
ût pas été exportée avant la fin de l'année, cela
pourra pas servir à augmenter l'exportation du
, en faveur de la Suède, pour l'année suivante.
La Norvège pourra annuellement exporter des ports
la Mer Blanche, libre de tout droit de sortie, jusqu'
concurrence de Vingt Cinq Mille Tschetwerts de
sur des bâtimens Norvégiens, et une égale quan-
sur des bâtimens Russes. Il dépendra de la con-
ance réciproque des acheteurs et des vendeurs de
tituer la farine au blé, pour une partie ou pour
totalité de la quantité susmentionnée, et, dans ce
, la farine sera également libre de tout droit de
tie.

ART. VII. Les vaisseaux Russes venant de la
r Blanche dans les ports de la province de Fin-
rken en Norvège, pourront vendre leurs marchan-
s à bord, conformément à ce qui s'est légalement
tiqué jusqu' ici, dans les villes pendant quatre se-
ines, non seulement aux paysans, mais aussi aux
timens Norvégiens, et dans tout autre port du Fin-
rken, aux bâtimens Norvégiens pendant quinze
irs.

ART. VIII. Il sera permis aux habitans des Com-
nunes d'Utsjocki et d'Enara dans la Laponie Finlan-
aise, de faire un commerce d'échange avec les bâ-
imens Russes, arrivant de la Mer Blanche sur cette
artie des côtes du Golfe de Varanger, qui, ci-de-
ant, était comprise dans les districts appellés com-
nuns, ainsi qu'à l'embouchure de la rivière du Pasvig,
n troquant leurs propres productions contre les den-
ées suivantes de première nécessité, savoir: blé, farine,

1823 gruau, pois, chanvre, toile à voile, cordages, goudron, suif, chandelles et sel. Il n'y sera prélevé nul droit sur ce trafic.

ART. IX. Les bâtimens de commerce Suédois et Norvégiens, ainsi que les bâtimens Russes et Finlandais, pourront, conformément à ce qui a été pratiqué jusqu' ici, importer, directement de Suède et de Norvège en Finlande, toutes sortes d'objets manufacturés, denrées et marchandises, qui sont le produit du sol ou de l'industrie des dits Royaumes, et dont l'entrée est permise en général. Il ne sera perçu, à l'entrée de ces objets de commerce, que la moitié des droits qu'ils payeraient selon le taux du Tarif général, et d'après les ordonnances existantes, soit à l'État, soit aux villes et à des établissemens particuliers, s'ils étaient importés par les bâtimens Finlandais, directement de tout autre pays, dont ils seraient la production.

Le même avantage est accordé en Suède à toutes sortes de marchandises, denrées et productions Finlandaises, dont l'importation est permise en général et qui viennent directement de la Finlande sur des bâtimens Suédois, Norvégiens, Russes ou Finlandais.

Le goudron pourra être importé de Finlande en Suède, sans payer aucun droit de douane.

ART. X. Toutes les productions du sol ou de l'industrie de la Suède et de la Norvège, dont l'entrée est en général défendue en Finlande, y seront, néanmoins, admises, conformément à ce qui a été pratiqué jusqu'ici, lorsqu'elles viendront directement de Suède et de Norvège, et sans qu'elles soient assujetties à des droits de douane, plus forts que dix pour cent de la valeur de la marchandise.

Les produits du sol ou de l'industrie de la Finlande, dont l'entrée est généralement défendue en Suède, y jouiront du même avantage, lorsqu'ils viendront directement de la Finlande.

L'eau de vie, le salpêtre, et les cartes à jouer, sont, cependant, exceptés de cette permission générale d'importation, et ces Articles ne pourront être importés, ni de Suède ou de Norvège en Finlande, ni de Finlande en Suède et en Norvège.

ART. XI. En adoptant, par les Articles IX. et X., les principes généraux, qui règleront, pendant la durée

la présente Convention, le commerce entre la Fin- 1828
de et la Suède, les deux Hautes Parties Contractan-
, considérant la nature particulière de ce commerce,
voulant davantage encore faciliter les relations réci-
oques, sont convenues, en conformité des disposi-
ns arrêtées précédemment, de fixer séparément par
s Tarifs spéciaux, annexés à la présente Conven-
n, les droits d'entrée, auxquels seront soumises, dans
pays respectifs, quelques-unes des productions de
r sol ou de leur industrie. Ces Tarifs, dont l'un
ncerne les marchandises importées de Finlande en
ède, l'autre celles qui sont importées de Suède en
nlande, auront la même force et valeur, que s'ils
ent textuellement insérés dans la présente Con-
ntion.

ART. XII. Les bâtimens Finlandais, ouverts ou pon-
s, pourront exporter, d'un port Suédois, pour importer
Finlande, le vin, les épiceries et les denrées colonia-
, dont l'importation est, en général, permise dans
Grand Duché, sans que, pour les dites marchan-
es, il soit perçû, à leur entrée en Finlande, des
oits de douane plus forts ou autres, que si elles
enoient directement du lieu même de leur produc-
on, sur des bâtimens Finlandais, jouissant de l'exemp-
on dite *Hel-frihet.*

ART. XIII. La présente Convention commer-
ale, et les Tarifs spéciaux, mentionnés à l'Article XI.,
ant fixé les conditions, auxquelles les denrées et
rchandises, provenant des Etats de l'une des deux
autes Parties Contractantes, pourront être impor-
es dans ceux de l'autre, il a été reconnu indispen-
ble d'établir des mesures de contrôle, pour préve-
ir les abus et pour constater l'origine ou l'endroit de
brication des marchandises, qui devront jouir des
vantages stipulés. A cet effet, les deux Hautes Par-
es Contractantes sont convenues des règles qui
uivent:

1:o Pour les denrées et marchandises, qui s'ex-
ortent d'une ville:

a) Toute denrée ou marchandise, arrivant d'une
ille, doit être munie d'un certificat, émis par le
ribunal du lieu, et qui atteste, que le propriétaire
u fabriquant a affirmé par serment, dévant ce même

1828 Tribunal, qu'elle a été produite ou fabriquée dans le pays, d'où elle est exportée.

b) Pour la validité des dits certificats, lesquels doivent toujours accompagner la marchandise, il est requis, qu'ils soient dûment légalisés par le Consul ou Vice Consul du pays, pour lequel la marchandise est exportée, en cas qu'un fonctionnaire pareil se trouve établi dans la ville.

c) La rétribution pour ces Certificats, délivrés par les Tribunaux et légalisés par les Consuls ou Vice Consuls, ne dépassera, dans aucun des pays respectifs, la somme de Vingt quatre Schillings de Banque de Hambourg, payable aux autorités judiciaires, et la même somme au Consul, pour chaque document comprenant toutes les marchandises expédiées par la même occasion, pour compte du même propriétaire.

d) Vû les circonstances locales, le port de S:t Petersbourg est excepté des dispositions générales énoncées ci-dessus, de sorte, que les usages, actuellement suivis, continueront à être observés, par rapport aux Certificats, pour le suif et pour les chandelles, qui s'exportent de ce port pour ceux de la Suède et de la Norvège.

2:o Pour les denrées et marchandises, qui arrivent de la campagne:

Les denrées et marchandises, arrivant de la campagne, jouiront des avantages stipulés, dèsqu'elles sont accompagnées d'un Certificat, émis par l'Autorité Civile (*Kronobetjeningen*) du lieu de l'exportation, et par lequel il est attesté, qu'elles sont le produit du pays, qui les exporte, qu'elles ont été produites et fabriquées à la campagne, et qu'elles en arrivent directement.

3:o Les objets de commerce, qui sont spécifiés dans les Listes Litt^is A. et B., annexées aux Tarifs, sont entièrement exceptés des dispositions renfermées dans le présent Article: soit qu'ils viennent d'une ville, soit qu'ils arrivent de la campagne, ils pourront être importés librement, et jouiront des avantages stipulés, sans être accompagnés de Certificats.

Art. XIV. Les propriétaires de forges en Finlande pourront, pendant le cours de trois ans, à dater du jour de l'échange des ratifications de la présente Convention, faire acheter annuellement en Suède, et

porter, libres de droits, non seulement Neuf Mille 1828
uf Cent Quarante Six et demi Skeppund de Suède
Fer de fonte de toute espèce, et de tout endroit
ils voudront, sans être obligés de s'en tenir aux
alités, que portent leurs privilèges, mais encore
ngt Trois Mille Sept Cent Soixante Sept Skeppund
Minerai de fer, lequel sera pris des endroits et
tricts, où ce minerai a été puisé auparavant, sa-
r: des mines de Sudermannie, Dix Neuf Mille
q Cent Cinquante Six Skeppund, et de celles de
lagen, Quatre Mille Deux Cent Onze Skeppund,
si que cela a été pratiqué jusqu'ici.

S'il arrivait, que les quantités stipulées n'eûssent été exportées avant la fin d'une année, cette circonstance ne pourra servir de raison, l'année suivante, d'augmenter, en faveur du Grand Duché, l'exportation du Fer de fonte et du Minerai; et cette exportation ne pourra, dans aucun cas, outrepasser, pour chaque année, les quantités déterminées ci-dessus.

ART. XV. L'importation du bois de chauffage de Finlande en Suède restera permise, et les droits de douane payables, soit à l'exportation de la Finlande, soit à l'importation en Suède, ne pourront excéder vingt Schillings de Banque de Suède en argent pour chaque corde de bois de bouleau, et Douze Schillings en argent pour une corde de bois de toute autre espèce.

ART. XVI. Les deux Hautes Parties Contractantes sont convenues de limiter la durée de la présente Convention commerciale au terme de Six ans, à dater du jour de l'échange des Ratifications.

ART. XVII. La présente Convention sera ratifiée, et les Ratifications seront échangées à St. Pétersbourg, dans l'espace de Six semaines, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à St Pétersbourg le $\frac{\text{Vingt Six}}{\text{Quatorze}}$ Février, l'An de Grâce Mil Huit Cent Vingt Huit.

N. F. PALMSTJERNA.
Le Comte DE NESSELRODE.
Le Comte DE REHBINDER.

1828 *Annexes*

mentionnées dans les Articles XI. et XI
la Convention de Commerce et d'Amitié,
à S:t Pétersbourg le $\frac{26}{14}$ *Février* 182

Tarif Spécial

pour les marchandises exportées de Finl
en Suède.

		Ar
		R.
Ecorce, moulue	1 tonneau	—
non moulue	idem	—
Bateaux, de la valeur de 100 R:d. en espèces		3
Baies	idem	3
Duvet	1 lispund	—
Poisson, frais	(Exempt de droits)	=
salé, Saumon	1 tonneau	—
Strömming et autres espèces,	idem	—
Plumes, à lit	1 lispund	—
Lard, salé ou fumé	idem	—
Verre: vitres, bouteilles, flacons, pots, verres à vin, gobelets, de la valeur de 100 R:d. en espèces		10
Paille	1 skeppund	—
Houblon	idem	1
Fer, clous et tôle de la valeur de 100 R:d. en espèces		—
Noir de fumée		5
Cuivre, non forgé	1 skeppund	—
Chevaux, par tête		2
Bestiaux, Bêtes à cornes, grands et petits, par tête		—
Autres pièces de bétail	idem	—
Cumin	1 tonneau	—
Viande, salée	idem	—
Huile, de bouleau, 1 pot (kanna)		—
de poix	1 tonneau	—
Fromage	1 lispund	—
Potasse, calcinée	idem	—
Vaisseaux, grands ou petits, construits en Finlande et pourvus de cordages, voiles		

	R.	sk	r.
ıtres effets d'équipement de la valeur			1828
00 R:d. en espèces	5	—	—
le veau marin 1 barrique (Åm)	—	6	—
. . . . 1 lispund	—	7	2
laine ou de lin . . 1 paire	—	—	3
le toile d'étoupes . . 1 douzaine	—	4	—
:lles . . . . . 1 lispund	—	6	—
en feuilles . . . . . idem	—	3	—
ıvré, produits industriels des paysans,			
ı valeur de 100 R:d. en espèces	3	—	—
:s, de boeufs, de moutons, de ren-			
. . . . . 1 tonneau	—	24	—
e chauffage, jusqu' à ce qu'il soit au-			
ent ordonné, et en observant la sti-			
ion de l'Art. XV. de la Convention			
nerciale:			
e bouleau, par corde (famn) . .	—	6	—
in et de sapin . . . . . idem	—	5	—
Ruban de lin, de la valeur de 100			
R:d. en espèces	5	—	—
Mouchoirs . . . . 1 douzaine	—	2	—
Toile d'étoupes, non teinte, 1 aune	—	—	1
teinte idem	—	—	2
Toile, non teinte . . . idem	—	—	2
teinte . . . idem	—	—	4
Toiles à voile . . . . idem	—	1	—
Bure, de laine . . . . idem	—	1	—
. . . . . la vingtaine	—	—	10

droits de douane, désignés dans le présent Ta- ront payés en Riksdalers de Suède, espèces son- , ou par l'équivalent en billets de Banque de selon le cours à fixer au commencement de cha- née.

en sera de même relativement aux droits de pour les marchandises, taxées d'après leur va- t les dispositions générales, établies à cet égard, nt de règle pour le mode d'évaluation des ob- ont la valeur n'est pas spécialement déterminée tarif général en vigueur.

ant aux droits, revenant aux villes ou à des éta- iens particuliers, ils seront acquittés pour les ndises spécifiées dans le présent tarif, confor-

1828 mément aux principes généraux énoncés à l'Arti IX. de la Convention Commerciale.

N. F. PALMSTJERNA.
Le Comte DE NESSELRODE.
Le Comte DE REHBINDER.

Tarif Special

pour les marchandises exportées de Suède Finlande.

	Arg. Roubles
Alun . . . . 1 tonneau	1
Poulies en bois . . . . 10 pièces	1
Brosses de toutes espèces, de la valeur de 100 Roubl. d'argent	5
Toiles de coton, imprimées et non imprimées, de fabrication Suédoise, de la valeur de 100 Roubl. d'argent . . .	
Mouchoirs de coton, imprimés, de fabrication Suédoise, de la valeur de 100 Roubl. d'argent	
Bois de chêne, non ouvré, de la valeur de 100 Roubl. d'argent . . .	1
Poisson: morue, hareng, cabillaud, salé 1 tonneau	1
Homards, huitres . . 1 Baril (träd)	1
Saumon fumé . . . 1 pièce	1
Fruits, de jardin, frais, pommes, poires, prunes et cerises de toutes espèces, 1 quart de tonneau (fjerding)	1
Graines, graines de foin (exemptes de droits)	=
Couleurs, Rouge Soufré . 1 skeppund	1
Craie blanche . 1 skeppund	
Sarrette . . 1 skeppund	
Verre, lustres et lampes, de la valeur de 100 Roubles d'argent	5
Marmites, en pierre, de la valeur de 100 Roubl. d'argent	2

		R.	C.	
nées . . .	1 pièce	—	10	1823
de plomb .	1 skeppund	—	25	
Canepin, de la valeur de 100 Roubl.				
it		5	—	
k, de bois, de racine et de laine,				
valeur de 100 Roubles d'argent		5	—	
le Cerf, rapées. .	1 lispund	—	6	
cier, fer en barres, de la valeur de				
oubles d'argent . . .		1	—	
ic étamé, ancres, grappins, canons,				
s, clous, fer à boulons, fer coudé,				
ius ouvrages en fer, de la valeur de				
oubles d'argent . . .		—	50	
ci de toutes espèces de fabrication				
se, de la valeur de 100 Roubles				
it		2	—	
, poêles et ouvrages en fer fondu				
es espèces, de la valeur de 100 Roub-				
rgent . . .		2	—	
le la valeur de 100 Roubl. d'argent		—	50	
de poêles, vernissés et non vernissés,				
valeur de 100 Roubl. d'argent		2	—	
de la valeur de 100 Roubl. d'argent		2	—	
terre et de pierre de toutes espèces,				
valeur de 100 Roubles d'argent		2	—	
le bois, de la valeur de 100 Roubl.				
it		2	—	
on ouvré, ou forgé, de la valeur de				
oubl. d'argent . . .		5	—	
icheter, fine .	1 lispund	—	25	
mpreintes . .	1 lispund	—	13	
en bois, de la valeur de 100 Roubl.				
t		3	—	
rdinaire et Fonte, tels que Marmites,				
s à piler, chandeliers, poêlons et				
de toutes espèces, de la valeur de				
oubl. d'argent . . .		5	—	
. . .	1 tonneau	—	10	
ion ouvré, en plaques,	1 lispund	—	25	
Fil de laiton . .	1 lispund	—	25	
e froment .	1 lispund	—	5	
. . .	1 lispund	—	10	
l'Eglantier, secs	1 lispund	—	10	

Fromage	1 lispund
Papier à lettres	1 ramo (ris)
de l'espèce dite *skrifpapper*	1 rame
de celle dite *conceptpapper*	1 rame
de celle dite *carduspapper*	1 rame
brouillard	5 rames
d'impression	5 rames
de doublage	5 rames
de l'espèce dite *presspapper*	1 lispund
Carton	1 lispund
Pipes à tabac, de terre, de la valeur de 100 Roubl. d'argent	
Poyenoe, de fabrication Suédoise	idem
Plumes à écrire	20 paquets
Poudre à poudrer	1 lispund
Sirop, de fabrication Suédoise, de la valeur de 100 Roubl. d'argent	
Sucre, en pains, de fabrication Suédoise, de la valeur de 100 Roubles d'argent	
Pierres d'Oeland de la valeur de 100 Roubl. d'argent	
Douves de bois de chêne et de hêtre, et fonds de tonneau du même bois, de la valeur de 100 Roubles d'argent	
Empois, blanc	1 lispund
Savon liquide, noir, 1 quart de tonneau	
Tabac, en feuilles	1 lispund
à fumer, en paquets	1 lispund
en poudre	1 lispund
Tuiles, non vernissées,	1000 pièces
Huile de baleine et autres semblables, de la valeur de 100 Roubles d'argent	
Aunes brisées	1 douzaine
Toile cirée, de la valeur de 100 Roubl. d'argent	
Vitriol, vert	1 skeppund
Pois de pigeon	1 tonneau
Tissus, de lin, toiles	1 aune
Bonnets de nuit	1 douzaine
de Soie, de fabrication Suédoise, espèces permises, la moitié des droits généralement fixés.	
espèces prohibées par le Tarif général, de la valeur de 100 Roubles d'argent	

	R.	C.	
aine, tels que draps, flanelle, étoffe de			1828
ne claire, de la valeur de 100 Roubl. d'argent	—	5	
aigre, de la valeur de 100 Roubl. d'argent	—	50	
ible bière et Porter, de fabrication Sué-			
oise, de la valeur de 100 Roubl. d'argent	—	50	

Les droits de douane, désignés dans le présent if, seront payés en Roubles, espèces sonnantes ou l'équivalent en assignations de la Banque Impé- de Russie, selon le cours à fixer au commence- at de chaque année.

Il en sera de même relativement aux droits de ne pour les marchandises, taxées d'après leur va- et les dispositions réglementaires du Tarif géné- es Douanes du Grand Duché de Finlande servi- de règle quant au mode d'évaluation de ces mar- dises.

Quant aux droits revenant aux Villes, ils seront tés pour les marchandises spécifiées dans le pré- Tarif, conformément aux principes généraux és à l'Article IX. de la Convention Commerciale.

N. F. PALMSTIERNA.
Le Comte DE NESSELRODE.
Le Comte DE REHBINDER.

Littera A.

Liste

Objets de Commerce, qui peuvent être importés de Finlande en Suède sans Certificats d'origine.

corce de toute espèce

le de Poix

aux
son de toute espèce (vivant)
et Jantes pour roues
les et Poulets
ublon
isettes
n
lle

1828 Résine
Cumin
Bétail de toute espèce
Saumon
Vaccinium Vitis Idaea
Chiffons servant à la fabrication du papier
Ecorce de bouleau
Fromage
Oiseau-gibier
Beurre
Bottes et Souliers (de l'espèce d'ouvrage dit *Bo*
Strömming
Goudron
Matériaux en bois, toute espèce
Vases en bois
Bure de laine, apportée pour être teinte
Bois de chauffage.

N. F. PALMSTJERNA.
Le Comte DE NESSELRO
Le Comte DE REHBINDE

Littera B.

Liste

des objets de Commerce, qui peuvent être im de Suède et de Norvège en Finlande sans ficats d'origine.

Alun, blanc
Bouées, en bois
Cendres: de cuivre, de laiton et de bois
Ecorce de chêne
Pesons, Suédois, timbrés
Ruches d'Abeilles
Fleurs fraiches, Arbres verts
Bardeaux, de bois de hêtre.
Poulies à l'usage de vaisseaux
Pain de froment ou de seigle
Boussoles
Tonneaux à bière, de bois de chêne ou de hêt
Pierres à feu, communes
Amadou
Fruits et Légumes: Prunes, Pommes, sèches et
ches, Cérises, Epines vinettes et suc d'icelles
bus Chamæmorus, Mûres et Rob de mûres, l

rticus et suc de cette baie, Poires, Concombres, 1828
aifort, Asperges, Fèves, Choux, blancs et choux
eurs, Noisettes et Noisetiers.
ines de jardinage, d'herbe et de fleurs
mards
: en barres, Fer à boulon, Fer coudé, Clous, Ca-
ons, Plaques forgées, Ancres, Grappins, Bêches,
elles, Fil de fer, Ouvrages grossiers en fer noirci,
uvrages en fonte, tels que plaques, Enclumes,
armites, Poêles, Mortiers à piler, Cloches etc. ve-
ant de Suède. Fer de fonte et Minerai de fer,
mportés de Suède en Finlande par les propriétaires
e forges Finlandaises, à l'usage de ces forges.
es, de toute espèce, timbrées
re, ouvré et non ouvré
non, fumé ou salé
à tabac, en terre
on, ouvré et non ouvré
ze commun et Fonte: Cloches, Canons, Marmi-
, Mortiers à piler etc.
e, de froment et de seigle
s et briques
es
rues et Fers de charrues
nt, ouvré, au timbre de Suède
s, à passer du blé ou de la terre
es, à aiguiser, pour parquets et escaliers, Meu-
, Carreaux, Pierres Sépulcrales, Marmites, Mor-
s à Piler, Pierre d'Oelande et de Gottlande.
, non ouvré
ois, blanc
re
riaux de bois, en blocs ou non ouvrés, servant
confectionner les meubles: de bois de hêtre, de
hêne, d'aune, de bouleau, de tremble, de genièv-
re, d'orme, de frêne.
nes brisées, au timbre Suédois
ves et fonds de tonneaux de bois de chêne et
le hêtre
s de pigeon et autres
riol

N. F. PALMSTJERNA.
Le Comte DE NESSELRODE.
Le Comte DE REHBINDER.

115.

1828 ***Décret d'abdication de S. M. D. Pedro, Empereur du Brésil, comme roi de Portugal, daté de Rio Janeiro du 3 Mars 1828.***

(*The Times* 1828. May 13. Nr. 13, 591)

The Period having arrived, which I fixed for the completion of my abdication of the crown of Portugal, according to my decree of the 3d of May 1826, and it being necessary to give to the Portuguese nation, always jealous of its independence, an indubitable proof of my desire of its being perpetually separated from Brazil (of which I have the distinct honour and pride of being Sovereign) so as to make cease the idea of their being reunited impracticable;

I am pleased, of my own free and spontaneous will, after having pondered on this most important business, to order, as by this my royal decree I do order, that the Kingdom of Portugal be henceforward governed in the name of my dearly beloved daughter Dona Maria II, already its Queen, according to its constitutional charter by me authorised and given, ordered to be sworn, and sworn; declaring, moreover, most expressly, that I have no further claim or right whatever to the Portuguese crown.

The Infant Don Miguel, my much beloved and esteemed brother, Regent of the Kingdoms of Portugal and Algarve, and my Lieutenant, is charged with the execution and publication of the present decree.

Palace of Boa bista on the 3d day of March 1828, with the signature of His Majesty the King.

116.

Convention entre le Wurtemberg et le duché de Saxe-Meiningen concernant les frais de justice en matières criminelles et de concours des créanciers, publiée à Stouttgart le 15 Mars 1828.

1828

(*Regierungs-Blatt für das Königreich Württemberg*. 1828. n. 17. pag. 144).

Die K. Württembergische Regierung ist mit der Herzoglich Sachsen-Meiningenschen Regierung in Beziehung auf Vergütung derjenigen Kosten, welche durch Requisitionen in Straf-Rechtsfällen und in Civilsachen bei den gegenseitigen Gerichtsstellen verursacht werden, dahin übereingekommen:

In allen *strafrechtlichen Verhandlungen*, bei denen die Kosten niedergeschlagen, oder auf die Casse des Staats, oder der Gerichtsherrn, oder die für einzelne Communen (im Herzogthum Sachsen-Meiningen) bestehenden Gerichts-Cassen übernommen werden müssen, soll die requirirende Stelle der requirirten lediglich die baaren Auslagen für Botenlohn und Postgelder, für Verpflegungs-Gebühr, Transport und Bewachung der Gefangenen, zu berechnen und zu erstatten haben; wogegen alle andere Kosten, für Protokollirung, Schreib- und Abschrift-Gebühren, so wie für die an die Gerichts-Personen, oder an die Cassen sonst zu entrichtenden Sporteln nicht aufgerechnet werden mögen.

In *Gantsachen* sollen die gerichtlichen Requisitionen gegenseitig kostenfrei vollzogen und nur für unvermeidliche baare Auslagen, welche die Vollziehung der Requisitionen etwa nach sich zieht, gegenseitig Ersatz geleistet werden.

In allen Fällen hat die requirirende Stelle ihre Schreiben bis an den Abgabe-Ort zu frankiren,

1828 wogegen die ersuchte in unfrankirten Briefen antwortet.

Dem gemäfs haben die Königlichen Gerichte bei vorkommenden Veranlassungen sich zu achten.

Stuttgart, den 15. März 1828.

Auf seiner Königlichen Majestät höchsten Befehl

MAUCLER. BEROLDINGEN.

117.

Conventions entre le Wurtemberg et la Saxe royale, le grand duché de Saxe et le duché de Brunsvic concernant les fraix de justice en matières criminelles, publiées à Stoutgart le 17 Mars 1828.

(*Regierungsblatt für das Königreich Württemberg* 1828. n. 17. pag. 145).

Die K. Württembergische Regierung ist mit der K. Sächsischen, der Grofsherzoglich Sachsen-Weimarischen und der Herzoglich Braunschweig'schen Regierung in Beziehung auf Vergütung derjenigen Kosten, welche durch Requisitionen in Straf-Rechtsfällen bei den gegenseitigen Gerichtsstellen veranlafst werden, dahin übereingekommen:

„dafs in allen strafrechtlichen Verhandlungen, wo die Kosten niedergeschlagen, oder auf die Casse des Staats oder der Gerichtsherren übernommen werden müssen, die ersuchende Stelle der ersuchten lediglich die baaren Auslagen für Botenlohn und Postgelder, für Verpflegungs-Gebühren, Transport und Bewachung der Gefangenen zu berechnen und zu erstatten haben soll, wogegen alle andere Kosten für Protokollirung, Schreib- und Abschrift-Gebühren, so wie für die an die Gerichts-Personen

oder an die Casse sonst zu entrichtenden Sporteln 1828
nicht aufgerechnet werden mögen."

Diese Uebereinkunft, deren Wirksamkeit gegenüber von dem Königreiche Sachsen und dem Herzogthum Braunschweig mit dem 1. März d. J., gegenüber von dem Grofsherzogthume Sachsen aber mit dem 5. Februar d. J. beginnt, wird andurch zu öffentlicher Kenntnifs gebracht, und den betreffenden Behörden aufgegeben, sich bei eintretenden Fällen nach Vorstehender zu benehmen.

Stuttgart, den 17. März 1828.

Auf Seiner Königlichen Majestät höchsten Befehl:

MAUCLER. BEROLDINGEN.

118.

Convention entre l'electorat de Hesse et le grand duché de Saxe-Weimar-Eisenach, concernant l'extradition des criminels et d'autres rapports de juridiction criminelle, publiée à Cassel le 19 Mars 1828.

(*Sammlung von Gesetzen etc. für Kurhessen.* Jahr 1828. Nr. III. März. pag. 13).

Das unterzeichnete Kurfürstlich-Hessische Staatsministerium erklärt hiermit, dafs zwischen der Kurfürstlichen und der Grofsherzoglich-Sachsen-Weimar-Eisenachschen Staatsregierung, in Gemäsheit der von Seiner Königlichen Hoheit dem Kurfürsten ertheilten Bevollmächtigung, über die wechselseitige Auslieferung der Verbrecher und zur Unterstützung der Rechtspflege in Kriminal-Fällen überhaupt folgende Uebereinkunft verabredet und abgeschlossen worden ist:

ART. I. Alle Personen, die während ihres Aufenthaltes in einem der beiderseitigen Lande ein Ver-

1828 brechen begangen haben, welches, nach den Grun
sätzen der in beiderseitigen Landen geltenden Rech
eine peinliche Strafe nach sich zieht, sollen, wenn s
vor erfolgender Bestrafung in die anderseitigen Lan
sich gewendet haben, an dasjenige Gericht unweige
lich ausgeliefert werden, in dessen Gerichtsbezirke d
Verbrechen verübt worden ist.

Haben jedoch die Verbrecher, deren Auslieferu
aus einem der beiden Staaten verlangt wird, dan
einen wirklichen Wohnsitz erworben, dergestalt, daſ
sie als domiziliirte Landesunterthanen betrachtet wer
den können; so soll die Auslieferung derselben bi
zu einer in jedem einzelnen Falle zwischen dem Kur
fürstlich-Hessischen und dem Grofsherzoglich-Säch
sischen Ministerium zu treffenden besondern Ueber
einkunft ausgestellt bleiben.

Auch wegen bloſser Accise- und Contreban
Vergehen, ohne Unterschied und selbst dann, w
darauf in dem einen oder in dem anderen Lande e
weder überhaupt oder nach den Zeitumständen, z.
bei Fruchtsperren u. s. w., eine peinliche Strafe
setzt seyn sollte, findet die Auslieferung nicht St
es wäre denn, dafs für den vorkommenden einzel
Fall zwischen den beiderseitigen Regierungen eine U
bereinkunft getroffen würde.

Art. II. Sollte nach der Verfassung desje
Landes, wo das Verbrechen verübt worden ist,
Untersuchung von einem andern Gerichte, als de
jenigen geführt werden, in dessen Bezirke das Ver
brechen sich zugetragen hat; so erfolgt die Auslie
rung an den die Untersuchung auf sich habend
Richter.

Art. III. Der Auslieferung muſs jedes Mal ei
Requisition des die Untersuchung führenden Gerich
vorhergehen. Mithin soll ein bloſses Anerbieten zu
Auslieferung, welches sich nicht auf eine in öffent
lichen Blättern bekannt gemachte oder in besondere
Schreiben geschehene Requisition gründet, keine
Gerichtsstelle der beiderseitigen Lande die Annahm
eines Verbrechers zur Nothwendigkeit machen.

Art. IV. Trüge es sich zu, dafs um die Aus
lieferung eines Verbrechers zu einer Zeit nachgesuch
würde, wo selbiger schon wegen eines anderen Ver-

echens bei dem requirirten Gerichte in Untersuchung 1828
fangen ist; so soll die Auslieferung nur alsdann
att finden, wenn das Verbrechen, welches der re-
irirende Richter zu untersuchen hat, nach den
rundsätzen der seinem Verfahren zum Grunde lie-
nden Rechte eine gröfsere Strafe nach sich zieht.

ART. V. Ist es aber zweifelhaft, welches von
iden Verbrechen eine gröfsere Strafe nach sich ziehe,
er sind beide Verbrechen von gleicher Strafbarkeit;
unterbleibt die Auslieferung, wofern nicht in jedem
nzelnen Falle durch Uebereinkunft der beiderseitigen
egierungen ein Anderes beliebt wird.

ART. VI. Erfolgt die Auslieferung in einem sol-
n Falle, wo der Verbrecher in beiden Landen sich
gangen hat; so werden dem requirirenden Richter
von dem requirirten Gerichte geführten Akten
d alle sonst erforderlichen Nachrichten zugleich mit-
heilt, um danach die auf beiden Verbrechen ruhen-
n Strafen zu erkennen und auch sonst in Ansehung
Entschädigung oder anderer Umstände darauf die
nige Rücksicht nehmen zu können.

ART. VII. Wenn der Verbrecher, um dessen
slieferung nachgesucht wird, nicht bereits bei dem
uirirten Gerichte sich in Haft befindet; so sollen
Verhaftung desselben die schleunigsten Anstalten
roffen werden.

ART. VIII. Sobald der Verbrecher nach Art. III.
eine in öffentlichen Blättern bekannt gemachte
in besonderen Schreiben geschehene Requisition
Haft gezogen ist, mufs der requirirte Richter dem
quirirenden davon unverzüglich Nachricht ertheilen,
mit dieser sodann die ungesäumte Abholung besorge.
er requirirte Richter hat demnach die eigene Ab-
hickung des Verbrechers nur alsdann zu veranstal-
, wenn beide Richter deshalb einverstanden sind.

ART. IX. Auch in solchen Kriminal-Fällen, wo
ht um die Auslieferung eines Verbrechers, sondern
r um Vernehmung der Zeugen oder anderer Per-
nen und um Mittheilung der Akten oder sonstiger
chrichten angesucht wird, sollen die Gerichtsstellen
r beiderseitigen Lande mit aller Willfährigkeit ein-
der zu Hülfe kommen. Selbst die Stellung der

Zeugen oder anderer Personen soll, wenn sie requirirende Richter unumgänglich nöthig findet, nicht verweigert werden.

Art. X. Wenn wegen anzustellender Konfrontation die Stellung eines oder mehrerer Inquisiten nöthig erachtet wird; so sollen auf vorgängige Kommunikation der Landes-Justizkollegien derselbe oder dieselben nicht blos bis auf die Grenze, sondern unter den erforderlichen Sicherheits-Anstalten an das untersuchende Gericht selbst zu solchem Zwecke verfolgt werden.

Art. XI. Mit der Bezahlung der Kosten soll nachfolgendermafsen gehalten werden. Wenn der an das requirirende Gericht ausgelieferte Verbrecher hinreichend eigenes Vermögen besitzt; so werden demselben aus dem requirirten Richter nicht allein alle baare Auslagen erstattet, sondern auch die sämmtlichen Gerichtsgebühren nach der bei dem requirirten Gerichte üblichen Taxe entrichtet.

Hat aber der ausgelieferte Verbrecher kein hinreichendes eigenes Vermögen; so fallen die Gebühren für die Arbeiten des requirirten Gerichts durchgehends weg, und der requirirende Richter erstattet demselben lediglich die baaren Auslagen für Botenlohn und Postgelder, für Verpflegungsgebühren, Transport und Bewachung der Gefangenen, sowie für Spezialien.

Art. XII. Nach gleichen Grundsätzen soll auch in Hinsicht der Bezahlung der Kosten in solchen Kriminal-Fällen verfahren werden, wo es nicht auf Auslieferung von Verbrechern, sondern nur auf Abhörung oder Stellung von Zeugen oder anderen Personen ankommt.

Art. XIII. Zur Entscheidung der Frage, ob der Verbrecher hinreichendes eigenes Vermögen zur Bezahlung von Gerichtsgebühren besitze oder nicht, ist in beiderseitigen Landen etwas weiteres nicht, als ein Zeugnifs desjenigen Gerichtes erfordert werden, unter welchem der Verbrecher seine eigentliche Wohnung hat. Sollte derselbe seine wesentliche Wohnung in einem dritten Lande gehabt haben, und die Betreibung der Kosten dort mit Schwierigkeiten ver

nden sein, so wird es angesehen, als ob derselbe 1828
n hinreichendes eigenes Vermögen besitze.

ART. XIV. Den in Kriminal-Untersuchungen stellenden Zeugen und anderen abzuhörenden Personen sollen bei wirklich erfolgter Stellung die Reise- d Zehrungs-Kosten nebst der wegen ihrer Verumnifs ihnen gebührenden Vergütungs-Summe und- ar nach deren von dem requirirten Gerichte gehehenen Verzeichnung von dem requirirenden Richsofort verabreicht werden. Bedürfen dieselben halb eines Vorschusses, so hat solchen Vorschufs requirirte Gericht zu übernehmen, das requirie Gericht aber ungesäumt wieder zu erstatten.

ART. XV. Wenn Verbrechen entweder auf unittener Grenze; oder an solchen Orten, wo selbst Hoheitsgrenze zweifelhaft ist, verübt worden; so die Prävention unter den beiderseitigen Gerichten estalt Statt haben, dafs die Untersuchung und afung demjenigen Gerichte verbleibe, welches Inquisiten selbst über das angezeigte Verbrechen Vergehen zuerst vernommen hat, wobei jedoch wechselseitigen Bedingung gemacht wird, dafs e Fälle in Absicht der Landeshoheit nicht für handlungen gelten, noch als solche jemals angen werden sollen.

ART. XVI. Wegen Durchführung der Gefangedurch beiderseitige Lande ist annoch festgesetzt, in den Fällen, wenn

der Arrestat kein Unterthan desjenigen Landesn ist, durch dessen Lande die Durchführung geht,

die zur Wache mitgegebene Mannschaft nicht n Militär ist, sondern nur aus Polizei-Bedienten r anderen Personen besteht, auch

nicht von beträchtlicher Anzahl und nur höchns fünf Mann stark ist,

Durchführung auf blofse Pässe der Polizei-Behörde, che jedoch die obige Einschränkung unter a. deutenthalten müssen, von den Garnisonen und jeden tsobrigkeiten gestattet, und die nöthige Assistenz bei geleistet werden soll. In anderen Fällen aber ist über eine vorgängige Korrespondenz der höheren ollegien fernerweit erforderlich.

1828 ART. XVII. Endlich ist den Polizei-Beh
beiderseitiger Regierungen verstattet, flüchtigen
brechern oder Verdächtigen über die Grenze nac
setzen, auch solche, wenn nicht sofort die Hülfe
Landesbeamten dazu bewirkt werden kann, anz
teh; da dann die Angehaltenen jedesmal an das nä
Amt des Landes, worin sie ergriffen worden, a
geben sind, welches wegen der Auslieferung
den gegebenen Vorschriften verfährt.

Gleichwie nun die gegenwärtige Vereinbarun
die Reziprozität gegründet und auf die Beförd
einer unverweilten Justizpflege lediglich gerichte
also werden in selbiger alle beiderseitigen Land
griffen, und soll dieselbe demnächst in den L
der beiden höchsten paziszirenden Theile gewöhn
mafsen bekannt gemacht werden.

Cassel, am 19ten März 1828.

Kurfürstliches Staatsministerium.

Für den Minister des

WITZLEBEN. SCHMINKE. MEYER. R

Vt. EGGENA.

Die anher mitgetheilte jenseitige Ausfertigung der obige
bereinkunft ist vom Grofsherzoglich-Sächsischen S
ministerium in Weimar am 1sten Februar 1828 unterz
worden.

119.

Convention entre le Wurtemberg le grand duché de Hesse concern les fraix de justice en matières viles, publiée à Stouttgart le Mars 1828.

(*Regierungsblatt für das Königreich Württemb*
1828. n. 17. pag. 146).

Die K. Württembergische Regierung hat mit
Grofsherzoglich Hessischen Regierung wegen ge

ger kostenfreier Vollziehung von gerichtlichen 1828
uisitionen in Civil-Rechtssachen, mit Einschluſs
Gantsachen, nachstehende Uebereinkunft ge-
ossen:

ür die Vollziehung von gerichtlichen Requisitionen
1 Civil- und in Gantsachen sollen gegenseitig kei-
erlei Kosten in Aufrechnung gebracht werden.

Dagegen wird

für unvermeidliche baare Auslagen, welche die
ollziehung einer Requisition etwa nach sich zieht,
eden Falls mit Ausnahme der Postbestell-Gebüh-
n, gegenseitig Ersatz geleistet.

n allen Fällen hat die requirirende Stelle ihre
reiben bis an den Abgabe-Ort zu frankiren,
egegen die requirirte in unfrankirten Briefen ant-
ortet.

Dem gemäſs haben die Königlichen Gerichte bei
kommenden Veranlassungen sich zu achten.

Stuttgart, den 20. März 1828.

Seiner Königlichen Majestät höchsten Befehl:

MAUCLER. BEROLDINGEN.

120.

blication concernant l'abolition du bit de détraction et de la gabelle migration entre la Russie et le ché d'Oldenbourg, faite à Oldenbourg le 23 Mars 1828.

Oldenburgische Anzeigen. Nr. 25. den 26. März 1828.

achdem durch gegenseitige ministerielle Erklärun-
zwischen dem Russischen Kaiserreiche und dem
igreiche Polen einer und den Herzoglich-Olden-
gischen Landen anderer Seits das Abzugs- und

1828 Nachsteuer-Recht aufgehoben und in dieser Hi
eine vollkommene Freizügigkeit verabredet word
so wird dieses hierdurch öffentlich bekannt ge

Oldenburg, den 23. März 1828.

V. Brandenstein.

Kücken

121.

Convention entre la Prusse et le ché de Nassau concernant le boursement des fraix de justi matières criminelles, signée Mars 1828.

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preu Staaten.* 1828. Nr. 6. pag. 43).

Nachdem die Königlich-Preufsische Regierung der Herzoglich Nassauischen Regierung dahin eingekommen ist, die gegenseitige Kostenvergütu Untersuchungssachen gegen unvermögende Pe aufzuheben, erklärt das Königlich-Preufsische sterium der auswärtigen Angelegenheiten hierm gendes:

Art. I. In allen Fällen, wo Delinquente einer Königlich-Preufsischen Kriminal-Just hörde an eine Herzoglich-Nassauische Krimina stizbehörde oder von dieser an jene, nach vorg ger Requisition ausgeliefert werden, sind nicht alle baare Auslagen, sondern auch die sämmtl nach der bei dem requirirten Gericht üblichen zu liquidirenden Gerichtsgebühren von dem Let aus dem Vermögen des an das requirirende Ge ausgelieferten Delinquenten, wenn solches hinr zu entrichten. Hat aber der ausgelieferte Delinq kein hinreichendes Vermögen, so fallen die Gebü für die Arbeiten des requirirten Gerichts durch hends weg, und das requirirende Gericht bezahlt

ann dem ersteren nur die baaren Auslagen für Atzung, 1828
ransport, Porto und Kopialien.

ART. II. Nach gleichen Grundsätzen soll auch in
bsicht der Bezahlung der Kosten in solchen Unter-
chungsfällen verfahren werden, wo es nicht auf
e Auslieferung von Delinquenten, sondern nur auf
e Vernehmung oder Sistirung von Zeugen oder an-
ren Personen ankommt.

Die Reise- und Zehrungskosten des Richters, so-
n diese zur Genügung der Requisition nothwendig
nd, sollen jedoch, gleich den ad I. erwähnten baa-
n Auslagen, nach der bei dem requirirten Gerichte
chen Taxe, auch jedenfalls ersetzt werden.

ART. III. Zur Entscheidung der Frage: ob der
nquent hinreichendes Vermögen zur Bezahlung
Gerichtsgebühren besitze oder nicht? soll in den
erseitigen Landen nichts Weiteres als das Zeug-
derjenigen Gerichtsstelle erfordert werden, unter
cher der Delinquent seine wesentliche Wohnung
. Sollte derselbe seine wesentliche Wohnung in
n dritten Lande gehabt haben, und die Beitrei-
g der Kosten dort mit Schwierigkeiten verbunden
, so wird es angesehen, als ob er kein hinreichen-
eigenes Vermögen besitze.

ART. IV. Den in allen Untersuchungssachen zu
renden Zeugen und jeder abzuhörenden Person
haupt, sollen die Reise und Zehrungskosten nebst
wegen ihrer Versäumnifs ihnen gebührenden Ver-
ng, nach deren vom requirirten Gerichte gesche-
en Verzeichnung, bei erfolgter wirklicher Sistirung,
es vor dem requirirten oder vor dem requirirenden
richt, vom requirirenden Gericht, auf die erhaltene
achrichtigung, dem requirirten Gericht ungesäumt
der erstattet werden.

ART. V. Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem
gegen eine übereinstimmende, von dem Herzoglich-
assauischen Ministerio vollzogene, ausgewechselt wor-
n, Kraft und Wirksamkeit in den gesammten beider-
tigen Landen haben und öffentlich bekannt gemacht
erden.

Berlin, den 27sten März 1828.

Königl. Preufsisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

V. SCHÖNBERG.

122.

1828 **Convention entre la Hesse électo et la principauté de Waldeck c cernant les délits forestiers, de ch et de pêche du $\frac{9 \text{ Avril}}{23 \text{ Juin}}$ 1828.**

(*Sammlung von Gesetzen für Kurhessen. Jahr* Nr. V. April. pag. 21).

Das unterzeichnete Kurfürstlich-Hessische ministerium erklärt hiermit, dafs zwischen de fürstlichen und der Fürstlich-Waldeckischen regierung, in Gemäfsheit der von Seiner Kö Hoheit dem Kurfürsten ertheilten Ermächtig gen der Untersuchung und Bestrafung der Jagd-, Feld- und Fischerei-Frevel in den antigen Waldungen, Fluren und Fischwas gende Uebereinkunft verabredet und abge worden ist:

Art. I. Es verpflichtet sich sowohl die Kur lich-Hessische als die Fürstlich-Waldeckische regierung, die Forst-, Jagd-, Feld- und Fisc Frevel, welche ihre Unterthanen in den Wald und anderen Baumpflanzungen, in den Fluren u den Fischwassern des anderen Gebiets verüben, bald sie davon Kenntnifs erhält, nach denselbe setzen untersuchen und bestrafen zu lassen, welchen sie würden untersucht und bestraft w wenn sie in den inländischen Forsten, Jagden, F und Gewässern begangen wären.

Art. II. Was die Konstatirung eines im Artikel bezeichneten Frevels betrifft, so soll den tokollen und Abschätzungen, welche durch di den Ort des begangenen Frevels zuständigen un richtlich verpflichteten Forst- u. s. w. und P Beamten und beziehungsweise Taxatoren aufg men worden, auch von der zur Aburtheilung neten Gerichtsstelle im anderen Staatsgebiete de Glaube beigemessen werden, welchen die Gesetz

otokollen und Abschätzungen der inländischen An- 1828
stellten dieser Art beilegen.

Art. III. Die Forst-, Jagd- und Fischerei-fizianten sowie die Flurhüter und sonstige zur Auf-ht bestellte Diener haben das Recht, den Frevler f Betreten, wenn sie ihn nicht mit Bestimmtheit kennen, auf dem Gebiete, wo er gefrevelt hat, an-halten, und ihn entweder an die inländische Polizei-hörde oder an die jenseitige Polizei-Behörde des ohnorts des Frevlers abzugeben oder abgeben zu sen.

Ist jedoch der Frevler eine Militärperson, so soll elbe stets an das nächste Justizamt des Staates, hem er angehört, zur Untersuchung und Bestra-abgeliefert werden.

Art. IV. Die im Artikel III. erwähnte Auslie-ng an die jenseitige Behörde findet jedoch nicht t, wenn entweder die Frevler schaarenweise ein-n, mithin gewissermafsen das Staatsgebiet verletzen, , auf geschehene Aufforderung, von Fortsetzung Frevels, oder auch nur ihrer Gegenwart nicht hen wollen, oder wenn sie sich auf irgend eine tige Weise durch Angriff, Mifshandlung, Dro-g und Gebrauch lebensgefährlicher Werkzeuge Staatsgewalt thätlich widersetzen, oder noch irgend s anderen Verbrechens aufser dem Frevel sich uldig machen.

In diesen Fällen bleibt es lediglich derjenigen Staats-ierung, in deren Gebiet eine solche Uebelthat Statt den wird, überlassen, die zur eigenen Handhabung gebührenden Schutzes und des eigenen Strafrechts thigen Maafsregeln zu ergreifen.

Art. V. Kommt ein Frevler zur Haft; so hat gen ihn die Untersuchung nicht nur wegen des revels, bei dessen Begehung er verhaftet wurde, ndern auch wegen aller derer Statt, welche nach em 1sten Juli d. J. von ihm begangen und noch icht abgethan seyn werden.

Art. VI. Um von beiden Seiten zur Sicherheit s Forsteigenthums thunlichst mitzuwirken, wird echselseitig den gerichtlich verpflichteten Forst- und olizei-Beamten die Befugnifs zugestanden, hinsicht-

1828 lich begangener Waldfrevel Haussuchungen im Ge
biete des anderen Staates, wenn sich dort der ange
gebene Thäter aufhält oder der gefrevelte Gegenstan
befinden möchte, zu veranlassen, welche Befug
bei den übrigen hierzu geeigneten Freveln ebenw
eintritt. Die gedachten Beamten haben sich zu
Ende an den Ortsvorstand der betreffenden Gemei
zu wenden, und diesen zur Vornahme der Visitati
in ihrer Gegenwart aufzufordern. — Derselbe hat
hierbei aufgefundenen, angeblich gefrevelten Gege
stände in sichere Verwahrung bringen zu lass
übrigens für die Haussuchung keine Belohnung
empfangen. Bei diesen Haussuchungen muſs
Ortsvorstand oder Orts-Polizeibeamte sogleich
Protokoll aufnehmen und eine Ausfertigung dess
alsbald dem requirirenden Förster u. s. w. einhänd
eine zweite Ausfertigung aber dem Untergerichte
Bezirks übersenden, bei Vermeidung einer Strafe
einem bis zu fünf Thalern für denjenigen Orts
stand oder Orts-Polizeibeamten, welcher der Re
sition nicht Genüge leistete.

Auch kann der requirirende Forst- und Poli
beamte verlangen, daſs der Förster u. s. w. (oder
dessen Abwesenheit der etwa dazu geeignete Aufse
des Ortes, worin die Haussuchungen vorgenom
werden sollen, dabei zugezogen werde.

Art. VII. Den untersuchenden und bestrafe
Behörden in den beiderseitigen Staaten wird es
Pflicht gemacht, die Untersuchung und Bestrafung
vorliegenden Frevel so schleunig vorzunehmen,
es nach der bestehenden Gerichtsverfassung nur
mer thunlich ist, auch insbesondere bei ausgezeich
ten oder sehr bedeutenden Freveln die Untersuch
in jedem einzelnen Falle sogleich eintreten zu lass

Art. VIII. Die Vollziehung der Straf-Erkennt
nisse, nebst der Beitreibung der dem Wald-, Jagd-,
Feld- und Fischerei-Eigenthümer oder sonstigen
Beschädigten zuerkannten Entschädigungsgelder, so
mit der thunlichsten Beschleunigung bewirkt, und
deswegen zu gegründeten Beschwerden niemals An
laſs gegeben werden.

Die erkannte Geld- oder Arbeitsstrafe wird zum
Vortheile der Herrschaft des Gerichts vollzogen, wel
ches das Erkenntniſs ertheilt hat. Der zuerkannt

dens-Ersatz, einschliefslich des Holzwerths, so- 1828
die Pfände- oder Angeber-Gebühr, wo diese
zlich bestehet, werden vorzugsweise vor der
e oder deren übrigem Theile beigetrieben. Auch
bei ausgemitteltem Zahlungs-Unvermögen eines
lers die sonst dem auswärtigen Wald- oder Feld-
nthümer u. s. w. zukommende Entschädigung
Vortheile der Gerichtsherrschaft oder der Orts-
inde des Wohnsitzes des Frevlers durch Arbeit
rdient werden.

)ie gegenwärtige, auf Reziprozität gegründete
inbarung ist vorerst auf sechs Jahre, vom 1sten
laufenden Jahres an, abgeschlossen worden, und
n den beiderseitigen Landen auf die gewöhnliche
se bekannt gemacht, auch auf deren genaueste
gung von den beiderseitigen Gerichts-, Polizei-
anderen Behörden mit gebührender Strenge ge-
n werden.

assel, am 2ten April 1828.

Kurfürstliches Staatsministerium.

Für den Minister des Innern:

VITZLEBEN. SCHMINKE. MEYER. RIESS.

Vt. EGGENA.

aher mitgetheilte jenseitige Ausfertigung der vorstehen-
Uebereinkunft ist bei der Fürstlich-Waldeckischen Re-
ung in Arolsen am 12ten Juni 1828 unterzeichnet worden.

123.

Traité de Commerce et de Navigation entre Sa Majesté le Roi de Danemarck et Sa Majesté l'Empereur du Brésil, conclu à Rio de Janeiro le 26 Avril 1828.

(Copenhague. De l'Imprimerie de J. Hostrup Schultz, Directeur, Imprimeur Royal et de l'Université. 1829. 4).

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité.

Sa Majesté le Roi de Danemarck et Sa Majesté l'Empereur du Brésil, ayant également à coeur de resserrer de plus en plus les liens d'amitié, qui subsistent entre Elles, et d'étendre les relations commerciales entre Leurs Etats respectifs, sont convenues de conclure un Traité de commerce et de navigation réciproquement avantageux aux deux nations, et ont nommé pour cet effet pour Leurs Plénipotentiaires à savoir:

Sa Majesté le Roi de Danemarck le très-illustre Baron George Henri de Löwenstern, Son Chambellan, Colonel à la suite de Ses armées, Chevalier de l'ordre de Sainte-Anne de la deuxième classe, de ceux de Saint-Wladimir et de l'Epée, décoré du sabre d'or pour la bravoure, de la croix d'or pour la bataille d'Eylau et des médailles pour la campagne de 1812 en Russie et pour la prise de Paris, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur du Brésil;

Et Sa Majesté l'Empereur du Brésil les très-illustres et très-excellents, le Marquis do Aracaty, de Son Conseil, Gentilhomme de Sa Chambre Impériale, Conseiller des Finances, Commandeur de l'ordre d'Aviz, Sénateur de l'Empire, Ministre Secrétaire d'Etat des affaires étrangères; le Sieur Bento Barrozo Pereira de Son Conseil, Sénateur de l'Empire, Viador, Offi-

er de l'ordre Impérial du Cruzeiro, Commandeur 1828
e celui d'Aviz, Brigadier de l'armée nationale et Im-
riale, Ministre Secrétaire d'Etat de la guerre; et le
ur Lucio Soares Teixeira de Gouvea, de Son Con-
l, Officier de l'ordre Impérial do Cruzeiro, Cheva-
r de celui du Christ, Dezembargador da Caza da
plicação, Ministre Secrétaire d'Etat de la justice;
Lesquels, après avoir échangé leurs pleinspouvoirs
uvés en bonne et due forme, sont tombés d'accord
convenus des articles suivans:

ART. I. Il y aura une paix constante et une ami-
perpétuelle entre Sa Majesté le Roi de Danemarck
a Majesté l'Empereur du Brésil, les Souverains,
s Successeurs, Leurs sujets et Leurs territoires
exceptions des personnes et des lieux.

ART. II. Les navigateurs et commerçans de cha-
e des hautes parties contractantes, venant d'un
ports ou havres de leurs Etats respectifs, ou bien
des ports ou havres de tout autre Etat quelcon-
pourront avec leurs navires et embarcations, sur
lest ou chargés, fréquenter et visiter les côtes,
s, rivières, baies et havres de l'autre des hautes
ies contractantes.

Ils seront traités, tant à leur entrée qu'à leur sor-
sur le même pied que les commerçans et navires
nations les plus favorisées, rélativement aux droits
ort, de tonnage, de fanaux, de pilotage et de
etage ainsi qu'à tout autre droit ou charge de
le espèce ou dénomination qu'elle soit.

Toutes les productions, marchandises ou effets de
mmerce quelconques provenant du sol, des manu-
tures ou de l'industrie des sujets et territoires de
ne des hautes parties contractantes, ou de tout au-
pays quelconque, favorisé au Brésil par des Trai-
, importés directement ou indirectement dans des
vires Brésiliens ou Danois dans les ports de l'autre,
yeront en général et uniquement les mêmes droits
e payent ou payeront les sujets de la nation la plus
vorisée conformément à la "Pauta geral" des douanes.

L'intention bien sincère des hautes parties contrac-
ntes étant de donner toute la liberté possible au
mmerce par l'adoption d'un système d'une parfaite
iciprocité fondée sur des principes justes, on est
nvenu, que tous les avantages de navigation et de

1828 commerce, qui sont ou qui seront concedés par un des hautes parties contractantes à une ville, une nation ou un Etat quelconque seront de fait et de droit concedés aux sujets de l'autre, en observant toutefois les conditions auxquelles ils seront soumis. Il est stipulé cependant qu'en parlant de nation la plus favorisée, la nation Portugaise ne devra pas servir de terme de comparaison, même quand elle viendra à être privilégiée au Brésil en matière de commerce.

Dans le commerce direct entre le Brésil et le Danemarck, les manifestes certifiés par les Consuls Brésiliens ou Danois respectifs, ou en cas qu'il n'y en ait pas, par les autorités locales, suffiront pour admettre les importations ou exportations respectives à la jouissance des favorisations stipulées par cet article.

Dans le commerce indirect, les marchandises transportées dans des navires Danois dans des ports du Brésil seront sujettes, pour passer, aux mêmes formalités, qui sont introduites pour les nations les plus favorisées dans leur commerce indirect par des traités.

Art. III. Il est convenu d'excepter de cette concession réciproque les côtes, ports et lieux, où les navires d'aucune nation étrangère ne seroient admis ainsi que les articles reservés à la Couronne du Brésil, et le commerce le long des côtes et de port à ports, consistant en effets de commerce du pays étrangers, déjà expédiés pour la consommation, le commerce ne pouvant se faire que dans des embarcations nationales; les sujets des deux parties contractantes seront toutefois libres de charger leurs effets et marchandises sur les dites embarcations, payant les uns et les autres les mêmes droits.

Il est entendu toutefois, que non obstant que le privilège du commerce des côtes est reservé aux navires nationaux, il sera permis aux embarcations de l'autre des hautes parties contractantes de naviguer d'un port à l'autre, où il y a des douanes, pour compléter leur cargaison déstinée pour l'exportation.

Art. IV. Toutes les fois que les marchandises importées, soit production du sol, des manufactures de l'industrie des sujets et territoires de l'une des hautes parties contractantes, soit de tout autre pays favorisé au Brésil par des traités, ne seroient pas expressé-

ent spécifiées dans le tarif (la Pauta) publié des droits 1828
entrée à payer, leur valeur sera fixée à la douane
près l'évaluation faite par l'importateur. Mais si
officiers des douanes, chargés de la perception des
oits, jugeroient que cette évaluation fût trompeuse,
pourront garder les effets évalués, en payant dans
cours, de quinze jours, à compter du premier jour
la détention, dix pour cent au-delà de l'estimation
celui, qui les a importés, en restituant les droits
payés.

Il sera permis aux Consuls des hautes parties contractantes de faire des représentations, quand ils s'apercoivent que les droits, imposés par le tarif sur
que article, sont excessifs, afin que cela soit pris
considération aussitôt que possible, l'expédition de
ticle en question ne sera cependant pas suspendue
cette mesure.

ART. V. Les vaisseaux et les cargaisons Brésiens ne payeront pas au passage du Sund ou des Belts
droits ou impositions plus forts ou autres que
x, qui sont ou qui seront payés par la nation la
favorisée.

ART. VI. Les hautes parties contractantes sont
venues à déclarer, que tant qu'une loi ne règlera
la nationalité des navires Brésiliens, seront re-
dés comme tels ceux dont le propriétaire et le ca-
ine sont sujets Brésiliens, munis de leurs expédi-
s et autres documens en forme légale. De même
ont considérés comme navires Danois ceux, qui
ont munis des papiers et certificats qui sont en vi-
ur dans le royaume du Danemarck. Les hautes
rties contractantes se communiqueront mutuellement
formes préscrites pour l'expédition des papiers
mer.

ART. VII. Sa Majesté le Roi de Danemarck et
Majesté l'Empereur du Brésil accorderont, se-
les formalités d'usage, les faveurs, immunités
nneurs, privilèges et exemptions des droits et im-
ts à Leurs Ambassadeurs, Ministres et Agens di-
matiques, accredités respectivement auprès de Leurs
urs; et les faveurs concedées par l'un des deux
uverains à cet égard seront également accordées
r l'autre Souverain.

1818 Chacune des hautes parties contractantes aura droit de nommer des Consuls généraux, des Consuls et Vice-Consuls dans tous les ports de l'autre, où l'utilité du commerce et les intérêts commerciaux de leurs sujets respectifs l'exigent. Toutefois seront excepté les ports et villes, où les hautes parties contractantes ne jugeront pas nécessaire la présence de ces agens. Les dits Consuls de toutes les classes ne pourront cependant point commencer l'exercice de leurs fonctions avant que d'être reconnus et approuvés par le Souverain, dans les Etats duquel ils résident. Ils jouiront dans l'un et l'autre pays pour leurs personnes, dans l'exercice de leurs fonctions, et par rapport à la protection, qu'ils doivent à leurs compatriotes des mêmes privilèges, qui sont ou qui seront accordés aux Consuls de la nation la plus favorisée.

L'exequatur concedé par le Gouvernement lui sera délivré, sans exiger d'eux des droits ou charges d'expédition ou autres, de quelle dénomination qu'ils soient, plus forts ou autres que ceux, qui sont ou qui seront payés pour l'expédition de l'exequatur des Consuls des nations les plus favorisées.

ART. VIII. Les sujets de l'une des hautes parties contractantes jouiront dans tous les Etats de l'autre de la plus parfaite liberté de conscience en matière de religion, conformément au système de tolérance établi et pratiqué dans les Etats de l'autre. Ils jouiront aussi, tant qu'ils se conforment aux lois du pays dans lequel ils résident, et autant qu'il sera compatible avec la sureté de l'Etat, rélativement à leurs personnes, propriétés et la disposition de leurs biens et effets, de toute protection et favorisation. Ils pourront disposer librement de leurs propriétés par vente, échange, donation ou de toute autre manière quelconque, sans qu'il y soit mis aucun obstacle ou empêchement. Leurs maisons, propriétés et effets seront protégés et respectés, et ne seront point saisis par aucune autorité contre leur volonté, sans préjudice toutefois de la marche légale de la justice. Ils seront exempts de tout service militaire par terre et par mer et de tout autre service public, ainsi que de tout emprunt forcé et de tout impôt et réquisitions militaires. Ils ne seront point obligés à payer aucunes impo-

ons plus fortes que celles, qui sont ou qui seront 1828
ayées par les sujets de la nation la plus favorisée.
s pourront aussi nommer pour leurs Agens, Avo-
ts et Procureurs ceux, qu'ils jugeront les plus con-
nables pour traiter et défendre leurs droits et cau-
s. S'ils souffroient des violences et des vexations,
magistrats et les tribunaux seront obligés d'exa-
ner leurs plaintes et de leur rendre justice confor-
ment aux lois. Il leur sera permis de faire assig-
r leurs marchandises sur les douanes de l'autre des
tes parties contractantes avec les mêmes conditions
les mêmes garanties, qui sont établies à l'égard
sujets des Etats de la dite haute partie contractante.

ART. IX. S'il arrive, que quelques navires ou
gaisons, appartenantes aux sujets de l'une des hau-
parties contractantes soient pris et emmenés par
pirates dans les ports de l'autre, les dits navires
cargaisons seront rendues au propriétaire légitime
à celui, qui aura été dûment autorisé par lui à
effet, et les objets réclamés, seront restitués si
ne ils auroient été vendus, aussitôt qu'il sera prouvé,
e l'acheteur a su ou auroit pu savoir, que ces ob-
avoient été acquis par piraterie.

S'il arrive qu'un vaisseau de guerre ou marchand,
artenant à l'une des hautes parties contractantes,
cua dans les ports ou contre les côtes de l'autre,
prêtera tous les secours possibles non seulement
r sauver les personnes et les effets, mais aussi
r assembler, garder et conserver les objets sau-
, lesquels ne payeront aucun droit, à moins qu'on
les destine à être vendus pour la consommation.

ART. X. En cas de mésintelligence entre les deux
tes parties contractantes ou de rupture (ce qu'à
eu ne plaise) cette rupture ne sera pas censée
istante qu'après le rappel et le départ des agens di-
matiques respectifs. Les sujets de l'une des hau-
parties contractantes, qui résideront dans les Etats
l'autre, pourront y demeurer, pour arranger leurs
aires ou pour continuer leur commerce dans l'inté-
ur, sans être inquiétés en aucune manière, à con-
ion toutefois qu'ils se conduisent paisiblement et
'ils se soumettent aux lois. Mais si leur conduite
nnoit quelque motif de soupçon, ils sont obligés de
rtir du pays, avec permission cependant de retirer

1828 leurs effets, et on leur accordera pour cela le tems n
saire, qui néanmoins n'excèdera pas l'espace de six

S'il arrivoit, que l'une des hautes parties co
tantes entroit en guerre contre quelque Puis
nation ou Etat, les sujets de l'autre partie pou
continuer leur commerce avec ces Etats, en e
tant néanmoins les villes et ports, qui seroient
qués ou assiégés par mer ou par terre. Mais le
merce de la contrebande de guerre ne pourra se
en aucun port quelconque.

Sous la dénomination des marchandises de c
bande de guerre sont compris: les canons, mo
fusils, pistolets, grénades, saucisses, voitures,
turons, poudres, salpêtre, casques, balles, b
javelines, épées, hallebardes, selles et harnais, ou
instrumens quelconques déstinés à l'usage de la g

ART. XI. Le présent Traité sera en vi
pendant dix ans, à compter de ce jour, et au
de ce terme jusqu'à l'expiration de douze mois,
que l'une des hautes parties contractantes aur
noncé à l'autre son intention de le terminer.
cune des hautes parties contractantes se reserva
droit de faire à l'autre une telle déclaration à la fi
dix ans surmentionnés; il est convenu, qu'à l'ex
tion des douze mois après qu'une telle décla
aura été reçue par l'une des hautes parties co
tantes de la part de l'autre, ce Traité et tout
stipulations qu'il contient, cesseront d'être obliga
pour les deux parties.

ART. XII. Les ratifications du présent
seront échangées dans la ville de Rio de Janeir
l'espace de neuf mois ou plut tôt si faire se peu

En foi de quoi Nous les Soussignés, Plénip
tiaires de Sa Majesté le Roi de Danemarck et S
jesté l'Empereur du Bresil, en vertu de nos p
pouvoirs, signons le présent Traité et y appos
cachet de nos armes.

Fait à Rio de Janeiro le vingt-sixième du
d'Avril, de l'année de la naissance de notre Se
Jésus Christ mil huit cent vingt-huit.

Le Baron DE LÖWENSTERN. *Marquez* DE ARACA
BENTO BARROZO PER
LUCIO SOARES TEI
DE GOUVEA.

124.

raité de commerce et de naviga- 1828
on entre la Prusse et les Etats-nis d'Amérique, signé le 1 Mai 1828.

etzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten J. 1829. Nr. 6. pag. 25).

Majesté le Roi de Prusse et les Etats-Unis d'Ame-, également animés du désir de maintenir les rts de bonne intelligence qui ont si heureusement té jusqu'ici entre Leurs Etats respectifs, et d'en re et consolider les relations commerciales; et incus que cet objet ne sauroit être mieux rempli adoptant le système d'une entière liberté de ation et d'une parfaite reciprocité, basé sur des ipes d'équité également avantageux aux deux , et applicables en temps de paix comme en de guerre; sont en conséquence convenus er en négociation, pour conclure un Traité de erce et de navigation. A cet effet, Sa Majesté i de Prusse a muni de pleins-pouvoirs le Sieur Niederstetter, chargé d'affaires de Sa dite Maprès les Etats-Unis d'Amérique; et le Président tats-Unis d'Amérique a muni des mêmes pou- Henri Clay, Leur Secrétaire d'Etat, lesquels potentiaires, après avoir échangé leurs dits pleins uirs, trouvés en bonne et dûe forme, ont ar- et signé les articles suivans.

RT. I. Il y aura entre les territoires des Hautes s contractantes liberté et réciprocité de com- e et de navigation. Les habitans de leurs Etats ctifs pourront réciproquement entrer dans les , places et rivières des territoires de chacune les, partout où le commerce étranger est permis. eront libres de s'y arrêter, et résider dans quelque ie que ce soit des dits territoires, pour y vaquer urs affaires; et ils jouiront, à cet effet, de la mêsécurité et protection que les habitans du pays

1828 dans lequel ils résideront, à charge de se sou
aux lois et ordonnances y établies.

ART. II. Les bâtimens Prussiens arrivant s
ou chargés dans les ports des Etats-Unis d'Am
et réciproquement, les bâtimens des Etats-Unis
vant sur lest ou chargés dans les ports du Ro
de Prusse, seront traités à leur entrée, pendan
séjour et à leur sortie, sur le même pied que l
timens nationaux venant du même lieu, par ra
aux droits de tonnage, de fanaux, de pilotag
sauvetage et de port, ainsi qu'aux vacations des
ciers publics et à tout autre droit ou charge, de
que espèce ou dénomination que ce soit, perç
nom ou au profit du Gouvernement, des aut
locales, ou d'établissemens particuliers quelconqu

ART. III. Tout espèce de marchandises et
de commerce, provenant du sol ou de l'industri
Etats-Unis d'Amérique, ou de tout autre pay
pourront légalement être importés dans les por
Royaume de Prusse, sur des bâtimens Prussiens,
ront également y être importés sur des bâtimens
Etats-Unis d'Amérique, sans payer d'autres ou
forts droits ou charges, de quelque espèce ou dé
nation que ce soit, perçus au nom ou au pro
Gouvernement, des autorités locales, ou d'éta
mens particuliers quelconques, que s'ils étaien
portés sur des bâtimens Prussiens.

Et réciproquement, toute espèce de march
et objets de commerce, provenant du sol ou de l'
strie du Royaume de Prusse, ou de tout autre
qui pourront légalement être importés dans les
des Etats-Unis d'Amerique, sur des bâtimens de
Etats, pourront également y être importés sur
bâtimens Prussiens, sans payer d'autres ou plus
droits ou charges, de quelque espèce ou dénomin
que ce soit, perçus au nom ou au profit du Go
nement, des autorités locales, ou d'établissemens
ticuliers quelconques, que s'ils étaient importé
des bâtimens des Etats-Unis d'Amerique.

ART. IV. Afin de prévenir tout mésentend
équivoque possibles, il est déclaré que les stipul
contenues dans les deux articles précédens, sont,
toute leur plénitude, applicables aux bâtimens pru

rs cargaisons, arrivant dans les ports des Etats- 1828
d'Amérique; et, réciproquement, aux bâtimens
lits Etats et leurs cargaisons, arrivant dans les
du Royaume de Prusse, soit que les dits bâti-
viennent des ports du pays auquel ils appar-
ent, soit de ceux de tout autre pays étranger.

RT. V. Il ne sera imposé d'autres ni de plus
droits sur l'importation dans les Etats-Unis, des
es provenant du sol ou de l'industrie du Roy-
de Prusse; et il ne sera imposé d'autres ni de
forts droits sur l'importation dans le Royaume
usse des articles provenant du sol ou de l'indu-
des Etats-Unis, que ceux qui sont ou seront
és sur les mêmes articles provenant du sol ou
ndustrie de tout autre pays étranger. De même,
sera imposé sur l'importation ou sur l'exportation
rticles provenant du sol ou de l'industrie des
-Unis ou du Royaume de Prusse, à l'entrée ou
ortie des ports des Etats-Unis, ou de ceux du
ume de Prusse, aucune prohibition qui ne soit
galement applicable à toute autre nation.

RT. VI. Toute espèce de marchandises et ob-
le commerce, provenant du sol ou de l'industrie
Etats-Unis, ou de tout autre pays, qui pourront
légalement exportés des ports des dits Etats sur
bâtimens nationaux, pourront également en être
rtés sur des bâtimens Prussiens, sans payer d'au-
i de plus forts droits ou charges, de quelque
e ou dénomination que ce soit, perçus au nom
u profit du Gouvernement, des autorités locales,
d'établissemens particuliers quelconques, que si
mêmes marchandises ou denrées avoient été ex-
tes par bâtimens des Etats-Unis d'Amerique.

Une parfaite réciprocité sera observée dans les
s du Royaume de Prusse, de sorte que toute espèce
marchandises et objets de commerce, provenant
ol ou de l'industrie du Royaume de Prusse, ou
out autre pays, qui pourront être légalement ex-
és des ports du dit Royaume, sur des bâtimens
naux, pourront également en être exportés sur
bâtimens des Etats-Unis d'Amérique, sans payer
tres ou de plus forts droits ou charges, de quel-
espèce ou dénomination que ce soit, perçus au

indirectement, par l'une ou par l'autr
tractantes, ni par aucune compagnie
agent, agissant en son nom ou par s
cune priorité ou préférence quelcon
d'aucun objet de commerce, légale
cause ou en considération de la natio
qui aurait importé les dits objets, soit
à l'une des Parties, soit à l'autre: l'i
sitive des Parties contractantes étant,
rence ou distinction quelconque n'ait

ART. IX. Si l'une des Parties
corde par la suite, à d'autres nation
particulière en fait de commerce o
cette faveur deviendra aussitôt comm
tie qui en jouira gratuitement, si l
gratuite, ou en accordant la même
la concession est conditionnelle.

ART. X. Les deux Parties cont
accordé mutuellement la faculté, de
ports respectifs des Consuls, Viceco
Commissaires de leur choix, qui joui
privilèges et pouvoirs dont jouissent
les plus favorisées; mais dans le cas
suls veuillent faire le commerce, ils s
mêmes lois et usages, auxquel sont
culiers de leur nation à l'endroit où

lre ou la tranquillité du pays, ou que les dits 1828
suls, Viceconsuls ou Agens-commerciaux ne re-
sent leur intervention pour faire exécuter ou
ntenir leurs décisions. Bien entendu, que cette
:ce de jugement ou d'arbitrage ne saurait pourtant
'er les Parties contractantes du droit qu'elles ont,
ur retour, de recourir aux autorités judiciaires de
pays.

ART. XI. Les dits Consuls, Vice-Consuls ou
ns-commerciaux seront autorisés à requérir l'assis-
:e des autorités locales, pour la recherche, l'arres-
n, la détention et l'emprisonnement des déser-
s de navires de guerre et marchands de leurs pays;
s s'addresseront, pour cet objet, aux tribunaux,
s et officiers competens, et réclameront, par écrit,
déserteurs susmentionnés, en prouvant par la com-
nication des régistres des navires ou rôles de l'équi-
e, ou par d'autres documens officiels, que de tels
vidus ont fait partie des dits équipages; et cette
mation ainsi prouvée, l'extradition ne sera point
sée.

De tels déserteurs, lorsqu'ils auront été arrêtés,
nt mis à la disposition des dits Consuls, Vice-
suls ou Agens-commerciaux, et pourront être en-
més dans les prisons publiques, à la réquisition et
frais de ceux qui les réclament, pour être envoyés
navires auxquels ils appartenoient, ou à d'autres
la même nation; mais s'ils ne sont pas renvoyés
s l'espace de trois mois, à compter du jour de
arrestation, ils seront mis en liberté, et ne se-
t plus arrêtés pour la même cause.

Toutefois, si le déserteur se trouvoit avoir com-
quelques crime ou délit, il pourra être sursis à
extradition, jusqu'à ce que le tribunal saisi de l'af-
e aura rendu sa sentence, et que celle-ci ait reçu
exécution.

ART. XII. L'article douze du Traité d'amitié et
commerce conclu entre les Parties en 1785.; et les
cles treize et suivans, jusqu'à l'article vingt-quatre
usivement, du Traité conclu à Berlin, en 1799.,
exceptant le dernier paragraphe de l'article dix-
f, touchant les Traités avec la Grande-Bretagne,
t remis en viguer, et auront la même force et
ur que s'ils faisaient partie du présent Traité. Il

1828 est entendu cependant, que les stipulations contenues dans les articles ainsi remis en vigueur, seront toujours censées ne rien changer aux Traités et Conventions conclus de part et d'autre avec d'autres Puissances dans l'intervalle écoulé entre l'expiration du Traité de 1799. et le commencement de la mise en vigueur du présent Traité.

Les Parties contractantes désirant toujours, conformément à l'intention déclarée dans l'article 26 du dit Traité de 1799 pourvoir entre Elles, ou conjointement avec d'autres Puissances maritimes, à des stipulations ultérieures, qui puissent servir à garantir une juste protection et liberté au commerce et à la navigation des neutres, et à aider la cause de la civilisation et de l'humanité, s'engagent ici, comme elles à se concerter ensemble sur ce sujet, à quelque époque future et convenable.

ART. XIII. Vû l'éloignement des pays respectifs des deux Hautes Parties contractantes, et l'incertitude qui en résulte sur les divers événemens qui peuvent avoir lieu; il est convenu qu'un bâtiment marchand appartenant à l'une d'Elles, qui se trouverait destiné pour un port, supposé bloqué au moment du départ de ce bâtiment, ne sera cependant pas capturé ou condamné pour avoir essayé une première fois d'entrer dans le dit port, à moins qu'il ne puisse être prouvé, que le dit bâtiment avait pu et dû apprendre en route que l'état de blocus de la place en question durait encore: mais les bâtimens qui, après avoir été renvoyés une fois, essayeroient, pendant le même voyage, d'entrer une seconde fois dans le même port bloqué, durant la continuation de ce blocus, se trouveront alors sujets à être détenus et condamnés.

ART. XIV. Les citoyens ou sujets de chacune des Parties contractantes, auront, dans les Etats de l'autre, la liberté de disposer de leurs biens personnels, soit par testament, donation ou autrement, et leurs héritiers, étant sujets ou citoyens de l'autre Partie contractante, succèderont à leurs biens, soit en vertu d'un testament, ou *ab intestato;* et ils pourront en prendre possession, soit en personne, soit par d'autres agissant en leur place, et en disposeront à leur volonté, en ne payant d'autres droits que ceux auxquels les habitans du pays où se trouvent les dits

a sont assujettis en pareille occasion. En cas d'ab- 1828
e des héritiers, on prendra provisoirement des
biens les mêmes soins qu'on auroit pris en pa-
e occasion des biens des natifs du pays, jusqu'à
que le propriétaire légitime ait agréé des arran-
iens pour recueillir l'héritage. S'il s'éléve des con-
ations entre differens prétendans ayant droit à la
cession, elles seront décidées en dernier ressort
n les lois et par les juges du pays où la succes-
n est vacante. Et si, par la mort de quelque per-
ne possédant des biens-fonds sur le territoire de
e des Parties contractantes, ces biens-fonds ve-
nt à passer, selon les lois du pays, à un citoyen
ujet de l'autre Partie, celui-ci, si, par sa qualité
ranger, il est inhabile à les posséder, obtiendra un
i convenable pour les vendre et pour en retirer le
uit sans obstacle et exempt de tout droit de re-
e de la part du Gouvernement des Etats respec-

Mais cet article ne dérogera en aucune manière
force des lois qui ont déjà été publiées, ou qui
ront par la suite, par Sa Majesté le Roi de Prusse,
prévenir l'émigration de Ses sujets.

ART. XV. Le présent Traité sera en vigueur
dant douze années, à compter du jour de l'échange
ratifications; et si, douze mois avant l'expiration
e terme, ni l'une ni l'autre des Hautes Parties
tractantes n'annonce à l'autre, par une déclaration
elle, son intention d'en faire cesser l'effet, le dit
té restera obligatoire pendant un an au delà de
erme, et ainsi de suite, jusqu'à l'expiration des
e mois qui suivront une telle déclaration, à quel-
époque qu'elle ait lieu.

ART. XVI. Le présent Traité sera approuvé et
fié par Sa Majesté le Roi de Prusse, et par le
sident des Etats-Unis d'Amérique par et avec
is et le consentement du Sénat des dits Etats; et
ratifications en seront echangées en la ville de
shington, dans l'espace de neuf mois, à dater de
jour, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont
né les articles ci-dessus, tant en français qu'en
lais, et y ont apposé leurs sceaux; déclarant, tou-
is que la signature dans ces deux langues ne doit
, par la suite, être citée comme exemple, ni, en

1828 aucune manière porter préjudice aux Parties tractantes.

Fait par triplicata en la Cité de Washingto premier Mai, l'an de grâce mil-huit-cent-huit, et le cinquante-deuxième de l'Indépendan Etats-Unis d'Amérique.

LOUIS NIEDERSTETTER
H. CLAY.

(Ce traité a été ratifié et les ratifications ont été échangées à Washington le 14 Mars 1829).

125.

Convention entre l'Hanovre et le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach concernant l'extradition des criminels, signée le 20 Mai 1828.

(*Königl. Hannov. Gesetz-Sammlung* 1828. Ab p. 49. *Grofsherzogl. S. Weimar-Eisenach. gierungs-Blatt.* Nr. 8. den 3ten Juni 1828

Mit Seiner Königlichen Majestät allerhöchster nehmigung ist zwischen dem Königlichen Cabi Ministerio und dem Grofsherzoglich Sächsischen S Ministerio zu Weimar, über wechselseitige Aus rung der Verbrecher und zur Unterstützung der Re pflege in Criminalfällen überhaupt, folgende U einkunft getroffen worden:

ART. I. Alle Personen, die während ihres Au halts in einem der beiderseitigen Lande ein Verbr begangen haben, welches nach den Grundsätzen d beiderseitigen Landen geltenden Rechte eine pei Strafe nach sich zieht, sollen, wenn sie vor erfo der Bestrafung in die anderseitigen Lande sich wendet haben, an dasjenige Gericht unweigerlich geliefert werden, in dessen Gerichts-Bezirke das brechen verübt worden ist.

Haben jedoch die Verbrecher, deren Auslieferung 1828
us einem der beiden Staaten verlangt wird, darin
inen wirklichen Wohnsitz erworben, dergestalt, dafs
ie als domicilirte Landesunterthanen betrachtet wer-
n können: so soll die Auslieferung derselben bis
n einer in jedem einzelnen Falle zwischen dem Kö-
iglich-Grofsbritannisch-Hannoverschen und dem
rofsherzoglich Sächsischen Ministerium zu treffen-
n besondern Uebereinkunft ausgestellt bleiben.

Auch wegen blofser Accise- und Contrebande-
ergehen, ohne Unterschied und selbst dann, wenn
rauf in dem einen oder in dem andern Lande ent-
eder überhaupt oder nach den Zeitumständen, z. B.
i Fruchtsperren u. s. w. eine peinliche Strafe ge-
tzt sein sollte, findet die Auslieferung nicht Statt;
wäre denn, dafs für den vorkommenden einzelnen
ll zwischen den beiderseitigen Regierungen eine
bereinkunft getroffen würde.

Art. II. Sollte nach der Verfassung desjenigen
ndes, wo das Verbrechen verübt worden ist, die
ntersuchung von einem andern Gerichte als demjeni-
n geführt werden, in dessen Gerichtsbezirke das Ver-
echen sich zugetragen hat: so erfolgt die Auslefe-
ng an den die Untersuchung auf sich habenden
chter.

Art. III. Der Auslieferung mufs jedesmal eine Re-
isition des die Untersuchung führenden Gerichts vor-
rgehen. Mithin soll ein blofses Anerbieten zur Aus-
ferung, welches sich nicht auf eine in öffentlichen
ttern bekannt gemachte oder in besonderen Schrei-
n geschehene Requisition gründet, keiner Gerichts-
lle der beiderseitigen Lande die Annahme eines
rbrechers zur Nothwendigkeit machen.

Art. IV. Trüge es sich zu, dafs um die Aus-
ferung eines Verbrechers zu einer Zeit nachge-
cht würde, wo selbiger schon wegen eines anderen
rbrechens bei dem requirirenden Gerichte in Un-
rsuchung befangen ist: so soll die Auslieferung nur
dann Statt finden, wenn das Verbrechen, welches
r requirirende Richter zu untersuchen hat, nach
n Grundsätzen der seinem Verfahren zum Grunde
genden Rechte eine gröfsere Strafe nach sich zieht.

Art. V. Ist es aber zweifelhaft, welches von
iden Verbrechen eine gröfsere Strafe nach sich ziehe,

1828 oder sind beide Verbrechen von gleicher Strafbarkeit: so unterbleibt die Auslieferung, wofern nicht in jedem einzelnen Falle durch Uebereinkunft beiderseitiger Regierungen ein Anderes beliebt wird.

Art. VI. Erfolgt die Auslieferung in einem solchen Falle, wo der Verbrecher in beiden Landen sich vergangen hat, so werden dem requirirenden Richter die von dem requirirten Gerichte geführten Acten und alle sonst erforderlichen Nachrichten sogleich mitgetheilt, um darnach die auf beiden Verbrechen beruhenden Strafen zu erkennen und auch sonst in Ansehung der Entschädigung oder anderer Umstände darauf die nöthige Rücksicht nehmen zu können.

Art. VII. Wenn der Verbrecher, um dessen Auslieferung nachgesucht wird, nicht bereits bei dem requirirten Gerichte sich in Haft befindet: so sollen zur Verhaftung desselben die schleunigsten Anstalten getroffen werden.

Art. VIII. Sobald der Verbrecher nach Art. III. auf eine in öffentlichen Blättern bekannt gemachte oder in besonderen Schreiben geschehene Requisition in Haft gezogen ist, mufs der requirirte Richter dem requirirenden davon unverzüglich Nachricht ertheilen, damit dieser sodann die ungesäumte Abholung besorge. Der requirirte Richter hat demnach die eigene Abschickung des Verbrechers nur alsdann zu veranlassen, wenn beide Richter deshalb einverstanden sind.

Art. IX. Auch in solchen Criminal-Fällen, wo nicht um die Auslieferung eines Verbrechers, sondern nur um Vernehmung der Zeugen oder anderer Personen und um Mittheilung der Acten oder sonstiger Nachrichten angesucht wird, sollen die Gerichts-Stellen der beiderseitigen Lande mit aller Willfährigkeit einander zu Hülfe kommen. Selbst die Stellung der Zeugen oder anderer Personen soll, wenn sie der requirirende Richter unumgänglich nöthig findet, nicht verweigert werden.

Art. X. Wenn wegen anzustellender Confrontation die Stellung eines oder mehrerer Inquisiten nöthig erachtet wird: so sollen, auf vorgängige Communication der Landes-Justiz-Collegien, derselbe oder

selben nicht blos bis auf die Gränze, sondern un- 1828
r den erforderlichen Sicherheits-Anstalten an das
tersuchende Gericht selbst zu solchem Zwecke ver-
folgt werden.

ART. XI. Mit der Bezahlung der Kosten soll es
chfolgendermafsen gehalten werden:

Wenn der an das requirirende Gericht ausgelieferte
rbrecher hinreichend eigenes Vermögen besitzt, so
rden hieraus dem requirirten Richter nicht allein
baaren Auslagen erstattet, sondern auch die sämmt-
ren Gerichtsgebühren nach der bei dem requirir-
Gerichte üblichen Taxe abentrichtet.

Hat aber der ausgelieferte Verbrecher kein hin-
chendes eigenes Vermögen, so fallen die Gebühren
die Arbeiten des requirirten Gerichts durchgehends
g und der requirirende Richter erstattet demselben
glich die baaren Auslagen für Botenlohn und Post-
er, für Verpflegungsgebühren, Transport und Be-
chung der Gefangenen, so wie für Copialien.

ART. XII. Nach gleichen Grundsätzen soll auch
Absicht der Bezahlung der Kosten in solchen Cri-
nal-Fällen verfahren werden, wo es nicht auf die
lieferung von Verbrechern, sondern nur auf die
hörung oder Stellung von Zeugen oder anderer
sonen ankommt.

ART. XIII. Zur Entscheidung der Frage, ob der
brecher hinreichendes eigenes Vermögen zur Be-
lung von Gerichtsgebühren besitze oder nicht, soll
beiderseitigen Landen etwas Weiteres nicht als das
gnifs desjenigen Gerichts erfordert werden, unter
chem der Verbrecher seine eigentliche Wohnung hat.
Sollte derselbe seine wesentliche Wohnung in einem
ten Lande gehabt haben und die Beitreibung der
sten dort mit Schwierigkeiten verbunden seyn, so
d es angesehen, als ob derselbe kein hinreichen-
eigenes Vermögen besitze.

ART. XIV. Den in Criminal-Untersuchungen
stellenden Zeugen und andern abzuhörenden Per-
en sollen bei wirklich erfolgter Stellung die Reise-
l Zehrungs-Kosten nebst der wegen ihrer Ver-
mung ihnen gebührenden Vergütungs-Summe, und
r nach deren von dem requirirten Gerichte ge-
ehenen Verzeichnung, von dem requirirenden Rich-

b. Die zur Wache mitgegebene M
vom Militair ist, sondern nur aus P
oder anderen Personen besteht; auch

c. nicht von beträchtlicher Anzahl
stens fünf Mann stark ist,

die Durchführung auf blofse Pässe
hörden, welche jedoch die obige Ein
ter a. deutlich enthalten müssen, von
und jeden Orts-Obrigkeiten gestattet
Assistenz dabei geleistet werden soll.
len aber ist darüber eine vorgängige
der höheren Collegien fernerweit erfo

Gleichwie nun die gegenwärtige V
die Reciprocität gegründet und auf
einer unverweilten Justiz-Pflege le
ist, also werden in selbiger alle beid
begriffen, und soll dieselbe demnächs
beider höchsten paciscirenden Theil
mafsen bekannt gemacht werden.

Diese Uebereinkunft wird hierdur
nen Kenntnifs gebracht und werden
chen Behörden angewiesen, die Bes
selben in vorkommenden Fällen zur
bringen.

Hannover, den 20ten Mai 1808

126.

ɔention entre la Prusse et la Saxe 1828 le concernant le couvent de Joaɹstein près de Radmeritz, signé le 2 Juin 1828.

ɛetzsammlung für das Königreich Sachsen. Nr. 4. pag. 27).

r, unter allerhöchster Genehmigung und unter Vorsitze Königl. Commissarien, von ständischen ationen beider Landesantheile des Markgrafthums usitz, über die Auseinandersetzung dieser Lanheile abgeschlossenen Convention vom 27sten t 1819, §. 40, ist die Regulirung der Stiftung mstein bei Radmeritz zu einer besondern Conn ausgesetzt worden.

e hierzu ernannten Königl. Commissarien und ändischen Deputirten haben demnach, bis auf mung der allerhöchsten Behörden, folgende nigung hierüber getroffen:

1. Das welt-adelige Fräuleinstift zu Joachimsteht als Stiftung lediglich unter Königlich Sächr Hoheit.

as aber die Grundbesitzungen dieser Stiftung gt, so bestimmt sich die Landeshoheit und die htsbarkeit über die Bewohner durch die im Jahre definitiv erfolgte Grenzbestimmung der beiden stheile des Markgrafthums Oberlausitz.

2. Hinsichtlich der Genufsberechtigung, der urbefugnisse und der Verwaltung verbleibt das Joachimstein beiden Landestheilen gemeinschaftund demnach die Stiftung selbst in Ansehung wesentlichen Einrichtungen in der bisherigen bestehend.

ie unterm 26sten Mai 1744 landesherrlich conten Stiftsstatuten behalten in allen denjenigen n, wo nicht durch gegenwärtige Convention eine derung getroffen wird, ihre volle Gültigkeit.

1828 Das Original gedachter Stiftsstatuten ist künftig bei der Königl. Sächsischen Ober-Amts-Regierung zu Budissin aufzubewahren; jedoch wird sich Königl. Preufsischer Seits, in Gemäsheit der oberlausitzischen Ausgleichungs-Convention vom 27sten August 1819 und daselbst §. 29, vorbehalten, dafs diese gemeinschaftliche Urkunde den Landständen des Preufsischen Markgrafthums Oberlausitz, bedürfenden Falls, in beglaubigter Abschrift oder auch, nach Erfordernifs des Bedarfs, im Originale mitgetheilt werden mufs.

§. 3. Die Genufsberechtigten anlangend, ist

a. bei den Fräulein-Beneficiaten- und Pensionairen-Stellen jede statutenmäfsig qualificirte Oberlausitzerinn, ohne Unterschied des Landestheils, wenn auch, der Reihe nach, die Collatur den Landständen des andern Theils zusteht, mit gleichem Vorzugsrechte wählbar;

b. in gleicher Mafse wird bei der Wahl des Stiftverwesers und der Stiftshofmeisterinn keine Rücksicht auf den Landestheil genommen, zu welchem der Candidat gehört;

c. bei den Stiftsstipendien hingegen tritt an die Stelle des vormaligen Budissinischen Landkreises, der Königl. Sächsische Landesantheil, und an die Stelle des vormaligen Görlitzischen Landkreises, der Königl. Preufsische Landesantheil der Oberlausitz.

Dasselbe gilt, insofern andere Beneficien, namentlich die für arme Fräuleins geraume Zeit stattgefundenen Erziehungsbeihülfen, substituirt worden sind, oder noch substituirt werden sollten.

§. 4. An der Collatur der zwölf Stiftsstellen nehmen beide Landesantheile insofern gleichen Antheil, als einem jeden sechs davon zufallen.

Beiden landständischen Corporationen bleibt die Verleihung von zehn Stellen alternando vorbehalten, so dafs eine jede derselben fünf davon zu vergeben berechtigt ist.

Der an die Stelle des Geheimen Consilii getretene Königl. Sächsische Geheime Rath vergiebt, wie vordem, die fünfte Stelle.

Die sechste Stelle aber geht von dem vormaligen Amtshauptmann in Görlitz auf den Vorsitzenden der dasigen Landstände, jedoch mit der Einschränkung über, dafs derselbe, den Statuten gemäfs, zu Stifts-

hlen vollständig qualificirt seyn müsse, entgegen- 1828
etzten Falles die Verleihung dieser Stelle den zu
tswahlen berechtigten Preufsischen Landständen,
ie Concurrenz der Sächsisch-oberlausitzischen Land-
nde, und ohne dafs die bei den andern zehn Stel-
eintretende Reihefolge hierbei berücksichtiget wer-
kann, anheim fällt.

§. 5. Wenn künftig, nach Vorschrift der Statuten,
hs Beneficiatenstellen errichtet werden sollten, so
ben die Landstände der Sächsischen Oberlausitz
von drei, und die Landstände der Preufsischen
erlausitz ebenfalls drei Stellen zu vergeben.

§. 6. Die Pensionsbestimmungen verbleiben dem
chlusse beider Landestheile, auf gutachtlichen Be-
t der landständischen Administrationsbehörde, vor-
alten.

§. 7. Die Landstände jedes Theils haben ganz in
bisherigen Mafse, und wie solches früher von den
ndständen Budissinischen und Görlitzischen Kreises
chehen ist, vier Stiftsstipendien zu vergeben.

§. 8. Die Wahl des Stiftsverwesers und der Stifts-
meisterinn erfolgt von den Mitgliedern des engern
weitern Ausschusses beider Landestheile gemein-
aftlich, und zwar in dem Stiftshause zu Joachimstein.
Es wird zum Behuf dieser Wahlen eine gleiche
zahl hierzu qualificirter Mitglieder, sowohl in dem
ern, als in dem weitern Ausschusse für beide
ndestheile bestimmt.
Ist diese Anzahl in dem einem Landestheile ge-
ger, als in dem andern, so werden die zur Gleich-
lung fehlenden Personen für den engern Ausschufs
den Mitgliedern des weitern Ausschusses, und für
weitern Ausschufs aus der hierzu berufenen Rit-
chaft ergänzt.
Die Wahl erfolgt übrigens auf die in den Statuten
geschriebene Weise.

§. 9. Die erfolgte Wahl sowohl der Stiftsfräulein,
des Stiftsverwesers und der Stiftshofmeisterinn
d der Königl. Ober-Amts-Regierung zu Budissin
gezeigt, welche, hinsichtlich der Stiftsfräulein und
Stiftsverwesers, das erforderliche Wahldecret er-
ilt, über die Wahl einer neuen Stiftshofmeisterinn
r Bericht zum Königl. Sächsischen Geheimen Rathe
tattet.

Oberlausitz, die ihre Stimmen nur
theilen, ihrer Regierung zu melden,
bei letzterer eintretenden Bedenken
zu beseitigen sind, und erst nach ei
ständnifs die Wahl als definitiv voll
und zur Königl. Sächsischen landesh
gung zu bringen ist.

§. 10. Was nun die landständisch
des Stifts Joachimstein anlangt, so
Instanz des Stifts in dieser Hinsicht
die gesammten Landstände des Mark
lausitz bildeten, durch eine gröfser
Deputation aus acht Mitgliedern orga
der Landestheil aus seinem Mittel vier

Die Landstände jedes Landesthei
gleich einen von den von ihnen zu w
tirten als Vorsitzenden.

Von den Mitgliedern dieser Dep
aller drei Jahre vier, mithin zwei au
theile, aus; es können dieselben jedo
gewählt werden.

Diese Deputirten, so wie die Mit
gen landständischen Administrationsb
aus dem Gremio derjenigen Landst
werden, welche die Administration
meinschaftlich zu besorgen haben.

d die beiden Landesältesten des Fürstenthums Gör- 1828
i constituirt gewesenen Behörde.

Dagegen wird die vormals aus den beiden Landes-
ten des Fürstenthums Görlitz zusammengesetzt
esene Behörde durch einen Landesältesten aus je-
n Landestheile gebildet.

§. 12. Die Revision der Rechnungen und die,
n den Statuten, damit verbundenen Geschäfte be-
gt eine landständische Deputation aus *drei* Mitglie-
n, wovon eins aus jedem Landestheile, das dritte
abwechselnd gewählt wird.

Wie nun diese Deputation an die Stelle des vor-
gen Waisenamtes zu Görlitz tritt; so hat sie, nach
tiftsstatuten Cap. IV. §. 41 und 42, die ihr über-
ten Rechnungen und Extracte, mit Zuziehung
dabei angestellten Expedienten, des fördersamsten
Joachimstein zu examiniren, mit der aus beiden
ilen zusammengesetzten Behörde der Landesälte-
in bedenklichen Fällen zu communiciren, die Ge-
evorräthe, die Felder, Holzungen, Gebäude und
ntarien bei den Gütern nachzusehen, sodann die-
en Defecte, welche vorgefunden, aber nicht er-
et worden, zur Kenntnifs der obersten Instanz,
größeren Deputation, zu bringen, und über Alles,
zu bemerken gewesen, an solche Relation zu
tten.

Damit die Revision der Rechnungen desto gründ-
r erfolge, sind letztere, vor der eigentlichen Prü-
, unter den Mitgliedern der Deputation in Cir-
ion zu setzen, auch von dem Expedienten in cal-
zu revidiren, und es erfolgen erst nach dessen
digung die wegen der förmlichen Revision erfor-
chen Sitzungen im Stiftshause Joachimstein. Die
tationsglieder haben jedoch blofs während diesen
ngen Diäten zu erhalten.

Da im Uebrigen von dem für die Revision der
srechnungen, anstatt der Diäten, bisher ausge-
ten Aversional-Quanto von dreihundert Thalern,
n Stiftsverweser sechzig Thaler, und dem Wai-
-Amts-Adjuncte ebenfalls sechzig Thaler zukamen,
ist man dahin übereingekommen, dem Stiftsver-
ter von Ferentheil Gruppenberg, und dem Land-
is-Syndicus Schubert, so lange sie ihre gegen-
rtigen Aemter wirklich bekleiden, dieses Emolu-

1828 ment ungekürzt zu lassen, wogegen sie auf die bei ihren Nachfolgern an die Stelle jenes Fixi tretende gewöhnlichen Liefergelder keinen Anspruch zu machen haben.

Endlich hat man sich vereiniget, dafs zuerst die Mitglieder der Rechnungs-Revisions-Deputation vom Preufsischen Landestheile gewählt werden, dagegen der nach §. 13. zu adhibirende Expedient zuerst von Sächsischer Seite bestimmt wird.

§. 13. Die gröfsere landständische Deputation und die Rechnungs-Revisions-Deputation haben, zur Protocollführung und zur Ausfertigung auf die gefafsten Beschlüsse, einen gemeinschaftlichen Expedienten, welcher abwechselnd von einer Hauptrevision bis zur andern, mithin von fünf zu fünf Jahren, von den Landständen der Königl. Sächsischen Oberlausitz und den Landständen der Königl. Preufsischen Oberlausitz gewählt wird.

Dieser Expedient kann auch von der aus den Landesältesten bestehenden Behörde in solchen Fällen zugezogen werden, wo dieselbe eine gemeinschaftliche Expedition vornimmt.

§. 14. Der Stiftsverweser und die Stiftshofmeisterinn haben in allen den Fällen, wo sie, nach ihrer Instruction, an die Landesältesten Görlitzischen Antheiles gewiesen sind, ihre Anzeigen an die aus den Landesältesten von jedem Landestheile gebildete Behörde zu erstatten und treten nunmehr zu der gröfseren Deputation in dasselbe Verhältnifs, in welchem sie vormals zu der aus dem Amtshauptmanne und den Landesältesten des Fürstenthums Görlitz zusammengesetzt gewesenen Behörde, oder zu den gesammten Landständen des Markgrafthums Oberlausitz standen. Es wird demnach auch der Stiftsverweser von dieser Deputation quittirt.

§. 15. Die aus den Landesältesten beider Landestheile gebildete erste Administrationsinstanz hat an die gröfsere landständische Deputation, als obere Instanz, das Resultat ihrer Berathungen und den Erfolg ihrer Aufträge zu berichten, so wie ihr auch obliegt, in wichtigen und bedenklichen Fällen, oder, wenn die zwei Landesältesten sich in ihren Ansichten nicht vereinigen vermögen, an dieselbe zu recurriren.

§. 16. Zu dem Ressort der gröfseren Deputation 1838
ören alle diejenigen Functionen und Geschäfte,
che, vermöge der Stiftungsurkunde und der Sta-
n, den Landständen der gesammten Oberlausitz
ewiesen waren, ingleichen die Verrichtungen, der
mals durch den Amtshauptmann und die Landes-
sten des Fürstenthums Görlitz constituirt gewe-
n Behörde.

Ihre Instruction erhält diese Deputation von ihren
mittenten, nach den Landesabtheilungen, wohin
auch in besonders wichtigen und zweifelhaften
en zu recurriren und jedesmal vor den Landtägen
. Elisabeth und Trium Regum Relation zu erstat-
hat.

n Fällen, wo eine Vereinigung der Deputations-
lieder nicht zu Stande kommt, hat die Deputation
Recurs an ihre Committenten zu nehmen, welche
Differenz entweder durch schriftliche Communi-
n unter sich beilegen, oder zur Entscheidung der
höchsten Behörde bringen.

ür die in Angelegenheiten des Stifts, auf Vor-
der gröfseren Deputation, oder sonst zu veran-
nden Berathungen gesammter Landstände beider
lestheile, oder der Directorial-Deputation, wer-
im Uebrigen, mit alleiniger Ausnahme der Wah-
les Stiftsverwesers und der Stiftshofmeisterinn,
e Liefergelder aus der Stiftscasse bezahlt, da diese
häfte während der Landtage oder sonstigen Zu-
enkünfte mit zu besorgen sind.

§. 17. Im Allgemeinen steht sowohl bei der grös-
t und allen übrigen landständischen Deputatio-
als auch in Ansehung der beiderseitigen land-
lischen Corporationen selbst, der Grundsatz fest,
zür Gültigkeit eines Beschlusses die Theilnahme
Zustimmung beider Theile erforderlich sei.

eschlüsse, welche die gröfsere Deputation in die-
Mafse gefafst hat, haben völlige Gültigkeit, inso-
ie nicht Gegenstände betreffen, welche, nach
Fundationsurkunde und den Statuten, der lan-
rrlichen Bestätigung bedürfen.

u Beschlüssen dieser Art ist zuvörderst die Ge-
igung der beiderseitigen landständischen Corpo-
ten erforderlich und sodann erst die Sanction
öchsten Behörde nachzusuchen.

1828 Diese Sanction ertheilt in allen das Stift angehenden Angelegenheiten die Königl. Sächsische Regierung.

Uebrigens versteht es sich von selbst, dafs, wenn die Beschlüsse solche Einrichtungen auf den Stiftsgütern betreffen, welche, nach den Landesgesetzen, nur nach erlangter landesherrlicher Einwilligung vorgenommen werden können, solche bei der betreffenden Behörde nachzusuchen ist.

Wenn die von den Deputationen oder den Ständen selbst gefafsten Beschlüsse solche Verhältnisse in den Stiftsgütern zum Gegenstande haben, deren Ausführung, nach den Preufsischen Gesetzen und Verordnungen, bei jedem Vasallen, oder sonstigem Besitzer unbeweglicher Güter eine höhere Genehmigung erforderlich macht, so mufs die Genehmigung hierzu zuvörderst bei der geeigneten Behörde nachgesucht und deren Bestimmung abgewartet werden. Sollte indefs diese Genehmigung verweigert werden, so sind die defsfallsigen Gründe den Sächsischen Ständen mitzutheilen, um sie in den Stand zu setzen, diejenigen Vorstellungen dagegen zu machen, welche etwa nöthig und angemessen zu erachten sein möchten.

§. 18. Zu der, nach Cap. I. §. 19. der Stiftsconstitution von fünf zu fünf Jahren vorzunehmenden Stiftsdeputation wird von den hierzu geeigneten Landständen jeden Landestheils ein Deputirter aus ihrem Mittel gewählt, und es haben diese Deputirten über den Erfolg ihrer Verrichtungen gemeinschaftlichen Vortrag an die gröfsere landständische Deputation zu erstatten.

Dafs dieselben zugleich Mitglieder der gröfseren Deputation sind, ist nicht erforderlich.

Im Uebrigen wird bei der Stifts-Haupt-Revision von jedem der hierzu ernannten Deputirten, ein besonderer Expedient adhibirt, wovon der aus dem Sächsischen Landestheile in allen das Stift selbst und die Sächsischen Besitzungen desselben, der aus dem Preufsischen Landestheile aber in allen die Preufsischen Stiftsgüter angehenden Angelegenheiten, Protocoll führt.

§. 19. Ereignen sich Umstände, welche eine schleunige örtliche Untersuchung erheischen, so obliegt dem Vorsitzenden des Landestheils, welcher, je nachdem es die Stiftung oder die Stiftsgüter betrifft, zunächst dabei interessirt ist, Anzeige.

Dieser hat sofort mit dem jenseitigen Vorsitzen- 1828
n zu communiciren und in dringenden Fällen,
lche keinen Aufschub leiden, den Tag zu einer
serordentlichen Zusammenkunft in Vorschlag zu
ngen, wobei, nach gemeinschaftlichem Beschlusse,
Absendung zweier Deputirten, oder sonst zu er-
lende Resolution erfolgt.

§. 20. Der Ort, wo sich sämmtliche landständi-
e Deputationen zu versammeln haben, ist das
tshaus zu Joachimstein.

Die Deputirten, welche die untere und obere In-
nz für die Administration des Stifts bilden, sowohl,
die Ausschufsstände, wenn Erstere in denen ihnen
tragenen Geschäften, Letztere aber zu den Wah-
des Stiftsverwesers oder der Stiftshofmeisterinn
Stifte zusammen kommen, haben, gegen Empfang
Stiftsliefergelder, sich selbst zu beköstigen und
ihr Fortkommen, so wie für den Unterhalt ihrer
herschaft und Pferde, auf eigene Kosten zu sorgen.

§. 21. Das Directorium actorum bei allen Verhandlun-
der gröfseren und kleineren landständischen Depu-
onen, mithin auch bei der Rechnungs- und der von
f zu fünf Jahren zu haltenden Haupt-Stifts-Re-
on, ingleichen bei allen in dem Stiftshause und auf
Stiftsgütern vorkommenden öffentlichen Hand-
gen, namentlich bei Einführung der Stiftshofmei-
im, kommt

a. dem Sächsischen Theile zu, wenn der Gegen-
d die Stiftung im Allgemeinen, oder das Stifts-
s und die unter Königl. Sächsischer Landeshoheit
genen Grundbesitzungen betrifft;

b. dem Preufsischen Theile hingegen, wenn der
genstand ausschliefslich die unter Königl. Preufsi-
er Landeshoheit gelegenen Stiftsgüter angeht.

Bei Berathungen, wobei sowohl über die Stiftung
Allgemeinen, als über die besonderen Angelegen-
ten der Stiftsgüter verhandelt wird, bezieht sich
Wechsel des Directorii blofs auf den Vortrag
Vorsitzenden von beiden Seiten.

Das Protocoll kann nichts desto weniger von dem
pedienten, welcher zu den Verhandlungen zuge-
en wird, er sei aus dem Sächsischen oder Preufsi-
en Landestheile, fortgeführt werden, und wird

1828 solches doppelt ausgefertiget, damit jeder Landesth
ein Originalexemplar desselben erhalten könne.

§. 22. Sobald die Stelle der Stiftshofmeisterin o
des Stiftsverwesers zur Erledigung gelangt, wird
fort an den, nach Cap. III. §. 27. und Cap. IV. §
der Statuten, von Beiden unter gemeinschaftli
Verschlusse gehaltenen Kasten, worin sich die D
mente des Stifts befinden, ein drittes Schloss a
legt, dessen Schlüssel dem Preufsischen Lande
sten, so wie der Schlüssel des abgegangenen o
verstorbenen Beamten dem vorsitzenden Sächsisch
Landesältesten unverzüglich einzuhändigen ist.

Bei eintretender Erledigung der Stelle des St
verwesers werden dessen Geschäfte während der
canz, insoweit sie die Stiftung im Allgemeinen
die Sächsischen Besitzungen angehen, von dem
sitzenden Sächsischen, hinsichtlich der Preufsi
Stiftsgüter aber von dem Preufsischen Landesält
besorgt.

§. 23. Der Stiftsverweser vertritt in der Ca
§. 23. der Stiftsstatuten geordneten Mafse die St
eines Gerichtsprincipals auf sämmtlichen, zur St
tung gehörigen Gütern und hat zur Verwaltung
Justiz in jedem Landestheile einen hierzu nach
Landesgesetzen qualificirten Justitiar, unter Zu
mung der geordneten landständischen Stifts-Ad
strations-Behörde oberster Instanz, zu bestellen.

§. 24. Die Besetzung der Pfarrstelle zu Radme
wird in dem Falle, wenn eine Vereinigung desh
zwischen der Stiftshofmeisterinn und dem Stiftsv
weser nicht Statt finden sollte, als welche sich, na
den Statuten Cap. IV. §. 24., hierüber zu verstän
gen haben, zuerst der Entscheidung der ersten land
ständischen Administrationsinstanz, und dafern auch
hier Differenz entstehen sollte, der gröfseren landstän
dischen Deputation vorbehalten.

§. 25. Das Prälationsrecht wird den Stiftscapitale
insoweit es geschehen kann, in beiden Landestheile
reservirt.

Ist solches wegen der Hypothekeneinrichtung i
Königl. Preufsischen Landestheile nicht möglich, s
werden diejenigen Capitalien daselbst, welche nicht

it pupillarischer Sicherheit ausgethan sind, eingezo- 1828
n und mit Berücksichtigung der Gleichstellung der
iderseitigen Landestheile, hinsichtlich der gesammten
nds, anderweit mit pupillarischer Sicherheit aus-
ehen.

Urkundlich ist diese Convention von den Königl.
mmissarien und den landständischen Deputirten
ler Landestheile des Markgrafthums Oberlausitz,
genaues Durchlesen, eigenhändig unterschrieben
besiegelt worden.

So geschehen zu Budissin, am 2ten Juni 1828.

DR. AUGUST ADOLPH GERSSDORF, *auf schke, Königl. Sächher allerhöchst verneter Commissar zu einandersetzung der gelegenheiten des weltligen Fräuleinstifts chimstein bei Radtz, Ober-Amts-Regungs-Präsident und ter des Civil-Verst-Ordens.*

CARL WILHELM OTTO AUGUST VON SCHINDEL, *auf Schönbrunn, Zwekka, Cundorf, Königl. Preufsischer allerhöchst verordneter Commissar zu Auseinandersetzung der Angelegenheiten des welt-adeligen Fräuleinstifts Joachimstein, und Landesältester des Königl. Preufsischen Markgrafthums Oberlausitz.*

IST. GUSTAV V. GERSSDORF.

WOLF LUDW. VON GERSSDORF.

ST KARL GOTTLOB VON REX.

HANS ERNST VON HAUGWITZ.

(Cette convention a été ratifiée par la Prusse le 13 Septembre 1828 et par la Saxe royale le 27 Septembre de la même année).

127.

1828 *Déclaration échangée entre les g*
vernemens des Pays-Bas et de Pru
par rapport à la prolongation d
convention de cartel, conclue e
les dits gouvernemens le 11 Juin 1
pour le terme de six années; d

$\frac{5. \text{ Juillet}}{10 \text{ Juin}}$ 1828.

(*Journal officiel du royaume des Pays-B*
1828. Nr. 47. p. 6).

Les gouvernemens des Pays-Bas et de Prusse,
convenus de prolonger, sauf quelques articles,
quels l'on apportera des modifications, la conv
de Cartel qu'ils ont conclue le 11 juin 1818, je
signé déclare au nom de Sa Majesté le Roi des P
Bas, que cette convention est censée prolongée
six années à dater du 1er janvier de l'année pr
et que ces dispositions sont maintenues à la ré
celles, contenues aux articles 2 et 3 de la dite
vention, la teneur desquels sera dorénavant la su

Art. II. Seront réputés déserteurs non seul
les militaires de toute arme et de tout grade, qui
teront leurs drapeaux, mais encore les réfract
c'est-à-dire les individus, qui, appelés ou dan
cas d'être appelés au service actif de la Landwehr,
la Milice nationale, ou de toute autre branche mil
quelconque, ne se rendraient pas à l'appel, ou ch
cheraient à s'y soustraire en se réfugiant sur le ter
toire de l'autre des hautes parties contractantes.

Art. III. Sont exceptés de la restitution ou
l'extradition, qui pourra être demandée en vertu
présentes:

a. Les individus nés sur le territoire de l'E
dans lequel ils auront cherché un asile, et qui n'ay
point acquis de domicile fixe dans l'autre Etat, d'apr

lois et réglemens réciproquement en vigueur, ne 1828.
nient, en désertant que rentrer dans leur pays natal.
b. Les individus, qui, bien que nés dans l'Etat
le quittent, auraient établi leur domicile dans celui,
ils se sont retirés, selon les lois et réglemens, qui
et égard y sont en vigueur.
c. Les individus, qui, soit avant, soit après leur
rtion se sont rendus coupables d'un crime ou délit
conque, à raison duquel il y a lieu de les traduire
justice devant les tribunaux du pays, où ils ré-
nt.
Néanmoins en ce cas l'extradition aura lieu après
le déserteur aura été acquitté, ou aura subi sa
e.
es engagemens civils, qu'un déserteur pourrait
contractés dans l'Etat de l'autre souverain, ne
ront dans aucun cas motiver le refus de son ex-
tion.
En foi de quoi la présente déclaration, qui sera
ngée contre un acte correspondant du Gouver-
ent prussien a été signée par moi, Ministre des
es étrangères de Sa Majesté le roi des Pays-Bas,
ni du sceau de l'Etat.
it à La Haye le 5 juillet 1828.

(*Signé*) VERSTOLK DE SOELEN.

e Ministre des affaires étrangères certifie que la
ration précitée a été échangée contre une décla-
de la même teneur, délivrée par le Ministère
de S. M. le roi de Prusse, le 10 juin 1828.

VERSTOLK DE SOELEN.

128.

aité de paix entre la république Bolivia et la république de Pérou, gné à Piquisa le 6 *Juillet* 1828.

(*The Times* 1828. Decbr. 4. Nr. 13, 767.)

the town of Piquisa, on the 6th day of July 1828,
commissioners met for the purpose of making a

1828 preliminary treaty of peace between his Excellen
José Maria Perez de Urdininea, General-in-ch
of the Bolivian army and intrusted with the co
mand of the republic, and Don Agustin Gama
General of division of the armies of Peru and G
ral-in-chief of that of the South,-viz., on behal
the first named Messrs Miguel Maria Aguirre, M
ster of finance, José Miguel Velasco, Prefect-G
ral of the department of Chuquisaca, and Dr. M
del Carpio as secretary; and on behalf of the
named Don Juan Agustin Lira, first aide-de-c
of the staff, lieutenant-colonel and aide-de-c
Don Juan Bautista Arguedas and captain Don
Maria Lopez, as secretary, reciprocally exch
their respective powers, and it appearing from
that they were properly authorized to compil
articles to serve as a basis for the present negoc
they entered into a serious and deliberate consi
upon the interests of the two republics, and th
tives that had caused the march of the Peruvian
upon the territory of Bolivia; and mutually de
of establishing a solid and lasting peace, of str
thening the relations of both states by the bond
a sincere friendship and of removing the causes w
have led to the hostile demonstrations, that have
place on both sides, mutually agreed to the follo
articles: —

ART. I. In the space of 15 days from the n
cation of these treaties by the Generals in-chief
the belligerent armies, all Colombians and other
reigners in the army of Bolivia shall begin to eva
the territory of the Bolivian republic.

ART. II. From the foregoing article are excep
all subalterns, from captains inclusive downwar
who will be suffered to remain in the republic pr
vided they leave the army, until a president be a
pointed, who may, if he please, recall them to t
service.

ART. III. The Generals, chiefs and officers, w
agreeably to Article I, are to leave the territory
Bolivia, may return to the said republic as soon a
the national assembly is installed, and during th
absence they shall receive half-pay from the fund

the said republic, until the President appointed 1828
ll determine whether they are to continue in the
vice and receive their pay. Those mentioned in
icle II. shall also receive half-pay under the same
ditions as stipulated in this Article.

ART. IV. The squadrons of grenadiers and hus-
s of Columbia, now in this said republic, shall
mence their march for their own country by the
te which, as far as Arica the General-in-chief
the Peruvian army may point ont for them, and
said General shall also undertake to provide the
essary shipping for their transport, and the Gene-
in-chief of the Bolivian army shall undertake to
nify the Peruvian republic for the expenses
of.

ART. V. The day following the ratification of
e treaties the General-in-chief of the Bolivian
y shall issue a decree, to assemble on the 1st of
ust next, the constituent congress, not now sitting,
which shall meet in the city of Chuquisaca, to
ider, firstly, the propriety of receiving the mes-
and admitting the proffered resignation of the
d Marshall of Ayacucho, Antonio José de Sucre;
dly, of nominating a provisional government;
thirdly, of immediately convoking with all pos-
despatch a national assembly, which shall revise,
ify, or declare efficient the existing constitution.

ART. VI. This national assembly shall, in pre-
nce to all other matters, occupy itself in electing
appointing a person to exercise the functions of
ident of the state, and in fixing the day on which
Peruvian army shall begin to evacuate the terri-
y of the republic.

ART. VII. The Peruvian army shall occupy the
artment of Potosi till the day of the meeting of the
nstituent Congress, on which it shall commence its
rch for la Paz and Oruro, through the department
Cochabamba and on its march, shall be provided
h the necessary provisions.

ART. VIII. The National Assembly, after fulfil-
the objects specified in Art. VI. shall suspend its

ART X. The supreme Governme
publics shall settle the charges to be
both sides from the time the Peruvia
the Desaguadero.

ART. XI. The republics of Peru a
strengthen their relations by diplomatic
as the army has evacuated the Bolivia

ART. XII. The republics of Pe
shall not be able to form friendly rel
empire of the Brazils, until the said e
peace with the Argentine republic.

ART. XIII. All persons belonging t
and enrolled in the opposite army, shall
delivered up, provided the Bolivians r
own country and the Peruvians retur
being left to their own choice. The
diers in both armies are included an
shall be able to claim deserters.

ART. XIV. No Bolivian shall b
rectly or indirectly on account of the
have voted under the present circumst
persons shall be preferred according t
and the services they have performed.

ART. XV. The contracting parti
sponsible for any act of hostility co

eir disapproval or non-ratification, hostilities shall 1828
commence in 12 hours.

In these terms the present stipulation was agreed
and concluded at eight o'clock p. M. of the day,
onth and Year first above-written, and two copies
ereof were signed by the aforesaid commissioners,
we, the undersigned secretaries do hereby certify.

MIGUEL MARIA DE AGUIRRE, *General.*
MIGUEL DEL CARPIO, *Secretary.*
JUAN BAUTISTA ARGUEDAS.
JOSE MARIA LOPEZ, *Secretary.*

Lieutenant-Colonels Don Juan Agustin Lira and
n Juan Bautista Arguedas, accompanied by Captain
n Jose Maria Lopez, having presented themselves
the 7the day of July, 1828, at the head-quarters
Ciporo, before Don Agustin Gamarra, General-in-
ief of the Peruvian army, to render account of the
mmission intrusted to their care, by which they
ere instructed to meet the Bolivian legation, for the
rpose of agreeing upon a treaty of peace between
e two now belligerent armies, and delivered to him
e treaties entered into by the aforesaid commissio-
rs, and signed by the contracting parties at eight
clock p. M. of yesterday, the said General Gamarra
clared that he signed, approved and ratified in the
st solemn manner, every thing stipulated by the
resaid commissioners, with this sole exception —
z., "That the hostages to be given for the fulfil-
ent of this capitulation shall be appointed by their
spective Generals, and not chosen by either party;"
d with this sole and trifling modification, which
ill not, it is considered, affect in any way the sub-
tance of the other articles agreed upon, his Excel-
ncy promises to observe, keep and religiously fulfil
ll that is stipulated in the said treaties; and further
romises, in the name of his Government, and by
irtue of the authority granted to him for that pur-
ose, that these treaties of peace and friendship be-
ween the republics of Peru and Bolivia shall be caus-
d to be kept, fulfilled and executed by the national
rms, conformable to the custom of war. In witness

1828 whereof the said General Gamarra agreed to and signed the same at nine o'clock a. M. of the above written day, month and year, as I, the undersigned secretary of war; do hereby certify.

AGUSTIN GAMARRA.

By order of His Excellency, Dr. Jose Maria de la Cuba, this a true copy.

129.

Déclaration du ministère Prussien du 13 *Juillet* 1828 *concernant un arrangement avec la ville libre de Hambourg pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon.*

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1828. Nr. 14. pag. 91).

Das Königlich-Preufsische Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten erklärt hierdurch, in Gemäfsheit der von Seiner Königlichen Majestät ihm ertheilten Ermächtigung:

nachdem von dem Senate der freien Hansestadt Hamburg die Zusicherung ertheilt worden ist, dafs vorläufig, und bis es in Gemäfsheit des Artikels 18 der Deutschen Bundesakte zu einem gemeinsamen Beschlusse zur Sicherstellung der Rechte der Schriftsteller und Verleger wider den Bücher-Nachdruck kommen wird, eine besondere Verordnung, durch welche der Bücher-Nachdruck und dessen Verbreitung bei Strafe der Konfiskation und einer nahmhaften Geldbufse in der Stadt Hamburg gänzlich verboten wird, erlassen worden, und diese Verordnung in ganz gleichen Maafse auf die Verlagsartikel der Schriftsteller und Verleger in den Königlich-Preufsischen Staaten Anwendung finden soll;

s das Verbot wider den Nachdruck, so wie sol- 1828
s bereits im ganzen Bereiche der Preußischen
narchie, zum Schutze der *inländischen* Schrift-
ller und Verleger, nach den in den einzelnen Pro-
zen geltenden Gesetzen, besteht, auch auf die
hriftsteller und Verleger in der freien Hansestadt
mburg ganz gleiche Anwendung finden, mithin
er durch Bücher-Nachdruck oder dessen Verbrei-
g gegen letztere begangene Frevel, nach denselben
etzlichen Vorschriften beurtheilt und geahndet wer-
n solle, als handele es sich von beeinträchtigten
hriftstellern und Verlegern in der Preußischen
narchie selbst.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie gegen
e übereinstimmende von dem Senate der freien
nsestadt Hamburg vollzogene Erklärung ausgewech-
lt worden sein wird, durch öffentliche Bekannt-
chung in den diesseitigen Staaten Kraft und Wirk-
mkeit erhalten.

Berlin, den 13ten Juli 1828.

önigl. Preußisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. Schönberg.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem solche ge-
n eine übereinstimmende und nur mit besonderer
cksicht auf eine mittlerweile publizirte Verordnung
ller den Nachdruck vom 4ten Juli d. J. von dem
nate der freien Stadt Hamburg unterm 25sten Juli
28 ausgefertigte Erklärung ausgewechselt worden
, unter Beziehung auf die Allerhöchste Kabinets-
der vom 16ten August 1827 (Gesetzsammlung pro
27. Nr. 17. S. 123) hierdurch zur öffentlichen Kennt-
s gebracht.

Berlin, den 9ten August 1828.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. Schönberg.

130.

1828 ***Traité entre l'Autriche et la confédération Suisse concernant l'extradition réciproque des criminels, signé à Zürich le 14 Juillet 1828.***

(*Offizielle Sammlung der das Schweizerische Staatsrecht betreffenden Aktenstücke.* Bd. 2. Heft 4. 1828. pag. 158 sqq.).

Wir Bürgermeister und Staatsrath des Standes Zürich, als wirklicher Vorort der Schweizerischen Eidgenossenschaft, —

Nachdem zwischen den Bevollmächtigten Seiner Kaiserlich - Königlichen Apostolischen Majestät und der Kantone der Schweizerischen Eidgenossenschaft, ein Vertrag über die gegenseitige Auslieferung der Verbrecher zu Bern im November 1827 unterhandelt, und zu Zürich den 14. Julius 1828 von dem Bevollmächtigten Sr. K. K. Majestät; und Namens der Bevollmächtigten der Schweizerischen Kantone, durch die Herren Schultheifs von Rüttimann und Geheimen Rath von Steiger, unter Vorbehalt der unmittelbaren Genehmigung Seiner K. K. Apostolischen Majestät und der Eidgenössischen Kantone

Wir Franz der Erste von Gottes Gnaden Kaiser von Oesterreich; König von Jerusalem, Hungarn, Böheim, der Lombardey und Venedig, von Dalmatien, Croatien, Slavonien, Galizien und Lodomerien; Erzherzog von Oesterreich; Herzog von Lothringen, Salzburg, Steier, Kärthen, Krain, Ober- und Niederschlesien; Grofsfürst in Siebenbürgen, Markgraf in Mähren; gefürsteter Graf von Habsburg und Tyrol u. s. w.

thun kund und bekennen hiemit:

Nachdem von Unserm aufserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei der Achtbaren Schweizerischen Eidgenossenschaft und den von Dieser hiezu ernannten Bevollmächtigten am 14 July des laufenden Jahres zu Zürich ein Vertrag un-

bgeschlossen und unter- terzeichnet worden ist, um 1828
eichnet worden ist; — zwischen Unsern Staaten
Und nachdem, in Folge und den Kantonen der Eid-
er von dem Eidgenössi- genossenschaft eine wech-
chen Vororte, der Bun- selseitige Auslieferung der
esverfassung der Schweiz Verbrecher festzusetzen,
emäfs, den Kantonen ge- welcher Vertrag also lautet:
achten Mittheilung, die-
nigen, welche schon der-
alen den Vertrag geneh-
nigen, ihre Erklärung in
as Protokoll der Eidge-
össischen Tagsatzung nie-
ergelegt haben, — so be-
engen und beurkunden
ir — in Gemäfsheit und
r Kraft dieser Standes-
rklärungen:

Es sey der am 14. Ju-
us 1828 von den respek-
ven Bevollmächtigten un-
rzeichnete, von Wort zu
Vort folgendermafsen lau-
nde Vertrag:

"Nachdem Seine Kaiserlich-Königlich-Apostoli-
he Majestät und die Kantone der Hochlöblichen
chweizerischen Eidgenossenschaft sich entschlossen
aben, zu Befestigung des freundnachbarlichen Ver-
ältnens und gröfserer Sicherheit beiderseitiger Staa-
n, über die wechselseitige Auslieferung der Ver-
echer einen Vertrag zu Stande zu bringen; so ha-
en die Bevollmächtigten beider Regierungen, näm-
ch von Seiten Seiner obgedachten Kaiserlich-Königli-
ch-Apostolischen Majestät, Allerhöchstdero wirkli-
her Geheimer Rath, Aufserordentlicher Gesandter
nd Bevollmächtigter Minister bei der Schweizerischen
idgenossenschaft, Inhaber des silbernen Civilehren-
reuzes, Grofskreuz mehrerer hohen Orden, Franz
reiherr von Binder-Kriegelstein, und von Seiten der
ochlöblichen Schweizerischen Eidgenossenschaft, Herr
incenz von Rüttimann, Altlandammann der Schweiz,
chultheifs der Stadt und Republik Luzern, Komman-
eur der Königlich-Französischen Ehrenlegion; Herr
ranz von Meyenburg, Bürgermeister des Standes

1828 Schaffhausen, und Herr Albrecht Gottlieb von Steiger, Mitglied des Kleinen und des Geheimen Rath der Stadt und Republik Bern, mit Vorbehalt der unmittelbaren Genehmigung Seiner Kaiserlich-Königlich-Apostolischen Majestät und der Eidgenössischen Kantone, über folgende Punkte sich vereinigt."

ART. I. "Die wechselseitige Auslieferung der Verbrecher, welche in dem gegenwärtigen Vertrage festgesetzt wird, soll nur schwerer Verbrechen wegen statt finden. Unter schweren Verbrechen werden verstanden: Hochverrath und Aufruhr; ein mit Vorsatz und Ueberlegung unternommener Mord; Giftmischung; vorsetzliche Brandstiftung; Diebstahl mit Einbruch oder Gewalt gegen die Person; Diebstahl auf öffentlichen Bleichen; Entführung von Pferden und Vieh von öffentlichen Weiden; Strafsenraub; Entwendung oder Veruntreuung öffentlicher Gelder; Verfälschung von Staatspapieren, die entweder als Münze gelten, oder als Schuldverschreibungen von einer öffentlichen Kasse ausgestellt werden; Verfälschung von Privatschuldscheinen und Wechseln; Falschmünzerei und betrügerische Bankerotte."

ART. II. "Oesterreichische Unterthanen, welche a. in den Oesterreichischen Staaten ein schweres Verbrechen, oder b. welche in der Schweiz ein auf die Oesterreichischen Staaten sich beziehendes Verbrechen des Hochverraths, des Aufruhrs, der Verfälschung der Staatskreditspapiere oder der Münzen begangen haben, und in der Schweiz betreten werden, sollen an Oesterreich ausgeliefert werden."

"Schweizerische Angehörige, welche a. in der Schweiz ein schweres Verbrechen, oder b. welche in den Oesterreichischen Staaten ein auf die Eidgenossenschaft, oder auf die verschiedenen Kantone derselben sich beziehendes Verbrechen des Hochverraths, der Aufruhrs, der Verfälschung der Staatskreditspapiere oder der Münzen begangen haben, und in den Oesterreichischen Staaten betreten werden, sollen an die Schweiz ausgeliefert werden."

ART. III. "Oesterreichische Unterthanen, welche in der Schweiz was immer für ein Verbrechen begangen haben, und in den Oesterreichischen Staaten betreten werden, sind zur Untersuchung und Bestrafung an die Schweiz nicht auszuliefern."

"Schweizerische Angehörige, welche in den Oester- 1828
chischen Staaten was immer für ein Verbrechen
angen haben, und in der Schweiz betreten wer-
, sind zur Untersuchung und Bestrafung an Oeste-
h nicht auszuliefern."
"Die Beurtheilung geschieht jedesmal nach den Ge-
en des Landes, dessen Behörden sprechen."

ART. IV. "Wenn ein von einem der kontrahi-
len Staaten reklamirter Verbrecher in dem Ge-
e des andern Staats ein schwereres oder eben so
eres Verbrechen begangen hätte, so hat die Aus-
ung in diesem Falle nur nach erfolgtem Urtheil
vollzogener Strafe zu geschehen."

ART. V. "Wäre es nothwendig, dafs zur Erhe-
eines Verbrechens oder seiner Umstände, Oester-
ische Unterthanen oder Schweizerische Angehö-
zur Ablegung eines Zeugnisses vernommen wer-
müfsten, so werden dieselben, auf vorläufige Er-
ngsschreiben, die Zeugnisse vor ihrem natürli-
Richter der Regel nach ablegen. Die persön-
Stellung der Zeugen kann auch in aufseror-
lichen Fällen, wenn nämlich solche zur Aner-
ung der Identität eines Verbrechers, oder der
en nothwendig ist, von der Regierungsbehörde
rt, und insofern dadurch eine blofse freiwillige
age des Zeugen beabsichtigt wird, kann diese
dliche Abhörung nicht verweigert werden. Soll-
hingegen diese Verhöre weiter als auf eine frei-
ge Aussage, oder gar auf eine Verflechtung des
gen mit dem Verbrecher zielen, so mufs diese
cht in dem Ersuchschreiben ausgedrückt werden.
dem natürlichen Richter des angerufenen Zeu-
hängt es dann ab, ob die persönliche Stellung
bewilligen, oder von ihm selbst gegen den Zeugen
Angemessene zu verfügen sei."

ART. VI. "Wenn ein Oesterreichischer Unter-
oder ein Schweizerischer Angehöriger innerhalb
Gebietes des Staates, zu welchem er gehört, in
ersuchung kommt, und eines schweren Verbre-
s schuldig befunden wird, das er in dem Gebiete
andern kontrahierenden Staates begangen hat, so
davon der betreffenden Behörde dieses Staates
ntnifs gegeben, und insbesondere dasjenige, was

1838 zur Auffindung allfallsiger Mitschuldigen, die dem letztern Staate befinden würden, oder fü Justizpflege von Wichtigkeit sein könnte, Akten mitgetheilt werden."

ART. VII. "In den zur Auslieferung ge Fällen ist hiefür weder das Geständnifs Ueberweisung des Verbrechers nothwendig, es ist genug, dafs von dem Staate, der die rung verlangt, der Beweis geleistet werde, einer hiezu kompetenten Behörde nach ge Form und Vorschrift die Untersuchung weg der im Art. I. benannten Verbrechen gegen klamirte Individuum erkannt worden sei, Beweise oder erheblichen Inzichten, auf wel diese Erkenntnifs gründet, mitgetheilt werden.

ART. VIII. "Die Auslieferung soll auf tischem Wege angesucht, inzwischen aber haftung auch auf das Ansuchen der Untersu behörde oder der Ortsobrigkeit vorgenomm den. Zu diesem Ende haben sich die Oest schen Gerichte an die Kantonsregierungen sich hinwieder unmittelbar an die Oesterre Gerichte zu wenden. Die Vollziehung der A rung wird aber erst dann statt finden, wenn di tität des Angeschuldigten ausgemittelt und Art. VII. bestimmte Mittheilung gemacht sein

ART. IX. "Bei der Auslieferung sind in de

a. für die erste Verhaftung und Abführu dem Gefängnisse 2 Fl. C. M.

b. für jeden Bogen der Inquisitionsakte 10 K

c. für Botengänge auf jede Meile 10 Kr. C

d. für die Verpflegung des Beschuldigten 10 Kr. C. M. nebst den bei seiner Ueberliefer zum nächsten Grenzorte aufgelaufenen, und je gehörig zu bescheinigenden Kosten zu vergüten

"Für alle übrigen Verrichtungen, als Kom nen, Verhöre, oder was sie sonst für einen haben mögen, findet keine Zahlung statt."

ART. X. "Sollten jedoch durch eingetrete krankung, des Verhafteten, die Verpflegungs desselben vermehrt werden, so soll auch ein hältnifsmäfsige Erhöhung der Kostenvergütung finden."

ART. XI. "Alle Gegenstände, die der Verbre- 1828
r in dem einen Lande durch das Verbrechen an
i gebracht hat, und die in dem andern Lande vor-
anden worden, sind unentgeldlich zurückzustellen.
Uebergabe sowohl dieser, als diejenige des Ver-
chers selbst, soll jedesmal an die nächste Gerichts-
r Polizeistelle des reklamirenden Staates geschehen."

ART. XII. "Sollten in der Folge einige Artikel gegenwärtigen Vertrages einer Erläuterung be-
fen, so wird durch diplomatische Verhandlungen über ein gütliches Uebereinkommen getroffen den."

ART. XIII. "Denjenigen Eidgenössischen Stän-
, welche dem gegenwärtigen Vertrage bis zum punkt der Ratifikation nicht beigetreten sind, soll, i nach geschehener Auswechslung derselben, der ritt zu jeder Zeit frei stehen."

ART. XIV. "Gegenwärtiger Vertrag soll spätes-
binnen sechs Wochen ratifiziert werden, und i förmlicher Auswechslung der Urkunden, als ein itsvertrag von beiden Seiten unter allen Verhält-
en während der nächsten fünf und zwanzig Jahre, n Tage der Auswechslung an gerechnet, unwider-
iche Gültigkeit erhalten, ohne jedoch früheren rträgen des einen oder andern Staates mit einem ten Staate Abbruch zu thun. Nach Ablauf des gesetzten Termins kann dieser Vertrag, mit gegen-
igem Einverständnisse, erneuert werden."
"Zur Bestätigung desselben haben die beiderseitigen ollmächtigten ihn doppelt ausgefertigt, unterschrie-
und ihr Siegel beigedrückt."

"So geschehen Zürich, den 14. Juli 1828."

"Aus Auftrag des Hohen Vororts, haben die Unterzeichneten zugleich für den abwesenden zweiten Bevollmächtigten Herrn Bürgermeister von Meyenburg mit unterschrieben":

BINDER. VINCENZ RÜTTIMANN.

A. v. STEIGER.

den Eidgenössischen Als haben Wir nach
den *Zürich*, *Bern*, reifer Prüfung und Erwä-

1828 *Luzern*, *Ury*, *Schwyz*, *Unterwalden*, *Freyburg*, *Solothurn*, *Schaffhausen*, *St.Gallen*, *Aargau*, *Thurgau*, *Tessin*, *Waadt*, *Wallis* und *Neuenburg* seinem ganzen Inhalte nach genehmiget und ratifiziert. Dabei versprechen Wir Namens der vorbenannten Kantone, dafs der ratifizierte Vertrag von ihnen getreu und gewissenhaft beobachtet werden soll.

Zu Beurkundung dessen, ist gegenwärtige Ratifikationserklärung mit den Unterschriften Unsers Amtsbürgermeisters, Präsidenten der Tagsatzung und des Vorortes, und des Eidgenössischen Kanzlers versehen und mit dem Staatssiegel der Schweizerischen Eidgenossenschaft verwahrt worden.

Zürich, den acht und zwanzigsten August des Jahres Ein tausend acht hundert acht und zwanzig.

Der Amtsbürgermeister des Standes Zürich, Präsident der Tagsatzung und des Vororts:

REINHARD.

Der Kanzler der Eidgenossenschaft:

MOUSSON.

gung besagtem Vertrag und allen seinen Bestimmungen Unsere Kaiserliche Genehmigung ertheilt, und genehmigen denselben hiemit, indem Wir auf Unser Kaiserliches Wort für Uns und Unsere Nachfolger versprechen, dessen genaue Beobachtung anzuordnen und stets darüber zu wachen, dafs solche geschehe.

Urkund dessen, haben Wir gegenwärtiges Ratifikationsinstrument eigenhändig unterschrieben und mit Unserm beigedrückten Kaiserlichen Siegel verwahren lassen.

So geschehen in Unserer Kaiserlichen Haupt- und Residenzstadt Wien den vierten des Monats August im Jahre des Erlösers Eintausend Achthundert Acht und Zwanzig, Unserer Reiche im Siebenund Dreifsigsten.

FRANZ.

Fürst VON METTERNICH.

Nach Seiner K. K. A. Majestät Höchsteigenem Befehle:

FRANZ *Freih.* v. LEBZELTERN-COLLENBACH.

Note. Den 13. September 1828 wurden zu Bern zwischen Seiner Exzellenz dem K. K. Oesterreichischen Gesandten, Freiherrn von Binder-Kriegelstein, und dem Herrn Geheimen Rath von Steiger, als einem der mit der Unterhandlung obigen Vertrags beauftragt gewesenen Eidgenössischen Kommissarien und von den Vororte hiefür besonders bevollmächtigt, die beiderseitigen Ratifikationen ausgewechselt.

131.

Traité entre la Prusse et les principautés d'Anhalt-Köthen et d'Anhalt-Dessau, concernant la franchise des sujets réciproques du péage de l'Elbe, signé le 17 Juillet 1828.

1828

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1828. Nr. 15. pag. 95).

Um den Abschlufs des Vertrages, wegen der Zoll- und Verkehrs-Verhältnisse, zwischen Preussen einerseits und den Herzoglich-Anhalt-Köthenschen und Anhalt-Dessauschen Landen andererseits zu erleichtern, haben Seine Majestät der König von Preufsen und Ihre Hochfürtsliche Durchlauchten, die Herzöge von Anhalt-Köthen und Anhalt-Dessau, Sich vereiniget, wegen Erhebung des Ihnen traktatmäfsig zustehenden Elbzolles, besondere Bestimmungen zu treffen, und zu dem Ende durch Ihre beiderseitigen Bevollmächtigten, nämlich:

Seine Majestät der König von Preufsen durch Allerhöchst-Ihren Geheimen Legationsrath *Albrecht Friedrich Eichhorn*, Ritter des Königlich-Preufsischen rothen Adler-Ordens 3ter Klasse, Inhaber des eisernen Kreuzes 2ter Klasse am weissen Bande und Ritter des Kaiserlich-Russischen St. Annen-Ordens 2ter Classe; und

Ihre Hochfürstliche Durchlauchten der Herzog von Anhalt Köthen und der Herzog von Anhalt-Dessau, den Köthenschen Geheimen Finanzrath *Ludwig Albrecht* und den Dessauschen Regierungsrath *Ludwig Basedow*,

nachstehende Uebereinkunft, unter Vorbehalt der Genehmigung, verabreden lassen:

Art. I. Von allen Gegenständen, welche auf der Elbe

a. im Anhalt-Köthenschen und Anhalt-Dessauschen Gebiete eingeladen worden sind, um in das Preufsische Gebiet eingeführt zu werden, oder

1828 b. aus dem Auslande nach dem Anhalt-Köthenschen und Anhalt-Dessauschen Gebiete eingehen, mit der Bestimmung dort zu verbleiben oder in dem Packhofe zu Roslau zu verbleiben, oder

c. in dem Anhalt-Köthenschen und Anhalt-Dessauschen Gebiete eingeladen worden sind, um durch das Preufsische Gebiet ins Ausland verschifft zu werden, soll weder an den Preufsischen Elbzollstellen noch an denen Ihrer Hochfürstlichen Durchlauchten der traktatenmäfsige Elbzoll erhoben werden.

Ausgenommen sind jedoch Waaren, welche aus dem Packhofe in Roslau nach dem Auslande ausgeführt werden sollen. Von diesen ist der Elbzoll und zwar in seinem vollen Satze, wie er Preufsen für die ganze Strecke von Wittenberg bis Mühlberg traktatenmäfsig gebührt, auch ferner an den Preufsischen Zollstellen zu entrichten.

Art. II. Eben so soll auch von allen Gegenständen, welche auf der Elbe

a. in dem Preufsischen Gebiete eingeladen worden sind, um in das Anhalt-Köthensche oder Anhalt-Dessausche Gebiet eingeführt zu werden, oder

b. aus dem Auslande mit der Bestimmung nach dem Preufsischen Gebiete eingehen, oder

c. im Preufsischen Gebiete eingeladen worden sind, und durch das Anhalt-Köthensche und Anhalt-Dessausche Gebiet in das Preufsische oder in das Ausland verschifft werden;

der traktatenmäfsige Elbzoll an den beiderseitigen Zollstetten nicht erhoben werden.

Art. III. Die Abgabe von den Fahrzeugen, oder die Rekognitions-Gebühr, wird nur dann erhoben werden, wenn die Schiffe nicht innerhalb des Preufsischen und Anhaltschen Gebiets verbleiben, sondern die Bestimmung haben, ihre Fahrt in das Ausland fortzusetzen.

Art. IV. An die Stelle des Elbzolles und der Rekognitions-Gebühr, wo beide nach vorstehenden Bestimmungen wegfallen, dürfen keine andere Belastungen treten. Doch versteht es sich von selbst, dafs der Erhebung der tarifmäfsigen Ein- und Ausgangs-Abgaben auf der Elbe, welche Preufsen, in Folge des besondern Vertrags mit Ihren Hochfürstlichen Durchlauchten von Anhalt-Köthen und Anhalt-

sau, zusteht, durch die gegenwärtige Uebereinft kein Eintrag geschehen soll. 1828

ART. V. Mit Rücksicht auf die gegenseitige Aufng des Elbzolles wird Preufsen unter denselben ständen, unter welchen dieser Zoll nicht entrichwird, auch auf der Saale, statt aller bisherigen aben, nur die Schleusengefälle, welche zur Insetzung und Unterhaltung der Schleusen, nach Tarif vom 31sten Dezember 1826, bestimmt sind, ben lassen.

Desgleichen wollen Seine Hochfürstliche Durcht, der Herzog von Anhalt-Köthen, in den Fälwo Preufsischer Seits nur das gedachte Schleusenerhoben wird, das bisherige Seilgeld bei Nienburg n einem Grade ermäfsigen, dafs die davon aufmende Einnahme, die mit der Einrichtung wegen ung des Seils verbundenen Kosten nicht über-, und zu dem Ende vorläufig den zu entrichten-Satz des Seilgeldes auf vier gute Groschen von Schiffe, für welche dasselbe gesenkt wird, benen.

ART. VI. Die etwa noch erforderlichen Maafsn, zur Verhütung von Unterschleifen, sollen chen dem Königlich-Preufsischen General-Dier der Steuern und der betreffenden Herzoglichalt-Köthenschen und Anhalt-Dessauschen ober-Behörde, besonders verabredet werden.

ART. VII. In Absicht der Dauer, der stillschweien Verlängerung und der Wiederaufhebung die-Uebereinkunft, gelten die nämlichen Bestimmunwelche der heute unterzeichnete Haupt-Vertrag, en der gegenseitigen Verkehrsfreiheit und der chliefsung der Herzogthümer Anhalt-Köthen und alt-Dessau an das Preufsische System der indien Steuern aufstellt.

ART. VIII. Seiner Hochfürstlichen Durchlaucht, Herzoge von Anhalt-Bernburg wird der Beitritt er gegenwärtigen Uebereinkunft vorbehalten.

ART. IX. Gegenwärtige Uebereinkunft soll zuh mit dem ebenerwähnten Haupt-Vertrage zur rhöchsten und Höchsten Ratifikation vorgelegt, auch gleichzeitig binnen einer 14tägigen Frist, nach

1828 Auswechselung der Ratifikations-Urkunden, zu
ziehung gebracht werden.

Zur Urkund dessen ist diese Uebereinku
den beiderseitigen Bevollmächtigten, unter I
kung ihrer Siegel, unterzeichnet worden.

So geschehen Berlin, den 17ten Juli 1828.

ALBRECHT FRIEDRICH EICHHORN. LUDWIG A
LUDWIG BASEDOW.

(Vorstehender Vertrag ist von Seiner Majestät de
am 16ten August c. imgleichen von Seiner Hochf
Durchlaucht dem Herzoge von Anhalt-Köthen am 2
gust 1828, und von Seiner Hochfürstlichen Durchl
Herzoge von Anhalt-Dessau am 28sten Juli 1828,
worden).

132.

Traité entre la Prusse et les d d'Anhalt-Köthen et d'Anhalt- sau concernant les rapports mu des douanes et du commerce, le 17 Juillet 1828.

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preuß Staaten* 1828. Nr. 15. pag. 99).

Nachdem Seine Majestät der König von P
und Ihre Hochfürstliche Durchlauchten, der
von Anhalt-Köthen und der Herzog von
Dessau, den bisherigen so nachtheiligen Hemm
des freien Verkehrs zwischen den beiderseitige
den und den daraus entstandenen Beschwerd
Unterthanen auf eine gründliche Weise abz
beschlossen, dieser Zweck aber nur auf dem
des Beitritts der Länder Ihrer Hochfürstlichen
lauchten zu dem Preußischen Systeme der ind

Steuern zu erreichen ist; so haben Allerhöchst- und 1828
Hochdieselben über diesen Gegenstand durch Ihre
Bevollmächtigten, nämlich:

Seine Majestät der König von Preufsen durch Allerhöchst-Ihren Geheimen Legationsrath *Albrecht Friedrich Eichhorn*, Ritter des Königlich-Preussischen rothen Adler-Ordens 3ter Klasse, Inhaber des eisernen Kreuzes zweiter Klasse am weifsen Bande und Ritter des Kaiserlich-Russischen St. Annen-Ordens 2ter Klasse und

Ihre Hochfürstlichen Durchlauchten, der Herzog von Anhalt-Köthen und der Herzog von Anhalt-Dessau, durch den Anhalt-Köthenschen Geheimen Finanzrath *Ludwig Albrecht* und den Anhalt-Dessauschen Regierungsrath *Ludwig Basedow*,

unter Vorbehalt der beiderseitigen Genehmigung, nachstehende Uebereinkunft verabreden und abschliefsen lassen:

Art. I. Da die Freiheit des Verkehrs wesentlich auf der Uebereinstimmung der Grundsätze in Absicht der Besteuerung der im Verkehr befindlichen Gegenstände beruht, so treten Ihre Hochfürstlichen Durchlauchten, der Herzog von Anhalt-Köthen und der Herzog von Anhalt-Dessau auf die Dauer von sechs Jahren und unbeschadet aller Ihrer Hoheitsrechte, für Höchst-Ihre Lande — mit Ausschlufs der Anhalt-Köthenschen hohen Grafschaft Warmsdorf und der Anhalt-Dessauschen Aemter Sandersleben und Gros-Alsleben, über deren Anschliefsung an das Preufsische indirekte Steuersystem besondere Verträge eingegangen werden sollen — der Preufsischen Gesetzgebung über Eingangs-, Ausgangs-, und Durchgangs-Abgaben, wie solche in dem Gesetze vom 26ten Mai 1818 und in den seitdem erlassenen Bestimmungen und Erhebungsrollen enthalten ist, oder künftig noch durch Deklarationen und Erhebungsrollen weiter bestimmt werden wird, in der Art bei, als diese Gesetzgebung, nachdem solche in Höchstihren Namen in den beiden Herzogthümern Anhalt-Köthen und Anhalt-Dessau verkündigt sein wird, von den Herzoglichen Behörden genau vollzogen werden soll.

Ihre Hochfürstlichen Durchlauchten, der Herzog von Anhalt-Köthen und der Herzog von Anhalt-

den sollen.

Künftige, das Anhaltsche Intere
Abänderungen der Grundsätze des P
setzes vom 26sten Mai 1818 und de
hierauf bis jetzt ergangenen Deklaratic
doch in den Herzoglich-Anhalt-Kö
Anhalt-Dessauschen Landen, auf w
gegenwärtige Vertrag bezieht, nur da
dung kommen, wenn darüber vorhe
erfolgt ist.

Art. II. Da mit Zustimmung I
lichen Durchlauchten, der Herzöge v
then und Anhalt-Dessau, dem von I
erklärten Beitritt zu der Preufsische
über Ein-, Aus- und Durchgangs-Al
kungen gegeben werden soll, dafs auc
der Elbe zum Bedarf der betreffend
Lande eingehenden fremden steuerbar
Ausnahme derjenigen Gegenstände,
Hochfürstlichen Durchlauchten, nach
folgenden Artikel IV. V. VI und VI
hebung der Eingangsabgaben vorbeha
Eingangsabgaben und von den auf d
aus Anhalt ausgehenden inländischen
gangsabgaben, welchen diese unterlie
Preufsischen Zollämter an der äufse

Art. III. In Betracht, dafs die Bestimmung des 1828
ich vorstehendem Artikel II. Ihren Hochfürstlichen
urchlauchten zustehenden Einkommens wesentlich
n der Ermittelung des Bedarfs der Herzoglichen
ande an fremden, über die äufsere Preufsische Grenze
gehenden steuerbaren Waaren, und des hierauf
ch dem Preufsischen Tarif zu berechnenden Steuer-
trages abhängt, ist man übereingekommen, dafs
ner Bestimmung für die nächsten 3 Jahre das Ein-
mmen der zu dem Steuerverbande der 7 östlichen
reufsischen Provinzen gehörigen Landestheile an Ein-
us- und Durchgangsabgaben, nach einem Durch-
hnitte der letzten 3 Jahre dergestalt zur Grundlage
e dienen soll, dafs Ihren Hochfürstlichen Durch-
chten ein Antheil an diesem Einkommen, im Ver-
ltnifs der Bevölkerung der Anhaltschen Lande, wor-
f sich der gegenwärtige Vertrag bezieht, zu der
völkerung des in dem Steuerverbande befindlichen
heils der gedachten 7 östlichen Preufsischen Provin-
n gewährt, und hierbei derjenige Betrag an Ein-,
us- und Durchgangsabgaben, wovon dieser Antheil
berechnen ist, mit Rücksicht darauf, dafs eines-
eils eine Vermehrung der Preufsischen Durchgangs-
gaben, welche nur als Folge des Beitritts Ihrer
öchfürstlichen Durchlauchten zu dem Preufsischen
euersysteme sich betrachten liefse, nicht statt findet,
d daher auch hierauf eine Theilnahme an jenen
bgaben nicht zu gründen ist, anderntheils aber in
n Anhalt-Köthenschen und Anhalt-Dessauschen
nden von den landwärts durchgehenden Waaren
ne Durchgangsabgabe nicht bezogen werden kann,
 $\frac{1}{4}$ des Sammteinkommens angenommen werden soll.

Art. IV. Nachstehende Waaren können, sofern
e auf der Elbe eingehen, unter den in den folgen-
n Artikeln V. VI. VII. und VIII. enthaltenen nä-
ren Bestimmungen zur Selbsterhebung der davon
entrichtenden Abgaben, unter Begleitschein-Kon-
olle der Königlich-Preufsischen Haupt-Zoll-Aem-
r zu Wittenberg und Mühlberg, imgleichen des
aupt-Steueramts zu Magdeburg, ferner abgaben-
ei in die Herzoglichen Lande eingeführt werden:

1. Rum, Arrak, Franzbranntwein und alle andere
emde Branntweine und Liqueure;
2. Wein und Weinessig;

1828 3. Gemeines und Speise-Oel;
4. Südfrüchte aller Art, frisch und getrocknet;
5. aufser-europäische Gewürze;
6. Kaffee;
7. Thee;
8. Zucker aller Art;
9. Syrup;
10. Reis;
11. Heringe;
12. Sago;
13. Kakao;
14. Tabak aller Art, in Blättern und fabricirt;
15. Russischer Talg.

ART. V. Zur Erhebung der Steuern von den auf der Elbe eingegangenen Waaren wird bei Roßlau ein gemeinschaftlich Anhalt-Köthensches und Anhalt-Dessausches Steueramt errichtet.

Nach diesem Steueramte werden alle frei eingegangene Waaren gebracht und, insofern die Versteuerung nicht gleich geschieht, in den mit demselben verbundenen Packhof niedergelegt.

ART. VI. Sobald die in diesem Packhof lagernden Waaren in den Verkehr übergehen sollen, werden davon, ebenso wie dies bei einer Versteuerung unmittelbar nach der Ankunft der Waaren auf der Elbe geschieht, die in völliger Uebereinstimmung mit dem Preufsischen Tarif gesetzlich bestimmte Abgabe an die Herzoglichen Steuerkasse entrichtet werden.

ART. VII. Alle im Anhaltschen Packhofe unversteuert lagernden Waaren können auch, jedoch nur auf dem Elbwege, nach dem Auslande wieder ausgeführt werden, und unterliegen alsdann bei den Preufsischen Zoll-Aemtern, aufser dem tractatenmäfsigen Elbzolle, keiner Preufsischen Abgabe.

Wegen Vermeidung von Unterschleifen mit Waaren, welche bei dem Ein- und Ausgange aus dem Packhofe durch Vertauschung oder Veränderung statt finden könnten, wird man sich gegenseitig über zweckdienliche Maafsregeln vereinigen.

Ihre Hochfürstlichen Durchlauchten versprechen insbesondere die strengste Aufsicht über den Packhof von Seiten Ihrer Behörden führen zu lassen, nicht zu gestatten, dafs eine Veränderung und Vermischung

mit den in demselben lagernden Waaren insbesondere 1828
ine weitere Umpackung oder Bearbeitung derselben,
ls lediglich zu ihrer Conservation nöthig ist, vorge-
ommen werde, jeden entdeckten Unterschleif unnach-
ichtlich nach der Srenge des Gesetzes bestrafen zu
ssen, auch namentlich nicht nachzugeben, dafs un-
er irgend einem Vorwande die zum Packhofe be-
timmten Waaren unversteuert in Privatniederlagen
der Kellern aufbewahrt und von dort aus zur Elbe
teuerfrei wieder ausgeführt werden, indem der Han-
el mit fremden unversteuerten Waaren ins Ausland
inzig auf die im Packhofe lagernden und aus dem-
elben wieder eingeschifften Gegenstände beschränkt
yn soll.

Art. VIII. Die mit den Preufsischen Posten nach
nhalt kommenden fremden Waaren aller Art wer-
en im letzten Preufsischen Steueramte vor der An-
altschen Grenze revidirt und alsdann mit der Revi-
ions-Note an die Königlichen Postämter zu Köthen,
essau und Zerbst weiter gesandt, welche sie alsdann
n die dortigen Herzoglichen Steuerbeamten zur Aus-
eferung an die Empfänger gegen Erlegung der vol-
n Tarifsteuer übergeben. Der dafür eingehende
teuerertrag fliefst dem gemeinschaftlichen Herzoglichen
teueramte zu, und wird auf den jährlichen Steuer-
ntheil Ihrer Hochfürstlichen Durchlauchten in An-
echnung gebracht.

Art. IX. Wegen gegenseitiger Befreiung von
em tractatenmäfsigen Elbzoll hat es bei dem heute
esonders abgeschlossenen Vertrage sein Bewenden.

Art. X. Alljährlich findet eine Abrechnung we-
en des Ihren Hochfürstlichen Durchlauchten zu ge-
ährenden Steuerantheils durch eine gemeinschaftliche
ommission statt.

Diese ermittelt zuvörderst, was von den im Laufe
es Jahres abgabenfrei über die Preufsischen Haupt-
mter Wittenberge, Mühlberg und Magdeburg nach
em Anhaltschen Steueramte Rofslau eingegangenen
Waaren von dort auf der Elbe wieder ausgeführt
worden ist, was sich davon noch in dem Packhofe
n Bestande befindet und was daher als Steuerbetrag
für Waaren, welche zum Verbrauch ausgegeben wor-
den sind, mit Einschlufs derjenigen welche auf der
Post eingegangen, zu berechnen ist.

1828 Was nach Abzug dieses Steuerertrages an dem Ihren Hochfürstlichen Durchlauchten gebührenden jährlichen Einkommen noch fehlt, soll sofort aus der Königlichen Preufsischen Provinzial-Steuerkasse zu Magdeburg ergänzt werden.

Art. XI. Da nach vorstehenden Bestimmungen alle zum innern Verbrauch aus dem Auslande einkommenden Waaren in den Anhaltschen Landen eben so besteuert werden, als im Preufsischen, so sichern Seine Majestät der König von Preufsen und Ihre Hochfürstlichen Durchlauchten, der Herzog von Anhalt-Köthen und der Herzog von Anhalt-Dessau, Ihren Unterthanen gegenseitig völlig freien und ungestörten Verkehr mit den gedachten Waaren dergestalt zu, dafs die innerhalb des ganzen, von der Preufsischen Zollinie an der äufsern Grenze des Preufsischen Staats eingeschlossenen Bezirke, mit Inbegriff des dem Preufsischen Steuerverbande schon früher beigetretenen Herzogthums Bernburg, von den betreffenden Unterthanen zu verführenden Waaren, überall den eigenen inländischen völlig gleich behandelt werden sollen.

Art. XII. Auch in Absicht aller inländischen Erzeugnisse der Natur und Kunst soll diese Freiheit des gegenseitigen Verkehrs (Art. XI.) in der Regel Statt finden. Nur in Beziehung auf Branntewein, Bier, Essig und Tabacksblätter, welche in Preufsen und Anhalt erzeugt werden, behält man sich gegenseitig vor, bei dem Uebergang jener Artikel aus dem einen Gebiet in das andere, diejenige volle Steuer zu erheben, welche auch auf den eigenen inländischen Erzeugnissen dieser Art ruht oder auf dieselben gelegt werden möchte; jedoch ist den Herzoglichen Unterthanen verstattet, die in den Herzoglich-Anhaltschen Ländern erzeugten Tabacksblätter sowohl landwerts als auf der Elbe, unter gehöriger Sicherheitskontrole *abgabenfrei* über die Preufsischen Grenzen auszuführen.

Von Mehl, Getreide und Schlachtvieh, wenn diese Gegenstände in Preufsische oder Anhaltsche Städte, wo Mahl- und Schlachtsteuer erhoben wird, eingeführt werden, ist diese Abgabe ebenso wie von den inländischen gleichartigen Producten zu entrichten, in-

dieselben frei über die Grenze eingehen, und, 1828
ld sie diese passirt haben, den inländischen Waa-
dieser Gattung gleich geachtet werden.
Dasselbe gilt auch von den in Preufsen und An-
erzeugten Victualien, als Butter, Käse, Eier, Obst
dergleichen, wenn sie in solche Anhaltsche Städte
Preufsischen Unterthanen zu Markte gebracht
len, wo auch Inländer eine gleiche Abgabe von
n Gegenständen zu entrichten haben.

RT. XIII. Da das Salz und die Spielkarten, wel-
in dem Preufsischen Staate von den eigenen Un-
anen desselben bereitet und verfertigt werden, im
sischen Gebiete nicht freien Umlauf haben; so
en in Folge dieser Bestimmung, auch Salz und
karten, welche in den Herzoglichen Landen ver-
gt worden seyn möchten, in den Königlichen
en nicht freien Umlauf haben, sondern sind da-
den gleichen Beschränkungen, vorbehältlich der
fuhr der Sielkarten, unterworfen. In Rücksicht
alzes finden überdies die Bestimmungen der dar-
abgeschlossenen besonderen Uebereinkünfte An-
ung, und ist dabei ausdrücklich festgesetzt, dafs
ben ihren Grundlagen nach so lange bestehen
, als die Vereinigung wegen der Steuern dauert.

RT. XIV. Handelsverträge, welche etwa zwi-
Preufsen und anderen Staaten abgeschlossen
en und das Interesse der Herzogthümer Anhalt-
n und Anhalt-Dessau mit berühren, sollen in
Folgen den Herzoglichen Unterthanen ebenso,
den Königlich-Preufsischen, zu Statten kommen.

RT. XV. Die Allerhöchsten und Höchsten kon-
renden Souverains werden Sich in den zur Siche-
lhrer landesherrlichen Gefälle, und zur Auf-
haltung der Gewerbe Ihrer Unterthanen noth-
digen Maafsregeln einander gegenseitig freund-
lich unterstützen, und daher namentlich auch
ten, dafs die Königl. Preufsischen und Herzog-
Anhaltschen Zollbeamten die Spur begangener
chleife in die gegenseitigen Gebiete verfolgen
sich mit Zuziehung der Ortsobrigkeit des That-
ndes versichern. Wenn auch zu dessen Feststel-
oder zur Sicherung der Gefälle und Strafen,
tationen, Beschlagnahmen und Vorkehrungen von

1828 den beiderseitigen Zollbeamten bei den Landes- und Ortsbehörden in Antrag gebracht werden, sollen diese, nachdem sie sich überzeugt, dafs den Umständen nach diese Anträge durch die Gesetze begründet, oder ihnen doch nicht entgegen sind, solche alsbald willig und zweckmäfsig veranstalten.

ART. XVI. Die Straf-Erkenntnisse über Zollvergehen in Anhalt-Köthen und Anhalt-Dessau werden von den dasigen Gerichten gefällt und vollstreckt, jedoch von einem dazu verpflichteten Fiskal, im Interesse der Verwaltung, betrieben. Zollstrafen und Konfiskate, worauf die Herzoglichen Gerichte erkennen, fallen, nach Abzug des Denunzianten-Antheils, der Anhaltschen Steuerkasse lediglich anheim.

Das Begnadigungs- und Strafverwandlungs-Recht behalten sich Ihre Hochfürstlichen Durchlauchten, rücksichtlich der von Ihren Gerichten verurtheilten Defraudanten, vor, wollen jedoch von jedem Falle, wo dasselbe in Anwendung gebracht worden ist, durch Ihre Behörden dem Königlich-Preufsischen Provinzial-Steuer-Director in Magdeburg Nachricht geben lassen.

ART. XVII. Sollte der gegenwärtige, auf einen vom 1sten Januar 1828 ab anzurechnenden Zeitraum von Sechs Jahren abgeschlossene Vertrag vor Ablauf des letzten Jahres von einer oder der andern Seite nicht aufgekündigt werden, so wird derselbe auf fernere Drei Jahre, und sofort stets auf Drei Jahre, als verlängert angesehen.

ART. XVIII. Wenn der gegenwärtige Vertrag zu Ende gehen, oder auch auf den Grund eines gemachten Vorbehalts schon früher seine Kraft verlieren sollte, ohne dafs eine anderweite Vereinigung an seine Stelle tritt, so verbinden Sich Ihre Hochfürstlichen Durchlauchten, die alsdann im Packhofe zu Rofslau noch lagernden Waaren nicht unversteuert ins Land übergehen zu lassen, sondern dafür zu sorgen, dafs dieselben entweder gegen die bisherige Versteuerung ihren eigenen Unterthanen ausgeliefert, oder auf der Elbe über die äufsere Preufsische Grenze wieder ausgeführt werden.

ART. XIX. Gegenwärtiger Vertrag soll unverzüglich zur Allerhöchsten und Höchsten Ratification

ereicht, und nach Auswechselung der Ratifica- 1828
s-Urkunden sofort zur Vollziehung gebracht wer-

Dessen zur Urkund ist derselbe von den beider-
gen Bevollmächtigten unterzeichnet und untersie-
worden.

So geschehen Berlin, den 17. Juli 1828.

ALBRECHT FRIEDRICH EICHHORN.
LUDWIG ALBERT.
LUDWIG BASEDOW.

(Vorstehender Vertrag ist von Seiner Majestät dem
ge am 16ten August c., imgleichen von Seiner Hoch-
lichen Durchlaucht dem Herzoge von Anhalt-Köthen am
n August 1828, und von Seiner Hochfürstlichen Durch-
t dem Herzoge von Anhalt-Dessau am 28sten Juli 1828
irt worden).

133.

aité entre la France de la confédération Suisse, concernant les rapports de voisinage, de justice et de lice, signé à Zurich le 18 *Juillet* 1828.

*ficielle Sammlung der das Schweizerische Staats-
t betreffenden Aktenstücke* Bd. 2. Heft 4. 1828.
p. 209 sqq.).

Majesté le Roi de France et de Navarre et les
ts composant la Confédération Helvétique, égale-
nt animés du désir de consolider de plus en plus
liens d'amitié et les relations de bon voisinage qui
sistе depuis si long-tems entr'eux, et dans ce but
nt jugé convenable de fixer définitivement er sur
base d'une parfaite réciprocité les règles à suivre
part et d'autre, tant pour l'exercice de la justice

Ville et République de Berne, Jean Herguen, Bourgmestre du Canton d'Argovie, Charles François de Perrot, Conseiller d'état, —

lesquels, après avoir échangé leurs pleins respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont venus des articles suivans:

ART. I. Les jugemens définitifs en matière civile, ayant force de chose jugée, rendus par les tribunaux français, seront exécutoires en Suisse, réciproquement, après qu'ils auront été légalisés par les Envoyés respectifs, ou à leur défaut, par les autorités de chaque pays.

ART. II. Il ne sera exigé des Français qui auraient à poursuivre une action en Suisse, ou des Suisses qui auraient une action à poursuivre en France, aucuns droits, caution du dépôt, auxquels ne sont pas soumis les nationaux eux-mêmes, conformément aux lois de chaque localité.

ART. III. Dans les affaires litigieuses de commerce, qui ne pourront se terminer à l'amiable ou sans la voie des tribunaux, le demandeur sera obligé de poursuivre son action devant les juges naturels du défendeur, à moins que les

Les contestations qui pourraient s'élever entre les 1828
itiers d'un Français mort en Suisse, à raison de sa
:ession, seront portées devant le juge du dernier
ricile que le Français avait en France; la récipro-
aura lieu à l'égard des contestations qui pour-
nt s'élever entre les héritiers d'un Suisse mort en
nce. Le même principe sera suivi pour les con-
tions qui naîtraient au sujet des tutelles.

ART. IV. En cas de faillite ou de banqueroute de
art de Français, possédant des biens en France,
y a des créanciers suisses et des créanciers fran-
les créanciers suisses qui se seraient conformés
lois françaises pour la sûreté de leur hypothè-
seront payés sur les dits biens comme les cré-
rs hypothécaires français, suivant l'ordre de leur
othèque; et réciproquement, si des Suisses pos-
nt des biens sur le territoire de la Confédération
étique, se trouvaient avoir des créanciers français
s créanciers suisses, les créanciers français qui
raient conformés aux lois suisses, pour la sûreté
ur hypothèque en Suisse, seront colloqués sans
riction avec les créanciers suisses, suivant l'ordre
ur hypothèque.

Quant aux simples créanciers, ils seront aussi trai-
Également, sans considérer auquel des deux pays
ppartiennent; mais toujours conformément aux
de chaque pays.

ART. V. Si des Français ou des Suisses, déclarés
liquement coupables dans leurs pays respectifs
crimes suivans, savoir: crimes contre la sûreté
Etat, assassinat, empoisonnement, incendies, faux
des actes publics et en écritures de commerce,
ication de fausse monnaie, vols avec violence ou
ction, vols de grand chemin, banqueroute frau-
use, ou qui seraient poursuivis comme tels, en
u de mandats d'arrêt, décernés par l'autorité lé-
, venaient à se réfugier, les Français en Suisse,
s Suisses en France, leur extradition sera accor-
à la première réquisition. Il en sera de même à
rd des fonctionnaires ou dépositaires publics, pour-
is pour soustraction de fonds appartenant à l'Etat.
un des deux pays supportera, jusqu'aux frontiè-
de son territoire, les frais d'extradition et de
sport.

1828 Les choses volées dans l'un des deux pays, et déposées dans l'autre, seront fidèlement restituées.

ART. VI. Dans toutes les procédures criminelles ayant pour objet les mêmes crimes spécifiés à l'article ci-dessus, dont l'instruction se fera, soit devant les tribunaux français, soit devant ceux de Suisse, les témoins suisses, qui seront cités à comparaître en personne en France, et les témoins français qui seront cités à comparaître en personne en Suisse, seront tenus de se transporter devant le tribunal qui les aura appelés, sous les peines déterminées par les lois respectives des deux nations. Les passe-ports nécessaires seront donnés aux témoins, et les gouvernemens respectifs se concerteront pour fixer l'indemnité et l'avance préable, qui seront dues à raison de la distance et du séjour. Si le témoin se trouvait complice, il sera renvoyé par devant son juge naturel aux frais du Gouvernement qui l'aurait appelé.

ART. VII. Les habitans suisses des Cantons limitrophes de la France, auront la faculté d'exporter les denrées provenant des biens-fonds, dont ils seraient propriétaires sur le territoire du Royaume, à une lieue des frontières respectives, et la même faculté est accordée réciproquement aux Français qui posséderaient en Suisse des propriétés foncières situées à la même distance des frontières. L'exportation et l'importation de ces denrées territoriales seront libres et exemptes de tous droits. Néanmoins les propriétaires, qui voudront user de la faculté qui leur est accordée par le présent article, se conformeront aux lois de douane et de police de chaque pays; mais pour éviter que les formalités à remplir ne causent des retards préjudiciables aux récoltes, leur transport d'un pays dans l'autre ne pourra être retardé, si ceux qui en auront préalablement demandé l'autorisation, fournissent, jusqu'à ce qu'ils aient pu l'obtenir, une caution solvable.

Il est bien entendu, que cette faculté ne sera pas limitée, et qu'elle durera toute l'année; mais il est également convenu, qu'elle ne s'appliquera qu'aux récoltes brutes, et telles que le terrain, sur lequel elles auront crû, les aura produites.

ART. VIII. Il sera conclu un arrangement particulier entre S. M. T. C. et les Cantons limitrophes

e la France, pour régler l'exploitation des forêts voi- 1828
ines des frontières, et en prévenir la dégradation.

ART. IX. Si par la suite on venait à reconnaître
besoin d'éclaircissemens sur quelques articles du
résent traité, il est expressément convenu, que les
arties contractantes se concerteront pour régler à
miable les articles sujets à interprétation.

ART. X. Le présent traité sera ratifié et les ra-
fications en seront échangées dans l'espace de trois
ois ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont
gné et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Zurich le 18 Juillet de l'an de grâce mil
it-cent vingt-huit.

RAYNEVAD. FISCHER.
HERZOG *d'Effinguen.*
PERROT.

Ratifications:

A. *Da Sa Majesté Tres-Chrétienne.*

Charles, par la grâce de Dieu, Roi de France et
avarre, à tous ceux qui ces présentes lettres ver-
nt, Salut.

Ayant vu et examiné le traité contenant les rè-
s à suivre tant en France qu'en Suisse, pour l'exer-
e de la justice et à l'égard de divers autres points
n intérêt commun pour les deux pays, lequel a
conclu et signé à Zurich, le 18 Juillet de la pré-
te année, par Notre très-cher et bien-aimé le
ur Comte Gérard de Rayneval, Ministre d'Etat,
otre Ambassadeur en Suisse etc. etc. etc., et Notre
nipotentiaire, en vertu des pleins-pouvoirs que
ous lui avons donnés, avec les Sieurs Fischer, Avoyer
la Ville et République de Berne, Jean Herzog
Effinguen, Bourgmestre du Canton d'Argovie, et
uguste Charles François de Perrot, Conseiller d'Etat
e Neuchâtel, Plénipotentiaires nommés par le Di-
ctoire fédéral, au nom des Etats composant la Con-
dération helvétique, également munis de pleins-pou-
oirs en bonne forme, duquel traité la teneur suit:

1828 *(Teneur du traité.)*

Nous, ayant agréable le susdit traité en toutes et chacune des dispositions qui y sont contenues, déclarons, tant pour Nous que pour Nos héritiers et successeurs, qu'il est accepté, approuvé, ratifié et confirmé, et, par ces présentes signées de Notre main, Nous l'acceptons, approuvons, ratifions et confirmons; Promettant, en foi et parole de Roi, de l'observer et de le faire observer inviolablement, sans jamais y contrevenir ni permettre qu'il y soit contrevenu directement ni indirectement, en quelque manière et sous quelque prétexte que ce soit. En foi de quoi Nous avons fait mettre Notre sceau à ces présentes. Donné en Notre château des Tuileries, le dix-septième jour du mois d'Octobre, l'an de grâce mil huit cent vingt-huit, et de notre règne le cinquième.

CHARLES.

Par le Roi:

Le Comte PORTALIS.

B. *Du Directoire fédéral au nom des Cantons.*

Nous les Bourgmestres et Conseil d'Etat de Zurich, Directoire actuel de la Confédération Suisse,

faisons savoir par les présentes:

Que le traité conclu et signé à Zurich le 18 Juillet de la présente année entre la Couronne de France et la Confédération Suisse, savoir: au nom de Sa Majesté Très-Chrétienne Charles X, Roi de France et de Navarre, par Monsieur le Baron Gérard de Rayneval, Son Ambassadeur en Suisse etc. etc. etc., et de la part des Cantons Suisses par Messieurs Emmanuel Frédéric Fischer, Avoyer de la Ville et République de Berne, Jean Herzog d'Effinguen, Bourgmestre du Canton d'Argovie, et Auguste Charles François de Perrot, Conseiller d'Etat de Neuchâtel, au sujet des règles à suivre de part et d'autre tant pour l'exercice de la justice, qu'à l'égard de divers autres points d'un intérêt commun pour les deux pays:

Ayant été transmis aux Cantons confédérés et les déclarations de ceux-ci, consignées au protocôle de la Diète des 10, 21 et 24 Juillet 1828, se trouvant en

mbre suffisant pour constater, dans une transaction 1828
ce genre, l'assentiment du Corps Helvétique;
Nous, en vertu de ces mêmes déclarations, attes-
s et certifions, que le susdit traité du 18 Juillet
8, tel qu'il a été signé par les Plénipotentiaires re-
ctifs, de mot à mot comme suit:

(Teneur du traité.)

accepté, approuvé et ratifié dans tout son contenu
la Confédération Suisse. Nous promettons dès-
qu'il sera fidèlement et religieusement observé.
En foi de quoi les présentes ont été munies de la
ature de notre Bourgmestre en charge, Président
la Diète Suisse et du Directoire fédéral, de celle
Chancelier et du sceau de la Confédération, à Zu-
le dix-huit Octobre de l'an de grâce mil huit-
vingt-huit. (18 Octobre 1828.)

Bourgmestre en charge du Canton de Zurich, Président de la Diète et du Directoire fédéral:

REINHARD.

Le Chancelier de la Confédération:

MOUSSON.

134.

nvention de cartel entre la Prusse la France, signée à Paris le 25 *Juillet* 1828.

setzsammlung für die Königlichen Preußischen aten J. 1828. Nr. 16. pag. 111. *Le Moniteur universel.* 1828. Nr. 288).

Majesté le Roi de Prusse et Sa Majeste le Roi de
nce et de Navarre étant convenus de conclure
convention de cartel, ont, à cet effet, muni de
rs pleins-pouvoirs, savoir:
a Majesté le Roi de Prusse, le sieur Henry Au-
uste Alexandre Guillaume, Baron de Werther,

1828 Son chambellan et Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté Très-Chrétienne, chevalier de l'Ordre de l'Aiglé rouge de la première classe et de celui de St. Jean de Jérusalem de Prusse, et grand-croix de l'ordre de Charles III d'Espagne;

et Sa Majesté le Roi de France et de Navarre, le sieur Pierre Marie Auguste Féron, Comte de la Ferronnays, pair de France, chevalier des Ordres du Roi, chevalier des Ordres de Russie, grand-croix de l'Ordre de St. Ferdinand des deux Siciles, et de l'Ordre de la couronne de Wurtemberg, maréchal de camp, ministre et secrétaire d'état au département des affaires étrangères,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs respectifs, sont convenus des articles suivans.

ART. I. A dater de l'échange des ratifications de la présente convention, tous les individus qui déserteront le service militaire des hautes parties contractantes, seront restitués de part et d'autre.

ART. II. Seront réputés déserteurs, non seulement les militaires de toute arme et de tout grade qui quitteront leurs drapeaux, mais encore le individus appartenant à la marine, et ceux qui, appelés au service actif de la milice nationale ou de toute autre branche militaire quelconque des deux pays, ne se rendraient pas à l'appel, et chercheraient à se réfugier sur le territoire de l'une des hautes parties contractantes.

Les jeunes gens résidant, soit par le fait de leur naissance, soit part toute autre circonstance, dans les Etats du souverain dont ils ne sont pas sujets, seront également soumis aux dispositions de la présente convention, à moins qu'ils n'aient obtenu des lettres de naturalisation par suite de l'autorisation du gouvernement dont ils sont sujets.

ART. III. Sont exceptés de la restitution ou de l'extradition qui pourra être demandée en vertu de la présente convention:

1. les individus nés sur le territoire de l'Etat dans lequel ils auraient cherché un asile, et qui, par leur désertion, ne feraient que rentrer dans leur pays natal;

2. les individus qui soit avant, soit après leur dé- 1828,
ion, se seraient rendus coupables d'un crime ou
t quelconque, à raison du quel il y aurait lieu de
traduire en justice devant les tribunaux du pays
ils se sont retirés.
Néanmoins, en ce dernier cas, l'extradition aura
après que le déserteur aura été acquitté ou aura
sa peine.
Si un déserteur était retenu dans quelque prison
r le paiement d'une dette civile, son extradition
suspendue jusqu'au jour où cet emprisonnement
t dû cesser.

ART. IV. Lorsqu'un déserteur aura atteint le
itoire de celle des deux puissances à laquelle il
partiendra pas, il ne pourra, sous aucun prétexte,
re poursuivi par les officiers de son gouverne-
t; les officiers se borneront à prévenir de son
age les autorités locales afin qu'elles aient à le
arrêter. Toutefois, pour accélérer l'arrestation
e déserteur, une ou deux personnes chargées de
oursuite pourront, au moyen d'un passeport ou
e autorisation en régle qu'elles devront obtenir
eur chef immédiat, se rendre au plus prochain
ge situé en dehors de la frontière, à l'effet de ré-
er des autorités locales, l'exécution de la présente
vention.

ART. V. Les autorités qui voudront réclamer un
rteur, adresseront leur réclamations à l'adminis-
tion, soit civile, soit militaire, qui, dans les deux
s, se trouvera le mieux à portée d'y satisfaire.
es dites autorités réclamantes accompagneront leur
isitoire du signalement du déserteur, et dans le
où l'on serait parvenu à l'arrêter, l'autorité ré-
rante en sera prévenue par un avis accompagné
extrait du régistre du géolier ou concierge de
rison où le déserteur aura été écroué.

ART. IV. Dans le cas où les déserteurs seraient
ore porteurs de leurs armes ou revêtus de leur
ipement, habillement, ou marques distinctives,
être munis d'un passeport, et de même dans
les cas où il serait constant, soit par l'aveu du
erteur, soit d'une manière quelconque, qu'un dé-
eur de l'une des hautes parties contractantes se

ART. VIII. Dans tous les cas, les d
rêtés seront remis aux autorités compéte
ront effectuer l'extraditiou selon les règles
par la présente convention. L'extradition
les armes, chevaux, selles, habillemens e
objets quelconques, dont les déserteurs é
ou qui auraient été trouvés sur eux lors
tion. Elle sera accompagnée du procé
l'arrestation de l'individu, des interrogato
rait subis, et de toutes autres pièces néc
constater la désertion. Pareille restituti
des chevaux, effets d'armement, d'habillem
pement emportés par les individus désig
ticle III. de la présente convention com
de l'extradition.

Les hautes parties contractantes se
ultérieurement sur la désignation des plac
où la remise des déserteurs devra être op

ART. IX. Les frais auxquels aura
l'arrestation des déserteurs, seront rembo
et d'autre à compter du jour d'arrestatic
constaté par l'extrait dont il est fait menti
V. jusqu'au jour de l'extradition inclusive

de six écus vingt cinq gros, argent de Prusse, ou vingt 1828
cinq francs, argent de France, pour chaque homme, et de trente deux écus vingt quatre gros, ou cent vingt francs, pour chaque cheval et son équipage, au profit de quiconque sera parvenu à découvrir et faire arrêter un déserteur, ou qui aura contribué à la réstitution d'un cheval et de son équipage.

ART. X. Les frais et gratifications dont il est fait mention dans l'article précédent, seront acquittés immédiatement après l'extradition.

Les réclamations qui pourraient être faites à cet égard, ne seront examinées qu' après que le paiement aura été provisoirement effectué.

ART. XI. Les hautes parties contractantes s'engagent mutuellement à prendre les mesures les plus convenables pour la répression de la désertion et pour la recherche des déserteurs. Elles feront usage, à cet effet, de tous les moyens que leur offrent les lois du pays, et elles sont convenues particulièrement:

1. de faire porter une attention scrupuleuse sur les individus inconnus qui franchiraient les frontières des deux pays, sans être munis de passeports en règle;

2. de défendre sévèrement à toute autorité quelconque d'enrôler ou de recevoir dans le service militaire, soit pour les armes de terre, soit pour la marine, un sujet de l'autre des hautes parties contractantes qui n'aura pas justifié par des certificats ou attestations en due forme qu'il est dispensé du service militaire dans son pays.

La même mesure sera applicable dans le cas où l'une des hautes parties contractantes aura permis à une puissance étrangère de faire des enrôlemens dans ses Etats.

ART. XII. La présente convention est conclue pour deux ans, à l'expiration desquels elle continuera à être en vigueur pour deux autres années, et ainsi de suite, sauf déclaration contraire de la part de l'un des deux gouvernemens.

ART. XIII. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées dans le terme de six semaines ou plutôt, si faire se peut.

1828 trouve sur le territoire de l'... ...res respectifs l'ont le champ, sans réquisition ... e leurs armes. médiatement livré entre ... ...let mil-huit-cent-pétentes établies sur ... verain.

ART. VII. Si, ...e la FERRONAYS. dividu arrêté, ou ... sur l'identité d'un ... ...tifiée à Berlin le 13 Août 1828). interessée devra ... suffisamment é... être mis en ...

ART. V... rêtés serc... ront eff... par la ... les ar... obj... ...

135.

...on entre la Bavière et la ...cadette de Reuss Plauen con... ...nt la jurisdiction en matière ...concours des créanciers, signée le 26 *Juillet* 1828.

(*Regierungs-Blatt für das Königreich Bayern.* 1828. Nr. 44. pag. 569).

Nachstehende, unterm 26. Jul. l. J. mit der Fürstlich Reuſs-Plauenschen der jüngern Linie gemeinschaftlichen Landes-Regierung über gegenseitige Anerkennung des allgemeinen Gantgerichtsstandes abgeschlossene Uebereinkunft wird hiermit durch das Regierungsblatt zur öffentlichen Kenntniſs gebracht.

München, den 8. November 1828.

Staats-Ministerium des Königlichen Hauses und des Aeussern.

Gr. v. ARMANSPERG.

Zwischen der Königl. Bayerischen Staats-Regierung und der Fürstlich Reuſs-Plauenschen der jüngern Linie gemeinschaftlichen Landes-Regierung zu Gera ist über gegenseitige Anerkennung des allgemeinen Gantgerichtsstandes und über gleiche Behandlung der beiderseitigen Unterthanen in Concursen folgende Uebereinkunft abgeschlossen worden.

nn der Unterthan des einen Staats, wo 1828
nsitz hat, in dem andern begütert ist,
eräth; so wird von beiden Staaten
hnsitzes des Schuldners als allge-
erkannt.

soll nur in folgenden zwei
erden, nämlich:

er Erbschaftsgläubiger, welche in
rbschaft das ihnen zustehende Sepa-
eltend machen;

n der Gemeinschuldner in dem einen oder
dern Staate eine abgesonderte Handlung, eine
k oder ein anderes dergleichen Etablissement be-
, weshalb zum Vortheil derjenigen Gläubiger,
he in Ansehung solcher Etablissements demselben
nders creditirt haben, ein Partikular-Concurs er-
et werden darf, welcher Concurs zu eröffnen ist,
Unterschied, ob darauf von einem, dem Königreiche Bayern, oder den Fürstl. Reufsischen Landen, als Unterthan angehörigen Gläubiger dieses Etablissements angetragen werde.

§. 2. Alle Forderungen, sie seyen auf ein dingliches oder persönliches Recht gegründet, sind allein bei dem allgemeinen Gantgerichte einzuklagen, und das ausserhalb Landes befindliche Vermögen des Gemeinschuldners wird nach geschehener Veräufserung der Grundstücke und Effecten, durch den Richter der gelegenen Sache und nach vorgängiger Mittheilung des Locations-Urtheils an diesen, dem Gantgerichte abgeliefert.

§. 3. Dagegen zieht der allgemeine Gerichtsstand die bereits anhängigen Rechtssachen nur rücksichtlich der Location an sich, so dafs dergleichen Forderungen zwar vor dem Gantgerichte bei Strafe der Ausschliessung anzugeben sind, und in das Locations-Erkenntnifs am gehörigen Orte eingereiht werden, die Haupt-Liquidation der Forderung aber von dem Gerichte, wo sie angefangen worden, bis zum Schlusse fortgesetzt wird, wobei den Gläubigern oder dem Contradictor unbenommen ist, zu interveniren.

Ist der Streit über besonders verhandelte Forderungen zur Zeit der Abfassung des Ganturtheils noch nicht beendiget, so wird dieselbe in diesem eventuell locirt.

1828 En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris le vingt-cinq Juillet mil-huit-cent-vingt-huit.

WERTHER.

Comte de la FERRONAYS.

(Cette convention a été ratifiée à Berlin le 13 Août 1828).

135.

Convention entre la Bavière et la ligne cadette de Reuss Plauen concernant la jurisdiction en matière de concours des créanciers, signée le 26 Juillet 1828.

(*Regierungs-Blatt für das Königreich Bayern.* 1828. Nr. 44. pag. 569).

Nachstehende, unterm 26. Jul. l. J. mit der Fürstlich Reuſs-Plauenschen der jüngern Linie gemeinschaftlichen Landes-Regierung über gegenseitige Anerkennung des allgemeinen Gantgerichtsstandes abgeschlossene Uebereinkunft wird hiermit durch das Regierungsblatt zur öffentlichen Kenntniſs gebracht.

München, den 8. November 1828.

Staats-Ministerium des Königlichen Hauses und des Aeussern.

Gr. v. ARMANSPERG.

Zwischen der Königl. Bayerischen Staats-Regierung und der Fürstlich Reuſs-Plauenschen der jüngern Linie gemeinschaftlichen Landes-Regierung zu Gera ist über gegenseitige Anerkennung des allgemeinen Gantgerichtsstandes und über gleiche Behandlung der beiderseitigen Unterthanen in Concursen folgende Uebereinkunft abgeschlossen worden.

§. 1. Wenn der Unterthan des einen Staats, wo 1828
einen Wohnsitz hat, in dem andern begütert ist,
in Concurs geräth; so wird von beiden Staaten
Gericht des Wohnsitzes des Schuldners als allge-
nes Gantgericht anerkannt.
Partikular-Concursen soll nur in folgenden zwei
en Statt gegeben werden, nämlich:
1. zu Gunsten der Erbschaftsgläubiger, welche in
ehung der Erbschaft das ihnen zustehende Sepa-
onsrecht geltend machen;
2. wenn der Gemeinschuldner in dem einen oder
i andern Staate eine abgesonderte Handlung, eine
rik oder ein anderes dergleichen Etablissement be-
, weshalb zum Vortheil derjenigen Gläubiger,
che in Ansehung solcher Etablissements demselben
nders creditirt haben, ein Partikular-Concurs er-
et werden darf, welcher Concurs zu eröffnen ist,
e Unterschied, ob darauf von einem, dem Königl-
he Bayern, oder den Fürstl. Reufsischen Landen,
Unterthan angehörigen Gläubiger dieses Etablisse-
its angetragen werde.
§. 2. Alle Forderungen, sie seyen auf ein ding-
es oder persönliches Recht gegründet, sind allein
dem allgemeinen Gantgerichte einzuklagen, und das
erhalb Landes befindliche Vermögen des Gemein-
uldners wird nach geschehener Veräufserung der
ndstücke und Effecten, durch den Richter der ge-
nen Sache und nach vorgängiger Mittheilung des
ations-Urtheils an diesen, dem Gantgerichte ab-
efert.
§. 3. Dagegen zieht der allgemeine Gerichtsstand
bereits anhängigen Rechtssachen nur rücksichtlich
Location an sich, so dafs dergleichen Forderungen
ir vor dem Gantgerichte bei Strafe der Ausschlies-
g anzugeben sind, und in das Locations-Erkennt-
s am gehörigen Orte eingereiht werden, die Haupt-
quidation der Forderung aber von dem Gerichte,
sie angefangen worden, bis zum Schlusse fortge-
t wird, wobei den Gläubigern oder dem Contra-
tor unbenommen ist, zu interveniren.
Ist der Streit über besonders verhandelte Forde-
ngen zur Zeit der Abfassung des Ganturtheils noch
ht beendiget, so wird dieselbe in diesem eventuell
irt.

1828 §. 4. Rücksichtlich der Rangordnung der Gläubiger entscheiden die an dem Orte des Gantgerichts geltenden Gesetze, ohne Unterschied zwischen in- und ausländischen Gläubigern. Was jedoch die auf unbeweglichen Gütern haftenden Hypothekarforderungen betrifft; so werden solche nach den Gesetzen des Gerichtsstandes der gelegenen Sache beurtheilt.

Dasselbe gilt von den jure separationis kommenden Ansprüchen auf im Besitz des Gemeinschuldners befindliche unbewegliche Grundstücke, wohin auch die Ewiggeldrenten in München gehören, so wie hinsichtlich der Nothwendigkeit, solche Ansprüche bei dem Concursgerichte anzumelden.

§. 5. Wenn eine bewegliche Sache sich als Pfand in den Händen eines Gläubigers befindet, so soll derselbe befugt seyn, sein Recht an dem ihm verhafteten Gegenstande vor dem Richter und nach den Gesetzen desjenigen Staates, wo dieser Gegenstand sich befindet, geltend zu machen. Ergiebt sich nach Befriedigung des Gläubigers ein Ueberschufs, so mufs derselbe an den Richter, wo der allgemeine Concurs anhängig ist, zur Verwendung für Befriedigung der übrigen Gläubiger abgeliefert werden.

Reicht hingegen der Erlös aus dem verhafteten beweglichen Gegenstand zu voller Befriedigung des Faustpfands-Gläubigers nicht hin, so wird dieser mit dem Reste seiner Forderung an das allgemeine Concursgericht gewiesen, um, wenn ihm die Rechtskraft des ertheilten Präclusiv-Bescheides nicht entgegensteht, daselbst mit den übrigen Gläubigern, jedoch in der geeigneten Classe derselben, zu concurriren.

§. 6. In Fällen, wo auf Arrest erkannt wird, soll, sobald der Richter des Arrestes von dem ausländischen Richter des Wohnortes beurkundete Nachricht erhält, dafs über den Schuldner bereits entweder die formelle Gant erkannt worden, oder sich derselbe wenigstens im Stande des materiellen Concurses befindet, der die Eröffnung des formellen unvermeidlich macht, der Arrest aufgehoben, und die Forderung des Arrestimpetranten an das Gantgericht verwiesen werden.

§. 7. Die Bestimmungen der gegenwärtigen Uebereinkunft kommen jedoch im Königreiche Bayern

r in den sieben ältern Kreisen und mit Ausschluſs 1828
s Rheinkreises in Anwendung.

§. 8. Gegenwärtige Uebereinkunft tritt um einen
onat später nach dem Tage ihrer unverzüglich zu
wirkenden Bekanntmachung, resp. in dem König-
n Bayerischen Regierungsblatte und durch die Ge-
z-Sammlung für die Fürstlich Reuſsischen Lande
ngerer Linie hinsichtlich der anhängig zu machen-
n Rechtssachen für die betreffenden Unterthanen
d Gerichte in Anwendung.

136.

raité entre l'amiral Codrington et Iehemet Aly-pacha, pour l'évacuaon de la Morée, signé le 6 Août 1828.

e Journal de Francfort 1828. Nr. 290. *Le Moniteur universel* 1828. Nr. 295).

ſes differens rapports envoyés successivement par
ahim-pacha, commandant en chef de l'armée égyp-
ne qui se trouve en Morée, ont convaincu Son
esse Mehemet-pacha, visir d'Egypte, de l'impos-
lité absolue où se trouvoit son fils, de se mainte-
plus longtems dans l'affreuse position où le man-
de subsistances avoit jetté ses troupes, et qui
oit mis dans la douloureuse nécessité d'autoriser
ahim à entrer en négociation avec L. Exc. les
mandans des flottes des puissances alliées dans les
x du Levant, afin de conclure une capitulation ho-
able pour lui, pour son armée et pour les inté-
s de la Sublime Porte, qu'il est chargé de défendre
le soutenir en Morée.

En conséquence de cette autorisation, S. A. Ibra-
-pacha eut le 6 Juillet de cette année une confé-
ce avec L. Exc. les amiraux de Rigny et de Hey-
et M. le commodore Campbell. Dans cette con-
nce, Ibrahim déclara formellement qu'il étoit prêt
vacuer la Morée, mais qu'il n'enverroit ses trou-

1828 pes que sur des bâtimens turcs. Il s'engagea à ne point emmener d'esclaves grecs avec son armée. Il se refusa à la demande qu'on lui fit de livrer les esclaves qui après la bataille de Navarin avoient été envoyés en Egypte, en déclarant que cette condition ne dépendoit pas de lui et qu'elle outrepassoit les bornes de ses pleins-pouvoirs.

Il ne fut fait aucune mention des forteresses occupées par les troupes égyptiennes; on se réserva la décision de leur sort, jusqu'à ce que l'amiral Codrington se fut réuni à Corfou avec ses collègues. LL. Exc. entrèrent sur ces objet en délibération, et le résultat fut la décision que l'amiral Codrington se rendroit à Alexandrie, pour négocier définitivement avec S. A. Méhémet-Aly pacha sur les conditions qui avoient été proposées par S. A. elle-même et n'avoient point été arrêtées dans la conférence du 6 Juillet, et pour s'accorder en même tems sur les meilleures mesures à prendre pour effectuer l'évacuation.

Aujourd'hui, 6 Août 1828, l'amiral Codrington a eu, en conséquence de cette résolution, une audience particulière de S. A. Méhémet-Aly pacha; l'amiral étoit accompagné seulement de MM. Drovetti, consul-général de S. M. T. C., Backer, consul d'Angleterre, du commodore Campbell, des capitaines Pichard, Curzon et W. Codrington.

Après une longue discussion sur les principaux articles de l'évacuation des forteresses occupées par les troupes égyptiennes en Morée, et la mise en liberté des esclaves grecs conduits du Péleponnèse en Egypte après la bataille de Navarin, discussion dans laquelle le visir a eu surtout à coeur de peindre l'imprudence avec laquelle les journalistes françois et anglois avoient exagéré le nombre de ces esclaves et avoient parlé des mauvais traitemens auxquels ils étoient exposés en Egypte, on est convenu de l'évacuation de la Morée de la part des troupes égyptiennes sous les conditions suivantes:

ART. I. S. A. Mehmet Aly-pacha s'engage à rendre les esclaves conduits de la Morée en Egypte après la bataille de Navarin. Il commencera par remettre à l'amiral Codrington tous les esclaves dont il peut disposer pour le moment.

'our ce qui concerne ceux qui sont devenus la 1828
riété de particuliers, S. A. promet d'employer ef-
ement ses bons offices, afin que les consuls des
sances étrangères puissent racheter les esclaves
nt que faire se pourra et aux meilleures condi-
possibles.

RT. II. S. A. Mehemet-Aly-pacha promet de partir sous le plus court délai possible tous les mens de guerre et de transport, qui feront voile Navarin et y prendront à bord les troupes tiennes.

RT. III. Les bâtimens de guerre et de transport t escortés par des bâtimens anglois et françois, es accompagneront et qui entreront avec eux dans rt de Navarin, ou un autre port de Morée pour t ci-dessus mentionné.

RT. IV. Les mêmes bâtimens seront également tés depuis leur départ de Navarin jusqu'à la vue ort d'Alexandrie.

RT. V. Ni S. A. Ibrahim-pacha, ni aucun of- de son armée et en général aucun des individus pris dans l'évacuation, ne doivent prendre avec aucun grec de l'un ou l'autre sexe, si celui-ci le désire lui-même.

ART. VI. S. A. Ibrahim-pacha pourra laisser s les places fortes de Patras, Castel Tornese, Mo-, Coron et Navarin une garnison suffisante pour défense.

Fait et conclu à Alexandrie d'Egypte les dits jour, s et an ci-dessus.

Le sceau de S. A. le Pacha tient lieu de signature.

Article additionnel.

S. A. Mehemet Aly-pacha s'engage de faire par- tir à Ibrahim-pacha l'ordre de répartir les garni- s de Patras, Castel-Tornese, Modon, Coron et varin de manière, que dans aucun cas et sous au- t prétexte, il ne puisse rester plus de 1200 égyp- s pour l'occupation de ces forteresses.

Sceau du Pacha.

137.

1828 *Convention de cartel entre le royaume des Pays-Bas et le duché de Nassau, signé le* 17 *Août* 1828.

(*Journal officiel du royaume des Pays-Bas.* 1828. Nr. 65. pag. 5).

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas et Son Altesse Sérénissime le Duc de Nassau étant convenus de conclure une convention de cartel, ont à cet effet muni de leurs pleins-pouvoirs,

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, le Sieur Jean-Gisbert Baron Verstolk de Soelen, Commandeur de l'Ordre du Lion-Belgique, Membre de l'Ordre Equestre de Hollande, son Ministre des Affaires Etrangères;

Et Son Altesse Sérénissime le Duc de Nassau, le Chevalier Auguste de Roentgen, Commandeur de l'Ordre du Lion de Zaehringen, Son Mintstre résidant à la Cour des Pays-Bas;

Lesquels, aprés avoir échangé leurs pleins-pouvoirs respectifs, sont convenus des articles suivans:

ART. I. Les individus qui, après l'échange des ratifications de la présente convention, déserteront des armées des deux hautes parties contractantes, seront remis de part et d'autre.

ART. II. Seront réputés déserteurs, non-seulement les militaires de toute arme et de tout grade, qui quitteront leurs drapeaux, mais aussi les individus qui appelés, ou dans le cas d'être encore appelés au service actif de la milice nationale des Pays-Bas, de la brigade ou du corps de réserve de Nassau, ou de toute autre branche militaire quelconque, ne se rendraient pas à l'appel, et se seraient retirés sur le territoire de l'une des hautes parties contractantes.

ART. III. Sont exceptés de la remise ou de l'extradition, qui pourra être demandée en vertu des présentes;

a. Les individus nés sur le territoire de l'Etat, dans lequel ils auraient cherché un asile, et qui, n'ayant

[illegible] aux autorités Prussiennes 1828
[illegible] l'extradition aura lieu, et
[illegible]pulations particulières conve-
[illegible] la Prusse.

[illegible]. Parties contractantes s'enga-
[illegible]dre les mesures les plus con-
[illegible] de la désertion, et la re-
[illegible]. Elles feront usage à cet effet
[illegible] offrent les lois du pays,
[illegible]culièrement 1° de faire
[illegible] sur les individus in-
[illegible]tières des deux pays,
[illegible]règle; 2° de défen-
[illegible]conque d'enrôler,
[illegible]re, un sujet de
[illegible]ui n'aura pas
[illegible] en due for-
[illegible]taire dans son
[illegible]icable dans le cas
[illegible]tractantes aura permis
de faire des enrôlemens

[illegible]présente convention est conclue
[illegible]ix années, sauf aux parties con-
[illegible]tels changemens, dont elles pour-
[illegible]le la renouveler, après l'expiration

[illegible] de la présente convention seront
[illegible]délai de six semaines, ou plutôt, si
[illegible]son contenu sera publié dans les
[illegible]tre observé et exécuté ponctuelle-

[illegible] Nous, les Plénipotentiaires respec-
[illegible], et y avons apposé le sceau de

[illegible]re, ce 17 Août 1828.

(*Signé*) VERSTOLK DE SOELEN.
DE ROENTGEN.

[illegible]s affaires étrangères déclare, que la
[illegible]on a été ratifiée par le Gouverne-
[illegible]Bas, le 26 Septembre 1828, et par
[illegible] 13 Octobre 1828.

VERSTOLK DE SOELEN.

1828 sur l'identité d'un déserteur, la partie réclamante ou intéressée devra constater au préalable les faits suffisamment éclaircis pour que l'individu arrêté puisse être mis en liberté, ou remis à l'autre partie.

ART. VII. Dans tous les cas les déserteurs arrêtés seront remis à telles autorités locales, qui se trouveront le plus à proximité des frontières, et la réquisition aux autorités Prussiennes pour le transport à travers le territoire du Royaume de Prusse, sera faite par le Gouvernement, qui se charge de l'extradition.

ART. VIII. L'extradition se fera avec les armes, chevaux, selles, habillemens et tous autres objets quelconques, dont les déserteurs auraient été nantis, ou qui auraient été trouvés sur eux, lors de l'arrestation. Elle sera accompagnée au surplus du procès-verbal de l'arrestation de l'individu, des interrogatoires qu'il aurait subis, et de toutes autres pièces nécessaires pour constater la désertion.

ART. IX. Les frais, auxquels aura donné lieu l'arrestation du déserteur, seront remboursés de part et d'autre, à compter du jour de l'arrestation, qui sera constatée par l'extrait, dont il est fait mention à l'art. 4, jusqu'au jour de l'extradition exclusivement. Ces frais comprendront la nourriture et l'entretien des déserteurs, et *casu quo*, de leurs chevaux, et sont fixés à 35 cents, argent des Pays-Bas, par jour pour chaque homme, et à 50 cents par jour pour chaque cheval. Il sera payé en outre, par la partie requérante ou intéressée, une prime ou gratification de 7 florins, argent des Pays-Bas, pour chaque homme, et de 75 florins même monnaie pour chaque cheval, et son équipage, au profit de tous ceux qui seront parvenus à découvrir un déserteur, de sorte qu'il ait été livré entre les mains des autorités, ou qui auront contribué à la restitution d'un cheval et de son équipage.

Les frais d'arrestation et d'entretien sur le territoire des Pays-Bas et de Nassau, seront liquidés et restitués à la suite de communications diplomatiques, et l'on renoncera de part et d'autre aux frais du timbre et autres droits de cette nature. Pour autant que concerne le transport des déserteurs à travers le territoire du Royaume de Prusse, les frais, qui en résul-

teront, seront remboursés aux autorités Prussiennes par l'Etat en faveur duquel l'extradition aura lieu, et d'après le tarif de ses stipulations particulières convenues, ou à convenir avec la Prusse. 1828

ART. X. Les hautes parties contractantes s'engagent mutuellement à prendre les mesures les plus convenables pour la répression de la désertion, et la recherche des déserteurs. Elles feront usage à cet effet de tous les moyens, que leur offrent les lois du pays, et elles sont convenues particulièrement 1° de faire porter une attention scrupuleuse sur les individus inconnus, qui franchiraient les frontières des deux pays, sans être munis d'un passeport en règle; 2° de défendre sévèrement à toute autorité quelconque d'enrôler, ou de recevoir dans le service militaire, un sujet de l'autre des hautes parties contractantes, qui n'aura pas justifié par des certificats ou attestations en due forme, qu'il est dispensé du service militaire dans son pays. La même mesure sera applicable dans le cas où l'une des hautes parties contractantes aura permis à une puissance étrangère de faire des enrôlemens dans ses Etats.

ART. XI. La présente convention est conclue pour le terme de six années, sauf aux parties contractantes d'y faire tels changemens, dont elles pourront convenir, et de la renouveler, après l'expiration dudit terme.

Les ratifications de la présente convention seront échangées dans le délai de six semaines, ou plutôt, si faire se peut, et son contenu sera publié dans les deux Etats, pour être observé et exécuté ponctuellement.

En foi de quoi, Nous, les Plénipotentiaires respectifs, l'avons signée, et y avons apposé le sceau de Nos armes.

Fait à La Haye, ce 17 Août 1828.

(*Signé*) VERSTOLK DE SOELEN.
— DE ROENTGEN.

Le Ministre des affaires étrangères déclare, que la présente convention a été ratifiée par le Gouvernement des Pays-Bas, le 26 Septembre 1828, et par celui de Nassau le 13 Octobre 1828.

VERSTOLK DE SOELEN.

138.

1828 ***Traité de paix entre le Brésil et*** ***république des provinces unies*** ***Rio de la Plata, signé à Rio de*** ***neiro le 27 Août 1828.***

(*The Times* 1828. December 20. Nr. 13, 781

In the name of the most holy and undivided Trin

The government of the republic of the United vinces of the river Plata and his Majesty the e ror of Brazil, deriring to put an end to the war, establish, upon solid and durable principles, the understanding, harmony and friendship, which s exist between neighbouring nations, called by interests to live united by the ties of perpetual alli have agreed, trough the mediation of his Brit Majesty, on a preliminary treaty of peace, w shall serve as a basis to the definitive treaty o same, which is to be celebrated by the high cont ing parties; and for this purpose they have appo their plenipotentiaries; to wit — The governme the republic of the United Provinces, General Juan Ramon Balcarce and Don Tomas Guido — Majesty the Emperor, the Most Illustrious and Excellent Marquis of Aracaty, member of his jesty's council, Gentleman of the Imperial bedo ber, councillor of finance, commander of the of Aviz, senator of the empire, Minister secreta state in the department of foreign affairs; Dr. Jose Clemente Pereira, member of his Majesty's cil, chief judge of the house of supplication, tary of the Imperial order of the cross-bearer, K of that of Christ, Minister secretary of state i home department et ad interim of justice, and Joaquin Oliveira Alvarez, member of his Maj council and that of war, lieutenant-general o national and Imperial armies, officer of the Im order of the cross-bearer, Minister secreta

state in the home department of war, who having 1828
exchanged their respective full powers, which were found to be in good and due form, agreed upon the following articles: —

ART. I. His Majesty the Emperor of Brazil declares the province of Monte Video, at present called Cisplatina, separated from the territory of the empire of Brazil, in order that it may constitute itself into a state, free and independent of any nation whatever under the form of government, which it may deem most suitable to its interests, wants and ressources.

ART. II. The government of the republic of the United Provinces concurs in declaring, on its part, the independence of the province of Monte-Video, at present called the Cisplatina, and its being constituted into a free and independent state, in the form declared in the foregoing article.

ART. III. Both high contracting parties oblige themselves to defend the independence and integrity of the province of Monte-Video, for the time and the manner that may be agreed upon in the definitive treaty of peace.

ART. IV. The existing government of the Banda Oriental, immediately upon the ratification of the present convention, shall convoke the representatives of that port of the said province, which it at present subject to it; and the existing Government of Monte-Video shall make simultaneously, a like convocation of the citizens residing within the city, regulating the number of deputies by that of the inhabitans of the province and using the form adopted in the election of representatives in the last legislature.

ART. V. The election of deputies for the city of Monte-Video shall take place indispensably extra muros, without the reach of the artillery of the city and in the absence of all armed force.

ART. VI. The representatives of the province being assembled at a distance of at least ten leagues of the city of Monte-Video, and any other place occupied by troops, shall establish a provisional government, which shall rule the whole province, until the installation of the permanent government, to be

1828 created as the constitution shall direct. The existing government of Monte-Video and the Banda Oriental shall cease immediately after the installation of the provisional one.

ART. VII. The same representatives shall betake themselves afterwards in the formation of the political constitution of the province of Monte-Video, and the constitution, previously to being sworn to, shall be examined by commissioners from the two contracting governments, for the sole object of seeing that it does not contain any article or articles opposed to the security of their respective states. Should this be the case, it shall be publicly and categorically set forth by the said commissioners; but should there be a want of common accord in these, it shall be decided by the two contracting governments.

ART. VIII. Any inhabitant of the province of Monte-Video, shall be at liberty to leave the territory thereof, taking with him his chattels, without prejudice to a third person, until the constitution be sworn to, if he do not wish to adhere to it, or if it so suit him.

ART. IX. There shall be perpetual and absolute oblivion of all political acts and opinions whatever, done or professed previously to the ratification of the present convention, by the inhabitants of the province of Monte-Video, and of the territory of the Emperor of Brazil, which has been occupied by troops of the republic of the United Provinces.

ART. X. It being a duty of the two contracting governments to assist and protect the province of Monte-Video until it be completely constituted, the said gouvernments agree, that if previously to the constitution being sworn to, and during five years afterwards, its tranquillity and security should be disturbed by civil war, they shall lend the necessary aid to maintain and support the lawful government. After the expiration of the above term, all protection which is by this article promised to the lawful government of Monte-Video shall cease and the said province shall be considered in a state of perfect and absolute independence.

ART. XI. Both the high contracting parties de- 1828
clare most explicitly and categorically, that whatever may happen to be the use of the protection, which, in conformity to the foregoing article, is promised to the province of Monte-Video, it shall in all cases be limited to the restoration of order, and shall cease immediately that the object is attained.

ART. XII. The troops of the province of Monte-Video and those of the republic of the United Provinces, shall evacuate the Brazilian territory in the precise terms of two months from the date of the exchange of the ratification of the present convention, the latter passing to the left bank of the river Plata, over the Uruguay, with the exception of a force of 1500 men or more, which the government of the aforesaid republic, if it deem fit, may maintain in in any part of the territory of the province of Monte-Video, until the troops of his Majesty the Emperor of Brazil completely evacuate the city of Monte-Video.

ART. XIII. The troops of his Majesty the Emperor of Brazil shall evacuate the territory of the province of Monte-Video including La Colonia del Sacramento, in the precise term of two months, from the date of the exchange of the ratifications of the present convention, and return to the frontiers of the empire, or embark, with the exception of a force of 1500 men, which His said Majesty may maintain within the city of Monte-Video until the installation of the provisional government of the province, under the express obligation of withdrawing this force in the precise term of four months first following the installation of the said provision government at the latest; delivering, in the act of the evacuation, the city of Monte-Video in the statu quo ante bellum to commissioners completely authorized, ad hoc, by the lawful government of the province.

ART. XIV. It is understood that neither the troops of the republic of the United Provinces, nor those of his Majesty the Emperor of Brazil which, in conformity to the two foregoing articles, are to remain temporarily in the province of Monte-Video, must in any wise interfere in the political affairs, government, institutions etc. of the said province. They

ties by land shall cease immediately a
vention and its ratifications are notified t
and by sea, in two days to Cape St. M
to St. Catherine's, in fifteen to Cape Fri
two to Pernambuco, in forty to the I
to the coast of Africa, and in eighty t
Europe. All prizes made subsequently
considered bona fide captures and indem
be reciprocally made for them.

ART. XVI. All prisoners taken by
during the war, by sea or by land, s
liberty as soon as the present conventi
and the ratifications exchanged; but thc
not secured the payments of the debts
them, cannot leave the country in whicl

ART. XVII. After the exchange o
tion, both high contracting parties sha
appoint their respective plenipotentiaires
pose of adjusting and concluding the de
of peace, which is to be celebrated bet
public of the United Provinces and t
Brazil.

ART. XVIII. If contrary to exp
heigh contracting parties should not cc
justment in the said definitive treaty ef
questions that may arise in which they

ART. XIX. The exchange of the ratifications of 1828
the present Convention shall be effected in the city of Monte-Video, in the term of 60 days from the date hereof, or sooner if possible.

In testimony whereof, we, the undersigned plenipotentiaries of the government of the United Provinces, and of his Majesty the Emperor of Brazil, in virtue of our full powers, sign the present convention with our hand, and seal it with the seal of our arms. Done in the city of Rio Janeiro, on the 27th day of the month of August, in the Year of the birth of our Lord Jesus Christ 1828.

JUAN RAMON BALCARCE.
TOMAS GUIDO.
Marquis DE ARACATY.
JOSE CLEMENTE PEREIRA.
JOAQUIN D'OLIVEIRA ALVAREZ.

139.

Traité concernant le commerce conclu entre l'Hanovre, la Saxe royale, la Hesse électorale, la Saxe grand-ducale, le duché de Brunswic, le landgraviat de Hesse-Hombourg, les duchés de Nassau, d'Oldenbourg, de Saxe-Altenbourg, de Saxe-Cobourg-Gotha et de Saxe-Meiningen et les lignes ainées et cadettes de Reuss Greiz, de Reuss Lobenstein et Ebersdorf et de Reuss Schleiz, la principauté de Schwarzbourg Rudolstadt et les villes libres de Bremen et de Francfort; signé le 24 Septembre 1828.

(*Gesetzsammlung für das Königreich Sachsen.* 1829. Nr. 2. pag. 5 sqq.).

Ihre Majestäten, der König von Grofsbritannien, Irland und Hannover und der König von Sachsen, Ihre

1828 Seine Durchlaucht, der Fürst von Schwarzburg-Rudolstadt, Höchstihren Kammerpräsidenten Christian Wilhelm Schwartz, Ritter des Königlich-Preufsischen rothen Adler-Ordens;

Der hohe Senat der freien Hansestadt Bremen, deren Bürgermeister und bevollmächtigten Gesandten zum Deutschen Bundestage Johann Schmidt;

Der hohe Senat der freien Stadt Frankfurt, den Senator Dr. Johann Gerhard Christian Thomas; — welche, nach vorgängiger Auswechselung ihrer Vollmachten, unter Vorbehalt Allerhöchster und Höchster Ratification folgenden Vertrag abgeschlossen haben.

Art. I. Die Königreiche Hannover und Sachsen, das Kurfürstenthum Hessen, das Grofsherzogthum Sachsen-Weimar-Eisenach, das Herzogthum Braunschweig, die Landgräflich-Hessen-Homburgischen Lande, die Herzogthümer Nassau, Oldenburg, Sachsen-Altenburg, Sachsen-Coburg-Gotha und Sachsen-Meiningen, imgleichen die Fürstenthümer Reufs-Greiz, Reufs-Lobenstein und Ebersdorf, Reufs-Schleiz und das Fürstenthum Schwarzburg-Rudolstadt, so wie die freien Städte Bremen und Frankfurt — treten in einen Verein, dessen Zweck es ist, im Sinne des Art. 19 der Deutschen Bundes-Acte, einen möglichst freien Verkehr und ausgebreiteten Handel, sowohl in seinem Innern unter den Vereinsstaaten selbst, als nach aufsen zu befördern, auch die Vortheile, welche in dieser Hinsicht einem einzelnen Staate durch seine geographische Lage und sonst gewährt sind, so weit es die finanziellen und merkantilen Verhältnisse desselben nur immer gestatten, auf das Ganze zu übertragen, zu erhalten und sicher zu stellen.

Art. II. Die Dauer des Vereins geht vorerst bis zum 31. December 1834.

Art. III. Um den Verein, seinem Zwecke gemäfs, immer weiter auszubilden, die Hindernisse, welche der Erreichung des Zweckes entgegenstehen, immer genauer kennen zu lernen, und die gewissesten ausführbaren Mittel zur Abhülfe durch offene Mittheilungen und gemeinschaftliche Berathungen aufzufinden, werden Abgeordnete der Vereinsstaaten von Zeit zu Zeit wieder zusammenkommen — das erstemal am 1. Juni 1829 zu Cassel. — Die Königlich

Sächsische Regierung ist von den sämmtlichen Ver- 1828
einsstaaten ersucht worden und hat sich bereit erklärt, in der Zwischenzeit alle auf den Verein Bezug habenden Anträge entgegen zu nehmen und die etwa erforderlichen Communicationen mit den Vereinsstaaten eintreten zu lassen. Bei jenen Zusammenkünften wird auch der Ort und der Tag für die nächste Zusammenkunft jedesmal festgesetzt, die weitere Geschäftsleitung verabredet und endlich über die Erstreckung des Vereins oder die Erneuerung desselben nach Ablauf der oben angegebenen Frist berathen werden.

Art. IV. Die genannten Staaten verpflichten sich, einseitig, d. h. ohne ausdrückliche Beistimmung des ganzen Vereins mit keinem auswärtigen, in dem Vereine nicht begriffenen Staate in einen Zoll- oder Mauthverband zu treten. Von dieser Bestimmung sind nur solche Gebietstheile der Vereinsstaaten ausgenommen, welche von dem Gebiete auswärtiger, in dem Vereine nicht begriffener Staaten völlig umschlossen sind.

Art. V. Die Handelsstrafsen, insonderheit diejenigen, welche die Seeküsten mit den Haupthandelsplätzen Deutschlands, so wie mit dem Rheine, dem Maine, der Elbe und der Weser, imgleichen diese Haupthandelsplätze unter einander verbinden, sollen von sämmtlichen Vereinsstaaten, durch welche dieselben führen, dem Zwecke des Vereins entsprechend, immer vollkommener hergestellt und unterhalten werden. Dahin gehört es auch, dafs die Strafsenzüge vorzugsweise durch die Staaten des Vereins geführt, dabei jedoch möglichst abgekürzt und die, zu diesem Zwecke erforderlichen neuen Bauten ohne Verzug unternommen werden. Die besonders in das Auge zu fassenden und die in Gemäfsheit des gemeinsamen Beschlusses darmalen neu zu bauenden Strafsen sind in einer diesem Vertrage angefügten Beilage nach ihren Hauptrichtungen verzeichnet worden. Bis zum 1. Juni 1829 hat jeder Vereinsstaat anzuzeigen, was er in Gemäfsheit dieser Projecte bereits gethan hat und wann er die Ausführung beendigen werde. Vorläufig ist als endlicher Termin der völligen Ausführung der 1. October 1830 angenommen worden, obgleich zu erwarten steht und hier als vertragsmäfsige Verpflichtung anerkannt wird, dafs von keinem Staate

lichen Untersuchungen diejenigen Fort
und Erleichterungen angedeihen zu las
geeignet sind, einen frequenten Transpo
Strafsen zu veranlassen und zu erhalten.

Art. VII. Die genannten Staaten
verbindlich, die in ihren Landen dermal
den oder gesetzlich bereits angeordnete
Abgaben, sie mögen unter diesem oder
Namen vorkommen, mithin auch das
weit es durchgehende Güter trifft, hins
jenigen Waaren, welche entweder aus
einslande kommen, oder beim Eintritt
dem Verein gehörenden Staat eins oder
übrigen Vereinslande schon berührt haben
derjenigen, welche beim Wiederausgang
Vereinslande in einen andern zu dem Ve
renden Staat treten, einseitig nicht zu erh
bleibt zufolge dieser Bestimmung einem
nen Staate das Recht vorbehalten, solch
welche, ohne schon früher ein Vereinslan
haben, aus den nicht zum Verein gehöre
kommen, und, ohne einen andern Vereins
rühren, in einen nicht zum Verein gehör
gebracht werden, einseitig mit höheren
Abgaben zu belegen, auch soll dasselbe Re
ren in unmittelbaren Berührung nach eine

n unter einander ohne Zustimmung der übrigen 1828
ereinsstaaten einigen dürfen. Aber es soll weder in
m einen noch in dem andern der hier bezeichne-
n Fälle die Erhöhung der Abgaben für solche Waa-
n eintreten, welche zufolge der dieselben begleiten-
n Ladungs-Documente und mit Anwendung der
ıter den betheiligten Staaten zu verabredenden Con-
ollmaafsregeln definitiv nach einem andern Vereins-
ıde bestimmt sind.

Art. VIII. Durch die in dem Art. VII. stipu-
te Nichterhöhung der Transito-Abgaben ist eine
ue Regulirung der jetzt in den Vereinsstaaten be-
henden Durchgangszölle, wodurch keine Erhöhung
ser Zölle und überhaupt keine neue Belästigung her-
igeführt wird, nicht ausgeschlossen. Es entspricht
elmehr dem Zwecke des Vereins, dafs auf eine sol-
e Regulirung überall Bedacht genommen werde, wo
selbe nicht bereits geschehen ist, man aber durch
ereinfachung der Erhebung der Controlle die Zoll-
lichtigen erleichtern kann. Jeder Vereinsstaat, wel-
er von der Befugnifs einer neuen Regulirung seiner
lleinrichtungen Gebrauch macht, ist verbunden,
ıter Mittheilung der darüber getroffenen Bestim-
ungen, den übrigen Staaten des Vereins nachzuwei-
n, dafs in deren Folge weder eine Erhöhung der
sherigen Transito-Abgaben, noch eine sonstige
öfsere Belästigung des Transito-Handels und Ver-
hrs stattfinde.

Art. IX. Einem jeden zum Verein gehörenden
at oder auch mehreren derselben gemeinschaftlich
ibt die Befugnifs, einseitig Repressalien oder Re-
sions-Maafsregeln zu ergreifen, welche überhaupt
t dem gegenwärtigen Vertrage, zwar nicht beab-
htigt, wohl aber vereinbar sind. Selbst eine Er-
hung der Transito-Abgaben als Repressalien oder
torsion gegen Auswärtige zum Verein nicht gehö-
de Staaten bleibt in dem Falle ausdrücklich vor-
behalten, wenn eine Erhöhung der dort bestehen-
n Transito-Abgaben dazu auffordern sollte. Je-
h versteht es sich von selbst, dafs auch durch
für solchen Fall ausdrücklich vorbehaltene Anwen-
ng von dergleichen Maafsregeln nur das nicht zum
rein gehörende Ausland getroffen und den im Art.

oder wenn es umgeladen oder gelagert zur Consumtion oder zum Verkauf i stimmt zu sein, über eine Gränze des und über eine andere Gränze desselb wird.

Art. XI. Wie die Transito-Abga das Chaussee-, Wege-, Brücken- u in den Staaten des Vereins über die jeden dieser Staaten schon bestehende auf den Handelsstrafsen nicht erhöht v vorbehalten bleibt die Belegung neu a durch bedeutende Bauten verbesserte Wege-, Pflasterstrecken und Brücken gemessenen Tarif-Satze.

Art. XII. Um die gegenwärtig sch den oder schon gesetzlich angeordneten gaben, imgleichen die Chaussee-, Weg und Pflastergelder auf den Handelsstraf zu können, und also künftigen Zweifeln rungen vorzubeugen, sollen von den ei einsstaaten und für jeden derselben durc ter Beziehung auf Gesetze und, dafern mehr beizubringen sind, auf amtliche Z naue Aufstellungen gefertigt, auch dari Abgabensätze selbst, als die darauf bezi

eine Getraidesperre, angelegt werden, in sofern sol- 1828
ches nicht durch rein politische Verhältnisse, z. B. für Kriegsbedürfnisse oder durch Staats-Monopole, z. B. die Salz- und Spielkarten-Regie begründet wird. Schon bestehende Verbote aus Gewerbs- und sonstigen polizeilichen Rücksichten dürfen fortbestehen und erwiedert werden. Temporaire Maafsregeln aus Rücksichten der Gesundheits-Polizei bleiben vorbehalten, z. B. Cordons und Eingangssperren bei ausgebrochenen Seuchen.

Art. XIV. Unter dem Vorbehalte weiterer Berathung und Vereinbarung über gegenseitig zu bewilligende Erleichterungen für Handel und Verkehr ist man hinsichtlich des Vertriebs der nothwendigsten Lebensbedürfnisse und einiger anderen Gegenstände übereingekommen, schon für jetzt das Folgende festzusetzen:

I. Frei von jeder Eingangs- und Ausgangs-Abgabe sind vom 1. Januar 1829 an:

1. Weitzen, 2. Roggen, 3. Dinkel oder Spelz, 4. Gerste, 5. Hafer, 6. Buchweizen, 7. Wicken, 8. Erbsen, 9. Bohnen, 10. Linsen, 11. Hirse, 12. Kartoffeln, 13. Heu, 14. Stroh, 15. Dünger, 16. frische Butter, 17. frisches Obst, 18. frisches Gemüse, 19. Federvieh, 20. Eier, 21. Brennholz, 22. Holzkohlen, 23. Steinkohlen, 24. Braunkohlen, 25. Bäume zum Verpflanzen und 26. Futterkräuter, wenn sie, ohne das Ausland zu berühren, von einem Vereinslande in ein anderes Vereinsland gebracht werden. Die Consumtions- und inländischen Verkehrsabgaben, welchen die gedachten Gegenstände nach den verschiedenen Steuereinrichtungen der Vereinsstaaten auch dann unterliegen, wenn sie inländischen Ursprungs sind, werden durch diese Bestimmung nicht aufgehoben.

II. Die gedachten Gegenstände sind, wenn sie aus einem Vereinslande kommen und durch ein anderes Vereinsland transiren, auch von dem Transitozolle frei. Indessen soll bei der Durchfuhr der von Nr. I—II. incl. genannten Gegenstände, unter Beobachtung der nöthigen Controll-Maafsregeln, die Forthebung eines etwa schon hergebrachten Transitozolles bis zu ½ guten Groschen vom Centner gestattet sein.

chenmärkten ausgestellte, oder von il
von Zwischenhändlern, von letzterer
Quantitäten von nicht mehr als 20
feilen Verkauf verführte Getraide ist
von einem Vereinslande in ein ande
von jeder Eingangsabgabe frei, wenn es
Certificaten versehen ist. Diese Cert
den betreffenden Ortsobrigkeiten une
testiren.

b. Bei der Einfuhr von Getreide
und darunter, bedarf es der Urspr
nicht.

c. Es bleibt jedem Vereinsstaate
unter a. und b. nach Centnern angeg
täten dem Gewichte entsprechend nac
Lande herkömmlichen Gemäfs zu re

d. Getraide, welches eingeht, ohn
stehend angegebenen Bedingungen der
dabei genügt wird, entrichtet die in ei
gesetzlich bestehenden Einfuhr- und
gaben.

e. Die Vereinsstaaten versprechen
Hülfsleistung bei Untersuchung und
durch Mifsbrauch der Ursprungs-Cert
suchten Contraventionen.

Zwischen denjenigen Ländern de

andern Vereinstaate in Gemäfsheit der bestehenden 1828
Gesetze desselben zur Vorzeigung von Mustern oder zum Betrieb sonstiger Handelsgeschäfte zugelassen werden, hinsichtlich der, während der Zeit ihres Aufenthalts, von ihnen dafür begehrten Leistungen und Abgaben in keiner Hinsicht mehr belastet werden, wie die Handelsreisenden irgend eines andern zum Vereine nicht gehörenden Staates.

Art. XVI. Den einzelnen Vereinsstaaten bleibt das Recht vorbehalten, ohne Zustimmung des ganzen Vereines sowohl unter sich, als mit fremden Staaten Handelsverträge abzuschliefsen. Dabei versteht es sich indessen von selbst, dafs in dergleichen einseitige Verträge nichts aufgenommen werden darf, was den Verpflichtungen widerspricht, die jeder Staat durch die gegenwärtige Vertragsurkunde gegen den Verein übernommen hat, oder übernehmen wird. Solche Verträge, welche die Erleichterung des Verkehrs zwischen den sich unmittelbar berührenden Nachbarstaaten des Vereins zum Zwecke haben, sind als weitere Ausführung der Absicht des Vereins zu betrachten. Von jedem solchen Separat-Vertrage, welchen ein Vereinsstaat mit einem andern Staate abschliefst, ist spätestens zu der Zeit, wo derselbe in Kraft tritt, den übrigen Vereinsstaaten Mittheilung zu machen.

Art. XVII. Jeder Vortheil in Ansehung der Eingangs-, Ausgangs-, Durchgangs-, Verkaufs- und Verbrauchs-Abgaben, welche ein Vereinsstaat einem fremden, nicht zum Verein gehörenden Staate zugesteht, soll ohne Weiteres auch jedem andern Vereinsstaate zu Theil werden, welcher jenem den gleichen Vortheil entweder bisher schon gewährt hat oder künftig zu erwiedern bereit ist.

Art. XVIII. Ueber gemeinsame Maafsregeln des Vereins bestimmt die Gesammtheit desselben. Es gehören hieher Repressalien und Retorsionen von Seiten des ganzen Vereins, so wie Unterhandlungen und Verträge, welche der Verein als solcher zur Erleichterung des Handels und Verkehrs mit auswärtigen, zum Verein nicht gehörenden Staaten abzuschliefsen für rathsam hält und deren Beförderung im Allgemeinen den Grundsätzen des gegenwärtigen Vertrags nur entsprechen kann.

1828 Art. XIX. Die Stipulationen dieses Vertrags beabsichtigen keineswegs, die wegen der freien Flufsschifffahrt und des Flufshandels durch die bestehenden Staatsverträge getroffenen Bestimmungen abzuändern, da sie sich überhaupt nur auf den Landverkehr beziehen und daher hinsichtlich der Flufs- und Seeschifffahrt, so wie des Flufs- und Seehandels und der Verträge über dieselben keine Anwendung finden können.

Art. XX. Die auf frémden Handelsplätzen angestellten Consuln der zum Verein gehörenden Regierungen sollen angewiesen werden, das Interesse der Unterthanen aller übrigen Vereinsstaaten eben so wie das Interesse der Unterthanen ihrer Regierungen wahrzunehmen und zu vertreten. Etwaige daraus entstehende Kosten und Auslagen der Consulate hat eine jede Regierung für ihre Unterthanen zu ersetzen.

Art. XXI. Zur Erleichterung des Handels und der Berechnungen sollen hinsichtlich des Gewichts, des Gemäfses und des Geldtarifs, wonach die Abgaben von Transito-Güter erlegt werden, Vergleichungs-Tabellen entworfen und publicirt werden.

Art. XXII. Da der gegenwärtige Vertrag unter dem ausdrücklichen Vorbehalte der Allerhöchsten und Höchsten Ratificationen abgeschlossen ist, so soll derselbe von sämmtlichen Bevollmächtigten an ihre respectiven Gewaltgeber zu diesem Behufe eingesendet und die Ratificationen sollen innerhalb sechs Wochen von heute an ausgewechselt werden.

Urkundlich ist vorstehender Vertrag von sämmtlichen Conferenz-Bevollmächtigten unterzeichnet und mit ihren Wappen besiegelt worden.

So geschehen Cassel den vier und zwanzigsten September Eintausend Achthundert und acht und zwanzig.

August Ludewig Otto Grote.

Hans Georg von Carlowiz.

Carl Friedrich von Copp.

Carl Friedrich Anton von Conta, für mich und für den Herrn wirklichen Geheimen Rath Dr. Schweitzer.

August Philipp Christian Theodor von Amsberg. 1828

August von Roentgen, als Bevollmächtigter von Hessen-Homburg und von Nassau.

Carl Friedrich Ferdinand Suden.

Carl Joh. Heinr. Ernst Edler von Braun.

Wilhelm Ernst Braun, für mich und den Herrn wirklichen Geheimen Rath, *Freiherrn* von Carlowiz.

Dietrich *Freiherr* von Stein.

Gustav Adolph von Strauch.

Christian Wilhelm Schwartz.

Johann Smidt.

Johann Gerhard Christian Thomas.

Die wörtliche Uebereinstimmung der vorstehenden chrift mit dem Originale beglaubigt

G. v. Carlowiz. U. F. v. Meysenbug,
Kurfürstlich Hessischer Ministerial-Assessor.

140.

glement de douanes concerté en- le Wurtemberg, la Bavière et principautés de Hohenzollern echingen et de Hohenzollern Sig- aringen, publié à Stouttgart le 26 *Septembre* 1828.

gierungsblatt für das Königreich Würtemberg. 1828. Nr. 61. pag. 727 sqq.).

Vilhelm, von Gottes Gnaden König von Würt- berg. In dem Artikel VII. des Grund-Vertrags r den Zoll-Verein vom 18. Januar 1828, worüber

und vom 1. October 1828 an geho
gesetzt werde.

Stuttgart, den 26. Sept. 1828.

WILHELM.

Der Finanz-Minister:

Freiherr v. VARNBÜLER.

Auf Befe

Der Stu

VEI

Vereins-Zoll-Ord

I. Allgemeine Bestimmur

§. 1. Das Königreich Württember
des Rheins liegende Gebiet des Königr
dann die Fürstenthümer Hohenzollei
und Hohenzollern-Sigmaringen, umsc
meinsame Zoll-Linie.

§. 2. Die Regierungen der vereinte
halten sich vor, einzelne Grenzorte au
Linie zu setzen, und sodann als fr
zu erklären, wenn die betreffenden
wünschen, und deren Lage und Hande

§. 3. Hinsichtlich des bayerische
verbleibt es bei den Bestimmungen, w
III. des Grund-Vertrages enthält.

§. 6. An der gemeinschaftlichen Zoll-Linie, und 1828
nerhalb derselben richtet sich die Erhebung der ge-
einschaftlichen Zölle, und der damit in Verbindung
ehenden Gebühren nach den Bestimmungen gegen-
ärtiger Zoll-Ordnung.

§. 7. Für alle Erzeugnisse der Natur, der Kunst
nd des Gewerbfleifses ist, mit nachfolgenden Aus-
ahmen, die Einfuhr, Durchfuhr und Ausfuhr ge-
attet.

§. 8. In Ansehung der Ein- Durch- und Aus-
hr des Salzes und aller jenen Stoffe, aus welchen
alz gezogen werden kann, wird es nach den Be-
immungen des Art. XXXV. des Grund-Vertrages
halten. Die verbotenen Stoffe werden öffentlich be-
nnt gemacht werden.

§. 9. Die Einfuhr und Durchfuhr anderer aus-
ndischer Artikel kann aus sanitätspolizeilichen Rück-
chten auf bestimmte Zeit, allgemein oder örtlich,
n Gebiete des Zoll-Vereins verboten werden.

§. 10. Allenfallsige Verbote der Ausfuhr des Sal-
eters und des Pulvers bleiben Gegenstand besonderer
nordnungen.

§. 11. Nicht minder bleibt den vereinten Regie-
ngen vorbehalten, auf den Grund der Reciprocität
emeinsam Einfuhr-Verbote zu verfügen, und den
urchgang zu erschweren.

§. 12. Auf der Zolllinie werden Ober- und Zoll-
mter aufgestellt, und denselben, wo es erforderlich
t, besondere Einnehmereien (Zollstationen) unter-
rdnet.

§. 13. Im Rücken der Zolllinie werden, wie bis-
er, Hallämter aufgestellt; mehrere derselben können
it Oberzollämtern vereinigt werden.

§. 14. Wer Handelsgüter und Waaren, zollbar
der zollfrei, mit sich führt, darf über die Zolllinie
n Wasser und zu Lande nur auf solchen Strafsen
nd Wegen nach Sonnen-Aufgang und vor Sonnen-
ntergang — (Postwagen und Eilwagen der Post-An-
alt, so wie Reisende mit Postpferden, insofern es
eine Handels-Reisende (§. 68) sind, ausgenommen —)
n- und austreten, welche durch Aufrichtung be-
immter Zeichen als erlaubte Zollwege erkennbar ge-
acht, und an welchen sich kompetente, öffentlich
ekannt gemachte Zollerhebungs-Behörden befinden,

§. 15. Die Zoll-Abgabe haftet jedenfa
Waare.

Alle die Zoll-Linie überschreitenden W
Ein- Aus- und Durchgange, sie mögen
Tarifen zollbar oder zollfrei seyn, müsse
kompetenten Zoll-Erhebungsstellen sogleic
Ankunft angemeldet, und deklarirt werden.
klaration ist die vor dem Eintreten der
Verhandlung zu machende genaue und v
Angabe der, auf eigene oder fremde Rech
aus- oder durchgehenden Gegenstände, r
Gattung, Zahl, Werth, Maafs, Gewicht,
Ziffer, Herkunft und Bestimmung, und ri
nach dem Tarife. Ist der Zollpflichtige nicht
zu deklariren, so steht es demselben frei,
Amte, ehe die Amtshandlung eintritt, sich
halte und Gewichte vollständig zu überzeu
dann erst zu deklariren.

Als Zollpflichtiger wird derjenige betrac
cher sich bei der Zoll-Behörde zu Folge
nachgehender Bestimmungen zur Vornah
Zoll-Behandlung zu stellen verpflichtet ist,
im Besitze der zollbaren Gegenstände in de
blicke befindet, als die Zoll-Behandlung v
men wird, er sey nun deren Eigenthümer o

§. 19. Werden Güter mit Betretung eines frem- 1828
en Gebiets von einem Orte des Vereins-Gebietes
n einen andern Ort des Vereins-Gebietes versen-
et oder verführt, so kann hiefür die Befreiung vom
Lusgangs- und Eingangs-Zolle angesprochen wer-
en; in diesem Falle müssen jedoch die betreffenden
Güter von dem Hallamte, von welchem sie kommen,
der von dem Erhebungs-Amte, bei welchem sie
ustreten, versichert, mit einem unentgeldlich auszu-
tellenden Passirschein begleitet, und an dem Ort ih-
er Bestimmung oder an dem diesem zunächst gele-
enen Zoll- oder Hallamte der Kontrole unterworfen
erden.

§. 20. Das Weggeld bei den Gegenständen der
Einfuhr, mit Ausnahme des Holzes, bei welchem für
ie Stunde per Pferd ½ Kr., und vom Fahrzeug 2 Kr.
Weggeld bezahlt wird, ist aufgehoben.

Dagegen wird auf gemeinsame Rechnung ein fixer
Zoll-Beischlag:

I. Von 6¼ Kr. per Centner, oder per Fafs, oder
er Eimer, oder per Scheffel, oder per Pferdlast:

a. bei allen Gegenständen, welche im Tarife mit
5 Kr. bis zu 3 Fl. 20 Kr. per Centner, oder mit 3 Kr.
om Guldenwerth belegt sind;

b. bei solchen Gegenständen, welche vom Fafs bis
u 12 Kr., vom Stück bis zu einem Gulden, vom Ei-
ner oder Scheffel bis zu 45 Kr., von der Pferdlast bis
u 24 Kr. Zoll belegt sind;

II. von 12½ Kr. vom Centner, bei jenen Artikeln,
elche im Tarife

a. mit 3 Fl. 20 Kr. bis 15 Fl. einschlüssig, per Cent-
er, dann beim Guldenwerth zu 6 und 9 Kr.;

b. beim Stück bis zu 4 Fl., vom Eimer und Scheffel
is 1 Fl. belegt sind;

III. von 25 Kr. per Centner oder vom Gulden-
erth oder per Eimer, oder Scheffel oder Stück, bei
llen höher belegten Artikeln, erhoben.

Das Weggeld bei den Gegenständen der Durch-
uhr soll in 12½ Kreuzer per Centner bestehen.

Auf den Strafsen, welche kürzer als 50 geographi-
che Stunden sind, wird für jede Stunde 1 Pfennig
er Centner erhoben.

1828 Auf den Wasserstrafsen besteht das Weggeld dort, wo es im Allgemeinen Anwendung findet, in der Hälfte des Weggelds zu Lande.

Der Reisende, welcher mit ausländischen Pferden oder Maulthieren eintritt, bezahlt 3 Fl. von jedem Pferde oder Maulthiere. Sollte jedoch derselbe im Vereinsgebiete nicht 50 Stunden zurücklegen, so wird das Weggeld für jede Strafsenstunde, um welche der von ihm zurückgelegte Weg hinter der Zahl von 50 Stunden zurücksteht, um 3 Kr. zurückvergütet. Fremde Reisende, welche inländische Bäder besuchen, sollen, wenn ihre Reisepässe dieses Reisezweckes ausdrücklich erwähnen, vom Weggelde frei sein.

§. 21. Das Waggeld im inländischen Verkehr, und für die zur Ausfuhr bestimmten Gegenstände, wird aufgehoben.

§. 22. In Hinsicht der Brücken- und Pflaster-Zölle bleibt es bei den Bestimmungen des Art. 30 des Grund-Vertrages.

§. 23. Das auf separirte Rechnung eines jeden der vereinten Staaten zu erhebende Waggeld wird mit 2 Kr. von jedem Sporco-Centner erhoben, wobei jedoch Quantitäten unter 50 Pfd. für einen halben, und Quantitäten über 50 Pfd. für einen ganzen Centner gerechnet werden.

Das Waggeld kann für jede definitive Durchgangs- Ausgangs- und Eingangs-Behandlung nur einmal erhoben werden.

Dort, wo es rechtlich hergebrachte Tarife oder Rücksichten für den Verkehr erheischen, kann die Waggebühr von der betreffenden Regierung unter den Betrag von 2 Kr. per Centner vermindert werden.

Für Gegenstände die nicht gewogen werden, und weder Zoll noch Weggeld nach dem Gewichte entrichten, wird auch kein Waggeld bezahlt.

§. 24. Für Güter, die an Krahnen ein- und ausgeladen werden, sind von jeder Last zu 10 Centner höchstens (§. 23) 3 Kr., und bei geringeren Lasten von jedem Centner 2 Pfennige ($\frac{1}{2}$ Kreuzer) als Krahnengebühr zu entrichten.

Für den Uebersatz der Güter aus einem Schiffe in das andere, sind von jedem Centner 2 Pfennige ($\frac{1}{2}$ Kreuzer) zu bezahlen.

§. 25. Die Kanal- und Wehrlochöffnungs-Ge- 1828
bühren, dann die Winterhalts-Gebühren werden dort, wo sie hergebracht sind, in dem bisherigen Betrage erhoben.

§. 26. Von jedem Gulden des Zoll- und Weggeld-Betrages wird eine Stempel-Gebühr zu 2 Kr., und wenn jener Betrag unter 1 Fl. steht, zu 1 Kr. erhoben.

§. 27. Die Regierungen der vereinten Staaten behalten sich vor, im gemeinsamen Einverständnisse Erhöhungen oder Verminderungen der Eingangszölle nach dem Bedürfnisse der Landwirthschaft, der Industrie und des Handels provisorisch, nach Maſsgabe der verfassungsmäſsigen Bestimmungen der einzelnen Staaten, anzuordnen.

§. 28. In derselben Art und Weise behalten sich die Regierungen der vereinten Staaten vor, sowohl den Durchgangs- und Ausgangs-Zoll von allen aus dem Vereins-Gebiete gehenden Handelsgütern, die durchgehenden mitbegriffen, aufzuheben, oder in einzelnen Sätzen nach Gutbefinden zu vermindern, als auch das Weggeld in der Einfuhr und Durchfuhr, im Allgemeinen, oder auf einzelnen Straſsenzügen, herabzusetzen, oder ganz zu erlassen.

§. 29. Der Grenz-Verkehr, worunter besonders der tägliche kleine Verkehr mit landwirthschaftlichen Produkten aller Art und Lebensmitteln in unverpaktem offenen Zustande, und in kleinen Quantitäten verstanden wird, soll keineswegs erschwert, sondern möglichst erleichtert werden.

Zu diesem Ende werden darüber nach Beschaffenheit der örtlichen Verhältnisse die Grenz-Zollämter von den vereinten Regierungen mit besonderen, hierauf sich gründenden Weisungen versehen, und diese, so wie deren jedesmalige Veränderungen öffentlich bekannt gemacht.

§. 30. Die Zahlung der Zoll- und übrigen Gebühren, muſs immer in Geldsorten geschehen, die in demjenigen Staate, in welchem sich die Erhebungsstelle befindet, Kurs haben.

§. 31. An den schuldigen Zöllen und anderen Abgaben hat keine Nachborge Statt.

§. 32. Für jeden entrichteten Betrag an Zöllen und anderen Nebengebühren, muſs eine von Korrekturen und andern wesentlichen Mängeln freie Be-

1828 scheinigung ausgestellt werden, die allein als Beweis der Zahlung und erfüllten Obliegenheit gültig ist.

§. 33. Die Zollscheine müssen in der gehörigen Zeit und dort abgelegt werden, zu welcher, und wo sie nach der zollamtlichen, auf dem Zollscheine vorgemerkten Weisung abgelegt werden sollen. Für die richtige Ablegung des Zollscheins haftet derjenige, auf dessen Namen derselbe ausgestellt ist; für die Einhaltung der Kontrole und des Ablege-Termins aber jederzeit der Fuhrmann.

Bei Speditionsgütern müssen, auf Verlangen des Spediteurs, die Zollscheine nicht auf seinen, sondern auf den Namen des Fuhrmanns gestellt werden, in so ferne dieser ein angesessener Inländer, oder, wenn derselbe ein Ausländer wäre, hinreichend verbürgt ist.

Ueber die Ablegung des Zollscheins hat die Behörde, bei welcher derselbe abgelegt wird, dem Ablegenden einen Empfangsschein auszustellen.

§. 34. In Differenzen zwischen den Zollpflichtigen und Zollbeamten über die Anwendung der Zolltarife, und die Entrichtung des Zollsatzes, steht, wie bisher, die Entscheidung der betreffenden Ober-Zoll-Administration, und im Recurswege dem Ministerium der Finanzen des betreffenden Staates zu. Jedoch bleibt demjenigen, welcher sich bei der Entscheidung des Finanz-Ministeriums nicht beruhigen zu können glaubt, die weitere Beschwerdeführung unbenommen, je nachdem es die Landes-Einrichtungen und Gesetze zulassen.

Andere Recurse und Beschwerden, welche über Verfügungen der Ober-Zoll-Administrationen an den General-Kongrefs der Vereins gelangen, finden ihre Erledigung nach den Bestimmungen der Art. XXXVII und XXXVIII des Grund-Vertrages.

II. Von der Durchfuhr.

§. 35. Die zur unmittelbaren Durchfuhr ohne Abstofs schon zum Voraus bestimmten Handelsgüter sind von der Bezahlung des Eingangs-Zolles frei, wenn sie so verpackt sind, dafs die ganze Ladung mit Schnur und Siegel vollständig belegt werden kann. Einem solchen Frachtführer steht jedoch frei, eine Umladung an einem Hallamte zu bewerkstelligen, welches er auf seinem Wege berührt.

§. 36. Wenn eine solche, jedes unmerkliche Her- 1828
nehmen verhindernde Belegung einer Ladung nicht
angebracht werden kann, und der Fuhrmann will seine
Reise ohne weiteres fortsetzen, so findet die Freiheit
von dem Eingangszolle nicht Statt, sondern dieser
Zoll ist zu erheben.

Zieht der Fuhrmann vor, sogleich wieder umzu-
kehren, und über die Grenze zurückzufahren, so ist
es ihm zu gestatten.

Gleichfalls steht es ihm frei, unter Aufsicht des
Zollamtes seine Ladung so einzurichten, dafs sie nach
Vorschrift des §. 35. mit Schnur und Siegel vollstän-
dig belegt werden könne. Will aber der Fuhrmann
nicht umkehren, und kann auch seine Ladung nicht
so eingerichtet werden, dafs sie mit Schnur und Sie-
gel belegt werden kann, so mufs er abladen, und
das einzelne Frachtstück mit Schnur und Siegel voll-
ständig belegt werden.

§. 37. Nur für durchgehendes Vieh und Holz
kann die Zurückvergütung des Eingangs-Zolles, wel-
cher bei dem Eintritte erlegt worden ist, gegen Ent-
richtung des Ausgangs-Zolles Statt finden.

§. 38. Von Wasserfrachten und von Frachten
des Postwagens können ausnahmsweise auch einzelne
Colli mit Schnur und Siegel belegt, somit als durch-
gehendes Gut behandelt werden.

§. 39. Hingegen sind alle gemischten Landfrach-
ten, (welche theils durchzuführende, theils im Lande
zu bleiben bestimmte Güter enthalten,) als durchge-
hend zu behandeln.

§. 40. Die als durchgehend zu behandelnden La-
dungen müssen bei dem Zollamte der Grenze, wo
sie eintreten, im Ganzen abgewogen, und es mufs
dafür ein Waggeld zu 2 Kr. vom Sporco-Centner
entrichtet werden.

§. 41. Der ganze Inhalt einer als durchgehend
zu behandelnden Ladung mufs in den von dem Fracht-
führer vorzulegenden Frachtbriefen nach einzelnen
Stücken, und diese nach Quantität und Qualität des
Inhalts angegeben werden.

§. 42. Sämmtliche Frachtbriefe von solchen La-
dungen müssen dem Zollamte übergeben werden, von
welchem sie der Inhaber in einem versiegelten Um-
schlage, der an das Amt, bei welchem die Ausfuhr

1828 oder Umladung geschehen soll, zu überschr
zurückempfängt.

§. 43. Der Umschlag ist überdiefs noch
Aufschrift: Transitogut oder Hallgut zu
und awar:
Transitogut, wenn im Lande gar nicht un
Hallgut, wenn umgeladen werden soll.

§. 44. Die Zollverwaltung kann auch a
dafs die Ladung, nachdem sie mit Schnur u
belegt ist, auf beiden Seiten mit der Aufschrift
sito- oder Hallgut, versehen wird, je nachde
dieser oder jener Categorie gehört.

§. 45. Hienächst empfängt der Frachtfü
entgeldlich einen Zollpafs, welcher seinen Na
Wohnort, das Gewicht der Ladung, den
Ort des Eintritts und den Ort des Austritts
Umladung, wie auch die Strafse, welche der
führer befährt, bezeichnet.

§. 46. Ist der Frachtführer ein Ausländ
wird auf seinem Reisepasse bemerkt, dafs
einem Zollpasse versehen sei.

§. 47. Dem Frachtführer, dessen Ladung
gut bezeichnet ist, steht nicht zu, ohne U
auszutreten, und ohne erweisliche Noth an e
dern Halle, als derjenigen, wohin sein Zollpa
umzuladen.

§. 48. Der Frachtführer hingegen, des
dung als Transitogut bezeichnet ist, kann zw
umzuladen, nicht bei einem andern Zollamte,
jenigen, wohin sein Zollpafs lautet, austreten
ihm aber gestattet, bei jedem Hallamte, da
dem Wege berührt, die Umladung zu bewerk

Zur Erleichterung der Frachten und der S
kann das Rottfuhrwesen mit den zur Sicher
Zollgefälle erforderlichen Mafsregeln fortbestel

§. 49. Die Frachten, die bei einer Halle
laden werden, sind, wenn sie zur Durchf
stimmt bleiben, sie mögen nun unmittelbar a
oder vorerst an eine andere Halle übergehe
eben so, wie bei dem Eintritte, zu behande
gegen Ablieferung des Zollpasses mit einem n
versehen.

50. Jedoch geschieht bei allen solchen Umla- 1828
ı zum Behufe der Controle die Abwägung der
ıen Colli und des ganzen Wagens unentgeldlich.
51. Alle als Transitogut oder Hallgut bezeich-
Frachten müssen vor jedes Hallamt, das sie
m Wege berühren, geführt, und es muſs der
ſs zur Controlirung und Unterschrift vorgelegt,
ſuhren müssen jederzeit, andere Fuhren aber
lorgens 5 Uhr bis Abends 8 Uhr ohne unnö-
Aufenthalt, expedirt werden; jedoch ist die
ıſt der Eilfuhren zur Nachtzeit, vorher anzusa-
ınd haben sich dieselben auf Kosten der Bethei-
begleiten zu lassen.
52. Der Zollpaſs muſs auch allen Polizei-Be-
ı und ihren Dienern, jedoch nur auf ausdrück-
Verlangen vorgezeigt werden.
53. An der Grenze, wo der Austritt geschieht,
ler Zollpaſs an das Zollamt, welches den Aus-
:oll erhebt, abgegeben, und dafür ein Zollge-
ıein ertheilt, der an die äusserste Postirung ab-
:n werden muſs, welche die Belegung mit Schnur
iegel abnimmt, und eine Begleitung bis an die
ste Grenzlinie auf Kosten der Zoll-Casse ver-

:r Ladungsschein, welchen der Fuhrmann von
Hallamte, wo er auf- oder umgeladen hat, mit-
, ist von dem Grenz-Zollamte zum Beweis des
;en Austritts der Ladung unentgeldlich zu un-
ligen und ihm zurückzugeben.
:n durchgehenden Frachtführern, die im Lande
abgeladen haben, ist von dem Grenz-Zollamte
Bescheinigung über den richtigen Austritt ihrer
ıg unentgeldlich zu übergeben.
das Zollamt selbst unmittelbar an der Grenze
n, so wird der Zoll-Gegenschein an die daselbst
ıirte Grenzwache abgegeben, und die Versiche-
vom Zollamte abgenommen.
54. Einem Frachtführer, dessen Ladung als
gehend oder als Hallgut behandelt wird, ist nicht
ıt, zollbare Güter auf eigene Rechnung mitzu-
ı, noch von seiner Ladung irgend etwas im
: auf eigene Rechnung zu verkaufen.
55. Eben so wenig ist einem solchen Fracht-
: gestattet, irgend einen Theil seiner Ladung auf

Frachtbriefen sich als Einfuhr ausweiset,
gewöhnlichen Zeit an der Grenze sich ei
einzutreten, so mufs sie zwar zum Einga
delt, aber sie mufs auch bis zum nächst
auf Kosten des Frachtführers begleitet we

Im Ausgange aber, wenn die Fuhr zu
licher Zeit über die Grenze gehen will, r
dem expedirenden Hallamte auf ihre Ko
tung bis zur Grenze mitgegeben werden.

III. Von der Einfuhr.

§. 58. Dem Eingangs-Zolle sind alle
einsgebiet einkommenden Handelsgüter u
so weit sie nicht als durchgehend zu beha
in dem beiliegenden Tarife ausdrücklich fi
zollfrei erklärt sind, unterworfen.

§. 59. Die Angabe, dafs solche Hand
weder schon einmal verzollt worden seye
sie inländische, jetzt aus dem Auslande r
kommende Erzeugnisse seyen, gibt auf N
Minderung des Eingangs-Zolles keinen
wenn nicht im letzten Falle, nämlich be
genen inländischen Erzeugnissen, ihre
hergestellt und so gesichert ist, dafs über
heit nicht der mindeste Zweifel obwalten

Es darf sodann die Behandlung zum V

mit Passir-Scheinen begleitet, und bei der Controle richtig befunden werden. 1828

§. 60. Der Eingangs-Zoll wird von dem Zollamte an der Grenze erhoben, wenn entweder eine als durchgehend angegebene Ladung nicht als solche behandelt werden kann, und der Fuhrmann seinen Weg ohne weiteres fortsetzen will, oder die Ladung an einen Ort bestimmt ist, an welchem sich kein Hallamt befindet.

§. 61. Es ist keinem Zollamte gestattet, von einem Theile der Ladung den Eingangs-Zoll zu erheben, und den übrigen als durchgehendes Gut zu behandeln.

Dieſs kann nicht anders, als bei einem Hallamte in Folge der Umladung geschehen.

§. 62. Der Frachtführer hat zum Behufe der Zoll-Erhebung sämtliche Frachtbriefe dem Zollamte vorzulegen.

Wenn er selbst Eigenthümer der Fracht ist, hat er schriftlich die zu verzollenden Gegenstände zu declariren, es wäre denn, daſs diese nur aus Kleinigkeiten, im Werthe von höchstens 5 Fl. beständen, in welchem Falle die mündliche Angabe und die Unterzeichnung desselben im Zoll-Manuale genügt.

Ist der Zollpflichtige nicht im Stande zu declariren, weil ihm der Inhalt der Colli und der Ladung unbekannt ist, so steht es ihm frei, bei dem Zollamte, ehe die Zoll-Behandlung eintritt, sich vom Inhalte und Gewichte zu überzeugen, und dann erst zu declariren.

§. 63. Nachdem die Angabe des Inhaltes der Ladung oder der einzelnen Colli aus der schriftlichen Declaration der Zollpflichtigen ausgemittelt ist, wird zur Abwägung der einzelnen Stücke geschritten, wofür bei Zollämtern ein Waggeld von 2 Kr. vom Sporco-Centner, bei Hallämtern aber, weil die dahin gelangenden Ladungen schon an der Grenze im Ganzen abgewogen worden sind, nichts weiter entrichtet wird.

§. 64. Hierauf erfolgt die innere Besichtigung der einzelnen Stücke, gleichviel, es seyen die Gegenstände zollfrei oder nicht, wenn nicht als Inhalt derselben Güter angegeben sind, von welchen der höchste Zollsatz zu erheben ist.

§. 65. Der hierauf zu berechnende Eingangszoll muſs auf der Stelle baar erlegt werden. Den Zoll-

zollten Gütern, wie von einheimischen, derlich, dafs sie vor die Hallämter der denen sie abgehen, oder zu denen sie ko führt werden.

§. 68. Ausländischen Frachtführern, Eingangs-Zoll entrichtet haben, weil ihre fuhr bestimmte Ladung nicht als durchgeh delt werden konnte, ist diese Entrichtun Reisepasse zu bezeugen.

Reisende, mit Ausschlufs der Handels welche über die Grenze hereinkommen, zu einer schriftlichen Deklaration verbund bei dem Zollamte die zollbaren Waaren, mit sich führen, zum Eingange zu verzo sie aber erklären, dafs ihnen die dem Z worfenen Waaren unbekannt seien; s sogleich der bestehende Zoll-Tarif mit de zu beobachtenden Höflichkeit vorzuzeigen.

Die Zollämter sind, wenn sie Verdach Waaren zum Handel eingeschmuggelt wer die Kutschen und Koffer der Reisenden öf sen, und sie zu untersuchen; jedoch ha Reisenden durchaus mit Anstand zu beh genaue Sorge zu tragen, dafs bei der Vis Gegenstand der Reise-Bedürfnisse Schade

l dem Ausgangs-Zolle unterworfen, mit Ausnahme 1828
jenigen, die im Tarife ausgangszollfrei erklärt sind.
Der Ausfuhr-Zoll von durchgehenden Gütern
d auf 12½ Kr. vom Centner festgesetzt, jener von
ern (nicht nach Gewicht belegten) Gegenständen
tet sich nach dem beiliegenden Tarife.

§. 70. Diejenigen durchgehenden Handelsgüter,
che bei einem Hallamte verladen werden, sind nur
m Ausgangs-Zolle von 6¼ Kr. unterworfen.

§. 71. Den Ausgangs-Zoll von einheimischen,
Ausfuhr bestimmten Handelsgütern, die mit durch-
enden gemischt verpackt werden, erhebt das Hall-
, bei welchem die Verladung geschieht, und be-
gt dieses auf dem Zollpasse.

§. 72. Auch von denjenigen in das Ausland be-
mten Frachten, welche nur inländische Erzeug-
e enthalten, mufs der Ausgangs-Zoll von einem
lamte, wenn die Verladung oder wenigstens die
ichtigung bei demselben geschieht, erhoben, und
Zollschein dafür ertheilt werden, dessen Ausstel-
; auf dem Reisepasse vorzumerken ist.

Gegenstände, welche zentnerweise nach dem höch-
Ausfuhr-Zolle declarirt und behandelt werden,
der innern Besichtigung nicht unterworfen, und
hiefür zu entrichtende Gebühr kann nach freier
hl des Exportirenden entweder bei einem Hallamte
bei einem Zollamte an der Grenze erlegt werden.

§. 73. Für die Abwägung von allen Handelsgü-
, die von einem Hallamte zur Ausfuhr abgehen,
2 Kr. vom Sporco-Centner zu entrichten.

§. 74. Wer entweder durch einen Zoll-Gegen-
in nachweiset, dafs er die Handelsgüter, die er
ühren will, bei dem Eintritte verzollt habe, oder
ch den Zollpafs eines Hallamtes die Ausgangs-
freiheit, oder auch durch den Zollschein von ei-
Hallamte die geschehene Bezahlung des Eingangs-
es darthut, erhält vom Zollamte der Grenze für
e Papiere unentgeldlich einen Empfangsschein,
er an die äufserste Zoll-Postirung, oder, wenn
ine solche nicht mehr zu passiren hat, an die bei
Zollamte stationirte Grenzwache abzugeben hat.
Der Ladungsschein, den der Fuhrmann von dem
lamte, wo er auf- oder umgeladen hat, mitbringt,
von dem Grenz-Zollamte zum Beweise der Er-

Ausgangszoll erst bei dem Ausgange erhob über gegen Abgabe des Zollpasses der Ge ertheilt.

§. 76. Auch für die Abwägung solc sind 2 Kr. vom Sporco-Centner zu entr weit diese Waggebühr nicht schon bei e Zollbehandlung in oder bis zu dieser Gr tet worden ist.

§. 77. Wer aus einem Orte kommt zu seinen Ausfuhrgütern weder mit Zo für bezahlten Eingangszoll, noch mit Zollschein für entrichteten Ausgangszo konnte, mufs bei dem Zollamte der Gren den Ausgangszoll, sondern auch 2 Kr. Centner für die Abwägung entrichten.

V. Von den Niederlagen.

§. 78. Zur Erleichterung des Zwi Speditions-Handels sowohl, als der Fabri nufakturen, werden in den Städten, wo ter oder Oberzoll- und Hallämter befin wie bisher, öffentliche Niederlagen bestel

§. 79. Handelsgüter, die dem Eingan terworfen sind, beiben davon, so lange öffentlichen Niederlage sind, frei, hafte

Verlangen und in Gegenwart des Zollpflichtigen vor- 1828
genommen wurde.

§. 80. Acht Tage (d. h. achtmal vier und zwan-
ttunden) lang, werden die in eine öffentliche Nieder-
age gebrachten Handelsgüter unentgeldlich aufbewahrt,
ach Ablauf dieser Frist aber nur gegen eine Gebühr
on $\frac{1}{8}$ Kr. täglich für den Centner, insoferne nicht
ie betreffende Regierung durch örtliche Verhältnisse
der aus Rücksichten für den Verkehr sich bewogen
ndet, die Niederlagegebühr zu vermindern oder ganz
u erlassen.

§. 81. Diese Gebühr mufs von dem Inhaber der
üter bei der Zurücknahme aus der Niederlage, falls
r aber dieselbe länger als sechs Monate darin läfst,
ach Ablauf eines jeden Semesters entrichtet werden.

§. 82. Die auf den Hallen hinterlegten Güter, für
elche sich binnen Jahresfrist kein Eigenthümer mel-
et, und die Lager-Gebühr entrichtet, werden als
errenlos erklärt, sofort in öffentlichen Blättern mit
enauer Beschreibung zu Jedermanns Kenntnifs ge-
racht, und, wenn sich innerhalb eines Vierteljahres
iemand dazu meldet, vier Wochen darnach öffent-
ich versteigert. Der erlöste Betrag wird nach Abzug
er rückständigen Lagergebühren, des Eingangszolles
nd der Versteigerungskosten noch ein Jahr in Ver-
ahrung behalten. Legitimirt sich in dieser Frist
och Jemand als Eigenthümer für den einen oder
dern Gegenstand, so wird diesem der deponirte
rag verabfolgt, wo nicht, so fällt das Depositum
n für das Zollpersonale bestimmten Unterstützungs-
ds zu, vorbehaltlich des Regresses des etwa vor
Verjährungszeit sich noch meldenden Eigenthü-
rs. Die Verjährungszeit endet nach 5 Jahren vom
ge der Niederlegung auf der Halle gerechnet.

§. 83. Handelsgüter, welche feuergefährlich sind,
er durch deren Aufbewahrung in der öffentlichen
derlage, andere daselbst befindliche beschädigt wer-
n können, sind von den Hallen ausgeschlossen.
Die betreffende Regierung wird am Sitze jedes Hall-
ts Anordnung treffen lassen, wohin derlei Waaren
tergebracht werden sollen.

§. 84. Kein Handelsgut kann aus der öffentlichen
derlage abgeliefert werden, als gegen Zurückgabe
s Hallscheins, welcher unentgeldlich immer ertheilt

1828 werden muſs, und der allenfalls rückständige
derlags-Gebühren, dann gegen Bezahlung des
gangs-Zolles, es wäre denn, daſs es entwe
Bestandtheil einer durchgehenden Fracht be
Hallamte verladen, oder in ein Privatlager g
werden sollte, wobei die Bezahlung des Ein
Zolles im ersten Falle ganz, im letzteren Fall
vorläufig unterbleibt. Güter, die inländische
sprungs oder schon zum Eingange verzollt sind
neu mit Bewilligung der Hallämter auch auf
fentlichen Niederlagen gebracht werden. Die B
mungen des §. 79. in Hinsicht der Haftung de
derlags-Gebühren und der Hallscheine sind au
diesen Gütern zu beobachten.

§. 85. Colonial-Waaren, und solche au
schen rohen Handelsgüter, dergleichen im
des betreffenden Staates nicht erzeugt werde
Ausschluſs aller Flüssigkeiten, können auch i
vatlagern niedergelegt werden, jedoch nur au
läufige Bewilligung der betreffenden obersten
hörde, und nur an Orten, wo ein Hallamt, o
Oberzoll- und Hallamt ist, unter beständige
sicht des Hallamtes, und gegen Erfüllung der
gungen, mit welchen die Bewilligung verbunde

Privatlager können unter Verschluſs der B
ter auch für Flüssigkeiten Statt finden, wenn
theiligten ein der Zollbehörde anständiges Lok
ihre Kosten ausmitteln; doch sollen dergleich
vat-Niederlagen nur soliden Handelsleuten u
werbtreibenden zugestanden werden.

§. 86. Ausnahmsweise kann die betreffende
zoll-Administration auch für rohe Stoffe, derg
auch im Gebiete des betreffenden Staates erzeug
den, die Niederlegung auf Privatlagern gestatt
doch ausschliefsend nur dann, wenn die öff
Halle für die Lagerung derselben nicht Raum
hält. Diese Ausnahmen können nur für die
des Bedürfnisses, und unter einer besonders a
nenden Aufsicht Statt finden.

Auch die Privatlager für dergleichen Stoffe
nur soliden Handelsleuten und Gewerbetreibend
gestanden werden.

VI. Von aufserordentlichen Vorkehrungen der Zoll-Behörden. 1828

§. 87. Wenn ein Grenz-Zollamt oder Hallamt
:n gegründeten Verdacht schöpft, dafs ein Fuhrmann
ıfser den in den Frachtbriefen angegebenen Gütern,
ıdere Güter heimlich, ohne Frachtbrief mit sich
hrt, so ist dasselbe verbunden, die Ladung nach
n Frachtbriefen zu revidiren, und die verheimlich-
a Güter, von dem Wagen zu nehmen, sie genau
untersuchen, und die ganze Ladung nach §. 88.
ın einem verpflichteten Wächter auf Kosten des
ıhrmanns begleiten zu lassen.

Wenn ein Zollamt oder Hallamt den gegründeten
:rdacht schöpft, dafs an einer durchgehenden La-
ng durch Herausnahme oder Austausch etwas ver-
dert worden sei, so ist dasselbe verbunden, die Ab-
lung und Besichtigung der einzelnen Stücke anzu-
ılnen, nachdem zuvor die Verdachts-Gründe in
s Protokoll niedergelegt worden sind.

Dem Fuhrmann ist in dem einen so wie in dem
dern Falle beglaubigte Abschrift des Protokolls kosten-
ei zuzustellen. Das Zoll-Aerar hat, wenn der Ver-
ıcht sich nicht bestätigt, für jeden durch Auf- und
bpacken sich ergebenden Schaden zu haften.

§. 88. Der gegründete Verdacht, dafs an einer
ıs Hall- oder Transitogütern bestehenden Ladung
ıf dem Wege etwas durch Herausnahme oder Aus-
ısch verändert werden möchte, berechtigt jede Zoll-
hörde, von welcher der Zollpafs für die Ladung
heilt oder visirt worden ist, dieselbe bis zum näch-
n Hallamte, oder wenn auf der Strafse keines ist,
zum Austritts-Zollamte durch einen verpflichte-
ı Wächter, jedoch nicht auf Kosten des Frachtfüh-
s, begleiten zu lassen, woselbst er sodann der ge-
ıen Controle sich unterwerfen mufs.

Auch in diesem Falle mufs das Amt die Verdachts-
ünde in das Protokoll niederlegen.

§. 89. Wenn ein Hallamt, zu welchem eine so
gleitete Fracht gelangt, dieselbe nicht ferner bis zum
ıstritte in dieser Weise begleiten lassen will, so
ıl die Gründe in das Protocoll niederzulegen.

§. 90. Gegen Frachtführer, die nach Verkündung
genwärtiger Zoll-Ordnung wegen Verkürzung des

§. 91. Zoll-Befreiungen haben in der Statt. Nur folgende Ausnahmen werden

1. Alles, was für die Souveraine de Staaten und die Mitglieder ihrer Regenten die Zoll-Linie des Vereins ein- oder wird, soll zwar der tarifmäfsigen Verzol liegen, jedoch die Rückvergütung der Zölle, in so weit diese nach den Anord einzelnen Regierung Statt findet, aus der Staats-Casse geschehen, oder der Regier geschrieben werden.

2. Alle Gegenstände, welche auswä rains durch das Vereins-Gebiet, oder au für ihre Person und zu ihrem Gebrauc sind zollfrei. Es werden zu diesem En hergegangenes Ansuchen die geeigneten F gestellt, oder die erforderlichen Weisu Zoll-Behörden ertheilt werden.

3. In Ansehung der Standesherrn die besondern Gesetze jedes einzelnen den im Art. 23. des Grund-Vertrags ent stimmungen zur Anwendung.

4. Alle Militär-Fuhrwerke und Bag der vereinten Regierungen sind zollfrei, alsdann, wenn sie von Militär-Personen b

litirten Bothschafter, Gesandten und Geschäftsträger 1828
soll es genau ebenso gehalten werden, wie es damit
n den Staaten, denen sie angehören, gegen die Bot-
schafter, Gesandten und Geschäftsträger der verein-
en Staaten gehalten wird.

§. 93. Frei von der Abgabe des Weggelds (§. 20)
st der Anspann, der nach §. 91 Nr. 1 und 2 und
ler nach §. 92 zollfreien Personen, wie auch der Ge-
sandten am deutschen Bundestage.

§. 94. Die Begünstigungen der an inländische Fabrikanten und Manufakturisten eingehenden rohen Stoffe und Halbfabrikate, welche in dem veredelten Produkte zur Wiederausfuhr kommen, so wie der aus dem Inlande zu gleichen Zwecken in das Ausland gehenden, und von da zurückkommenden Fabrikate, nicht minder jener rohen Stoffe und Halbfabrikate, die zur Zeit noch nicht im Inlande in erforderlicher Quantität und Qualität erzeugt werden, zur Concurrenz mit den ausländischen Fabrikaten und Manufakturisten, sollen in jedem der vereinten Staaten von besonderen Bewilligungen der Regierungen abhängen. Diese Begünstigungen sollen immer nur auf bestimmte Zeit Statt finden, und im Falle des Mifsbrauchs oder einer vom Begünstigten verübten Zolldefraudation, ohne weiteres eingezogen werden.

Der Entgang, welcher für die Vereinskasse sich durch solche Begünstigungen ergibt, wird nach den Bestimmungen des Art. XXIV. des Grund-Vertrags behandelt.

§. 95. In Hinsicht der Begünstigungen für den Königlich Bairischen Rheinkreis bleibt es vor der Hand bei den in den betreffenden Staaten des Vereins bereits bestehenden Anordnungen.

VIII. Von Verletzung der Zollordnung und deren Bestrafung.

§. 96. Die nachstehenden Verletzungen der Zoll-Ordnung werden mit folgenden Geldstrafen belegt:

1. Wer blofse Formalitäten der Zoll-Ordnung verletzt, oder vernachlässiget, jedoch dadurch das Zollgefäll — worunter hier und in den nachfolgenden Bestimmungen alle in gegenwärtiger Zoll-Ordnung vorgeschriebenen Abgagen verstanden werden, —

1828 weder gar nicht, oder unter dem Betrage von 5 Fl. verkürzt, unterliegt einer Geldstrafe von 1—25 Fl.

2. Bei einer Verkürzung des Zollgefälls von 5 Fl. und darüber, wird im ersten Falle der zehnfache Betrag der gefährdeten Gebühr als Strafe bestimmt, im zweiten Falle der fünfzehnfache Betrag der gefährdeten Gebühr und die Confiscation, im dritten Falle der zwanzigfache Betrag der gefährdeten Gebühr und die Confiscation.

Wer eine Verkürzung des Zollgefälls sich noch öfter zu Schulden kommen läfst, soll nicht nur der Strafe des dritten Falls, sondern auch der Einziehung oder Niederlegung des Gewerbes, wobei er defraudirt hat, unterliegen.

3. Wer die zollbaren Gegenstände im Gewichte, Maafse oder Werthe (so weit dieser als Belegungs-Maafsstab angenommen ist) in der Art zu gering deklarirt, dafs die Differenz den zehnten Theil des deklarirten Ganzen übersteigt, hiebei aber einzelne Colli oder Stücke nicht verschwiegen hat, wird um den vierfachen Betrag der verkürzten Gebühr bestraft. — Im zweiten Falle tritt die Strafe des achtfachen, und im dritten und allen folgenden Fällen die Strafe des zwölffachen Betrages der verkürzten Gebühr und Confiscation ein.

4. Wer einen Passir- oder Controlschein für Waaren, welche von einem inländischen Orte verführt werden, nicht vorschriftmäfsig ablegt, hat den vierfachen Betrag des Ausgangszolles als Strafe zu erlegen. Sind die verführten Waaren frei vom Ausgangszolle, so findet im obigen Falle eine Geldstrafe von 1—25 Fl. Statt.

5. Wer gegen das Verbot des §. 8 ausländisches Salz oder Stoffe, woraus Salz gezogen werden kann, einbringt, niederlegt, auf irgend eine Weise an sich bringt, verkauft, oder ohne besondere Erlaubnifs durchführt, unterliegt einer Strafe von 5 Fl. vom Centner, im Wiederholungsfalle von 10 Fl. vom Centner.

6. Den bei vorstehender Ziffer 5. festgesetzten Strafen unterliegt auch derjenige, der gegen das in Gemäfsheit des §. 6. bestehende Verbot, Salz oder Stoffe, woraus Salz gezogen werden kann, in ein Vereinsland ausführt, oder ausländische Artikel ein- oder durch-

führt, deren Einfuhr oder Durchfuhr in Gemäfsheit 1828
der §§. 9 und 10. verboten ist.

In Württemberg kommen gegen die Einschwärzung des Salzes die daselbst geltenden Gesetzstrafen in Anwendung (vergl. Gesetz vom 7. Mai 1811, Reg. Blatt S. 217).

7. Wer Zollpässe und Zollgegenscheine über durchgehende oder nicht vollständig verzollte Gegenstände im verpackten Zustande nicht vorschriftmäfsig ablegt, oder diese Bescheinigung ohne Beibringung der Waaren ablegen will, unterliegt der Strafe des fünffachen Betrags des höchsten Eingangs-Zolles. Wären aber die Waaren unverpackt, oder nach ihrem Inhalte nach vorausgegangener zollamtlicher Behandlung bekannt, so wird der fünffache Betrag des tarifmäfsigen Eingangs-Zolles als Strafe erhoben.

§. 97. Als Verbrechen oder Vergehen können im Königreiche Bayern die im gegenwärtigen Gesetze vorgesehenen Straffälle nur dann behandelt werden, wenn mit denselben solche Handlungen oder Unterlassungen verbunden sind, für welche die allgemeinen Strafgesetze eine Vergehens- oder Verbrechensstrafe bestimmt.

Als Verbrechen, die mit einer Strafe von zwei bis acht Jahren Arbeitshausstrafe belegt werden, sind noch anzusehen, wenn Schwärzungen in Rotten (Banden) oder mit gewaffneter Hand geschehen, oder wenn die Zoll-Verkürzung in Verbindung mit einer Assekuranz-Gesellschaft unternommen wird.

Wenn im Königreiche Württemberg und den Hohenzollern'schen Fürstenthümern mit den in der gegenwärtigen Vereins-Zoll-Ordnung vorgesehenen Straffällen solche Handlungen oder Unterlassungen verbunden sind, durch welche nach den allgemeinen Strafgesetzen eine besondere Strafe verwirkt wird, so bleibt die besondere Bestrafung derselben nach den Gesetzen des Landes vorbehalten.

Dahin gehören insbesondere auch: Schwärzungen, die in Rotten (Banden) oder mit gewaffneter Hand geschehen, oder wenn die Zoll-Verkürzung in Verbindung mit einer Assekuranz-Gesellschaft unternommen wird.

§. 98. Bei den in Ziffer 2—6 des §. 96. angegebenen Verletzungen der Zoll-Ordnung findet neben

1828 den gesetzlichen Strafen und deren Folgen auch die Confiskation in folgenden besonderen Fällen Statt:

1. wenn Gegenstände ein- aus- oder durchgeführt werden, deren Eingang, Durchgang oder Ausgang verboten ist;

2. wenn die Zollstätte, sei es im Ein- Aus- oder Durchgange ohne Anmeldung zur amtlichen Behandlung übergangen, oder wenn eine zollbare Waare auf verbotenen Wegen ein- oder ausgebracht, oder wenn die noch nicht verzollte Waare heimlich abgestoßen, ausgewechselt oder vermindert wird;

3. wenn die zollbaren Gegenstände verschwiegen, oder die Waaren falsch, und in einer Qualität, die einem geringeren Zollsatze unterliegt, declarirt werden;

4. wenn die an eingehende oder durchgehende Güter amtlich angelegte Versicherung verletzt wird, — und über den Zufall sich nicht genügend ausgewiesen werden kann;

5. wenn bewilligte Begünstigungen mifsbraucht, oder Begünstigungsscheine nicht vorschriftmäfsig abgelegt werden.

§. 99. Die Confiskation erstreckt sich:

a. auf diejenigen Frachtwaaren, in Hinsicht deren der Zoll verkürzt werden sollte, auf Schiff und Geschirr (Wagen und Pferde), wenn der Zollpflichtige und der Frachtführer zugleich schuldig befunden wurden, oder wenn der Fuhrmann zugleich Eigenthümer der Fracht, oder der Zollpflichtige Eigenthümer des Schiffes, des Wagens, der Pferde und der Geschirre ist;

b. auf jene Frachtwaaren allein, wenn der Zollpflichtige der Bestrafte ist;

c. blos auf das Schiff, den Wagen, die Pferde und das Geschirr, wenn der Frachtführer der Bestrafte ist. — Als Eigenthümer der Fracht wird der Fuhrmann immer angesehen, wenn er mit keinem Frachtbriefe versehen ist.

Sind die Gegenstände nicht mehr vorhanden, so mufs in Ermanglung anderer Beweismittel der durch eidliche Schätzung ausgemittelte Werth bezahlt, oder wenn die Werthschätzung unmöglich ist, statt der Confiskation auf 50 bis 2000 Fl. nach Erwägung aller Umstände erkannt werden.

§. 100. Die genannten Gegenstände werden auf eine glaubwürdige Anzeige sogleich in Beschlag ge-

nen, und wenn die Anschuldigung von der Art 1825
lafs darauf eine Untersuchung vorgekehrt werden
, bei der competenten Untersuchungs-Behörde
auf Anordnung derselben so lange verwahrt, bis
Erkenntnifs in Rechtskraft übergegangen ist, in
rne der Angeschuldigte nicht durch baare Erlage
ganzen Werthes oder durch Bürgen Sicherheit
t. Vieh und dem Verderben ausgesetzte Gegen-
e werden, wenn die Sicherheit binnen acht Ta-
nicht aufrecht gemacht wird, nach eingetretener
rsuchung von Gerichtswegen öffentlich versteiert
und der Erlös wird nach gerichtlicher Anwei-
deponirt.

101. Bei einer zufälligen Verletzung der Schnüre
Siegel kann sich der Frachtführer nur dadurch
der Strafe befreien, wenn er in Bayern bei dem
sten Gerichte oder Zollamte, in Württemberg bei
nächsten Oberamte oder Zollamte auf seinem
ezeichneten Wege den Zufall anzeigt, und glaub-
ig nachweiset.

102. Der Beweis der Erfüllung derjenigen Ver-
ichkeiten, worüber nach der gegenwärtigen Zoll-
ung amtliche Urkunden ausgestellt, und den Zoll-
ntigen zur Aufbewahrung übergeben werden müs-
kann nur mit diesen Urkunden geführt werden.
Ver eine solche Urkunde durch Unglück oder
ll verliert, kann von dem Zollamte, welches sie
estellt hat; jederzeit ein Attest verlangen, worin
die Erfüllung seiner zollgesetzlichen Verbindlich-
n auf den Grund der Zollbücher bezeugt, und
hes jederzeit als Beweis der erfüllten Obliegenheit
sehen wird.
Für dieses Attest ist die einfache Taxe oder Spor-
bühr zu entrichten (wo eine solche besteht). Der-
e, dem die Ausstellung einer in der gegenwärti-
Zoll-Ordnung vorgeschriebenen amtlichen Ur-
le verweigert wird, kann innerhalb drei Monaten
t, oder durch einen Dritten, bei der betreffenden
:zoll-Administration darüber Beschwerde führen. —
erläfst er diefs, so mufs er, wenn er in Unter-
ung kommt, und sich mit den amtlichen Urkun-
nicht ausweisen kann, rechtsförmig darthun, dafs
, ungeachtet er seine zollgesetzliche Verbindlich-

§. 103. Das Familienhaupt haftet rü
Geldbuſse und des Ersatzes für die G
Uebertretungen, welche für dasselbe i
schäfte durch die unter seiner väterl
stehenden Familienglieder begangen werd
Dienstherr für die Gefährden und U
seiner Diener, rücksichtlich der Geldb
Ersatzes, aufser, wenn sie erweislich oh
sen und Willen verübt worden sind.

§. 104. Vermögenslose Defraudanten
den Bestimmungen der allgemeinen S
Verhältnisse der Geldstrafe mit einer
belegt.

§. 105. Für alle Geldstrafen haften
hinlängliche baare Sicherheit geleistet wi
Geschirr (Wagen, Pferde u. s. w.), wel
führer, — so wie die Waare — wenn
tige — beides aber, wenn der Frachtfü
Zollpflichtige zugleich schuldig sind, un
inner vierzehn Tagen die erkannte Stra
erfolgt der öffentliche Verkauf der gena
stände. Der Mehrerlös wird an den Ei
rückbezahlt.

§. 106. Von verlassenen Handelsgüte
nicht das Gegentheil offenbar ist, angen

Ausgenommen hievon ist das verlassene ausländi- 1828
: Salz und andere Gegenstände, deren Einfuhr und
chfuhr verboten ist. — Die Confiskation derse-
ist ohne weiteres sogleich zu erkennen.

§. 107. Die Untersuchung wegen Unterlassung der
schriftmäfsigen und rechtzeitigen Ablegung zoll-
licher Papiere mufs inner Jahresfrist, vom Tage
Ausstellung dieser Papiere gerechnet, begonnen
den; aufserdem tritt die Verjährung ein. Diese
l durch eine inner des Zeitraums eines Jahres be-
gene neue Uebertretung unterbrochen; die erst
i erfolgter Revisions-Erinnerung geschehene Ab-
ng wird als nicht geschehen angesehen.

§. 108. Den Schadens-Ersatz oder die Zollgebühr
der Verurtheilte neben der Strafe besonders zu
en, ebenso die Kosten der Untersuchungs-Ver-
dlungen besonders zu vergüten.

§. 109. In allen Untersuchungsfällen, in welchen
:h das vorliegende Gesetz nicht etwas Eigenthüm-
:s verordnet wird, sollen die allgemeinen gesetz-
:n Bestimmungen der betreffenden Staaten An-
dung finden.

110. Die Judicatur über Verletzung der Zoll-
nung steht:

a. im Königreich Bayern in erster Instanz den un-
elbaren K. Gerichten, in deren Gerichtsprengel
Verletzung entdeckt wird, zu.

n den standesherrlichen Gebieten soll es jedoch
Hinsicht der Judicatur wie bisher gehalten werden.
Die Eintheilung der nicht standesherrlichen Herr-
fts- und Patrimonial-Gerichts-Bezirke in die
allsigen Sprengel der kompetenten Gerichte wird
:h besondere allerhöchste Verordnung der König-
bayerischen Staats-Regierung festgesetzt werden.

b. Im Königreich Württemberg — den König-
:n Oberämtern und der Ober-Zoll-Administra-
, mit einem bestimmten Strafmaafse, in höheren
:n den Gerichten.

c. In dem Fürstlich Hohenzollern'schen Gebiete —
in dem Zoll- und Handels-Vertrage zwischen
Krone Württemberg und den Fürstlich Hohen-
rn'schen Häusern vom 19. Mai 1824 zur Judica-
über Verletzungen der Zoll-Ordnung für zustän-
erklärten fürstlichen Landes-Behörden.

[illegible] vorzulegen.

§. 113. In allen Fällen, in welche[illegible] [illegible]lichen Bestimmungen eine Berufu[illegible] kann in Bayern dieses Rechtsmittel b[illegible] lichen Appellations-Gerichte des einsc[illegible] in Anwendung gebracht werden.

Die Berufung an das Königliche [illegible] tions-Gericht kann daselbst in Fällen, [illegible] Summe 400 Fl. und darüber beträgt, [illegible] lust der Gewerbs-Concession ausgespr[illegible] dann Statt finden, wenn die Erkenntn[illegible] und zweiten Instanz gleichlautend ausg[illegible]

In Württemberg findet nach den [illegible] henden Gesetzen Eine Berufung Statt: [illegible] niglichen Oberämtern an die Königlic[illegible] Administration; von der Königliche[illegible] Administration an den Königlichen [illegible] von einem Gerichte an das vorgesetzte [illegible]

In den Hohenzollern'schen Fürste[illegible] die Berufung an die einschlägigen hö[illegible] behörden.

§. 114. Von allen Geldstrafen und [illegible] des eingezogenen Guts fällt die Hälfte [illegible] ger, und die andere Hälfte dem [illegible] Fonds der Zoll-Verwaltung zu.

verleiten suchen, oder die abzulegenden 1828
ne Vorweisung der Waaren annehmen,
den allgemeinen Strafgesetzen bestraft

l-Behörde ist ein Buch anzulegen,
der Zollpflichtige seine Bemerkungen
gewordene Behandlung bei dieser Be-
er Namens-Unterschrift niederlegen kann.

IX. Schluſs-Bestimmung.

§. 116. Die gegenwärtige Zoll-Ordnung tritt mit
m 1. October laufenden Jahrs in Wirkung, jedoch
llen die vor diesem Tage begangenen Defraudatio-
n noch nach den bisherigen gesetzlichen Bestim-
ungen untersucht und abgeurtheilt werden.

Stuttgart den 26. September 1828.

Zur Beglaubigung:

er Kanzlei-Direktor des K. Finanz-Ministerium:

SCHMIDLIN.

(Est joint à ce réglement le tarif des droits d'entrée et de
rtie).

141.

raité concernant le commerce entre Saxe royale, la Saxe grand-ducale et, les duchés d'Altenbourg, e Cobourg-Gotha, et de Saxe-Meiingen et les principautés de Reuss de Schwarzbourg-Rudolstadt; signé le 29 *Septembre* 1828.

esetzsammlung für das Königreich Sachsen 1828. Nr. 2. pag. 17).

e. Majestät, der König von Sachsen, Se. Königl. oheit, der Grofsherzog von Sachsen-Weimar-Ei-

1828 senach, Ihro Durchlauchten, die Herzoge von Sachsen-Meiningen, Sachsen-Coburg-Gotha und Sachsen-Altenburg, Se. Durchlaucht, der Fürst von Schwarzburg-Rudolstadt, und Ihro Durchlauchten, die Fürsten Reufs zu Schleitz, zu Lobenstein und Ebersdorf und zu Greitz, wollen, in Folge des zwischen Allerhöchst- und Höchstihren und mehren andern Deutschen Staaten, zu Bildung eines allgemeinen Handelsvereins, unterm 24sten dieses Monats geschlossenen Vertrags und im Betracht, dafs Separatverträge zwischen Nachbarstaaten die Zwecke dieses Vereins wesentlich fördern, einen besondern Vertrag über verschiedene, dem nachbarlichen Handel und Verkehr wechselseitig zu gewährende Erleichterungen abschliefsen, und haben in dieser Absicht Bevollmächtigte ernannt, nämlich: Se. Majestät der König von Sachsen, Höchstihren wirklichen geheimen Rath, Herrn Georg von Carlowitz, auf Oberschöna, Domherrn des Hochstifts Merseburg, Comthur des Königl. Sächs. Civil-Verdienst-, Grofskreuz des Kaiserl. Oesterreichischen Leopold-, Ritter des Kaiserl. Russischen St. Annen- und des Königl. Preufsischen Johanniter-Ordens;

Se. Königl. Hoheit, der Grofsherzog von Sachsen-Weimar-Eisenach, Höchstihren wirklichen geheimen Rath, Dr. Christian Wilhelm Schweitzer, Grofskreuz des Grofsherzogl. Sächs. Hausordens vom weissen Falken, Comthur des Königl. Sächs. Civil-Verdienst- und Ritter des Kaiserl. Russischen St. Wladimir-Ordens 4ter Klasse, und

Höchstihren wirklichen geheimen Legationsrath und geheimen Referendar, Carl Friedrich Anton von Conta, Ritter des Grofsherzogl. Sächs. Hausordens vom weissen Falken;

Se. Herzogl. Durchlaucht von Sachsen-Meiningen, Höchstihren wirklichen geheimen Rath, Dietrich Freiherrn von Stein;

Se. Herzogl. Durchlaucht von Sachsen-Coburg-Gotha, Höchstihren wirklichen geheimen Rath und Kammerpräsidenten, Christoph Anton Ferdinand von Carlowitz, Comthur des Königl. Sächs. Civil-Verdienst-Ordens, und

Höchstihren Kammerrath, Wilhelm Ernst Braun;

Se. Herzogl. Durchlaucht von Sachsen-Altenburg, 1828
Höchstihren wirklichen geheimen Rath und Minister, auch Kammerpräsidenten, Carl Johann Heinrich Edlen von Braun, Comthur des Königl. Sächs. Civil-Verdienst- und des Grofsherzogl. Sächs. weissen Falken-Ordens, Ritter des Königl. Würtemberg. Civil-Verdienst-Ordens;

Se. Hochfürstl. Durchlaucht von Schwarzburg-Rudolstadt, Höchstihren Kammerpräsidenten, Christian Wilhelm Schwarz, Ritter des Königl. Preufs. rothen Adler-Ordens, und

Ihre Hochfürstl. Durchlauchten von Reufs-Schleitz, Reufs-Lobenstein und Ebersdorf, und Reufs-Greitz, Höchstihren Kanzler, Regierungs- und Consistorial-Präsidenten, Gustav Adolph von Strauch, Ritter des Königl. Sächs. Civil-Verdienst-Ordens, welche, mit Bezug auf ihre in den Conferenzen für den allgemeinen Handelsverein bereits ausgewechselten Vollmachten, und unter dem Vorbehalte Allerhöchster und Höchster Ratificationen, folgende Bestimmungen unter einander festgesetzt haben:

Art I. Die genannten Allerdurchlauchtigsten und Durchlauchtigsten Fürsten schliefsen, in der Voraussetzung, dafs der über die Bildung eines allgemeinen Handelsvereins unterm 24sten dieses Monats geschlossene Vertrag allseitig ratificirt werde, den gegenwärtigen besondern Vertrag unter einander ab, bei welchem der Lauf ihrer Landesgrenzen und die hierdurch bedingten Verhältnisse, die Lage ihrer Staaten und die Richtung des Verkehrs ihrer Unterthanen besonders berücksichtiget worden ist.

Art. II. Dieselben machen sich wechselseitig verbindlich, den Grundsatz festzuhalten, dafs die Unterthanen ihrer sämmtlichen Lande in merkantiler Beziehung den Inländern, so wie die Produkte und Fabrikate dieser Lande, rücksichtlich der Ein- und Ausfuhr, ingleichen des Ein- und Verkaufs, den inländischen gleich behandelt und nur den auch die letztern treffenden Abgaben unterworfen werden sollen.

Art. III. Zufolge dieses Grundsatzes darf vom 1sten Januar 1329 an, und so lange gegenwärtiger Vertrag bestehet, in keinem der gedachten Staaten eine Abgabe vom Handel und Verkehr angeordnet

1828 oder ferner erhoben werden, welche die Unterthanen, oder die Erzeugnisse der andern theilnehmenden Staaten, oder eines derselben trifft, ohne zugleich auch den Inländer und die inländischen Erzeugnisse derselben Art in gleicher Maſse zu treffen, und es soll zwischen ihnen eine Eingangs-, Ausgangs- oder Durchgangs-Abgabe auf ihre gegenseitigen Erzeugnisse nicht Statt finden. Dem gemäſs verspricht namentlich

ART. IV. A. das Königreich Sachsen,

1. daſs die Produkte und Fabrikate der übrigen contrahirenden Staaten von der Grenz-, Eingangs- und Durchgangs-Accise befreiet sein sollen,

2. daſs von diesen Produkten und Fabrikaten die Generalaccise (Landes-Consumtions-Abgabe) nur nach den für inländische Waaren bestehenden Sätzen erhoben werden soll,

3. daſs die Händler aus obigen Staaten, welche Märkte im Königreiche Sachsen besuchen, wegen Veraccisirung ihrer Marktwaaren, wie inländische Landkrämer, nach §. 33 der General-Accis-Ordnung vom 12ten Juni 1824 behandelt,

4. daſs die Ausgangsabgaben von Wolle und Flachs, als die einzigen im Königreiche bestehenden Abgaben dieser Art, bei der Ausfuhr dieser Artikel in die jenseitigen Lande nicht weiter erhoben werden sollen, und

5. daſs das Porzellan aus diesen Landen, bei der Einfuhr in das Königreich, nur nach den Tarifsätzen für inländisches Steingut veracciset werden soll.

ART. V. B. Sachsen-Weimar-Eisenach, daſs

1. der Transitozoll im Neustädtischen Kreise,

2. der Salzlicent in Groſsheeringen und Wetzdorf, auf der Straſse von Neusalza in das Altenburgische, vorbehältlich der einzuhaltenden Salzstraſse und der Regiemaſsregeln, so weit solche mit Rücksicht auf noch bestehende Verträge rechtlich zulässig sind;

3. der Impost (Landes-Consumtions-Abgabe), so weit solche vom ausländischen Gute nach höhern Sätzen erhoben wird, als vom inländischen gleicher Art, und

4. die im Groſsherzogthume durch das Gesetz vom 22sten September 1826 eingeführte Abgabe von fremden Handels- und Gewerbs-Leuten, von Untertha-

nen und Erzeugnissen der übrigen contrahirenden 1828
Staaten nicht weiter erhoben werden sollen.

Art. VI. C. Sachsen-Meiningen gewährt, hinsichtlich seiner vormals Altenburgschen Landestheile (der nunmehrigen Grafschaft Camburg), die im Artikel VIII. angegebenen Sachsen-Altenburgischen Zugestehungen, insoweit sie Anwendung finden und unter denselben Beschränkungen.

Art. VII. D. Sachsen-Coburg-Gotha verspricht namentlich die Abgabe von fremden Handelsreisenden, wenn sie Angehörige der übrigen contrahirenden Staaten sind, nicht weiter zu erheben.

Art. VIII. E. Sachsen-Altenburg sichert den Unterthanen der gedachten Staaten bei der Ein-, Aus- und Durchfuhre der Produkte und Fabrikate eines dieser Staaten, rücksichtlich der Gleitsentrichtung in Ansehung derjenigen Begünstigungen, denen nach der Altenburgschen Gleitsordnung vom Jahre 1818, und nach dem Nachtrage vom Jahre 1826, so wie nach der Observanz, inländische Producenten und Handwerker bei dem Vertriebe ihrer Produkte und Fabrikate über die Grenze ihres Amts- oder Gleits-Bezirks im Allgemeinen genieſsen, in Fällen gleicher Art völlige Gleichstellung mit den Inländern zu, und hebt den Unterschied im Gleitssatze, welcher, nach einigen Bestimmungen der genannten Gesetze, zwischen inländischer und ausländischer Waare, ausdrücklich festgesetzt oder herkömmlich ist, dergestalt auf, daſs von den Produkten und Fabrikaten aus den contrahirenden Staaten der nämliche geringere Gleitssatz, der auch die gleiche inländische Waare bei Ueberfahrung der Amtsgrenzen, trifft, erhoben werden soll.

Art. IX. F. Schwarzburg-Rudolstadt hebt, den contrahirenden Staaten gegenüber, die bestehende Abgabe von den Handelsreisenden auf.

Art. X. G. Reuſs-Schleitz wird die Unterthanen der gedachten Staaten, namentlich auch rücksichtlich des Gleits von dem erkauften Rindvieh, den Inländern gleich stellen, so daſs sowohl Käufer, als Verkäufer von je — 20 Groschen Kaufwerth, statt der bei Ausländern bisher üblich gewesenen 4 Pfennige, nur 2 Pfennige zu entrichten haben sollen; auch

namhaft gemachten Folgen der in d
und III. festgesetzten Principien sind b
zu betrachten, welche die nicht nam
ten, aber nothwendigen sonstigen Fo
haupt die weitere consequente Durchführ
sätze dieses Vertrags keinesweges auss

Art. XIII. Hinsichtlich aller de
Corporationen, oder Privaten zuständ
gen an Wege-, Brücken- und Pflast
lagen zur Tilgung der Communschuld
chen schon jetzt bestehenden örtlichen
hält es überall sein Bewenden. Die v
rungen sagen sich jedoch zu, dahin w
len, dafs die hier und da etwa noch b
einträchtigungen des nachbarlichen Mark
Abgaben an Innungen, welche den A
treffen, als den Inländer, dem Haupt
Vertrags gemäfs, möglichst abgestellt

Art. XIV. Ausgenommen von d
gen der Artikel II und III. sind ferne

a. die Abgaben von Branntwein, Bi
und Essig;

b. das Gleite, insofern es vom Inl
der inländischen Waare in gleicher
wird, auch versteht es sich von selbst

c. die Wasserzölle, insofern sie vom Inländer 1828
und von der inländischen Waare in gleicher Maafse
erhoben werden;

d. die im Artikel XIII des Hauptvertrags vom
14sten dieses Monats vorbehaltenen Beschränkungen;

e. die Bestimmung der Königl. Sächsischen Gene-
al-Accis-Ordnung, wonach Ausländer, welche im
nlande einkaufen, oder erlaubter Weise verkaufen,
ie vom Handel auf dem platten Lande und laut Ta-
ifs bei einigen Artikeln auch in den Städten erhoben
erdende, den inländischen Händler in gleicher Maafse
reffende Handelsaccise ohne Unterschied zu entrich-
en haben, die Waare mag zum eigenen Bedarf, oder
um Handel bestimmt seyn, im Lande bleiben, oder
us selbigem geschafft werden;

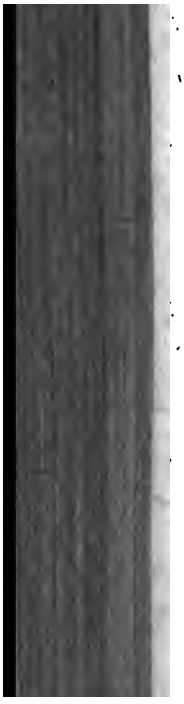
f. die Beschränkung des Handels auf den Dörfern,
amentlich das im Königreiche Sachsen bestehende
erbot der Niederlage von Waaren auf dem Lande.

Art. XV. Die Produkte und Fabrikate, welche
us einem der contrahirenden Staaten in den andern
ur Consumtion, oder zum Verkauf eingeführt wer-
en, müssen, wenn auf die vertragsmäfsige Befreiung
nspruch gemacht werden will, durch bei der Waare
efindliche Ursprungscertificate beglaubigt seyn. Diese
ertificate sind von dem Producenten, Fabrikanten,
der Fabrikverleger auf Ehre und Gewissen auszu-
tellen und entweder von den Zollämtern, wo deren
estehen, oder von den Ortsobrigkeiten, auf ihre
flicht, stempel- und kostenfrei zu attestiren.

Acciszettel, in welchen der inländische Ursprung
er Waare bemerkt ist, vertreten die Stelle der Cer-
ficate.

Alle Gegenstände, welche aus einem Vereinslande
nmittelbar in das andere eingebracht werden und der
attung nach zu den Erzeugnissen des Landes, wo-
er sie kommen, gehören, bedürfen der Certificate
icht, wenn sie nur in solchen Quantitäten einge-
racht werden, dafs die zu entrichtende Grenzaccise
on allen zusammen nicht über — 2 Gr. — betragen
ürde.

Art. XVI. Jedes Ursprungscertificat ist, sofern
s nicht von Neuem legalisirt worden, nach drei Mo-



hörden der früher besuchten Mar
sind.

Art. XVII. Diejenigen Fabrikate
Sachsen, welche durch einen darauf an
pel, oder sonst auf eine, nach dem
Regiebeamten, gnügende Weise, als
brikate nachgewiesen sind, und aus
den Staaten wieder nach dem Köni
zurückgebracht werden, sollen fortwä
disch behandelt und daher nicht nu
gelassen, sondern auch bei dem Verka
inländischen General-Consumtions-A
legt werden.

Art. XVIII. Die Regierungen v
gegenseitig, wenn ihre Unterthanen
brauchs, oder gar einer Verfälschung
schuldig machen, diese Vergehen, so
rer Wissenschaft gelangen, auch ohn
quisition, zu untersuchen und nach de
Landes zu bestrafen.

Art. XIX. Die Dauer dieses
trags wird vorerst, gleich dem über
Handelsverein am 24sten dieses Mo
nen Vertrage, bis zum 31sten Dece

Urkundlich ist dieser Vertrag von sämmtlichen Bevollmächtigten unterzeichnet und besiegelt worden. 1828

So geschehen Cassel, am Neun und Zwanzigsten September Eintausend Achthundert Acht und Zwanzig.

HANS GEORG VON CARLOWITZ.	CARL FRIEDRICH ANTON VON CONTA, für mich und für den Herrn wirklichen geheimen Rath, D. SCHWEITZER.
DIETRICH *Freiherr* VON STEIN.	WILHELM ERNST BRAUN, für mich und den Herrn wirklichen geheimen Rath *Freiherrn* v. CARLOWITZ.
CARL JOHANN HEINRICH ERNST EDLER v. BRAUN.	CHR. WILH. SCHWARTZ.
GUSTAV ADOLPH VON STRAUCH.	

Verzeichniſs der Modificationen des Altenburgischen Gleites, nach Art. VIII. des besondern Vertrags.

I. Gleichwie nach der Gleitsordnung vom Jahre 1818, S. 8 sub 17,

„inländische Handwerker, die ihre Waaren mit eigenen, oder gedungenen Pferden, auf auswärtige Messen und Jahrmärkte fahren lassen, von den aufgeladenen Waaren nur das halbe Gleite zu entrichten haben,"

so sollen künftig auch Handwerker aus den Königl. Sächsischen Staaten, aus dem Groſsherzogthume Weimar-Eisenach, aus den Herzoglich Sachsen-Coburg-Gothaischen und Sachsen-Meiningischen, ingleichen aus den Fürstlich Schwarzburg-Rudolstädtischen und Fürstlich Reuſsischen Landen, wenn dieselben auf der Fahrt nach einer aufserhalb des Herzogthums Altenburg Statt findenden Messe, oder einem Jahrmarkte der Art, eine Altenburgische Gleitsstelle berühren, für ihre Waaren nur mit der Hälfte des sonstigen Satzes an Waarengleite, oder, wofern sie auf ihren Geschirren Waaren aus den Vereinslanden haben, die

1828 als Centnergut zu vergleiten sind, nur mit der Hälfte des sonstigen Gleitssatzes für Pferde und Wagen belegt werden, nicht aber beim Besuche der Altenburgschen Jahrmärkte, bei denen auch der Inländer keine Erleichterung genießt.

II. Hirten und Schäfer, wenn sie, von einem Vereinslande in das andere, durch Altenburgisches Gebiet ziehen, sind, in analoger Anwendung der Bestimmung S. 7. s. 13. der Gleitsordnung, wegen ihres Hansraths gleitsfrei.

III. Bauern aus den genannten Staaten, die ihre eigenen Erzeugnisse verführen, sollen bei den Altenburgischen Gleitsstellen den inländischen Bauern, welche in diesem Falle nach S. 9. der Gleitsordnung s. 20, nur das halbe Gleite bei Ueberfahrung der Amtsgrenze entrichten, gleich gesetzt werden.

IV. Von Ochsen aus den benannten Landen wird beim Durch- und Ausgange, wie von inländischen, nach S. 21. der Gleitsordnung, der geringere Gleitssatz von — 1 Groschen 6 Pfennige, anstatt — 2 Groschen — entrichtet;

V. Desgleichen von einer Kuh- oder Ochsenhaut, insoweit überhaupt stückweise Vergleitung des Leders Statt hat, nach S. 22. ibid. nur 6 Pfennige, anstatt 9 Pfennige.

VI. Butter zahlt beim Eingange aus den genannten Staaten kein Gleite, da, nach S. 22, auch die einheimische, innerhalb Landes verführte Butter gleitsfrei ist, wogegen es bei der Vergleitung der durch- und ausgeführten Butter, wobei ein Unterschied zwischen in- und ausländischer nicht Statt findet, unverändert bewendet.

VII. Das S. 28. s. 16. der Gleitsordnung angeordnete besondere Gleite wegen fremder irdener Tabakspfeifen, von 3 Groschen vom einspännigen Karren, 8 Pfennige vom Schubkarren, 4 Pfennige von der Tracht, wird aufgehoben und auf selbige das allgemeine Gleite wie vom Centnergut, nach S. 19. der Gleitsordnung, angewendet.

VIII. Wollene Zeuge (Tücher, Casimire u. s. w.) aus den genannten Staaten werden, gleich den inländischen Fabrikaten dieser Art, nach S. 5. §. 14. des

Nachtrags vom Jahre 1826, als Centnergut mit 2 1828
Groschen 6 Pfennige vom Pferde und 1 Groschen vom Wagen vergleitet, und dagegen das besondere Gleite auf ausländische Zeugwaaren zu 2 Groschen 6 Pfennige vom Centner aufgehoben. Baumwollene Zeugwaaren aus den Vereinslanden sollen künftig, gleich den wollenen Zeugen, als Centnergut vergleitet werden.

IX. Das Gleite von den in das Amt Cahla zum Behuf der Langholzflöfse eingebrachten Langflofshölzern, zu 3 Groschen von jeder zweispännigen Fuhre, wird aufgehoben und von diesen Stammhölzern, wie von den aus inländischen Waldungen zur Langholzflöfse kommenden, nach §. 34. des gedachten Nachtrags, aufser dem Flofs-, Zoll- und Stempel-Gelde, eine weitere Gleitsabgabe nicht entrichtet.

X. Töpferwaaren aus den Vereinslanden, welche auf Märkte innerhalb der Vereinsgrenzen verführt werden, entrichten künftig, unter analoger Anwendung der Bestimmung S. 10. des Nachtrags, die geringern Gleitssätze, nämlich:

ein einspänniger Wagen . . . 2 Groschen,
ein zwei- und mehrspänniger Wagen 3 —

Die Töpfer in Kohren werden, bei Verführung ihrer Waare auf einen Markt in einem Vereinslande, hiernach ebenfalls behandelt, und entrichten aufserdem im Altenburgischen Amtsbezirke, wie bisher, von zwei- und mehrspännigen Wagen anstatt 5 Groschen, nur 4 Groschen und retour 2 Groschen, vom einspännigen Wagen dagegen künftig auch aufser den Märkten nur 2 Groschen.

Altenburg, den 27sten November 1828.

Herzoglich Sächsisches Geheimes Ministerium.

VON TRÜTZSCHLER. E. VON BRAUN.

142.

1828 ***Traité de commerce et de navigation entre la Prusse et les villes libres et anséatiques de Lubec, de Bremen et de Hambourg, signé à Berlin le 4 Octr. 1828 et dont les ratifications ont été echangées à Berlin le 18 Novembre de la même année.***

(*Lappenberg Sammlung der Verordnungen der freien Hansestadt Hamburg* Bd. 10. pag. 135. *Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1828. Nr. 19. pag. 135).

Seine Majestät der König von Preufsen einer Seits, und der Senat der freien und Hansestadt Lübeck, der Senat der freien und Hansestadt Bremen und der Senat der freien und Hansestadt Hamburg anderer Seits haben, von der Ueberzeugung ausgehend, dafs eine gegenseitige völlige Gleichstellung Ihrer respectiven Unterthanen und Bürger in den gegenwärtig und künftig bestehenden Handels- und Schifffahrts-Abgaben wesentlich zur Beförderung der gegenseitigen Handels-Verbindungen beitragen würde, zum Abschlusse eines diesem wünschenswerthen Zwecke entsprechenden Vertrages zu Ihren Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der König von Preufsen, Allerhöchstihren Geheimen Legations-Rath Ernst Michaelis und

der Senat der freien und Hansestadt Lübeck, der Senat der freien und Hansestadt Bremen und der Senat der freien und Hansestadt Hamburg, der Kammerherrn, Minister-Residenten und Geschäftsträger der freien und Hansestadt Hamburg zu Berlin, Ludwig August von Rebeur,

welche über folgende Artikel übereingekommen sind:

ART. I. Die Preufsischen, mit Ballast oder mit 1828
adung in den Häven der freien und Hansestädte
übeck, Bremen und Hamburg ankommenden, im-
leichen die Lübecker, Bremer und Hamburger, mit
allast oder Ladung in den Häfen des Preufsischen
taats ankommenden Schiffe sollen, bei ihrem Ein-
ufen wie bei ihrer Abfahrt, hinsichtlich der jetzt
der künftig bestehenden Hafen-, Tonnen-, Loot-
n-, Leuchtthurm- und Berge-Gelder, wie auch
insichtlich aller anderen, jetzt oder künftig der Staats-
asse, den Städten oder Privat-Anstalten zufliefsen-
en Abgaben und Lasten irgend einer Art oder Be-
ennung, auf demselben Fufse, wie die National-
chiffe behandelt werden.

ART. II. Alle Waaren, Güter und Handelsgegen-
ände, sie seien inländischen oder ausländischen Ur-
prungs, welche jetzt oder in Zukunft auf National-
chiffen in die Königlich-Preufsischen Häven oder in
iejenigen der freien und Hansestädte Lübeck, Bre-
en und Hamburg ein- oder aus selbigen ausgeführt
erden dürfen, sollen in ganz gleicher Weise auch
f den Schiffen des anderen Theils ein- und ausge-
art werden können, ohne mit höheren oder ande-
n Abgaben irgend einer Art belastet zu werden als
bei ihrer Ein- oder Ausfuhr auf National-Schif-
e zu entrichten haben würden. Auch sollen bei
r Ein- oder Ausfuhr solcher Waaren, Güter und
ndelsgegenstände auf Schiffen des anderen Theiles
nämlichen Prämien, Rückzölle, Vortheile und ir-
nd sonstige Begünstigungen gewährt werden, wel-
e zu Gunsten der Ein- und Ausfuhr auf National-
iffen etwa bestehen, oder künftig zugestanden wer-
n möchten.

ART. III. So wie nach vorstehendem Artikel in
cksicht auf die Nationalität der beiderseitigen Schiffe,
e Gleichstellung in den von deren Ladungen zu
ebenden Abgaben Statt finden soll, eben so soll
h jeder wegen des Eigenthums solcher Ladungen
der Gröfse dieser Abgaben etwa bestehende Un-
schied wegfallen. Bei der Ein- und Ausfuhr auf
n Schiffen der paziscirenden Theile sollen daher
e Güter, Waaren und Gegenstände des Handels,
lche Königl. Preufsischen Unterthanen gehören, in
n Häven von Lübeck, Bremen und Hamburg, von

1828 Seiten dieser freien und Hansestädte, keinen höhern oder andern Ein- und Ausgangs- oder sonstigen Abgaben, als das Eigenthum ihrer eigenen Bürger, und umgekehrt, alle Güter, Waaren und Handelsgegenstände, welche Bürgern der freien und Hansestädte Lübeck, Bremen und Hamburg gehören, in den Königl. Preufsischen Häven keinen höhern oder andern Ein- und Ausgangs- oder sonstigen Abgaben, als das Eigenthum Königlich Preufsischer Unterthanen, unterworfen sein.

Art. IV. Die Bestimmungen der vorstehenden Artikel sind in ihrem ganzen Umfange nicht nur dann anwendbar, wenn die beiderseitigen Schiffe direct aus ihren National-Häven ankommen, oder nach selbigen zurückkehren, sondern auch dann, wenn sie unmittelbar aus den Häven eines dritten Staates ankommen oder dahin bestimmt sein sollen.

Art. V. Die Preufsischen sowohl als die Lübecker, Bremer und Hamburger Schiffe sollen gegenseitig der Befugnisse und Vorzüge, welche ihnen der gegenwärtige Vertrag zusichert, nur in sofern geniefsen, als sie mit den nach den Vorschriften desjenigen Theils, dessen Flagge sie führen, ausgefertigten Schiffspässen und Musterrollen versehen sind.

Art. VI. Was in den obigen Artikeln I bis IV. in Betreff der, in die beiderseitigen Häven eingehenden, oder aus selbigen auslaufenden Seeschiffe des andern Theils und deren Ladungen festgesetzt ist, soll auch auf den gegenseitigen Flufsschiffahrts-Verkehr völlige Anwendung finden. Bei den Flufsschiffen genügt zum Beweise der Nationalität das in der Weserschifffahrts-Acte vom 10. September 1823 und resp. in dem Schlufs-Protocolle der Elbschifffahrts-Revisions-Commission d. d. Hamburg den 18. September 1824 vereinbarte Manifest.

Art. VII. Würden die Contrahenten es zweckmäfsig erachten, zur Beförderung ihres gegenseitigen Handels-Interesse additionelle Stipulationen einzugehen, so sollen alle Artikel, über welche man sich dergestalt vereinigen wird, als Theile dieses Vertrags angesehen werden.

Art. VIII. Wiewohl der gegenwärtige Vertrag als für die drei freien Hansestädte Lübeck, Bremen und Hamburg gemeinschaftlich geltend angesehen

verden soll, so ist man dennoch übereingekommen, 1828
afs deshalb nicht eine solidarische Verpflichtung un-
er ihren respectiven Regierungen Statt finden, und
as etwaige Aufhören der Bestimmungen dieses Ver-
rags für eine derselben, keine Wirkung auf die ver-
agsmäfsigen Verhältnisse der andern haben soll, für
elche vielmehr in einem solchen Falle der Vertrag
voller Kraft bleiben wird.

ART. IX. Die Dauer des gegenwärtigen Vertrags, elche vom Tage der Ausweechselung der Ratificatio-
n ab in Kraft treten wird, ist vorläufig auf den eitraum bis zum 1. Januar 1840 festgesetzt, und oll, wenn zwölf Monate vor dem Ablaufe dieses eitraums von der einen oder der andern Seite eine ufkündigung nicht erfolgt sein wird, stets als noch rner auf ein Jahr, und so fort bis zum Ablaufe ines Jahres nach geschehener Aufkündigung verlän-ert, betrachtet werden.

ART. X. Der gegenwärtige Vertrag soll von den ntrahirenden Theilen ratificirt und die Ratifications-rkunden sollen spätestens innerhalb fünf Wochen er wo möglich noch früher in Berlin ausgewech-lt werden.

Dessen zu Urkund ist dieser Vertrag von den bei-erseitigen Bevollmächtigten unter Beidrückung ihrer egel unterzeichnet worden.

So geschehen Berlin, den 4. October 1828.

(*Unterzeichnet:*)

RNST MICHAELIS. LUDWIG AUGUST VON REBEUR.

143.

1828 ***Convention betwen His Majesty and the Catholick King, for the final settlement of the claims of british and spanish subjects, under the Convention concluded at Madrid, the 12th of March 1823. Signed at London, October 28, 1828.***

(*Presented to both Houses of Parliament, by Command of His Majesty*, 1829. London printed by R. G. Clarke fol.)

His Majesty The King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and His Majesty The King of Spain and the Indies, being equally convinced of the great and almost insuperable difficulties that have presented themselves in carrying into effect, by means of the mixed Commission appointed under the Convention concluded on the 12th of March 1823, the stipulations of the said Convention, respecting the claims preferred by subjects of both Nations, — have considered that the most speedy and efficacious manner of obtaining the objects which Their Britannick and Catholick Majesties proposed to themselves in framing the Convention above-mentioned, would be that of a compromise, or amicable adjustment, in which Their said Majesties, by common consent should assign fixed and proportionate sums for the indemnification of the Claimants of both Countries, so that each of the two High Contracting Parties should possess the power of adjudging and satisfying the legitimate claims of its own subjects, out of the sums which each Government should, for such purpose, receive from the other, or of distributing those sums among the individuals interested, by means of an arrangement mutually agreed upon.

143.

Convention entre la Grande-Brétagne et l'Espagne pour l'arrangement définitif des réclamations des sujets britanniques et espagnols, conformement à la convention de Madrid du 12 Mars 1823; signée à Londres le 28 Octobre 1828.

1828

(*Sur copie officielle*).

Hallandose Su Magestad el Rey del Reino Unido de Gran Bretaña y de Yrlanda, y Su Majestad el Rey de España y de las Yndias, igualmente convencidos de las graves y casi insuperables dificultades que se han presentado para llevar á efecto, por medio de la Comision mixta creada por el Convenio celebrado en 12 de Marzo de 1823, las estipulaciones de dicho Convenio, respectivas á las reclamaciones de subditos de ambas Naciones, — han conceptuado que la manera mas pronta y eficaz de conseguir los objetos que Sus Magestades Británica y Católica se propusieron en la formacion del referido Convenio, seria la de una transaccion ó ajuste amistoso, en que, de comun acuerdo, Sus referidas Magestades destinasen cantidades fijas y proporcionadas para la indemnizacion de los reclamantes de ambas partes, quedando á cada una de las dos Altas Partes Contractantes la facultad de juzgar y satisfacer las reclamaciones legitimas de sus propios subditos con las sumas que para ello percibiese de la otra, ó de distribuir estas entre los interesados, por medio de un arreglo particular con los mismos.

of Spain and the Indies, His Excellency de Heredia, Count of Ofalia, actual M Royal Spanish Order of Charles III, K Cross of the American Order of Isabel and of the Legion of Honour of Fran of State, and His said Majesty's Envoy and Minister Plenipotentiary on a speci the Court of His Britannick Majesty: - having communicated to each other th Full Powers, found to be in due and have agreed upon and concluded the ticles: —

ART. I. His Catholick Majesty eng good to His Britannick Majesty, the hundred thousand pounds sterling, in amount of the whole of the English cla to and registered by the mixed Commis ed by the Convention of the 12th of M

ART. II. His Britannick Majesty en good, in the same manner, the sum of thousand pounds sterling, as the amount of the Spanish claims, presented to and the mixed Commission, in pursuance of vention.

on este objeto, Sus Magestades Británica y Ca- 1828
han nombrado y constituido por sus respecti-
Plenipotenciarios, á saber: — Su Magestad el
del Reino Unido de la Gran Bretaña y de Yr-
, al Muy Honorable Jorge Conde de Aberdeen,
nde Gordon, Vizconde Formartine, Lord Had-
lethlick, Tarvis, y Kellie, Par del mencionado
Unido, Miembro del Muy Honorable Consejo
lo de Su Magestad Británica, Caballero de la
antigua y muy noble Orden del Cardo, y Prin-
Secretario de Estado de Su referida Magestad
Departamento de Negocios Extrangeros: — y
agestad el Rey de España y de las Yndias, al
ntisimo Señor Don Narciso de Heredia, Conde
alia, Caballero de numero de la Real Orden de
III, Gran Cruz de la Real Orden Americana
abel la Católica, y de la Legion de Honor de
ia, Consejero de Estado de Su Magestad Católi-
y Su Enviado Extraordinario y Ministro Pleni-
iario encargado de una Mision especial cerca de
agestad Británica: — los cuales, despues de ha-
comunicado sus respectivos Plenos Poderes, y
dolos en buena y debida forma, han acordado
venido en los Articulos siguientes: —

RT. I. Su Magestad Católica se obliga á satis-
á Su Magestad Británica la cantidad de nove-
mil libras esterlinas, en dinero efectivo, por
porte de la totalidad de las reclamaciones Yn-
presentadas y registradas ante la Comision mixta
por el Convenio de 12 de Marzo de 1823.

RT. II. Su Magestad Británica se obliga á sa-
r, en la misma forma, la cantidad de doscien-
l libras esterlinas, por el importe de la totali-
las reclamaciones Españolas presentadas y re-
las ante la Comision mixta, á consecuencia del
Convenio.

RT. III. Cada una de las dos Altas Partes Con-
ntes podrá hacer juzgar dentro de su respectivo
orio, las reclamaciones de sus propios subditos
satisfacer, dentro de un año contado desde el
l cange de las ratificaciones del presente Con-
, las que resulten ser justas y legitimas, con
mas que para ello percibe de la otra: ó podrá

1828 Contracting Parties shall receive, for this purpose, from the other: or it shall be lawful for the Government of either of the said High Contracting Parties to agree with the persons interested, or their assigns, upon any other mode of arrangement which may be deemed most expedient for satisfying them within the same term, without the necessity of any previous and formal adjudication.

ART. IV. The Government of His Britannick Majesty shall retain in its possession the sum of two hundred thousand pounds sterling, which, by the second Article, is to be made good to Spain, in order to set that sum against, or deduct it from, the nine hundred thousand pounds sterling which it is to receive from the same: but it is expressly declared, that this compensation is stipulated on the understanding that His Catholick Majesty, within the period specified in the preceding Article, shall pay to His own subjects the amount of their legitimate claims against England, preferred under the Convention of the 12th of March 1823, in specie, or in other effective value; and in such a manner that His Britannick Majesty may be exempted from every responsibility for the amount of such claims.

ART. V. His Catholick Majesty shall effectuate the payment of the nine hundred thousand pounds sterling, in satisfaction of the English claims, by instalments, in the following order: —

Two hundred thousand pounds sterling shall be delivered over on the day on which the exchange of the Ratifications of the present Convention shall take place; and another like sum at the expiration of three months from the exchange alluded to.

The compensation mentioned in the preceding Article shall be considered as the payment of two hundred thousand pounds sterling more; and the remaining three hundred thousand pounds sterling shall be made good by two instalments, at the rate of one hundred and fifty thousand pounds sterling; the one at six months, and the other at nine months, from the date of the exchange of the Ratifications.

ART. VI. The two last instalments of one hundred and fifty thousand pounds each, His Catholick

el Gobierno de cada una de las referidas Altas Par- 1828
tes Contratantes convenirse con los interesados, ó quien los represente, en cualquiera otro medio de arreglo que se conceptue mas expedito para satisfacerles dentro del mismo termino, sin necessidad de que preceda un juicio formal.

ART. IV. El Gobierno de Su Magestad Británica retendrá en su poder la suma de doscientas mil libras esterlinas, que, por el Articulo segundo, debe satisfacer al de España, á fin de compensarlas ó deducirlas de las novecientas mil libras sterlinas que tiene que percibir del mismo; pero queda expressamente declarado, que esta compensacion se estipula en la intelligencia de que Su Magestad Católica, dentro del termino convenido en el Articulo precedente, pagará á sus propios subditos el importe de sus reclamaciones legitimas contra la Ynglaterra, segun el Convenio de 12 de Marzo de 1823, en dinero, ó en otros valores efectivos; y de tal manera que el Gobierno de Su Magestad Británica quede exento de toda responsabilidad por el importe de las espresadas reclamaciones.

ART. V. El pago de las novecientas mil libras esterlinas respectivas á las reclamaciones Ynglesas, lo realizará Su Magestad Católica en diferentes plazos, por el orden siguiente: —

Se entregarán doscientas mil libras esterlinas en el dia que se verifique el cange de las Ratificaciones del presente Convenio; y otra igual suma á los tres meses de dicho cange.

Se considerará como pago de otras doscientas mil libras esterlinas la compensacion de que va hecha mencion en el Articulo precedente: — y las trescientas mil libras esterlinas restantes se satisfarán en dos plazos, á razon de ciento y cincuenta mil libras esterlinas, el uno á los seis meses, y el otro á los neuve, de la fecha del cange de las Ratificaciones.

ART. VI. Por lo que respecta á los dos ultimos plazos de ciento y cincuenta mil libras cada uno, Su

1828 Majesty reserves to himself the power either of paying up in specie, at the time of that sum falling due, or of effectuating the payment by certificates of inscriptions in the English and Spanish language, expressing the purpose for which they are issued, bearing interest at five per cent. per annum, payable half-yearly in London, at fifty per cent. discount.

For this purpose, His Catholick Majesty shall, within three months from the date of the Ratifications of this Convention, cause the sum of sixty millions of reals of vellon, in such inscriptions, (being equal, at one hundred reals to the pound sterling, to the sum of six hundred thousand pounds sterling,) to be lodged in the Bank of England, or with the Banker of the Court of Spain in London, with instructions to deliver one half of them to the Government of His Britannick Majesty, for the use of the claimants, on the day of each of the said instalments falling due, provided they shall not be punctually paid in sterling money.

It is likewise hereby agreed, that the Government of His Catholick Majesty shall have the power of redeeming the inscriptions thus created, during the four years succeeding, and upon giving six months notice, at the rate of fifty-five pounds for every hundred pounds so delivered. After such period of four years, the Spanish Government shall only possess the power of redeeming the inscriptions referred to, at the rate of sixty pounds for every hundred pounds.

ART. VII. His Catholick Majesty shall be at liberty to effect the payment of the second instalment of two hundred thousand pounds sterling, mentioned in Article V, by delivering, on its being due, fifty thousand pounds in ready money, and one hundred and fifty thousand pounds in inscriptions at fifty per cent, making three hundred thousand pounds in inscriptions; but this arrangement is only to take place on the express condition that the payment of one of the two last instalments of one hundred and fifty thousand pounds sterling, mentioned in Article VI, shall be made in ready money.

ART. VIII. The inscriptions to be delivered by the Government of His Catholick Majesty, shall be,

Magestad Católica se reserva la facultad de poder satisfacerlos en numerario, al tiempo de su respectivo vencimiento, ó de verificarlo en certificaciones de inscripciones estendidas en Yngles y en Español, con espresion del objeto para que se espiden, y con el interes de cinco por ciento anual, pagadero por semestres en Londres, las cuales se darán al descuento de cincuenta por ciento. 1828

Para este efecto, Su Magestad Católica dispondrá que dentro de tres meses de la fecha de las Ratificaciones de esta Convenio, una suma de sesenta millones de reales vellon, en dichas inscripciones, (la cual, á razon de cien reales vellon por libra esterlina, es equivalente á seiscientas mil libras esterlinas en inscripciones) se deposite en el Banco de Ynglaterra, ó en poder de Banquero de la Corte de España en Londres, con las oportunas instrucciones para que se entregue la mitad de ellas al Gobierno de Su Magestad Británica, á beneficio de los reclamantes, en el dia del vencimiento de cada uno de los referidos plazos, si no estuviese satisfecho para aquel dia en moneda esterlina.

Se ha convenido igualmente que el Gobierno de Su Magestad Católica tendrá la facultad de poder redimir las inscripciones creadas al efecto, en los cuatro primeros años, y dando aviso, con seis meses de anticipacion, á razon de cincuenta y cinco libras esterlinas en efectivo, por cada ciento que recoja en inscripciones. Dèspues de trascurridos los cuatro años, el Gobierno Español solo podrá redimir las mencionadas inscripciones, á razon de sesenta libras esterlinas pro cada ciento.

ART. VII. Su Magestad Católica podrá hacer el pago del segundo plazo de doscientas mil libras esterlinas, mencionado en el Articulo V, entregando á su vencimiento cincuenta mil libras en efectivo, y ciento y cincuenta mil en inscripciones al cincuenta por ciento, que hacen trescientas mil de esta especie; pero, en este caso, será precisamente obligatorio el pago en dinero efectivo de uno de los dos ultimos placos de ciento y cincuenta mil libras, de que se hace mencion en el Articulo VI.

ART. VIII. Las inscriptiones que se espidan por el Gobierno de Su Magestad Católica, deberán ser

1828 in all essential points, according to the form which is annexed to the present Convention.

ART. IX. As soon as the said sum of nine hundred thousand pounds sterling shall have been paid, all the bills of exchange, libranzas, and other documents, forming and constituting the value represented by the aggregate of the English claims against Spain, shall be given up to the Government of His Catholick Majesty.

ART. X. There shall be given up also, on the part of the Government of His said Catholick Majesty, at the period specified in the preceding Article, all the documents relative to the Spanish claims against England.

ART. XI. To prevent any of those claims which shall be satified by the present Convention, from again being produced under any other form or pretence, it is hereby agreed that the mixed Commission appointed under the aforesaid Convention of the 12th of March 1823, shall, prior to the cessation of the exercise of its functions, add to the lists already formed of the English and Spanish claims, presented to and registered by the same, such notes or remarks, relating to the documents in support of those claims, as may be deemed necessary, in order that the said lists and notes, after being given up to both Governments in an authentick form, may serve them as a security, till the delivery of the original documents shall take place.

ART. XII. The aforesaid Convention of the 12th of March 1823, and the several articles and things therein contained, except so far as the same are altered by this present Convention, are hereby declared to be, and shall remain, in force.

ART. XIII. The present Convention shall be ratified, and the Ratifications shall be exchanged in forty days from the date hereof, or sooner if possible.

In witness whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto the seals of their Arms.

Done at London, the twenty-eighth day of October, in the year of our Lord one thousand eight hundred and twenty-eight.

ABERDEEN.

conformes, en todo lo esencial, al modelo de que va unida copia al presente Convenio. 1828

ART. IX. Verificado que sea el pago de las novecientas mil libras esterlinas, se entregarán al Gobierno de Su Magestad Católica todas las letras de cambio, libranzas, y demas documentos que forman y constituyen el valor representado por la masa de las reclamaciones Ynglesas contra la España.

ART. X. Ygual entrega se hará, por parte del Gobierno de Su Magestad Católica, de los documentos respectivos á las reclamaciones Españolas contra la Ynglaterra, en el Articulo precedente.

ART. XI. Para evitar que ninguna de las reclamaciones que han de quedar fenecidas por el presente Convenio, pueda aparecer de nuevo, bajo otra forma ó pretexto; se ha convenido que la Comision mixta nombrada en consecuencia del referido Convenio de 12 de Marzo de 1823, antes de cesar en el egercicio de sus funciones, deberá añadir á las listas ya formadas de las reclamaciones Ynglesas y Españolas presentadas y registradas ante ella, las notas ó apuntaciones referentes á los documentos de las mismas reclamaciones, que se crean necessarias, para que entregradas á ambos Gobiernos dichas listas y notas en forma autentica, puedan servirles de resguardo, hasta tanto que se verifique la entrega do los documentos originales.

ART. XII. Se declara que el citado Convenio de 12 de Marzo de 1823, y los diferentes articulos y clausulas que contiene, subsistirán en vigor, á excepcion de aquella parte de los mismos que se halla alterada por el presente Convenio.

ART. XIII. El presente Convenio será ratificado, y las Ratificaciones cangeadas en el termino de cuaranta dias contados de su fecha, ó antes si fuese posible.

En fé de lo cual, los respectivos Plenipotenciarios lo han firmado, y sellado con el sello de sus Armas.

Fecho en Londres, el dia veinte y ocho de Octubre, de mil ochocientos veinte y ocho.

El Conde DE OFALIA.

Spanish five per cent.

Consolidated Annuities, payable in Lon
ed on the Great Book of the Consolida
Spain.

Nr. — Capit. L.500 sterling, equivalent to Capit. of 50,000 reals vellon. } Annuity L. 2 equival Annuity of 2,5

The Bearer hereof is entitled to an
Twenty-five Pounds, payable in London
every six months, on the of
the of

The Spanish Government reserves to it
of redeeming this Debenture by payment
during the four years succeeding the dat
the rate of 55 per Cent., or, at any subseq
at the rate of 60 per Cent. on the nomi
giving, in either case, six months notice
don Gazette.

A. B. Secretary of State, Minister
C. D. Director of the Sinking Fund
E. F.

Formula de Ynscripcion. 1828

Nr. — Cap. 500 libras esterlinas, equivalente à Capital 50,000 reales vellon. } Rente 25 libras esterl. equivalente à Rente 2.500 real. vell.

Esta Ynscripcion se espide en consecuencia de un Convenio celebrado en Londres, à veinte y ocho de Octubre de 1828, en cumplimiento de otro concluido en Madrid, el 12 de Marzo de 1823, entre Su Magestad Británica y Su Magestad el Rey de España, para el pago de las reclamaciones de Subditos Yngleses.

Cinco pro ciento Español.

Renta Anual Consolidada, pagadera en Londres, e inscrita en el Gran Libro de la Deuda Consolidada de España.

Nr. — Cap. libras esterlinas 500, equivalente á Capital reales vellon 50,000. } Renta Anual 25 libras esterlinas, equivalente á Renta Anual 2,500 reales vellon.

El Tenedor de esta Ynscripcion es acreedor á una renta anual de veinte y cinco libras esterlinas, pagadera en Londres por semestres, en los dias de y de

El Gobierno Español se reserva la facultad de redimir esta Ynscripcion, por medio del pago en Londres, dentro de los cuatro años primeros contados desde su fecha, á razon de 55 por 100, ó, despues de dicho periodo, á razon de 60 por 100, de su valor nominal, dando, en ambos casos, aviso de ello, con seis meses de anticipacion, en la Gaceta de Londres.

Firmas.— Del Ministro de Hacienda
Del Director de la Caja de Amortizacion.
De los Comisarios de Reclamaciones.

Avertencia.

Los Certificados de Ynscripciones que han de depositarse, y que se darán en pago, en el caso prevenido por el Articulo VI. del Convenio firmado en

1828 this day, shall be issued according to the following distribution: —

Two hundred, of one thousand pounds each.
One hundred and twenty, of eight hundred pounds each.
Two hundred, of five hundred pounds each.
Four hundred, of two hundred and fifty pounds each.
Four hundred and twenty, of two hundred pounds each.
Two hundred, of one hundred pounds each.

In witness whereof, We, the Undersigned, Plenipotentiaries of His Britannick Majesty and His Catholick Majesty, have signed the present Formula, and have affixed thereunto the seals of our Arms.

Done at London, the twenty-eighth day of October, in the year of our Lord one thousand eight hundred and twenty-eight.

ABERDEEN. OFALIA.

144.

Convention entre l'Hanovre et la ville libre de Bremen concernant l'établissement provisoire d'une quarantaine commune, signée le 31 *Octobre* 1828.

(*Sur copie officielle*).

Ueber die provisorische Einrichtung der von Seiten des Königreichs Hannover und der freien und Hansestadt Bremen in Conformität des Art. IX. des Staatsvertrags vom 11. Januar 1827. gemeinschaftlich anzuordnenden Quarantaine-Anstalten, ist zwischen dem Regierungsrath G. Haltermann aus Stade, in Auftrag des Königlichen Cabinets-Ministerii zu Hannover und

te dia, se espedirán en el siguinte orden de distri- 1828
cion: —

Doscientas, de mil libras esterlinas cada una.
Ciento y veinte, de ochocientas cada una.
Doscientas, de quinientas cade una.
Cuatrocientas, de doscientas y cincuenta cada una.
Cuatrocientas y veinte, de doscientas cada una.
Doscientas, de cien libras cada una.

En fé de lo cual, nos los abajo firmados Plenipotenciarios de Su Majestad Británica, y de Su Majestad Católica, hemos firmado la presente Formula, y hemos puesto en ella el sello de nuestras Armas.

Fecho en Londres, á veinte y ocho de Octubre, de mil ochocientos y veinte, y ocho.

ABERDEEN. OFALIA.

---

n Senator F. W. Heineken zu Bremen, in Auftrag Senats zu Bremen, am unten benannten Tage, mit rbehalt der beiderseitigen höheren Ratification, die lgende Vereinbarung getroffen.

§. 1. Hinsichtlich der Untersuchung und der Zu- ung oder Zurückweisung solcher aus entfernten rücksichtlich ihres Gesundheitszustandes verdäch- n Gegenden auf die Weser kommenden Schiffe, eine gleiche Vorsicht auf der Weser vor der ndung des Geeste-Flusses durch gemeinschaftliche, nnöverischer und Bremischer Seits zu treffende anstaltung angewandt werden, wie solche bisher on von Herzoglich-Oldenburgischer Seite auf der eser und Hamburgischer Seits zu Ritzebüttel ange- net ist; und wird jedesmal, wenn die Anordnung er Quarantaine nöthig ist, oder dieselbe wieder auf- oben werden soll, darüber von beiden Gouverne- nts in gegenseitigem Einverständnifs gehandelt werden.

§. 2. Zu diesem Zweck soll eine gemeinschaftliche arantaine-Commission gebildet werden, bestehend dem Richter zu Lehe und dem Amtmann zu Bre- haven, denen bis auf weiteres der damalige ad- girte Oberlootse und provisorische Havenmeister

1828 Johann Deetjen als drittes Mitglied der Quarantai
Commission beigeordnet wird. Der Quarantaine-Co
mission bleibt es überlassen, in denjenigen vorko
menden Fällen, wo die Zuziehung eines Arztes ihr
seits erforderlich gehalten wird, einen zuverlässig
und angestellten Arzt der nächsten Umgegend p
visorisch zum Quarantaine-Dienst zu requiriren, an
den Umständen nach ihn zu ihren collegialischen B
rathungen zuzuziehen.

§. 3. Die vom Richter zu Lehe und vom Am
mann zu Bremerhaven nach gemeinschaftlicher Ber
thung für dringend erforderlich gehaltene Anschaffu
von zwei Ruderböten, zum Preise von circa 170 Rth
und von 60 Rthlr. in Golde, deren Bemannung mit
von der Quarantaine-Commission gegen angemesse
Monats-Gage bestthunlichst zu engagirenden, hi
länglich qualificirten Matrosen; ferner die Anschaff
einer Anzahl von Pestflaggen, imgleichen der nöthig
Drahtzangen zur Empfangnahme der Papiere der
untersuchenden Schiffe und der zum Räuchern de
selben dienlichen Essenzen und einiger anderer not
wendiger Inventarien-Stücke wird vorgeschlagene
maſsen genehmiget, und soll die Quarantaine-Co
mission zu deren Anschaffung unter Beobachtung d
thunlichsten Sparsamkeit authorisirt werden.

§. 4. Die specielle Aufsicht auf die beiden Rude
böte wird dem Havenmeister J. Deetjen übertrage
der auch der nächste Vorgesetzte der zu engagire
den Schiffsmannschaft sein, und der, wegen sein
desfallsigen Bemühungen, eine Remuneration v
monatlich 20 Rthlr. in Golde genieſsen soll. Diese R
muneration, das Monatsgeld für die anzunehmend
Matrosen, imgleichen die Kosten der nöthigen Rude
böte und des übrigen, zum Dienste der Quarantain
Commission erforderlichen Inventarii werden zu gle
chen Theilen vom Hannöverischen Gouvernement un
von der Stadt Bremen getragen und vorläufig von jed
Seite funfzig Pistolen zu guter Rechnung der Quara
taine-Commission fördersamst gestellt.

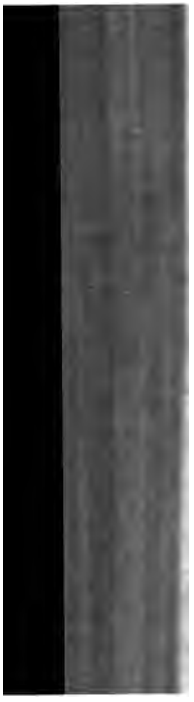
§. 5. An Bord der Ruderböte, welche beid
Theilen gemeinschaftlich gehören, sollen sich sowo
die Hannöverische wie die Bremer Flagge befinde
und wenn selbige im Quarantaine-Dienst gebrauch

-den, sollen beide Flaggen, die Hannöverische und 1828
Bremer Flagge aufgezogen werden.

§. 6. Sollte die Aufrechthaltung der Authorität
gemeinschaftlichen Quarantaine-Commission oder
nd ein sonstiger nicht vorherzusehender Umstand
nothwendig oder beiden Theilen wünschenswerth
-hen, dafs ein gröfseres, mit einigen Kanonen be-
Inetes Fahrzeug zum Dienst der Quarantaine-
mmission gestellt werde, so wird zwar das Han-
-erische Gouvernement gern bereit sein, für diesen
eck den kleineren Brunshauser Zoll-Kutter auf
=n oder einige Monate nach der Geeste zu detachi-
, und in einem kleinern an der Elbe zu miethen-
Fahrzeuge den Zolldienst während der Abwe-
=eit des erwähnten Kutters von seinem Stations-
verrichten zu lassen. Die dadurch solchenfalls
stehenden extraordinairen Kosten werden jedoch
Hälfte von Hannöverischer und zur Hälfte von
mischer Seite, gleich den übrigen Kosten, über-
nmen, die der Quarantaine-Dienst erfordert, mit
iniger Ausnahme der Ausgaben für das Militair-
mmando, welches Hannover auf der Hafen-Bat-
e vor der Geeste hält und ferner allein zu halten
, und welche Kosten Hannover daher auch in
1 Falle allein trägt, wenn solches Militair oder ein
eil desselben zum Besten des Quarantaine-Diens-
auf Ordre des Richters zu Lehe mit gebraucht
-den mufs.

§. 7. Ueber die Bestimmung, welchen Schiffen,
allen, die den obwaltenden, Umständen nach einer
tersuchung unterzogen werden müssen, oder nur
-hen, bei welchen demnächst eine Observations-
arantaine nöthig gefunden wird, die Leistung eines
trags zu den Quarantaine-Kosten aufzulegen, und
der desfallsige Tarif festzusetzen sei, behalten
i beide Theile nach deshalb vorab einzuziehenden
teren Erkundigungen eine weitere Vereinbarung
. Diese Gebühren fliefsen, so weit sie nicht eine
nuneration für bestimmte Dienstleistungen, z. B.
Diäten des Arztes befassen, in eine Sustentations-
se der gemeinschaftlichen Quarantaine-Anstalt.

§. 8. Da die Instructionen und Entscheidungen,
che wegen einzelner bestimmter Schiffe, die von



sen sein können, und selbiger ähn
nnd widersprechende Instructione
Eine Oberbehörde benannt werden
Zeit das Directorium in den gemei
rantaine-Angelegenheiten zu führe
weisungen die Quarantaine-Commi
ten hat, so sind beide Theile darü
dafs das erwähnte Directorium h
Verabredung alljährlich vom 1. Se
res anzurechnen, unter ihnen alter
Landdrostei zu Stade dieses Direct
mal für das laufende Jahr vom
bis dahin 1829 übernehmen soll.

§. 9. Die zeitige Directorial-E
nicht nur in der Regel und mit
Nothfälle über die in Quarantaine
senden Verfügungen mit dem and
zu communiciren, sondern demsel
der Eile halber ohne vorangegange
getroffenen Anordnungen vollständ
so mehr zu machen, damit thunlich
kommende ähnliche Fälle eine gem
einbarung zeitig genug concertirt w

Geschehen und unterzeichnet, a

Bremen den ein und dreifsigsten

145.

éclaration relative aux mesures ncertées entre la Prusse et le grand- ché de Mecklenbourg-Schwerin ur empêcher les délits forestiers ns les forêts limitrophes, du 5 Novembre 1828.

1828

setzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten. In 1828. Nr. 17. p. 133).

achdem die Königlich-Preufsische Regierung mit Grofsherzoglich-Mecklenburg-Schwerinschen Re- ung übereingekommen ist, die im Jahre 1801 zur hütung der Forstfrevel in den Grenzwaldungen offene Vereinbarung zu modifiziren, und zu die- Behuf wirksamere und den jetzigen Verhältnis- angemessenere Maafsregeln zu treffen, erklären e Regierungen Folgendes;

ART. I. Es verpflichtet sich sowohl die König- -Preufsische als die Grofsherzoglich-Mecklenburg- werinsche Regierung, die Forstfrevel, welche ihre terthanen in den Waldungen des andern Gebiets übt haben möchten, sobald sie davon Kenntnifs ält, nach denselben Gesetzen zu untersuchen und bestrafen, nach welchen sie untersucht und bestraft den würden, wenn sie in inländischen Forsten angen worden wären.

ART. II. Von den beiderseitigen Behörden soll Entdeckung der Frevler alle mögliche Hülfe ge- tet werden, und namentlich wird gestattet, dafs die r der Frevler durch die Förster oder Waldwär- etc. bis auf eine Meile Entfernung von der Grenze folgt und Haussuchungen ohne vorherige Anfrage den landräthlichen Behörden und Aemtern, auf Stelle, jedoch nur in Gegenwart und nach den ordnungen des zu diesem Behufe mündlich zu re- irenden Bürgermeisters oder Orts-Schultheifsen, genommen werden.

1828 ART. III. Bei diesen Haussuchungen mufs der Ortsvorstand sogleich ein Protocoll aufnehmen, und ein Exemplar dem requirirenden Angeber einhändigen, ein zweites Exemplar aber seiner vorgesetzten Behörde (Landrath oder Beamten) übersenden, bei Vermeidung einer Polizeistrafe von 1 bis 5 Thalern für denjenigen Ortsvorstand, welcher der Requisition nicht Genüge leistet. Wenn der Ortsvorsteher nicht im Stande seyn sollte, das Protocoll gehörig aufzunehmen, und kein Forst-Officiant daselbst befindlich ist, so hat der Ortsvorsteher die betreffenden Umstände doch so genau zu untersuchen und zu beobachten, dafs er nöthigenfalls ein genügendes Zeugnifs darüber ablegen könne, weshalb er auch eine sofortige mündliche Anzeige bei der vorgesetzten Behörde zu machen hat. Auch kann der Angeber verlangen, dafs, wenn in dem Orte, worin die Haussuchung vorgenommen werden soll, ein Förster, Holzwärter, Holzvogt etc. wohnhaft oder gerade anwesend ist, ein solcher Officiant zugezogen werde.

ART. IV. Für die Konstatirung eines Forstfrevels, welcher von einem Angehörigen des einen Staats in dem Gebiete des Anderen begangen worden, soll den officiellen Angaben und Abschätzungen, welche von den kompetenten und gerichtlich verpflichteten Forst- und Polizei-Beamten des Orts des begangenen Frevels aufgenommen werden, von der zur Aburtheilung geeigneten Gerichtsstelle jener Glaube beigemessen werden, welchen die Gesetze den officiellen Angaben der inländischen Beamten beilegen.

ART. V. Die Einziehung des Betrages der Strafe und der etwa statt gehabten Gerichtskosten soll demjenigen Staate verbleiben, in welchem der verurtheilte Frevler wohnt, und in welchem das Erkenntnifs statt gefunden hat, und nur der Betrag des Schadenersatzes und der Pfandgebühren an die betreffende Kasse desjenigen Staats abgeführt werden, in welchem der Frevel verübt worden ist.

ART. VI. Den untersuchenden und bestrafenden Behörden in den Königlich Preufsischen und in den Grofsherzoglich-Mecklenburg-Schwerinschen Staaten wird zur Pflicht gemacht, die Untersuchung und Bestrafung der Forstfrevel in jedem einzelnen Falle so

leunig vorzunehmen, als es nach der Verfassung 1828
Landes nur immer möglich seyn wird.

ART. VII. Gegenwärtige, im Namen Seiner Ma-
ät des Königs von Preufsen und Seiner Königlichen
eit des Grofsherzogs von Mecklenburg-Schwerin
imal gleichlautend ausgefertigte Erklärung soll,
n erfolgter gegenseitiger Auswechselung, Kraft und
ksamkeit in den beiderseitigen Landen haben, und
ntlich bekannt gemacht werden.

So geschehen Berlin, den 5ten November 1828.

igl. Preufsisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. SCHÖNBERG.

146.

nvention entre la Russie et la Ba-ère concernant l'extension réciproque de la franchise du droit de traction sur le royaume de Pologne, publiée à Munic le 21 Novembre 1828.

egierungs-Blatt für das Königreich Bayern 1828. Nr. 48. pag. 657).

ie im Regierungs- und Intelligenzblatte des Kö-
reichs vom Jahre 1825 Seite 7. publicirte Erklä-
ng ddto. 1. November 1824 die bedingte Freizügig-
t mit Rufsland betreffend, soll nunmehr zufolge
er nachträglichen Uebereinkunft, und zwar vom
utigen Tage an, gleichmäfsig und dem vollständi-
n Inhalte nach, auf das Königreich Polen und die
lnischen Unterthanen in Bayern, wie auf Bayern
d die Bayerischen Unterthanen im Königreiche
len, ausgedehnt, und in wirkliche Anwendung ge-

1828 bracht werden. — Welches zur allgemeinen Nachachtung nach den Grundsätzen der Reciprocität auf allerhöchsten Befehl hiemit bekannt gemacht wird.

München, den 21. November 1828.

Königl. Staats-Ministerium des K. Hauses und des Aeußern.

Gr. v. Armansperg.

147.

Convention entre le Wurtemberg et le duché de Saxe-Altenbourg concernant les fraix de justice en matières criminelles; publiée à Stoutgard le 22 Novembre 1828.

(*Regierungs-Blatt für das Königreich Württemberg* 1828. Nr. 69. pag. 861).

Die Königlich Württembergische Regierung ist mit der Herzoglich Sachsen-Altenburgischen Regierung in Beziehung auf Vergütung derjenigen Kosten, welche durch Requisitionen in Strafrechts-Fällen bei den gegenseitigen Gerichts-Stellen veranlafst werden, dahin übereingekommen:

dafs in solchen strafrechtlichen Verhandlungen, wo die Kosten niedergeschlagen, oder auf die Casse des Staats oder des Gerichtsherrn übernommen werden müssen, gegenseitig keine Kosten für Protokollirung, für Schreiben, so wie für die an die Gerichts-Personen, oder an die Casse sonst zu entrichtenden Sporteln aufgerechnet werden sollen.

Dagegen sind in den Untersuchungssachen der genannten Art auch künftig die baaren Auslagen für Verpflegung (einschliefslich der ärztlichen und der Kur-Kosten, des Lagerstrohes, der Wäsche und nothdürftigen Bekleidung), für Transport und Bewachung der Gefangenen, ingleichen für Abschriften,

thenlohn und Postgelder, gegenseitig zu berechnen 1828
l zu erstatten.

Dem gemäfs haben die K. Gerichte in vorkom-nden Fällen sich zu achten.

Stuttgard den 22. November 1828.

Für den Justiz-Minister:

v. Otto. Beroldingen.

148.

raité entre la Hesse électorale d'un té, et la Saxe grand ducale, les ıchés de Saxe-Meiningen et de xe-Coburg-Gotha de l'autre côté ncernant les rapports mutuels de mmerce, signé à Cassel le 11 Décembre 1828.

setzsammlung für das Herzogthum Gotha. 1828. Nr. XX. pag. 17).

ne Königliche Hoheit der Kurfürst von Hessen, s Theils, und Seine Königliche Hoheit der Grofs-ɔg von Sachsen-Weimar-Eisenach, ingleichen Herzoglichen Durchlauchten, der Herzog von ısen-Meiningen uud der Herzog von Sachsen-urg-Gotha, andern Theils, haben in der Absicht, Zwecke des durch Vertrag vom 24sten Septem-d. J. geschlossenen Handelsvereins gemäfs, den keln 14 und 16. jenes Vertrags weitere Folge zu n, Bevollmächtigte ernannt, von welchen in Ge-ıheit der angebogenen Specialvollmachten folgen-Vertrag abgeschlossen worden ist.

ART. I. Die Staatsregierungen von Kurhessen, sen-Weimar-Eisenach, Sachsen-Meiningen und sen-Coburg-Gotha sichern sich gegenseitig alle

1828 Bereitwilligkeit zu, den wechselseitigen Handelsverk
ihrer Unterthanen auf, den beiderseitigen Interes
entsprechende Weise möglichst zu erleichtern
werden dem gemäfs fortwährend darauf Bedacht
men, die Hindernisse, welche einer gröfsern Bele
dieses wechselseitigen Verkehrs zur Zeit noch en
genstehen, nach und nach möglichst zu beseitige

Art. II. Für jetzt schon verspricht die Kurfü
HessischeStaatsregierung folgendeGegenstände, näm

1. Getraide und Hülsenfrüchte, so weit sie bereits durch den Hauptvertrag vom 24. Sep ber d. J. der Befreiung genieſsen,
2. Anis, Fenchel, Coriander,
3. Saamen,
4. Graupen, Grützen und Perlgerste,
5. Brennöhl,
6. Essig,
7. Vieh, was einzeln eingebracht wird,
8. Schinken und Würste,
9. Schwarze Seife,
10. Seilerwaaren,
11. Korb- und Siebwaaren,
12. Wagnerarbeiten in einzelnen Stücken,
13. Grobe Holzwaaren,
14. Spielwaaren von Holz und dergl.
15. Pech und Theer,
16. Kolophonium,
17. Feuerschwamm,
18. Braunstein,
19. Erdengeschirr,
20. Geschmiedetes Eisen, so wie grobe Eisen Stahlwaaren,
21. Bleizucker,

von den Eingangsabgaben, ingleichen

22. Felle und Häute,
23. Hirschgeweihe,
24. Asche,

welche aus dem Kurfürstenthum in die Land mitcontrahirenden Staatsregierungen ausgeführt den, von Ausgangsabgaben vom 1. Januar 182 gänzlich frei zu lassen.

Art. III. Die contrahirenden Grofsherzogl. sischen und Herzogl. Sächsischen Staatsregier

verpflichten sich dagegen in voller Erwiederung der 1828
in dem vorstehenden Artikel von Kurfürstlich Hessischer Seite zugestandenen Befreiungen, während der Dauer dieses Vertrags von den gleichnamigen Kurhessischen Erzeugnissen beziehungsweise ebenfalls keine Eingangs- oder Ausgangsabgaben zu erheben. Den ortbestehenden Geleitsabgaben sollen dieselben Gegenstände auf keinen Fall nach höhern Sätzen unterworfen werden, als die inländischen Erzeugnisse gleicher Art, und es sollen demnach die verzeichneten Gegenstände gegenseitig als inländische betrachtet und allenthalben auch hinsichtlich des Geleitsgeldes, als solche behandelt werden.

Art. IV. Die Grofsherzogl. Sächsische Staatsregierung hebt ferner in ihren Landen den bisherigen Transitozoll vom Kurhessischen Salze, unter Vorbehalt des Salzmonopols und der Beschränkung auf gewisse nach gegenseitiger Uebereinkunft zu bestimmende Strafsen, ebenfalls vom 1. Januar 1829 an, gänzlich auf.

Art. V. Die contrahirenden Grofsherzogl. Sächsischen und Herzoglich Sächsischen Staatsregierungen werden es sich angelegen seyn lassen, hinsichtlich der Geleitsabgaben ebenwohl zur Beförderung und Begünstigung des gegenseitigen Verkehrs hinführende Einrichtungen einzuleiten; um indessen die Benutzung der Werra zu Waarenversendungen und Waarenbeziehungen schon jetzt möglichst zu erleichtern, haben es die Kurfürstl. Hessische, die Grofsherzogl. Sächsische und die Herzogl. Sachsen-Meiningische Staatsregierungen ihren Interessen für angemessen gehalten, Verabredung und Bestimmung dahin zu treffen, dafs alle Güter, welche zur Werra in die Handelsplätze Wannfried und Eschwege gehen, so wie alle Güter, welche aus diesen beiden Handelsplätzen versendet werden, vom 1. Januar 1829 an, während der Dauer des vorliegenden Vertrags resp. das Landgeleite zu Creuzburg und die Meiningischen Geleitsabgaben nur zur Hälfte entrichten und vom Durchgangszolle gänzlich befreit bleiben sollten. Hierbei versteht es sich indessen von selbst, dafs diese Begünstigungen nur auf diejenigen Ladungen Anwendung finden können, welche auf den ordentlichen Strafsen gehen, und ungetheilt aus den bemerkten Handelsplätzen kommen oder ganz dahin bestimmt sind, nicht aber auf solche

1828 Fuhrwerke, welche die angegebenen Orte blos berühren, ohne daselbst ganz geladen zu haben oder ganz abladen zu wollen.

Art. VI. Sämmtliche contrahirende Staaten heben gegen einander die hier und da eingeführten Abgaben von fremden, im gegentheiligen Gebiet arbeitenden Handwerkern und Taglöhnern auf, und wollen diese in der erwähnten Hinsicht wechselseitig den Inländern gleich behandeln.

Art. VII. Eben so sollen die Handels- und Gewerbsleute, welche in dem einen der contrahirenden Staaten ansässig, die Messen und Märkte eines andern derselben des Handels wegen besuchen, daselbst nicht mehr Abgaben unterworfen, und überhaupt auf keine Weise härter behandelt werden, als die inländischen Handels- und Gewerbsleute gleicher Art. Namentlich sollen die sogenannten Schaugelder und ähnliche Abgaben, welche den Ausländer treffen, ohne von dem Inländer gleichmäfsig erhoben zu werden, wo dergleichen noch bestanden haben, vom 1sten Januar 1829 an, aufgehoben seyn.

Art. VIII. Auf die in den Artikeln 2 und 3 stipulirten Befreiungen kann nur dann Anspruch gemacht werden, wenn die befreiten Gegenstände von Ursprungs-Certificaten begleitet sind. Diese Certificate sind von dem Producenten, Fabrikanten und Fabrikverleger auf Ehre und Gewissen auszustellen, und entweder von den Zollämtern, wo deren bestehen, oder von den Ortsobrigkeiten (Stadträthen, Schultheifsen, Greben u. s. w.) auf ihre Pflicht und zwar, aufser der Bezahlung der gedruckten Formulare stempel- und kostenfrei zu attestiren. Getraide und Hülsenfrüchte, so wie auch Vieh in einzelnen Stücken, Korb- und Siebwaaren, Wagnerarbeiten u. s. w. in einzelnen Stücken bedürfen, wenn sie unmittelbar aus einem der contrahirenden Staaten in den andern eingeführt werden, der Certificate nicht, und bei den übrigen befreiten Gegenständen sollen sie dann entbehrlich sein, wenn letztere nur in solchen Quantitäten eingebracht werden, dafs der zu entrichtende Eingangszoll von der ganzen Ladung nicht über 2 gl. betragen würde.

Art. IX. Jedes Ursprungs-Certificat ist, sofern es nicht von neuem legalisirt worden, nach Ablauf

der darauf bemerkten, nach Maſsgabe der zum Trans- 1828.
port an den Bestimmungsort erforderlichen Zeit fest-
zusetzenden Frist und jedenfalls nach vier Wochen
von seiner Ausstellung an, ungültig, ebenso in dem
Falle, wenn die Waare, zu welcher dasselbe gehört,
nicht direct aus einem der contrahirenden Staaten
kommt.

ART. X. Die Regierungen verpflichten sich ge-
genseitig, über das bei der Ausstellung solcher Certi-
ficate zu beobachtende pflichtmäſsige Verfahren sorg-
fältig Aufsicht führen zu lassen, und, wenn ihre Un-
terthanen sich eines Mifsbrauchs, oder gar einer Ver-
fälschung der Certificate schuldig machen, diese Ver-
gehen, so wie auch etwaige Fahrlässigkeiten der be-
scheinigenden Behörden selbst, sobald sie zu ihrer
Wissenschaft kommen, auch ohne vorgängige Requi-
sition zu untersuchen, und nach der Strenge der
Gesetze ihres Landes zu bestrafen.

ART. XI. Die contrahirenden Regierungen wol-
len sich gegenseitig alle nachbarliche Hülfe zu Siche-
rung ihrer indirecten Abgaben leisten. Insbesondere
soll zu Verhinderung der Schmuggelei mit fremden
Salz und fremden Branntwein dahin Verfügung ge-
troffen werden, dafs Ladungen mit diesen Artikeln,
wenn sie den einen der contrahirenden Staaten passi-
ren, um in den benachbarten eingeführt zu werden,
jedesmal auf die bestimmten Strafsen und resp. Haupt-
zollämter des letztern gewiesen werden. Zoll-, Ac-
cise-, Geleits- und Impostdefraudanten und Contre-
bandisten sollen, wenn sie nicht in dem Staate, in
welchem sie sich befinden, einen wirklichen Wohn-
sitz erworben haben, und sonach als domicilirte Lan-
desunterthanen betrachtet werden können, auf gegen-
seitige Requisition an dasjenige Gericht, in dessen
Gerichtsbezirk das Vergehen verübt worden ist, un-
weigerlich zur Untersuchung und Bestrafung gestellt
werden. Domicilirten Unterthanen soll es, auf vor-
gängige Requisition sich vor das Gericht des andern
Staates freiwillig zu stellen verstattet werden, damit
sie sich gegen die Anschuldigung vertheidigen und
gegen das in solchen Fällen subsidiarisch zulässige
Contumacialverfahren, so wie gegen dessen Folgen
(an der Person oder an den Gütern in dem andern
Staate) wahren können. Ein in Rechtskraft überge-

trags vom 24. September d. J. von
haltenden Zusammenkünften soll auc
waige Vermehrung und Erstreckung
gen Vertrags, Berathung gepflogen we

ART. XIII. Derselbe soll blos in
urkunde ausgefertigt, und bei dem Ku
chive zu Cassel verwahrlich niedergele
nehmenden Staaten aber in vidimirten
gestellt werden.

Urkundlich ist gegenwärtiger Vertr
lichen Bevollmächtigten unterzeichnet
worden.

So geschehen Cassel am eilften De
send Achthundert Acht und zwanzig.

149.

Convention entre l'Hanovre libre et Anséatique de Br cernant la communication de Vegesackavec Bremerhav le 20 Décembre 182

(*Sur copie officielle*).

Zwischen dem Königlich-Grofsbritan

gegenseitig ausgetauschter Vollmacht versehenen Unterzeichneten, die folgende, für beide Theile verbindliche Vereinbarung getroffen worden: 1828

ART. I. Da die beabsichtigte Verbindung des Fleckens Vegesack mit der grofsen von Burg direct nach Bremerhaven führenden Hannoverschen Chaussee, für den nächsten Nothbedarf, schon durch eine Verbindungs-Chaussee, welche von Seiten Hannovers zugleich mit der gedachten grofsen Chaussee von der Wassermühle zu Lesum bis an die Auebrücke zu Vegesack angelegt und zu deren Unterhaltung von Seiten Hannovers auch das in den übrigen Theilen des Königreichs übliche Chaussee-Geld auf derselben erhoben werden wird; so wie durch einen ungepflasterten zu künftiger Anlage einer Chaussee geeigneten Fahrweg, welchen die Krone Hannover zu gleicher Zeit in gerader Linie zwischen Vegesack und Heilshorn einzuräumen und anlegen zu lassen zugesichert hat, erreicht werden dürfte; so entsagt die freie Hansestadt Bremen für die Dauer der nächsten 10 Jahre allen weiteren Ansprüchen auf eine vollständigere Erfüllung der in dem gedachten Artikel XII. des Staatsvertrags vom 11. Januar 1827 enthaltenen Bestimmungen.

ART. II. Sollte der eine oder der andere der contrahirenden Theile nach Ablauf solcher zehn Jahre diese weitere Erfüllung wünschenswerth finden, so verspricht die Krone Hannover auch den gedachten Fahrweg, zwischen Heilshorn und Vegesack, mit einer ordentlichen Chaussee versehen zu lassen, wogegen sich Bremen zur Erstattung der Hälfte der, von Seiten Hannovers darauf zu verwendenden Kosten, verbindlich macht.

So geschehen und vereinbart, unterzeichnet und untersiegelt, zu Hannover am zwanzigsten December des Jahres Eintausend Achtbundert und Acht und zwanzig

(*Gez.*) JUST PHILIPP ROSE,
Geheimer Cabinets-Rath, Bevollmächtigter des Königl. Grofsbrittannisch-Hannoverschen Cabinets-Ministerii.

(*Gez.*) JOHAON SMIDT,
Bürgermeister und Bundestags-Gesandter der freien Hansestadt Bremen, Bevollmächtigter des Senats derselben.

150.

1828 *Traité d'amitié, de navigation et de commerce entre les Pays-Bas et le Brésil, signé le 20 Décembre 1828.*

(*Journal officiel du royaume des Pays-Bas.* 1829 Nr. 7. pag. 7).

Au nom de la très Sainte et Indivisible Trinité!

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, grand-duc de Luxembourg, et Sa Majesté l'Empereur du Brésil, désirant resserrer les liens d'amitié, qui subsistent heureusement, entre les deux états, par la conclusion d'un traité d'amitié, de navigation et de commerce, basé sur l'interêt réciproque de leurs sujets respectifs, ont à cette fin nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir: Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, le sieur Guillaume-Gérard Dedel, chevalier de l'Ordre du Lion-Belgique, plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur du Brésil; et Sa Majesté l'Empereur du Brésil, Leurs Excellences messieurs le Marquis de Aracaty, du conseil de Sa Majesté l'Empereur, gentilhomme de la Chambre impériale, Conseiller des Finances, Grand-Croix de l'ordre d'Avis, Sénateur de l'Empire, Ministre secrétaire-d'Etat pour les Affaires étrangères; Jose Clemente Pereira, du Conseil de Sa Majesté l'Empereur, Dignitaire de l'ordre impérial de Cruzeiro, chevalier de celui du Christ, Juge de la cour des supplications, Ministre secrétaire d'État pour les affaires de l'Empire; et Miguel de Mello e Alvim, du Conseil de Sa Majesté l'Empereur, Commandeur de l'ordre d'Avis, et chevalier de celui de Cruzeiro, chef de division de la flotte nationale et impériale, Ministre secrétaire d'Etat au Département de la Marine. Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans.

Art. I. Il y aura amitié constante entre Sa Majesté le Roi des Pays-Bas et Sa Majesté l'Empereur

du Brésil, leurs Héritiers et Successeurs de part et 1828
d'autre, ainsi qu'entre leurs sujets respectifs.

ART. II. Une liberté réciproque de commerce aura lieu entre les possessions de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas en Europe, et l'Empire du Brésil.

Les sujets respectifs des deux états jouiront d'une pleine liberté et sûreté pour se rendre avec leurs navires et leurs cargaisons dans tous les lieux, ports et rivières, où d'autres étrangers ont en ce moment, ou obtiendront par la suite la permission d'entrer, et pour séjourner et demeurer dans chaque partie des susdits états, comme aussi pour y louer et y occuper des maisons et des magasins à l'usage de leur commerce.

Pareillement les vaisseaux de guerre des deux nations auront de part et d'autre la liberté d'aborder sans empêchement et sûrement dans tous les ports, rivières et lieux, où les vaisseaux de guerre de quelque autre nation ont, ou obtiendront à l'avenir la liberté d'entrer, en se soumettant toutefois respectivement aux lois et réglemens des deux états contractans.

ART. III. Sa Majesté le Roi des Pays-Bas accorde en outre aux sujets de Sa Majesté l'Empereur du Brésil dans toutes les possessions du Roi hors de l'Europe, la même liberté de navigation et de commerce, qui a été stipulée dans l'article précédent, sur le même pied que d'après les principes généraux de son système colonial, elle est actuellement accordée à d'autres nations.

ART. IV. Les deux parties contractantes sont convenues de considérer et de traiter réciproquement comme navires des Pays-Bas ou Brésiliens, tous ceux reconnus comme tels dans les possessions et états auxquels ils appartiennent respectivement, d'après les lois et réglemens existans ou à promulguer par la suite, desquelles lois et réglemens l'une partie donnera à temps communication à l'autre; bien entendu, que les commandans desdits navires pourront toujours prouver leur nationalité par des lettres de mer rédigées dans la forme usitée et munies de la signature des autorités compétentes du pays auquel le navire appartient.

ART. V. Les bâtimens des Pays-Bas qui entreront dans les ports du Brésil ou qui en sortiront, et les navires brésiliens qui entreront dans les ports des

menageant celles d'autres pays, par rapp
cles du même genre. Elles s'engagent
ver d'aucuns droits ou autres charges qu
ne soient étendus en même temps, à tou
tations ou exportations du même genre sa
de pays.

ART. VII. Toutes les marchandises
être importées dans les états respectifs d
ties contractantes à bord des bâtimens
qui pourront en être exportées de la mê
pourront de même y être importées et en
tées par les navires de l'autre partie conti
entendu que dans cette stipulation n'est
le commerce de port à port, ni celui
côte, appelé cabotage, lequel sera uniqu
aux bâtimens nationaux.

ART. VIII. Les marchandises quelc
distinction d'origine, de propriétaire, ni
taire, transportées des ports des Pays-B
du Brésil ou de ces ports aux Pays-Ba
des Pays-Bas, ou en navires appartena
tion favorisée dans les ports brésiliens: et
dises importées d'un pays quelconque d
du Brésil par des navires des Pays-Bas
tées pour un pays quelconque des ports

D'un autre côté, les marchandises quelconques sans 1828
distinction d'origine, de propriétaire, ni de consignataire, transportées des ports du Brésil aux ports des Pays-Bas, ou de ces ports au Brésil, en navires brésiliens, ou en navires appartenant à une nation favorisée dans les ports des Pays-Bas, et les marchandises importées d'un pays quelconque dans les ports des Pays-Bas par des navires brésiliens, ou exportées pour un pays quelconque des ports des Pays-Bas par des navires brésiliens, ne paieront dans lesdits ports les droits d'entrée et de sortie, et les impôts de toute espèce, qu'au taux accordé au commerce direct et national de la nation la plus favorisée.

ART. IX. Les primes, remboursemens de droits, ou autres avantages de ce genre, accordés dans les Etats de l'une des hautes parties contractantes, à l'importation ou à l'exportation, dans les navires d'une nation étrangère quelconque, seront de même accordés, lorsque l'importation ou l'exportation se fera par des navires du pays de l'autre des hautes parties contractantes.

ART. X. Dans la navigation directe et indirecte entre les Pays-Bas et le Brésil, les manifestes visés par les Consulats des Pays-Bas ou brésiliens respectivement, ou lorsqu'il n'y en aurait pas, par les autorités locales, suffiront pour admettre les importations ou exportations respectives à la jouissance des faveurs stipulées dans l'article huitième.

ART. XI. Les marchandises indiquées par l'article huitième, jouiront, dans les douanes respectives, par rapport à leur évaluation, de tous les avantages et de toutes les facilités, qui sont ou qui seront accordés à la nation la plus favorisée. Il est entendu que lorsqu'elles n'auront pas une valeur déterminée dans le tarif brésilien, l'expédition en douane s'en fera sur une déclaration de leur valeur, signée de la partie qui les importera; mais dans le cas où les officiers de la douane, chargés de la perception des droits, soupçonneraient fautive cette évaluation, ils auront la liberté de prendre les objets ainsi évalués, en payant dix pour cent en sus de ladite évaluation, et ce dans l'espace de quinze jours, à compter du premier jour de la détention, et en restituant les droits payés.

Les Agens diplomatiques et Cor
dans les possessions de Sa Majeste le
Bas, jouiront de toutes les prérogativ
et immunités, qui sont ou seront acc
rement aux Agens du même rang de
favorisée. Et réciproquement les Ag
ques et Consuls du Roi, jouiront sur
Sa Majesté l'Empereur du Brésil, de
rogatives, exemptions et immunités,
diplomatiques et Consuls du Brésil jo
Royaume des Pays-Bas.

ART. XIII. Sa Majesté le Roi de
Sa Majesté l'Empereur du Brésil conv
présent Traité sera valable pendant do
ter de l'échange des ratifications, et l
se réservent de convenir entre Elles d
tion, ou de contracter un nouveau tr
piration de ce terme.

ART. XIV. Les ratifications du
seront échangées dans l'espace de q
compter du jour de la signature, ou
se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires
signé le présent Traité et l'ont muni
leurs armes.

Ainsi fait à Rio de Janeiro, le 20

Le Ministre des Affaires Etrangères déclare que 1828
le Traité ci-dessus a été ratifié par le Gouvernement brésilien le vingt Décembre mil huit cent vingt-huit, et par celui des Pays-Bas le dix-huit Avril mil huit cent vingt-neuf, et que l'échange réciproque des actes de ratification a eu lieu à Bruxelles le vingt Avril suivant.

VERSTOLK DE SOELEN

151.

Traité d'accession de la principauté de Schwarzbourg-Sondershausen au traité de commerce conclu à Cassel le 24 Septbr. 1828, signé le 25 Décembre de la même année.

(*Grofsherzogl. S. Weimar Eisenachsches Regierungs-Blatt.* Nr. 5. den 6. März 1829).

Nachdem Se. Durchlaucht der souveraine Fürst zu Schwarzburg-Sondershausen den Wunsch zu erkennen gegeben, in Ansehung des oberherrschaftlichen Fürstlichen Landesantheils, ännlich der Herrschaft Arnstadt mit Amt-Gehren, in den, durch Vertrag vom 24. September dieses Jahrs gestifteten Verein mehrer deutschen Bundesstaaten zur Beförderung des freien Handels und Verkehrs aufgenommen zu werden: so ist in Gemäfsheit der Casseler Verabredungen

von Seiten der Königlich Sächsischen Regierung durch den Königlichen wirklichen Geheimenrath Hans Georg von Carlowitz auf Oberschöna, Domherrn des Hochstifts Merseburg, Komthur des Königlich Sächsischen Civil-Verdienst-Ordens, Grofskreuz des Kaiserlich Oesterreichischen Leopold-, Ritter des Kaiserlich Russischen St. Annen- und des Königlich Preufsischen Johanniter-Ordens;

1828 und von Seiten der Grofsherzoglich Sächsischen Regierung

durch den Gofsherzoglich wirklichen Geheimenrath, D. Christian Wilhelm Schweitzer, Grofskreuz des Grofsherzoglich Sächsischen Hausordens vom weissen Falken, des Königlich Sächsischehen Civil-Verdienst- und des Kurfürstlich Hessischen Hausordens vom goldenen Löwen, Ritter des Kaiserlich Russischen St. Wladimir-Ordens vierter Klasse, und den Grofsherzoglich geheimen Legations-Rath und geheimen Referendar, Carl Friedrich Anton von Conta, Ritter des Grofsherzoglich Sächsischen Hausordens vom weissen Falken, Komthur zweiter Klasse des Kurfürstlich Hessischen Hausordens vom goldenen Löwen und Ritter des Königlich Sächsischen Civil-Verdienstordens.

Nahmens des Vereins mit dem

von Seiten Sr. Durchlaucht des Fürsten zu Schwarzburg-Sondershausen hierzu bevollmächtigten

Fürstlichen wirklichen Geheimerath, Kanzler und Konsistorial-Präsidenten, Christian Wilhelm Friedrich Casper von Kauffberg

unterhandelt und nachstehender Beitrittsvertrag abgeschlossen worden

Art. I. Se. Durchlaucht der Fürst zu Schwarzburg Sondershausen tritt, in Ansehung der Herrschaft Arnstadt mit Amt Gehren, dem Casseler Vertrage vom 24. September dieses Jahres, so wie auch den Bestimmungen des Casseler Konferenz-Protocolls vom 5. vorigen Monats als Mitglied des Vereins und mit allen Rechten und Verbindlichkeiten eines solchen bei, ebenso, als wenn Se. Hochfürstliche Durchlaucht den obigen Vertrag und die nachträglichen Bestimmungen vom 5. dieses Monates ursprünglich mit abgeschlossen hätte.

Art. II. Die sämmtlichen höchsten und hohen Regierungen des Vereins nehmen diesen Beitritt Sr. Durchlaucht des Fürsten vorausbeschlossenermaafsen an, und sichern Höchstdemselben alle aus dem gedachten Vertrage vom 24. September und aus dem Konferenz-Protocolle vom 5. dieses Monathes fliefsenden Rechte hiermit ausdrücklich zu.

Art. III. Der gegenwärtige Accessions-Vertrag soll von Seiten Sr. Hochfürstlichen Durchlaucht un-

erzüglich und spätestens in vierzehn Tagen ratificirt 1828
nd von den Ratifications-Urkunden soll baldmög-
chst eine Original-Ausfertigung jeder der Regierun-
en, welche den obigen Vertrag vom 24. September
bgeschlossen haben, übersendet werden. Diese höch-
n Regierungen werden dagegen Ihre Ratificationen
benfalls, sobald als möglich dem Fürstlichen gehei-
ien Konsilium zu Sondershausen zusenden.

Urkundlich ist gegenwärtiger Accessions-Vertrag
on den genannten Bevollmächtigten unterzeichnet
nd mit ihren Siegeln bedruckt worden.

So geschehen Weimar den fünf und zwanzigsten
ecember Eintausend Achthundert und Acht und
wanzig.

HANS GEORG VON CARLOWITZ.

D. CHRISTIAN WILHELM SCHWEITZER.

CARL FRIEDRICH ANTON VON CONTA.

CHRISTIAN WILHELM FRIEDRICH CASPER VON KAUFFBERG.

152.

Traité ultérieur d'accession de la principauté de Schwarzbourg Sondershausen au traité de commerce conclu à Cassel le 24 Septembre 1828; signé, le 25 Décembre de la même année.

Grofsherzoglich S. Weimar-Eisenach'sches Regierungs-Blatt Nr. 5. den 6. März 1829).

In Folge des unter dem heutigen Datum abgeschlos-
enen Accessions-Vertrages Sr. Durchlaucht des
ouverainen Fürsten von Schwarzburg-Sondershausen
u dem Casseler Vertrage vom 24sten September die-
es Jahres, ist zwischen den nachbenannten Bevoll-
ächtigten, nämlich:

1828 von Seiten der Königlich Sächsischen Regierung:
dem Königlichen wirklichen Geheimen Rathe, Hans Georg von Carlowiz auf Oberschöna, Domherr des Hochstiftes Merseburg, Komthur des Königlich Sächsischen Civil-Verdienst-, Grofskreuz des Kaiserlich Oesterreichischen Leopold-, Ritter des Kaiserlich Russischen St. Annen- und des Königlich Preufsischen Johanniter-Ordens und

von Seiten der Grofsherzoglich Sächsischen Regierung:
dem Grofsherzoglichen wirklichen Geheimen Rath, Dr. Christian Wilhelm Schweitzer, Grofskreuz des Grofsherzoglich Sächsischen Hausordens vom weissen Falken, des Königlich Sächsischen Civil-Verdienst- und des Kurfürstlich-Hessischen Hausordens vom goldenen Löwen, Ritter des Kaiserlich Russischen St. Wladimir-Ordens vierter Klasse, und dem Grofsherzoglichen wirklichen geheimen Legations-Rathe und geheimen Referendar, Carl Friedrich Anton von Conta, Ritter des Grofsherzoglich Sächsischen Hausordens vom weissen Falken, Komthur zweiter Klasse des Kurfürstlich Hessischen Hausordens vom goldenen Löwen und Ritter des Königlich Sächsischen Civil-Verdienst-Ordens,

eines Theils,

und

von Seiten Sr. Hochfürstlichen Durchlaucht zu Schwarzburg Sondershausen, dem Fürstlichen wirklichen Geheimenrathe, Kanzler und Konsistorial-Präsidenten, Christian Wilhelm Friedrich Caspar von Kauffberg

andern Theils,

folgender weiterer Accessions-Vertrag verhandelt und abgeschlossen worden.

Art. I. Se. Durchlaucht, der Fürst zu Schwarzburg Sondershausen, tritt in Ansehung des oberherrschaftlichen Fürstlichen Landesantheils, nämlich der Herrschaft Arnstadt mit Amt Gehren, auch dem, zwischen Sr. Majestät, dem Könige von Sachsen, Sr. Königlichen Hoheit, dem Grofsherzoge von Sachsen Weimar-Eisenach, Ihren Durchlauchten den Herzogen von Sachsen-Meiningen, Sachsen Koburg-Gotha und Sachsen-Altenburg, Sr. Durchlaucht, dem Für-

ten zu Schwarzburg-Rudolstadt und Ihren Durch- 1828
uchten, den Fürsten Reufs, zu Schleitz, zu Loben-
tein und Ebersdorf und zu Greiz, zu Cassel am 29.
eptember d. J. geschlossenen Separat-Vertrage und
em Protocolle von demselben Datum, hiermit bei.

Art. II. Die in vorstehendem Artikel genannten
llerdurchlauchtigsten und Durchlauchtigsten Kontra-
enten nehmen diesen Beitritt Sr. Hochfürstlichen
urchlaucht zu Schwarzburg Sondershausen an, und
e. Majestät der König von Sachsen sichern Höchst-
emselben für die Unterthanen der Herrschaft Arn-
adt mit Amt Gehren insbesondere auch den, mit-
lst Kabinets-Registratur vom 1. November dieses
hres den höchsten Theilhabern an dem Vertrage
m 29. September dieses Jahres für ihre respectiven
nterthanen zugestandenen Erlafs von fünf und zwan-
g Procent von der, zu Leipzig für die daselbst ein-
ebrachten Producte und Fabrikate nach den dort
estehenden tarifmäfsigen Sätzen zu erlegenden Han-
ls-Abgabe, ausdrücklich hiermit zu.

Art. III. Die Ratification des gegenwärtigen Ac-
essions-Vertrages soll von Sr. Hochfürstlichen Durch-
ucht zu Schwarzburg-Sondershausen unverzüglich
nd spätestens in 14 Tagen ertheilt, nnd an jeden der
ontrahirenden Höfe soll baldmöglichst eine Original-
usfertigung derselben gesendet werden.

Die gedachten allerhöchsten und höchsten Höfe
erden dagegen ihre Ratificationen so bald als mög-
ch dem Geheimen Consilium zu Sondershausen zu-
nden.

Urkundlich ist vorstehender Accessions-Vertrag
on den genannten Bevollmächtigten unterzeichnet und
it ihren Siegeln bedruckt worden.

So geschehen Weimar den fünf und zwanzigsten
ezember Eintausend Achthundert und Acht und
wanzig.

Hans Georg von Carlowiz.
D. Christian Wilhelm Schweitzer.
Carl Friedrich Anton von Conta.
Christian Wilhelm Friedrich Cas-
par von Kauffberg.

153.

1828 *Convention entre la France et l'Es ne fixant le montant des son dues par l'Espagne à la Fran par la France à l'Espagne, en e des conventions des 29 Janvier, 9 vrier, 30 Juin et 10 Décembr 1824 et la manière de les acqui signée à Madrid le 30 Déce* 1828.

(*Journal de Francfort* 1829. Nr. 46.)

S. M. C. et S. M. T. C., désirant fixer d'un mun accord le montant des sommes que l'E doit à la France, ainsi que celles que la France po devoir à l'Espagne, en vertu des traités, des 29 j 9 février, 30 juin et 10 décembre 1824, et ayant de fixer le mode de paiement de ladite dette p traité spécial, ont nommé à cet effet pour leur nipotentiaires respectifs, savoir: S. M. C., don manuel Gonsalez Salmon, etc.; et S. M. T. C. le vicomte de Saint-Priest, etc., qui, après communiqué réciproquement leurs pleins-pou ont arrêté les articles suivans:

Art. I. Pour effectuer le paiement des so que l'Espagne doit à la France, en vertu des t des 29 janvier, 9 février, 30 juin et 10 déce 1824, S. M. C. s'oblige à faire inscrire provisoire sur le grand-livre de la dette publique de l'Espag nom et en faveur du trésor royal de France, u pital de 80 millions de francs, dont les intérêts culés à raison de 3 p. c., produiront une ren

153.

Convenio entre S. M. Católica y S. M. Cristianísima, fijando el importe de las sumas debidas por la España á la Francia, igualmente que el de las que la Francia deba á la España, en virtud de los Convenios de 29 de Enero, 9 de Febrero, 30 de Junio y 10 de Diciembre de 1824, y el modo de satisfacerlas; fecho en Madrid á 30 de Diciembre de 1828. 1828

(*Suplemento á la gaceta de Madrid del Jueves 29 de Enero de 1829*).

S. M. Católica y S. M. Cristianísima, deseando fijar de comun acuerdo el importe de las sumas debidas por la España á la Francia, igualmente que el de las sumas que la Francia deba á la España, en virtud de los Convenios de 29 de Enero, 9 de Febrero, 30 de Junio y 10 de Diciembre de 1824, y habiendo resuelto arreglar el modo de satisfacer dicho importe por medio de un Convenio especial, han nombrado al efecto por sus respectivos Plenipotenciarios, á saber: S. M. Católica á D. Manuel Gonzalez Salmon, etc. etc., y S. M. Cristianísima al señor vizconde de Saint-Priest, etc., los cuales, despues de haberse comunicado sus respectivos plenos poderes, han convenido en los artículos siguientes:

ART. I. Para efectuar el pago de las sumas debidas por la España á la Francia, en virtud de los Convenios del 29 de Enero, 9 de Febrero, 30 de Junio y 10 de Diciembre de 1824, S. M. Católica se obliga á hacer inscribir provisionalmente en el gran libro de la deuda pública de España, á nombre y á favor del Real tesoro de Francia, un capital de 80 millones de francos, cuyos réditos calculados á razon de 3 por 100,

1828 2,400,000 fr., qui commencera à courir à dater du 1er janvier 1829. Le paiement de la dite rente aura lieu tous les six mois à Paris entre les mains du commissionné que S. M. T. C. désignera à cet effet. Le premier semestre sera payé le 1er juillet 1829, et le second le 1er janvier 1830, et ainsi successivement de six en six mois. Au dos des certificats d'inscriptions, qui seront délivrés au trésor royal de France, seront indiqués avec les formalités convenables les paiemens effectués.

ART II. En outre de la rente de 2,400,000 fr. créée en vertu de l'article précédent, et destinée au paiement des intérêts du capital provisoire de 80 millions, S. M. C. s'oblige à faire payer, à dater 1er juillet 1829, et également par moitié tous les six mois, au commissionné de S. M. T. C. une somme annuelle de 1,600,000 fr., équivalent au 2 p. c. du susdit capital, et destinée à son amortissement. Les rentes rachetées serviront à augmenter le fonds d'amortissement, en faveur duquel on mettra l'annotation de transfert, à la fin de chaque semestre, sur un registre particulier, tenu à cet effet par le commissionné de S. M. T. C.

ART. III. Une année après l'échange des ratifications, les deux gouvernemens se communiqueront réciproquement le montant de leurs réclamations respectives, en en présentant, autant qu'il sera possible, le compte détaillé, et en prenant pour base les traités ci-dessus indiqués. Si de l'examen de ces deux documens il résultoit que la somme due à la France par l'Espagne ne s'élevoit pas à celle de 80 millions de francs, adoptée provisoirement comme base de sa dette, on fera une réduction proportionnée sur la somme qu'elle doit payer annuellement pour les intérêts et l'amortissement du susdit capital, et la France tiendra compte à l'Espagne de ce qu'elle aura touché de plus. Si, au contraire, la somme due à la France s'élève à plus de 80 millions, alors on inscrira sur le grand-livre de la dette publique de l'Espagne une rente proportionnée au dit excédant, et le paiement de ses intérêts et de son amortissement aura lieu de la même manière, et commencera également à courir du 1er janvier 1829.

producirán una renta anual de 2,400,000 francos, que 1828
principiarán á correr desde el 1. de Enero de 1829. El pago de dicha renta se verificará cada seis meses en Paris, en manos del comisario que S. M. Cristianísima designe al efecto. El primer semestre será pagado en 1. de Julio de 1829, el segundo en 1. de Enero de 1830, y asi sucesivamente de seis en seis meses. En el dorso de los certificados de inscripcion, que se entregarán al Real tesoro de Francia, se indicarán con las formalidades convenientes los pagos efectuados.

Art. II. Ademas de la renta de 2,400,000 francos creada en virtud del artículo que precede, y destinada al pago de los réditos del capital provisional de 80 millones, S. M. Católica se obliga á hacer entregar desde la misma época de 1. de Enero de 1829, é igualmente por mitad cada seis meses, al comisario de S. M. Cristianísima, una suma anual de 1,600,000 francos, equivalente al 2 por 100 del mencionado capital, y destinada á amortizarse. Las rentas redimidas servirán á aumentar el fondo de amortizacion, á favor del cual se extenderá el asiento de traslado al fin de cada semestre, en un registro particular que al efecto llevará el comisario de S. M. Cristianísima.

Art. III. Un año despues de verificado el cange de las ratificaciones, ambos gobiernos se comunicarán recíprocamente el importe de sus respectivas reclamaciones, presentando en cuanto sea posible la cuenta detallada de ellas, para lo que tomarán por base los Convenios de 1824 arriba citados. Si del exámen de estos documentos resultare que la suma debida por la España á la Francia no llega á la de 80 millones de francos, adoptada provisionalmente como base de su deuda, se hará una reduccion proporcional en la suma que anualmente ha de satisfacer para pago de los réditos y de la amortizacion del susodicho capital; y la Francia abonará á la España en cuenta lo que haya cobrado de mas. Pero si al contrario la suma debida á la Francia excede á la de 80 millones, entonces se inscribirá en el gran libro de la deuda pública de España una renta proporcionada á dicho excedente ó demasía, y el pago de sus réditos y amortizacion se efectuará del mismo modo, y principiará igualmente á correr desde 1. de Enero de 1829.

1828 ART. IV. S. M. C. affecte dès ce moment la contribution dite de *paille et ustensiles*, au paiement de la rente de 4 millions, créée en vertu des articles précédens, ainsi qu'aux arrérages et à l'amortissement des sommes dont l'Espagne pourroit être ultérieurement reconnue débitrice envers la France. Dans le cas où le produit de cette contribution ne seroit pas suffisant, S. M. C. affecte à cet objet tous les autres revenus de sa couronne.

ART. V. Le présent traité sera ratifié, et les ratifications seront échangées dans le délai de six semaines, ou avant s'il est possible.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs, en vertu de leurs pleins pouvoirs, ont signé le présent traité, qu'ils ont scellé de leurs armes.

Fait double à Madrid, le 30 décembre 1828.

EMMANUEL-GONZALEZ SALMON,
Le vicomte de St.-Priest.

ART. IV. S. M. Católica aplica desde luego la con- 1828
ribucion llamada de paja y utensilios al pago de la
enta de cuatro millones creada en virtud de los artí-
ulos precedentes, y tambien al de los réditos y amor-
zacion de las sumas de que la España pueda ulterior-
nente resultar deudora á la Francia. En caso que el
roducto de esta contribucion sea insuficiente, S. M.
Católica aplica á este objeto todas las demas rentas de
u Corona.

ART. V. El presente Convenio será ratificado, y
as ratificaciones cangeadas en el término de seis se-
manas, ó antes si fuere posible.

En fe de lo cual los Plenipotenciarios respectivos,
n virtud de sus plenos poderes, han firmado el pre-
ente Convenio, y puesto en él el sello de sus armas. —

Fecho por duplicado en Madrid á 30 de Diciembre
le 1828. —

(Firmado.) MANUEL GONZALEZ SALMON.
El vizconde de Saint-Priest.

I.

TABLE CHRONOLOGIQUE

des traités renfermés dans ce tome.

1820.

1820 25 Août. Convention entre le Danemarc et la principauté de Waldeck, concernant l'abolition réciproque du droit de détraction. Pag. 1

1821.

1821 Ordonnance de S. M. le Roi de Danemarc, concernant les droits et les privilèges des agens consulaires des puissances étrangères en Danemarc. 3

29 Septr. Déclaration concernant l'abolition du droit d'aubaine entre la confédération Suisse et le royaume des Deux-Siciles. 4

1822.

1822 18 Août / 12 Septr. Convention entre la Hesse électorale et le duché de Saxe-Cobourg, concernant l'extradition réciproque des vagabonds. 5

1823.

1823 1 Févr. Convention entre le Danemarc et le grand duché de Mecklenbourg-Strelitz, concernant l'extradition réciproque des déserteurs et des conscrits réfractaires. 7

ars Convention entre le Danemarc et la Suède concernant la réception réciproque des criminels et des vagabonds en Danemarc et en Norvège. Pag. 14

vril Convention entre le Danemarc et le grand duché de Mecklenbourg-Schwerin, concernant l'extradition réciproque des criminels et des conscrits réfractaires. 16

vril Convention entre la Hesse électorale et la principauté de Waldeck concernant la réception réciproque des vagabonds. 23

Mai Déclaration concernant l'abolition réciproque du droit d'aubaine entre la confédération Suisse et le royaume des Deux-Siciles. 24

Mai Circulaire de la chancellerie Danoise concernant le traitement des corsaires étrangers. 26

illet Déclaration concernant l'abolition réciproque du droit de détraction entre la confédération Suisse et le grand-duché de Hesse. 28

1824.

nv. Déclaration concernant l'abolition réciproque du droit de détraction entre le Danemarc et le duché d'Oldenbourg. 1824 30

évr. Déclaration concernant l'abolition réciproque du droit de détraction entre le Danemarc et la ville libre et anséatique de Hambourg. 31

lars Déclaration concernant l'abolition du droit d'aubaine entre le royaume des Deux-Siciles et la confédération Suisse. 33

ars Convention entre la Hesse électorale et le duché de Saxe-Meiningen, concernant la réception réciproque des vagabonds. 34

ars — vr. Déclaration entre la Hesse électorale et le grand-duché de Saxe-Weimar, concernant la réception réciproque des vagabonds. 36

1824 2 Juill. Traité de limites entre l'Hanovre et le royaume des Pays-Bas. Pag. 379

1825.

1825 4 Avril Convention entre la Prusse et la Saxe royale en exécution du 1er paragraphe du XXIIème article de la convention principale conclue entre ces deux puissances le 28 Août 1819, concernant les fondations pieuses. 411

27 Septr. Convention entre la Prusse et la Saxe royale pour régler les rapports publics des fondations de famille existant dans le royaume et dans le duché de Saxe et pour assurer les droits des particuliers intéressés. 434

15 Nov. Edit par lequel S. M. Jean VI, roi de Portugal, a déclaré formellement qu'il reconnoissoit son fils aîné Dom Pedro, comme empereur du Brésil et comme prince royal de Portugal. 515

6 Décbr. Convention entre la Prusse et la Saxe royale concernant les prétentions réciproques des fondations du royaume et du duché de Saxe. 441

28 Décbr. Convention entre la Prusse et la Saxe royale concernant le partage des fondations locales et privées dans le royaume et dans le duché de Saxe non comprises dans le partage reglé par la convention principale du 28 Août 1819 et par les conventions supplémentaires du 4 Avril et du 27 Septembre 1825. 447

1826.

1826 26 Janv. Ordonnance de S. A. R. le grand-duc de Bâde concernant le commerce avec le royaume de Wurtemberg. 36

2 Févr. Convention entre le grand-duché de Bâde et celui de Hesse concernant le commerce sur les frontières respectives des deux états 38

Avril Protocole relatif aux affaires de la Grèce, signé à St. Petersbourg entre la Russie et la Grande-Brétagne Pag. 40 1826

Avril Convention entre le grand-duché de Bâde et le royaume de Wurtemberg, concernant le commerce sur le frontières respectives des deux états 44

Juin Récès principal de liquidation entre le Danemarc et l'Hanovre concernant le duché de Lauenbourg 47

Août Convention entre la Bavière et la principauté de Reuss-Greitz concernant l'obligation au service militaire par rapport aux émigrations 74

Septr. Décret du pouvoir exécutif de la république de Colombie concernant le commerce sur les côtes de Guagiri, de Darien et de Mosquitos 76

Octbr. Nov. Convention conclue entre le royaume des Pays-Bas et les royaumes de Suède et de Norvège à l'égard d'une abolition réciproque du droit de détraction 78

Débr. Traité d'amitie, de commerce et de navigation entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis du Mexique, avec deux articles additionnels 80

1827.

Janv. Traité entre l'Hanovre et la ville libre et anséatique de Bremen, concernant les rapports de commerce et de navigation et l'établissement d'un port sur la Geeste et le Weser 100 1827

Janv. Déclaration concernant l'abolition du droit de détraction et de la gabelle d'émigration entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et le duché d'Oldenbourg 113

Janv. Convention entre S. M. le Roi de la Grande-Bretagne et S. A. R. l'infante régente de Portugal 114. 461

Janv. Déclaration concernant les mesures concertées entre la Prusse et le duché de

1827 Brunsvic pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes Pag. 120
30 Janv. Traité pour régler les limites entre la France et le grand-duché de Bâde (Extrait) 123
3 Mars Publication concernant l'admission réciproque des sujets de l'électorât de Hesse et du royaume de Bavière au privilège des pauvres de faire plaider leurs causes gratis 130
8 Mars Déclaration concernant l'abolition de la gabelle d'émigration et du droit de détraction entre le Wurtemberg et la Sardaigne 131
10 Mars Convention entre la France et la Bavière pour l'extradition des déserteurs 132
12 Mars Convention entre le grand-duché de Hesse d'une part et la Russie et la Pologne de l'autre, concernant l'abolition du droit de détraction 137
14 Mars Traité de commerce et de navigation entre S. M. le Roi de Suède et de Norvège d'une part et S. M. le Roi de Prusse de l'autre 138
14 Mars Convention entre l'Hanovre et la ville libre et anséatique de Hambourg, concernant la réstitution des fraix de justice en cas d'extradition de criminels 142
$\frac{20}{7}$ Mars Déclaration signée entre le royaume de Saxe et le duché de Saxe-Altenbourg concernant les rapports féodaux et de juridiction entre les deux états 143
11 Avril Bulles concernant l'érection de l'archevêché de Fribourg en Brisgau, de l'évêché de Rottenbourg en Wurtemberg et de Limbourg sur Lahn en Nassau, données le 16 Août 1821 et le 11 Avril 1827 et publiées en Bâde le 16 Octobre 1827, en Wurtemberg le 24 Octobre et en Nassau le 9 Octobre de la même année 146
12 Avril Traité de commerce et de douanes entre la Bavière et le Wurtemberg 167

Avril Traité entre le Wurtemberg et la principauté de Hohenzollern-Sigmaringen, concernant les rapports de jurisdiction Pag. 178 — 1827

Mai Ordonnance de S. M. Catholique relative aux consuls et vice-consuls étrangers en Espagne 192

Mai Convention entre la Sardaigne et plusieurs cantons Suisses au sujet des établissemens reciproques, avec les actes y relatifs 193

Mai Déclarations entre le Danemarc et la Russie, relativement à l'abolition du droit de détraction 202

Mai Convention entre le grand-duché de Saxe-Weimar et la principauté de Schwarzbourg-Sondershausen, concernant la réception réciproque des vagabonds 204

Mai Convention entre la Suède et la Porte, qui accorde aux bâtimens Suédois et Norvegiens le privilège de naviguer sur la mer noire 209

Mai Déclaration signée entre les Pays-Bas et la Suède et la Norvège relativement à l'extradition des matelots déserteurs 214

Mai Convention entre la France et la Suisse concernant les établissemens réciproques, avec les actes y relatifs 216

Juin Traité de commerce et de navigation entre l'Autriche et le Brésil 225

Juin Traité d'amitié, de navigation et de commerce conclu entre le royaume des Pays-Bas et les Etats-Unis du Mexique 230

Juin Concordat entre le Pape et le royaume des Pays-Bas, avec les Bulles et autres pièces qui y sont relatives 242

Août / Juin Déclaration concernant le renouvellement de la convention d'étappes conclue entre la Prusse et la principauté de Lippe-Detmold le $\frac{18 \text{ Juin}}{15 \text{ Août}}$ 1818 270

Juin Traité entre le Wurtemberg et la principauté de Hohenzollern-Hechingen, concernant les rapports de jurisdicton 270

1827 4 Juill. Traité d'amitié et de commerce entre Sa Majesté le roi de Suède et de Norvège d'une part et les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale de l'autre Pag. 271

6 Juill. Traité pour la pacification de la Grèce, conclu entre la Grande-Bretagne, la France et la Russie et signé à Londres 282. 465

9 Juill. Traité d'amitié, de navigation et de commerce entre S. M. le Roi de Prusse et S. M. l'Empereur du Brésil avec un article additionnel du 18 Avril 1828 470

11 Juill. Convention additionnelle entre le grand-duché de Bâde et le grand-duché de Hesse concernant les délits forestiers et autres semblables 290

21 Juill. Convention entre la Prusse et la France concernant la réception réciproque des sujets de la classe ouvrière qui se sont rendus sur le territoire de l'un ou de l'autre état pour y exercer leur métier 292

6 Août Convention de commerce entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale 476

6 Août Convention entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale concernant le territoire de la côte nord-ouest de l'Amérique 477

16 Août Ordre de cabinet de S. M. le Roi de Prusse relatif à la conclusion d'un arrangement avec les différens états de la confédération Germanique pour la protection commune des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 294

17 Août Traité d'amitié et de commerce entre la Grande-Bretagne et le Brésil 479

18 Août Convention entre l'Hanovre et la ville libre et anséatique de Bremen, concernant l'exécution des dispositions des articles XI, XIII et XIV du traité du 11 Janvier 1827 295

11 Septr. Déclaration du ministère Prussien concernant un arrangement pris entre la Prusse et l'Hanovre pour la protection

des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon Pag. 302 1827
Septr. Traité entre le grand-duché de Bâde et la principauté de Hohenzollern-Sigmaringen pour régler les rapports de jurisdiction 303
Septr. Déclaration du ministère Prussien concernant un arrangement pris entre la Prusse et la Hesse grand-ducale pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 317
Septr. Déclaration du ministère Prussien concernant un arrangement concerté entre la Prusse et la principauté de Schaumbourg-Lippe pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 319
Septr. Déclaration du ministère Prussien concernant un arrangement pris entre la Prusse et le duché d'Oldenbourg pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 321
Septr. Convention de cartel, conclue entre le duché de Saxe-Altenbourg et celui de Saxe-Gotha 322
Septr. Convention entre la Grande-Brétagne et les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale, relative à l'arbitrage sur les points litigieux du cinquième article du traité de Gand 491
Octr. Déclaration du ministère Prussien concernant un arrangement concerté entre la Prusse et le duché de Brunsvic pour la protection des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 326
Octr. Déclaration du ministère Prussien concernant un arrangement pris entre la Prusse et la principauté de Schwarzbourg-Sondershausen pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 327
Octr. Convention entre le grand-duché de Saxe-Weimar et le duché de Saxe-Meiningen, concernant les frais de justice en matières criminelles 329

1827 16 Octr. Traité entre l'Espagne et la Porte Ottomane concernant la navigation et le commerce de la mer noire Pag. 496

19 Octr. Déclaration du ministère Prussien concernant un arrangement pris entre la Prusse et la ville libre et anséatique de Lubec pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 330

20 Octr. Déclaration du ministère Prussien, concernant un arrangement concerté entre la Prusse et la principauté de Lippe-Detmold pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 332

20 Octr. Déclaration du ministère Prussien concernant un arrangement pris entre la Prusse et la ville libre et anséatique de Brême pour la protection des droits des auteurs et des libraires entre la contrefaçon 333

20 Octr. Déclaration du ministère Prussien concernant un arrangement pris entre la Prusse et la principauté de Schwarzbourg-Rudolstadt, pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon. 33

28 Octr. Déclaration du ministère Prussien concernant un arrangement concerté entre la Prusse et la Saxe royale pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 336

6 Nov. Déclaration du ministère Prussien concernant un arrangement pris entre la Prusse et le duché de Nassau pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 338

7 Nov. Déclaration du ministère Prussien concernant un arrangement concerté entre la Prusse et la grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 506

17 Nov. Traité de commerce et de navigation entre le Brésil et les villes libres et anséa-

tiques de Lubeck, de Hambourg et de Brême Pag. 340 1827

Nov. Déclaration du ministère Prussien concernant un arrangement concerté entre la Prusse et la principauté de Hohenzollern-Sigmaringen pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 353

Nov. Déclaration du ministère Prussien concernant un arrangement concerté entre la Prusse et la principauté de Waldeck pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 508

Nov. Déclaration du ministère Prussien concernant un arrangement concerté entre la Prusse et le grand-duché de Mecklenlenbourg-Strelitz pour la protection des droits des auteurs et das libraires contre la contrefaçon 509

Nov. Déclaration du ministère Prussien concernant un arrangement concerté entre la Prusse et le duché de Saxe-Cobourg et Gotha pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 355

Nov. Convention entre la Hesse grand-ducale et de duché de Nassau concernant les insinuations judiciaires 357

Décbr. Déclarations entre la confédération Suisse et S. M. le roi de Danemarc concernant l'abolition du droit de détraction et de la gabelle d'émigration 358

Décbr. Déclaration du ministère Prussien concernant un arrangement concerté entre Prusse et le duché d'Anhalt-Dessau, pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 511

Décbr. Déclaration du ministère Prussien concernant un arrangement concerté entre la Prusse et le Danemarc, pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon, tant dans la monarchie Prussienne que dans les

1827 duchés de Holstein, de Lauenbourg et de Schleswic Pag. 513
20 Décbr. Convention d'amitié, de commerce et navigation entre les républiques libres et anséatiques de Brême, Lubeck et Hambourg et les Etats-Unis d'Amérique, avec un article additionnel du 4 Juin 1828. 362

1828.

1828 4 Janv. Déclaration du ministère Prussien concernant un arrangement entre la Prusse et le grand-duché de Bâde pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 516
5 Janv. Déclaration entre la Saxe royale et le Wurtemberg concernant les frais de justice en matières criminelles 518
8 Janv. Déclaration du ministère Prussien concernant un arrangement entre la Prusse et le duché de Saxe-Altenbourg pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 519
8 Janv. Déclaration du ministère Prussien concernant un arrangement entre la Prusse et la principauté de Hohenzollern-Hechingen, pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 521
9 Janv. Déclaration du ministère Prussien concernant un arrangement entre la Prusse et le duché d'Anhalt-Bernbourg, pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 522
10 Janv. Déclaration du ministère Prussien concernant un arrangement entre la Prusse et les principautés de Reuss-Schleitz et et de Reuss-Lobenstein, pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 524
18 Janv. Déclaration du ministère Prussien concernant un arrangement entre la Prusse et le grand-duché de Saxe-Weimar pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 526

Janv. Déclaration du ministère Prussien concernant un arrangement entre la Prusse et la ligne ainée de Reuss-Plauen, pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon Pag. 528 — 1828
Janv. Traité fondamental de douanes entre la Bavière et le Wurtemberg 529
Janv. Déclaration concernant l'arrangement entre la Prusse et la Saxe royale par rapport à la contrefaçon 546
Janv. Déclaration du ministère Prussien concernant la prolongation de la convention du 23 Juin 1821 relative à la procedure de révision sur l'Elbe, pour un terme ultérieur de six ans 547
Févr. Déclaration du ministère Prussien concernant un arrangement entre la Prusse et le duché de Saxe-Meiningen pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 549
Févr. Traité de commerce et de douanes entre la Prusse et le grand-duché de Hesse 550
Févr. Déclaration du ministère Prussien concernant un arrangement entre la Prusse et le royaume de Wurtemberg pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 562
Févr. Traité de paix entre la Russie et la Perse conclu et signé à Tourkmantschaï 564
Févr. Convention de commerce et d'amitie entre S. M. le Roi de Suède et de Norvège d'une part et S. M. l'Empereur de Toutes les Russies de l'autre 572
Mars Convention entre le Wurtemberg et le duché de Saxe-Meiningen concernant les fraix de justice en matières criminelles et de concours des créanciers 593
Mars Conventions entre le Wurtemberg et la Saxe royale, le grand-duche de Saxe et le duché de Brunsvic concernant les fraix de justice en matières criminelles 594
Mars Convention entre l'électorat de Hesse et le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach, concernant l'extradition de cri-

1828 minels et d'autres rapports de jurisdiction criminelle Pag. 595
20 Mars Convention entre le Wurtemberg et le grand-duché de Hesse concernant les fraix de justice en matières civiles 600
23 Mars Publication concernant l'abolition du droit de détraction et de la gabelle d'émigration entre la Russie et le duché d'Oldenbourg 601
27 Mars Convention entre la Prusse et le duché de Nassau, concernant le remboursement des fraix de justice en matières criminelles 602
2 Avril — 12 Juin Convention entre la Hesse électorale et la principauté de Waldeck concernant les délits forestiers, de chasse et de pêche 604
26 Avril Traité de commerce et de navigation entre S. M. le Roi de Danemarc et S. M. l'Empereur du Brésil 605
1 Mai Traité de commerce et de navigation entre la Prusse et les Etats-Unis d'Amérique 615
20 Mai Convention entre l'Hanovre et le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach, concernant l'extradition des criminels 622
2 Juin Convention entre la Prusse et la Saxe royale concernant le convent de Joachimstein près de Radmeritz 627
5 Juill. — 10 Juin Déclaration échangée entre les gouvernemens des Pays-Bas et de Prusse par rapport à la prolongation de la convention de cartel, conclue entre les dits gouvernemens le 11 Juin 1818, pour le terme de six années 636
6 Juill. Traité de paix entre la république de Bolivia et la république de Pérou 639
13 Juill. Déclaration du ministère Prussien concernant un arrangement entre la Prusse et la ville libre de Hambourg pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 64
14 Juill. Traité entre l'Autriche et la confédération Suisse concernant l'extradition réciproque des criminels 646

17 Juill. Traité entre la Prusse et les duchés d'Anhalt - Cöthen et d'Anhalt - Dessau concernant la franchise des sujets réciproques du péage de l'Elbe Pag. 653 — 1828

17 Juill. Traité entre la Prusse et les duchés d'Anhalt - Cöthen et d'Anhalt - Dessau concernant les rapports mutuels des douanes et du commerce 656

18 Juill. Traité entre la France et la confédération Suisse, concernant les rapports de voisinage, de justice et de police 665

25 Juill. Convention de cartel entre la Prusse et la France 671

26 Juill. Convention entre la Bavière et la ligne cadette de Reufs Plauen concernant la jurisdiction en matières de concours des créanciers 676

6 Août Traité entre l'amiral Codrington et Mehemet-Aly-pacha, pour l'évacuation de la Morée 679

17 Août Convention de cartel entre le royaume des Pays - Bas et le duché de Nassau 682

27 Août Traité de paix entre le Brésil et la république des provinces unies de Rio de la Plata 686

24 Septr. Traité concernant le commerce conclu entre l'Hanovre, la Saxe royale, la Hesse électorale, la Saxe grand-ducale, le duché de Brunsvic, le landgraviat de Hesse-Hombourg, les duchés de Nassau, d'Oldenbourg, de Saxe-Altenbourg, de Saxe-Cobourg-Gotha et de Saxe-Meiningen et les lignes ainées et cadettes de Reuss Greiz, de Reuss Lobenstein et Ebersdorf et de Reufs Schleiz, la principauté de Schwarzbourg Rudolstadt et les villes libres de Bremen et de Francfort 691

26 Septr. Réglement de douanes concerté entre le Wurtemberg, la Bavière et les principautés de Hehenzollern-Hechingen et de Hohenzollern-Sigmaringen 703

1828 29 Septr. Traité cencernant le commerce entre la Saxe royale, la Saxe grand-ducale, les duchés d'Altenbourg, de Cobourg-Gotha et de Saxe-Meiningen et les principautés de Reuss et de Schwarzbourg Rudolstadt Pag. 731

4 Octr. Traité de commerce et de navigation entre la Prusse et les villes libres et anséatiques de Lubec, de Bremen et de Hambourg 742

28 Octr. Convention entre la Grande-Brétagne et l'Espagne pour l'arrangement définitif des réclamations des sujets britanniques et espagnols, conformement à la convention de Madrid du 12 Mars 1823 747

31 Octr. Convention entre l'Hanovre et la ville libre de Bremen concernant l'établissement provisoire d'une quarantaine commune 758

5 Nov. Déclaration relative aux mesures concertées entre la Prusse et le grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes 763

21 Nov. Convention entre la Russie et la Bavière concernant l'extension réciproque de la franchise du droit de détraction sur le royaume de Pologne 765

22 Nov. Convention entre le Wurtemberg et le duché de Saxe-Altenbourg concernant les fraix de justice en matières criminelles 766

11 Décbr. Traité entre la Hesse électorale d'un côté et la Saxe grand ducale, les duchés de Saxe-Meiningen et de Saxe-Cobourg-Gotha de l'autre côté concernant les rapports mutuels de commerce 767

20 Décbr. Convention entre l'Hanovre et la ville libre et anséatique de Bremen concernant la communication du bourg de Vegesack avec Bremerhaven 772

20 Décbr. Traité d'amitié, de navigation et de commerce entre les Pays-Bas et le Brésil 774

Décbr. Traité d'accession de la principauté de Schwarzbourg Sondershausen au traité de commerce conclu à Cassel le 24 Septembre 1828 . . 1828 Pag. 779

Décbr. Traité ultérieur d'accession de la principauté de Schwarzbourg Sondershausen au traité de commerce conclu à Cassel le 24 Septembre 1828 781

Décbr. Convention entre la France et l'Espagne fixant le montant des sommes dues par l'Espagne à la France et par la France à l'Espagne, en vertu des conventions des 29 Janvier, 9 Février, 30 Juin et 10 Décembre de 1824 et la manière de les acquitter. 784

1828 29 Septr. Traité concernant le commerce entre la Saxe royale, la Saxe grand-ducale, les duchés d'Altenbourg, de Cobourg-Gotha et de Saxe-Meiningen et les principautés de Reuss et de Schwarzbourg Rudolstadt Pag. 731

4 Octr. Traité de commerce et de navigation entre la Prusse et les villes libres et anséatiques de Lubec, de Bremen et de Hambourg 742

28 Octr. Convention entre la Grande-Bretagne et l'Espagne pour l'arrangement définitif des réclamations des sujets britanniques et espagnols, conformement à la convention de Madrid du 12 Mars 1823 747

31 Octr. Convention entre l'Hanovre et la ville libre de Bremen concernant l'établissement provisoire d'une quarantaine commune 758

6 Nov. Déclaration relative aux mesures concertées entre la Prusse et le grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes 763

21 Nov. Convention entre la Russie et la Bavière concernant l'extension réciproque de la franchise du droit de détraction sur le royaume de Pologne 765

22 Nov. Convention entre le Wurtemberg et le duché de Saxe-Altenbourg concernant les fraix de justice en matières criminelles 766

11 Décbr. Traité entre la Hesse électorale d'un côté et la Saxe grand ducale, les duchés de Saxe-Meiningen et de Saxe-Cobourg-Gotha de l'autre côté concernant les rapports mutuels de commerce 767

20 Décbr. Convention entre l'Hanovre et la vile libre et anséatique de Bremen concernant la communication du bourg de Vegesæck avec Bremerhaven 772

20 Décbr. Traité d'amitié, de navigation et de commerce entre les Pays-Bas et le Brésil 774

Décbr. Traité d'accession de la principauté de Schwarzbourg Sondershausen au traité de commerce conclu à Cassel le 24 Septembre 1828 . . . . .

Décbr. Traité ultérieur d'accession de la principauté de Schwarzbourg Sondershausen au traité de commerce conclu à Cassel le 24 Septembre 1828 . . . . .

Décbr. Convention entre la France et l'Espagne fixant le montant des sommes dues par l'Espagne à la France et par la France à l'Espagne, en vertu des conventions des 29 Janvier, 9 Février, 30 Juin et 10 Décembre de 1824 et la manière de les acquitter. 734

II.

TABLE ALPHABÉTIQUE.

Amérique septentrionale (Etats-Unis de l')

1827 19 Janv. Déclaration conc. l'abolition du droit de détraction et de la gabelle d'émigration avec le duché d'Oldenbourg Pag. 113

4 Juill. Traité d'amitié et de commerce avec la Suède et la Norvège 271

6 Août Convention de commerce avec la Grande-Bretagne 476

6 Août Convention avec la Grande-Bretagne conc. le territoire de la côte nord-ouest de l'Amérique 477

29 Septr. Convention avec la Grande-Bretagne, relative à l'arbitrage sur les points litigieux du 5ème art. du traité de Gand 491

20 Décbr. Convention d'amitié, de commerce et de navigation avec les républiques libres et anséatiques de Brême, Lubec et Hambourg, avec un article additionnel du 4 Juin 1828 362

1828 1 Mai Traité de commerce et de navigation avec la Prusse 615

Angleterre voyez Grande-Bretagne.

Anhalt-Bernbourg.

1828 9 Janv. Déclaration conc. un arrangement avec la Prusse pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 522

Anhalt-Cöthen.

Juill. Traité avec la Prusse conc. la franchise des sujets récipr. dn péage de l'Elbe Pag. 653 — 1828
Juill. Traité avec la Prusse conc. les rapports mutuels des douanes et du commerce 656

Anhalt-Dessau.

Décbr. Déclaration conc. un arrangement avec la Prusse pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 511 — 1827
Juill. Traité avec la Prusse conc. la franchise des sujets réciproques du péage de l'Elbe 653 — 1828
Juill. Traité avec la Prusse conc. les rapports mutuels des douanes et du commerce 656

Autriche.

Juin Traité de commerce et de navigation avec le Brésil 225 — 1827
Juill. Traité avec la Suisse conc. l'extradition réciproque des criminels 646 — 1828

Bade.

Janv. Ordonnance conc. le commerce avec le royaume de Wurtemberg 36 — 1826
Févr. Convention avec la Hesse grand-ducale conc. le commerce sur les frontières respectives des deux états 38
Avril Convention avec le royaume de Wurtemberg, conc. le commerce sur les frontières respectives des deux états 44
Janv. Traité pour régler les limites avec la France (Extrait) 123 — 1827
Avril Bulles concernant l'érection de l'archevêché de Fribourg en Brisgau, de l'évêché de Rottenbourg en Wurtemberg et de Limbourg sur Lahn en Nassau, données le 16 Août 1821 et le 11 Avril 1821 et publiées en Bâde le 16 Octobre 1827 146
Juill. Convention additionnelle avec le grand-duché de Hesse conc. les délits forestiers et autres semblables 290
Septr. Traité avec la principauté de Hohenzollern-Sigmaringen pour régler les rapports de jurisdiction 303

1828 4 Janv. Déclaration conc. un arrangement avec la Prusse pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon Pag. 676

Bavière.

1826 30 Août Convention avec la principauté le Reuss-Greitz, conc. l'obligation au service militaire par rapport aux émigrations 74
1827 3 Mars Publication conc. l'admission des sujets de l'électorat de Hesse au privilège des pauvres de faire plaider leurs causes gratis 130
10 Mars Convention avec la France pour l'extradition des déserteurs 132
12 Avril Traité de commerce et de douanes avec le Wurtemberg 167
1828 18 Janv. Traité fondamental de douanes avec le Wurtemberg 529
26 Juill. Convention avec la ligne cadette de Reuss-Plauen conc. la jurisdiction en matières de concours des créanciers 676
26 Septr. Réglement de douanes concerté avec le Wurtemberg et les principautés des Hohenzollern-Hechingen et de Hohenzollern-Sigmaringen 703
21 Nov. Convention avec la Russie conc. l'extension réciproque de la franchise du droit de détraction sur le royaume de Pologne 765

Bolivia.

1828 6 Juill. Traité de paix avec la république de Pérou 639

Brémen (Ville libre de).

1827 11 Janv. Traité avec l'Hanovre conc. les rapports de commerce et de navigation et l'établissement d'un port sur la Geeste et le Weser 100
18 Août Convention avec l'Hanovre, conc. l'exécution des dispositions des articles XI, XIII, et XIV du traité du 11 Janv. 1827 295
20 Octr. Déclaration conc. un arrangement avec la Prusse pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 333

17 Nov. Traité de commerce et de navigation avec le Brésil 1827 Pag. 340
20 Décbr. Convention d'amitié, de commerce et de navigation avec les Etats-Unis d'Amérique, avec un article additionnel du 4 Juin 1828 362
24 Septr. Traité conc. le commerce avec l'Hanovre, la Saxe roy. la Hesse élect. la Saxe gr. duc. le duché de Brunsvic etc. 1828 691
4 Octr. Traité de commerce et de navigation avec la Prusse 742
31 Octr. Convention avec l'Hanovre conc. l'établissement provisoire d'une quarantaine commune 758
20 Décbr. Convention avec l'Hanovre conc. la communication du bourg de Vegesack avec Bremerhaven 772

Brésil.

15 Nov. Edit par lequel S. M. Jean, roi de Portugal, a déclaré formellement, qu'il reconnoissoit son fils aîné, Dom Pedro, comme empereur du Brésil et comme prince royal de Portugal 1825 515
17 Juin Traité de commerce et de navigation avec l'Autriche 1827 225
9 Juill. Traité d'amitié, de navigation et de commerce avec la Prusse, avec un article additionnel du 18 Avril 1828 470
17 Août Traité d'amitié et de commerce avec la Grande-Brétagne 479
17 Nov. Traité de commerce et de navigation avec les villes libres et anséatiques de Lubeck, de Hambourg et de Brême 340
26 Avril Traité de commerce et de navigation avec le Danemarc 1828 608
27 Août Traité de paix avec la république de Rio de la Plata 686
24 Septr. Traité conc. le commerce avec l'Hanovre, la Saxe roy. la Hesse élect. la Saxe gr. ducale etc. 691
20 Décbr. Traité d'amitié, de navigation et de commerce avec les Pays-Bas 774

Brunsvic.

1827 23 Janv. Déclaration conc. les mesures concertées avec la Prusse pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes Pag. 19
4 Octr. Déclaration conc. un arrangement avec la Prusse pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 326
1828 17 Mars Convention avec le Wurtemberg conc. les fraix de justice en matières criminelles 594

Bûenos Ayres (Provinces Unies de Rio de la Plata).

1828 27 Août Traité de paix avec le Brésil 686

Colombie.

1826 21 Septr. Décret du pouvoir exécutif conc. le commerce sur les côtes de Guagiri, de Darien et de Mosquitos 76

Danemarc.

1820 25 Août Convention avec la principauté de Waldeck conc. l'abolition du droit de détraction 1
1821 Ordonnance, conc. les droits et les privilèges des agens consulaires des puissances étrangères 3
1823 1 Févr. Convention avec le grand-duche de Mecklenbourg-Strelitz, conc. l'extradition réciproque des déserteurs et des conscrits réfractaires 7
7 Mars Convention avec la Suède, conc. la réception réciproque des criminels et des vagabonds en Danemarc et en Norvège 14
1 Avril Convention avec le grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin, conc. l'extradition réciproque des criminels et des conscrits réfractaires 16
20 Mai Circulaire de la chancellerie conc. le traitement des corsaires étrangers 27
1824 28 Janv. Déclaration conc. l'abolition du droit de détraction avec le duché d'Oldenbourg 30

Févr. Déclaration conc. l'abolition du droit de détraction avec la ville libre et anséatique de Hambourg 1824 31
Juin Récès principal de liquidation avec l'Hanovre conc. le duché de Lauenbourg 1826 47
Mai Déclaration relativement à l'abolition du droit de détraction avec la Russie 1827 202
Décbr. Déclaration conc. l'abolition du droit de détraction et de la gabelle d'émigration avec la Suisse 358
Décbr. Déclaration conc. un arrangement avec la Prusse pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon tant dans la monarchie Prussienne que dans les duchés de Holstein, de Lauenbourg et de Schleswic 513
Avril Traité de commerce et de navigation avec le Brésil 1828 608

Deux-Siciles.

Septr. Déclaration conc. l'abolition du droit d'aubaine avec la Suisse 1821 4
Mai Déclaration conc. l'abolition du droit d'aubaine avec la Suisse 1823 24
Mars Déclaration conc. l'abolition du droit d'aubaine avec la Suisse 1824 33

Espagne.

Mai Ordonnance relative aux consuls et vice-consuls étrangers 1827 192
Octr. Traité avec la Porte Ottomane conc. la navigation et le commerce de la mer noire 496
Octr. Convention avec la Grande-Bretagne pour l'arrangement définitif des réclamations des sujets britanniques et espagnols, conformément à la convention de Madrid du 12 Mars 1823 1828 747
Décbr. Convention avec la France fixant le montant des sommes dues par l'Espagne à la France et par la France à l'Espagne, en vertu des conventions des 29 Janvier, 9 Février, 30 Juin et 10 Décembre de 1824 et la manière de les acquitter 784

Etats-Unis voyez Amérique septentrionale.

France.

1827 30 Janv. Traité pour régler les limites avec le grand-duché de Bâde (Extrait) Pag. 127
10 Mars Convention avec la Bavière pour l'extradition des déserteurs 132
30 Mai Convention avec la Suisse conc. les établissements réciproques, avec les actes y relatifs 216
6 Juill. Traité pour la pacification de la Grèce avec la Grande-Bretagne et la Russie 282. 465
21 Juill. Convention avec la Prusse conc. la réception réciproque des sujets de la classe ouvrière qui se sont rendus sur le territoire de l'un ou de l'autre état pour y exercer leur métier 292
18 Juill. Traité avec la confédération Suisse conc. les rapports de voisinage, de justice et de police 665
25 Juill. Convention de cartel avec la Prusse 671
1828 30 Décbr. Convention avec l'Espagne fixant le montant des sommes dues par l'Espagne à la France et par la France à l'Espagne, en vertu des conventions des 29 Janvier, 9 Février, 30 Juin et 10 Décembre de 1824 et la manière de les acquitter 784

Francfort (Ville libre de).

1828 24 Septr. Traité conc. le commerce avec l'Hanovre, la Saxe roy., la Hesse élect., la Saxe gr.-duc., le duché de Brunsvic etc. 691

Grande-Bretagne.

1826 4 Avril Protocole relatif aux affaires de la Grèce signé à Petersbourg avec la Russie 40
26 Décbr. Traité d'amitié, de commerce et de navigation avec les Etats-Unis du Mexique, avec deux articles additionnels 80
1827 19 Janv. Convention avec S. A. R. l'infante régente de Portugal 114. 461
6 Juill. Traité pour la pacification de la Grèce avec la France et la Russie 282. 465
6 Août Convention de commerce avec les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale 476

anv. Déclaration du ministère Prussien concernant un arrangement entre la Prusse et la ligne ainée de Reuss-Plauen, pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon Pag. 528 — 1828
anv. Traité fondamental de douanes entre la Bavière et le Wurtemberg 529
anv. Déclaration concernant l'arrangement entre la Prusse et la Saxe royale par rapport à la contrefaçon 546
anv. Déclaration du ministère Prussien concernant la prolongation de la convention du 23 Juin 1821 relative à la procedure de révision sur l'Elbe, pour un terme ultérieur de six ans 547
évr. Déclaration du ministère Prussien concernant un arrangement entre la Prusse et le duché de Saxe-Meiningen pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 549
évr. Traité de commerce et de douanes entre la Prusse et le grand-duché de Hesse 550
évr. Déclaration du ministère Prussien concernant un arrangement entre la Prusse et le royaume de Wurtemberg pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 562
évr. Traité de paix entre la Russie et la Perse conclu et signé à Tourkmantschaï 564
évr. Convention de commerce et d'amitie entre S. M. le Roi de Suède et de Norvège d'une part et S. M. l'Empereur de Toutes les Russies de l'autre 572
Mars Convention entre le Wurtemberg et le duché de Saxe-Meiningen concernant les fraix de justice en matières criminelles et de concours des créanciers 593
Mars Conventions entre le Wurtemberg et la Saxe royale, le grand-duche de Saxe et le duché de Brunsvic concernant les fraix de justice en matières criminelles 594
Mars Convention entre l'électorat de Hesse et le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach, concernant l'extradition de cri-

Hanovre.

1824 2 Juill. Traité de limites avec le royaume des Pays-Bas Pag. 179

1826 24 Juin Récès principal de liquidation avec le Danemarc conc. le duché de Lauenbourg 4

1827 11 Janv. Traité avec la ville libre et anséatique de Bremen conc. les rapports de commerce et de navigation et l'établissement d'un port sur la Geeste et le Weser 109

14 Mars Convention avec la ville libre et anséatique de Hambourg conc. la restitution des frais de justice en cas d'extradition de criminels 142

18 Août Convention avec la ville libre et anséatique de Bremen cont. l'exécution des dispositions des articles XI, XIII et XIV du traité du 11 Janvier 1827 3

11 Septr. Déclaration conc. un arrangement avec la Prusse pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 302

1828 20 Mai Convention avec le grand-duché de Saxe-Weimar conc. l'extradition des criminels 622

24 Septr. Traité conc. le commerce avec la Saxe roy., la Hesse élect., la Saxe gr.-duc., le duché de Brunsvic etc. 691

31 Octr. Convention avec la ville libre de Bremen conc. l'établissement provisoire d'une quarantaine commune 738

20 Décbr. Convention avec la ville libre et anséatique de Bremen conc. la communication du bourg de Vegesack avec Bremerhaven 771

Hesse électorale.

1822 18 Août / 12 Septr. Convention avec le duché de Saxe-Cobourg conc. l'extradition réciproque des vagabonds 5

1823 22 Avril Convention avec la principauté de Waldeck conc. la réception réciproque des vagabonds 51

1824 6 Mars Convention avec le duché de Saxe-Meiningen conc. la réception réciproque des vagabonds 4

15 Mars / 13 Fevr. — Déclaration entre la Hesse élect. et le gr.-duché de Weimar conc. la réception réciproque des vagabonds Pag. 36 — 1824
8 Mars — Publication conc. l'admission des sujets du royaume de Bavière au privilège des pauvres de faire plaider leurs causes gratis 130 — 1827
19 Mars — Convention avec le grand-duché de Weimar conc. l'extradition de criminels et d'autres rapports de jurisdiction criminelle 595 — 1828
2 Avril / 12 Juin — Convention avec la principauté de Waldeck conc. les délits forestiers, de chasse et de pêche 604
24 Septr. — Traité conc. le commerce avec l'Hanovre, la Saxe roy., la Saxe gr.-duc., le duché de Brunsvic etc. 691
11 Décbr. — Traité avec la Saxe grand-ducale, les duchés de Saxe-Meiningen et de Saxe-Cobourg-Gôtha conc. les rapports mutuels de commerce 767

Hesse grand-ducale (Darmstadt).

18 Juill. / 29 Septr. — Déclaration conc. l'abolition du droit de détraction avec la Suisse 28 — 1823
2 Févr. — Convention avec le grand-duché de Bâde conc. le commerce sur les frontières respectives des deux états 38 — 1826
12 Mars — Convention avec la Russie et la Pologne conc. l'abolition du droit de détraction 137 — 1827
11 Juill. — Convention additionnelle avec le grand-duché de Bâde conc. les délits forestiers et autres semblables 290
18 Septr. — Déclaration conc. un arrangement avec la Prusse pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 317
27 Nov. — Convention avec le duché de Nassau conc. les insinuations judiciaires 357
14 Févr. — Traité de commerce et de douanes avec la Prusse 550 — 1828
20 Mars — Convention avec le Wurtemberg conc. les frais de jurisdiction en matières civiles 600

Hesse Hombourg.

24 Septr. Traité conc. le commerce avec l'Hanovre, la Saxe roy., la Hesse élect., la Saxe gr.-duc., le duché de Brunsvic etc. Pag. 61

Hohenzollern-Hechingen.

23 Juin Traité avec le Wurtemberg conc. les rapports de jurisdiction 270

8 Janv. Déclaration conc. un arrangement avec la Prusse pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 521

26 Septr. Réglement de douanes concerté avec la Bavière, le Wurtemberg et la principauté de Hohenzollern-Sigmaringen 703

Hohenzollern-Sigmaringen.

28 Avril Traité avec le Wurtemberg conc. les rapports de jurisdiction 178

$\frac{12}{20}$ Septr. Traité avec le grand-duché de Bâde pour régler les rapports de jurisdiction 303

22 Nov. Déclaration conc. un arrangement avec la Prusse pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 353

1828 26 Septr. Réglement de douanes concerté avec la Bavière, le Wurtemberg et la principauté de Hohenzollern-Hechingen 703

Lippe-Detmold.

1827 19 Juin Déclaration conc. le renouvellement de la convention d'étappes avec la Prusse du $\frac{18 \text{ Juin}}{15 \text{ Août}}$ 1818 270

20 Octr. Déclaration conc. un arrangement avec la Prusse pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 332

Lippe-Schaumbourg.

1827 24 Septr. Déclaration conc. un arrangement avec la Prusse pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 39

Lubec (Ville libre de).

19 Octr. Déclaration conc. un arrangement avec la Prusse pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 330 — 1827

17 Nov. Traité de commerce et de navigation avec le Brésil 340

20 Décbr. Convention d'amitié, de commerce et de navigation avec les Etats-Unis d'Amérique, avec un article additionnel du 4 Juin 1828 362

4 Octr. Traité de commerce et de navigation avec la Prusse 742 — 1828

Mecklenbourg-Schwerin.

1 Avril Convention avec le Danemarc, conc. l'extradition réciproque des criminels et des conscrits réfractaires 16 — 1823

7 Nov. Déclaration conc. un arrangement avec la Prusse pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 506 — 1827

5 Nov. Déclaration rel. aux mesures concertées avec la Prusse pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes 768 — 1828

Mecklenbourg-Strelitz.

1 Févr. Convention avec le Danemarc, conc. l'extradition réciproque des déserteurs et des conscrits réfractaires 7 — 1823

27 Nov. Déclaration conc. un arrangement avec la Prusse pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 509 — 1827

Mexique.

26 Décbr. Traité d'amitié, de commerce et de navigation avec la Grande-Bretagne, avec deux articles additionnels 80 — 1826

15 Juin. Traité d'amitié, de navigation et de commerce avec le royaume des Pays-Bas 230 — 1827

Naples voyez Deux-Siciles.

Nassau.

1827 11 Avril. Bulles conc. l'érection de l'archevêché de Fribourg en Brisgau, de l'évêché de Rottenbourg en Wurtemberg et de Limbourg sur Lahn en Nassau, données le 16 Août 1821 et le 11 Avril 1827 et publiées en Nassau le 9 Octobre 1827 Pag. 146
6 Nov. Déclaration conc. un arrangement avec la Prusse pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 338
27 Nov. Convention avec la Hesse grand-ducale conc. les insinuations judiciaires 357
1828 27 Mars Convention avec la Prusse conc. les frais de justice en matières criminelles 602
17 Août. Convention de cartel avec les Pays-Bas 682
24 Septr. Traité conc. le commerce avec l'Hanovre, la Saxe roy., la Hesse élect., la Saxe gr.-duc., le duché de Brunsvic etc. 691

Norvège voyez Suède.

Oldenbourg.

1824 28 Janv. Déclaration conc. l'abolition du droit de détraction avec le Danemarc 30
1827 19 Janv. Déclaration conc. l'abolition du droit de détraction et de la gabelle d'émigration avec les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale 113
27 Septr. Déclaration conc. un arrangement avec la Prusse pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 321
1828 23 Mars. Publication conc. l'abolition du droit de détraction et de la gabelle d'émigration avec la Russie 601
17 Août Convention de cartel avec le duché de Nassau 682
24 Septr. Traité conc. le commerce avec l'Hanovre, la Saxe roy., la Hesse élect., la Saxe gr.-duc., le duché de Brunsvic etc. 691

Pape voyez Rome (Cour de).

Pays-Bas.

1828 2 Juill. Traité de limites avec l'Hanovre 379

ctr.—ov. Convention avec les royaumes de Suède et de Norvège à l'égard d'une abolition réciproque du droit de détraction Pag. 78 1826
Mai Déclaration relativement à l'extradition des matelots déserteurs Suédois et Norvégiens 214 1827
Juin Traité d'amitié, de navigation et de commerce avec les États-Unis du Mexique 230
Juin Concordat avec le Pape, avec les bulles et autres pièces qui y sont relatives 242
uill.—uin Déclaration échangée avec la Prusse par rapport à la prolongation de la convention de cartel, conclue le 11 Juin 1818, pour le terme de six années 638 1828
Décbr. Traité d'amitié, de navigation et de commerce avec le Brésil 774

Pérou.

uill. Traité de paix avec la république de Bolivia 639 1828

Perse.

Févr. Traité de paix avec la Russie signé à Tourkmantschaï 564 1828

Porte Ottomane.

Mai Convention avec la Suède, qui accorde aux bâtimens Suédois et Norvégiens le privilège de naviguer sur la mer noire 209 1827
Octr. Traité avec l'Espagne conc. la navigation et le commerce de la mer noire 496

Portugal.

Nov. Edit par lequel S. M. Jean VI, roi de Portugal, a déclaré formellement qu'il reconnoissoit son fils aîné, Don Pedro, comme empereur du Brésil et comme prince royal de Portugal 515 1825
Janv. Convention avec la Grande-Bretagne 114. 461 1827

Provinces unies de Rio de la Plata voyez Buenos-Ayres.

Prusse.

1825 4 Avril Convention avec la Saxe royale en exécution du 1er § du XXIIème art. de la convention principale conclue entre ces deux puissances le 28 Août 1819, concernant les fondations pieuses Pag. 411

27 Septr. Convention avec la Saxe royale pour régler les rapports publics des fondations de famille existant dans le royaume et dans le duché de Saxe et pour assurer les droits des particuliers y intéressés 434

6 Décbr. Convention avec la Saxe royale concernant les prétentions réciproques des fondations du royaume et du duché de Saxe 441

28 Décbr. Convention avec la Saxe royale conc. le partage des fondations locales et privées dans le royaume et dans le duché de Saxe non comprises dans le partage réglé par la convention principale du 28 Août 1819 et par les conventions supplémentaires du 4 Avril et du 27 Septembre 1825

1827 23 Janv. Déclaration conc. les mesures concertées avec le duché de Brunsvic pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes 120

11 Mars Traité de commerce et de navigation avec la Suède et la Norvège 138

19 Juin Déclaration conc. le renouvellement de la convention d'étappes avec la principauté de Lippe-Detmold le $\frac{18 \text{ Juin}}{15 \text{ Août}}$ 1818 270

9 Juill. Traité d'amitié, de navigation et de commerce avec le Brésil, avec un art. additionnel du 18 Avril 1828 470

21 Juill. Convention avec la France conc. la réception réciproque des sujets de la classe ouvrière, qui se sont rendus sur le territoire de l'un ou de l'autre état pour y exercer leur métier 292

16 Août Ordre de cabinet relatif à la conclusion d'un arrangement avec les différens états de la confédération Germanique pour la protection commune des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 294

ptr. Déclaration conc. un arrangement avec l'Hanovre pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 1827 Pag. 302
ptr. Déclaration conc. un arrangement avec le Hesse grand-ducale pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 317
ptr. Déclaration conc. un arrangement avec la principauté de Schaumbourg-Lippe pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 319
ptr. Déclaration conc. un arrangement avec le duché d'Oldenbourg pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 321
tr. Déclaration conc. un arrangement avec le duché de Brunsvic pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 326
tr. Déclaration conc. un arrangement avec la principauté de Schwarzbourg-Sondershausen pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 327
:tr. Déclaration conc. un arrangement avec la ville libre et anséatique de Lubec pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 330
:tr. Déclaration conc. un arrangement avec la principauté de Lippe-Detmold pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 332
:tr. Déclaration conc. un arrangement avec la ville libre et anséatique de Bremen pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 333
:tr. Déclaration conc. un arrangement avec la principauté de Schwarzbourg-Rudolstadt pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 335
:tr. Déclaration conc. un arrangement avec la Saxe royale pour la protection des

1827 droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon Pag. 336
6 Nov. Déclaration conc. un arrangement avec le duché de Nassau pour la protection des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 339
7 Nov. Déclaration conc. un arrangement avec le grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 506
22 Nov. Déclaration conc. un arrangement avec la principauté de Hohenzollern-Sigmaringen pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 353
26 Nov. Déclaration conc. un arrangement avec la principauté de Waldeck pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 508
27 Nov. Déclaration conc. un arrangement avec le grand-duché de Mecklenbourg-Strelitz pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 509
27 Nov. Déclaration conc. un arrangement avec le duché de Saxe Cobourg et Gotha pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 355
11 Décbr. Déclaration conc. un arrangement avec le duché d'Anhalt-Dessau pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 511
11 Décbr. Déclaration conc. un arrangement avec le Danemarc pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon, tant dans la monarchie Prussienne que dans les duchés de Holstein, de Lauenbourg et de Schleswic 573
1828 4 Janv. Déclaration conc. un arrangement avec le grand-duché de Bade pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 576
8 Janv. Déclaration conc. un arrangement avec le duché de Saxe-Altenbourg pour la

protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon .... 1828 Pag. 519
nv. Déclaration conc. un arrangement avec la principauté de Hohenzollern-Hechingen pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 521
nv. Déclaration conc. un arrangement avec le duché d'Anhalt-Bernbourg pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 522
nv. Déclaration conc. un arrangement avec les principautés de Reuss-Schleitz et de Reuss-Lobenstein pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 524
nv. Déclaration conc. un arrangement avec le grand-duché de Saxe-Weimar pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 526
nv. Déclaration conc. un arrangement avec la ligne aînée de Reuss-Plauen pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 528
nv. Déclaration conc. la prolongation de la convention de 23 Juin 1821 relative à la procédure de révision sur l'Elbe, pour un terme ultérieur de six ans 547
nv. Déclaration conc. un arrangement avec la Saxe royale par rapport à la contrefaçon 546
vr. Déclaration conc. un arrangement avec le duché de Saxe-Meiningen pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 549
évr. Traité de commerce et de douanes avec le grand-duché de Hesse 550
évr. Déclaration conc. un arrangement avec le Wurtemberg pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 562
lars Convention avec le duché de Nassau conc. les frais de justice en matières criminelles 602
Mai Traité de commerce et de navigation avec les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale 615

1828 2 Juin Convention avec la Saxe royale conc. le couvent de Joachimstein près de Radmeritz Pag. 62
5 Juill. 20 Juill. Déclaration échangée avec les Pays-Bas par rapport à la prolongation de la convention de cartel, conclue le 11 Juin 1818, pour le terme de six années 63
13 Juill. Déclaration conc. un arrangement avec la ville libre de Hambourg pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 64
17 Juill. Traité avec les duchés d'Anhalt-Köthen et d'Anhalt-Dessau conc. la franchise des sujets réciproques du péage de l'Elbe 65
17 Juill. Traité avec les duchés d'Anhalt-Köthen et d'Anhalt-Dessau conc. les rapports mutuels des douanes et du commerce 66
25 Juill. Convention de cartel avec la France 67
4 Oct. Traité de commerce et de navigation avec les villes libres et anséatiques de Lubec, de Brémen et de Hambourg 70
5 Nov. Déclaration rel. aux mesures concertées avec le grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes 76

Reuss-Gritz.

1826 30 Août Convention avec la Bavière conc. l'obligation au service militaire par rapport aux émigrations. 7
1828 24 Septr. Traité conc. le commerce avec l'Hanovre, la Saxe roy., la Hesse élect., la Saxe gr.-duc., le duché de Brunsvic etc. 69
29 Septr. Traité conc. le commerce avec la Saxe roy., la Saxe gr.-duc., les duchés d'Altenbourg, de Cobourg-Gotha et de Saxe-Meiningen etc. 73

Reuss-Lobenstein et Ebersdorf.

1828 10 Janv. Déclaration conc. un arrangement avec la Prusse pour la protection des droits des auteurs et libraires contre la contrefaçon 3

Septr. Traité conc. le commerce entre l'Hanovre, la Saxe roy., la Hesse élect., la Saxe gr.-duc, le duché de Brunsvic etc. Pag. 691 1828
Septr. Traité conc. le commerce avec la Saxe roy., la Saxe gr.-duc., les duchés d'Altenbourg, de Cobourg-Gotha et de Saxe-Meiningen etc. 731

Reuss-Plauen (ligne aînée de)

Janv. Déclaration conc. un arrangement avec la Prusse pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 528 1828

Reuss-Plauen (ligne cadette de)

Juill. Convention avec la Bavière conc. la juridiction en matières de concours des créanciers 676 1828

Reuss-Schleitz.

Janv. Déclaration conc. un arrangement avec la Prusse pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 524 1828
Septr. Traité conc. le commerce avec l'Hanovre, la Saxe roy., la Hesse élect., la Saxe gr.-duc, le duché de Brunsvic etc. 691
Septr. Traité conc. le commerce avec la Saxe roy., la Saxe gr.-duc., les duchés d'Altenbourg, de Cobourg-Gotha et de Saxe-Meiningen etc. 731

Rome (Cour de)

Août Bulles conc. l'érection de l'archevêché de 1821
Avril Fribourg en Brisgau, de l'évêché de Rottenbourg en Wurtemberg et de Limbourg sur Lahn en Nassau 146 1827
Juin Concordat avec le royaume des Pays-Bas, avec les bulles et autres pièces qui y sont relatives 242

Russie (et Pologne).

Avril Protocole relatif aux affaires de la Grèce signé à Petersbourg avec la Grande-Bretagne 40 1826

1827 12 Mars Convention avec le grand-duché de Hesse conc. l'abolition du droit de détraction Pag. 137
18 Mai Déclaration relativement à l'abolition du droit de détraction avec le Danemarc 202
6 Juill. Traité pour la pacification de la Grèce, avec la Grande-Bretagne et la France 282. 465
1828 22 Févr. Traité de paix avec la Perse, signé à Tourkmantschaï 564
$\frac{26}{14}$ Févr. Convention de commerce et d'amitié avec la Suède et la Norvège 572
23 Mars Publication conc. l'abolition du droit de détraction et de la gabelle d'émigration avec le duché d'Oldenbourg 601
21 Nov. Convention avec la Bavière conc. l'extension réciproque de la franchise du droit de détraction sur le royaume de Pologne 765

Sardaigne.

1827 8 Mars Déclaration conc. l'abolition de la gabelle d'émigration et du droit de détraction avec le Wurtemberg 131
12 Mai Convention avec plusieurs cantons Suisses au sujet des établissemens réciproques avec les actes y relatifs 193

Saxe (royale).

1825 4 Avril Convention avec la Prusse en exécution du 1er § du XXIIème art. de la convention principale conclue entre ces deux puissances le 28 Août 1819, concernant les fondations pieuses 411
27 Septr. Convention avec la Prusse pour régler les rapports publics des fondations de famille existant dans le royaume et dans le duché de Saxe et pour assurer les droits des particuliers y intéressés 434
6 Décbr. Convention avec la Saxe royale conc. les prétentions réciproques des fondations du royaume et du duché de Saxe 441
28 Décbr. Convention avec la Prusse conc. le partage des fondations locales et privées dans le royaume et dans le duché de Saxe non comprises dans le partage réglé par la convention principale du 28 Août 1819

et par les conventions supplémentaires du 4 Avril et du 27 Septembre 1825.
¾ Mars Déclaration conc. les rapports féodaux et de jurisdiction avec le duché de Saxe-Altenbourg Pag. 143 1827
28 Octr. Déclaration conc. un arrangement avec la Prusse pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 336
5 Janv. Déclaration entre la Saxe et le Wurtemberg conc. les fraix de justice en matières criminelles 518 1828
25 Janv. Déclaration conc. un arrangement avec la Prusse par rapport à la contrefaçon 546
17 Mars Convention avec le Wurtemberg conc. les fraix de justice en matières criminelles 594
2 Juin Convention avec la Prusse conc. le couvent de Joachimstein près de Radmeritz 627
24 Septr. Traité conc. le commerce avec l'Hanovre, la Hesse élect., la Saxe gr.-duc., le duché de Brunsvic etc. 691
29 Septr. Traité conc. le commerce avec la Saxe gr.-duc., les duchés d'Altenbourg, de Cobourg-Gotha et de Saxe-Meiningen etc. 731
25 Décbr. Traité d'accession de la principauté de Schwarzbourg-Sondershausen au traité de commerce conclu à Cassel le 24 Septr. 1828 779
25 Décbr. Traité ultérieur d'accession de la principauté de Schwarzbourg-Sondershausen au traité de commerce conclu à Cassel le 24 Septr. 1828. 781

Saxe-Altenbourg.

¾ Mars Déclaration conc. les rapports féodaux et de jurisdiction avec la Saxe royale 143 1827
29 Septr. Convention de cartel avec le duché de Saxe-Gotha 322
8 Janv. Déclaration conc. un arrangement avec la Prusse pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 579 1828

1828 24 Septr. Traité conc. le commerce avec l'Hanovre, la Saxe roy., la Hesse élect., la Saxe gr.-duc., le duché de Brunsvic etc. Pag. 691
29 Septr. Traité conc. le commerce avec la Saxe roy., la Saxe gr.-duc., les duchés de Cobourg-Gotha et de Saxe-Meiningen etc. 731
22 Nov. Convention avec le Wurtemberg conc. les fraix de justice en matières criminelles 766

Saxe-Cobourg-Gotha.

1822 28 Août — 28 Septr. Convention avec la Hesse élect. conc. l'extradition réciproque des vagabonds 5
1827 29 Septr. Convention de cartel. avec le duché de Saxe-Altenbourg 322
27 Nov. Déclaration conc. un arrangement avec la Prusse pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 355
1828 24 Septr. Traité conc. le commerce avec l'Hanovre, la Saxe roy., la Hesse élect., la Saxe gr.-duc., le duché de Brunsvic etc. 691
29 Septr. Traité conc. le commerce avec la Saxe roy., la Saxe gr.-duc., les duchés d'Altenbourg et de Saxe-Meiningen etc. 731
11 Décbr. Traité avec la Hesse électorale conc. les rapports mutuels de commerce 767

Saxe-Meiningen.

1824 5 Mars Convention avec la Hesse électorale conc. la réception réciproque des vagabonds 34
1827 10 Octr. Convention avec le grand-duché de Saxe-Weimar conc. les fraix de justice en matières criminelles 329
1828 7 Févr. Déclaration conc. un arrangement avec la Prusse pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 549
15 Mars Convention avec le Wurtemberg conc. les fraix de justice en matières criminelles et de concours des créanciers 593

Septr. Traité conc. le commerce avec l'Hanovre, la Saxe roy., la Hesse élect., la Saxe gr.-duc., le duché de Brunsvic Pag. 691 1828
Septr. Traité conc. le commerce avec la Saxe roy., la Saxe gr.-duc., les duchés d'Altenbourg et de Cobourg-Gotha etc. 731
Décbr. Traité avec la Hesse électorale conc. les rapports mutuels de commerce 767

Saxe-Weimar.

Mars / Févr. Déclaration entre la Hesse élect. et le gr. duché de Weimar conc. la réception réciproque des vagabonds 36 1824
Mai Convention avec la principauté de Schwarzbourg-Sondershausen conc. la réception réciproque des vagabonds 204 1827
Octr. Convention avec le duché de Saxe-Meiningen conc. les fraix de justice en matières criminelles 329
Janv. Déclaration conc. un arrangement avec la Prusse pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 526 1828
Mars Convention avec le Wurtemberg conc. les fraix de justice en matières criminelles 594
Mars Convention avec la Hesse électorale conc. l'extradition de criminels et d'autres rapports de jurisdiction criminelle 595
Mai Convention avec l'Hanovre conc. l'extradition des criminels 622
Septr. Traité conc. le commerce avec l'Hanovre, la Saxe roy., la Hesse élect., le duché de Brunsvic etc. 691
Septr. Traité conc. le commerce avec la Saxe roy., les duchés d'Altenbourg, de Cobourg-Gotha et de Saxe-Meiningen etc. 731
Décbr. Traité avec la Hesse électorale conc. les rapports mutuels de commerce 767
Décbr. Traité d'accession de la principauté de Schwarzbourg-Sondershausen au traité de commerce conclu à Cassel le 24 Septembre 1828 779

1828 25 Décbr. Traité ultérieur d'accession de la principauté de Schwarzbourg-Sondershausen au traité de commerce conclu à Cassel le 24 Septembre 1828 Pag. 76

Schwarzbourg-Rudolstadt.

1827 20 Octr. Déclaration conc. un arrangement avec la Prusse pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 335

24 Septr. Traité conc. le commerce avec l'Hanovre, la Saxe roy., la Hesse élect., la Saxe gr.-duc., le duché de Brunsvic etc. 691

29 Septr. Traité conc. le commerce avec la Saxe roy., la Saxe gr.-duc., les duchés d'Altenbourg, de Cobourg-Gotha et de Saxe-Meiningen etc.

Schwarzbourg-Sondershausen.

22 Mai Convention avec le grand-duché de Saxe-Weimar conc. la réception réciproque des vagabonds 204

6 Octr. Déclaration conc. un arrangement avec la Prusse pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 327

1828 25 Décbr. Traité d'accession au traité de commerce conclu à Cassel le 24 Septembre 1828 77

25 Décbr. Traité ultérieur d'accession au traité de commerce conclu à Cassel le 24 Septembre 1828 78

Suède et Norvège.

1823 7 Mars Convention avec le Danemarc conc. la réception réciproque des criminels et des vagabonds en Danemarc et en Norvège 14

1826 $\frac{\text{26 Octr.}}{\text{20 Nov.}}$ Convention avec les Pays-Bas à l'égard d'une abolition réciproque du droit de détraction 78

1827 14 Mars Traité de commerce et de navigation avec la Prusse 18

Mai Convention avec la Porte, qui accorde aux bâtimens Suédois et Norvégiens le privilège de naviguer sur la mer noire Pag. 209 1827
Mai Déclaration signée entre la Suède et les Pays-Bas relativement à l'extradition des matelots déserteurs 214
uill. Traité d'amitié et de commerce avec les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale 271
Févr. Convention de commerce et d'amitié avec la Russie 572 1828

Suisse.

Septr. Déclaration conc. l'abolition du droit d'aubaine avec le roy. des Deux-Siciles 4 1821
Mai Déclaration conc. l'abolition du droit d'aubaine avec le roy. des Deux-Siciles 24 1823
uill. — Déclaration conc. l'abolition du droit de
eptr. détraction avec le grand-duché de Hesse 28
Mars Déclaration conc. l'abolition du droit d'aubaine avec le roy. des Deux-Siciles 33 1824
Mai Convention avec la Sardaigne au sujet des établissemens réciproques, avec les actes y relatifs 193 1827
Mai Convention avec la France conc. les établissemens réciproques, avec les actes y relatifs 216
Décbr. Déclaration conc. l'abolition du droit de détraction et de la gabelle d'émigration avec le Danemarc 358
Juill. Traité avec l'Autriche conc. l'extradition réciproque des criminels 646 1828
Juill. Traité avec la France conc. les rapports de voisinage, de justice et de police 665

Waldeck.

Août Convention avec le Danemarc conc. l'abolition du droit de détraction 1 1820
Avril Convention avec la Hesse électorale conc. la réception réciproque des vagabonds 23 1823
Nov. Déclaration conc. un arrangement avec la Prusse pour la protection des droits 1827

des auteurs et des libraires contre la contrefaçon Pag. 508

1828 2 Avril / 28 Juin Convention avec la Hesse électorale conc. les délits forestiers, de chasse et de pêche 604

Wurtemberg.

1826 26 Nov. Ordonnance de S. A. R. le Grand-duc de Bâde conc. le commerce avec le royaume de Wurtemberg 36

15 Avril Convention avec le grand-duché de Bâde conc. le commerce sur les frontières respectives des deux états 44

1827 8 Mars Déclaration conc. l'abolition de la gabelle d'émigration et du droit de détraction avec la Sardaigne 131

11 Avril Bulles conc. l'érection de l'archevêché de Fribourg en Brisgau, de l'évêché de Rottenbourg en Wurtemberg et de Limbourg sur Lahn en Nassau, données le 16 Août 1821 et le 11 Avril 1827 et publiées en Wurtemberg le 24 Octobre 1827 145

12 Avril Traité de commerce et de douanes avec la Bavière 167

28 Avril Traité avec la principauté de Hohenzollern-Sigmaringen conc. les rapports de jurisdiction 175

23 Juin Traité avec la principauté de Hohenzollern-Hechingen conc. les rapports de jurisdiction 270

1828 5 Janv. Déclaration entre le Wurtemberg et la Saxe roy. conc. les fraix de justice en matières criminelles 573

18 Janv. Traité fondamental de douanes avec la Bavière 529

19 Févr. Déclaration conc. un arrangement avec la Prusse pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 565

Mars Convention avec le duché de Saxe-Meiningen conc. les fraix de justice en matières criminelles et de concours des créanciers 1828 Pag. 593
Mars Conventions avec la Saxe royale, le grand-duché de Weimar et le duché de Brunsvic conc. les fraix de justice en matières criminelles 594
Mars Convention avec le grand-duché de Hesse conc. les fraix de justice en matières civiles 600
Septr. Réglement de douanes concerté avec la Bavière et les principautés de Hohenzollern-Hechingen et de Hohenzollern-Sigmaringen 703
Nov. Convention avec le duché de Saxe-Altenbourg conc. les fraix de justice en matières criminelles 766

Errata.

p. 242 *ligne* 12 *au lieu de* roraume *lisez* royaume
317 — 10 — — ducate — Ducale
516 — 33 — — entre' — contre.